

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

VIEILLISSEMENT ET MILIEU DE VIE PÉRIURBAIN :
La participation politique municipale des personnes âgées

Par

Salomé VALLETTE

Maîtrise en études politiques appliquées

Thèse présentée pour obtenir le grade de

Philosophiae doctor, Ph.D.

Doctorat en études urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Septembre 2023

Cette thèse intitulée

**VIEILLISSEMENT ET MILIEU DE VIE PÉRIURBAIN :
La participation politique municipale des personnes âgées**

et présentée par

Salomé VALLETTE

a été évaluée par un jury composé de

Mme Marie-Soleil CLOUTIER, présidente du jury et examinatrice interne, INRS-UCS

Mme Sandra BREUX, directrice de thèse, INRS-UCS

Mme Meghan JOY, codirectrice, Université de Concordia

Mme Annick GERMAIN, examinatrice interne, INRS-UCS

Mme Mélanie COUTURE, examinatrice externe, Université de Sherbrooke

M. Serge BELLEY, examinateur externe, ENAP

RÉSUMÉ

Au Québec, le poids démographique des aîné·e·s est en pleine augmentation et continuera de progresser dans les prochaines années avec l'arrivée des baby-boomers dans la cohorte des personnes âgées de 65 ans et plus. Cette augmentation n'est pas sans conséquence sur la participation de ce groupe d'âge à l'avenir de la société ainsi que sur l'aménagement des milieux urbains. D'abord, il semble que plus un individu vieillit, plus il s'engagera dans son milieu social et plus il sera susceptible de voter (Jennings 1979; Elder 1998; Gherghel et Saint-Jacques 2013). Les données électorales aux derniers scrutins fédéral et provincial au Québec établissent en effet que le taux de participation des 65 ans et plus est supérieur à celui des autres catégories d'âge. Ces données ne prennent toutefois pas en compte l'échelle municipale, niveau politique où la participation électorale est traditionnellement plus basse : un·e électeur·rice sur deux se rend habituellement aux urnes. Néanmoins, pour certain·e·s, la scène politique municipale pourrait être modifiée par l'avènement du « pouvoir gris », présumant que les citoyen·ne·s aîné·e·s posséderont l'avantage du nombre, en prendront conscience et feront valoir leurs intérêts en exerçant massivement leur droit de vote. De plus, les milieux urbains ne sont pas particulièrement bien adaptés au vieillissement de la population. Pourtant, si le programme « Municipalités amies des aînés » (MADA) vise à favoriser le vieillissement actif, soit la participation sociale et politique des personnes âgées en milieux urbains, il s'arrime difficilement au contexte auquel il s'adresse. En effet, le programme MADA, tel que mis en pratique au Québec, a une position « top-down » ne laissant pas assez le/la citoyen·ne en charge des prises de décisions. Le programme ne semble donc pas s'attarder aux spécificités du milieu qu'il souhaite modifier. D'ailleurs, peu d'études se sont penchées sur le cas spécifique des milieux urbains en périphérie d'une grande ville. Ces constats invitent donc à se poser la question : Au sein des municipalités situées en périphérie d'une grande ville, comment l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville affecte-t-elle leur participation à la vie politique municipale ?

Les écrits sur le vieillissement tendent à créer une injonction à la participation (Castonguay et al. 2018) et au vieillissement actif chez les aîné·e·s : l'individu âgé doit correspondre à l'image de l'aîné·e idéal·e, celui ou celle qui contribue à la société et qui ne devient pas un poids économique pour cette dernière (Martinson et Halpern 2011; Joy 2018; Benoit et Perron 2018; Benoit et Perron

2020). Les gérontologues critiques s'opposent aux théories dominantes du vieillissement, tel que le vieillissement actif, issues des sciences biomédicales ainsi que de la sociologie fonctionnaliste (A. Walker 2006). En ce sens, la gérontologie critique tend à contester les approches connues du vieillissement et cherche à développer des pistes innovantes pour mieux le comprendre (Baars et al. 2006; Moulaert et Biggs 2013). Parallèlement à cela, les travaux en sociologie politique municipale, souvent quantitatifs, dressent un portrait encore lacunaire de l'électeur·rice à l'échelle municipale. Un pan de la sociologie politique, mise en relation avec l'approche compréhensive, permet aux chercheur·e·s d'interpréter, d'expliquer et de reconstruire le sens que les individus donnent à leurs gestes (J.-C. Kaufmann 2004), notamment politiques. Ainsi, en alliant les recherches de la gérontologie critique et de la sociologie politique, cette thèse vise à saisir la façon dont l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville influence leur participation à la vie politique municipale, tout en visant à enrichir les perspectives les plus connues du vieillissement et de l'acte politique.

À partir de la réalisation de quatre groupes de discussion et de 39 entretiens semi-dirigés avec des personnes âgées en moyenne de 72,3 ans et vivant dans trois villes de banlieue de Montréal – Repentigny, Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Eustache – notre thèse met en évidence trois résultats principaux. D'une part, le vieillissement actif, tel que vanté par l'OMS (2002), est une vision pleinement intégrée chez nos participant·e·s, qu'ils et elles ne remettent pas en cause. Bien que les participant·e·s de la recherche semblent avoir intériorisé l'âgisme transmis par la société à travers les représentations du vieillissement, la participation politique leur permet d'outrepasser l'idée d'une retraite sans activité et leur semble un moyen de contribuer à la société. Enfin, le capital social des aîné·e·s est une ressource sur laquelle s'appuie leur participation politique, comme leur engagement bénévole, leur participation à des manifestations, à des marches ou à la signature de pétitions. D'autre part, du côté électoral, les facteurs essentiels à la participation sont l'acquisition de connaissances et d'informations concernant l'échelle municipale ainsi que l'expérience du système politique de cette même échelle de gouvernement. De ce fait, il semble que l'utilisation des services municipaux n'influence pas directement la participation politique, électorale ou non, des personnes âgées. Par contre, notre recherche montre, dans le cadre de notre échantillon, que le sentiment d'appartenance à la municipalité et la proximité avec les élu·e·s sont des facteurs qui détiennent une importance certaine dans l'engagement du/de la citoyen·ne aîné·e au sein d'associations ou encore dans la participation aux assemblées du conseil municipal. De tels

résultats invitent ainsi à réfléchir sur l'impact des programmes publics dédiés au vieillissement de la population, comme le programme MADA, sur l'aménagement des municipalités ainsi que sur l'importance de la circulation d'informations politiques à l'échelle municipale.

Mots-clefs : Participation politique; participation électorale; échelle municipale; services municipaux; personnes âgées; représentation du vieillissement; banlieues.

ABSTRACT

In Quebec, the demographic weight of seniors is increasing and will continue to do so in the coming years with the arrival of the baby boomers in the cohort of people aged 65 and over. This increase is not without consequences for the participation of this age group in the future of society and for the development of urban environments. First, it appears that the older an individual gets, the more engaged they will be in their social settings and the more likely they will be to vote (Jennings 1979; Elder 1998; Gherghel et Saint-Jacques 2013). Electoral data from the last federal and provincial elections in Quebec show that the participation rate of people aged 65 and over is higher than in other age categories. However, these data do not consider the municipal level, where voter turnout is traditionally lower : one in two voters usually goes to the polls. Nonetheless, some believe that the municipal political scene could be changed by the advent of “grey power”, assuming that older citizens will have a numerical advantage, become aware of it and assert their interests by exercising their right to vote in large numbers. Second, urban areas are not particularly well suited to an aging population. However, although the “Age-Friendly City” (AFC) program aims to promote active aging, such as the social and political participation of seniors in urban areas, it does not fit in well with the context for which it is intended. In fact, the AFC program, as practiced in Quebec society, has a “top-down” position that does not leave the citizen in charge of the decision making. As such, the program does not seem to focus on the specific characteristics of the environment it seeks to modify. Moreover, few studies have looked at the specific case of urban environments on the outskirts of a large city. These findings therefore invite us to ask ourselves : In the municipalities on the suburbs of a large city, how does seniors' experience of their city affect their participation in the political life of the city ?

The literature on aging tends to create an injunction for older adults to participate (Castonguay et al. 2018) and age actively : the older individual must fit the image of the ideal senior, one who contributes to society and does not become an economic burden on it (Martinson et Halpern 2011; Joy 2018; Benoit et Perron 2018; Benoit et Perron 2020). Critical gerontologists oppose the dominant theories of aging, such as active aging, from the biomedical sciences as well as functionalist sociology (A. Walker 2006). In this sense, critical gerontology tends to challenge known approaches to aging and seeks to develop innovative avenues to better understand it (Baars

et al. 2006; Moulaert et Biggs 2013). At the same time, work in municipal political sociology, often quantitative, paints a still incomplete picture of the voter at the municipal level. One aspect of political sociology, linked to the comprehensive approach, allows researchers to interpret, explain and reconstruct the meaning that individuals give to their actions (J.-C. Kaufmann 2004), particularly political actions. Thus, by combining research from critical gerontology and political sociology, this thesis aims to understand how seniors' experience of their city influences their participation in municipal politics, while at the same time aiming to enrich the most well-known perspectives on aging and the political act.

Based on four focus groups and 39 semi-structured interviews with people aged 72.3 years on average and living in three suburban cities of Montreal – Repentigny, Saint-Jean-sur-Richelieu and Saint-Eustache – our thesis highlights three main results. On the one hand, active aging, as promoted by the WHO (OMS 2002), is a fully integrated vision among our participants, which they do not question. Even though the participants in the research seem to have internalized the ageism transmitted by society through representations of aging, political participation allows them to go beyond the idea of a retirement without activity and remains a way to contribute to society. Finally, the social capital of seniors is a resource on which their political participation is based, such as their volunteer involvement, their participation in manifestations, walks or petition signing. On the other hand, on the electoral side, the key factors for participation are the acquisition of knowledge and information about the municipal level and experience with the political system at that level of government. Thus, it appears that the use of municipal services does not directly influence political participation, electoral or otherwise, among seniors. On the other hand, our research shows, within the framework of our sample, that the feeling of belonging to the municipality and the proximity to elected officials are factors that are important in the involvement of senior citizens in associations or in participation in municipal council meetings. Such results invite reflection on the impact of public programs dedicated to the aging population, such as the AFC program, on municipal development and on the importance of political information transfer at the municipal level.

Key words : Political participation; electoral participation; municipal level; municipal services; older people; aging representation; suburbs.

REMERCIEMENTS

Autant d'années de travail pour se concentrer sur un même projet nécessitent une bonne dose de persévérance et de folie ! Mais pour vivre cette folie dans la joie, il faut être bien soutenue.

Certaines personnes vivent cette folie depuis plus longtemps que le début de mon propre doctorat et m'ont accompagnée tout au long de ce parcours. Sandra, je veux te remercier pour ton soutien, ton partage de connaissances, ta confiance, tes disponibilités à toute heure et surtout, surtout ton perpétuel humour ! Meghan, tu as été tout aussi incroyable dans ton encadrement. Tu m'as permis de mieux découvrir la gérontologie et comment je m'y inscris en tant que chercheure.

D'autres personnes ont choisi, comme moi, d'écouter leur folie académique intérieure et l'ont partagé avec moi. D'abord, les maîtriseux et maîtriseuses : Alice, Étienne. Merci pour nos pauses café, nos soirées vin, nos fous rires et nos longs moments d'études et de rédaction. Un merci tout particulier à Catherine – pour nos échanges de plantes et notre amitié simple – et à Jean-Philippe – pour nos discussions sincères sur nos angoisses universitaires et pour nos infinis moments de rigolade. Ensuite, les doctorant·e·s : Alex, Clarence, Gabrielle, Gaoussou. Vous êtes parmi ceux et celles qui comprennent le mieux ce que l'on vit et traverse pendant un doctorat. C'est grâce à nos discussions et à nos différents points de vue que j'ai pu améliorer cette thèse. Hélène, ne t'inquiète pas, je ne t'ai pas oubliée et tu as droit à ton moment bisounours, prépare-toi ! Tu es une belle rencontre et une personne incroyable. Nos excursions ont été des moments de répit dans cette aventure. Hélène, tu as été présente dans mes jours plus difficiles, mais aussi dans les plus beaux, et j'espère avoir réussi à en faire autant pour toi. J'ai fait la rencontre de gens incroyables à l'INRS, mais vous, la « gang du 6^e », vous êtes les meilleur·e·s !

Puis, il y a ceux et celles qui connaissent ma folie depuis de très nombreuses années. Laurence, la première à m'avoir vu lire les tonnes d'articles et de livres, la première à avoir entendu mes questions d'entretiens, mes réflexions. Merci :) Isabelle, Bobby, Jo, mes incroyables partenaires d'escalade ! Vous m'avez offert d'innombrables soirées de bonheur ! Louis et Ashley, merci pour les soirées jeux de société, c'était toujours drôle de savoir que j'allais perdre avant même de commencer ! Et ma gang de gars : Sam, Nico (et Cam), Jib, Foh (et Rox), Plouffe, Catudal, Gui (et Cass) et Max. Vous avez été tellement indulgents avec moi, vous avez suivi les différentes étapes de mon parcours et par nos soirées, nos journées dans différents chalets et nos activités multiples

vous avez toujours, mais toujours réussi à me faire décrocher. Merci pour votre amitié de longue date, j'ai hâte de vivre les prochaines années avec vous les boys !

Enfin, il y a six personnes qui ont toujours connu ma folie : ma famille. Les deux premiers responsables, MES DEUX VIEUX FOUS, puis ma folle de sœur et mon fou de frère ainsi que ma nièce et mon neveu – des fous en devenir. Je ne vous le dis pas assez souvent, mais je vous aime. Vous avez été les tout premiers à croire en moi, à me soutenir, à m'encourager, à m'aider et à me rappeler qui je suis dans les moments où le doute s'emparait de moi. Sans vous, je ne serai pas là où j'en suis aujourd'hui et surtout, je ne serai pas la Salomé que je suis devenue.

Je remercie également tous et toutes les participant·e·s à ma recherche, pour leur temps et leur partage; leurs propos soutiennent cette thèse.

Je tiens finalement à remercier le FRQSC et le CRSH qui, grâce à leur soutien financier, m'ont permis de construire ce beau projet.

Merci à vous tous et toutes, infiniment et sincèrement !

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	iii
Abstract	vi
Remerciements	viii
Table des matières	x
Liste des tableaux	xiii
Liste des figures	xiv
Liste des abréviations et des sigles	xv
Introduction	16
1. Chapitre 1 – Recension des écrits	22
1.1. Être aîné·e : une question de représentation ?	22
1.1.1. <i>Les représentations de la vieillesse</i>	23
1.1.2. <i>Une perspective critique des représentations</i>	27
1.2. Du poids démographique au poids électoral : les aîné·e·s	32
1.2.1. <i>Le pouvoir gris</i>	32
1.2.2. <i>Une question du cycle de vie</i>	37
1.3. La participation locale des aîné·e·s : de l’engagement au vote	39
1.3.1. <i>La participation sociale des aîné·e·s et ses représentations</i>	39
1.3.2. <i>De la participation sociale à la participation électorale municipale : quelles représentations ?</i>	44
1.4. Le lieu de résidence et la participation politique : L’expérience des banlieues	48
1.4.1. <i>L’histoire de la banlieue nord-américaine</i>	48
1.4.2. <i>Vivre en banlieue : une différence de participation politique</i>	52
1.5. Conclusion : vieillissement, banlieue et participation politique municipale, quelles relations ?	56
2. Chapitre 2 – Considérations méthodologiques	66
2.1. Positionnement de la recherche en études urbaines	66
2.2. Définitions des termes de la recherche	69
2.3. Objectifs de la recherche	72
2.4. Dimensions à l’étude	73
2.4.1. <i>L’expérience de la ville des aîné·e·s</i>	73
2.4.2. <i>La participation à la vie politique municipale</i>	77
2.5. Stratégie de vérification	81
2.5.1. <i>Devis de recherche</i>	82
2.5.2. <i>Outils de collecte de l’information</i>	83

2.5.3.	<i>Analyse des données</i>	91
2.5.4.	<i>Péripéties du terrain de recherche</i>	92
3.	Cas d'études de la recherche	94
3.1.	Présentation générale des terrains d'étude.....	95
3.2.	Saint-Jean-sur-Richelieu.....	97
3.3.	Saint-Eustache	105
3.4.	Repentigny.....	112
3.1.	Conclusion.....	121
4.	Chapitre 4 - Saint-Jean-sur-Richelieu : des services urbains peu utilisés, participer pour jouer un rôle	122
4.1.	Expérience de la ville	124
4.1.1.	<i>Un enracinement fort, mais une appartenance nuancée</i>	124
4.1.2.	<i>Des services connus, mais peu utilisés</i>	130
4.1.3.	<i>La pratique d'activités au quotidien</i>	140
4.1.4.	<i>Représentations du vieillissement</i>	146
4.2.	Participation à la vie politique municipale	155
4.2.1.	<i>L'engagement et l'implication municipale</i>	155
4.2.2.	<i>La participation électorale aux élections municipales</i>	160
4.2.3.	<i>L'empowerment des aîné-e-s</i>	167
4.3.	Conclusion.....	169
5.	Chapitre 5 – Saint-Eustache, la municipalité où il fait bon vieillir et s'investir politiquement	171
5.1.	Comment vivre à Saint-Eustache ?.....	172
5.1.1.	<i>Saint-Eustache : une ville presque parfaite</i>	172
5.1.2.	<i>Des services municipaux appréciés de tous et toutes</i>	176
5.1.3.	<i>Activités pratiquées</i>	185
5.1.4.	<i>Représentations du vieillissement</i>	190
5.2.	Participation à la vie politique municipale	199
5.2.1.	<i>L'engagement et l'implication municipale</i>	199
5.2.2.	<i>La participation électorale à l'échelle municipale</i>	205
5.2.3.	<i>L'empowerment des aîné-e-s</i>	210
5.3.	Conclusion.....	213
6.	Chapitre 6 – Vieillir à Repentigny : une participation politique pour les services municipaux	214
6.1.	Comment vivre à Repentigny.....	215
6.1.1.	<i>Repentigny, la ville du bonheur</i>	215
6.1.2.	<i>Des services municipaux répondant aux besoins de ses résident-e-s</i>	219

6.1.3.	<i>La famille, une source d'activités sociales importante</i>	226
6.1.4.	<i>Représentations du vieillissement</i>	230
6.2.	Participation à la vie politique municipale.....	236
6.2.1.	<i>L'engagement et l'implication municipale</i>	236
6.2.2.	<i>La participation électorale à l'échelle municipale</i>	242
6.2.3.	<i>L'empowerment des aîné·e·s</i>	247
6.3.	Conclusion.....	250
7.	Chapitre 7 – La socialisation et l'expérience : des éléments clefs à la participation politique	251
7.1.	Tendances dans la diversité des cas.....	252
7.1.1.	<i>Particularité de chaque municipalité</i>	252
7.2.	Un vieillissement actif intériorisé.....	255
7.3.	La ville : espace de vieillissement.....	258
7.3.1.	<i>La banlieue, un milieu de vie en évolution</i>	259
7.3.2.	<i>Le « milieu de vie » aussi important que le vieillissement « chez-soi »</i>	261
7.3.3.	<i>L'utilisation des services municipaux et la projection du vieillissement</i>	263
7.4.	Participation politique des aîné·e·s.....	269
7.4.1.	<i>L'engagement bénévole : faire face à sa retraite</i>	270
7.4.2.	<i>Le rapport avec les élu·e·s et l'information pour l'implication politique</i>	271
7.4.3.	<i>La participation électorale : la signification du vote</i>	274
7.4.4.	<i>La participation politique non conventionnelle : un début de pouvoir gris</i>	277
7.5.	Expérience de la ville et participation politique des aîné·e·s : quels liens ?.....	280
7.5.1.	<i>Le capital social des aîné·e·s : une ressource pour la participation politique</i>	281
7.5.2.	<i>La participation électorale municipale, une participation qui s'acquiert</i>	285
7.5.3.	<i>Quelques pistes de réflexion</i>	291
7.6.	Conclusion.....	294
	Conclusion générale	295
	Bibliographie	300
	Annexe 1 – Dimensions, définitions et questions de nos guides d'entretien	322
	Annexe 2 – Questionnaire sociodémographique	331
	Annexe 3 – Liste des associations et organismes communautaires de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (Non-exhaustive)	333
	Annexe 4 – Liste des associations et organismes communautaires de la Ville de Saint-Eustache (Non-exhaustive)	334
	Annexe 5 – Liste des associations et organismes communautaires de la Ville de Repentigny (Non-exhaustive)	335
	Annexe 6 – Certificat d'éthique	336

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : L'expérience de la ville : dimensions.....	76
Tableau 2.2 : La participation à la vie politique municipale : dimensions.....	81
Tableau 2.3 : Répartition des participant·e·s par outils de collecte et par municipalités.....	90
Tableau 2.4 : Caractéristiques sociodémographiques des participant·e·s.....	91
Tableau 3.1 : Le taux de participation électorale, à l'échelle municipale de nos municipalités de recherche	96
Tableau 3.2 : Répartition démographique de Saint-Jean-sur-Richelieu, en date de 2016.....	99
Tableau 3.3 : Mesures réalisées par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour répondre aux besoins des aîné·e·s en 2018	100
Tableau 3.4 : Mesures prévues par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour répondre aux besoins des aîné·e·s relatives la dimension MADA Respect et inclusion sociale	101
Tableau 3.5 : Mesures prévues par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu Transport – Mobilité et inclusion sociale	102
Tableau 3.6 : Résultats des élections municipales de 2017.....	103
Tableau 3.7 : Répartition démographique de Saint-Eustache, en date de 2016.....	105
Tableau 3.8 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Vie communautaire ».....	106
Tableau 3.9 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Environnement ».....	107
Tableau 3.10 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Sports et plein air ».....	108
Tableau 3.11 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Développement de ma ville »	109
Tableau 3.12 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Culture et patrimoine ».....	109
Tableau 3.13 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Accessibilité et mobilité durable »	110
Tableau 3.14 : Résultats des élections municipales de 2017 de Saint-Eustache.....	111
Tableau 3.15 : Répartition démographique de Repentigny, en date de 2016.....	112
Tableau 3.16 : Orientation 1 : Intégrer la notion d'accessibilité universelle au sein de l'organisation et des services associés	114
Tableau 3.17 : Orientation 2: Travailler à l'amélioration continue de l'offre de services destinés aux familles (enfants, adolescents et jeunes adultes) et aux aînés	115
Tableau 3.18 : Orientation 3 : Favoriser l'enracinement de familles et des ressources du milieu en misant sur leur sentiment d'appartenance à la municipalité et sur la vitalité de cette dernière dans la perspective d'un rapprochement interculturel.....	116
Tableau 3.19 : Orientation 4 : Inculquer des pratiques de saines habitudes de vie au sein des services et de la population	117
Tableau 3.20 : Résultats des élections municipales de 2017 de Repentigny	118

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Expérience de la ville en périphérie, participation politique et vieillissement	65
Figure 3.1 : Carte représentant la position géographique des municipalités de notre recherche ...	96
Figure 3.2 : Carte des secteurs de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	98
Figure 3.3 : Carte des districts électoraux remportés par la mairesse de Repentigny en 2017	119
Figure 4.1 : Carte des lieux des groupes de discussion à Saint-Jean-sur-Richelieu.....	123
Figure 7.1 : Lien entre l'expérience de la banlieue, la participation politique et le vieillissement	290

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

AQDR	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées
FADOQ	Fédération de l'Âge d'Or du Québec
MADA	Municipalités amies des aînés
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MRC	Municipalité régionale de comté
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des nations unies
VADA	Villes amies des aînés

INTRODUCTION

Le vieillissement de la population n'est pas un fait nouveau; en effet, au Québec, le nombre d'ainé·e·s de 65 ans et plus passera de 1,1 million, en 2006, à 2,6 millions en 2056 (ISQ 2009). En 2015, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a publié le bilan démographique du Québec démontrant l'augmentation continue de la cohorte des personnes âgées, alors que la proportion des cohortes plus jeunes diminue graduellement depuis 2010 (ISQ 2015a). Ainsi, la proportion des 65 ans et plus au Québec est passée de 5,8 % à 18 % entre 1961 et 2016 et progresserait jusqu'à 28,5 % en 2061 (ISQ 2015b). Le Québec présente un accroissement rapide de sa population vieillissante comparativement aux pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) : « La hausse de la proportion des personnes âgées est l'une des plus élevées parmi les pays de l'OCDE; seuls le Portugal, l'Italie et le Japon ont vu leur part d'ainé·e·s s'accroître davantage durant cette période » (ISQ 2015b). Ainsi, en 1970, la proportion québécoise d'ainé·e·s se trouvait parmi les plus faibles, alors que dès 2010, elle avait rattrapé la moyenne des pays de l'OCDE (ISQ 2015b). Ce changement démographique est donc fortement tributaire du poids démographique des baby-boomers, personnes nées entre 1946 et 1965, arrivant progressivement dans la catégorie d'âge des 65 ans et plus (Hudson et Gonyea 2012; Bickel 2014; ISQ 2015a; ISQ 2015b).

L'augmentation de cette partie de la population engendre des réflexions sur plusieurs enjeux sociétaux. Pourtant, l'impact de cette dernière sur l'aménagement des municipalités québécoises est encore peu étudié. Le vieillissement des villes en périphérie, celles que l'on nomme plus communément les banlieues, suscite des préoccupations dans la mesure où, premièrement, elles vieillissent plus rapidement que les villes centres, et deuxièmement, elles ont été pensées en fonction des jeunes familles et des individus de la vie active – les travailleur·euse·s –, mais n'ont pas été considérées et adaptées à la réalité des personnes âgées. En effet, c'est principalement dans les banlieues que l'on retrouve la plus forte croissance de la population des 65 ans et plus (Després et Lord 2002). Pourtant, la disponibilité limitée du transport en commun, en dehors des heures de pointe, et la distance entre le domicile et les services essentiels – pharmacies, épiceries – font des banlieues un milieu de vie contraignant pour le vieillissement.

Parallèlement à cela, les activités de participation sociale des aîné·e·s augmentent de plus en plus (Thomas 2007). Les trois quarts des personnes âgées s'engagent bénévolement dans leur communauté (Raymond et al. 2008a) et, puisqu'elles ne sont plus en activité professionnelle, elles consacrent plus d'heures au bénévolat que les plus jeunes (Statistique Canada 2007). L'augmentation démographique des 65 ans et plus, ainsi que leur participation plus grande que celle des individus plus jeunes, représentent un poids politique non négligeable dans la société contemporaine. Le vieillissement de la population soulève donc un défi tant pour la participation des aîné·e·s dans la société que pour l'aménagement territorial des municipalités de banlieue.

D'un côté, pour répondre à ces défis, de nombreuses municipalités ont mis en œuvre une démarche Municipalités amies des aînés (MADA). Cette démarche se base sur le modèle du développement des « Villes amies des aînés » (VADA), promu par l'ONU depuis 2009. Ce modèle est devenu un enjeu important pour les politiques sociales du vieillissement, englobant les questions qui touchent aussi bien les milieux urbains que ruraux (Garon et al. 2016). Initié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (2007) en 2007, le modèle VADA vise à développer des communautés urbaines favorables au vieillissement actif. Ce concept est défini par l'OCDE, en 1998, comme « la capacité des personnes avançant en âge à mener une vie productive dans la société et l'économie au bénéfice tant de l'individu que de la collectivité » (Guillemard 2013, 21). Au Québec, ce modèle s'est adapté sous le nom du programme ou de la démarche MADA, en 2013. Ce programme est fondé sur la participation des personnes âgées dans les milieux urbains et « a le potentiel de contribuer à dynamiser la participation des aînés au sein des instances politiques et de favoriser un débat plus représentatif concernant les mesures à prendre pour améliorer la qualité de vie de notre population vieillissante et de son environnement. » (Joy, Marier et Séguin 2018, 82) Ce programme soutient donc un ensemble de représentations de l'aîné·e et du vieillissement, entre autres, des comportements attendus, notamment au regard du rôle et de la participation des aîné·e·s dans la société. Pourtant, comme l'affirment les auteur·e·s, le programme MADA n'est pas « un remède » (p.81), puisqu'il n'est pas adéquatement financé et soutenu sur le plan financier et intergouvernemental. Elles ajoutent également que le programme ne prend pas suffisamment en considération les activités de la vie quotidienne des aîné·e·s qui sont, pour la plupart, des retraité·e·s. Le programme s'adresse à certains groupes d'aîné·e·s seulement, soit ceux et celles en bonne santé et pouvant participer dans leur communauté. De ce fait, pour certain·e·s aîné·e·s, l'aménagement de la ville peut, au quotidien, constituer un frein à la pratique de leurs activités et

de leurs participations communautaires. Également, le programme MADA ne considère pas les spécificités du milieu qu'il souhaite modifier ce qui engendre une décontextualisation de son application (Buffel, Phillipson et Scharf 2012; Buffel et al. 2014; Buffel et Phillipson 2016; Winterton 2016). En effet, Buffel et Phillipson (2016) notent que le programme VADA semble décontextualisé par rapport à l'économie politique des villes dans lesquelles il est appliqué. C'est une problématique à considérer étant donné qu'il s'agit d'un modèle basé sur le lieu, censé être conçu et mis en œuvre dans des milieux locaux et par des acteur·rice·s politiques locaux. D'après les auteur·e·s, les villes, et en particulier les grandes villes, sont des milieux complexes où coexistent de multiples valeurs, institutions et agents, qui offre la possibilité de remettre en question les projets dominants et d'enraciner des projets alternatifs.

Au Québec, cette décontextualisation serait notamment due à la diversité des municipalités québécoises. La structure territoriale est très variée ; il y a un nombre restreint de grandes villes (plus de 100 000 habitants), un nombre très élevé de petites municipalités (moins de 10 000 habitants) et moins d'une centaine de villes se situent entre ces deux extrêmes (MAMH 2018). Peu d'études ont été menées pour comprendre l'impact de cette diversité structurelle sur les politiques municipales de toutes sortes (culturelle, sociale, etc.). Ainsi, il semble que le programme MADA ne prenne pas en considération la distinction entre une municipalité de centre ou une de périphérie, qui peuvent également avoir des enjeux économiques et d'accessibilité totalement différents.

D'un autre côté, le vieillissement de la population génère également des questions sur la participation politique des personnes âgées. La participation électorale est plus élevée chez les 65 ans et plus, un phénomène connu puisque plus une personne prend de l'âge, plus elle sera susceptible de s'engager dans son milieu social et politique (Jennings 1979; Elder 1998; Gherghel et Saint-Jacques 2013). Les données électorales des derniers scrutins fédéral et provincial, au Québec, établissent en effet que le taux de participation de cette tranche de la population est supérieur à celui des autres autres catégories d'âge (Statistique Canada 2022). Néanmoins, bien que les données municipales augmentent depuis la dernière décennie, peu d'informations sont disponibles pour bien comprendre la participation électorale des aîné·e·s à l'échelle municipale.

Conjointement avec cette participation politique, plusieurs écrits formulent l'apparition d'un pouvoir gris dans la société (Vincent, Patterson et Wale 2001; Goerres 2007a; Hudson et Gonyea 2012; Davidson 2012; Viriot Durandal et al. 2015). Cette notion renvoie à l'idée que les personnes

âgées devraient pouvoir continuer à participer aux affaires sociales, culturelles, spirituelles, économiques et politiques (Guillemard 2013). Cependant, pour Davidson (2012), le pouvoir gris est davantage une utilisation commune pour parler des aîné·e·s et de leur participation, quelle qu'elle soit. L'avènement d'un pouvoir gris serait également un moyen pour les personnes âgées de contrer leur isolement social, avec d'autres personnes de leur âge, en participant ou en créant des activités dans leur communauté.

Ainsi, tant le programme MADA que la participation politique des aîné·e·s permettent une réflexion sur la manière dont ils et elles vivent leur ville au quotidien, d'identifier leurs besoins et de constater si la ville y répond. L'impact démographique des aîné·e·s dans la société, leur participation politique élevée et la création de programmes publics visant à développer des municipalités favorables au vieillissement actif invitent à poser la question de recherche suivante : Au sein des municipalités situées en périphérie d'une grande ville, comment l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville affecte-t-elle leur participation à la vie politique municipale ?

Cette réflexion offre la possibilité de mieux comprendre l'ensemble de représentations ayant trait tant à la définition de l'aîné·e qu'à celle de la vieillesse dans la société. Ces représentations véhiculent un certain nombre de valeurs en lien avec des comportements attendus, notamment au regard du rôle des aîné·e·s dans la société. Cette question permet aussi d'établir les contributions et le rôle que les personnes âgées s'attribuent au sein de leur municipalité tout en documentant leurs diverses formes de participation.

Cette thèse est divisée en sept chapitres. Le premier chapitre est dédié à la revue de la littérature. Puisque les thèmes centraux de la thèse sont les personnes âgées et la participation politique, la première section de ce chapitre aborde des études portant sur la sociologie électorale – tant le pouvoir gris qui découle du poids démographique des aîné·e·s dans la société, que de l'apport du cycle de vie dans la compréhension de leur participation électorale. La deuxième section questionne les représentations du vieillissement à travers les théories de la gérontologie et met principalement l'emphase sur la gérontologie critique. La section suivante s'intéresse aux écrits portant sur l'incitation des personnes âgées à participer socialement dans la société ainsi que sur leur participation politique à l'échelle municipale. La dernière section pose les bases de l'expérience générale vécue en banlieue. Nous concluons ce chapitre par l'exposition de notre problématique et de notre question de recherche.

Le chapitre suivant fait la présentation de la démarche méthodologique choisie pour répondre à notre question de recherche. Nous y expliquons d'abord le positionnement de notre recherche dans les études urbaines, puis nous définissons les termes principaux de notre question de recherche. Puis, les objectifs de la thèse, les dimensions clefs de la recherche, les outils de collecte de l'information ainsi que l'échantillon formé sont décrits. Le tout sera suivi d'un chapitre descriptif, présentant les trois villes à l'études.

Le cœur de la thèse est consacré à la présentation des résultats. Le chapitre quatre, portant sur la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, établit que les personnes âgées ont un fort sentiment d'appartenance à leur municipalité, mais pour un secteur en particulier de la municipalité. Plusieurs participant·e·s considèrent également avoir un rôle dans leur municipalité. Le chapitre sur Saint-Eustache montre que l'appréciation de la ville par les participant·e·s mène à une participation politique – tant dans des associations que lors des élections municipales. Enfin, le dernier chapitre de résultats, celui de la ville de Repentigny, souligne que l'aménagement de la municipalité ne répond pas aux besoins de tous et toutes les aîné·e·s et que certain·e·s d'entre eux et elles n'ont pas assez connaissance des activités que la ville leur propose. Ce chapitre met également en évidence que les participant·e·s s'informent politiquement auprès de leurs élu·e·s.

Le septième chapitre permet la mise en commun de ces résultats et offre une réponse à notre question de recherche. En effet, il semble que le programme MADA n'influence pas directement la participation politique des personnes âgées, puisqu'elles étaient déjà membres d'associations et votaient déjà aux élections municipales. De plus, il semble que l'aménagement des municipalités ne répond pas suffisamment aux attentes des personnes âgées. Ce dernier chapitre présente que le capital social des aîné·e·s, acquis lors de leurs activités quotidiennes, leur permet d'obtenir des informations sur leur municipalité, alors que leur capital de connaissances, sur l'échelle municipale, leur offre une meilleure compréhension du fonctionnement du système politique municipal. La proximité avec les élu·e·s municipaux est d'ailleurs un facteur favorisant la participation électorale.

Enfin, cette thèse contribue tant à la sociologie politique, à la gérontologie critique qu'aux études urbaines. Elle documente le profil de l'électeur·rice âgé·e ainsi que son comportement politique à l'échelle municipale. La thèse fournit des données importantes sur les comportements électoraux des personnes âgées qui peuvent aider les élu·e·s à mieux comprendre les attentes et les

préoccupations de cette population et ainsi adapter leurs projets politiques. Elle aide également à saisir l'importance, accordée par les personnes âgées, aux élections municipales en comparaison avec les élections aux autres échelles de gouvernement. De ce fait, notre recherche montre que les aîné·e·s attachent une grande importance à l'échelle municipale, ce qui peut renforcer leur participation politique. De plus, les résultats mettent en évidence que les aîné·e·s de notre recherche, ont intériorisé les modèles de représentation du vieillissement actif, les conduisant à s'engager et à s'impliquer bénévolement dans leur municipalité. Notre étude contribue également à comprendre la manière dont les personnes âgées se représentent dans la société. Puis, la thèse illustre, à travers le contexte du programme MADA, que les municipalités de la recherche cherchent bien à s'adapter au vieillissement de leur population, mais que les projets mis en œuvre ne répondent pas aux attentes des personnes âgées. Ainsi, les résultats de la thèse peuvent aider les élu·e·s municipaux·ales et les décideur·se·s à élaborer des projets et des mesures plus efficaces pour répondre aux besoins des personnes âgées de leur municipalité.

1. CHAPITRE 1 – RECENSION DES ÉCRITS

Ce premier chapitre explorera, en quatre parties, l'état de la littérature dans trois domaines de recherche distincts : la gérontologie critique, la sociologie électorale ainsi que les études urbaines. La première partie mettra en évidence les écrits qui décrivent comment les théories du vieillissement actif formulent la vieillesse comme un ensemble de problèmes, auxquels la société se doit d'apporter des réponses. Ces théories créent des représentations négatives du vieillissement, que la gérontologie critique tend à démystifier. Pour répondre à ces représentations, nous questionnerons, dans la deuxième partie, les notions du vieillissement et présenterons la conception du vieillissement émise par les chercheur·e·s de la gérontologie critique. Plus précisément, nous montrerons comment les revendications politiques des personnes âgées offrent des perspectives de recherche concernant les concepts du pouvoir gris et du cycle de vie. Cela nous donnera l'occasion d'exposer, dans la partie suivante, les écrits abordant les manières dont les aîné·e·s participent à la vie de leur communauté, telle que leur participation sociale, culturelle, bénévole et politique. Également, nous montrerons que les études sur la participation électorale individuelle à l'échelle municipale sont encore lacunaires. Puisque nous nous intéressons aux municipalités en périphérie, nous illustrerons, dans la dernière partie du chapitre, les liens entre le fait d'habiter en banlieue et la participation politique. Nous mettrons ainsi en évidence comment l'image de la banlieue nord-américaine a évolué et comment le comportement politique individuel peut être différent pour un individu vivant dans une ville centre. Pour conclure ce chapitre, nous présenterons pourquoi il est pertinent d'étudier l'expérience de la ville et la participation politique des personnes âgées à travers trois domaines de recherche. En effet, il est assez rare de lier les études urbaines, la sociologie politique et la gérontologie critique dans une seule et même recherche.

1.1. Être aîné·e : une question de représentation ?

La première section décrit les écrits en gérontologie portant sur les représentations sociales liées à la période de la vieillesse. Les concepts comme celui du vieillissement actif peuvent induire des représentations négatives concernant les personnes âgées. Par contre, les chercheur·e·s de la

gérontologie critique tendent à exposer de nouvelles perspectives, plus respectueuses de la situation individuelle des personnes âgées.

1.1.1. Les représentations de la vieillesse

La notion d'âge et de groupe d'âge est une construction sociale et subjective, très variable selon les cultures et les individus (Alaphilippe et Bailly 2014). Pendant longtemps, le fait de devenir retraité·e à l'âge de 65 ans faisait basculer les personnes dans la catégorie des personnes âgées, désignées comme inactives et non productives au sein de la société (Alaphilippe et Bailly 2014). Aussi, les années 1960 ont vu apparaître l'expression « troisième âge » renvoyant à des personnes actives pratiquant une activité essentiellement récréative (Trincaz 2015). Cependant, le « troisième âge » ne permet pas de recouvrir l'ensemble de la population âgée, il a donc fallu inventer l'expression « quatrième âge » qui désigne « l'ensemble des personnes très âgées ou invalides âgées » (Trincaz 2015, 475). De plus, le vieillissement de la génération du *baby-boom* ainsi que les études reliant le bénévolat et ses résultats positifs pour la santé ont contribué aux initiatives et aux programmes de promotion de l'engagement civique chez les personnes âgées. Aussi, les *baby-boomers* commencent aujourd'hui leur retraite avec de meilleures conditions de santé et « ont le potentiel de devenir une ressource sociale d'une ampleur sans précédent en contribuant à la vie civique de leur communauté » (traduction libre, Martinson et Minkler 2006, 318). Ensuite, dans les années 1990 de nouvelles perceptions des personnes âgées, comme étant « un marché gris puissant ayant la capacité de participer beaucoup plus efficacement dans une variété d'arènes sociales », ont vu le jour (traduction libre, Martinson et Minkler 2006, 321). Il y a eu également l'apparition de la conceptualisation du « vieillissement réussi » (*successful aging*). Selon cette perspective, plusieurs des problèmes de santé et des problèmes connexes associés au vieillissement normal sont considérés comme anormaux puisqu'ils sont le résultat d'un mode de vie, qui expose les personnes à un risque élevé de maladie et d'invalidité (Minkler et Fadem 2002). Le vieillissement réussi englobe deux composantes : le maintien de capacités physiques et cognitives fonctionnelles élevées et l'engagement actif dans la vie (Minkler et Fadem 2002). Bien vieillir est donc devenu un enjeu de santé publique. Il s'agit d'éviter les maladies et les handicaps, c'est-à-dire de maintenir la santé et l'autonomie, d'avoir un bon fonctionnement physique et mental, de rester cognitivement et physiquement apte et enfin de continuer à être socialement engagé·e et socialement actif·ve

(Trincas 2015). Aussi, d'après Martinson et Minkler (2006), il existerait un paradigme du « vieillissement actif ». Ils déclarent que, dans une tentative de contrer les représentations de perte d'autonomie, reliée à la vieillesse, la société a peut-être adopté l'image contrastée de l'aîné·e actif·ve, infatigable, en bonne santé, généralement riche et éternellement jeune (Martinson et Minkler 2006). D'ailleurs, d'après Argoud (2012), les politiques publiques ont contribué à créer la catégorie des personnes âgées comme un problème et une cible d'action. Ceci se vérifie par la mise en place de politiques sanitaires et sociales, mais également par la formalisation de la politique du troisième âge dans les années 1960 (Argoud 2012). Cette dernière a cherché à résoudre les problèmes reliés au vieillissement. Il en a résulté une « construction sociale de la vieillesse qui apparaît comme un ensemble de problèmes relativement circonscrits auxquels la société se doit d'apporter des réponses spécifiques. » (Argoud 2012, 68)

D'ailleurs, Hummel (1998) explique que nos sociétés actuelles font une double représentation sociale du vieillissement, celle de la vieillesse ingrate et celle de la vieillesse épanouie (Hummel 1998). Le modèle de la vieillesse ingrate, marqué par la dépendance et par la relation à autrui, est plus répandu que le modèle de la vieillesse épanouie (Hummel 1998). La vieillesse épanouie est illustrée par l'auteure comme une nouvelle représentation coïncidant avec un changement de valeurs affectant le sens donné à la retraite (Hummel 1998). Énonçant cela, Hummel (1998) explique que l'amélioration de la représentation de la vieillesse pourrait être due au fait qu'il n'est plus socialement acceptable de concevoir cette étape de la vie comme dégradante et repoussante.

Dans cette optique, le développement du programme des « Villes amies des aînés » (VADA) – initiative de l'Organisation mondiale de la santé et connu au Québec sous le nom de Municipalités amies des aînés – est devenu un enjeu important pour la politique sociale, englobant des questions qui touchent aussi bien les milieux urbains que ruraux. Ce programme peut être considéré comme une réponse au document de l'OMS (2002), *Vieillir en restant actif*, qui questionnait la manière d'assurer aux personnes âgées la santé, la participation et la sécurité en milieu urbain (Biggs et Carr 2015). En effet, la nature spatialement hétérogène du vieillissement rend importante l'approche du vieillissement dans une perspective urbaine. D'après Buffel et Phillipson (2016), les villes doivent accorder plus d'attention aux circonstances locales pour comprendre le vieillissement et son impact. De ce fait, pour élaborer des politiques sur le vieillissement, la recherche doit examiner les expériences réelles des personnes âgées dans les villes qui sont soumises à des

processus qui vont à l'encontre des besoins des aîné·e·s (Buffel, Phillipson et Scharf 2012). Par conséquent, la possibilité de créer des VADA peut être liée aux modèles de développement urbain produits au cours des années 1990 et au début des années 2000, notamment aux idées de « villes durables » et « harmonieuses » (Buffel, Phillipson et Scharf 2012). De plus, au cours de la prochaine décennie, la plupart des villes compteront, à l'intérieur ou autour de leur noyau urbain, une personne sur quatre âgée de 60 ans et plus (Buffel, Phillipson et Scharf 2012). Ainsi, le programme VADA se base sur le concept du vieillissement actif, développé en 1999 pour l'Année des personnes âgées, créée par les Nations Unies (Buffel et al. 2014). Dans ce contexte, l'OMS (2002) a souligné que la notion d'« actif » renvoie à l'idée que les personnes âgées devraient pouvoir continuer à participer aux affaires sociales, culturelles, spirituelles, économiques et civiques et pas seulement au marché du travail ou à être physiquement actives. Cependant, alors que le vieillissement actif a été progressivement restreint pour refléter l'allongement de la vie active, la prise en compte de l'âge reste incertaine quant à la phase de la vieillesse à laquelle il fait réellement référence (Moulaert et Biggs 2013). Pourtant, la notion de VADA implique que les personnes âgées font partie intégrante des décisions, des politiques et de la planification : « Les personnes âgées doivent participer à l'identification des besoins, à l'établissement des priorités et à la mise en œuvre appropriée. » (Buffel et al. 2014, 70). Le vieillissement actif a ainsi pour vocation de « réaliser des objectifs en faveur des personnes âgées tels que la sécurité économique, atteindre un objectif dans sa vie et lui donner du sens ou s'intégrer dans son environnement local et dans la société » (Viriot Durandal et Moulaert 2014, 7).

Par contre, comme le mentionnent Buffel, Phillipson et Scharf (2012), si certaines personnes âgées ne sont plus en mesure ou préfèrent ne pas s'investir dans leur communauté, d'autres expriment un fort désir de devenir ou de rester en contact avec leur localité d'une manière significative. Les travaux de Buffel, Phillipson et Scharf (2012) appellent les chercheur·e·s à mieux comprendre les environnements urbains et à orienter leurs recherches sur le vieillissement et les études urbaines, puisque les travaux actuels de l'OMS et des recherches portant sur les programmes VADA ne prennent pas en compte le fait que les espaces dans les communautés urbaines ne sont pas toujours adaptés aux personnes âgées. En effet, les communautés urbaines sont construites et aménagées avec des infrastructures prévues pour une population en âge de travailler et servent donc principalement à répondre à un contexte capitaliste. Pour Buffel, Phillipson et Scharf (2012), les programmes de modification urbaine peuvent bénéficier des compétences et de l'expérience des

personnes âgées, de l'attachement et de la participation qu'elles apportent à leur communauté. Cependant, d'après une étude menée en Angleterre, il semble que les aîné·e·s aient tendance

à être invisibles dans la mise en œuvre de la modification urbaine [...] confirmant qu'en dépit d'une reconnaissance accrue de l'influence des personnes âgées sur leur communauté, la participation aux processus de modification urbaine reste "relativement limitée, inutilement limitée et considérablement diluée" au niveau stratégique (traduction libre, Buffel, Phillipson et Scharf 2012, 608).

Aussi, l'étude de Buffel, Phillipson et Scharf (2012) se base sur la nécessité d'établir un lien entre le débat sur le développement des VADA, les idées sur la conception de la citoyenneté urbaine et sur le droit de tirer pleinement parti de la ville. Pour ces auteurs, il est possible de créer le lien à travers le concept du droit à la ville de Lefebvre (2000), qui est devenu un élément clé pour l'analyse des luttes sur la forme de la ville et l'accès à l'espace public, combiné avec l'idée de Harvey (2009) du droit de « 'make and remake our cities and ourselves' » (p.315). Ainsi, Buffel, Phillipson et Scharf (2012), soutenant l'idée de Purcell (2003), expliquent que le droit à la ville implique deux droits à ses habitants, soit l'appropriation de l'espace urbain (le droit à une utilisation pleine et entière de la ville) ainsi que le droit de participer de manière centrale à la prise de décision concernant la production de l'espace urbain. En outre, il existe une grande diversité dans la manière dont les citoyen·ne·s âgé·e·s souhaitent participer à l'élaboration des stratégies de développement communautaire, en ce qui concerne les rôles qu'ils et elles jouent, les projets auxquels ils et elles participent et leur niveau d'engagement (Buffel, Phillipson et Scharf 2012). Pour ces auteurs, le droit à la ville est une possibilité d'améliorer la participation active, dans le sens activiste et civique, des citoyen·ne·s aîné·e·s.

D'ailleurs, en Grande-Bretagne, il semble que la participation délibérative, à l'échelle d'une ville ou d'une autorité locale, puisse être améliorée par la tenue de forums, qui fournissent un point de rencontre pour le dialogue entre les décideur·euse·s politiques locaux et les personnes âgées (Barnes 2005). Ces dernières sont ainsi impliquées en tant que membres de leur communauté locale et influencent la mise en œuvre des politiques pour l'ensemble de la population locale, pas seulement pour les personnes âgées (Barnes 2005). C'est le cas avec l'initiative *Better Government for Older People*, qui considère les personnes âgées comme des utilisateur·rice·s de services, des citoyen·ne·s actif·ve·s et des expert·e·s ayant des contributions à apporter à leur communauté

locale et à la gouvernance des services publics (Barnes 2005). Cette initiative a reconnu la nécessité de remettre en question les attitudes d'âgisme qui empêchent les personnes âgées d'apporter de telles contributions. De ce fait, le gouvernement encourage davantage la participation des aîné·e·s dans les rencontres délibératives. Pour y parvenir, le gouvernement britannique fait valoir que la compétence communicative est nécessaire, bien que l'acquisition de cette compétence et la connaissance des règles de délibération ne soient pas faciles pour des citoyen·ne·s « ordinaires » (Blondiaux 2001; Bherer 2006). En effet, Bherer (2006) explique que ces citoyen·ne·s peuvent être habité·e·s par un sentiment d'incompétence, découlant des propositions formulées par des expert·e·s, qui augmenterait leur hésitation à se prononcer et diminuerait leur confiance à exprimer leur propre opinion. Cependant, il est important de valoriser le savoir dit « pratique » des citoyen·ne·s, puisqu'ils et elles connaissent souvent mieux que l'administration municipale les problèmes de leur quartier et ils et elles sont souvent plus au fait pour délibérer sur un projet urbain les concernant.

Ces représentations du vieillissement sont normées par la société et les gérontologues puisqu'elles correspondent aux espoirs et aux attentes concernant l'engagement civique à travers le vieillissement actif. Néanmoins, certain·e·s gérontologues critiquent cette vision du vieillissement et remettent en question l'idée de l'aîné·e productif·ve.

1.1.2. Une perspective critique des représentations

Penser le vieillissement dans ses dimensions individuelles et collectives est la première ambition de la gérontologie sociale. Cette dernière est associée, depuis ses débuts, aux problèmes socio-économiques d'une population vieillissante :

C'est le phénomène démographique du vieillissement de la population (accroissement de la proportion – et d'ailleurs du nombre absolu des personnes âgées dans la nation américaine), ce sont les circonstances dans lesquelles il se produit comme phénomène social – industrialisation, urbanisation, transformation du rôle et de la structure de la famille, fixation légale des âges de retraite, système d'assurances et de pension, équipement hospitalier, etc. – qui suscitent aux collectivités des difficultés pratiques nouvelles et complexes, d'ordre économique, financier, administratif, politique, etc. C'est

le souci d'élaborer ces difficultés en problèmes, d'en identifier les termes, d'en analyser les facteurs, de coordonner selon une perspective d'ensemble les initiatives manifestes çà et là pour les résoudre, qui motive en dernier ressort l'intérêt des collectivités pour l'aspect social de la gérontologie (Ennuyer 2012, 101).

Bien que le terme « gérontologie » ou « gérontologie sociale » soit connu au Québec, il semble qu'il soit rarement utilisé dans l'espace francophone, comme la France, la Suisse et la Belgique, comparativement aux pays anglophones (Moulaert 2012). En effet, les chercheur·e·s francophones préfèrent associer le terme « vieillissement » à leur discipline (sociologie du vieillissement, psychologie du vieillissement, etc.) plutôt que de se définir comme gérontologues. De ce fait, outre le Québec qui fait figure d'exception par sa position intermédiaire entre l'espace francophone et anglophone, la gérontologie critique n'est connue que par quelques chercheur·e·s, et ce, lorsqu'elle n'est pas associée à la gérontologie sociale (Moulaert 2012).

La gérontologie critique émerge à la fin des années 1970 et le début des années 1980 et se présente comme une hybridation entre le constructivisme social et le radicalisme des années 1960-1970 (Biggs, Hendricks et Lowenstein 2003). Souhaitant offrir une voie alternative face aux approches conventionnelles concernant le « problème de l'âge » (Moody 2008), les gérontologues critiques s'opposent aux théories dominantes du vieillissement, issues des sciences biologiques et médicales ainsi que de la sociologie fonctionnaliste (A. Walker 2006). Ce courant critique de la gérontologie s'est initialement développé sous deux approches, soit celle de l'économie politique et celle de la gérontologie humaine (*humanistic gerontology*) (Martinson et Minkler 2006; Holstein et Minkler 2007; Moody 2008).

La première approche, met l'accent sur la construction sociale du vieillissement (l'âge et le vieillissement ne sont pas que des réalités biologiques) et sur le postulat selon lequel les politiques, les pratiques et mécanismes institutionnels de l'État oppriment les personnes âgées en contribuant, entre autres, à l'âgisme et aux inégalités socio-économiques (Martinson et Minkler 2006). Par exemple, avec le contexte économique du capitalisme, les aîné·e·s qui ne travaillent plus ne sont plus une source d'investissement, mais deviennent plutôt un fardeau financier (Martinson et Minkler 2006; Joy 2018). Avec le concept du vieillissement actif, les aîné·e·s peuvent continuer à contribuer dans leur communauté, en étant bénévoles, en bonne santé et ainsi ne pas devenir un poids économique pour leur communauté. La combinaison d'analyses à la fois économique,

politique et sociologique des politiques sociales du vieillissement, définies comme « l'ensemble des interventions publiques structurant les rapports entre la vieillesse et la société » (Guillemard 1984, 120), sont appréhendées comme étant déterminantes des conditions de vie de la population âgée (Guillemard 1984; Holstein et Minkler 2007). L'intégration du genre et des autres dynamiques de pouvoir entre les groupes sociaux, ainsi que la dissimulation de l'agentivité (*agency*) des acteur·rice·s représentent les principales critiques qui ont été adressées à l'approche de l'économie politique (A. Walker 2006).

La deuxième approche, que l'on retrouve sous la perspective critique du vieillissement, prend forme dans divers travaux de la gérontologie humaine qui se sont intéressés aux expériences subjectives et culturelles du vieillissement ainsi qu'à leurs significations (Martinson et Minkler 2006; Holstein et Minkler 2007; Moulaert et Viriot Durandal 2012). Les gérontologues humanistes dirigent leur attention sur les intersections entre la culture, les représentations de la vieillesse et du vieillissement, les biographies individuelles ainsi que l'agentivité des acteur·rice·s, et non sur les structures sociales et les rapports de pouvoir qui traversent la construction sociale du vieillissement (Martinson et Minkler 2006; Holstein et Minkler 2007). La subjectivité et l'interprétation que font les acteur·rice·s de leur propre parcours de vie, restent ainsi centrales dans la gérontologie humaniste (Dannefer 2006). Globalement, cette perspective a été critiquée pour dissimuler des dimensions structurelles et les rapports sociaux.

Depuis les deux dernières décennies, un nombre croissant de gérontologues critiques tentent de faire la jonction entre les deux approches en essayant de mieux comprendre les liens entre les enjeux sociaux, les politiques sociales contemporaines et les pratiques, ainsi que les expériences des divers groupes de personnes âgées (Dannefer 2006). Selon Holstein et Minkler (2007), choisir entre ces deux approches relève d'un « faux choix », puisque les deux dynamiques interagissent de façon continue dans le parcours de vie des individus. L'effort théorique consiste en ce sens à « observer l'interaction entre les recherches empiriques, l'interprétation, l'évaluation critique et les connaissances réflexives » (traduction libre, Holstein et Minkler 2007, 18). Dit autrement, la gérontologie critique tente de comprendre les tensions entre l'individuel et le social, entre les inégalités structurelles, les construits socioculturels et les interprétations subjectives du vieillissement (Biggs, Hendricks et Lowenstein 2003; Baars et al. 2006; Moody 2008).

Malgré la diversité des approches théoriques qui la constitue, la gérontologie critique s'est toujours présentée en tension avec la gérontologie dominante (Biggs, Hendricks et Lowenstein 2003; Baars et al. 2006; Martinson et Minkler 2006). Elle refuse également de « s'enfermer dans une définition académique » (Moulaert et Viriot Durandal 2012, 84) et reste sans cesse « revitalisée » par différentes « forces critiques » issues d'autres influences et concepts sociologiques (Katz 2008, 144). Elle permet également le renouveau d'idées et de théories.

Alors que la gérontologie sociale offre une analyse davantage clinique du vieillissement de la population, la gérontologie critique tend à questionner les approches connues du vieillissement, telles que le vieillissement actif, et cherche à faire avancer des pistes innovantes pour comprendre le vieillissement (Moulaert 2012). Comme Phillipson et Walker (1987) le suggèrent, la gérontologie critique est « une approche plus engagée envers la gérontologie sociale - un engagement non seulement à comprendre la construction sociale du vieillissement, mais aussi à le changer » (Phillipson et Walker 1987, 12). La gérontologie critique déplore que les études portent une attention accrue à une série de modèles de vieillissement en gérontologie et en santé publique qui mettent l'accent sur l'activité, la mobilité et la productivité en tant que moyens sains et souhaitables de vieillir (Martinson et Halpern 2011). L'accent a été mis sur les représentations du vieillissement, comme une série de diminutions ou de pertes chez l'individu, auxquelles les aîné·e·s et la société devaient s'adapter ou militer (Minkler et Fadem 2002). Les perspectives critiques ont une préoccupation sur la manière dont les idéaux normatifs du vieillissement dit « productif » servent à faire la différence entre ceux et celles qui répondent à une certaine définition de « personnes âgées en bonne santé, performantes et productives » (Martinson et Halpern 2011, 433) et ceux et celles qui n'y répondent pas. Pour Martinson et Halpern (2011), les questions éthiques liées à la promotion des idéaux normatifs du/de la bénévole âgé·e « productif » sont déclenchées par la crainte que ces idéaux exclusifs puissent favoriser une stigmatisation de la vieillesse en laissant ainsi les aîné·e·s avec un sentiment d'obligation, de fardeau ou de « pas être assez bon » (Martinson et Halpern 2011). Le bénévolat des personnes âgées, en tant que composante de l'idéal du vieillissement productif, est présenté comme un modèle pour vivre une « bonne vieillesse » (Martinson et Halpern 2011). Ce modèle est représenté comme suit par les auteurs :

- a) la productivité est une condition nécessaire pour être une bonne personne âgée et ;
- b) la productivité est une condition nécessaire pour être un·e bon·ne citoyen·ne âgé·e.

Pour la gérontologie critique, le modèle du vieillissement actif ou productif soulève des préoccupations éthiques, non seulement en raison de la façon dont les aîné·e·s peuvent être perçu·e·s par les jeunes générations, mais aussi en raison de la façon dont les aîné·e·s sont encouragé·e·s à se percevoir (Martinson et Halpern 2011). Également, le modèle du vieillissement actif compte des normes sociales discriminatoires créant un·e aîné·e stéréotypé·e, soit un·e « super-citoyen·ne ». De plus, Martinson et Halpern (2011) énoncent que les études accordent trop d'attention aux sens et aux buts associés aux personnes âgées qui font du bénévolat. D'ailleurs, ces études portant sur le but du bénévolat mettent de l'avant que les activités bénévoles créent une signification, comme si la signification n'existait pas au sein d'autres activités pour les personnes âgées (Martinson et Halpern 2011). Par cette vision du bénévolat, l'aîné·e est principalement défini·e par ce qu'il/elle fait, plutôt que par ce qu'il/elle est en tant que personne à part entière. Cela ne veut pas dire que les activités bénévoles ou « productives » ne font pas partie de la vie de nombreuses personnes âgées, mais elles ne sont pas nécessairement le point d'ancrage de leur identité (Martinson et Halpern 2011). Aussi Walker (1999 dans Martinson et Halpern 2011) aborde l'importance de reconnaître d'autres façons de vieillir qui vont au-delà du vieillissement productif. Walker soutient que le vieillissement productif fait partie d'un idéal exclusif et qui porte sur « l'image de l'individu en forme, énergique et productif qui se fixe un parcours d'accomplissement progressif dans les limites des règles et des institutions de la société » (Walker 1999 dans Martinson et Halpern 2011, 430).

Cette approche du vieillissement qui glorifie la productivité déforme la complexité du vieillissement et limite le potentiel de l'individu vieillissant. D'ailleurs pour Martinson et Halpern (2011), Raymond et al. (2018) ainsi que pour Castonguay, Beaulieu et Sévigny (2015), le bénévolat des aîné·e·s et leur implication dans d'autres activités productives sont intégrés dans une définition socialement construite de ce que signifie être une personne âgée responsable et un·e bon·ne citoyen·ne âgé·e. Le discours sur l'engagement civique cherche à contrer ces stéréotypes en affirmant que les personnes âgées sont en fait des personnes importantes, puisqu'elles contribuent à la société par le biais de la réciprocité bénévole (Martinson et Halpern 2011). Pour Martinson et Halpern (2011), cette vision crée une dépendance de la capacité et de la volonté d'une personne à contribuer de façon productive à la société. Ceux et celles qui ne contribuent pas ne méritent pas le respect, en tant que personnes égales à autrui, parce que l'équité dans la société est fondée sur cette réciprocité (Martinson et Halpern 2011). Les normes et les idéaux culturels, y compris les

jugements sociétaux du mérite, influencent non seulement la façon dont la société définit un·e « bon·ne citoyen·ne âgé·e » et une « bonne personne âgée », mais aussi la façon dont les aîné·e·s construisent leur propre identité (Martinson et Halpern 2011). Pour l'approche de l'économie politique de la gérontologie critique, être un·e mauvais·e citoyen·ne aîné·e consisterait à ne plus travailler et donc à prendre des risques, car les demandes de protections sociales pourraient devenir un fardeau pour la société (Holstein et Minkler 2007). Cependant, l'idéal normatif du/de la bénévole plus âgé·e, et par conséquent de l'aîné·e productif·ve, construit des représentations binaires de l'aîné·e : des personnes productives et improductives, des personnes en santé et en mauvaise santé ainsi que des personnes méritantes et non méritantes (Martinson et Halpern 2011).

Les représentations du vieillissement, positives ou négatives, mettent en lumière les idées que la société véhicule de la vieillesse. Pourtant, le vieillissement n'a pas seulement un impact sur le contexte social, mais également sur la participation sociale des personnes âgées ainsi que sur le contexte politique, parce qu'un plus grand nombre d'aîné·e·s sera invité à se rendre aux urnes dans les prochaines années.

1.2. Du poids démographique au poids électoral : les aîné·e·s

Cette section expose les études portant sur les revendications politiques des aîné·e·s et plus particulièrement de ceux et celles de la génération des *baby-boomers*. Ces recherches formulent des hypothèses sur les incidences politiques de l'impact démographique des personnes âgées sur les effets du cycle de vie et sur la possible création d'un pouvoir gris.

1.2.1. Le pouvoir gris

Le concept de pouvoir gris a fait son apparition dans les écrits scientifiques étasuniens, dans les années 1980, pour décrire la participation électorale des aîné·e·s. C'est dans les années 1990 que la notion s'est répandue en Europe et dans le reste du monde (Viriot Durandal 2012). Ce concept suggère que les citoyen·ne·s aîné·e·s prennent conscience de leur poids démographique et font valoir leurs intérêts en exerçant massivement leur droit de vote (Vincent 1999; Goerres 2008; Viriot Durandal, Pihet et Chapon 2012). Il renvoie à l'étude des effets du vieillissement sur une

génération, en activité ou à la retraite, et dont le parcours de vie a été marqué par des opportunités d'ascension sociale et économique (Davidson 2008). Comme le mentionne Viriot Durandal (2013), la référence au nombre du groupe potentiel, les retraité·e·s, est symbolique. Elle n'implique de leur part aucune démarche concrète d'adhésion ou de soutien. Le nombre ne représente donc qu'une potentialité.

Du côté canadien et particulièrement québécois, Ulysse et Lesemann (1997), sociologues québécois, considèrent que le pouvoir gris est plus qu'une revendication politique. Ils expliquent que « cette perception de la vieillesse s'enracine dans la capacité des personnes âgées elles-mêmes de s'organiser et de se mobiliser afin de défendre leurs droits et leurs intérêts. » (p.13) Depuis les dernières décennies, le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne connaissent une augmentation des groupes de pression organisés par des citoyen·ne·s aîné·e·s et dont le but consiste principalement à défendre leurs acquis tout en créant de nouvelles opportunités (J. L. Walker 1983; Pratt 1993; Binstock et Day 1996). D'après Carette et Lamont (1988), également gérontologue et sociologue québécois, le pouvoir gris pourrait aussi s'identifier à un pouvoir gestionnaire et organisationnel. Les auteur·e·s énoncent que ce pouvoir permet aux aîné·e·s de revendiquer la prise en main et la gestion de leur vie quotidienne : « ils réclameraient des services mieux adaptés et mieux financés, ou dénonceraient le paternalisme des intervenants de toutes sortes, ou encore le régime patriarcal que leur imposent les hommes qui président leurs clubs ou leurs regroupements » (Carette et Lamont 1988, 137). Et cela parce que cette génération d'aîné·e·s est plus scolarisée et donc plus critique de leurs conditions que la génération d'aîné·e·s précédente (Ulysse et Lesemann 1997). La conjoncture est également reliée à la situation particulière de la génération des *baby-boomers* qui est la « génération du changement, [...] elle porte en elle la vision d'un changement. On s'attend donc à un impact fort sur le taux de participation de leur part » (Viriot Durandal et al. 2015, 211).

D'ailleurs, les partis politiques mettent souvent en place des structures pour faire sortir le vote des aîné·e·s. À cet effet, pour les élections fédérales de 2015, les conservateurs offraient un crédit d'impôt aux personnes âgées veuves et célibataires, les néodémocrates proposaient d'investir dans les soins à domicile et de créer des places supplémentaires dans les centres de soins pour les aîné·e·s avec des problèmes de santé alors que les libéraux s'engageaient à remettre à 65 ans l'âge

d'admissibilité à la pension de la Sécurité de la Vieillesse et au supplément de revenu garanti (Hill + Knowlton Strategies 2015).

Du côté des États-Unis, Campbell (2002) mentionne que la sécurité sociale contribue à expliquer les taux élevés de participation politique des personnes âgées, puisque leur revenu en dépend. Le faible revenu et la dépendance à la sécurité financière chez les aîné·e·s les portent à se positionner pour les partis politiques qui leur font la meilleure offre. L'auteur va même plus loin, selon lui, le programme de sécurité sociale aurait été créé pour son importance électorale (A. L. Campbell 2002). Hudson et Gonyea (2012) énoncent également que les acteur·rice·s politiques formulent et conçoivent des propositions politiques différentes en fonction de leur population cible. Évidemment, si les partis politiques cherchaient à obtenir le vote des aîné·e·s, ils établiraient des promesses électorales pour faire valoir les besoins de ces électeur·rice·s.

Ces structures, pour faire sortir le vote, peuvent être expliquées par la notion « des partis politiques orientés vers le marché électoral » de Davidson (2014). L'auteur affirme que cette notion permet de concevoir les comportements des électeur·rice·s et de répondre à leurs demandes, leurs besoins et leurs désirs (Davidson 2014). Pour cela, la notion des partis politiques orientés vers le marché électoral doit être mise en relation avec la théorie du choix rationnel¹ de Downs (1957). De ce fait, si le marché électoral devenait plus âgé, les partis auraient à ajuster et à améliorer leurs offres politiques afin d'être capables de répondre aux demandes des aîné·e·s, lorsqu'ils accéderont au pouvoir. Cependant, d'après Ormrod (2011), l'existence de cette notion dans le monde politique est difficile à justifier puisqu'il manque encore de résultats empiriques. En présupposant que la notion des partis orientés vers le marché électoral privilégie les électeur·rice·s âgé·e·s au détriment des autres groupes d'âge, il n'est pas possible de supposer que ces partis politiques gagneraient des élections de façon régulière (Davidson 2014). Pour Davidson (2008), la notion du choix rationnel de Downs offre une explication théorique de la raison pour laquelle la transformation de l'âge pourrait entraîner l'exercice d'un pouvoir gris, en particulier si les électeur·rice·s plus âgé·e·s adoptaient un point de vue commun sur les enjeux électoraux. Il est possible de dire que le vote est plus rationnel pour un groupe qui peut s'attendre à bénéficier d'un résultat particulier plutôt que

¹ À partir de l'équation résumant son calcul du vote, Downs présuppose que les électeur·rice·s sont rationnel·le·s. D'après son modèle, publié dans *An Economic Theory of Democracy* en 1957, Downs explique que les électeur·rice·s choisissent de se déplacer aux urnes uniquement si le bénéfice de l'acte de voter est plus grand que son coût. Pour l'électeur·rice rationnel·le, le bénéfice se caractérise par l'idée de pouvoir influencer, grâce à son vote, la victoire de son/sa candidat·e préféré·e.

pour un individu isolé. Par contre, Davidson (2008) remet en question le fait que les personnes âgées, en tant que groupe, aient une perception commune des politiques qui satisferaient leurs exigences sociales et économiques.

Également, le pouvoir gris est une question relative au poids démographique. Martel (2002) a fait la comparaison entre la proportion des 18 à 34 ans et celle des 65 ans et plus et conclut que le Québec assistera à une « passation de pouvoir [où] pour la première fois de l'histoire, les personnes âgées disposeront de plus de votes que les jeunes ». Les aîné·e·s, par leur nombre, mais également par leur propension à aller voter, obtiennent donc un pouvoir politique que les catégories d'âge plus jeunes n'ont pas. Aussi, il est pris en compte que les aîné·e·s sont une force politique tant dans leur pouvoir électoral que dans la création de lobbys voulant défendre leurs intérêts collectifs (Viriot Durandal 2012). Cette force politique créerait une gérontocratie.

La gérontocratie fait référence à un régime politique où le pouvoir serait exercé par les personnes âgées dans la majorité des sphères de la société. D'après Sinn et Uebelmesser (2003), il s'agit d'une menace pour la démocratie en Europe, puisqu'elle se transformerait en un bloc dominant d'électeur·rice·s égoïstes qui chercheraient constamment à améliorer les prestations liées à l'âge. Il s'agirait d'une menace future qui exigerait une action politique rapide pour réduire l'éventail des dépenses sociales pour les individus. L'hypothèse de Sinn et Uebelmesser (2003) part de l'idée que si une réforme des pensions européennes profitait financièrement à un·e électeur·rice, peu importe à quel point, il voterait pour le/la candidat·e ou le parti qui le propose. Inversement, si un·e électeur·rice ne bénéficiait pas personnellement d'une réforme, quels que soient les autres mérites qui pourraient favoriser la politique, il/elle s'y opposerait toujours. Son étude suppose qu'une telle réforme ne serait possible que si l'électeur·rice médian·e (personnes âgées) la favorisait. Prenant en compte l'évolution du profil d'âge de l'électorat, les élu·e·s voudront satisfaire les revendications des électeur·rice·s âgé·e·s, soucieux·ses de leur retraite et des services de soins de santé adéquats et suffisants (Davidson 2008). D'ailleurs, Islam (2007) s'alarme des accommodements faits pour créer le bonheur des personnes âgées allemandes et rapporte que Nuremberg construit des terrains de jeux pour les aîné·e·s comme preuve de l'émergence d'une gérontocratie en Allemagne. Pour Islam (2007), elle est une bombe à retardement politique, puisqu'elle implique une action politique de l'État pour soutenir les personnes âgées. Cette gérontocratie pourrait s'exprimer différemment selon les territoires.

En effet, de nombreuses études nord-américaines ont montré, en 1960 et en 1970, l'existence d'importantes concentrations de la population âgée dans les quartiers centraux de plusieurs métropoles américaines, et, parallèlement, celles de jeunes familles dans les banlieues. Mais ce cas n'est pas universel. Golant (1989), dans un article faisant la synthèse de travaux de recherche concernant le mouvement résidentiel des aîné·e·s, a révélé des résultats divergents quant à l'importance de l'augmentation de leur nombre dans les métropoles américaines. Alors que plusieurs études valident l'existence d'une forte croissance des aîné·e·s dans les quartiers anciens de la ville centre, d'autres observent une relative dispersion de cette population sur l'ensemble du territoire métropolitain. Aux États-Unis, il faut nuancer le portrait voulant que les personnes âgées habitaient principalement dans les villes centres dans les années 1970 et au tournant des années 1980 (Golant 1992 dans Negron-Poblete et Séguin 2012). Des études longitudinales, portant sur des métropoles américaines et de l'Allemagne de l'Ouest, ont observé une augmentation du nombre des personnes âgées de 1960 et jusqu'au début des années 1970, puis une stabilisation de ce nombre durant les années 1970. À partir du début des années 1980, il y a eu une nouvelle augmentation de la concentration des aîné·e·s, mais dans les banlieues des premières couronnes des métropoles (Negron-Poblete et Séguin 2012). Il semble d'ailleurs que les métropoles françaises aient connu une évolution semblable, mais avec un décalage dans le temps (Negron-Poblete et Séguin 2012). Ainsi, Ghékière (Negron-Poblete et Séguin 2012) y observe en 1990 une opposition entre une ville centre vieillissante et une périphérie relativement jeune. Cependant dès 1999, les quartiers situés en ville centre rajeunissent, alors que les banlieues les plus proches des villes centres vieillissent (Negron-Poblete et Séguin 2012). L'évolution démographique de la population et sa répartition géographique sont donc des éléments à prendre en considération lorsqu'on s'intéresse au poids électoral éventuel qu'une catégorie spécifique de la population, dans notre cas, les aîné·e·s, peut détenir.

Ces différentes recherches, concernant la gérontocratie et le pouvoir gris, portent principalement sur l'échelle nationale tant aux États-Unis qu'en Europe, mais encore peu sur le Canada ou le Québec. Puisque le pouvoir gris n'est encore qu'un concept théorique, certain·e·s chercheur·e·s intègrent l'idée du cycle de vie pour expliquer le rapport entre l'âge et le poids électoral des aîné·e·s.

1.2.2. Une question du cycle de vie

Les études sur les effets du cycle de vie s'imposent habituellement pour comprendre la faible propension du vote chez les jeunes adultes. À l'inverse, ces mêmes études permettent aussi de comprendre la participation électorale. Dans un système démocratique fondé sur le principe d'un vote par personne, il s'ensuit qu'il y aura un plus grand nombre de personnes âgées ayant le pouvoir de voter. Par contre, pour Berry (2014), politologue et économiste britannique, il n'est certainement pas vrai qu'en termes de pouvoir électoral potentiel, les jeunes seront toujours désavantagé·e·s par rapport aux cohortes plus âgées : « il y aura des élections dans les décennies à venir où certaines cohortes de 20 et 30 ans représenteront un bloc significatif d'électeur·rice·s potentiel·le·s. » (traduction libre, Berry 2014, 712)

Bien sûr, on pourrait soutenir que les jeunes choisissent de ne pas voter. L'idée que l'abstention est un acte politique non reconnu par le processus démocratique formel pourrait être considérée. Les jeunes sont cyniques à propos de la politique, mais pas désintéressé·e·s par le processus électoral (Dostie-Goulet 2009). En fait, en Angleterre, selon Berry (2014), il y a une interaction « contrôlée » entre les jeunes et le vote. Il semble que beaucoup d'entre eux/elles suivent les élections, mais prennent la décision, plus ou moins consciemment, de s'abstenir (Berry 2014). De ce fait, le problème n'est peut-être pas qu'à l'avenir, les cohortes plus âgées seront en mesure de surpasser les cohortes plus jeunes, mais plutôt que « la génération actuelle de jeunes intériorisera un sentiment de privation de droits qui compromet la légitimité de la démocratie représentative, quelle que soit la répartition par âge » (traduction libre, Berry 2014, 715). Contrairement aux effets de cohorte, l'effet du cycle de vie est fondé sur l'expérience unique des étapes clés de la vie d'un individu, comme l'éducation, l'emploi, les relations personnelles, la parentalité et la retraite et sur la façon dont les individus, dans le cadre du processus de vieillissement, adaptent leur perspective en fonction des diverses circonstances qu'ils/elles rencontrent au cours de leur vie (Davidson 2014).

Les études québécoises illustrent que les effets du cycle de vie impliquent que la participation électorale suivrait un cycle tributaire en fonction de l'âge (Bibliothèque du parlement 2016). Ainsi, les jeunes adultes seront plus susceptibles de voter en vieillissant et c'est ce qui explique également pourquoi les aîné·e·s votent en majorité. Ainsi, Blais (2002) démontre qu'entre « 20 et 30 ans, la participation augmente de 7 à 8 points, entre 30 et 40, de 4 à 6 points, entre 40 et 50 de 2 à 3 points,

reste stable entre 50 et 70 ans, et commence à décliner par la suite. » (p.48) En effet, ces données sont confirmées par des recherches américaine et belge. Du côté européen, Quintelier (2007) explique que les jeunes manquent de ressources concernant le processus électoral, alors que les personnes âgées les ont accumulées tout au long de leur vie. Les jeunes électeur·rice·s vont acquérir une expérience en vieillissant et, en plus de leur apprentissage électoral, ils vont établir leur lieu de résidence et vont développer un sentiment d'appartenance à leur communauté (Quintelier 2007). De ce fait, comme le mentionne l'étude étasunienne de Elder, Johnson et Crosnoe (2003), les effets du cycle de vie ont toujours existé et font partie du cheminement normal d'un·e électeur·rice. Ainsi, les électeur·rice·s plus jeunes et plus âgé·e·s ne sont pas seulement issu·e·s de cohortes ou de générations différentes ; ils et elles se trouvent également à des stades différents de leur vie. Pour revenir sur les études québécoises, Martel (2002) souligne que les analyses longitudinales du cycle de vie, poursuivies par des démographes, permettent de démontrer que le vieillissement de l'électorat n'est plus considéré dans son ensemble, mais plutôt comme un processus de renouvellement des cohortes qui viennent, tour à tour, remodeler le corps électoral. Donc, le pouvoir gris d'aujourd'hui a aussi existé comme le « pouvoir des jeunes » d'hier, puisqu'il s'agit de la même cohorte, celle des individus nés après la Deuxième Guerre mondiale, les *baby-boomers* (Martel 2002). Le vieillissement de la population signifie donc un rééquilibrage au sein de l'électorat, mais en faveur des cohortes plus âgées.

À ce niveau, le sociologue politique britannique, Achim Goerres (2007a), a étudié les données allemandes afin d'analyser l'hypothèse selon laquelle un nombre croissant de personnes âgées conduira à un antagonisme électoral entre les jeunes électeur·rice·s et les électeur·rice·s âgé·e·s. Il a démontré qu'il y a peu de différence en termes de préférences politiques entre les jeunes électeur·rice·s et ceux et celles plus âgé·e·s (Goerres 2007a). D'après l'auteur, il semble que les modes de consommation des électeur·rice·s soient davantage un facteur de la participation électorale allemande que le cycle de vie. Ainsi, les électeur·rice·s seraient davantage susceptibles de s'identifier politiquement à des électeur·rice·s du même statut économique et agiraient de manière similaire (Ley 1996; Walks 2006). L'analyse de cet article suppose ainsi que les jeunes d'aujourd'hui augmenteront leur taux de participation et d'inscription sur les listes électorales à mesure qu'ils et elles vieilliront et tout cela en lien avec leur choix de consommation.

La question du cycle de vie est souvent abordée pour analyser le comportement électoral à des échelons autres que celui du municipal, et ce, principalement en Europe et aux États-Unis. Encore une fois, les informations sont manquantes concernant le comportement électoral, tout comme pour la question du pouvoir gris, à l'échelle municipale québécoise. D'ailleurs, l'existence actuelle ou future de ce type de pouvoir n'est pas fondée sur des résultats empiriques, mais sur des hypothèses utilisées pour élaborer des théories économiques du choix rationnel de l'électeur·rice ou de l'idée des partis orientés vers le marché. Cependant, bien que le pouvoir gris soit souvent prédit, il est rarement observé (Goerres 2008; Davidson 2014). A contrario, en affirmant que les aîné·e·s ont la possibilité d'influencer les politiques par leur vote, il vient à l'esprit l'idée qu'il existe, chez les aîné·e·s, une représentation, quelque peu idéale, de leur participation électorale. De ce fait, que ce soit par le pouvoir gris ou par la question du cycle de vie, il existe plusieurs représentations du vieillissement.

1.3. La participation locale des aîné·e·s : de l'engagement au vote

Pour faire suite à l'impact politique des personnes âgées dans la société, nous montrerons, dans la prochaine section, quelle forme prend la participation sociale de ces dernières. Si les aîné·e·s participent bénévolement dans plusieurs associations, les représentations liées à cet engagement bénévole ne considèrent pas les particularités individuelles de chaque personne âgée.

1.3.1. La participation sociale des aîné·e·s et ses représentations

La participation sociale², définie comme la pratique d'une activité sociale, telle que le bénévolat, par Lum et Lightfoot (2005) serait importante dans la vie d'un individu, puisqu'elle permettrait de

² La notion de participation, dans un sens large, se catégorise dans différents domaines ; civique, sociale, économique, politique. Celle qui nous intéresse principalement pour notre thèse, la participation sociale, elle aussi, a de nombreuses définitions. La *participation sociale* est un concept polysémique, qui peut se définir à travers quatre éléments, le fonctionnement dans la vie quotidienne, les interactions sociales, le réseau social et le fait de participer à des activités associatives (Raymond et al. 2008b). Premièrement, le fait de participer socialement implique de pouvoir accomplir des activités quotidiennes et de jouer ses rôles sociaux. Deuxièmement, la participation sociale se réalise dans des situations d'interactions sociales. Troisièmement, participer socialement suppose de faire partie d'un réseau d'interrelations présentant une stabilité et une réciprocité. En définitive, la participation sociale signifie de prendre part à une activité à caractère social réalisée dans une organisation, comme faire du bénévolat dans un organisme communautaire. Larivière (2008) l'a défini par trois attributs : « 1) la participation implique une action de la part de

diminuer l'isolement, la mortalité et la morbidité. Elle améliorerait la santé et le bien-être puis réduirait les risques des problèmes de santé mentale. Cette diminution des risques serait relative à la participation aux activités familiales, aux activités de tous les jours, aux activités récréatives et de sociabilité ainsi qu'aux activités associatives et de bénévolat (Bennett 2002). En ce qui a trait à la morbidité, d'après Avlund et al. (2004), il semblerait qu'il y ait une diminution des maladies chez les aîné·e·s qui participent à des activités sociales. Cette participation aiderait à diminuer les risques de maladies cardio-vasculaires, de tension sanguine et de maladie du cœur (Avlund et al. 2004). Bien que les sociétés actuelles soient considérées comme « actives, jeunes et industrielles » (Thomas 2007, 101), Buffel, Phillipson et Scharf (2012) affirment que l'accès à des formes spécialisées de participation et d'auto-organisation culturelles, sociales, religieuses et économiques est un avantage pour la participation des personnes âgées dans de nombreuses villes.

D'après Lum et Lightfoot (2005), la participation sociale permet aux aîné·e·s de maintenir, voire d'améliorer, leur capacité fonctionnelle dans la vie de tous les jours. Selon leur étude, la participation diminuerait les symptômes de douleur chronique et augmenterait la force musculaire (Lum et Lightfoot 2005). Ainsi, la participation sociale améliorerait la santé. Aussi, pour Baker et al. (2005) la perception de l'état de santé s'améliore avec la participation sociale, en particulier lorsqu'il s'agit d'activités récréatives. Leurs résultats montrent que plus le nombre d'activités et d'heures consacrées à ces activités est élevé, plus les effets sont bénéfiques sur la perception de l'état de santé (Baker et al. 2005). Dans la même lignée, les études montrent que la participation sociale maintient ou améliore les capacités cognitives des aîné·e·s (Lum et Lightfoot 2005). De plus, elle atténuerait les symptômes de la dépression et diminuerait le risque de développer une démence à un âge avancé (Lum et Lightfoot 2005). Également, la participation sociale augmente le sentiment de bien-être personnel en général. Elle permet d'accroître la perception de soi, la

l'individu ; 2) cette action apporte une contribution à d'autres personnes ; 3) deux dimensions doivent être considérées : personnelle et sociétale. » (Larivière 2008, 114) Lorsqu'on l'utilise pour aborder le vieillissement, Raymond, É., Gagné, D., Sévigny, A., Tourigny, A. (2008b) définissent la participation sociale en fonction de quatre groupes : « Fonctionner dans la vie quotidienne : participer socialement implique de pouvoir accomplir ses activités quotidiennes (s'alimenter, communiquer, etc.) et jouer ses rôles sociaux (s'éduquer, élever ses enfants, travailler, etc.). ; Interactions sociales : participer socialement se réalise dans des situations d'interactions sociales, qui peuvent prendre la forme de visites à des ami[e]s ou d'activités hors du domicile. ; Réseau social : participer socialement suppose de faire partie d'un réseau d'interrelations présentant un minimum de stabilité et de réciprocité, comme dans le cas des relations d'amitiés et de voisinage. ; Associativité structurée : participer socialement signifie prendre part à une activité à caractère social réalisée dans une organisation dont le nom et les objectifs sont explicites, comme faire du bénévolat dans un organisme communautaire, participer aux activités d'un centre de jour ou s'impliquer dans un groupe de défenses des droits des aîné[e]s. » (Raymond et al. 2008b, 8)

satisfaction dans la vie et l'estime de soi (Harwood, Pound et Ebrahim 2000; Fox et Quinn 2012). Cependant, certain·e·s auteur·e·s nuancent les effets favorables de la participation sur la santé. Ellaway et Macintyre (2007) expliquent que les effets diffèrent en fonction du type de bénévolat, organisationnel ou associatif, des contextes urbains ou ruraux et de la relation avec son voisinage.

Par ailleurs, Oliver (2001) s'est intéressé à l'importance du rôle associatif des citoyen·ne·s dans des organisations bénévoles en banlieue. Il considère que ce type de participation est important pour maintenir une bonne santé démocratique. En s'associant à des voisin·e·s et en participant à des organisations, les résident·e·s en viennent à connaître les enjeux qui façonnent leur communauté et finissent par acquérir des moyens pour agir collectivement (Oliver 2001). Il explique que la pratique d'activités associatives volontaires est une composante essentielle à la vie démocratique et permet également aux citoyen·ne·s d'être plus informé·e·s sur les questions locales et d'ainsi d'exprimer leurs opinions auprès des institutions locales. D'ailleurs, la participation serait à son meilleur lorsqu'une personne âgée atteint la phase du « jeune-vieux » (traduction libre « young-old people », Van Groenou et Deeg 2010, 446). Cette phase représente une vie plutôt non structurée qui offre du temps et de l'énergie pour la participation sociale, ce qui donne plus de sens à la vie et aide les individus à prendre le contrôle de leur environnement social (Van Groenou et Deeg 2010). Cette phase de la vie, entre 55 et 75 ans, commence avec l'arrivée à la retraite et se termine avec l'apparition de problèmes de santé graves et chroniques, qui surviennent à différents âges (Van Groenou et Deeg 2010). De plus, comme le mentionne Thomas, « la part des plus de 60 ans va croissant, la retraite intervient de plus en plus tôt, les activités de consommation de loisirs pour le Troisième âge se multiplient et la participation associative chez les seniors s'envole » (2007, 101).

Aussi, l'engagement bénévole au sein d'une association apparaît comme une forme de participation prisée chez les aîné·e·s. Ainsi, au Canada, sur les 12 millions de bénévoles, 32 % sont des personnes âgées de 65 ans et plus, et parmi les retraités, 75 % s'impliqueraient dans leur communauté (Raymond et al. 2008a). Également, Statistique Canada (2007) précise que le taux de participation est presque le même chez les 65 à 74 ans (54 %) que chez les 55 à 64 ans (55 %) et chez les 25 à 54 ans (54 %). Cependant, l'étude explique que les aîné·e·s sont les plus nombreux, après les 15 à 24 ans, à participer plus d'une fois par semaine à des activités de leur association (Statistique Canada 2007). Les données québécoises vont dans le même sens, elles font le constat

que la participation des aîné·e·s, notamment celle des femmes, augmente d'année en année dans les associations d'aîné·e·s comme la Fédération de l'âge d'or du Québec ou l'Association des retraité·e·s de l'enseignement du Québec (Raymond et al. 2008a). À cet égard, les associations les plus appréciées par les aîné·e·s sont les organismes sportifs ou récréatifs (31 %), les associations professionnelles et les syndicats (27 %), les groupes religieux (17 %) et les associations culturelles et éducatives (13 %) (Raymond et al. 2008a). Les services que rendent les personnes âgées engagées sont diversifiés, allant de l'organisation d'activités à la collecte de fonds, en passant par la participation à des conseils d'administration et à la prestation de soins ou de services (livraison, transport) (Raymond et al. 2008a). Ces statistiques sont les dernières à jour, elles n'ont pas été revues depuis 2007. Elles sont toujours pertinentes pour comprendre le contexte du bénévolat chez les aîné·e·s et démontrent également le manque de recherches à ce propos depuis les dernières années.

De plus, l'enquête sur le bénévolat et les dons de bienfaisance au Canada (Statistique Canada 2015) révèle qu'en 2013, même si le pourcentage de bénévoles diminue avec l'âge (38 % chez les 65 ans et plus comparativement à 66 % chez les 15 à 19 ans), le nombre moyen d'heures de bénévolat est de 231 heures par année pour les 65 à 74 ans, alors qu'il n'est que de 110 heures chez les 15 à 19 ans. Également, la participation associative prend sens dans le cycle de vie des individus (Gucher et Laforgue 2009). Elle permettrait aux personnes âgées de faire l'affirmation de leur autonomie (Gucher et Laforgue 2009).

Ainsi, l'engagement des aîné·e·s est souvent associé aux activités bénévoles et aux bienfaits supposés de celles-ci sur leur santé. Cela n'est pas sans lien avec certaines représentations spécifiques de la participation des aîné·e·s à la vie publique. Martinson et Halpern (2011) nous font remarquer que contrairement à ce que de nombreux partisans du bénévolat suggèrent, le bénévolat n'est pas simplement une question de choix. Les barrières structurelles créent des chances inégales pour cet engagement. En le présentant comme un idéal normatif auquel les personnes âgées devraient aspirer, la société dévalorise la valeur des personnes âgées qui ne peuvent pas ou choisissent de ne pas s'engager dans une telle activité. Pour Martinson et Minkler (2006), l'affirmation selon laquelle *c'est leur choix* de ne pas faire du bénévolat ne tient pas compte du fait que certaines personnes âgées *ne peuvent pas participer*. Pour plusieurs, le fait de devoir prendre soin à temps plein de leur conjoint·e ou d'un·e parent·e atteint·e d'une maladie ou d'avoir à occuper

un emploi, pour subvenir à leurs besoins, peut restreindre considérablement le choix de participer à des activités bénévoles (Martinson et Minkler 2006). Aussi, Martinson et Minkler (2006) expliquent qu'une trop grande importance accordée à l'engagement civique et au bénévolat peut contribuer à la stigmatisation et à l'impuissance des aîné·e·s qui ne répondent pas aux critères pour être une « bonne personne âgée ».

D'ailleurs, comme le mentionnent Castonguay et al., ces modèles du vieillissement tendent à créer une « forme d'injonction à l'engagement bénévole » (2018, 195). Les auteures déplorent que la normalisation et l'instrumentalisation de ce type d'engagement contribuent à créer un standard de la « bonne personne âgée » sans prendre en compte les facteurs individuels, organisationnels, géographiques, interpersonnels et sociaux (Castonguay et al. 2018).

Pour lutter contre toutes ces visions du vieillissement, Martinson et Halpern (2011) proposent d'élargir le sens d'une « bonne vieillesse » par la théorie du respect égal pour toutes les personnes (*theory of equal regard*). Leur idée est d'englober et de respecter la dépendance et l'interdépendance, la fragilité et la force, l'invalidité et la perte, la liberté, la créativité et les perspectives changeantes qui peuvent accompagner le vieillissement (Martinson et Halpern 2011). Il est important, pour les auteurs, qu'une bonne vie soit déterminée par ce que la personne âgée a elle-même défini comme étant le plaisir, l'épanouissement et le bien-être (Martinson et Halpern 2011). Cela peut également inclure la solitude et l'introspection, les relations avec les autres, le service communautaire, l'activisme, les soins aux autres ou le fait d'être soigné·e par une infirmière ou un·e membre de la famille (Martinson et Halpern 2011). Cette considération du respect égal permet à chaque personne de maintenir un sentiment de dignité (Martinson et Halpern 2011). Les auteurs croient que cela crée un environnement propice à un meilleur vieillissement en santé. Celui-ci est une des représentations sociales établies pour décrire la vieillesse.

L'engagement des aîné·e·s est donc souvent lié au bénévolat, et ce, parfois, pour chercher des solutions aux problèmes de santé causés par le vieillissement. Pourtant, la participation des aîné·e·s à la société ne s'arrête pas au bénévolat, elle est présente également par la participation plus traditionnelle, la participation électorale et plus précisément, celle au sein de leur milieu vie, c'est-à-dire à l'échelle municipale.

1.3.2. De la participation sociale à la participation électorale municipale : quelles représentations ?

Les aîné·e·s canadien·ne·s sont engagé·e·s sur le plan politique. En plus de siéger à tous les niveaux décisionnels (municipal, provincial et fédéral), comme élu·e·s ou comme conseiller·ère·s politiques, et aux conseils d'administration de diverses associations, ils et elles sont 20 % à participer à des assemblées publiques (Charpentier et al. 2004). De plus, en 2003, 89 % d'aîné·e·s déclaraient suivre quotidiennement l'actualité et les affaires courantes, une augmentation de 4 % par rapport à 2000 (Charpentier et al. 2004). Le vote serait pour eux et elles un devoir et une façon d'exercer leur citoyenneté (Charpentier et al. 2004). Dans les faits, les 65 ans et plus sont près de 90 % à avoir voté à au moins une des dernières élections, alors que c'est seulement un peu plus de la moitié des jeunes qui se sont rendu·e·s aux urnes (Statistique Canada 2007). En revanche, les aîné·e·s, et notamment les femmes, sont encore peu nombreux·ses au sein des partis politiques et aux Tables régionales de toutes sortes, exception faite des Tables régionales de concertation des aîné·e·s. Par contre, les personnes âgées participent en grand nombre au sein de l'Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) (Charpentier et al. 2004). Enfin, soulignons que, depuis quelques années, un peu partout au Canada, des femmes aînées militent au sein de divers groupes, tels que Les Mémés déchaînées, qui visent à défendre certaines grandes causes sociales, comme l'environnement, la paix ou encore la lutte contre la pauvreté (Charpentier et al. 2004).

Alors que les études portant sur les facteurs explicatifs de la participation électorale sont nombreuses, peu d'informations relatives à l'explication de la participation électorale chez les aîné·e·s sont disponibles dans la littérature. De plus, ces études, souvent quantitatives abordent le plus souvent l'échelle provinciale ou nationale : l'échelle municipale est encore peu étudiée malgré un regain d'intérêt pour cette échelle de gouvernement depuis quelques années (Breux et Couture 2018).

De ce fait, les études portant sur les modèles d'explication du vote mettent en évidence le poids des variables sociodémographiques. Les plus connues s'intéressent au statut de l'individu, soit le sexe, le revenu et l'emploi (Geys 2006). En Amérique du Nord, ces différentes études portant sur les facteurs de la participation électorale traitent principalement de l'échelle fédérale ou

provinciale. Peu d'études abordent l'échelon municipal. Cela s'explique par une faible centralisation des données électorales, mais également par le fait que pour certain·e·s auteur·e·s, l'échelle municipale serait distincte des autres échelles. D'après Trounstein (2009), la spécificité de l'échelle municipale (répartitions démographiques diverses, conflits d'espaces, concurrence, responsabilités, complexité du réseau municipal) fait que ces facteurs peuvent difficilement expliquer la participation électorale municipale comparativement aux autres niveaux de gouvernement. À titre d'exemple, Breux, Couture et Goodman (2017) ont démontré que le modèle de l'électeur·rice rationnel·le de Downs n'explique que 45 % de la participation des électeur·rice·s aux élections municipales québécoises. De plus, d'après Cutler et Matthews (2005), il n'y a pas eu d'étude électorale municipale analogue à l'Étude électorale canadienne ou aux études provinciales au Canada. Cependant, depuis la dernière décennie, quelques chercheur·e·s canadien·ne·s se sont penché·e·s sur les élections municipales, entre autres McGregor (2018) avec l'Étude sur les élections municipales canadiennes. Cette étude aborde les thèmes du vote par Internet, de l'importance des conseils scolaires dans la gestion des fonctions administratives du secteur de l'éducation, et ce, dans huit villes canadiennes (Vancouver, Calgary, Winnipeg, London, Mississauga, Toronto, Montréal et Québec) (McGregor 2018). Également, l'étude du Baromètre municipal du Canada, débutée en 2019, s'intéresse à la démocratie municipale et offre, pour la première fois, des résultats, sur l'ensemble des municipalités canadiennes de plus de 9 000 habitants, en lien avec la politique municipale, la participation politique et électorale ainsi que la représentation démocratique des municipalités (CMB-BMC 2023). Pour le moment, ces deux études ne traitent pas encore, à notre connaissance, de la participation électorale municipale des aîné·e·s.

Cette spécificité n'explique pas pourquoi si peu d'études portent sur l'échelle municipale. En fait, celles-ci se trouvent à être les cousines pauvres de la science politique et cette situation n'est pas propre au Canada (Bherer et Breux 2011). C'est également le cas aux États-Unis (Cutler et Matthews 2005). Ceci peut être expliqué par le fait que les études en sociologie électorale ont progressivement diminué alors que les théories économiques du choix rationnel ont pris une place significative dans l'analyse des comportements électoraux (Mayer 2007). Également, selon Eidelman et Taylor (2010), la politique locale et municipale est, dans une large mesure, considérée comme subordonnée et dérivée de la dynamique provinciale et fédérale, et ce, principalement à travers les relations intergouvernementales. D'après ces auteurs, il est également possible de dire

que les caractéristiques structurelles du fédéralisme canadien, singularisé par la prédominance des gouvernements provinciaux dans les affaires municipales, ont produit une littérature plus adaptée aux enjeux politiques nationaux ou régionaux plutôt que locaux (Eidelman et Taylor 2010). Finalement, en 2010, les auteurs ont constaté que les programmes de science politique s'intéressaient peu aux notions urbaines, ce qui a limité la production de documentation relative à la politique urbaine canadienne (Eidelman et Taylor 2010).

Toutefois, bien que le profil de l'électeur·rice municipal·e soit lacunaire en raison d'un manque de données individuelles, nous connaissons plusieurs éléments qui contribuent à colorer l'échelle municipale : la faible participation électorale, la taille de la municipalité, l'âge et le fait d'être propriétaire.

Tel que mentionné plus tôt, le taux de participation électorale à l'échelle municipale est plus faible qu'aux autres échelons de gouvernement. Depuis 2005, d'après les données du MAMH (2022), le taux de participation municipale se situe en dessous de 50 %. Cependant, nous savons que la taille des municipalités change le taux de participation. Ceci permet d'affirmer que la participation électorale, à l'échelle municipale, n'est pas si faible; c'est plutôt la moyenne générale de l'ensemble des municipalités qui porte à croire que le taux de participation est plus faible. En effet, Collin et Bherer (2009) affirment que la participation électorale est en relation avec la taille démographique des municipalités, plus la municipalité compte d'habitant·e·s et plus la participation électorale sera faible, et ce, tant au Québec, qu'au Canada ou ailleurs dans les pays développés. Dans un autre contexte, les petites municipalités québécoises sont les plus sujettes aux élections par acclamation en raison d'une part d'un manque de candidat·e·s et d'autre part par le coût que peut parfois engendrer une élection (Breux et Couture 2020).

Aussi, l'échelle municipale est souvent considérée comme une démocratie de propriétaires, ce qui peut être perçu comme un obstacle aux électeur·rice·s locataires (Mévellec 2011). Les propriétaires votent en plus grand nombre que les locataires et leur surreprésentation pourrait laisser les locataires avec une plus faible influence à l'échelle municipale. Les propriétaires votent davantage que les locataires parce qu'ils ont un meilleur accès à l'information politique et utilisent davantage les services municipaux (Couture, Breux et Bherer 2014). Le phénomène est d'ailleurs le même aux États-Unis. L'électeur·rice municipal·e américain·e est plus âgé·e, plus riche, plus éduqué·e que la moyenne et est un·e résident·e de longue date de la municipalité. D'après Oliver, Ha et

Callen (2012) les résident·e·s de longue date sont plus susceptibles de voter, parce qu'ils et elles sont mieux informé·e·s et plus engagé·e·s dans la politique locale que l'électeur·rice moyen·ne aux élections nationales. En effet, il semble que l'accession à la propriété influence les attitudes à l'égard des politiques publiques, puisque les propriétaires sont moins enclin·e·s à appuyer la construction de nouveaux logements sociaux et sont particulièrement opposé·e·s aux fusions municipales que les locataires (McGregor et Spicer 2016).

Puis, une autre recherche, intéressante et nouvelle sur le plan méthodologique, démontre que les élections municipales sont similaires aux élections des paliers supérieurs, du moins aux États-Unis. En effet, en utilisant des publicités géographiquement ciblées sur le site Internet *Facebook*, Sances (2018) a recruté trois échantillons de divers·e·s électeur·rice·s dans deux villes distinctes. L'auteur évoque que les candidat·e·s, tant au palier municipal qu'aux paliers supérieurs, définissent des positions idéologiques que les électeur·rice·s apprennent et dont ils et elles se servent pour élire leurs candidat·e·s.

Enfin, le contexte informationnel de l'échelle municipale canadienne est considéré comme déficient par Cutler et Matthews (2005), rendant difficile l'accès à l'information politique pour les électeur·rice·s. Pour ces auteurs, la circulation de l'information à l'échelle municipale serait en moins grande quantité et de moindre qualité qu'aux autres niveaux de gouvernement (Cutler et Matthews 2005). Au Québec, ce déficit informationnel peut, entre autres, être expliqué par le fait que peu de journalistes se consacrent aux actualités politiques locales (Breux et Couture 2022) ou encore par la faible présence des partis politiques à l'échelle municipale. En comparaison aux échelles de gouvernement, l'échelle municipale québécoise compte 162 formations politiques pour les 1 100 municipalités de la province (Élections Québec 2023). Lorsque les partis politiques sont présents à l'échelle municipale, ils sont donc spécifiques à une seule municipalité, comparativement à d'autres démocraties, comme la France, où il y a une nationalisation des partis politiques – ils sont présents à tous les niveaux de gouvernement (Mévellec, Donatien et Chiasson 2020). De plus, les partis politiques municipaux québécois ne se positionnent pas clairement sur un axe gauche-droite (Bherer et Breux 2012). Pourtant, ils favorisent la présence d'une opposition, une diversité de l'offre électorale et sont nécessaires à la transmission de l'information politique (Breux 2013).

Bref, le manque de connaissances sur la sociologie électorale à l'échelle municipale peut être expliqué par deux éléments. Premièrement, il y a un manque d'intérêt pour les études électorales sur cet échelon gouvernemental. Deuxièmement, les études portant sur les modèles explicatifs de la participation électorale s'intéressent davantage aux théories économiques plutôt qu'aux modèles sociologiques.

1.4. Le lieu de résidence et la participation politique : L'expérience des banlieues

Certaines études se sont intéressées aux comportements politiques des individus en fonction de leur lieu de résidence. À l'échelle de la banlieue, d'après les écrits, les individus les plus actifs dans leur communauté, connaissent mieux les candidats et s'interrogent davantage sur les enjeux de leur municipalité.

1.4.1. L'histoire de la banlieue nord-américaine

En Amérique du Nord, le XXe siècle a été celui de l'émergence des banlieues résidentielles autour des grandes villes. Dans la plupart des grandes métropoles nord-américaines, l'essentiel de l'accroissement de la population se fait désormais dans ces zones à faible densité, dominées par l'urbanisation pavillonnaire, alors que la population de la ville centrale est stagnante et parfois même en déclin. Ce phénomène a été d'une telle ampleur que les États-Unis et le Canada sont qualifiés de *suburban nations* par certains auteurs (Duany, Plater-Zyberk et Speck 2000).

Longtemps observées comme un espace dépendant de la ville, les banlieues étaient perçues avant tout comme la résultante d'un processus d'urbanisation. Le terme de « banlieue », à l'origine, fait référence à un territoire situé autour d'une ville et assujéti aux règles juridiques de celle-ci (Bergeron 1991). Initialement, la distinction entre les termes de « ville » et de « banlieue » implique un rapport de domination entre ces deux espaces. Cette domination a marqué les travaux en études urbaines.

Les premières analyses présentent les banlieues nord-américaines comme le résultat de l'excroissance de la ville industrielle : les banlieues sont une création de l'urbain (Lefebvre 1970).

Elle se définirait donc avant tout en fonction de la ville. De ce fait, les tentatives de définition des banlieues n'échappent pas à la comparaison avec la ville. Elle a été associée à une absence de pouvoir politique, à un statut économique inférieur et à une dimension culturelle moindre en comparaison à une société dite urbaine (Bourne 1996). À partir des années 1950, les banlieues ont été considérées en tant qu'espace résidentiel standardisé dont la pauvreté de l'aménagement et la monotonie architecturale ne pouvaient qu'engendrer une vie sociale et culturelle d'un second rang, et qui ne pouvait se comparer à l'effervescence du mode de vie urbain d'une ville centre (Palen 1995).

À ces diverses interprétations qui concernent les dimensions sociale, économique, culturelle et politique de cet espace autant que son aménagement, s'ajoutent certains mythes véhiculés par l'image promotionnelle liée à la production de cet espace. Les banlieues sont également synonymes de l'accession à un statut social par le fait de devenir propriétaire. La notion de communauté est également rattachée aux banlieues en opposition à la société urbaine associée à l'espace géographique qu'est la ville (Lewis 1999).

Les premières analyses du phénomène de la banlieue ont été dominées par l'influence des théories sociales développées au début du XXe siècle par l'École de Chicago. Les analyses du développement de la métropole moderne étaient avant tout sociologiques et liées à l'influence de la forme urbaine. La dimension politico-économique relative aux décisions des acteurs dans la formation des espaces suburbains n'est pas prise en considération dans l'approche développée à partir des travaux de l'École de Chicago³. En effet, cette dernière a privilégié l'analyse de l'écologie urbaine (Gottdienier 1994).

La lecture de l'espace urbain a depuis été remise en question. En effet, l'École de Chicago omet de prendre en compte les décisions politico-économiques relatives à la formation de certaines municipalités, comme dans le cas des premières banlieues manufacturières qui se sont développées à la fin du XIXe siècle. La formation de ces banlieues s'explique notamment par la décentralisation

³ L'hypothèse de l'École de Chicago envisage la spécialisation sociale de l'espace métropolitain selon une logique de domination des groupes sociaux les plus influents. Suivant cette perspective, les populations les plus riches profitaient de la possibilité de délocaliser leur lieu de résidence en périphérie, alors que la classe ouvrière était contrainte de rester proche du centre à proximité des lieux d'emplois. Le modèle des espaces concentriques développé par Burgess (1925) résume l'approche de l'écologie urbaine dans l'analyse du phénomène de spécialisation sociale de l'espace métropolitain. Suivant son modèle, le phénomène des banlieues se résume à la formation d'une périphérie socialement avantagée en opposition à un centre, qui devient le lieu d'implantation des entreprises et des classes sociales les plus pauvres.

de l'appareil de production vers la périphérie (Harris et Lewis 2001; Lewis 1999; Lewis 2000; Lewis 2001; R. Walker et Lewis 2001). Ce n'est qu'ensuite que la main-d'œuvre est venue s'installer à proximité des lieux de production industrielle. Ces recherches s'inscrivent donc en opposition à une analyse du phénomène des banlieues de l'École de Chicago, qui se résume par la formation d'un lieu isolé, sans lien avec la métropole. Conformément à cette interprétation, les banlieues sont le produit d'une idéologie qui vise la concrétisation spatiale d'un mélange entre la ville et la campagne (Després et Fortin 2002). Si cette interprétation se justifie, elle tend, d'après Walker et Lewis (2001), à accentuer l'idée que les banlieues nord-américaines seraient un espace à vocation résidentielle de faible densité et socialement très homogène.

Au moment de l'industrialisation, les Américains ont souhaité que leurs villes ne ressemblent pas aux villes européennes, en d'autres termes qu'elles se densifient ; une caractéristique perçue comme la source d'un désordre social (Ghorra-Gobin 1997). Ils ont donc mis beaucoup d'espoir dans le développement des villes de l'ouest pour qu'elles reflètent une nouvelle harmonie entre les mondes du rural et de l'urbain, et ont pris la décision de remodeler celles situées sur la côte. L'idéologie américaine a revendiqué les principes de « la ville dans le jardin » pour l'ouest du pays et l'introduction du « jardin dans la ville » pour les villes de la côte est (Ghorra-Gobin 1997). Restaurer le lien entre la nature et la culture s'est traduit par l'introduction de « l'idéal pastoral » dans un lieu densément urbanisé (Ghorra-Gobin 1997).

Alors que le pays faisait face à d'importantes transformations, l'idéal pastoral, visant à réconcilier les vertus de la société urbaine et de la société rurale, s'est appuyé sur la famille comme lieu de la préservation des valeurs morales (Marois et Bélanger 2013). L'*ideal urban home* est devenu synonyme de « lieu pastoral » où la vertu, l'amour et la stabilité devaient prévaloir sur le désordre et le chaos de la ville. Aussi les banlieues reposent sur le principe de la maison entourée d'un jardin comme une retraite rurale en milieu urbain (Ghorra-Gobin 1997). Cette banlieue qui, dans un premier temps, s'adressait aux familles riches, n'aurait pu devenir un phénomène de masse au XXe siècle, sans l'intervention de l'État fédéral américain au travers de sa politique du logement des années 1930, puis de sa politique d'investissement en faveur d'un réseau autoroutier national à partir des années 1950 (Marois et Bélanger 2013). Les banlieues sont ainsi devenues synonymes de l'identité nord-américaine, soit d'une nation rurale qui a accepté de devenir urbaine et qui a cherché à concilier le meilleur des deux (Marois et Bélanger 2013). L'institution des banlieues qui

résulte d'un compromis entre le mythe de l'idéal pastoral et l'impératif de l'urbanisation se voulait essentiellement résidentielle. Aujourd'hui, les banlieues « reposent sur l'image d'un lieu de repos résidentiel et de paix domestique, de minifourgonnettes et de mères poules, de trajets quotidiens ainsi que de barbecues les fins de semaine » (traduction libre, Oliver 2001, 8).

Bien que cet idéal pastoral se soit intégré au Québec dans les années 1950-1960, il est toutefois à prendre en compte que les banlieues québécoises se distinguent des banlieues américaines. Contrairement aux villes suburbaines anglo-saxonnes, axées sur le concept de « cité-jardin », construites autour du centre commercial, les banlieues québécoises s'inspirent du milieu rural et de son modèle paroissial, avec, au cœur du village, l'église, le presbytère et l'école, sur lesquels se trouvent également un centre communautaire, un terrain de jeux et de multiples services et commerces, alors que les bungalows gravitent en périphérie (Fortin 2002). Les diverses publicités promouvant l'habitation en banlieue vantaient d'ailleurs la proximité des services (Fortin 2002). Entre les années 1950 et 1960, les banlieues québécoises ont subi d'importantes transformations, qui leur ont fait perdre leur spécificité résidentielle au profit d'une nouvelle configuration spatiale et sociale (Ghorra-Gobin 1997; Després et Fortin 2002). En effet, par son étude portant sur une banlieue de la ville de Québec, Fortin (2002) mentionne que l'accroissement de la population de cette banlieue a été d'environ 80 % durant cette décennie. Cette croissance est en partie due à l'établissement des *baby-boomers* et de la prospérité économique (Fortin 2002). C'est à cette époque que les banlieues sont devenues un idéal pour la famille québécoise puisqu'il était possible de travailler à l'extérieur de la ville centre, de rester près de sa résidence et d'élever sa famille dans un milieu sécuritaire (Ghorra-Gobin 1997; Fortin 2002; Fortin, Cournoyer Boutin et Gilbert-Ouimet 2011). Cet idéal a également permis à plusieurs résident·e·s d'accéder à la propriété (Fortin 2002). Dans les années 1970 et 1980, l'accent des banlieues québécoises n'est plus mis sur la maison, mais davantage sur l'environnement des résidences ; les banlieues ont des particularités qui leur sont propres (Fortin 2002). Également, grâce à la présence de plus en plus grande des commerces de détail en banlieue, les résident·e·s ne travaillent plus et ne consomment plus nécessairement dans la ville centre, mais bien dans leur ville de résidence (Fortin 2002). Plus récemment, depuis les années 1990, le rapport entre la ville centre et les banlieues s'est complexifié (Fortin 2002). De plus, la croissance démographique et l'exode rural se sont essoufflés, cependant la croissance des banlieues ne s'est pas pour autant atténuée. Leur expansion et sa croissance se sont maintenues, mais aux dépens de celle de la ville centre (Marois et Bélanger 2013). Pourtant,

en comparaison à la ville centre, les banlieues ont vieilli. C'est d'ailleurs essentiellement en banlieue que l'on retrouve les plus fortes croissances des effectifs des 65 ans et plus, et plus particulièrement encore dans les nouvelles banlieues où il y a un fort potentiel de lotissements résidentiels (Després et Lord 2002).

Bref, cet historique de la banlieue nord-américaine, et plus particulièrement québécoise, nous apprend qu'il y a eu beaucoup de transitions et de transformations tant d'un point de vue de l'aménagement que du social. Ces transformations sociales ont également eu un impact sur la population résidant en banlieue et sur sa participation électorale.

1.4.2. Vivre en banlieue : une différence de participation politique

Le lieu de résidence est un des facteurs expliquant les orientations politiques, indépendamment des attributs sociodémographiques des individus. En effet, l'étude de Villeneuve, Jodoin et Thériault (2007) portant sur le comportement électoral des banlieues de la région de Québec aux élections fédérales, provinciales et municipales, a démontré que les banlieues votent plus à droite que la ville centre. Par contre, les banlieues de Québec ne sont pas des cas uniques, plusieurs recherches menées ailleurs au Canada (Walks 2004; Walks 2005), ainsi qu'aux États-Unis (Gainsborough 2005) et en Europe (Lévy 2003; Walks 2006) démontrent la même chose. Ces études laissent présumer qu'un lien existe entre le comportement politique et le fait de vivre en banlieue ou dans un quartier central (Belley 2003). D'autres recherches, menées tant au Canada qu'aux États-Unis, révèlent que les comportements des électeur·rice·s et leurs attitudes politiques divergent en fonction de leur lieu de résidence.

Bien que les causes expliquant cette divergence soient encore floues, quatre hypothèses peuvent tenter de l'expliquer, particulièrement au niveau provincial et fédéral. Une première hypothèse, celle nommée « conversion par conversation » par Jodoin, Villeneuve et Thériault (2007), suggère que la communication interindividuelle, au sein des réseaux sociaux locaux, homogénéise les attitudes politiques des personnes pouvant avoir des traits sociodémographiques différents.

La deuxième hypothèse suggère plutôt que les formes socio-spatiales peuvent conditionner les attitudes politiques. Ainsi, comme l'expliquent Villeneuve, Jodoin et Thériault (2007), les personnes exposées quotidiennement à un milieu social spécifique risquent d'acquiescer les valeurs

de ce milieu, et ce, indépendamment du processus de « conversion par conversation » de Jodoin, Villeneuve et Thériault (2007) expliquée par la première hypothèse. La théorie géographique de la mobilité résidentielle propose une hypothèse similaire, celle correspondant à l'expression « qui se ressemble s'assemble ». Elle explique que le choix du lieu de résidence n'est pas lié au hasard. Ainsi, Walks (2006) expose que les individus choisissent de vivre dans un lieu où les autres habitant·e·s auront des valeurs similaires. C'est d'ailleurs ce que démontrent des résultats de plusieurs années de recherche en France. Présentant une recension des écrits des soixante dernières années, Gouard explique que la majorité des études portant sur les comportements des banlieusard·e·s s'intéressent aux banlieues de Paris (Gouard 2019). De ce fait, les études du début des années 1960 présentaient qu'une partie importante des habitant·e·s de cette banlieue était indifférente à la politique et cherchait plutôt à rejoindre les idées politiques et électorales dominantes (Gouard 2019). À l'époque, le soutien électoral en faveur des partis politiques de gauche était prédominant, c'est ce qui a d'ailleurs valu le nom de « banlieues rouges » à celles qui votaient massivement pour le parti communiste. Gouard (2019) énonce qu'à partir des années 1980, les études ont commencé à s'intéresser aux changements d'idéologies politiques des banlieues. Il semble qu'il y ait eu un désintérêt pour le parti communiste et que l'identité politique des électeur·rice·s de banlieue se soit davantage tournée vers une identité individuelle ainsi que vers des dynamiques sociales d'un alignement à droite de l'échiquier politique. Pour ce qui est du Canada, Walks (2004) présente que depuis les années 1980, les résident·e·s des villes de Vancouver, Toronto et Montréal tendent à voter à gauche, alors que les résident·e·s des banlieues, de ces trois mêmes villes, votent pour des partis politiques situés à droite de l'échiquier politique, et ce, lors des élections provinciales et fédérales.

Finalement, la troisième hypothèse porte sur les modes de consommation qui peuvent être plutôt collectifs ou plutôt privés. Les personnes privilégiant des modes similaires se retrouveraient dans les mêmes quartiers et agiraient de façon semblable (Ley 1996). Ainsi, dans les années 2000, les analyses électorales des banlieues françaises se sont intéressées à de nouveaux sujets d'étude tels que le comportement électoral lié à l'ascension sociale par la propriété, influençant ainsi l'idée que la propriété individuelle est corrélée avec le vote à droite dans les banlieues (Gouard 2019). Cependant, dans une autre recherche effectuée aux États-Unis, Oliver (2001) constate que les banlieues économiquement homogènes, même les plus riches, ont des niveaux de participation civique inférieurs à ceux des banlieues plus diversifiées. Également, les résident·e·s des banlieues

plus isolées semblent moins s'intéresser aux affaires politiques et civiques, bien qu'ils et elles aient les compétences et les ressources nécessaires.

Aussi, après avoir étudié plusieurs de ces hypothèses, Walks (2006) suggère qu'il n'existe pas d'explication unique concernant le clivage entre les villes centres et les banlieues, mais plutôt que les causes sont complexes. En effet, il énonce que la ségrégation spatiale est importante, mais que l'autosélection du quartier, l'expérience locale et le mode de consommation ont tous des effets indépendants significatifs sur le comportement électoral, et ce, à l'échelle fédérale ou provinciale. D'après son étude, il semble que l'autosélection des villes centres, pour les partisan·ne·s des partis politiques de gauche, est particulièrement importante en raison de la recherche du sentiment de communauté ou de l'envie de lier leurs choix de vie à leurs convictions politiques, alors que les partisan·ne·s des partis politiques plus à droite sont davantage susceptibles de choisir des quartiers de banlieues pour la recherche de l'espace privé. De ce fait, dans son étude portant sur les élections nationales britanniques entre 1950 et 2001, Walks (2005) explique que les résident·e·s des villes centres et des banlieues britanniques, définies à travers des critères spatiaux, ont fait des choix de vote divergents. D'après ses résultats, le soutien des travaillistes s'est déplacé vers les villes centres, en particulier dans les années 1980, alors que le vote des conservateurs s'est constamment déplacé vers les banlieues au fil du temps. Ainsi, il semble que la répartition du vote, sur l'échiquier gauche-droite, serait davantage vers la gauche pour les électeur·rice·s des villes centres alors que les électeur·rice·s vivant en banlieue auraient une tendance à voter à droite, en faveur des conservateurs, et ce, depuis les années 1980. Gainsborough (2005) constate le même procédé aux États-Unis. Cependant, comme l'observe Swanstrom (2002) les résultats de Gainsborough (2001) sont discutables puisqu'elle analyse un ensemble de banlieues qui ne lui permet pas de les différencier individuellement.

Ces diverses recherches, analysant le comportement électoral et le fait de vivre en banlieue, s'intéressent principalement au niveau de gouvernement supérieur, mais rarement à des données individuelles. De ce fait, l'une des études les plus connues, concernant l'échelle municipale et utilisant des données individuelles, est celle de Oliver et Ha (2007) sur les banlieues américaines. Ces auteurs proposent que le comportement électoral des banlieues devrait être différencié du comportement électoral des centres urbains, puisque les électeur·rice·s ont leur caractère propre. En se fiant aux recherches de Hajnal et Lewis (2003), Oliver et Ha (2007) expliquent que la

participation électorale à l'échelle municipale dans les banlieues est plus faible qu'aux autres échelles de gouvernement et en particulier lorsque les élections municipales ne coïncident pas avec les cycles électoraux présidentiels et du Congrès. Ils sembleraient que les électeur·rice·s participant aux élections dites hors cycle seraient moins représentatif·ve·s de la population en général et seraient plus susceptibles d'être des acteur·rice·s au sein de leur communauté, c'est-à-dire d'être des parents d'enfants d'âge scolaire, des personnes plus âgées, des propriétaires ou des résident·e·s de longue date (Oliver et Ha 2007). Toujours d'après ces auteurs, les acteur·rice·s nommé·e·s seraient plus informé·e·s et plus intéressé·e·s par la politique municipale et leur choix de vote serait influencé par des enjeux particuliers ou par leur niveau de connaissance des différent·e·s candidat·e·s. Pour vérifier leur hypothèse et les énoncés de Hajnal et Lewis (2003), Oliver et Ha (2007) ont analysé, quantitativement, les données d'une enquête qu'ils ont menée, en 2004 et 2005, auprès d'électeur·rice·s de 30 banlieues de cinq États américains (Californie, Géorgie, Illinois, New Jersey et Caroline du Nord), au courant de la période suivant des élections municipales. Leurs résultats dévoilent que 46 % des personnes interrogées disent en savoir « beaucoup » ou « suffisamment » sur un ou plusieurs candidat·e·s du conseil municipal (Oliver et Ha 2007, 397). Également, la moitié des répondant·e·s disent connaître un·e des candidat·e·s à la mairie, alors que 34 % des répondant·e·s disent connaître personnellement un·e candidat·e aux élections municipales. De plus, trois quarts des personnes interrogées ont déclaré être « assez intéressée » ou « très intéressée » par la campagne électorale. Oliver et Ha (2007) énoncent que les électeur·rice·s de banlieues étaient « très mobilisé[·e]s » (p. 367) puisqu'environ 50 % des répondant·e·s ont déclaré avoir été contacté·e·s par un parti politique, un·e candidat·e ou une autre organisation les incitant à voter. Finalement, 90 % des participant·e·s à l'étude ont déclaré que le ou les enjeux les plus importants de leur municipalité ont influencé leur choix de vote. En fonction des réponses qu'ils ont obtenues, Oliver et Ha (2007) concluent que l'électeur·rice typique des banlieues serait quelqu'un·e de politiquement actif·ve, assez bien informé·e de la politique municipale et préoccupé·e par certains enjeux. Les auteurs tentent tout de même de relativiser leur propos par le fait qu'il est impossible de qualifier de « typique » un·e habitant·e de banlieue et de généraliser leurs résultats, puisque la taille et la composition sociale de chacune des banlieues sont variables.

D'un point de vue plus individuel, Oliver et Ha (2007) démontrent que les propriétaires ont un plus grand intérêt pour la politique, une meilleure connaissance des candidat·e·s locaux·ales et des questions locales ainsi que des mobilisations plus élevées. Leurs analyses illustrent également

qu'un niveau d'éducation plus élevé est corrélé positivement à la connaissance politique, à la mobilisation et à l'attention portée aux enjeux de la municipalité, ce qui correspond à la littérature déjà connue (Nie, Verba et Kim 1974). Concernant les minorités ethniques, les auteurs notent que ces dernières ont déclaré avoir une connaissance moindre des candidat·e·s ; les électeur·rice·s américain·e·s ayant des origines asiatiques seraient moins intéressé·e·s par les campagnes électorales municipales et les Afro-Américain·e·s seraient moins mobilisé·e·s lors de ces mêmes élections (Oliver et Ha 2007).

En résumé, l'étude de Oliver et Ha (2007) nous permet de comprendre que le comportement des électeur·rice·s des banlieues, lors des élections municipales, varient en fonction des individus. Ainsi, les personnes plus actives dans leur communauté connaissent mieux les candidat·e·s, sont mobilisées dans la politique locale et s'interrogent sur les enjeux de la municipalité. Elles sont donc plus susceptibles de voter à l'échelle municipale et elles sont présentes dans la vie démocratique de leur municipalité. L'étude révèle également que les minorités ethniques sont moins bien informées sur les candidat·e·s et moins susceptibles de se rendre aux urnes.

Ainsi, il est possible de constater que le lien entre les banlieues et le comportement politique a fait l'objet de nombreux écrits portant sur les choix politiques différents chez les individus résidant dans les banlieues, mais que peu de recherches se sont intéressées à la participation électorale.

1.5. Conclusion : vieillissement, banlieue et participation politique municipale, quelles relations ?

La rapide progression du vieillissement de la population du Québec préoccupe plusieurs chercheur·e·s. À cet égard, il y a les enjeux de la participation sociale et de l'aménagement du territoire. D'ailleurs, « la généralisation du phénomène urbain est entérinée » (Devisme et Breux 2018). L'urbanisation des sociétés et le vieillissement d'une frange de leur population ne sont pas sans poser de problèmes : les milieux urbains ne sont pas particulièrement bien adaptés au vieillissement de la population. Des recherches menées aux États-Unis et en France ont examiné les problèmes auxquels sont confrontées les personnes âgées dans le contexte urbain : Klinenberg (2002) souligne ainsi que les caractéristiques structurelles de l'environnement urbain réduisent la qualité de vie des résident·e·s âgé·e·s, notamment les obstacles à la mobilité physique tels que les

escaliers cassés, les trottoirs en mauvais état ou un mauvais éclairage. Le sentiment d'insécurité peut également constituer un des obstacles psychologiques qui dissuadent les personnes âgées de quitter leur domicile, en particulier la nuit et au sein des quartiers où l'environnement physique est considéré comme médiocre et où l'accès aux services est limité. À titre d'exemple, au Québec, un rapport préconise d'améliorer l'éclairage dans les parcs et les lieux publics, afin que les aîné·e·s se sentent plus en sécurité une fois la nuit tombée (TCAIM 2017). D'ailleurs, plusieurs municipalités de banlieues ont d'abord été pensées en fonction du transport automobile, ce qui convient aux jeunes familles, mais peut être beaucoup moins adapté aux réalités des personnes âgées. Pourtant, l'appréciation de la municipalité, et le sentiment d'appartenance qui en découle, portent les aîné·e·s à s'engager bénévolement dans leur communauté ainsi qu'à participer au sein de celle-ci. En effet, le sentiment d'appartenance à la municipalité et l'enracinement dans celle-ci, c'est-à-dire le nombre d'années passées dans une municipalité, forment une expérience spécifique à ce milieu, susceptible d'inciter une personne à se rendre aux urnes (Hoffman-Martinot 1992; Champagne 2007). Toutefois, il reste que la disponibilité du transport collectif, la proximité des centres de santé, la distance entre le domicile des aîné·e·s et les commerces essentiels (épiceries, pharmacies, etc.) sont autant de défis qui attendent les municipalités en périphérie des villes centres, tout comme la participation politique au sein de leur communauté.

De telles difficultés ont incité certain·e·s décideur·se·s politiques à instaurer le modèle « Villes amies des aînés » (VADA). Initié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (2007), VADA vise à développer des communautés urbaines favorables aux personnes âgées. Le modèle cherche à encourager « le vieillissement actif en optimisant les possibilités en matière de santé, de participation et de sécurité afin d'améliorer la qualité de vie des personnes vieillissantes » (OMS 2007, 12). Au Québec, le programme, connu sous le nom « Municipalités amies des aînés » (MADA) s'adresse aux municipalités et aux municipalités régionales de comté (MRC) et « a pour objet d'aider [ces dernières] à encourager la participation active des aîné·e·s au sein de leur communauté et à concrétiser la vision d'une société pour tous les âges ».

Ce programme permet de trouver des façons d'adapter les services, les politiques et les structures des municipalités concernant les conditions de vie et le bien-être des aîné·e·s (Ministère de la Famille 2015). Pour ce faire, la municipalité a la possibilité d'apporter des améliorations au sein des huit dimensions suivantes : le transport, l'habitat, la participation sociale, le respect et

l'inclusion sociale, la communication et l'information, le soutien communautaire et les services de santé, les espaces extérieurs et les bâtiments, ainsi que l'engagement social et citoyen (Équipe de recherche MADA Québec 2023a). Fondé sur la participation des personnes âgées dans les milieux urbains, le programme « a le potentiel de contribuer à dynamiser la participation des aîné·e·s au sein des instances politiques et de favoriser un débat plus représentatif concernant les mesures à prendre pour améliorer la qualité de vie de notre population vieillissante et de son environnement. » (Joy, Marier et Séguin 2018, 82). En bref, « le programme MADA constitue une option d'intervention de proximité, dans la sphère collective, [et] s'inscrit dans le giron des politiques publiques émergentes qui positionnent le vieillissement dans un processus positif incitant à la participation et à l'engagement dans sa communauté. » (Garon 2014, 3).

Ce programme n'est toutefois pas exempt de critiques. Il est possible d'en émettre cinq. Premièrement, certain·e·s chercheur·e·s mettent en évidence la portée limitée de ce programme. Ainsi, d'après des études réalisées à Montréal et à Toronto, Joy, Marier et Séguin (2018) affirment que le programme MADA n'est pas « un remède » (p.81) pour répondre aux conséquences du vieillissement dans les milieux urbains. En effet, les municipalités sont principalement conçues pour les travailleur·se·s et le programme MADA ne prend pas assez en considération les activités de la vie quotidienne des aîné·e·s qui sont, pour la plupart d'entre eux et elles, des retraité·e·s. Pour certain·e·s aîné·e·s, l'expérience de la ville au quotidien peut constituer un frein à la pratique de leurs activités. Ainsi, les municipalités et les gouvernements centraux, qui fournissent les ressources financières aux municipalités, doivent investir davantage dans les services et les activités liés au vieillissement de leur milieu. Dans le même ordre d'idée, le vieillissement des banlieues suscite également des préoccupations. Il tourmente à la fois les gouvernements des paliers supérieurs, souvent chargés d'assurer une certaine cohérence métropolitaine dans le développement régional et dans l'aménagement des grands axes routiers et du transport en commun, de même que les gouvernements municipaux, appelés à offrir des services de proximité et à gérer le règlement de zonage de leur territoire (Marois et Bélanger 2015). Cette réglementation, qui régit le développement des banlieues, nuit grandement à l'établissement de services et de commerces de proximité qui pourraient servir les aîné·e·s (Després et Lord 2002). Ainsi, le vieillissement des banlieues met en évidence la nécessité de travailler à l'adaptation des municipalités aux personnes vieillissantes.

Deuxièmement, des critiques internes à la mise en œuvre de ce programme ont été formulées. Leur réalisation dépend de bénévoles qui veulent changer les choses, les projets sont inadéquatement et inégalement financés dans les différentes municipalités, et surtout, le programme s'adresse à certains groupes d'âiné·e·s seulement, c'est-à-dire aux personnes âgées aisées, en bonne santé ou aux personnes âgées les plus marginalisées (Winterton 2016; Buffel, Phillipson et Scharf 2012). En fait, le programme MADA ne tient pas compte de toute la diversité des besoins. De ce fait, selon Golant (2014), les ressources et services peuvent être particulièrement limités dans les quartiers urbains économiquement défavorisés, qui sont sujets à diverses pressions, découlant de la fermeture des services et des commodités, de la polarisation sociale ou des logements insalubres.

Troisièmement, pour certain·e·s, le programme MADA s'arrime mal au contexte auquel il s'adresse (Buffel, Phillipson et Scharf 2012; Buffel et al. 2014; Winterton 2016), car il ne prend pas assez en considération les spécificités du milieu qu'il entend modifier. Buffel et Philipson (2016) ainsi que Joy (2021) suggèrent que les contextes des municipalités sont complexes, particulièrement dans les grandes villes, puisqu'ils existent une multitude de valeurs et d'acteur·rice·s locaux pouvant questionner les projets et les aménagements à mettre en avant plan. Il en résulte une sorte de décontextualisation. Dans le cas du Québec, une telle décontextualisation est susceptible d'engendrer des problèmes, car la structure urbaine y présente une grande variété : il y a un nombre restreint de très grandes villes (plus de 100 000 habitants), un nombre très élevé de petites municipalités (moins de 10 000 habitants), et moins d'une centaine de villes se situent entre ces deux extrêmes (MAMH 2018). Par ailleurs, les études portant sur les villes de taille moyenne sont relativement rares et les services offerts au sein de ces municipalités n'ont pas la même ampleur dépendamment de leur taille. Également, le programme MADA ne semble pas prendre en considération la distinction entre une municipalité de centre ou de périphérie, qui peut également avoir un enjeu économique et d'accessibilité.

Quatrièmement, si la définition de l'engagement social et citoyen du programme MADA est large, elle semble toutefois omettre certaines dimensions. Cette définition met l'accent sur la vie sociale et récréative, le bénévolat ainsi que l'emploi et le mentorat chez les âiné·e·s (Équipe de recherche MADA Québec 2023b). La participation à la vie politique de la municipalité est absente, alors même que l'on sait que la participation électorale moyenne à l'échelle municipale est plus faible qu'aux autres niveaux de gouvernement (Collin et Bherer 2009; MAMROT 2013; McGregor et

Spicer 2016). Plus encore, d'après le programme MADA, les municipalités doivent mettre en place des projets permettant d'« encourager et [de] faciliter la participation sociale et l'engagement citoyen des aîné·e·s afin de maintenir et de créer des liens ainsi que donner un sens à la vie »(MSSS 2014). Le lien réalisé entre l'amélioration de la qualité de vie et l'engagement reflète la vision normative du vieillissement que soutient le programme.

Enfin, d'autres rappellent que l'objectif qui sous-tend ce programme est celui du « vieillissement actif ». Cette vision du vieillissement tend également à créer une injonction à la participation et à l'engagement des aîné·e·s (Castonguay et al. 2018). Cette normalisation et l'instrumentalisation de la participation contribuent à définir un standard du/de la « bon·ne citoyen·ne âgé·ne » sans prendre en compte les facteurs individuels, organisationnels et sociaux (Martinson et Minkler 2006). Ainsi, le vieillissement actif, promu par ce modèle, consiste à créer une image de l'aîné·e idéal·e, qui contribue à la société et qui ne devient pas un poids économique pour cette dernière (Martinson et Halpern 2011; Joy 2018; Benoit et Perron 2018; Benoit et Perron 2020).

Toutes ces limites laissent penser qu'au sein du programme MADA, l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur environnement urbain quotidien n'est pas adéquatement prise en considération et que les représentations du vieillissement que ce programme véhicule tendent à faire de l'aîné·e une personne engagée socialement et politiquement. Cette absence de prise en compte de l'expérience qu'ont les aîné·e·s des services municipaux et de leur ville au quotidien ainsi que la promotion du/de la bon·ne citoyen·ne aîné·e par le programme MADA soulèvent quelques contradictions, au regard notamment des travaux sur la participation à la vie politique des aîné·e·s à l'échelle municipale.

Cette dernière peut prendre différentes formes. La participation électorale est l'une d'entre elles. Alors qu'il est souvent question de la faible participation électorale des jeunes adultes (18-34 ans) aux différentes élections (Kimberlee 2002; Dostie-Goulet 2009; Dostie-Goulet et al. 2013) les aîné·e·s, eux/elles, votent en forte proportion. Aux élections fédérales canadiennes de 2015, les aîné·e·s de 65-74 ans ont voté à 78,8 % et les 75 ans et plus à 67,4 % alors que le taux de participation était de 68,3 % pour l'ensemble du pays (Élections Canada 2018). Si ce phénomène de la forte participation des aîné·e·s aux scrutins n'est pas nouveau, il demeure insuffisamment documenté à l'échelle municipale et moins encore au niveau des banlieues.

Malgré cette lacune, Couture, Breux et Bherer (2014) ainsi que Nakhaie (2006) soulignent que l'influence de l'âge sur le comportement électoral est la même à l'échelle municipale qu'à l'échelle provinciale. Les résultats de Couture, Breux et Bherer (2014) démontrent qu'au Québec, l'électeur âgé de 70 ans et plus vote davantage que les électeur·rice·s âgé·e·s entre 18 et 34 ans et ceux et celles âgé·e·s entre 35 et 69 ans. L'affirmation selon laquelle plus un·e électeur·rice vieillit, plus il/elle sera susceptible de voter semble donc pouvoir s'appliquer également à l'échelle municipale. Néanmoins, les rares études sur la question mettent de l'avant deux idées. Premièrement, que le sentiment d'appartenance et le temps de résidence dans une même municipalité peuvent inciter à la participation (Champagne 2007) et deuxièmement, l'idée selon laquelle l'expérience des services municipaux est une variable susceptible d'expliquer pourquoi les plus jeunes s'abstiennent et pourquoi les plus âgé·e·s participent (Dostie-Goulet et al. 2013). Cela renvoie donc à l'idée que l'expérience urbaine, notamment à travers l'utilisation des services municipaux, pourrait constituer un facteur important à prendre en considération dans la participation électorale. La nature des services municipaux offerts n'est toutefois pas sans lien avec la taille de la municipalité, d'autant plus que les écrits sur la participation électorale municipale ont montré que la taille de la ville l'influçait (Collin et Bherer 2009). Il semble donc possible d'établir un lien entre la taille de la municipalité, les services municipaux offerts et la participation électorale.

Ces liens entre le sentiment d'appartenance et les services municipaux ne semblent d'ailleurs pas systématiquement liés à l'âge : dans son enquête sur les jeunes abstentionnistes, Dostie-Goulet et al. (2013) montrent que ceux et celles qui votent à l'échelle municipale, sont ceux et celles dont le sentiment d'appartenance à leur municipalité est fort. Il semble donc difficile d'appréhender la participation électorale sans prendre en considération l'expérience des électeur·rice·s potentiel·le·s au sein de la municipalité.

Un tel constat paraît également valable pour les autres formes de participation et d'engagement. Selon Goerres (2011), les personnes âgées sont autant susceptibles que les plus jeunes de s'engager dans d'autres formes d'engagement social ou politique, puisqu'une socialisation politique précoce conditionne la participation au temps de la retraite. De telles formes d'engagement s'inscrivent toutefois dans un contexte politique spécifique. À titre d'exemple, au Québec, le mouvement des « Mémés déchaînées » encourage les femmes âgées à participer à toutes les manifestations liées à la justice sociale. Le mouvement, qui désire faire un changement social pour les générations

futures, stipule que le maintien d'un statu quo sociopolitique n'est pas une option et qu'il est de leur responsabilité, envers leurs enfants et leurs petits-enfants, d'agir sur le gouvernement (Simard et Olazabal 2018). Ainsi, les personnes âgées sont autant en mesure que d'autres de faire appel à des moyens de contestation, de mobilisation, à des pétitions ou des manifestations pour revendiquer des actions politiques ou se positionner sur certains enjeux (Goerres 2011).

Ces différentes formes de participation politique, tant électorale que non-électorale, mettent en évidence la nécessité de prendre en considération l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville et des services qu'elle leur offre. Ces constats invitent donc à se demander : **Au sein des municipalités situées en périphérie d'une grande ville, comment l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville affecte-t-elle leur participation à la vie politique municipale ?** Cette interrogation permettra de poser les jalons d'une réflexion sur les liens entre le fait de vivre en milieu urbain et la participation à la vie politique municipale chez les aîné·e·s. Notre recherche se focalisera plus précisément sur des municipalités de banlieues et de taille moyenne. D'après Mévellec (2011), il faut se concentrer sur les problématiques de ces municipalités qui sont tout aussi importantes que celles des métropoles.

Plus spécifiquement, notre recherche s'inscrira au sein des réflexions portant sur le vieillissement et notamment le vieillissement actif. Notre projet permettra, de manière indirecte, de saisir la façon dont éventuellement la vision du vieillissement que sous-tend le programme MADA, a un impact sur l'engagement des aîné·e·s à la vie politique et de leur municipalité. Il permettra également d'appréhender les représentations du vieillissement de manière plus générale par les aîné·e·s eux/elles-mêmes. Ces représentations, souvent négatives, ont une influence sur la conception du vieillissement dans la société et au sein des institutions (Charpentier et al. 2010). Les préjugés et stéréotypes négatifs sont préjudiciables parce que souvent vécus et ressentis comme une disqualification ou un déni de reconnaissance faisant obstacle à l'exercice de la pleine autonomie des personnes âgées. D'après Payet et Laforgue (2008), les personnes âgées auraient à faire face à une double disqualification, d'une part en raison de leur rôle au sein des institutions et d'autre part, par le fait de leur identité. D'abord, dans leur rapport aux institutions publiques, elles vivent des relations asymétriques où elles sont « privées d'un statut d'égal à égal dans une réciprocité des perspectives » (Payet et Laforgue 2008, 9). Ensuite, étant donné leur âge, elles sont « affaiblies par une catégorisation de l'action publique qui particularise et naturalise leur place dans l'espace social

» (Payet et Laforgue 2008, 9). Qualifiées de dépendantes par leur besoin d'aide et de soutien, elles semblent perdre leur pouvoir de décider de leur avenir (Salles 2009). En même temps, le discours sur le vieillissement actif, qui encourage les aîné·e·s à montrer qu'ils et elles ont peu de besoins spéciaux, pourrait les empêcher de se mobiliser pour obtenir des soutiens publics afin de répondre à leurs véritables besoins (Joy 2018). En effet, les aîné·e·s peuvent être dépendant·e·s et ce n'est pas fondamentalement une mauvaise chose, c'est le fait d'assimiler la dépendance et la passivité qui est un problème (Joy 2018). Notre projet permettra de comprendre les impacts éventuels des représentations du vieillissement véhiculées par le programme MADA.

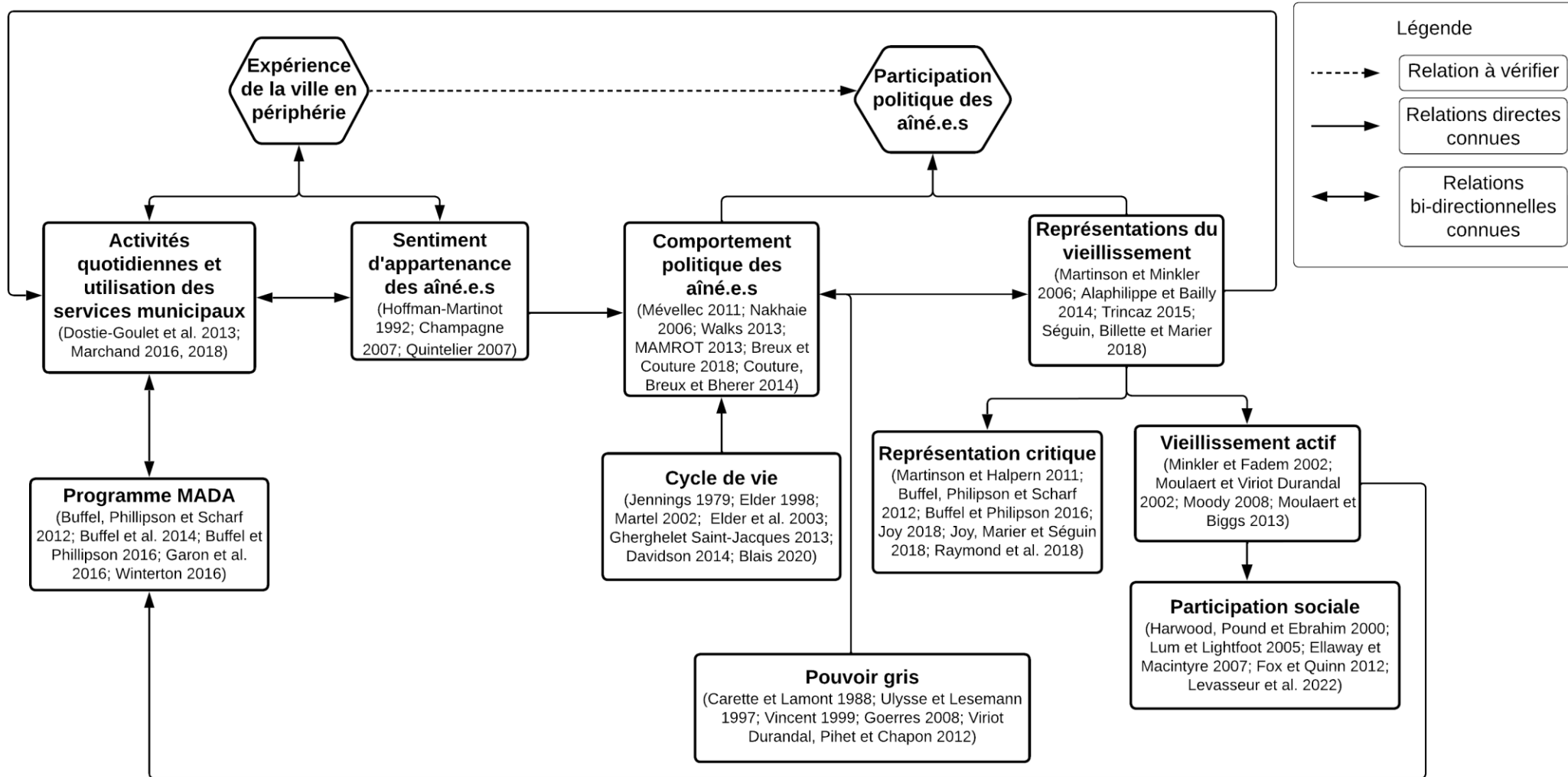
Par ailleurs, notre recherche apportera une contribution sur le profil de l'électeur·rice à l'échelle municipale ; un profil qui demeure encore peu documenté à cette échelle de gouvernement (Bherer et Breux 2011; McGregor et Spicer 2016; McGregor 2018). Cela semble d'autant plus intéressant que certain·e·s parlent de la possibilité de l'émergence d'un pouvoir gris. Cette expression renvoie à l'étude des effets du vieillissement sur une génération, en activité ou à la retraite, et dont le parcours de vie a été marqué par des opportunités d'ascension sociale et économique (Davidson 2008). Donc, dans un système électoral basé sur le principe où chaque personne a le droit de vote, il s'ensuit qu'un plus grand nombre d'aîné·e·s aura le pouvoir de changer les choses par leur vote. En analysant la participation électorale des aîné·e·s à l'échelle municipale, il sera possible de comprendre l'importance de cet acte et du sens qu'il revêt pour eux et elles dans leur société. En dépit du manque de connaissances sur la représentation du vote à l'échelle municipale chez les aîné·e·s, la théorie du pouvoir gris nous permet de comprendre, sans certitude puisqu'elle n'a jamais été étudiée empiriquement, la motivation et la représentation du vote pour les personnes âgées aux échelles nationales.

La compréhension de l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville permettra ainsi de saisir comment les services de leur municipalité répondent à leurs besoins et si cela affecte leur participation. De ce fait, notre recherche permettra de comprendre comment les expériences de la vie politique en banlieue peuvent avoir un impact sur le comportement électoral des aîné·e·s québécois·e·s. Notre recherche permettra également d'appréhender les autres formes d'engagement politique qui se déroulent à l'échelle municipale. Cela semble d'autant plus pertinent que ces formes de participation chez les aîné·e·s ne sont pas très documentées à l'échelle municipale (Muxel 2011; Goerres 2011). Plus encore, mettre en lien l'expérience qu'ont les

aîné·e·s de la ville et leur participation à la vie politique permettra de saisir la façon dont le programme MADA s'adapte ou non au contexte dans lequel il s'inscrit et notamment dans des municipalités de banlieue (voir figure 1.1).

Enfin, notre recherche permettra de réfléchir à la portée du programme MADA. D'une part, en focalisant notre attention sur la participation à la vie politique, il sera possible de mettre en évidence l'influence éventuelle de ce programme sur la participation des aîné·e·s. D'autre part, en s'intéressant à la façon dont les aîné·e·s « vivent » la ville au quotidien, il sera possible d'identifier leurs besoins et de constater si le programme y répond ou pourrait y répondre.

Figure 1.1 : Expérience de la ville en périphérie, participation politique et vieillissement



2. CHAPITRE 2 – CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté les écrits qui mettent en évidence notre approche théorique et conceptuelle, centrée autour de la gérontologie critique, des représentations du vieillissement et de la sociologie politique. Cette littérature a permis de questionner l'influence de l'expérience de la ville sur la participation politique municipale des personnes âgées. Plus précisément, nous nous demandons comment l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville affecte leur participation à la vie politique municipale. Nous nous intéressons donc aux personnes âgées en tant que résident·e·s et en tant qu'acteur·rice·s de leur propre municipalité.

Ce deuxième chapitre permet d'expliquer nos choix méthodologiques qui permettront d'analyser la participation politique des aîné·e·s et l'expérience qu'ils et elles se font de leur ville. Il est divisé en cinq sections : la première positionne notre projet dans la recherche en études urbaines, la deuxième présente les définitions des termes de la recherche et est suivie de la section exposant nos objectifs de recherche. La quatrième section précisera les dimensions qui serviront à articuler nos objectifs et finalement la dernière section abordera le déroulement de notre collecte de données.

Notre recherche se base sur les méthodes employées par les différentes études qui ont développé des objectifs semblables aux nôtres. De ce fait, l'approche du parcours de vie a été envisagée et adaptée pour notre démarche qualitative qui met principalement en avant l'approche compréhensive des actions individuelles (J.-C. Kaufmann 2004). Ces deux approches sont souvent utilisées par les chercheur·e·s en gérontologie, pour saisir les représentations du vieillissement, mais aussi par ceux et celles impliqué·e·s dans la sociologie politique afin de mieux interpréter et expliquer le sens des comportements politiques. Puisque nous tentons de comprendre le comportement politique des aîné·e·s dans leur municipalité, ces deux approches nous semblent les plus adaptées pour notre étude.

2.1. Positionnement de la recherche en études urbaines

Premièrement, au Québec, les études urbaines offrent la possibilité de s'intéresser aux élections municipales, qui sont, d'après certain·e·s auteur·e·s, mises de côté par les programmes de sciences

politiques. Par contre, les élections municipales sont plus souvent étudiées par les départements d'études urbaines. Comme le mentionnent Collin et Hamel (2011), cela peut être attribué au fait que peu de politologues québécois·e·s sont associé·e·s aux études urbaines. Aussi, les auteurs énoncent que les questions urbaines sont moins abordées dans le domaine de la science politique. Ainsi, en études urbaines, le concept de la représentation territoriale, associée aux élections municipales (Breux 2006), permet l'étude des questions urbaines et des rapports entre l'espace et la société sur le pouvoir local, traités entre autres par Castells (1972), Harvey (2009) et Lefebvre (1968; 2000). Mentionnons d'ailleurs que la pertinence d'étudier l'échelle municipale tient au fait qu'elle permet de mieux comprendre le lien entre l'individu et le territoire.

Deuxièmement, comme le mentionne Breux (2006) les études urbaines permettent de mieux saisir le rapport entre l'espace et l'individu. En s'intéressant aux municipalités de taille moyenne – soit des municipalités situées en périphérie de grandes villes – notre projet cherche à élaborer de nouvelles connaissances concernant les banlieues québécoises, puisqu'elles sont souvent moins étudiées que les villes centres. Comme le mentionne Mévellec (2011) bien que les problématiques de ces municipalités soient différentes de celles de métropoles, il est tout aussi important de s'y intéresser. En plus, dans le rapport à la société et à l'espace, notre projet intègre l'expérience de la ville. Comme cela a été mentionné précédemment, l'implication des aîné·e·s dans les programmes tels que celui de MADA leur permet de participer aux décisions relatives à l'adaptation de leur municipalité au vieillissement de la population. Nous considérons que la participation à ces décisions passe, entre autres, par des activités politiques afin de faire entendre leur voix sur la pertinence des décisions mises en œuvre.

Troisièmement, comme cela a été exposé, les chercheur·e·s de la gérontologie critique considèrent que les études accordent une forte attention aux sens et aux buts associés aux personnes âgées qui font du bénévolat. Bien que nous cherchions à obtenir les significations et les valeurs associées à la pratique des activités quotidiennes des aîné·e·s (bénévoles, sportives, familiales ou professionnelles), notre objectif est avant tout de saisir comment les personnes âgées expérimentent la ville et comment ces expériences, à travers les services offerts par les municipalités, peuvent influencer la participation à leurs activités quotidiennes ainsi que dans leurs activités politiques. Nous ne cherchons pas à vérifier si les activités politiques des aîné·e·s créent le sentiment d'être un·e « bon·ne citoyen·ne aîné·e » (Martinson et Halpern 2011), mais nous cherchons plutôt à

savoir, entre autres choses, si les stéréotypes, remis en cause par la gérontologie critique, influencent la participation politique au sein de la municipalité ainsi que l'utilisation des services municipaux de cette dernière.

Ainsi, les études urbaines permettent la création de nouvelles connaissances concernant le contexte urbain. La jonction entre la gérontologie critique, les représentations du vieillissement et la sociologie politique permet d'enrichir les connaissances, qui demeurent lacunaires à ce jour, sur les élections municipales des municipalités de taille moyenne. Cette jonction peut, entre autres, être attribuée au concept du droit à la ville (Lefebvre 1968), permettant aux aîné·e·s de revendiquer un accès complet et entier à celle-ci par le droit de participer à la prise de décision de l'espace urbain les concernant. Les études urbaines aident donc à étudier les représentations de l'âgisme qui sont présentes dans la société et qui impactent les activités quotidiennes des aîné·e·s ainsi que leur participation à la vie politique de leur municipalité.

Plusieurs raisons mettent en évidence l'originalité de notre objet de recherche en études urbaines. D'abord, une majorité d'études concernant les élections sont quantitatives (Geys 2006; Cancela et Geys 2016; Stockemer 2017). Par ailleurs, peu d'entre elles s'intéressent à l'échelle municipale. Ensuite, peu de recherches, à notre connaissance, s'attardent au lien unifiant le vieillissement, l'expérience urbaine et la participation politique à l'échelle municipale. Afin de combler ce manque dans la littérature, notre recherche crée donc un pont entre trois disciplines; les études urbaines, la sociologie politique et la gérontologie. Puisque les études urbaines relèvent de plusieurs disciplines, elles offrent l'occasion de croiser différents angles disciplinaires (Bowen, Dunn et Kasdan 2010; G. Cloutier, Collin et Poitras 2011). De plus, avec l'intégration de la gérontologie critique, par les représentations du vieillissement, et de la sociologie politique, notre projet de recherche permet de comprendre l'impact du programme MADA dans les municipalités de banlieues québécoises. Étant un programme relativement récent, officiellement mis en place au Québec en 2009 (Ministère de la Famille 2015), le programme MADA et la création des politiques pour aîné·e·s qui en découlent offrent des perspectives de recherche encore peu exploitées. Puis, au Québec, les recherches qui portent sur les banlieues se sont intéressées aux comportements politiques des individus vivant dans la région de la ville de Québec ou encore à l'aménagement de celles-ci en comparaison avec une ville-centre. Par contre, le lien entre l'aménagement du territoire des banlieues et le

comportement politique reste encore à établir. Notre thèse crée donc un lien entre des corpus de littérature, relation qui n'aurait pas été possible sans l'apport des études urbaines.

2.2.Définitions des termes de la recherche

Notre thèse vise à saisir comment l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville influence leur participation à la vie politique municipale. La recherche projetée vise à répondre à la question de recherche suivante : Au sein des municipalités situées en périphérie d'une grande ville, comment l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville affecte-t-elle leur participation à la vie politique municipale ? Cette recherche, et particulièrement cette question de recherche, prend naissance dans un contexte d'augmentation démographique des personnes âgées et dans la période des élections municipales entre 2017 et 2021.

D'abord, la *municipalité en périphérie* se définit souvent en opposition à la ville centre. Se basant sur la définition de Bogart (2006), Savini (2014) définit la municipalité en périphérie comme « des municipalités autonomes, à la frontière des villes centres plus denses [...] situées à la proximité des infrastructures existantes et non loin des noyaux économiques de la région. » (traduction libre, Savini 2014, 181) La municipalité en périphérie peut également se concevoir comme un espace géographique ayant une plus faible position dans la hiérarchie politique régionale (Orfield 2002). Dans notre recherche, nous percevons la *municipalité en périphérie* comme un espace géographique délimité et situé à l'intérieur de la couronne d'une ville centre, mais à l'extérieur des frontières de cette dernière.

De façon générale, la notion d'*expérience*, dans le sens de Dewey (2005), renvoie à la rencontre entre un organisme et un environnement et à la façon dont l'un et l'autre vivent ensemble, interagissent, se structurent et se façonnent mutuellement. *L'expérience urbaine* est liée aux pratiques et à l'appropriation de l'espace et implique trois perspectives (Pecqueux 2012). Premièrement, les expériences urbaines sont accomplies à la fois par des phases d'activités et de passivité, entre les individus et l'environnement. Ces phases se traduisent par l'exploration ou l'orientation dans l'environnement urbain, qui commence par des recherches actives, telles que chercher son chemin, avant de parvenir à la phase de passivité où l'individu a acquis une certaine assurance de son environnement, entre autres, dans ses déplacements routiniers (Pecqueux 2012).

Deuxièmement, l'expérience urbaine, comme une action, doit être replacée dans son contexte. Chaque expérience urbaine émerge et se développe dans un contexte qui lui est propre. Finalement, les expériences urbaines agissent sur ceux qui les réalisent, sur ceux qui y sont exposés et sur la ville elle-même (Pecqueux 2012). Par *l'expérience de la ville*, nous entendons donc la façon dont les aîné·e·s vivent la ville au quotidien, au regard des services offerts notamment en fonction de leurs besoins.

La *participation à la vie politique* peut se définir comme la participation politique d'un individu à l'échelle municipale. La participation politique est l'ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux citoyen·ne·s une influence sur le fonctionnement du système politique (Braud 2007). C'est une valeur fondamentale dans une démocratie puisqu'elle est associée au concept de citoyenneté. Elle peut être divisée en deux types de participation : la participation électorale d'une part et la participation non-électorale d'autre part.

La *participation électorale* se définit au fait de voter. Elle est censée donner la mesure la moins contestable de l'intérêt politique, conçu comme l'expression périodique des opinions et des préférences politiques des citoyens (Dufour 2005). Bien que nous assistions à une baisse de la participation électorale depuis plusieurs années, elle est accessible à tous les citoyen·ne·s; son intensité est favorisée aux échelons supérieurs de gouvernement par des facteurs sociaux, tels que le niveau d'étude, l'intégration sociale et le statut des individus (Nay 2014). Il est possible de calculer la participation électorale par le nombre de votant·e·s en fonction du nombre d'électeur·rice·s inscrit·e·s sur les listes électorales. Depuis 2005, au Québec, les élections municipales sont simultanées pour toutes les municipalités, c'est-à-dire qu'elles ont lieu tous les quatre ans soit le premier dimanche de novembre. Également, les élections municipales québécoises ne sont jumelées avec aucune autre élection, ni même les élections scolaires. Elles permettent de voter pour des conseiller·ère·s municipaux·ales et des maire·sse·s. À l'échelle municipale, la participation électorale serait principalement influencée par l'accès à la propriété, par l'âge et par le fait d'habiter dans une municipalité de petite taille (Mévellec 2011; Couture, Breux et Bherer 2014; Breux, Couture et Koop 2017).

La *participation politique non-électorale* se distingue en deux catégories, la participation politique conventionnelle et non conventionnelle. La première désigne la participation à toutes les activités politiques qui se déroulent dans un cadre légal sans remettre en cause la légitimité du système, tel

que l'engagement politique dans un parti politique, mais aussi, la participation à une discussion politique, assister à une consultation publique, assister à une session de budget participatif, l'engagement politique bénévole ou le suivi de l'actualité politique dans les médias (Braud 2007). Il convient de mentionner que pour certains auteurs, des formes de participation sociale, comme le bénévolat, constitue une activité politique (Thibault 2002; Baines, Hardill et Wilson 2011) et intègre donc la définition de la participation politique non conventionnelle. La participation politique non conventionnelle renvoie à toutes les formes de participation protestataires qui se situent aux marges, voire en rupture de la légalité, et qui mettent en cause la légitimité du système, comme la manifestation, le boycottage, la grève, l'occupation de locaux, etc. Dans le cadre de notre étude, la participation à la vie politique municipale comprendra la participation politique électorale et non-électorale, conventionnelle et non conventionnelle, qui s'effectue à l'échelle municipale.

Les *personnes âgées*, ou *aîné·e·s*, sont une catégorie sociale construite à travers des processus sociaux, politiques, historiques, culturels et économiques. Le fait de comprendre cette construction permet de concevoir des catégories de personnes selon leur âge et pouvant changer en fonction des contextes. Au Québec, le seuil de la vieillesse se situe à 65 ans, correspondant à l'âge d'admissibilité à la pension de vieillesse. Comme le mentionnent Billette et Lavoie (2010) « le vieillissement se conçoit à partir de différents critères, selon la position sociale et chronologique qu'on occupe » (p.4) ce qui signifie qu'il n'existe pas une personne âgée, mais plutôt des personnes âgées. Nous définissons donc les personnes âgées comme des individus, ne faisant pas partie d'un groupe homogène, ayant atteint l'âge d'accès à la pension sociale au Québec, c'est-à-dire les personnes âgées de 65 ans ou plus. Également, nous prenons en compte que plusieurs aîné·e·s, de la société québécoise, sont de la génération des *baby-boomers*, soit les personnes nées entre 1946 et 1966 (ISQ 2015b). Finalement, le concept de personne âgée est intimement relié au concept de la vieillesse. Nous adopterons la définition de Paris (2015) : « la vieillesse fait référence à l'expérience personnelle et singulière d'être âgé, de même qu'aux représentations sociales et culturelles liées à cette période de la vie. Nous tenons en compte que la vieillesse est une expérience humaine universelle qui se situe à la tombée du parcours de vie. » (p.212)

2.3.Objectifs de la recherche

Cette recherche poursuit l'objectif d'approfondir les connaissances sur la participation politique des aîné·e·s, à travers l'expérience qu'ils ont de leur ville au quotidien. Pour ce faire, nous avons identifié trois objectifs plus précis, auxquels est arrimée notre question de recherche.

Premièrement, nous voulons documenter les différentes formes de participation politique des aîné·e·s, en insistant particulièrement sur la participation électorale à l'échelle municipale. Cela nous permettra de saisir comment et par quels moyens les personnes âgées participent à la vie politique de leur municipalité. Nous pourrions ainsi comprendre si le/la citoyen·ne aîné·e s'attribue un rôle ou une contribution au sein de sa ville, et ce, de manière individuelle ou collective. Cet objectif renvoie aux nombreuses études portant sur la participation sociale des aîné·e·s (Harwood, Pound et Ebrahim 2000; Baker et al. 2005; Lum et Lightfoot 2005; Ellaway et Macintyre 2007; Raymond et al. 2008a; Raymond et al. 2008b; Van Groenou et Deeg 2010; Fox et Quinn 2012; Raymond et al. 2018), mais abordant plus rarement leur participation politique.

Deuxièmement, nous souhaitons documenter la manière dont le/la citoyen·ne aîné·e fait l'expérience de sa ville au sein de la société contemporaine. Les expériences peuvent être vécues à travers les services des municipalités, mis à la disposition des citoyens. Dans cette thèse, nous tenons compte des projets prévus ou réalisés à la suite de l'élaboration d'une politique en lien avec le programme MADA par les municipalités. Ces projets doivent répondre aux champs d'action du programme qui incite les municipalités à créer des projets pour encourager la participation des aîné·e·s dans leur communauté. Ainsi, cet objectif nous permettra de comprendre comment la ville répond, ou non, aux besoins des aîné·e·s.

Notre dernier objectif est de comprendre le lien entre les représentations du vieillissement et l'expérience vécue de la ville. D'après les écrits sur le vieillissement (Hummel 1998; Minkler et Fadem 2002; Martinson et Minkler 2006; Holstein et Minkler 2007; Payet et Laforgue 2008; Charpentier et al. 2010; Martinson et Halpern 2011; Argoud 2012; Moulaert et Viriot Durandal 2012; Alaphilippe et Bailly 2014; Trincaz 2015), les représentations de l'aîné·e sont relativement négatives et inciteraient les aîné·e·s à s'engager dans leur communauté et à participer afin de se sentir actifs et de contrer les idéaux perçus de la société concernant les aîné·e·s improductifs.

L'identification de ces trois objectifs nous conduit à définir maintenant les termes et les dimensions de notre question de recherche avec précision, soit l'expérience de la ville des aîné·e·s et la participation à la vie politique municipale.

2.4. Dimensions à l'étude

Les dimensions de notre recherche sont nécessaires à l'opérationnalisation de notre démarche. Cette section sera divisée en deux sections, exposant les deux grandes thématiques de notre question de recherche : l'expérience de la ville et la participation politique. Nous présenterons les définitions des dimensions qui leur sont associées, la manière dont d'autres chercheur·e·s les ont utilisés, puis nous exposerons la façon dont elles seront appliquées dans le cadre de notre démarche.

2.4.1. L'expérience de la ville des aîné·e·s

Comme nous considérons que l'expérience de la ville se traduit par la façon dont les aîné·e·s vivent quotidiennement dans leur municipalité, trois dimensions seront étudiées pour mieux la saisir : le sentiment d'appartenance à la municipalité, les activités quotidiennes des aîné·e·s en ville et les représentations du vieillissement. Le tableau 2.1 (p.76) présente un résumé de ces dimensions.

2.4.1.1. Sentiment d'appartenance à la municipalité

Le sentiment d'appartenance à un territoire est lié aux sens accordés aux lieux vécus (identité territoriale) qui peut se découvrir par l'histoire de l'individu (Guérin-Pace 2006). Ville et Guérin-Pace (2005) expliquent que le sentiment d'appartenance à un territoire est créé à la suite d'un processus de construction entre la dimension longitudinale des parcours géographiques d'un individu et le contenu subjectif qui offre un sens à ces parcours. Dans une étude portant sur différentes échelles territoriales françaises (commune, département, région et pays), Guérin-Pace expose que l'appartenance à un territoire local est moins présente lorsque les individus ont une trajectoire résidentielle diversifiée (Guérin-Pace 2006). Aussi, selon l'auteure, l'appartenance à une l'échelle géographique est liée à l'âge : les personnes de moins de 30 ans et de plus de 60 ans sont

plus susceptibles de mentionner leur appartenance à l'échelle de la commune que les autres (Guérin-Pace 2006). Malheureusement, Guérin-Pace (2006) n'explique pas pourquoi l'âge influence l'appartenance à une échelle géographique alors que les autres caractéristiques démographiques, comme le sexe, interviennent peu sur cette appartenance.

Le sentiment d'appartenance peut, en partie, se traduire par l'enracinement au sein de la municipalité, c'est-à-dire par le nombre d'années passées dans la municipalité (Breux 2007). Le sentiment d'appartenance à la municipalité peut ensuite se traduire par le sentiment de fierté ou de honte des citoyens relatifs à leur municipalité, c'est-à-dire l'attachement au territoire (Breux 2007). C'est donc l'enracinement et l'attachement d'un citoyen à son territoire qui permettent de mesurer le sentiment d'appartenance à la municipalité (Breux 2007). Aussi, la qualité des infrastructures et des services de la ville peuvent influencer le sentiment d'appartenance à la municipalité des citoyen·ne·s âgé·e·s (Breux 2007; Breux 2008; Dostie-Goulet et al. 2013). L'identification du sentiment d'appartenance à la municipalité pourra nous aider à comprendre comment l'expérience de la ville peut éventuellement influencer la participation municipale chez les âgé·e·s. Dans le cadre de la présente recherche, le sentiment d'appartenance sera opérationnalisé à travers l'enracinement et l'attachement que les participant·e·s attribuent à leur municipalité.

2.4.1.2. Activités du quotidien et utilisation des services de la ville

Les activités quotidiennes seront ici définies en fonction de certains champs d'action dans lesquels le programme MADA⁴ intervient soit, le transport, la participation sociale, les loisirs, le respect et l'inclusion sociale ainsi que les espaces extérieurs et les bâtiments. Ces dimensions permettent aux âgé·e·s de pratiquer des activités quotidiennes. En interrogeant les âgé·e·s sur ces activités, il sera possible de savoir si les services, offerts par la municipalité et possiblement bonifiés par le programme MADA⁵, répondent à leurs besoins, mais aussi d'identifier les éventuelles difficultés qu'ils rencontrent.

⁴ Le programme MADA intervient dans huit champs d'action : habitat – milieu de vie, transport – mobilité, respect et inclusion sociale, loisirs, communication et information, santé et services sociaux, sécurité, participation sociale ainsi que les espaces extérieurs et bâtiments.

⁵ Le *Guide d'accompagnement pour la réalisation de la démarche Municipalité amie des aînés (MSSS 2014)* souligne que la démarche « est prévue pour s'étendre sur une période de cinq ans et prévoit trois étapes; le *Diagnostic du milieu*, l'*Élaboration de la politique des aînés et du plan d'action MADA* ainsi que la *Mise en œuvre du plan d'action MADA*.

Également, d'après Marchand (2016, 2018), la citoyenneté vécue des femmes âgées se construit à travers les sens accordés à leurs pratiques quotidiennes et à la nature de ces pratiques. Dans ses recherches, Marchand (2016, 2018) se base sur la fréquence et la nature de différentes activités : l'emploi, le bénévolat, la participation citoyenne et la participation à la vie familiale pour examiner les activités quotidiennes. Tout comme Marchand, nous interrogerons nos participant·e·s sur leurs activités comme les visites à la bibliothèque municipale, les différents parcs de leur ville, les activités de toutes sortes effectuées avec leurs amis et leur famille, telles que les activités sportives et culturelles. En plus de la nature et de la fréquence des activités réalisées, nous nous intéresserons également à l'utilité sociale perçue, par les répondant·e·s, de ses activités, ainsi que la nature de leur implication et de leur motivation à l'origine de leur participation. En effet, la connaissance des activités quotidiennes des personnes âgées nous permettra de savoir comment ces dernier·ère·s utilisent les services de la ville et comment ils et elles expérimentent les services de leur municipalité.

2.4.1.3. Les représentations du vieillissement

Les préjugés relatifs au vieillissement et aux personnes âgées sont des sources de discrimination provenant de fausses croyances et apportant une généralisation d'une situation qui n'est pas forcément vraie. La notion même du vieillissement est une représentation négative en soi, perçue « comme l'opposé de la beauté, de l'efficacité, de la productivité, de l'utilité sociale et de l'autonomie » (Séguin, Billette et Marier 2018, 9). C'est ce qui explique les sources de l'âgisme. La société essaye d'ignorer ou de dissimuler ces représentations négatives, entre autres en adaptant les infrastructures urbaines et en adoptant des comportements pour le vieillissement actif. D'après Alaphilippe et Bailly (2014), « l'âgisme enferme les personnes âgées dans une fausse homogénéité et occulte leur individualité » (p.5). Pour Quéniart et Charpentier (2012), les représentations négatives produites par la discrimination de l'âge ont un impact sur l'estime de soi, particulièrement sur celle des femmes. Aussi, comme le mentionnent Rochman et Tremblay (2010), l'âgisme est un obstacle majeur à la reconnaissance du rôle des personnes âgées dans la société et entrave également leur participation sociale. Cette entrave est également liée au fait que

Avant même que ces étapes débutent, [la municipalité doit] d'abord obtenir une résolution du conseil municipal, s'engageant dans cette démarche » (Vallette 2016, 10).

les infrastructures urbaines ne sont pas planifiées suite à des consultations auprès des aîné·e·s (Buffel, Phillipson et Scharf 2012; Buffel et Phillipson 2016; Joy, Marier et Séguin 2018). Ainsi, l’identification des représentations connues, acquises et normées du vieillissement, par des discours politiques et/ou par des proches des aîné·e·s, peuvent influencer les expériences qu’ont les aîné·e·s de leur ville.

S’il est complexe d’interpréter les représentations – elles se modifient en fonction de l’individu et de sa réalité (Jodelet 1989) – plusieurs recherches ont démontré que de poser des questions ouvertes aux répondant·e·s permettait d’obtenir des éléments de réponse. Quéniart et Charpentier (2012), ont fait l’expérience en interrogeant leurs participantes sur les perspectives et les images du vieillissement ainsi que sur le sens qu’elles s’accordaient en tant que personnes âgées. Elles offrent deux exemples de questions posées : « Que signifie le vieillissement pour vous ? [et] qu’est-ce qu’une femme âgée ? » (Quéniart et Charpentier 2012, 991) Dans l’optique de laisser la chance à nos participant·e·s de s’exprimer et de décrire leur perspective sur le vieillissement, nous poserons également des questions ouvertes et assez larges, du type *qu’est-ce que le vieillissement pour vous ?*

Le prochain tableau présente une synthèse des dimensions de l’expérience de la ville ainsi que leur définition.

Tableau 2.1 : L’expérience de la ville : dimensions

Dimensions	Définitions
Sentiment d’appartenance à la municipalité	Enracinement dans la ville (nombre d’années passées dans la municipalité) Attachement au territoire (fort/faible à la municipalité)
Activités du quotidien	Nature et fréquence des activités réalisées (Dimensions MADA et autres) Utilité sociale perçue de ses activités Nature de l’implication (dimensions MADA) Nature de la motivation à l’origine des activités
Représentations du vieillissement	L’âgisme reçu par les discours politiques L’âgisme reçu par les proches des aîné·e·s

2.4.2. La participation à la vie politique municipale

La participation à la vie politique municipale est analysée à travers la participation électorale (évolution personnelle du vote, sens de l'acte électoral, pouvoir gris) et à travers la participation non-électorale (évolution, nature et fréquence de cette participation, sens de cette participation). Ces dimensions répondent bien à la définition que nous offrons de la participation à la vie politique municipale, qui se résume par l'ensemble des activités pratiquées par les individus au sein de l'échelle municipale et qui sont susceptibles d'influencer le fonctionnement de ce gouvernement. Le tableau 2.2 (p.80) résume ces dimensions.

2.4.2.1. *La participation électorale*

La participation politique électorale sera analysée à travers l'histoire du vote des participant·e·s, le sens de l'acte électoral à l'échelle municipale ainsi que le pouvoir gris, soit le ressenti d'un certain pouvoir chez les personnes âgées par les élections.

2.4.2.1.1. *Évolution personnelle du rapport au vote*

La participation électorale à l'échelle municipale se mesure principalement par le fait d'aller voter aux élections municipales qui ont lieu tous les quatre ans. L'abstentionnisme peut également être considéré comme une mesure de la participation électorale, comme une revendication face au système électoral ou au gouvernement en place (Blais, Gidengil et Nevitte 2004; Dostie-Goulet 2009).

Généralement, l'analyse de la participation électorale ne s'intéresse que rarement à l'individu, mais plutôt au processus correspondant au taux de participation, soit le rapport entre le nombre d'individus ayant voté à celui de la population en âge de voter. La participation électorale se mesure donc par le nombre d'électeur·rice·s ayant choisi de voter au lieu de s'abstenir. Pour notre étude, nous avons choisi de mettre en avant l'importance et la signification que les électeur·rice·s âgée·e·s accordent à leur vote et particulièrement à celui de l'échelle municipale. Puisque les études portant sur le cycle de vie expliquent que les individus s'intéressent davantage à la politique avec le temps,

nous avons fait le choix de nous intéresser à l'évolution personnelle du vote de nos participant·e·s. Ainsi, nous leur demanderons depuis quand ils et elles votent à l'échelle municipale et s'ils et si elles ont toujours voté à cette échelle de gouvernement.

2.4.2.1.2. *Sens de l'acte électoral*

La participation électorale peut être appréhendée par des marqueurs symboliques de vote relié à l'identité citoyenne. Thomas (1993) dans une recherche menée sur les personnes âgées, conclut que la signification du vote provient d'une « motivation morale ou politique [et que] voter apparaît alors comme une “carte d'identité” soit comme un droit ou/et un devoir civique » (p.112). La participation au vote peut d'abord être perçue comme une forme d'identité, puis ensuite être conçue comme un moyen d'agir sur cette identité. Pour Dalton (2007), les valeurs qui fondent l'identité citoyenne d'un individu portent la notion du devoir civique. D'ailleurs, dans plusieurs recherches portant sur la participation électorale, qu'elle soit à l'échelle municipale, fédérale ou provinciale, le sens du devoir semble être un incitatif important à la participation électorale (Blais et al. 2007; Dalton 2007; Dostie-Goulet 2009). En effet, en s'intéressant aux différentes formes de la participation politique, dont la participation électorale, Dalton (2007) explique qu'un individu avec un sens du devoir très fort serait porté à aller voter même s'il n'a pas vraiment d'intérêt pour l'élection. Ce sens du devoir civique se mesure entre autres par les valeurs et les significations associées à l'acte de voter. Pour décrire le sens accordé par les répondant·e·s à la participation électorale, Dostie-Doulet (2009) et Blais et al. (2007) ont utilisé des sondages. Pourtant, il nous semble que cette méthode ne permet pas de comprendre les valeurs et les significations du vote pour chaque individu. D'autres, comme Breux et Vallette (2020), se sont spécifiquement intéressées aux significations du vote à l'échelle municipale, chez les jeunes électeur·rice·s, et ce, avec une méthode qualitative. À l'aide de groupes de discussion, elles ont demandé à leurs répondant·e·s comment ils et elles percevaient l'importance du vote à l'échelle municipale en comparaison aux autres échelles de gouvernement. Cela leur a permis de saisir la signification et les valeurs du vote. Ainsi, nous avons choisi d'utiliser la même méthode : nous poserons des questions larges et ouvertes sur l'importance du vote à l'échelle municipale, mais aussi concernant les autres élections afin de bien comprendre si le vote à l'échelle municipale a une importance similaire ou différente selon le type d'élection.

2.4.2.1.3. *Le pouvoir gris*

Dans une optique du vieillissement, le concept du pouvoir gris fait référence à l'*empowerment* des personnes âgées, comme un indicateur permettant de comprendre pourquoi les aîné·e·s ont tendance à voter en plus grand nombre que les autres catégories d'âge. Comme le constatent Le Bossé, Dufour et Vandette (2004), l'*empowerment* se définit par « la capacité des personnes à exercer du contrôle sur les aspects de leur vie qui sont importants pour elles. » (p.91). Selon Zimmerman (1995), l'*empowerment* peut être compris par trois dimensions : intrapersonnelle, qui est relative aux perceptions et aux représentations qui les soutiennent ; interactionnelle, qui est relative aux connaissances et aux habiletés développées et ; comportementale, qui est relative aux actions de participations réalisées par les personnes. Ainsi, ces auteur·e·s mentionnent que la grande majorité des études portant sur l'*empowerment* utilisent la mesure des perceptions des répondant·e·s. Zimmerman (1995) analyse la perception grâce à la motivation à agir, le sens du contrôle perçu, le sentiment d'efficacité personnelle, la perception de ses compétences à la participation, la conscience critique, le sentiment d'influence personnelle, le sentiment d'influence collective, l'évaluation des bénéfices de l'action personnelle ainsi que l'évaluation des bénéfices de l'action collective. Nous utiliserons donc certaines de ces mesures pour analyser la capacité d'agir des aîné·e·s pour la participation électorale à l'échelle municipale.

2.4.2.2. *La participation politique non-électorale*

La participation politique non-électorale sera analysée selon trois dimensions : l'histoire personnelle de la participation politique, la nature et la fréquence de cette participation ainsi que le sens qu'elle revêt.

2.4.2.2.1. *Évolution individuelle de la participation politique non-électorale*

Puisque la socialisation politique précoce conditionne la participation au temps de la retraite (Goerres 2011), notre objectif sera de saisir depuis quand la personne âgée participe à des activités politiques, conventionnelles ou non conventionnelles à l'échelle municipale. De plus, nous

chercherons à mesurer l'évolution dans le temps de cette participation, sa nature et sa fréquence. Nous sommes intéressée à savoir depuis quand les aîné·e·s participent politiquement dans leur communauté. Dans ses études portant sur les activités des femmes âgées, Marchand (2016; 2018) s'est intéressée à la fréquence de la participation politique de ces femmes, ainsi qu'à la nature de leurs activités politiques. Tout comme Marchand, nous utiliserons les indicateurs liés à la fréquence et la nature des activités politiques en dehors des élections.

2.4.2.2.2. *Le sens de l'acte politique non-électoral*

Finalement, tout comme la participation politique électorale, la participation politique non-électorale peut être appréhendée par des marqueurs symboliques reliés à l'identité citoyenne. Comme le mentionne Dostie-Goulet (2009), le sens du devoir est autant important pour la participation électorale que pour toutes autres activités politiques. Pourtant, cette auteure a utilisé un sondage pour analyser le sens du devoir de ses répondant·e·s. C'est d'ailleurs souvent le cas pour les études qui s'intéressent au sens de l'acte politique. Afin de découvrir le sens individuel, au sens de l'idiosyncrasie, nous utiliserons les mêmes dimensions, en adaptant celle du sens de l'acte électoral, afin d'obtenir la signification et la valeur des activités politiques en dehors des élections. Ainsi, nous interrogerons nos participant·e·s avec des questions larges et ouvertes sur l'importance de ces activités politiques. Le prochain tableau offre une synthèse des dimensions de la participation à la vie politique municipale ainsi que leur définition.

Tableau 2.2 : La participation à la vie politique municipale : dimensions

Dimensions	Définitions
Évolution personnelle du vote Évolution individuelle de la participation politique non-électorale	Depuis quand Fréquence Nature (pour la participation non-électorale)
Sens de l'acte politique	Significations et valeurs du vote à l'échelle municipale Significations et valeurs des autres types de participation politique exercées
Pouvoir gris	Conscience d'appartenir à un groupe qui constitue un tout Motivation à agir Perception de ses compétences à la participation Conscience critique Sentiment d'influence collective

Ainsi, ces dimensions nous seront utiles pour saisir la relation entre les expériences de la ville et la participation à la vie politique municipale au Québec, chez les aîné·e·s.

2.5.Stratégie de vérification

Cette section est consacrée à la description de notre étude portant sur trois cas spécifiques. D'abord nous décrirons notre choix d'effectuer une recherche qualitative, puis nous présenterons nos terrains de recherche. Par la suite, nous exposerons les outils qui nous ont servi à collecter nos données ainsi que la méthode d'analyse effectuée. Pour conclure ce chapitre, nous exposerons les péripéties survenues pendant notre recherche.

Notre terrain de recherche, qui porte sur trois municipalités de la banlieue de Montréal – Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Eustache et Repentigny – a été élaboré à partir de trois critères : 1- la stabilité du taux de participation électorale à l'échelle municipale, 2- le taux de vieillissement des municipalités, et 3- la distance avec la ville de Montréal. Les détails de notre terrain de recherche seront présentés au chapitre 3.

2.5.1. Devis de recherche

Le devis de recherche préconisé dans le cadre de cette étude est un devis de type qualitatif. La recherche qualitative se veut la stratégie à privilégier dans la poursuite des objectifs de cette thèse puisque ceux-ci visent à comprendre en profondeur, et du point de vue des participant·e·s, une réalité peu explorée jusqu'à maintenant (Anadón 2006). Ce type de recherche se distingue par son intérêt à saisir l'expérience humaine et ainsi à mieux comprendre les significations que donnent les individus à leur existence et à leurs expériences propres (Anadón 2006). Anadón (2006) décrit d'ailleurs que « le point de vue, le sens que les acteurs donnent à leurs conduites et à leur vie est matière d'observation et de recherche. [La recherche qualitative] met en valeur la subjectivité dans la compréhension et l'interprétation des conduites humaines et sociales. » (p.15) De plus, la démarche qualitative poursuit une logique essentiellement compréhensive des phénomènes humains et est davantage sensible au contexte et aux acteurs que les méthodes quantitatives (Bryman 2008). Elle permet également l'étude du quotidien, ses constructions et les pratiques de la vie de tous les jours et s'attarde aux significations et aux sens sous-jacents de l'action tant individuelle que collective ainsi qu'aux comportements des individus (Deslauriers et Kérisit 1997). Aussi, la recherche qualitative a le potentiel de générer de nouvelles connaissances sur des faits sociaux peu étudiés. Comme le mentionne Berthelot (2000), l'accent de la recherche qualitative est mis sur la « découverte de données nouvelles ou inattendues » (p.213). Dans cette même logique, la recherche qualitative est pertinente pour cerner l'étude des pratiques de la vie quotidienne et d'en étayer le sens, capté dans une séquence temporelle du vieillissement de la population. À ce propos, la méthodologie qualitative accompagne adéquatement notre objet de recherche faisant appel à la temporalité, c'est-à-dire aux activités réalisées dans le moment présent et à des événements antérieurs, survenus dans le parcours biographique de nos participant·e·s (Burrick 2010).

Enfin, si la démarche qualitative est presque toujours employée par les recherches portant sur le vieillissement, elle n'est pas la méthode favorisée par les chercheur·e·s s'intéressant à la participation politique. En effet, habituellement les études portant sur les comportements politiques sont, pour la plupart, quantitatives. Effectuer une recherche qualitative permettra de dégager une compréhension de la participation politique des aîné·e·s, les rapports sociaux relatifs à leurs expériences de la ville ainsi qu'au rôle que ces dernier·ère·s s'attribuent au sein de leur

communauté. De plus, une démarche qualitative a été privilégiée afin d'offrir un nouveau regard et de nouveaux éléments d'analyse sur la relation entre l'engagement politique et le vieillissement.

2.5.2. Outils de collecte de l'information

La collecte d'informations s'est faite grâce à deux outils principaux : des groupes de discussion suivis d'entretiens semi-dirigés individuels. Ces deux outils complémentaires nous ont permis d'atteindre nos objectifs de recherche. Un troisième outil de collecte a également été utilisé : l'observation documentaire. Nous ferons allusion aux détails de cette observation documentaire dans le prochain chapitre. Le cumul de ces outils a été particulièrement utile pour répondre à notre premier objectif, c'est-à-dire de documenter les différentes formes de participation politique des aîné·e·s, en insistant particulièrement sur la participation électorale à l'échelle municipale, et à notre dernier objectif, soit de comprendre le lien entre les représentations du vieillissement et l'expérience vécue de la ville. En effet, les questions, souvent complémentaires voire similaires, de nos guides d'entretiens (voir annexe 1), ont permis d'obtenir des réponses concernant les aîné·e·s en tant que groupes de personnes âgées et en tant qu'individus. La collecte de données a débuté en octobre 2019, a été mise en pause de mars 2020 en raison du confinement lié à la pandémie de la COVID-19 et a repris – par téléphone ou conférence visuelle – en décembre 2020 jusqu'en avril 2021.

Avant même de commencer notre collecte de données, nous avons décidé de tester nos guides d'entretiens. L'objectif principal des tests était de vérifier la plausibilité des guides et la cohérence de ces derniers. Nous avons d'abord effectué un groupe de discussion test, composé de six étudiant·e·s de la maîtrise et du doctorat de l'INRS. Nous avons choisi de faire un groupe de discussion avec des étudiant·e·s, puisqu'il aurait été long et difficile de trouver entre six et huit personnes âgées pour un simple test. Les étudiant·e·s ont été informés que le guide serait utilisé avec des personnes âgées entre 65 et 84 ans et vivant dans une ville de banlieue et de taille moyenne. Nous avons créé une mise en situation, pour expliquer les types de services disponibles, les activités en place pour les aîné·e·s ainsi que le contexte politique de la municipalité. Chacun·e des étudiant·e·s a fait le choix d'interpréter un·e aîné·e avec les connaissances qu'il et elle avait. À la fin du groupe de discussion test, nous leur avons demandé de nous dire s'il y avait des modifications à apporter sur la manière dont nous avons procédé, dans l'ordre des questions et si certaines

incompréhensions, par rapport aux questions, avaient eu lieu. Pour le guide de l'entretien individuel, nous avons effectué deux entretiens tests avec nos parents. Ces derniers se rapprochent de l'âge nécessaire à la recherche, mais ne l'ont pas encore atteint. Ils vivent dans une municipalité de taille de moyenne (similaire à nos trois municipalités), qui a implanté le programme MADA, mais qui n'est pas catégorisée comme une périphérie puisqu'elle se situe à distance plus grande de la métropole. Nous leur avons donc demandé de répondre à nos questions en fonction de l'expérience et de la participation qu'ils ont dans leur propre ville. Tout comme pour les étudiant·e·s ayant participé au groupe de discussion, nous avons demandé à nos parents de nous dire ce qui serait à améliorer. Les suggestions nous ont permis de retravailler minimalement nos guides, en plus de nous sentir beaucoup plus à l'aise avec ces derniers. Aussi, un étudiant nous a proposé de faire passer un questionnaire aux participant·e·s, avant de commencer le groupe de discussion, afin d'obtenir des caractéristiques à leur sujet. Nous avons apprécié l'idée et nous l'avons appliquée.

2.5.2.1. *Questionnaire sociodémographique*

Au début de chaque groupe de discussion et d'entretien semi-dirigé individuel, nous avons fait la passation d'un questionnaire sociodémographique (Annexe 2) à chacun des participant·e·s. Pour la construction de ce questionnaire, nous nous sommes basée sur celui présenté dans la thèse de Paris (2015). Le questionnaire, comportant 11 questions, nous renseigne sur l'âge, l'identification au genre, le niveau d'études, la situation relative à l'emploi ou à la retraite, le secteur de leur actuel ou ancien emploi, l'état matrimonial, l'état de la santé perçue, la situation financière perçue, la situation d'habitation (propriétaire/locataire, vit seul·e ou avec quelqu'un·e) ainsi que le nombre d'années de résidence dans la municipalité. Toutes ces caractéristiques sont importantes puisqu'elles permettront de savoir si en fonction de l'une d'entre elles, ou d'une combinaison de plusieurs, l'expérience de la ville et le comportement politique se modifient ou non. Le questionnaire a été distribué en format papier, lorsque nous avons rencontré les participant·e·s en personne, et réalisé de vive voix lorsque les entretiens individuels ont été effectués par vidéoconférence ou par téléphone. Les informations ont été recueillies de manière à protéger la confidentialité des participant·e·s.

D'abord, ces informations offrent la possibilité de vérifier que notre échantillon est représentatif de notre population cible et de déterminer les biais dans la sélection des répondant·e·s. Ensuite, concernant l'analyse des résultats, le questionnaire a été utile pour établir le profil des participant·e·s. Par exemple, nous avons regardé s'il pouvait y avoir une différence dans les réponses fournies entre les hommes et les femmes ou encore entre différentes catégories d'âge (64-74 ans et 75-85 ans). Enfin, nous avons déterminé les relations possibles entre les participant·e·s ainsi qu'avec les éléments de réponses que nous avons obtenus avec les entrevues de groupes et individuelles.

2.5.2.2. *Groupe de discussion*

Le groupe de discussion a permis d'obtenir des informations collectives sur la participation politique et électorale à l'échelle municipale. L'usage des groupes de discussion favorise l'*empowerment* et offre une meilleure distribution du pouvoir pendant la discussion, décentralisant le rôle de la chercheuse. L'appel aux groupes de discussion fournit plus d'espace à l'*empowerment* ; non seulement celui des participant·e·s, mais aussi de la chercheuse qui peut profiter des bénéfices créés pendant la discussion (Geoffrion 2009). Finalement, les groupes de discussion représentent un outil permettant à la chercheuse d'aller chercher un matériel riche et complexe, notamment parce qu'ils donnent rapidement accès à plusieurs points de vue sur une même question (Geoffrion 2009). Pour limiter la perte d'information, Geoffrion (2009) recommande la présence d'un animateur et la présence d'un secrétaire pour la prise de notes. Dans notre cas, puisque nous étions munies de deux enregistreurs, nous avons pris les notes nous-mêmes, sans secrétaire, et nous avons joué le rôle d'animatrice.

Notre guide de discussion a été conçu afin de comprendre les expériences qu'ont les aîné·e·s des services offerts par leur municipalité, en plus de nous permettre une analyse des principes du « pouvoir gris » à travers les discussions. Également, nous avons élaboré des questions qui nous habilite à mieux comprendre le sens et les valeurs associées à la participation à la vie politique municipale chez les aîné·e·s. Les groupes de discussion nous ont guidés vers une réponse à notre deuxième objectif de recherche : informer sur la manière dont le/la citoyen·ne aîné·e fait l'expérience de sa ville au sein de la société contemporaine.

Ainsi, nous avons réalisé quatre groupes de discussion, regroupant entre quatre et dix participant·e·s et d'une durée moyenne de deux heures. De ces quatre groupes, deux groupes de discussion ont été réalisés à Saint-Jean-sur-Richelieu, un autre à Saint-Eustache et un à Repentigny. Nous avons rejoint 29 personnes âgées.

2.5.2.3. *Entretiens semi-dirigés individuels*

En supplément à nos groupes de discussion, nous avons ensuite effectué des entretiens semi-dirigés individuels afin d'obtenir des informations sur les histoires de participation politique et électorale des participant·e·s. L'entrevue semi-dirigée se veut un entretien planifié et structuré durant lequel l'intervieweur base ses questions à partir d'un guide d'entrevue préalablement construit en fonction des objectifs de la recherche. La souplesse de l'entretien individuel permet un ajustement dans l'ordre des questions de même que l'ajout de questions en fonction du déroulement de la discussion (Patton 2002). L'entretien semi-dirigé est une méthode d'investigation accordant à l'interviewé d'organiser et de structurer sa pensée et de la communiquer afin de rendre explicite son univers (Patton 2002). Aussi, avec les entretiens individuels, nous avons obtenu les opinions des répondant·e·s. Comme le mentionnent Duchesne et Haegel « Nul ne met en doute que la pression du groupe a un impact sur les réponses individuelles ; certains parlent même de distorsions » (2008, 108). Ces entretiens nous ont ainsi permis de répondre à notre troisième objectif : recueillir des informations sur la manière dont le/la citoyen·ne aîné·e fait l'expérience de sa ville au sein de la société contemporaine. Effectivement, les entretiens semi-dirigés individuels effectués ont approfondi les idées sur les expériences de la ville des aîné·e·s, connues à travers les groupes de discussion. Ils nous ont aussi aidé à comprendre l'influence de ces expériences et des activités quotidiennes sur la participation politique des aîné·e·s à l'échelle municipale.

Les entretiens ont été réalisés en deux parties ; la première contenait des questions relatives à l'utilisation des services de la ville ainsi qu'aux activités quotidiennes des aîné·e·s. La deuxième partie a été élaborée autour d'une situation émise à travers une question large : *J'aimerais que vous me racontiez votre expérience de vote à l'échelle municipale. Expliquez-moi depuis quand vous votez à l'échelle municipale, ce qui vous a motivé à voter ou à vous abstenir à un certain moment dans votre vie. Est-ce que des enjeux particuliers ou des situations particulières vont ont amené à vous questionner sur votre participation électorale ? Est-ce que votre motivation a changé avec le*

temps ? Vous voyez où je veux en venir ? Je voudrais connaître votre expérience relative à votre vote à l'échelle municipale depuis que vous pouvez voter. Plusieurs questions de relances et de précision avaient été préparées afin d'obtenir des renseignements que les participant·e·s n'auraient pas mentionnés dans leur réponse principale. Une approche inspirée de l'approche biographique a été privilégiée pour cette deuxième partie de l'entretien afin d'obtenir rétrospectivement les histoires de participation électorale des participant·e·s, et ce, à travers leur parcours de vie. Selon Gherghel et Saint-Jacques (2013), le parcours de vie résulte de l'ensemble des trajectoires d'un individu (familiale, éducative, professionnelle, résidentielle). Leur signification dépend de leur emplacement dans le temps et la chronologie, d'où l'importance de prendre en considération l'ordre des transitions dans la vie, leur durée et le moment du cours de la vie où elles surviennent. Comme le résumait Elder, Johnson et Crosnoe (2003), ces trajectoires sont caractérisées par une série d'événements et de transitions de courte durée qui renvoient à un changement d'état, de statut ou de rôle chez l'individu. Pour de Montigny Gauthier et de Montigny (2014), la théorie du parcours de vie peut être utilisée comme un outil d'évaluation pour comprendre les individus à travers une réflexion sur leur expérience de vie. de Montigny Gauthier et de Montigny (2014) nous expliquent que la théorie du parcours de vie permet de comprendre les effets du cycle de vie, explicitant que c'est en vieillissant qu'un individu acquiert de l'expérience dans sa participation électorale (Elder, Johnson et Crosnoe 2003; Goerres 2007b; Quintelier 2007; Elder 2009).

Nous avons effectué le recrutement des participant·e·s de nos entretiens individuels par nos groupes de discussion. Bien que nous ayons espéré avoir de nouveaux·elles participant·e·s grâce à des références obtenues par les aîné·e·s ayant participé, cela n'a pas fonctionné. Au total, nous avons effectué 39 entretiens semi-dirigés individuels ; 12 à Saint-Jean-sur-Richelieu, 15 à Saint-Eustache et 12 à Repentigny. La durée moyenne de nos entretiens a été de 40 minutes. Le moment et l'endroit où se sont déroulés les entretiens ont été mis à la discrétion du/de la participant·e afin de diminuer le plus possible les sources de stress et de favoriser un climat propice aux échanges (Savoie-Zajc 2003).

Au moment du confinement de la crise sanitaire, nous avons deux entretiens individuels et un groupe de discussion prévu à notre agenda. Nous avons effectué les entretiens individuels à l'heure convenue, mais au téléphone et nous avons annulé le groupe de discussion – même après l'avoir

déplacé de nombreuses fois – afin de respecter les règles de la santé publique. Au total, nous avons effectué 16 entretiens individuels par téléphone ou par conférence visuelle.

Comme le présente l'annexe 1, les questions de nos guides d'entretien sont relativement similaires, mais permettent une compréhension différente de notre objet d'étude. En fait, le guide d'entretien de nos groupes de discussion présente plus de questions concernant les concepts du pouvoir gris et des représentations du vieillissement. Une discussion permet d'obtenir une réflexion collective sur ces concepts et permet d'apporter divers points de vue. Les différences ou similitudes énoncées par les participant·e·s sur les questions posées nous sont utiles pour comprendre les dimensions de notre étude. Ainsi, les questions de nos entretiens individuels nous permettent surtout de comprendre la participation politique individuelle, comme le fait de retracer le parcours de la participation de nos participant·e·s. Également, notre guide d'entretiens individuels contient une question cherchant à obtenir l'histoire de leur vote à l'échelle municipale. Nous n'aurions pas pu obtenir ces informations relatives aux trajectoires individuelles dans nos groupes de discussion. Finalement, en plus de nous permettre de mieux connaître les activités quotidiennes et la participation politique des aîné·e·s, nos guides d'entretiens nous ont permis de connaître l'opinion des aîné·e·s sur la manière dont la ville répond à leurs besoins. Les tableaux de l'annexe 1 montrent que nos questions d'entretiens, de groupe ou individuels, ont été liées à un champ d'action du programme MADA. Nos questions n'abordent pas les politiques, les plans d'action ou même le programme MADA instaurés dans leur municipalité. L'objectif était ainsi de voir si les aîné·e·s avaient connaissance de ce programme.

2.5.2.1. Recrutement

En ce qui a trait à notre démarche de recrutement, nous avons communiqué avec les associations et les organismes communautaires dédiés aux aîné·e·s de chacune des trois municipalités. Nous avons d'abord communiqué par courriel avec les présidents ou les responsables des organismes afin d'obtenir de l'aide dans le recrutement des groupes de discussions. Lorsqu'aucune réponse n'arrivait, nous faisons notre contact par téléphone. Pour éviter les contacts répétés, nous avons élaboré un tableau de suivi des contacts où nous indiquions la date à laquelle nous avons communiqué avec la personne responsable, si cette dernière était intéressée ou non par notre projet ainsi que la manière dont elle pouvait nous aider dans le recrutement.

Pour ce faire, au lendemain d'un groupe de discussion, nous avons communiqué, par courriel, avec l'ensemble des membres du groupe pour les remercier de leur temps et de leur participation. Nous avons profité de ce courriel pour leur énoncer, de nouveau, les modalités concernant la participation à un entretien individuel. Lorsque les intéressé·e·s ont communiqué leur envie de participation, nous avons effectué les entretiens avec eux et elles. À la fin de chaque entretien individuel, nous avons demandé à nos participant·e·s s'ils étaient en mesure de nous recommander une personne qui pourrait être intéressée par notre recherche et par la participation à un entretien individuel. Malheureusement, la réponse a très souvent été négative. Lorsqu'elle n'était pas totalement négative, les répondant·e·s nous indiquaient que leurs connaissances ne participaient pas beaucoup dans la communauté. Après leur avoir expliqué que cela serait tout aussi intéressant pour ma recherche, les participant·e·s n'étaient pas à l'aise à faire une recommandation, persuadés que leurs ami·e·s, parentés, relations ou voisinage ne voudraient pas participer à notre recherche.

De manière générale, le recrutement s'est bien déroulé, mais celui de la ville de Repentigny a été plus difficile. Nous avons seulement effectué un seul groupe de discussion de quatre personnes. Les organismes de la ville de Repentigny ont été les moins ouverts à la participation de notre projet. Une fois le recrutement effectué pour les groupes de discussion, nous avons demandé à nos participant·e·s si certains étaient intéressé·e·s à participer à un entretien individuel.

2.5.2.2. *Population et échantillon*

La population de notre recherche est constituée de personnes âgées entre 65 ans et 84 ans, considérant que les troubles cognitifs (maladie d'Alzheimer et autres formes de démence) sont beaucoup plus répandus chez les personnes très âgées (85 ans et plus) (INSPQ 2017). Également, il a été démontré dans plusieurs études que les chances de participation sont plus élevées avant 75 ans (Abu-Rayya 2005; Cruice, Worrall et Hickson 2005). Nous tenons également pour acquis que le contexte démographique actuel nous porte à étudier la génération des *baby-boomers*. Nous sommes conscientes que les données récoltées pourront difficilement être généralisées, et ce, comparativement à une même étude avec des citoyens aîné·e·s ne faisant pas partie de cette génération. Les *baby-boomers* forment une génération sociale aux conditions et aux modes de vie inédits en comparaison aux générations précédentes. En effet, il s'agit de la génération qui a mobilisé les mouvements sociaux des années 1970 et elle porte toujours en elle des valeurs

politiques fortes qui influencent encore aujourd’hui certains mouvements sociaux (Viriot Durandal 2013). Nous estimons que cette génération d’ainé·e·s est particulièrement pertinente pour notre recherche puisque leurs trajectoires de vie, à travers leur participation politique et leur parcours du vote, nous ont permis de comprendre comment ils conçoivent leur rôle au sein de leur communauté.

L’échantillon de notre recherche s’est construit en deux temps simultanés. Nous avons commencé par faire des groupes de discussion et avons ensuite invité les participant·e·s à effectuer un entretien semi-dirigé individuel. Ainsi, plusieurs participant·e·s (19) nous ayant accordé un entretien individuel ont participé à un groupe de discussion. De ce fait, notre échantillon contient 68 entrevues, dont 29 proviennent des groupes de discussion et 39 des entretiens individuels. Le tableau 2.3 montre la répartition des participant·e·s en fonction des outils de collecte utilisés. Également, précisons que tous et toutes les répondant·e·s ont été recruté·e·s à travers des organismes ou des associations communautaires. Ils et elles étaient déjà impliqué·e·s dans leur municipalité avant d’effectuer des entretiens avec nous. Puisqu’il est particulièrement difficile de rejoindre des personnes qui ne participent pas dans leur communauté, nous considérons que si les participant·e·s n’étaient pas intéressé·e·s par la politique municipale, ils et elles n’auraient pas choisi de prendre part à notre étude.

Tableau 2.3 : Répartition des participant·e·s par outils de collecte et par municipalités

	Groupes de discussion	Entretiens individuels	Participation aux deux outils de collecte
Saint-Jean-sur-Richelieu	18	12	12
Saint-Eustache	7	15	7
Repentigny	4	12	0
Total	29	39	19
Total des propos reçus	68		

Le tableau 2.4 présente les caractéristiques sociodémographiques de nos répondant·e·s en fonction de leur type de participation. Ainsi, presque autant de femmes que d’hommes ont participé à nos groupes de discussion et nos entretiens individuels. De plus, une grande majorité des participant·e·s sont des propriétaires, ont un diplôme de niveau universitaire et sont à la retraite. Il s’agit donc

d'un groupe particulièrement privilégié, dans la mesure où à la retraite, les participant·e·s ont plus de temps que ceux et celles à l'emploi. Cela aura probablement un impact sur leur expérience de la ville et sur leur participation.

Tableau 2.4 : Caractéristiques sociodémographiques des participant·e·s

Caractéristiques	Variables	Groupes de discussion (N=4, participant·e·s=29)	Entretiens individuels (N=39)
Genre	Femme	14	20
	Homme	15	19
Propriété	Locataire	6	4
	Propriétaire	23	35
Diplôme	École primaire	2	0
	École secondaire	7	6
	CÉGEP	5	9
	Université	15	24
Occupation	Occupe un emploi	2	3
	Retraité(e)	27	36

2.5.3. Analyse des données

L'analyse des données s'est effectuée par une analyse thématique des transcriptions réalisées à partir des enregistrements audios des groupes de discussion et des entretiens individuels ainsi que des notes personnelles prises. Si les thématiques utilisées proviennent de notre interprétation des transcriptions, elles proviennent surtout d'un processus inductif, puisque nous souhaitons « laisser parler le terrain » (Glaser et Strauss 1967).

Nous avons effectué l'analyse en plusieurs étapes. D'abord, dès la fin du premier groupe de discussion et des entretiens semi-dirigés, nous prenons le temps d'effectuer systématiquement un compte-rendu des premières impressions et des éléments marquants de nos entretiens. Tous les groupes de discussion et les entretiens individuels ont été transcrits intégralement. Ensuite, l'analyse de nos données a été réalisée en deux étapes. Dans un premier temps, nous avons effectué une lecture dite « flottante » (Baribeau 2009) des témoignages. Cette lecture flottante a permis de faire émerger les thématiques suivantes : « Participation politique », « Utilisation des services municipaux », « Activités quotidiennes » ainsi que « Participation bénévole ».

Dans un deuxième temps, avec le logiciel NVivo, nous avons réalisé un codage des différents propos selon les thèmes présentés plus haut, mais également par types d'outils de collecte et par

terrains de recherche. Nous avons attribué des catégories à chacun de ces thèmes. Par exemple, pour le thème de la participation politique, nous avons créé les catégories du « vote » (puis sous-catégorisé par « vote municipal » et « vote aux autres paliers de gouvernement »), ainsi que celle des « activités politiques non conventionnelles » (signature de pétitions, manifestations, marches). Après avoir effectué la classification par thématique et par catégorie, nous avons classé les participant·e·s en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques, afin d'identifier les possibles similitudes ou différences entre ces dernier·ère·s. Ces catégories et thématiques ont permis de construire le sens de nos résultats ainsi que la compréhension et la description des significations accordées par les participant·e·s aux thématiques de nos questions d'entretien.

Enfin, après la période de codage, nous avons effectué une nouvelle lecture des propos triés et avons ressorti les traits principaux qui en émergeaient.

2.5.4. Péripéties du terrain de recherche

Bien que notre recrutement se soit bien passé, nous avons connu certaines péripéties – majoritairement agréables – lors de nos entretiens, qui valent la peine d'être partagées. En effet, au tout premier entretien individuel, pour nous remercier de nous intéresser aux aîné·e·s et d'avoir apporté des viennoiseries faites à la main, le participant nous a fait visiter son terrain où se trouve un potager. Il nous a offert plusieurs variétés de légumes tout juste cueillis ! Quelques mois plus tard, nous avions trois entretiens prévus pour la même journée et à différents endroits de la même ville. Le premier entretien s'est tenu au lieu et au moment prévu. À la fin de celui-ci, plusieurs appels manqués provenant de notre collègue et d'un responsable d'organisme communautaire étaient affichés sur notre cellulaire. Notre collègue nous indiquait qu'une personne avait tenté de nous joindre sur notre téléphone de bureau universitaire et que nous devions la rappeler rapidement. N'ayant pas plus d'information, nous avons appelé ladite personne, soit le responsable d'un organisme communautaire qui nous avait également appelé sur notre cellulaire. Nous avons tenté de joindre cette personne plusieurs fois, mais nous arrivions toujours sur sa boîte vocale. Nous avons donc laissé un message et avons attendu son retour. Entre-temps, la personne prévue pour notre deuxième entretien ne s'était pas présentée à notre rendez-vous. Nous avons tenté de la joindre, mais encore une fois nous avons laissé un message sur son répondeur téléphonique. Nous avons attendu à l'endroit du rendez-vous jusqu'à l'heure de notre troisième entretien. La personne

ne s'est jamais présentée. Une fois l'heure arrivée, nous nous sommes présentée au domicile de notre troisième participant de la journée. L'entretien s'est très bien déroulé et à la fin il nous a présenté à sa conjointe, une artiste peintre exposant à l'étranger. Cette dernière ne souhaitait pas participer à notre recherche, mais elle nous a offert le privilège de visiter son atelier de peintre et nous a présenté et expliqué chacune de ses œuvres, tant celles sur lesquelles elle travaille actuellement que celles de sa collection privée. Cette visite a duré deux fois plus longtemps que l'entretien avec son conjoint, mais c'était tout un honneur ! Une fois de retour chez nous, nous avons reçu l'appel attendu du responsable de l'organisme communautaire qui avait essayé de nous rejoindre plutôt dans la journée. Ce dernier nous a mentionné qu'une fuite de gaz avait eu lieu, dans la matinée, à l'endroit où le comité patrimonial se rencontrait. Plusieurs personnes qui avaient participé à notre groupe de discussion étaient présentes, dont celle avec qui nous avions prévu notre deuxième entretien de la journée. Puisque le comité patrimonial est majoritairement constitué de personnes âgées, l'incident était important. La personne que nous devions interviewer a d'ailleurs été transportée d'urgence dans un hôpital à Montréal, parce qu'elle avait perdu connaissance. La semaine suivante, nous avons pris contact avec les personnes que nous connaissions et fort heureusement, tout le monde se portait bien. Nous avons pu conduire l'entretien avec la personne qui avait eu un malaise, une fois qu'elle s'était rétablie !

3. CAS D'ÉTUDES DE LA RECHERCHE

Dans le cadre de cette recherche, l'échelle municipale est représentée par les municipalités de la périphérie de Montréal et ayant une taille moyenne, soit entre 20 000 et 99 999 habitants (Mévellec 2011). Ce choix est basé sur la volonté d'offrir une meilleure connaissance de ces municipalités, qui sont délaissées dans les travaux académiques au profit des grandes villes métropolitaines canadiennes. Il y a une cinquantaine de municipalités québécoises qui se classent dans la catégorie des municipalités dites de taille moyenne. Cependant la disparité dans la taille de ces municipalités, offerte par la catégorisation de Mévellec (2011), nous porte à établir des critères plus précis. Nous en avons établi trois : 1- la stabilité du taux de participation électorale, à l'échelle municipale, 2- un taux de vieillissement similaire à celui du Québec, afin d'éviter d'avoir une municipalité trop vieillissante ou trop jeune, et 3- la distance, afin que les trois municipalités choisies soient des villes situées en périphérie d'une même métropole. Le choix de ces critères se base également sur le fait que si nous avons choisi une municipalité de petite taille, nous aurions eu un biais dans notre recherche puisque le taux de participation électorale dans les petites municipalités est généralement plus élevé que dans les autres tailles de municipalités (Couture, Breux et Bherer 2014). Nous avons donc décidé de choisir des municipalités de taille moyenne, puisque comme le mentionne Mévellec (2011), il est essentiel de travailler sur les villes moyennes, dont les problématiques non métropolitaines n'en sont pas moins urbaines.

Notre terrain de recherche s'est déroulé dans les municipalités de Repentigny, Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Eustache. Toutes les trois sont situées à une quarantaine de kilomètres de la métropole (carte 1), ont un taux de vieillissement proche de celui de l'ensemble de la province québécoise et une taille démographique se situant dans la catégorie des municipalités de taille moyenne.

Pour effectuer cette présentation descriptive des municipalités de la recherche, nous avons réalisé une observation documentaire. D'abord, pour connaître la stabilité électorale à l'échelle municipale, de chaque municipalité, nous nous sommes basée sur les archives statistiques des résultats des élections municipales disponibles sur le site Internet du Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Puis, pour décrire le contexte démographique des villes, et ainsi montrer le pourcentage de vieillissement des municipalités, nous avons réalisé un calcul de

pourcentage à partir des données du recensement canadien de 2016, disponible sur le site Internet de Statistique Canada. Enfin, pour le cœur de ce chapitre, nous avons analysé et utilisé les informations des différentes politiques et plans d'actions MADA des trois municipalités. La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu nous a fourni les documents, avant qu'ils soient mis en ligne, alors que nous avons trouvé ceux de Saint-Eustache et de Repentigny sur leur site Internet officiel. Ces documents permettent de montrer les différentes actions que les municipalités ont choisi d'intégrer ou les mesures qu'elles souhaitent mettre en place durant la phase⁶ de la mise en œuvre du plan d'action MADA.

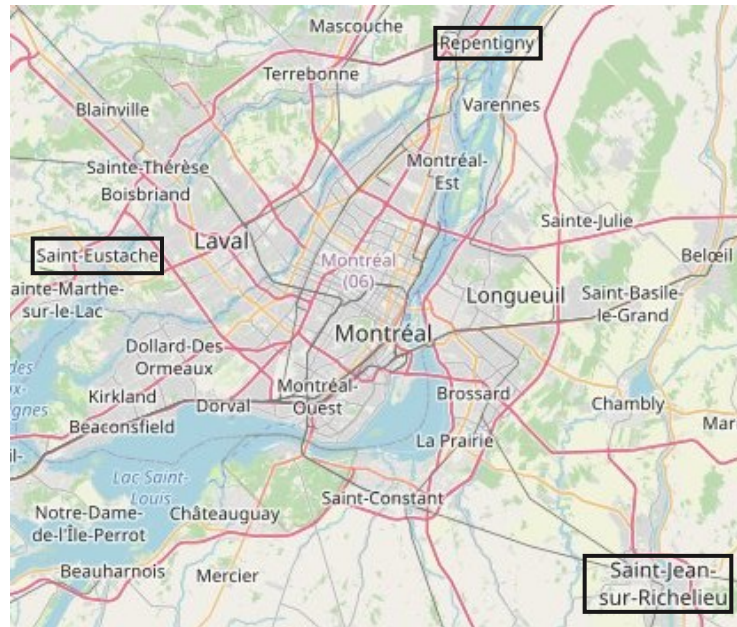
3.1. Présentation générale des terrains d'étude

Repentigny et Saint-Eustache sont deux municipalités faisant partie de la Communauté Métropolitaine de Montréal⁷, alors que Saint-Jean-sur-Richelieu fait partie de la Région Métropolitaine de Recensement que depuis 2018. Or, un rapport datant de 2014, la CMM ciblait déjà la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu comme une municipalité faisant potentiellement partie de son territoire. Cette intégration au territoire montre que la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est bien une municipalité de banlieue de la ville de Montréal.

⁶ Le modèle de la démarche MADA se compose en six phases : 1) l'adoption d'une résolution du conseil municipal pour la mise en place de la politique MADA dans la municipalité; 2) la création d'un comité de pilotage; 3) le diagnostic du milieu, permettant à la municipalité de prendre connaissance de sa situation sociodémographique et de la réalité des personnes âgées sur son territoire; 4) l'élaboration de la politique et du plan d'action MADA; 5) la mise en œuvre du plan d'action MADA; et 6) l'autoévaluation.

⁷ La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) est un organisme de planification, de coordination et de financement regroupant 82 municipalités dont l'objectif est de développer des projets rassembleurs en suscitant l'adhésion des élu·e·s, des citoyen·ne·s et de la société civile (CMM 2023). Également, comme le mentionne Belley les compétences de la CMM rejoignent « les domaines de l'aménagement du territoire, du développement économique et du transport collectif, en raison de [leur impact structurant] sur l'orientation du développement urbain » (s.d, p.63)

Figure 3.1 : Carte représentant la position géographique des municipalités de notre recherche



Source : OpenStreetMap (2022). Reproduction autorisée.

En ce qui a trait au taux de vieillissement (données de 2016), il est de 17,7 % pour Repentigny, de 18,2 % pour Saint-Jean-sur-Richelieu et de 18,3 % pour Saint-Eustache alors que le taux de vieillissement à l'échelle du Québec est de 18,3 % (Statistique Canada 2017a; Statistique Canada 2017b; Statistique Canada 2017c). Ces trois municipalités ont également mis en œuvre le programme MADA : Repentigny en 2012, Saint-Jean-sur-Richelieu en 2017 et Saint-Eustache en 2012.

Tableau 3.1 : Le taux de participation électorale, à l'échelle municipale de nos municipalités de recherche

Année d'élection Nom de la municipalité	2005	2009	2013	2017
	Repentigny	41,0 %	45,0 %	46,5 %
Saint-Jean-sur-Richelieu	39,0 %	43,0 %	49,6 %	41,9 %
Saint-Eustache	47,0 %	43,1 %	45,1 %	45,3 %
Moyenne québécoise	44,6 %	44,8 %	47,2 %	44,8 %

Source : MAMH (2017; 2013; 2009; 2005)

Comme il est possible de le lire dans le tableau 3.1, les taux de participation aux élections municipales des municipalités de Repentigny, Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Eustache varient quelque peu, mais toujours en suivant la moyenne provinciale, et ce, pour les quatre dernières élections. Par contre, en comparaison à la moyenne provinciale où le taux de participation aux élections municipales a diminué entre 2005 et 2009, le taux de participation pour les villes de Repentigny et de Saint-Jean-sur-Richelieu a augmenté. Par la suite, le taux de participation de ces municipalités suit la même tendance que la moyenne provinciale. Également, il est possible de remarquer que la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a un taux de six points plus faible que la moyenne provinciale en 2005 et présente, en 2013, un taux de participation plus élevé que sa moyenne habituelle. Ceci peut – peut-être – être expliqué par le contexte politique de la ville à l’époque, puisqu’il s’agissait de la première élection où le maire sortant ne se représentait pas; son nom ayant été mentionné dans le rapport de la Commission Charbonneau⁸ (Messier 2013).

En plus du taux de participation aux élections municipales similaires, de leur taille de population et de l’implantation du programme MADA, ces villes ont également été sélectionnées pour leurs différences de contexte politique.

3.2.Saint-Jean-sur-Richelieu

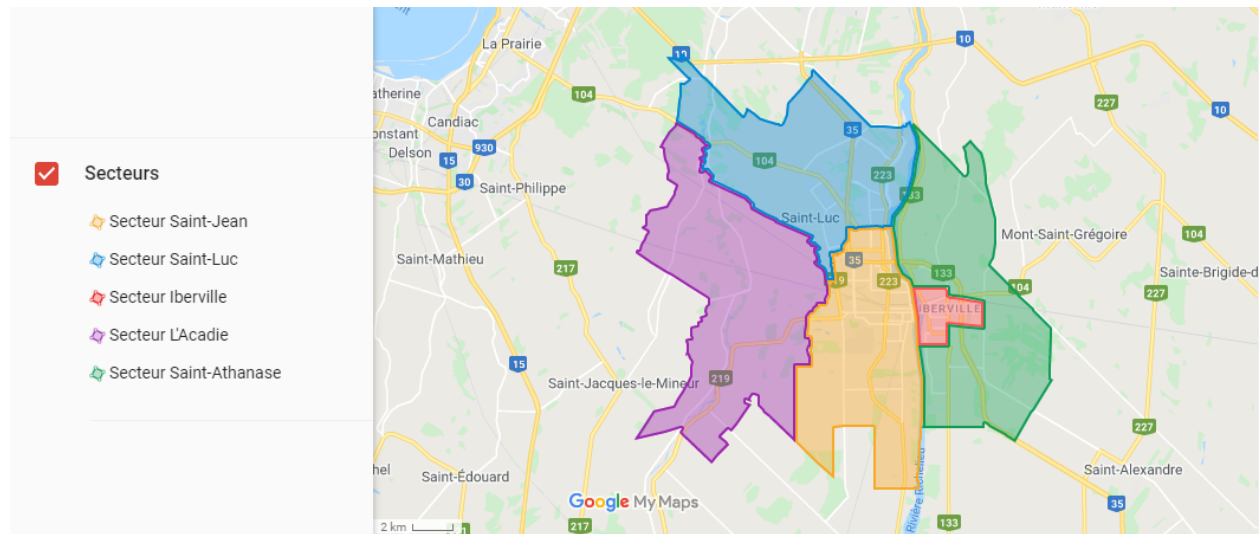
Capitale nationale du Haut-Richelieu, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est située dans la région administrative de la Montérégie⁹ et elle se positionne à une quarantaine de kilomètres au sud de Montréal. La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est issue de la fusion municipale de 2001, entre cinq municipalités ; les anciennes villes de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Luc et d’Iberville, de la

⁸ En 2011, le gouvernement libéral de Jean Charest a mis en place la Commission d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics dans l’industrie de la construction, médiatiquement connu sous le nom de la commission Charbonneau. Cette commission, ayant pris fin en novembre 2015, avait comme mandat « d’examiner l’existence de stratagèmes et, le cas échéant, de dresser un portrait de ceux qui impliqueraient de possibles activités de collusion et de corruption dans l’octroi et la gestion de contrats publics dans l’industrie de la construction et des liens possibles avec le financement des partis politiques. [Le gouvernement] lui demandait aussi de dresser un portrait de possibles activités d’infiltration de l’industrie de la construction par le crime organisé et, enfin, d’examiner des pistes de solution et de faire des recommandations en vue d’établir des mesures permettant d’identifier, d’enrayer et de prévenir ces stratagèmes et ces activités d’infiltration. » (CEIC et Québec (Province) 2015, 16)

⁹ Le territoire québécois est divisé en 17 régions administratives « qui sert de cadre à l’activité des ministères et des organismes publiques » (ISQ 2021 p.25) Il ne s’agit pas de division politique, mais bien administrative.

paroisse de Saint-Athanase et de la municipalité de l'Acadie. Depuis, ces municipalités sont symbolisées comme étant les secteurs de la ville (Figure 2.2).

Figure 3.2 : Carte des secteurs de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu



Source : Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (2020a). Reproduction autorisée.

Parmi ces secteurs, ceux de l'Acadie, de Saint-Athanase et d'Iberville sont les principaux milieux ruraux de la ville. Le secteur de Saint-Jean, soit l'ancienne ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, représente le centre économique de la ville actuelle. Son essor a eu lieu dans l'industrialisation de la fin du 19^e siècle et de la première moitié du 20^e siècle, en particulier avec l'arrivée de l'usine Singer. Le développement économique a été favorisé par la notoriété du Collège militaire royal de Saint-Jean. Également, son développement économique s'est élargi avec l'événement touristique l'« International de montgolfières de Saint-Jean-de-Richelieu », existant depuis 1984. Cet événement assure environ 18 millions de dollars en retombées économiques pour la région (International de montgolfières Saint-Jean-sur-Richelieu 2020).

Avec ses 95 114 habitants (Statistique Canada 2017a), la ville est la 11^e plus grande ville du Québec. Le recensement de 2016 démontre la répartition démographique de la ville telle que présentée au tableau 3.2.

Tableau 3.2 : Répartition démographique de Saint-Jean-sur-Richelieu, en date de 2016

Groupe d'âge	Nombre	Pourcentage (%)
0 à 14 ans	15 895	16,7
15 à 64 ans	61 875	65,1
65 ans et plus	17 345	18,2

Source : Statistique Canada (2017a)

En 2016, les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient un peu plus de 18,2 % de la population totale de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Puisque le taux de vieillissement de la province du Québec est de 18,3%, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu ne représente pas une ville particulièrement vieillissante, mais se positionne plutôt au même niveau que la moyenne provinciale.

De ce fait, la ville investit dans plusieurs plans et politiques municipaux, installations, services et programmes ainsi que des ressources du milieu, destinés à l'ensemble de la population, incluant les aîné·e·s (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2020b). En 2017, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a entrepris l'élaboration de sa démarche MADA et a mis en place une nouvelle position politique pour ses citoyen·ne·s aîné·e·s : « La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est un milieu de vie animé, stimulant et inclusif, où les personnes âgées ont l'opportunité de demeurer actives et de poursuivre leur contribution au sein de la communauté, dans un cadre valorisant, sécuritaire et adapté. » (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2017a, 9). Le premier plan d'action ainsi que la première politique MADA ont été intégrés au plan d'action d'accessibilité universelle de la ville. Ainsi, en arrimant les deux politiques, la ville offre la possibilité de répondre à plus de besoins concernant spécifiquement les aîné·e·s. Le tableau 3.3 montre les mesures réalisées en 2018, alors que les tableaux 3.4 et 3.5 présentent les mesures prévues pour l'année 2019. Pour ces deux derniers tableaux, nous avons ajouté la colonne de droite, indiquant si, d'après le plan d'action 2021, la mesure a été réalisée ou non en 2019. Le plan d'action 2021 propose un bilan du dernier plan et réitère les engagements de la ville.

Tableau 3.3 : Mesures réalisées par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour répondre aux besoins des aîné·e·s en 2018

Mesures réalisées en 2018			
Besoins	Mesures effectuées	Services responsables	Dimensions MADA
Le mobilier dans nos bâtiments municipaux n'est pas toujours adéquat et confortable pour les aîné·e·s	Élaboration d'une fiche-conseil pour outiller et encourager l'achat de biens et de services accessibles tels que : chaises et/ou bancs, bureaux, étagères et/ou filières	Administration municipale	Espaces extérieurs et bâtiments
Sensibiliser les directeurs de services à la réalité des personnes handicapées et des aîné·e·s pour mieux les mobiliser en faveur de leurs besoins particuliers	Tenue d'une activité de sensibilisation pour les directeurs de services en collaboration avec des membres de la Table de concertation des associations de personnes handicapées du Haut-Richelieu	Culture, développement social et loisir	Respect et inclusion sociale
Initiation au transport collectif	Soutien à la mise en place des activités d'initiation au transport collectif (ex. : Journée des aînés, activités ou événements d'organismes)	Transports	Respect et inclusion sociale

Source : Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (2021a)

Les différents besoins comblés en 2018 rejoignent deux dimensions du programme MADA, mais s'adressent à trois services de la ville. Dans le premier, la réalisation propose une fiche-conseil, ce qui ne répond pas tout à fait au besoin présenté. Il aurait été possible de proposer la mise en place de mobilier dans les bâtiments municipaux, mais cela dépendait du budget que la ville pouvait investir. La deuxième réalisation s'adresse plus à certain·e·s employé·e·s qu'aux aîné·e·s, mais elle leur offre une meilleure compréhension de la réalité des personnes âgées. Enfin, la troisième mesure réalisée laisse présager la mise en place d'activités régulières pour la promotion du transport collectif pour les personnes âgées.

Les tableaux suivants présentent les besoins visant à améliorer le *respect et l'inclusion sociale* des personnes âgées dans la municipalité.

Tableau 3.4 : Mesures prévues par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour répondre aux besoins des aîné·e·s relatives la dimension MADA *Respect et inclusion sociale*

Mesures prévues pour 2019-2020				
Besoins	Mesures effectuées	Services responsables	Dimensions MADA	Mesures réalisées
Les responsables des infrastructures sont appelés à intervenir régulièrement pour améliorer les infrastructures de la Ville (nouvelles conceptions, rénovations, réaménagement, etc.)	Tenir un atelier de sensibilisation pour les ingénieurs et responsables de projets portant sur l'accessibilité universelle et sur la réalité des personnes handicapées et des aînés pour mieux les mobiliser en faveur des besoins particuliers de ces citoyens	Administration municipale – Infrastructures et gestion des eaux	Respect et inclusion sociale	Non réalisée
Les responsables de l'Urbanisme l'environnement et du développement économique sont appelés à planifier l'aménagement et les usages du territoire municipal, à favoriser le développement économique, à émettre des permis et certificats et à contribuer à la protection de l'environnement	Tenir un atelier de sensibilisation pour les inspecteurs, les urbanistes, l'équipe Environnement et Développement durable et celle du développement commercial portant sur l'accessibilité universelle et sur la réalité des personnes handicapées et des aînés pour mieux les mobiliser en faveur des besoins particuliers de ces citoyens	Urbanisme, environnement et développement économique	Respect et inclusion sociale	Non réalisée
Les responsables du Service de police sont appelés à interagir avec les personnes ayant des besoins particuliers	Tenir un atelier de sensibilisation pour le personnel du Service de police portant sur l'accessibilité universelle et sur la réalité des personnes handicapées et des aînés pour mieux les mobiliser en faveur des besoins particuliers de ces citoyens	Service de police	Respect et inclusion sociale	Réalisée

Source : Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (2021a)

Parmi les trois besoins énumérés correspondant à la dimension *Respect et inclusion sociale* du programme MADA, seulement un a été réalisé en 2019. Si les trois mesures à effectuer étaient sensiblement les mêmes, c'est-à-dire de tenir des ateliers de sensibilisation, il semble que seul le service de police de la ville ait obtenu une formation pour mieux répondre aux besoins de la population âgée et handicapée. Cette réalisation interroge : en effet, nous pouvons nous demander

pourquoi l’atelier n’a pas été offert aux différents services (administration, urbanisme, service de police) en même temps. Le tableau suivant, présente les mesures à effectuer portant sur la dimension *Transport et mobilité*.

Tableau 3.5 : Mesures prévues par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu Transport – Mobilité et inclusion sociale

Mesures prévues pour 2019-2020				
Besoins	Mesures effectuées	Services responsables	Dimensions MADA	Mesures réalisées
Faciliter le transport des aînés vers les sites d’activités (en lien avec le Plan d’action MADA)	Développer un projet-pilote de Navette Or : <ul style="list-style-type: none"> • Analyser les besoins ; • Planifier les ressources financières 	Transports	Transport - Mobilité	Non-réalisée
	Soutenir ou mettre en place des activités d’initiation au transport collectif (ex. : Journée des aînés, activités ou événements d’organismes)			Réalisée
Crainte d’utiliser le transport en commun pour les personnes qui ne connaissent pas le service. Manque de sensibilisation auprès des aînés (méconnaissance des circuits d’autobus, insécurité, coût)	Faire connaître les services de transport en commun auprès des organisateurs d’activités de loisir des organismes et offrir du soutien lors d’une activité pour sécuriser et rassurer les aînés.	Transports	Transport - Mobilité	Réalisée

Source : Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (2021a)

En comparaison aux mesures liées à la dimension du *Respect et de l’inclusion sociale*, celles liées au *Transport et à la mobilité*, ont en majorité été réalisées par la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. D’ailleurs, en lien avec la réalisation de 2018, la ville a soutenu ou mis en place des activités pour initier les personnes âgées au transport collectif afin de faciliter le déplacement de cette population vers leurs activités. De plus, la ville a aussi fait connaître son service de transport à ceux et celles qui organisent les activités rejoignant les personnes âgées, afin qu’ils et elles puissent en faire la promotion.

Pour l’instant, le bilan des mesures réalisées en 2019 n’est pas encore disponible publiquement, mais il nous est possible de constater que la ville a mis l’accent sur le transport ainsi que sur des

activités de sensibilisation pour faire comprendre les besoins des aîné·e·s aux employé·e·s de la ville. Cependant, la majorité des mesures réalisées en 2018 et proposées en 2019 ne s’adresse pas aux aîné·e·s, mais plutôt aux employé·e·s de la ville en leur offrant des formations pour comprendre comment agir avec les aîné·e·s. Le prochain plan d’action triennal établira peut-être des projets de plus grandes envergures pour les aîné·e·s.

La ville commence donc à s’engager pour répondre aux besoins de sa population aînée. Par contre, le contexte politique de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est marqué par les conflits depuis les dernières années.

Bien que la ville ait connu un équilibre dans sa participation électorale (voir tableau 3.1) et que les élections aient présenté des candidat·e·s indépendant·e·s et provenant de formations politiques différentes, les conflits au sein du conseil municipal sont souvent mis en avant dans les médias. En effet, Gilles Dolbec, maire sortant en 2013 après trois mandats, ne s’est pas représenté à la suite d’une mention de son nom dans le rapport de la Commission Charbonneau, pour avoir fait des dons illégaux de 10 000 \$ versés à la caisse électorale.

Tableau 3.6 : Résultats des élections municipales de 2017

Saint-Jean-sur-Richelieu (12 conseiller·ère·s municipaux·ales)	
Taux de participation à la mairie (%)	41,9
Nombre de candidat·e·s sortant·e·s (% sur 13)	11 (84,62 %)
Nombre de candidat·e·s sortant·e·s réélu·e·s	9 (81,81 %)
Nombre d’élus·e·s sans oppositions	0
Partis politiques (nb)	Oui (2)

Source : Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (2017c)

Le contexte électoral, présenté dans le tableau 3.6, de Saint-Jean-sur-Richelieu permet d’établir que la presque totalité des candidats sortants ont été réélus. De plus, la majorité des candidat·e·s qui se sont présenté·e·s pour un poste de conseiller·ère·s (9/12) n’étaient pas de l’équipe politique du maire élu.

Michel Fecteau a acquis le poste de maire pour un seul mandat, puisqu’en 2017, c’est Alain Laplante qui a été élu maire. À la suite des résultats de l’élection municipale de 2017, Monsieur Laplante a été élu avec trois conseiller·ère·s municipaux·ales de son équipe (l’Équipe Alain

Laplante), de trois conseiller·ère·s indépendant·e·s et de six conseiller·ère·s de l'opposition politique (l'Équipe Fecteau). Alors que les trois conseiller·ère·s indépendant·e·s ont procuré une légère majorité au maire Laplante durant les quatre premiers mois de son mandat, ces dernier·ère·s ont ensuite choisi le camp de l'opposition après que le maire ait fait l'attribution d'un contrat à une firme d'avocats pour enquêter sur l'attribution de contrats par l'administration précédente (Labbé 2018). Ce contrat a ouvert les premiers conflits au sein du conseil municipal. Cette rivalité a pris de l'ampleur en avril 2018, lorsque les membres du conseil ont voté une résolution pour congédier le directeur de cabinet du maire et attaché politique de ce dernier, et ce, sans explication (Labbé 2019). La cour supérieure a suspendu ce congédiement, mentionnant que ce pouvoir ne revenait pas au conseil municipal, mais au comité exécutif. En mai 2018, la tension augmente de nouveau alors que le maire suspend le directeur général de la ville, suspension qui a été annulée par le conseil municipal (Labbé 2019). À la suite de ces nombreux désagréments dans le conseil municipal, deux juges de la Commission municipale du Québec (CMQ) ont été nommés pour ramener l'ordre dans le conseil. C'est au terme d'une enquête d'un an que la CMQ conclut que le maire Laplante « a violé le code d'éthique et de déontologie de la municipalité et qu'il doit être sanctionné » (Labbé 2019). La CMQ lui a imposé une suspension de 412 jours sans solde, mais comme la loi interdit une suspension de plus de 100 jours, le maire a été suspendu pendant trois mois, pour 95 jours, à partir du 1^{er} août 2019. Depuis, trois hauts fonctionnaires ont déposé des plaintes de harcèlement psychologique auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec. Une enquête devrait avoir lieu.

Sur un autre aspect, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu abrite une dizaine d'associations et d'organismes supportant les besoins des aîné·e·s. La liste de ces associations, non-exhaustive et datant de l'automne 2019, se trouve à l'annexe 3 et représente l'ensemble des organismes que nous avons rejoints pour notre recrutement.

3.3.Saint-Eustache

Situé dans la région administrative des Laurentides, la municipalité de Saint-Eustache est le chef-lieu de la Municipalité régionale de comté¹⁰ des Deux-Montagnes et se situe au nord-ouest de Montréal. La municipalité actuelle de Saint-Eustache résulte de la fusion entre les municipalités du village et de la paroisse de Saint-Eustache en 1972 (MRC de Deux-Montagnes 2020). En comparaison avec nos deux autres municipalités, la ville de Saint-Eustache n'a pas connu la fusion municipale de 2001.

La ville a établi huit pôles économiques sur son territoire qui font référence à trois secteurs d'activité économique : le secteur agricole, le secteur industriel et le secteur touristique. Parmi la superficie totale de la ville de Saint-Eustache, 64 % du territoire se trouve en zone agricole (Ville de Saint-Eustache 2020a), ce qui offre un rôle important à ce secteur d'activité économique pour la ville. En ce qui concerne le secteur industriel, la ville comprend deux parcs industriels ainsi que de nombreuses zones de développement axées sur l'immobilier et le commercial. Finalement, la section du Vieux-Saint-Eustache est un attrait touristique pour la région. En 2019, 57 000 touristes ont visité les bâtiments historiques du vieux-Saint-Eustache et le marché public du Vieux-Saint-Eustache (Ville de Saint-Eustache 2020b).

D'après le recensement fédéral, la ville comptait 44 008 habitants en 2016 (Statistique Canada 2019). Le tableau 3.7 présente la répartition démographique de la ville en fonction des données du recensement de 2016.

Tableau 3.7 : Répartition démographique de Saint-Eustache, en date de 2016

Groupe d'âge	Nombre	Pourcentage (%)
0 à 14 ans	7 145	16,2
15 à 64 ans	28 795	65,4
65 ans et plus	8 075	18,3

Source : Statistique Canada (2017c)

¹⁰ Les MRC ont été instaurées au Québec en 1979 en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (MAMH 2019). Elles regroupent l'ensemble des municipalités d'un même territoire et forment une entité administrative (MAMH 2019). Les MRC ont, entre autres compétences, celle d'aménager leur territoire (MAMH 2019).

D'après les données indiquées, les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient 18,3 % de la population totale de la ville de Saint-Eustache, soit exactement le taux de vieillissement de la province québécoise.

Dès 2012, la municipalité de Saint-Eustache a procédé à la mise en œuvre du programme MADA avec sa Politique de la famille et des aîné·e·s. Cette politique a été mise à jour deux fois et en 2019, la municipalité présentait sa troisième politique. Cette dernière a été améliorée avec l'ajout d'actions concernant l'accessibilité universelle. La *Politique de développement de la communauté eustachoise 2019-2023* a pour objectif « d'améliorer en continu la qualité de vie de tous [les] concitoyens sans égard à leur âge, leur statut ou leur condition. » (Ville de Saint-Eustache 2019a, 2) La ville a établi un processus de consultation où les citoyens ont été invités à soumettre leurs idées, via le site Internet de la ville, afin d'améliorer l'offre de services aux familles, aux aîné·e·s et aux personnes handicapées. Ensuite, le comité responsable de l'élaboration de la politique a listé les idées citoyennes, lesquelles ont été classées sous sept champs d'intervention, soit les sports et le plein air, la culture et le patrimoine, la vie communautaire, le développement de la ville, l'accessibilité et la mobilité durable, l'environnement ainsi que l'organisation municipale (Ville de Saint-Eustache 2019a). Les tableaux suivants présentent les mesures prévues pour les personnes âgées pour chacun de ces sept champs d'intervention. La colonne de droite dans les tableaux, indique la ou les dimensions MADA qui correspondent, à notre avis, aux mesures présentées.

Tableau 3.8 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Vie communautaire »

Mesures	Dimensions MADA
Aider à la conception d'un service d'accorderie, permettant les échanges de services	Participation sociale / Loisirs
Évaluer la possibilité de mettre en place une association permettant aux adultes de se regrouper et de réaliser différentes activités en ébénisterie et en menuiserie	Participation sociale / Loisirs
Faire la promotion du service téléphonique 211	Communication et information
Offrir aux gens un local de rencontre et d'échange intergénération du type « libre-service »	Respect et inclusion sociale
Mettre sur pied une activité de café-rencontre avec le maire	Participation sociale
Mettre sur pied une campagne de promotion mettant en valeur le voisinage de quartier	Participation sociale
Entamer une réflexion menant à la réalisation d'actions pour la mise en valeur, la promotion et la relève du bénévolat	Participation sociale
Soutenir et valoriser les initiatives citoyennes	Loisirs
Rendre dynamique et à jour les contenus des pages Web dédiées aux clientèles spécifiques	Communication et information

Source : Ville de Saint-Eustache (2019b)

Le premier champ d'intervention de la politique de la ville porte sur la vie communautaire de ses résident·e·s, ce qui rejoint en grande majorité la dimension de la *Participation sociale* du programme MADA. En effet, la ville souhaite « mettre sur pied » plusieurs mesures permettant la promotion du bénévolat, des activités entre voisins et de rencontres avec les élu·e·s, principalement le maire. La participation sociale active des citoyen·ne·s semble être importante pour la ville et pourrait favoriser les actions proposées pour le champ d'intervention « Environnement ».

Tableau 3.9 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Environnement »

Mesures	Dimensions MADA
Favoriser l'organisation d'une journée de nettoyage pour chaque quartier, en même temps que le nettoyage des berges par et pour les citoyens	Participation sociale / Respect et inclusion sociale
Évaluer les besoins en matière d'aménagement pour de nouveaux jardins communautaires	Espaces extérieurs et bâtiments
Contribuer à la réduction des îlots de chaleur	Espaces extérieurs et bâtiments

Source : Ville de Saint-Eustache (2019b)

L'environnement d'une municipalité peut contribuer à la qualité de vie des résident·e·s. Pour cela, la ville de Saint-Eustache a choisi d'établir des mesures permettant d'améliorer les espaces urbains tout en intégrant des activités qui offrent aux résident·e·s une chance de participer et, dans une autre mesure, d'augmenter leur sentiment d'appartenance à la ville.

Tableau 3.10 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Sports et plein air »

Mesures	Dimensions MADA
Permettre aux personnes qui demeurent en résidence d'avoir une séance d'inscription dans leur lieu de résidence et leur offrir la possibilité de payer par chèque	Loisirs
Installer des modules d'entraînement, circuit aménagé, pour adultes et aînés dans les parcs	Loisirs
Développer des parcours de marche multi-âges dans la municipalité qui mettent en valeur le patrimoine culturel de Saint-Eustache	Loisirs / Participation sociale
Afficher la durée des parcours en kilométrage dans les sentiers pédestres, de ski de fond et de raquette et dans les parcs municipaux	Communication et information / Loisirs
Augmenter le nombre de sentiers ou de parcs naturels qui peuvent être utilisés durant toutes les saisons	Loisirs / Participation sociale
Améliorer les stratégies de communication afin de promouvoir les activités municipales offertes aux citoyens	Communication et information
Faciliter l'accès aux plans d'eau	Participation sociale
Offrir des animations, sans inscription, dans les différents parcs municipaux : danse, taï-chi, yoga, cours artistiques ou vie active.	Participation sociale / Loisirs
Ajouter des marches dans le bassin familial du Complexe aquatique Saint-Eustache, identiques à celles du bassin compétitif	Participation sociale / Sécurité
Sur le site Internet de la Ville, publier les informations concernant les ligues sportives adultes afin de mettre en relation les citoyens qui souhaitent y prendre part	Communication et information
Sécuriser la connexion de la promenade de la rivière du Chêne avec la promenade Paul-Sauvé	Sécurité / Participation sociale
Offrir des plages horaires variées et plus nombreuses pour les cours aquatiques réservés aux aînés et aux personnes vivant avec un handicap, entre 10 h et 16 h	Loisirs

Source : Ville de Saint-Eustache (2019b)

Pour sa *Politique de développement de la communauté eustachoise 2019-2023*, la ville de Saint-Eustache a choisi d'investir davantage dans les mesures concernant le champ d'intervention « Sports et plein air ». Il n'est donc pas surprenant que la majorité des actions présentées dans le tableau précédent touche la dimension *Loisirs* du programme MADA. Ces mesures visent à améliorer les offres des différentes activités de loisirs dans les espaces intérieurs et extérieurs de la ville, mais ne visent pas spécifiquement les aîné·e·s.

Tableau 3.11 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Développement de ma ville »

Mesures	Dimensions MADA
Encourager les commerçants à participer à la création de parcours sans obstacle pour les personnes vivant avec un handicap	Respect et inclusion sociale
Transformer le Vieux-Saint-Eustache en un espace dynamique favorisant la création de rencontres et d'échanges	Participation sociale
Dynamiser le Vieux-Saint-Eustache en l'animant les soirs et les fins de semaine	Loisirs
Faire connaître davantage auprès de la population le SEM [Saint-Eustache Multiservice] et le clavardage offert par la Ville aux citoyens	Communication et information
Installer des bancs et des aires de repos, dans des lieux stratégiques de la municipalité, afin d'encourager les déplacements actifs	Espaces extérieurs et bâtiments
Ajouter du mobilier urbain dans certains parcs pour favoriser les rencontres citoyennes spontanées (tables à pique-nique, barbecues publics et poubelles)	Espaces extérieurs et bâtiments

Source : Ville de Saint-Eustache (2019b)

Le tableau 3.11 présente les mesures que la ville souhaite mettre en avant concernant le développement de la ville et, implicitement, développer le sentiment d'appartenance des résident·e·s à cette dernière. Ces mesures visent autant à améliorer le mobilier urbain de la ville qu'à augmenter la participation sociale de sa population.

Tableau 3.12 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Culture et patrimoine »

Mesures	Dimensions MADA
Réserver des espaces sécuritaires et accessibles lors des événements municipaux pour les personnes vivant avec un handicap, les aînés et les familles avec petits enfants	Respect et inclusion sociale
Intégrer, dans les événements sportifs, une programmation culturelle mettant en vedette les talents locaux	Participation sociale
Exploiter le site en arrière de l'église de Saint-Eustache par la création de petits événements ou d'activités culturelles durant la période estivale	Participation sociale
Permettre de visualiser le programme d'activités complet pour voir l'ensemble de la programmation offerte aux citoyens en y incluant les dates, les heures et les lieux des cours offerts aux citoyens	Communication et information
Encourager les initiatives qui animent les rues et les parcs	Participation sociale

Source : Ville de Saint-Eustache (2019b)

Pour le champ d'intervention « Culture et patrimoine », la ville propose des mesures qui rejoignent principalement la dimension de la *Participation sociale*, comme le fait de créer des événements culturels ou encore d'augmenter la visibilité des activités sportives disponibles.

Tableau 3.13 : Mesures prévues pour le champ d'intervention « Accessibilité et mobilité durable »

Mesures	Dimensions MADA
Évaluer les trottoirs, particulièrement dans les vieux secteurs, afin de rendre ceux-ci sécuritaires, suffisamment larges et avec un niveau d'inclinaison ou de dénivelé adéquat	Transports – Mobilité / Sécurité
Accentuer la campagne de sensibilisation sur le partage de la route en y incluant l'utilisation des quadriporteurs et tout autre véhicule	Transports – Mobilité / Sécurité
Favoriser les déplacements actifs sécuritaires	Transport – Mobilité
Analyser le délai de passage pour certaines traverses piétonnières sécurisées et les prolonger au besoin	Transports – Mobilité / Sécurité
Analyser la sécurité des traverses piétonnières sur le territoire et augmenter leur nombre si nécessaire	Transports – Mobilité / Sécurité
Réduire la tension des portes des toilettes municipales afin qu'elles puissent s'ouvrir plus facilement	Espaces extérieurs et bâtiments
Continuer la modification des panneaux d'identification des rues pour grossir les caractères.	Espaces extérieurs et bâtiments
Adapter les bâtiments municipaux et les installations au service à la clientèle en fonction de l'utilisation des personnes vivant avec un handicap	Espaces extérieurs et bâtiments

Source : Ville de Saint-Eustache (2019b)

Enfin, la ville s'est positionnée sur les questions d'accessibilité et de mobilité durable, afin d'améliorer le sentiment de sécurité dans les espaces urbains et dans les déplacements des résident·e·s.

Les différentes mesures proposées par la ville de Saint-Eustache pour répondre aux besoins de sa population, dont les aîné·e·s, s'inscrivent dans huit des neuf champs d'action du programme MADA. Ces mesures ne touchent pas à la santé et présentent, pour la plupart, des évaluations plutôt que des mises en action de projets de grande envergure. Également, nous remarquons que la municipalité propose de nombreuses mesures relatives à la participation sociale et à la sécurité de ses citoyens, mais peu d'entre elles touchent spécifiquement les personnes âgées.

En ce qui concerne le contexte politique de la municipalité, nous remarquons que le taux de participation aux élections municipales est stable depuis 2009 (voir tableau 3.1). Nous remarquons aussi que le taux de participation électorale de 2005 est plus élevé de deux points que la moyenne québécoise, alors qu'il est de deux points plus faible pour l'élection de 2013. Pour les élections de 2009 et de 2017, le taux de participation est très similaire à celui du Québec.

Tableau 3.14 : Résultats des élections municipales de 2017 de Saint-Eustache

Saint-Eustache	
(10 conseiller·ère·s municipaux·ales)	
Taux de participation à la mairie (%)	45,3
Nombre de candidat·e·s sortant·e·s (sur 11)	9 (81,81 %)
Nombre de candidat·e·s sortant·e·s réélu·e·s	8 (88,89 %)
Nombre d'élus sans oppositions	0
Partis politiques	Oui (3)

Source : MAMH (2017)

En 2017, le maire sortant Pierre Charron a été réélu pour un troisième mandat. Il avait d'abord été élu par acclamation lors des élections de 2009 (Ville de Saint-Eustache 2020c). Même s'il y avait trois formations politiques (tableau 3.14), le maire a remporté l'ensemble des 10 districts du territoire, et près de 89 % des candidat·e·s sortant·e·s ont été réélu·e·s. De ce fait, il peut être difficile pour une formation politique d'opposition de s'imposer au conseil municipal de la ville.

Parmi les engagements politiques présentés en 2017 par les trois candidat·e·s à la mairie, aucun ne concerne les aîné·e·s. La candidate Julie Desmarais proposait de s'attaquer aux finances municipales dans les 100 premiers jours de son mandat et de favoriser la création d'emplois locale (Bilodeau 2017a). Le candidat Robert St-Germain proposait plutôt l'élaboration d'une politique sur l'octroi des dépenses en immobilisations en infrastructures pour supprimer la collusion et la corruption ainsi que la diffusion, par une application Web, des séances du conseil (Bilodeau 2017c). Finalement, le candidat élu, Pierre Charron, s'est engagé à élaborer une politique de consultation publique en concertation avec les citoyen·ne·s, à élaborer un budget participatif ainsi qu'à créer une commission jeunesse (Bilodeau 2017b).

Il y a un peu plus de quinze organismes et associations à Saint-Eustache qui s'attardent à la question du vieillissement et qui offrent aux personnes concernées des activités ou des services. L'annexe 4 présente une liste, non-exhaustive et datant de l'automne 2019, des organismes et associations que nous avons rejoints pour notre recrutement.

3.4.Repentigny

La ville de Repentigny est située dans la région administrative de Lanaudière et se positionne au nord-est de Montréal. En 2001, l'ancienne ville de Repentigny et la ville de Le Gardeur ont fusionné pour former la municipalité actuelle de Repentigny. Aussi, la position géographique de la ville la rend facilement accessible, par toute personne ayant ou pouvant utiliser un moyen de transport motorisé. Elle est à proximité d'importants carrefours routiers ; dont les autoroutes 40, 640, 25.

La ville compte 84 965 habitants (Statistique Canada 2017b). Il s'agit donc de la treizième ville en importance au Québec et la 5^e ville en importance au sein de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Le tableau 3.15 présente la répartition démographique de la ville en fonction des données du recensement de 2016.

Tableau 3.15 : Répartition démographique de Repentigny, en date de 2016

Groupe d'âge	Nombre	Pourcentage (%)
0 à 14 ans	14 180	16,8
15 à 64 ans	55 165	65,5
65 ans et plus	14 940	17,7

Source : Statistique Canada (2017b)

En 2016, les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient près de 18 % de la population totale de la ville de Repentigny. La municipalité de Repentigny est légèrement plus jeune que la moyenne provinciale (18,3 %), mais connaît tout de même un vieillissement de sa population.

En 2007, la ville s'est démarquée du reste des municipalités du Québec en regroupant, en une seule politique, les besoins de tous ses citoyens, des enfants aux aîné·e·s. En 2012, à la fin du plan d'action de la Politique de la famille et des aîné·e·s, la ville s'est vue décerner la distinction « Municipalité amie des aînés » (MADA). La politique de la ville avait commencé avant même l'instauration du programme MADA au Québec. La première initiative illustre que le programme MADA s'intègre également à différents niveaux administratifs, tels que les MRC et qu'il peut être utile de distinguer les actions et les mesures mises en place par ces différents niveaux. Ainsi, avec cette politique, la ville a mis en œuvre des initiatives destinées aux aîné·e·s :

- Le transport gratuit pour tous les aîné·e·s de 65 ans et plus sur l'ensemble du territoire de la MRC;
- Le programme de remboursement de l'eau pour les aîné·e·s;
- La possibilité pour un usager du transport en commun de descendre entre deux arrêts;
- Les modules de jeu pour adultes avec cours dirigés par un entraîneur qualifié;
- La construction de 5,3 kilomètres de nouveaux trottoirs;
- Le programme Biblio-Aidants, une initiative des bibliothèques de Charlemagne, L'Assomption et de Repentigny qui consiste en une série de trousse thématiques qui renseignent les proches aidants sur les maladies et les sujets auxquels ils doivent faire face quotidiennement;
- L'activité L'heure du thé à la bibliothèque, un moment privilégié pour les aîné·e·s, une façon de faire le pont entre les générations;
- Les formations d'appoint pour les aîné·e·s sur l'inscription en ligne à la piscine municipale;
- Les visites guidées du Moulin Grenier avec système de transport en commun adapté et animateurs qualifié pour la clientèle aînée. (Ville de Repentigny 2012)

D'après le bulletin d'information municipal de la ville, toutes ces actions proviennent des idées et attentes signifiées lors d'un forum citoyen tenu en 2006. Une autre initiative s'est également démarquée ; celle établie en lien avec la sécurité et la qualité de vie des citoyens aîné·e·s de Repentigny. La ville a spécifiquement dédié aux aîné·e·s un policier sociocommunitaire, dont le mandat est « d'amener les personnes âgées à lutter et à se prémunir contre les abus, la fraude ou l'intimidation, et ce, dans un esprit de dénonciation de toutes formes de violence. » (Ville de Repentigny 2012, 1) Repentigny continue à s'investir pour ses aîné·e·s et a mis en place, en 2015, la deuxième version de sa Politique de la famille et des aîné·e·s, sous le thème *Participer au « Vivre ensemble »*. Tout comme la première politique, les actions proposées dans la deuxième version font suite à une démarche de consultation citoyenne, incluant les témoignages de 75 aîné·e·s ayant pris part au forum MADA du printemps 2015.

Dans sa politique, la ville de Repentigny définit les aîné·e·s comme toutes personnes âgées de 55 ans et plus (Ville de Repentigny 2015) et non de 65 ans et plus ; âge minimal pour recevoir la rente de retraite au Québec. Ainsi, la ville présente quatre orientations, intégrant des objectifs et des

actions à réaliser d'ici la fin de la politique quinquennale en 2021. Les tableaux 3.16, 3.17, 3.18 et 3.19 présentent ces différentes orientations. Nous y avons ajouté la dernière colonne, afin de montrer les dimensions MADA qui correspondent aux actions prévues par la ville.

Tableau 3.16 : Orientation 1 : Intégrer la notion d'accessibilité universelle au sein de l'organisation et des services associés

Objectifs	Actions	Dimensions MADA
Maintenir une offre d'activités gratuites ou à faible coût	Analyser les tarifs d'inscription en vigueur	Loisirs
	Maintenir une offre d'événements et d'activités libres gratuites	Loisirs
	Augmenter l'offre de services dans les parcs du secteur Le Gardeur en tenant compte de l'analyse du Plan directeur des parcs et espaces verts	Loisirs
	Évaluer la possibilité d'aménager des jardins communautaires dans les quartiers où vivent des familles et des aînés à faible revenu	Participation sociale
	Soutenir des actions visant à favoriser le jardinage communautaire	Participation sociale
Tendre à améliorer l'accessibilité physique des lieux publics par des aménagements et du mobilier urbain	Intégrer le critère d'« accessibilité universelle » à tous les aménagements lorsque cela est opportun	Espaces extérieurs et bâtiments
	Vérifier la mise aux normes des édifices municipaux	Espaces extérieurs et bâtiments
	Installer des aires de repos avec mobilier urbain permanent et mobile dans des parcs et certaines voies publiques	Espaces extérieurs et bâtiments
	Animer les espaces publics par la diffusion de musique et de l'aménagement paysager	Espaces extérieurs et bâtiments
	Collaborer à la mise en place des services venant en aide aux aînés ayant des limitations auditives, visuelles et physiques (accessibilité universelle)	Espaces extérieurs et bâtiments
Favoriser l'accessibilité au transport collectif intramunicipal et extramunicipal en fonction des besoins de tous les citoyens	Promouvoir les services bénévoles d'accompagnement	Transport - Mobilité
	Représenter, en concertation avec les organismes, les intérêts des familles et des aînés quant à la reprise des journées d'interconnexion du transport adapté sur le territoire du SRT Lanaudière, sauf à la MRC des Moulins	Transport - Mobilité
Assurer le suivi du plan d'action à l'égard des personnes handicapées	Faire connaître et offrir des sessions d'information aux différents services quant à la notion d'accessibilité universelle	Communication et information
	Identifier les obstacles et les solutions quant à l'accessibilité lors des événements	Communication et information

Source : Ville de Repentigny (2015)

La première orientation de la Politique de la famille et des aîné·e·s regroupe cinq des dimensions MADA. Parmi les 14 actions proposées, aucune n'est vraiment spécifique aux aîné·e·s, même si le mot « aîné » est mentionné dans l'action « Évaluer la possibilité d'aménager des jardins communautaires dans les quartiers où vivent des familles et des aînés à faible revenu ».

Également, les actions présentées ne proposent pas la mise en place de nouveaux projets, mais plutôt des analyses portant sur la situation, de la promotion, de vérification et d'évaluation de services existants.

Tableau 3.17 : Orientation 2: Travailler à l'amélioration continue de l'offre de services destinés aux familles (enfants, adolescents et jeunes adultes) et aux aînés

Objectifs	Actions	Dimensions MADA
Favoriser l'accès des citoyens vulnérables à une qualité de vie	Organiser les horaires des plateaux sportifs et des piscines afin de favoriser la mise en place de périodes libres pour des activités intergénérationnelles	Loisirs / Respect et inclusion sociale
	Soutenir les mécanismes mis en place par les organismes visant à augmenter la participation des personnes isolées et des familles monoparentales à la vie communautaire	Participation sociale
	Maintenir le Programme de subvention pour favoriser le maintien à domicile des propriétaires âgés de 65 ans et plus	Habitat – Milieu de vie
Permettre aux familles, aux enfants, aux adolescents, aux jeunes adultes et aux aînés de se côtoyer dans des contextes qui leur sont propres ainsi qu'intergénérationnels	Organiser les horaires des plateaux sportifs afin de favoriser la mise en place de périodes libres intergénérationnelles	Loisirs / Respect et inclusion sociale
	Créer un comité en concertation avec le milieu afin d'assurer le développement de l'offre d'activités intergénérationnelles (ex. cuisine, informatique, etc.)	Participation sociale / Respect et inclusion sociale
	Installer des modules qui permettront aux terrains de jeux de s'adapter à l'évolution du profil démographique des quartiers	Loisirs
	Réaliser des activités de médiation culturelle au Centre d'art Diane-Dufresne	Loisirs
Faire connaître les services offerts par la municipalité et ses organismes partenaires en utilisant une mixité de moyens adaptés aux particularités des familles et des aînés	Soutenir la réalisation d'un événement annuel afin que les aînés puissent mieux connaître les services offerts par les organismes et par la Ville	Communication et information
	Produire une analyse de faisabilité relativement à la mise en place d'un service d'accueil et d'information pour les aînés et pour les personnes vulnérables	Communication et information
	Consigner les informations relatives aux services disponibles pour les aînés sur le territoire	Communication et information

	Mettre en ligne une page web publicisant les services spécifiques aux aînés	Communication et information
	Bonifier le programme de formation aux technologies dans les bibliothèques afin de soutenir les citoyens de tout âge dans le développement des compétences numériques	Loisirs
	Réaliser une rencontre annuelle avec les organismes afin d'optimiser la coordination de leurs événements communautaires	Communication et information
	Soutenir les actions du milieu qui valorisent le respect et le bien-être des enfants, des adolescents et des aînés	Respect et inclusion sociale
Suivre l'évolution du profil démographique de la population et des besoins des aînés et des familles	Produire un bulletin annuel à l'égard des tendances démographiques/mettre à jour annuellement les données relatives au profil de la population sur le site web de la Ville	Communication et information

Source : Ville de Repentigny (2015)

Dans la deuxième orientation, six actions portent sur la dimension *Communication et information*, ce qui démontre que la ville tient à bien informer sa population des services qu'elle offre. De plus, cinq autres actions, touchant la dimension sur le *Loisir*, visent à améliorer les activités intergénérationnelles et à adapter d'autres activités en fonction de la population qui les utilisent, comme le mentionne cette action : « Installer des modules qui permettront aux terrains de jeux de s'adapter à l'évolution du profil démographique des quartiers ». Une autre action de cette dimension – « Bonifier le programme de formation aux technologies dans les bibliothèques afin de soutenir les citoyens de tout âge dans le développement des compétences numériques » – vise aussi à améliorer les compétences liées à l'utilisation de la technologie. Comme l'explique Couture (2020), l'utilisation de technologies offre un potentiel pour soutenir l'autonomie des personnes âgées. Cela souligne une volonté d'intégrer la population âgée à la ville.

Tableau 3.18 : Orientation 3 : Favoriser l'enracinement de familles et des ressources du milieu en misant sur leur sentiment d'appartenance à la municipalité et sur la vitalité de cette dernière dans la perspective d'un rapprochement interculturel

Objectifs	Actions	Dimensions MADA
Favoriser la participation citoyenne suivant plusieurs approches ciblant : <ul style="list-style-type: none"> • les enfants; • les adolescents; • les jeunes adultes; 	Réaliser des activités dans le cadre d'une « Semaine de la courtoisie » afin de promouvoir la civilité envers les piétons	Loisirs
	Mettre en place un programme d'appels de projets visant à encourager la participation citoyenne (ex. Défi Santé)	Participation sociales

<ul style="list-style-type: none"> • les familles; • les aînés; • les personnes issues des communautés culturelles dans la perspective d'un rapprochement interculturel 		
Améliorer la présentation du lien « aînés » du site web de la Ville afin de faciliter la transmission de commentaires en ligne	Améliorer la présentation du lien « aînés » du site web de la Ville afin de faciliter la transmission de commentaires en ligne	Communication et information
	Procéder à des exercices de planification du territoire en s'associant à des citoyens et à des aînés	Participation sociale
Encourager l'implantation d'une diversité de logements à même de favoriser la mixité des Repentinois	Participer au développement de l'offre de logements pour les aînés à faible revenu	Habitat – Milieu de vie

Source : Ville de Repentigny (2015)

Le tableau 3.18 montre les actions que la ville de Repentigny souhaitait mettre en place pour augmenter le sentiment d'appartenance de sa population à la municipalité. Deux actions sont d'ailleurs spécifiques aux aîné·e·s et cherchent à améliorer leur qualité de vie en prenant en compte leur diversité sociale et économique.

Tableau 3.19 : Orientation 4 : Inculquer des pratiques de saines habitudes de vie au sein des services et de la population

Objectifs	Actions	Dimensions MADA
Promouvoir les saines habitudes de vie	Mettre en valeur les cuisines collectives intergénérationnelles	Respect et inclusion sociale
	Développer une politique du sport et de l'activité physique	Loisirs
Favoriser le transport actif	Assurer une vigie concernant les stationnements sur les pistes cyclables	Transport – Mobilité
	Installer des panneaux indicateurs de vitesse	Transport – Mobilité / Sécurité
	Ramasser les congères (bourelets de neige) à proximité des traverses piétonnières et des arrêts d'autobus	Transport – Mobilité / Sécurité

Source : Ville de Repentigny (2015)

Pour la quatrième orientation de sa Politique de la famille et des aîné·e·s, la ville de Repentigny ne propose aucune action touchant directement les personnes âgées, mais plutôt des mesures qui

rejoignent sa population générale en utilisant principalement la dimension du *Transport et de la mobilité*.

Ainsi, les actions présentées dans les précédents tableaux peuvent s'inscrire dans huit des neuf champs d'action proposés par le programme MADA. Le seul champ d'action qui n'est pas traité est celui de la *Santé et des services sociaux*. Il exige du financement parfois difficile à obtenir pour bien réaliser les actions souhaitées et il ne s'agit pas d'une responsabilité des gouvernements municipaux.

La ville de Repentigny n'indique pas de dates prévues pour la réalisation de chacune de ces actions. Par contre, comme la politique est d'une durée de cinq ans, les actions devraient normalement avoir été mise en œuvre pour 2021 et le bilan des réalisations devrait donc être disponible en 2022¹¹.

Si la municipalité propose des solutions pour répondre aux besoins de ses aîné·e·s depuis tant d'années, ce serait peut-être parce que la mairesse occuperait le poste depuis 1997 et qu'elle serait préfète de la MRC de L'Assomption depuis 1999. Elle aurait donc obtenu la confiance de ses citoyens.

Depuis 2005, le taux de participation aux élections municipales (voir tableau 3.1) est stable et suit la même tendance que celle de la moyenne québécoise. Le tableau 3.20 présente les données relatives aux élections municipales de 2017 de Repentigny.

Tableau 3.20 : Résultats des élections municipales de 2017 de Repentigny

Repentigny	
(12 conseiller·ère·s municipaux·ales)	
Taux de participation à la mairie (%)	44,8
Nombre de candidat·e·s sortant·e·s (sur 13)	10 (76,92 %)
Nombre de candidat·e·s sortant·e·s réélu·e·s	7 (70 %)
Nombre d'élue·e·s sans oppositions	0
Partis politiques	Oui (2)

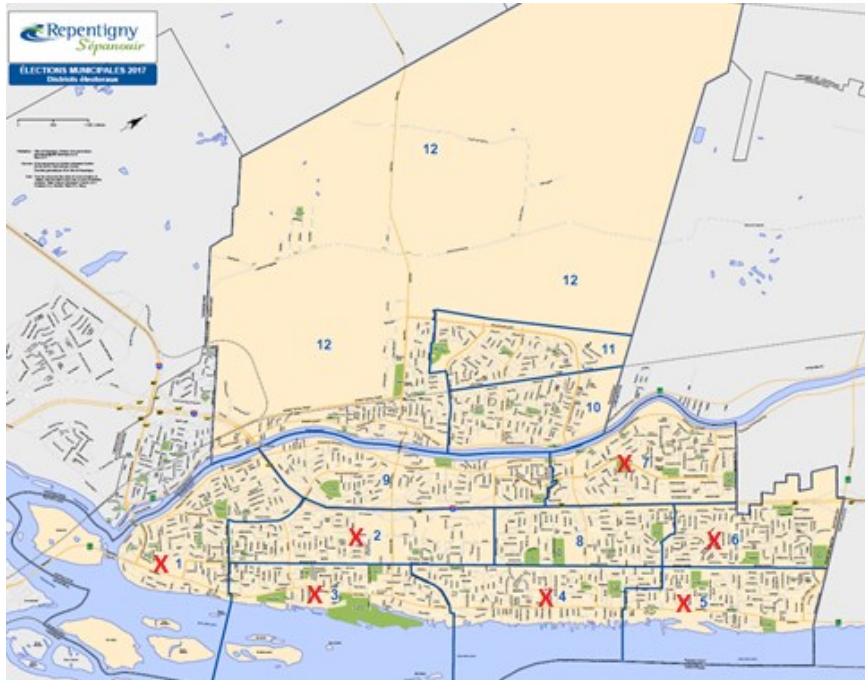
Source : MAMH (2017)

Tout comme la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu, le portrait du contexte électoral de Repentigny (Tableau 3.20) montre que la majorité des candidat·e·s sortant·e·s ont été réélu·e·s.

¹¹ La ville a présenté un bilan qualifié de positif où « 95 % des actions initialement prévues ont été réalisées. » (Ville de Repentigny 2022a)

Également, sept conseiller·ère·s municipaux·ales font partie de l'équipe politique de la mairesse, lui offrant une majorité pour les décisions à prendre au conseil municipal. Cette majorité est par contre plus faible que lors de son précédent mandat. Lors des élections de 2013, la mairesse Deschamps avait remporté 11 districts sur 12 (Figure 3.3). Sur cette carte, chaque croix représente les districts remportés par la mairesse Deschamps en 2017.

Figure 3.3 : Carte des districts électoraux remportés par la mairesse de Repentigny en 2017



Source : Repentigny (2017). Reproduction autorisée

Pourtant les engagements électoraux des deux candidats n'étaient pas très différents. Monsieur Villeneuve, opposant de la mairesse, promettait de baisser le compte des taxes de services et des taxes foncières, de réinjecter la totalité des excédents budgétaires pour baisser la dette de la ville ainsi que de filmer les séances du conseil municipal afin de les diffuser sur le site Internet de la ville (Chartier 2017b). De son côté, la mairesse Deschamps s'engageait à « privilégier les meilleures pratiques en matière de gouvernance municipale en maintenant les investissements municipaux », à limiter l'augmentation du compte des taxes de l'indice des prix à la consommation ainsi qu'à diminuer la dette de la ville (Chartier 2017a). En plus de la confiance des citoyens, qui lui a permis d'être réélu pour un sixième mandat, Madame Deschamps a remporté plusieurs prix et distinctions :

- 2013 : Prix Francine Ruest-Justras, remis par l'Union des Municipalités du Québec (UMQ), qui souligne la contribution significative des élues municipales au développement durable des communautés et reconnaît l'excellence et le leadership des femmes sur la scène politique municipale et dans la gouvernance locale ;
- 2016 : Prix Régis-Laurin, remis par l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), pour souligner la contribution exceptionnelle d'un élu au développement du logement coopératif ;
- 2016 : Prix Jean-Paul-L'Allier, remis par l'Ordre des urbanistes du Québec, qui souligne le travail d'un élu québécois qui s'est distingué par sa vision, son leadership et ses réalisations en urbanisme et en aménagement du territoire. (Ville de Repentigny 2020)

La ville de Repentigny regroupe une quinzaine d'associations et d'organismes supportant les besoins des aîné·e·s. La liste de ces associations, non-exhaustive et datant de l'automne 2019, se trouve à l'annexe 5 et représente l'ensemble des organismes que nous avons rejoints pour notre recrutement.

Nos trois municipalités présentent des similitudes quant à leur position géographique par rapport à la ville de Montréal, leur stabilité de participation électorale à l'échelle municipale, leur taux de vieillissement ainsi que leur taille. En effet, ce sont des municipalités de taille moyenne, avec un taux de vieillissement aux alentours de 18 % et un taux de participation électorale qui suit la tendance de la moyenne québécoise et finalement, elles sont toutes en périphérie de la métropole, soit à une quarantaine de kilomètres de Montréal. De plus, elles ont établi des politiques permettant la mise en œuvre du programme MADA. Par contre, nos municipalités ont un contexte politique bien différent. En effet, la mairesse de Repentigny a été élue pour son 6^e mandat en 2017, ce qui lui a permis d'établir plusieurs initiatives pour répondre aux besoins de ses aîné·e·s. C'est également la première de nos municipalités à avoir mis en place, en 2007, une politique pour ses aîné·e·s, avant même que le programme MADA soit instauré au Québec. En 2017, la ville de Saint-Eustache a le même maire depuis 11 ans, mais a établi une politique des aîné·e·s en 2012. Finalement, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a aussi établi sa première politique des aîné·e·s en 2012, mais connaît des difficultés politiques depuis la publication du rapport de la Commission Charbonneau.

3.1. Conclusion

Notre terrain de recherche porte sur trois municipalités situées en périphérie de Montréal, et ayant toutes adopté le programme MADA dans leur politique liée aux aîné·e·s. D'ailleurs, dans les trois municipalités, les politiques pour aîné·e·s sont jumelées aux politiques pour les familles ou pour l'accessibilité universelle. Ce jumelage explique pourquoi plusieurs des mesures ou actions proposées ne s'adressent pas spécifiquement aux personnes âgées.

Par contre, la majorité des actions présentées montrent que les municipalités s'intéressent à l'amélioration de la qualité de vie et le sentiment d'appartenance de ses résident·e·s de tout âge. Les mesures et les actions présentées portent sur les dimensions de la *Participation sociale*, du *Respect et inclusion sociale*, de la *Communication et de l'information*, ainsi que sur le *Transport et la mobilité*. Un autre point commun entre les trois politiques des municipalités de notre terrain est que les mesures et actions visent surtout à faire la promotion ou l'évaluation de structures déjà en place au lieu de faire la mise en place de nouveaux projets.

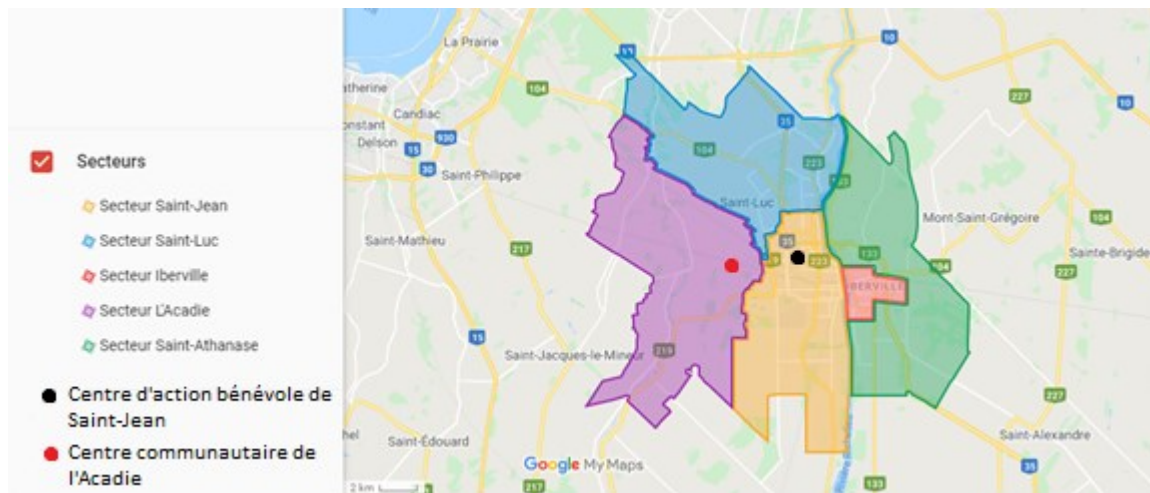
Évidemment, il est difficile de faire une comparaison des politiques aînées de chacune des trois villes, puisque chaque municipalité peut choisir d'adapter le programme comme elle le souhaite. De plus, en fonction des projets présentés au Secrétariat des aîné·e·s lors du plan d'élaboration – nécessaire pour obtenir l'accréditation MADA – les municipalités reçoivent un budget différent pour la réalisation de ces projets. Il ne s'agit donc pas, dans le cadre de cette recherche, de comparer ces différentes actions.

4. CHAPITRE 4 - SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU : DES SERVICES URBAINS PEU UTILISÉS, PARTICIPER POUR JOUER UN RÔLE

La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a entrepris en 2017 l'élaboration d'une démarche MADA où plusieurs projets ont été mis en place afin de répondre à des besoins présents dans la municipalité. Tel qu'exposé dans le précédent chapitre, les projets proposés sont principalement liés aux dimensions MADA du *respect et de l'inclusion sociale* et du *transport et de la mobilité*. L'ambition de ces projets est d'accroître l'offre des services aux personnes âgées et de leur permettre de mieux vivre et de mieux vieillir dans cette ville. C'est d'ailleurs à travers des activités, pratiquées dans la ville par les aîné·e·s, que nous pourrions savoir si les projets proposés dans la démarche MADA correspondent aux besoins et aux attentes de la population âgée de Saint-Jean-sur-Richelieu. Par ailleurs, l'appréciation de ces expériences pourrait influencer l'implication politique des personnes âgées, tant la participation électorale à l'échelle municipale que l'engagement bénévole pour des organismes et associations communautaires et politiques.

Au cours de notre collecte de données à Saint-Jean-sur-Richelieu nous avons rejoint, lors de nos deux groupes de discussion, 18 personnes, soit neuf femmes et neuf hommes, âgé·e·s en moyenne de 72 ans. Le questionnaire sociodémographique (Annexe 2), distribué et complété par les participant·e·s avant de débiter la discussion, permet de savoir qu'ils et elles habitent la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu depuis, en moyenne, 41 ans. Nos deux groupes de discussion n'ont pas eu lieu dans le même secteur de la municipalité. Le premier s'est déroulé dans le Centre communautaire du secteur de l'Acadie (groupe 1, 10 personnes – six hommes, quatre femmes) et le deuxième au Centre d'action bénévole du secteur Saint-Jean (groupe 2, huit personnes – trois hommes, cinq femmes) (voir Figure 4.1). De ces 18 participant·e·s, 12 ont accepté de réaliser un entretien individuel.

Figure 4.1 : Carte des lieux des groupes de discussion à Saint-Jean-sur-Richelieu



Source : Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2020. Reproduction et adaptation autorisées par la Ville.

Ainsi, ce chapitre a pour objectif de présenter les résultats issus de ces groupes de discussion et de ces entretiens individuels. Il est divisé en deux parties ; la première aborde l'expérience vécue de la ville à travers l'utilisation des services de la municipalité, la pratique de leurs activités dans la ville ainsi que la manière dont les participant·e·s perçoivent leur vieillissement dans la ville. La deuxième partie du chapitre traite de la participation politique des participant·e·s, soit leur engagement bénévole et leur participation électorale aux élections municipales. Nous y présentons l'importance et la signification de cette participation à la vie politique de la municipalité. Finalement, la présentation des résultats suit la direction offerte dans le tableau exposant les dimensions et les questions des guides d'entretien (Annexe 1). Pour faciliter la lecture des propos, toutes les citations ont été éditées, c'est-à-dire que les expressions courantes du langage (« tsé », « ben », « là », etc.) ont été supprimées et les erreurs de syntaxe ou de conjugaison ont été corrigées, tout en conservant l'idée du/de la participant·e.

Pour faciliter la présentation des résultats, nous présentons d'abord les propos tenus pendant les groupes de discussion, puis ceux des entretiens individuels.

4.1. Expérience de la ville

4.1.1. Un enracinement fort, mais une appartenance nuancée

L'ensemble des participant·e·s des deux groupes de discussion disent aimer la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu : « Oui, on ne changerait pas ! » (Participant14_St-JR_gr2). D'autres ont mentionné la date de leur établissement dans la ville, comme si, ils et elles, voulaient montrer l'ampleur de leur attachement à leur municipalité : « Moi, je suis un Montréalais pur jus. Mais je suis venu à Saint-Jean dans les années 50, je suis parti du Collège militaire, je suis revenu travailler au collège. Depuis, je suis là depuis 47 ans ! » (Participant11_St-JR_gr2). Les participant·e·s savent que « la ville idéale n'existe pas » (Participant9_St-JR_gr1), mais le constat que leurs concitoyen·ne·s sont également heureux et heureuses de vivre à Saint-Jean-sur-Richelieu les encourage à expliquer qu'il fait bon vivre dans cette municipalité : « [De] ce que je vois, [...] les gens sont heureux de vivre à Saint-Jean » (Participant7_St-JR_gr1).

Alors que la majorité des participant·e·s ont une vision globale de la municipalité, certain·e·s participant·e·s du premier groupe de discussion (Centre communautaire de l'Acadie) parlent plutôt de leur attachement au secteur de la municipalité dans lequel ils et elles résident. Ce secteur représente leur ancienne municipalité, celle qui existait avant la fusion municipale de 2001. C'est ce qu'énoncent deux participant·e·s en décrivant le secteur de l'Acadie comme un lieu d'adoption :

Moi je suis née à Saint-Jean, j'ai été adoptée par l'Acadie [...] J'aime beaucoup l'Acadie, ça c'est mon adoption. (Participant9_St-JR_gr1)

Je me suis installé ici en 1972 et je me sens très bien et puis c'est mon milieu d'adoption [en parlant du secteur de l'Acadie]. Je vais y rester le plus longtemps possible. (Participant7_St-JR_gr1)

C'est le même constat pour le secteur Saint-Luc : « J'aime bien l'idée que je suis à Saint-Luc, même si cela appartient à Saint-Jean. » (Participant6_St-JR_gr1) Pour un autre participant, cette appartenance envers un secteur s'explique par une comparaison entre les paliers de gouvernement :

C'est un peu comme si on nous demandait, est-ce que t'aimes vivre dans le Canada ? Plusieurs diront "J'aime le Canada, à cause de l'endroit où j'habite, qui est le Québec". Il ne

faut pas détester l'ensemble, mais on privilégie toujours l'un par rapport à l'ensemble. [...] Oui, on aime l'Acadie d'abord. [...] Par obligation, on se doit d'aimer le reste aussi. (Participant4_St-JR_gr1)

En fait, pour ce participant, l'appartenance est une question d'échelle. Il aime la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, puisqu'il s'agit de sa ville de résidence, mais il préfère le secteur de l'Acadie, qu'il considère comme le territoire auquel il appartient. Cependant, un autre participant explique plutôt qu'il s'agit d'une question politique, liée à la fusion municipale : « La fusion on l'a subie, on n'en voulait pas. Elle a été imposée. Mais on vit bien pareil. » (Participant3_St-JR_gr1) L'enjeu de la fusion municipale a d'ailleurs été discuté par la moitié des participant·e·s (5/10) du premier groupe de discussion. Le deuxième groupe de discussion n'a pas abordé le sujet.

Qu'il s'agisse d'un secteur ou de la municipalité dans sa globalité, les participant·e·s de nos deux groupes apprécient y vivre, et particulièrement en raison de sa situation géographique. En effet, un peu plus d'un cinquième des participant·e·s (4/18) évoquent la proximité avec la ville de Montréal. La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu se situe à une quarantaine de minutes, en autobus, de la métropole. Cette proximité est un avantage pour l'accès aux activités et aux services du centre-ville de Montréal : « On est très bien situé par rapport au grand centre. On est près de Montréal, on a [accès aux] grands sites » (Participant7_St-JR_gr1). Et puis, selon les participant·e·s, la ville offre un service interurbain efficace, permettant aux usager·ère·s de se rendre facilement à Montréal : « Le service interurbain est excellent. Il y a toutes sortes d'horaires, [c'est] extraordinaire, puis on arrive en plein cœur de la ville [de Montréal]. » (Participant11_St-JR_gr2) Cette proximité avec les services offerts par la ville de Montréal est quelque peu paradoxale, puisque l'attachement à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu passe par la proximité avec les services de la ville de Montréal.

Toutefois plusieurs participant·e·s du deuxième groupe de discussion (secteur Saint-Jean) considèrent que la ville pourrait améliorer la qualité de vie des citoyen·ne·s, notamment au regard de la sécurité dans la ville et de la tolérance des citoyen·ne·s envers les autres résident·e·s. Premièrement, quelques participant·e·s (2/8) évoquent la sécurité de leurs déplacements dans la ville. Une participante énonce qu'elle n'a pas peur de se promener seule le soir, en comparaison avec la ville de Lévis où elle a habité plusieurs années : « Même la nuit, là, je ne me sens pas comme je me sentais à Lévis. Moi je sais bien qu'à Lévis, il y avait des places où je n'allais plus. Mais ici, il n'y a pas de place où je me suis dit "je devrais tourner de bord". Je sens ça sécuritaire

ici, le soir. » (Participante15_St-JR_gr2). Ce que cette femme souhaite nous mentionner, c'est que comparativement à d'autres villes du Québec, il n'est pas dangereux de se promener à toute heure de la journée à Saint-Jean-sur-Richelieu. Ce propos n'est pourtant pas partagé. Un homme, le participant11_St-JR_gr2, parle au nom des femmes de son entourage, pour expliquer qu'elles n'aiment pas se promener dans la ville le soir : « Je connais des gens, au centre-ville, surtout des femmes, le soir, elles n'aiment pas ça, se promener. » Il ne remet pas en cause la sécurité générale de la ville, mais exprime plutôt que certaines femmes préfèrent ne pas se balader le soir. Deuxièmement, d'autres participant.es (3/8) soulignent que la ville est « impersonnelle » (Participant17_St-JR_gr2). À titre d'exemple, il semble difficile de pouvoir s'intégrer dans des organismes, à moins d'avoir une connaissance (Participante15_St-JR_gr2) et il paraît également ardu de faire connaissance avec ses voisin·e·s (Participant17_St-JR_gr2). Pour ces participant·e·s, il s'avère que les nouveaux·elles résident·e·s ne souhaitent pas établir de relations avec les personnes de leur quartier. Un seul participant mentionne que la ville cherche à adapter ses services et son aménagement urbain au vieillissement de la population : « Saint-Jean a choisi de faire partie des municipalités amies des aîné·e·s. » (Participant11_St-JR_gr2). Pour lui, ce choix offre aux aîné·e·s la possibilité d'avoir une voix à la ville, puisqu'un comité, établi par la municipalité, doit inclure des personnes âgées dans la prise de décision.

Des propos très similaires ont été tenus dans nos entretiens individuels. En effet, tous et toutes les participant·e·s aiment la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu, mais leur attachement à la ville est mitigé. Les douze personnes avec lesquelles nous avons réalisé des entretiens individuels (six femmes et six hommes âgé·e·s, en moyenne, de 74 ans) vivent dans la municipalité depuis, en moyenne, 44 ans. Plus précisément, deux participant·e·s sont natif·ve·s de Saint-Jean-sur-Richelieu et une seule participante vivait dans cette municipalité depuis moins d'un an, au moment de l'entretien. De ce fait, plusieurs participant·e·s (10/12) expriment leur fierté de résider depuis un si grand nombre d'années dans cette ville, tandis que d'autres sont plus nuancé·e·s.

Pour certain·e·s, la fierté d'habiter à Saint-Jean-sur-Richelieu s'affirme par le fait d'être née dans cette municipalité : « J'aime beaucoup Saint-Jean, j'y suis née ! » (Participante10_St-JR_ei), alors que pour d'autres, comme exprimé lors des groupes de discussion, c'est plutôt par la conviction d'avoir été adopté·e·s par la municipalité : « maintenant je peux dire que Saint-Jean-sur-Richelieu m'a adoptée » (Participante5_St-JR_ei). Comme dans les groupes de discussion, les participant·e·s

ont également partagé un attachement plus grand à un secteur de la municipalité, plutôt qu'à la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. C'est principalement le cas pour les neuf participant·e·s vivant dans le secteur de l'Acadie : « Oui, je suis très heureux d'être à l'Acadie. Je me suis intégré facilement et je considère que j'ai été très bien accueilli » (Participant11_St-JR_ei), et pour une participante du secteur d'Iberville : « C'est deux villes que j'aime beaucoup. [...] Je préfère Iberville. » (Participante4_St-JR_ei). Dans les groupes de discussion, certain·e·s participant·e·s ont mentionné que la fusion municipale leur a été imposée, c'est peut-être ce qui explique l'attachement plus fort pour un secteur que pour la municipalité dans son ensemble.

Pour d'autres, leur attachement à la ville est mitigé, et ce, pour deux raisons. Les participant.es évoquent « la situation politique » dont ils et elles ne sont pas fier·ère·s (Participante5_St-JR_ei). Depuis les élections municipales de 2017, de nombreux conflits et enjeux ont eu lieu au sein du conseil municipal, « si bien qu'à un moment donné, tu aimes ta ville [...], mais tu détestes l'autre côté [le côté politique] » (Participant2_St-JR_ei). Ce participant exprime que cette situation politique a « effrité » son appréciation de la ville. La deuxième raison, également énoncée dans les groupes de discussion, est la fusion municipale de 2001, qui semble avoir bouleversé le sentiment d'appartenance entre la ville actuelle de Saint-Jean-sur-Richelieu et le secteur représentant l'ancienne ville de résidence des participant·e·s : « Je n'étais pas d'accord avec la fusion [...] je suis fier pareil. Après la fusion, on s'est acclimaté » (Participant8_St-JR_ei). Ce propos est aussi partagé par un autre participant énonçant qu'il « apprécie moins [la décision de la fusion], mais qu'en même temps [il l'a] comprend » (Participant7_St-JR_ei). Toutefois, une participante trouve que la fusion de cinq municipalités, pour former l'actuelle ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, a eu des effets bénéfiques pour l'accès aux services : « La fusion a eu un impact positif, parce qu'avant 2001, chacun[e] [des municipalités formant la ville actuelle] essayait de se développer autant que possible. Je pense qu'on a plus qu'une ville ordinaire qui n'a pas vécu de fusion. » (Participante_1_St-JR_ei)

Finalement, pour deux autres participantes l'attachement ou la fierté de vivre à Saint-Jean-sur-Richelieu n'est simplement pas ressenti :

Fièrè, c'est un bien grand mot, disons que je trouve ça très accommodant (Participante3_St-JR_ei)

Pas vraiment pour le moment. [...] L'attachement, c'est ma fille qui est ici, mais je n'ai pas un gros attachement (Participant9_St-JR_ei)

Les participant·e·s, des entretiens individuels, ont aussi exprimé les aspects qu'ils et elles apprécient le moins de Saint-Jean-sur-Richelieu. Cela se traduit en trois points : l'adaptation des services, le manque d'ouverture culturelle et l'environnement politique. Ce dernier élément avait été mentionné par les participant·e·s pour expliquer leur attachement à la ville, mais ils et elles y sont revenu·e·s pour énoncer ce qu'ils et elles en apprécient le moins. Ainsi, l'environnement politique de la ville irrite quelques participant·e·s (3/12) qui considèrent que la « zizanie politique » (Participant6_St-JR_ei) entraîne « les problèmes politiques dans le conseil municipal » (Participant2_St-JR_ei) et limite grandement la cohésion entre les idées des élu·e·s municipaux·ales. Concernant le manque d'ouverture de la ville, une participante mentionne que le monde culturel se restreint seulement aux artistes de la ville : « Me limiter juste aux activités de Saint-Jean, ce n'est pas assez ethnique pour moi, pas assez ouvert, c'est cloisonné. Ce sont les artistes de Saint-Jean, les petits écrivains de Saint-Jean, les petits artistes en arts visuels de Saint-Jean. [...] Ce n'est pas global ». (Participant3_St-JR_ei). Finalement, pour le tiers des participant·e·s (4/12), les services municipaux ne sont pas adaptés aux résident·e·s, toutes catégories d'âges confondues. La participante1_St-JR_ei énonce d'ailleurs que « c'est surtout ce qui touche le citoyen où il y a place à l'amélioration ». Pour ces participant·e·s, le réseau cyclable de la municipalité devrait être connecté afin de permettre aux usager·ère·s de pouvoir se rendre à différents endroits de la ville et les parcs pourraient également répondre un peu plus aux attentes des aîné·e·s.

Néanmoins, les personnes âgées interrogées, lors des entretiens individuels, ne sont pas seulement négatives par rapport à leur ville. Ils et elles abordent également plusieurs aspects positifs de leur municipalité. Alors qu'ils et elles partagent les idées relatives à la position géographique et au bien-être vécu dans la ville, les femmes sont les seules à parler de la convivialité et les hommes de la multitude de services disponibles pour la pratique d'activités de leur municipalité.

Effectivement, du côté des hommes, les participants abordent l'accessibilité des services. Le participant6_St-JR_ei exprime qu'« il y a des parcs, il y a des écoles, il y a toutes sortes de services à proximité », alors que le participant2_St-JR_ei énonce la disponibilité des services pour la pratique d'activités : « Il y a beaucoup de parcs, il y a beaucoup d'organisation, surtout l'été. Il y a

le festival de Montgolfières, c'est quand même intéressant ! » Ensuite, de leur côté, les femmes expriment la convivialité de leur secteur de la ville. Par exemple, à Iberville « tout le monde se connaît, c'est plus amical » (Participant4_St-JR_ei) et à l'Acadie, c'est surtout l'ambiance qui est appréciée : « l'esprit de communauté et de village » (Participant10_St-JR_ei) et le fait que « les gens soient moins pressés que dans les grandes villes » (Participant9_St-JR_ei). À la différence des propos tenus lors des groupes de discussion, ces femmes mentionnent la convivialité d'un secteur et non de l'ensemble de la municipalité. Puis, la totalité des participant·e·s, hommes et femmes, aime la proximité géographique avec la ville de Montréal. La municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu est « tout près de Montréal et des autres centres, [...] la ville est proche de la 35 et proche des commodités » (Participant3_St-JR_ei). Ce même constat avait été énoncé lors des groupes de discussion. Il semble donc que les participant·e·s apprécient vivre dans une municipalité située à l'extérieur de la métropole, mais assez près de celle-ci afin de s'y rendre lorsque voulu. Aussi, puisque la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu est autant urbaine que rurale, la proximité avec la nature (Participant7_St-JR_ei) et avec « la belle rivière » (Participant5_St-JR_ei) Richelieu est appréciée. Comme l'exprime le participant2_St-JR_ei, « la situation géographique est parfaite ». Les participant·e·s ont aussi souvent exprimé se sentir bien dans la municipalité : « La qualité de vie ! Je me sens bien ici. » (Participant6_St-JR_ei) Curieusement, les participant·e·s disent aimer la qualité de vie de Saint-Jean-sur-Richelieu, mais lorsque nous nous attardons aux critiques qu'ils et elles formulent, soit la sécurité et le caractère impersonnel de la ville, il s'agit aussi d'éléments touchant leur qualité de vie.

Bref, la majorité des participant·e·s, des groupes de discussion comme des entretiens individuels, mentionnent sans ambiguïté qu'ils et elles aiment vivre à Saint-Jean-sur-Richelieu. Leur fort enracinement est susceptible d'expliquer en partie cette appréciation de la municipalité. Leur sentiment d'appartenance envers la municipalité est cependant nuancé : certain·e·s expriment plutôt un attachement plus spécifique à un secteur précis – revendiquant la réorganisation municipale des années 2000 – du caractère impersonnel de la ville ou encore du manque d'adaptation des services envers les attentes de la population. Ce dernier point sera traité dans la prochaine section, à travers les services municipaux des transports collectifs, des bibliothèques et des parcs municipaux.

4.1.2. Des services connus, mais peu utilisés

Une deuxième composante permettant de mieux comprendre l'expérience qu'ont les aîné·e·s au sein de leur municipalité, est d'identifier leur utilisation des services que celle-ci propose. La qualité de vie des citoyen·ne·s peut dépendre des services mis à leur disposition, comme le mentionnent Rochman et Tremblay :

De leur côté, les municipalités et MRC doivent continuer de garantir la qualité du milieu de vie de leurs citoyens ainsi qu'une gamme de plus en plus diversifiée de services qu'il est nécessaire d'adapter aux besoins de leur citoyens [sic], y compris de ceux ayant des besoins spécifiques tels les familles et les aînés. (2010, 306)

Le programme MADA s'est d'ailleurs donné l'objectif d'améliorer la qualité de vie des citoyen·ne·s aîné·e·s, en aidant les municipalités à mieux répondre aux besoins de leurs citoyen·ne·s, et ce, à travers différents services tels que le transport en commun, les loisirs et la culture. Nous avons considéré les transports urbains, les bibliothèques et les parcs comme des services municipaux permettant l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées, puisque le programme MADA en fait la promotion.

4.1.2.1. *La voiture symbole d'autonomie*

Le plan d'action et la politique MADA de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu présentent plusieurs mesures concernant le transport collectif pour les aîné·e·s. Il s'agit autant de mesures pour « initier les aîné·e·s aux services de transport collectif » que pour « faciliter le transport des aînés vers leurs sites d'activités » (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2019). La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu offre ainsi un service d'autobus ainsi qu'un système de taxi-bus, dédiés aux zones moins bien desservies par le système d'autobus.

Nous avons demandé aux participant·e·s s'ils et si elles utilisent le service de transport collectif. Il en résulte qu'une seule participante en fait un usage fréquent. De son avis, le système d'autobus est fonctionnel et s'est beaucoup amélioré depuis les dernières années, afin de mieux desservir les résident·e·s qui n'habitent pas dans le centre-ville : « Ça va bien. [...] Depuis quatre-cinq ans, ils ont arrangé le système d'autobus, ça va beaucoup mieux. Moi je suis à Iberville, alors on n'avait

pas beaucoup d'autobus. [Maintenant], on a des autobus toutes les heures ou toutes les demi-heures. » (Participant12_St-JR_gr2) Lorsque nous nous sommes intéressée au service de taxi-bus de la ville, sept des 10 participant·e·s du groupe de discussion de l'Acadie ont affirmé avoir déjà entendu parler du service, mais qu'ils et elles « ne conna[issent] pas son fonctionnement. » (Participant5_St-JR_gr1) Afin de mieux présenter ce service aux résident·e·s, la participante10_St-JR_gr1, conseillère municipale, propose d'en parler au conseil de ville, mais ajoute également que la proportion de la population qui utilise le service collectif de la ville est faible : « Je vais demander à ce qu'il y ait un *mailing*, mais il ne faut pas se leurrer, c'est à peu près 6 à 7 % de la population du grand Saint-Jean qui utilise le transport en commun » (Participant10_St-JR_gr1). Et puis, comme l'énoncent sept des 18 participant·e·s de l'ensemble des groupes de discussion, ils et elles se considèrent « autonome[s] » (Participant5_St-JR_gr1) et « pas encore assez vieux » (Participant9_St-JR_gr1) pour avoir besoin du transport collectif. Néanmoins, ils et elles savent que ce service leur sera éventuellement utile : « Tu sais, à un moment donné, je vais en avoir besoin. Moi ça va très très bien là, mais moi je me débrouille. » (Participant16_St-JR_gr2) Puisque la majorité des participant·e·s utilisent leur voiture pour se déplacer dans la ville, nous les avons interrogé·e·s sur l'état du réseau routier. D'après trois participant·e·s, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a un bon réseau routier permettant un accès facile aux différents services : « On est très bien desservi, parce qu'il y a beaucoup de routes dans la municipalité. On est vraiment étoilé maintenant. » (Participant7_St-JR_gr1)

Pourtant, malgré l'utilisation facile de la voiture en ville, six des 18 participant·e·s des groupes de discussion expliquent que les aîné·e·s n'ont pas de privilège concernant le stationnement, comparativement à d'autres individus. Cela est relatif à l'attribution des vignettes de stationnement. Le participant2_St-JR_gr1 dénonce que les catégories d'individus pouvant se prévaloir d'une vignette augmentent, mais les personnes vieillissantes n'y ont toujours pas le droit : « Qu'est-ce qui m'énerve dans les places réservées, c'est que vous en avez maintenant pour les militaires [vétérans]. [...] Vous en avez pour les grandes familles qui ont un enfant. Mais les personnes âgées ? » (Participant2_St-JR_gr1). C'est aussi ce que reproche un autre participant. D'après lui, les termes utilisés, pour permettre l'accès à une case de stationnement ou à l'acquisition d'une vignette, ne sont pas les bons :

Quand j'ai parlé avec la ville, j'ai dit "Quoi ? Deux places de stationnement pour handicapé." Oui y'en a des handicapés. Ils ont dit "Monsieur, on ne dit pas ça handicapé, on dit à mobilité réduite". J'ai dit "Dans ce cas-là, je vais vous dire une affaire, j'en ai plein [des personnes] à mobilité réduite et ils n'ont pas de vignettes ! Donc, ne venez pas me dire que ce n'est pas pour handicapé !" [...] Utilisons les vrais termes. (Participant4_St-JR_gr1)

Les participant·e·s utilisent tout de même le service interurbain, offert par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, plus avantageux que la voiture, pour se rendre à Montréal : « Le service interurbain est excellent [entre] Saint-Jean - Montréal. Puis on arrive en plein cœur de la ville. On a accès à tout. » (Participant11_St-JR_gr2)

Finalement, huit participant·e·s, sur 18, ont évoqué l'utilisation de la marche et du vélo pour se déplacer : « Les jambes et le vélo ! » (Participant15_St-JR_gr2). Les participant·e·s, de Saint-Jean-sur-Richelieu, se déplacent principalement sur les pistes cyclables : « Moi j'en fais [du vélo] surtout sur le bord du canal, je n'en fais pas dans les rues » (Participant16_St-JR_gr2). Alors que la participante15_St-JR_gr2 mentionne que les pistes cyclables sont « magnifiques ! », la participante13_St-JR_gr2, qui habite dans le secteur Saint-Luc, exprime plutôt que l'asphaltage pourrait être entretenu afin d'assurer la sécurité des usager·ère·s : « Il y a des petits bouts, ce n'est pas... Il faut que tu fasses attention, mais en général, c'est bon. »

Comme c'était le cas pour nos groupes de discussion, les participant·e·s des entretiens individuels utilisent principalement leur voiture pour effectuer leurs déplacements dans la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et le transport collectif pour se rendre à l'extérieur de la ville. Une participante a mentionné faire la majorité de ses déplacements à pied, puisque ses services de proximité et ses activités se trouvent à distance de marche (Participant3_St-JR_ei). Une autre utilise principalement le transport collectif pour effectuer ses déplacements dans la ville (Participant4_St-JR_ei). C'est une habitude qu'elle avait prise jeune et qu'elle a continué à pratiquer. Pour tous et toutes les participant·e·s, l'entretien des routes et des trottoirs n'est pas problématique, sauf l'hiver : « Des fois l'hiver, il faut faire un peu plus attention, mais en général, ça va très bien. » (Participant8_St-JR_ei) De plus, le système routier semble être accommodant pour toute la population : « Ils ont fait des couloirs pour les piétons. Alors tu as une rue, tu as un couloir pour stationner et un trottoir pour les piétons. » (Participant2_St-JR_ei)

Concernant le service d'autobus, les aîné·e·s obtiennent un tarif réduit, mais peu des personnes rencontrées utilisent le transport collectif à l'intérieur de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. En fait, contrairement aux participant·e·s des groupes de discussion, ceux et celles des entretiens individuels connaissent le service, mais ne s'en servent pas : « ça ne m'est jamais arrivé de le prendre. Je sais qu'il est là, qu'il existe, je vois des gens qui viennent le prendre. » (Participant12_St-JR_ei) Pour d'autres (3/12), c'est plutôt un manque d'accessibilité du service. Même si la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a établi un service de taxi-bus, pour les résident·e·s les plus éloigné·e·s du centre-ville, certain·e·s habitant·e·s sont encore trop isolé·e·s pour l'utiliser : « mais si moi je voulais le prendre, il faudrait d'abord que je me rende au bout du Chemin des Patriotes. Donc, ça veut dire un kilomètre et demi à deux kilomètres [à pied]. » Par contre, lorsqu'il est question d'aller à l'extérieur de la ville, les participant·e·s se servent du transport collectif : « Dans la ville, je ne prends pas de transports urbains, très peu. Je prends plus mon auto. Mais pour me rendre à Montréal, je prends le transport en commun. » (Participant6_St-JR_ei) Comme l'exprime bien ce participant, les aîné·e·s interrogé·e·s n'utilisent pas le service d'autobus urbain simplement parce qu'ils et elles peuvent utiliser leur voiture ou parce qu'ils et elles peuvent se déplacer à pied. Le fait de devoir dépendre d'un horaire semble aussi être une contrainte à l'utilisation de ce service : « Je ne me suis jamais donné cette peine-là, de m'astreindre à un horaire » (Participant6_St-JR_ei). En plus de ce manque de motivation à vouloir essayer ce service, les participant·e·s « ne sent[ent] pas le besoin de l'utiliser » (Participant12_St-JR_ei). Enfin, les participant·e·s n'utilisent pas ce service, parce qu'ils et elles considèrent l'utilisation du transport collectif comme une perte de leur autonomie. À notre question *Qu'est-ce qui vous inciterait à utiliser davantage le transport collectif ?*, les participant·e·s nous ont répondu ceci :

Si je perdais mon permis. Je n'aurais pas le choix [de l'utiliser]. (Participant2_St-JR_ei)

Quand je n'aurais plus de voiture. (Participant3_St-JR_ei)

On ne me mettra pas [comme] un passager...ça ne se prête pas pour moi. (Participant7_St-JR_ei)

Par contre, comme pour les groupes de discussion, les participant·e·s des entretiens individuels sont conscient·e·s, qu'un jour, ils et elles feront l'usage du transport collectif, pour une raison ou pour une autre : « l'idée est là, c'est sûr que je me servirai du transport en commun. » (Participant3_St-JR_ei).

La promotion du vieillissement actif par le programme MADA encourage également la mobilité active des aîné·e·s. Nous avons demandé aux participant·e·s, de nos entretiens individuels, s'ils et si elles pratiquaient la marche, le vélo ou tout autre moyen de déplacement. Plus tôt, une participante nous avait mentionné qu'elle marchait pour se rendre à ses activités et à des services de proximité. Elle nous a précisé où elle se rendait : « À pied, je suis déjà allée jusqu'à la bibliothèque, je peux aller au dépanneur au village à pied, quand je suis bien décidée ! » (Participante10_St-JR_ei) Autrement, les participant·e·s n'utilisent pas la marche ou le vélo comme moyen de locomotion. En fait, c'est davantage une activité qu'un moyen de locomotion, comme l'explique la participante9_St-JR_ei : « Je fais du vélo après mon petit-fils (*rires*) ! » Deux raisons expliquent pourquoi les autres participant·e·s ne sont pas adeptes de la mobilité active. Premièrement, il y a l'aspect sécuritaire où deux participant·e·s, sur douze, préfèrent ne pas partager la route avec les conducteurs·rice·s : « Je crains de venir à Saint-Jean en vélo. On se fait couper, puis [on] se fait frôler les jambes » (Participante4_St-JR_ei). Deuxièmement, les problèmes de mobilité et les douleurs aux articulations nuisent aussi à l'utilisation du vélo et de la marche comme moyen de déplacement chez quelques participant·e·s (3/12) : « De la marche ? Je vais en faire un peu, mais encore là j'ai de la misère. J'ai un problème au genou puis à la hanche. [...] Quand j'ai de la chance, je pars à pied, je vais au coin de la rue, chercher mon courrier » (Participant12_St-JR_ei).

Bref, les services de transport collectif sont peu utilisés par les aîné·e·s pour leurs déplacements à l'intérieur de leur municipalité. Les participant·e·s considèrent être en pleine possession de leur autonomie, ne pas être assez vieux et vieilles pour en faire l'utilisation et préfèrent prendre leur propre véhicule ; la voiture ou le vélo et la marche, lorsque cela est possible. Néanmoins, en ce qui concerne les services interurbains, les aîné·e·s, ayant participé à nos groupes de discussion et à nos entretiens individuels, s'en servent pour se rendre à l'extérieur de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.

4.1.2.2. *Une utilisation genrée des bibliothèques municipales*

Le deuxième service qui nous intéresse est celui de la bibliothèque municipale. Le plan d'action du programme MADA de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, mentionne souvent le *service des loisirs et des bibliothèques* comme responsable de plusieurs projets. Il y a, entre autres, les projets

favorisant « la pratique d'activités par les aînés sur l'ensemble du territoire » ou « bonifi[ant] les activités, les programmes et les événements à l'intention des aînés » (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2017b). Pour mettre en œuvre ses divers projets, la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu dispose de trois bibliothèques, une dans le secteur Saint-Luc, une dans le secteur Saint-Jean et une autre dans le secteur de l'Acadie. En plus de la location de livres, elles offrent de nombreux services, dont le réseau Internet, des formations et des ateliers, mais aussi des activités culturelles.

Il est indéniable que les participant·e·s aiment tous et toutes leurs bibliothèques municipales. En effet, lorsque nous avons posé la question *Aimez-vous votre bibliothèque ?*, toutes les réponses étaient positives :

Oh la bibliothèque est parfaite ! (Participante1_St-JR_gr1)

Moi je vais à l'Acadie, puis c'est une super belle bibliothèque. (Participante15_St-JR_gr2)

Nonobstant l'appréciation de l'établissement, les hommes de notre échantillon ne se rendent pas ou ne prennent pas le temps de se rendre à leurs bibliothèques :

Mon épouse elle y va trois fois par semaine. (Participant4_St-JR_gr1)

Moi euh, je n'ai jamais eu le temps (*rires*) (Participant3_St-JR_gr1)

En comparaison, les femmes se rendent beaucoup plus à la bibliothèque. Pour certaines participantes (2/9), la visite à la bibliothèque dépend seulement de leur emploi du temps : « C'est le manque de temps ! » (Participante1_St-JR_gr1) Autrement, elles profitent de la présence de leurs petits-enfants pour les amener à la bibliothèque : « Moi j'y allais beaucoup avec mes petits-enfants » (Participante8_St-JR_gr1).

L'appréciation et l'utilisation des bibliothèques s'expliquent par les nombreux services qu'elles rendent disponibles. En effet, les trois bibliothèques de Saint-Jean-sur-Richelieu offrent l'accès à Internet, des cours, « des ateliers [et] des formations [informatiques] » (Participant18_St-JR_gr2). Elles fournissent aussi du matériel informatique tel que « la tablette » (Participante13_St-JR_gr2) pour suivre ces formations. Les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu énoncent que ces ateliers sont gratuits et accessibles à toute la population. Cependant, puisque ces formations sont offertes dans l'après-midi, la participante14_St-JR_gr2 explique qu'« il y a surtout des aînés. » En plus de ces formations, certaines bibliothèques font la promotion d'activités culturelles comme « le

théâtre dans le sous-sol [de la bibliothèque de l'Acadie] » (Participant1_St-JR_gr1). Enfin, les bibliothèques de Saint-Jean-sur-Richelieu offrent un service de prêt entre les trois établissements de la ville : « Les trois bibliothèques sont regroupées donc tu peux commander un livre à Saint-Luc, puis venir le chercher ici [à la bibliothèque de l'Acadie]. » (Participant9_St-JR_gr1) Ce service permet aux usager·ère·s de se rendre à la bibliothèque la plus proche de chez eux et elles, sans avoir à parcourir toute la municipalité.

Néanmoins, pour deux des dix-huit participant·e·s, il ne faut pas omettre les lacunes des services. Pour la participante16_St-JR_gr2, la bibliothèque Adélar-Berger, devrait prolonger ses heures d'ouverture. Puisque les horaires ne sont pas similaires d'une journée à l'autre de la semaine, il devient difficile de trouver le bon moment pour s'y rendre : « tu te rends souvent sur une porte barrée. Tu sais, des fois ça ouvre le matin, ça ouvre l'après-midi. [...] Je veux dire, c'est rare que tu aies une journée complète ». ¹² Les activités des usager·ère·s se prévoient donc en fonction de l'horaire de la bibliothèque. De son côté, un résident du secteur Iberville déplore qu'il n'y ait pas de bibliothèque ni de station de dépôt dans son secteur : « La seule affaire qui manque, c'est à Iberville. À Iberville il n'y a pas [de bibliothèque]. Il n'y a pas de dépôt. » (Participant2_St-JR_gr1)

Tout comme nous l'avions remarqué dans les propos des groupes de discussion, les participants masculins, ayant participé aux entretiens individuels, n'utilisent pas les bibliothèques de la ville :

Je ne m'en suis pas servi encore. (Participant6_St-JR_ei)

Moi c'est ma femme qui y va. (Participant8_St-JR_ei)

Non, je ne suis pas bibliothèque, c'est bizarre hein, je ne lis pas beaucoup. (Participant11_St-JR_ei)

Pour les hommes, les bibliothèques ne répondent pas à leurs besoins. En fait, deux hommes, sur neuf, ont affirmé que la lecture n'était pas une de leurs occupations. Le participant12_St-JR_ei explique qu'il n'est « pas fan de lecture », mais qu'il préfère les casse-têtes et passer du temps sur son ordinateur. Il jumelle parfois même ses deux occupations : « sur l'ordinateur je fais des casse-têtes » (Participant12_St-JR_ei). Un autre participant explique qu'il gagne du temps en écoutant

¹² En effet, d'après le site Internet de la ville, la bibliothèque Adélar-Berger est fermée le dimanche et le lundi, est ouverte de 13h00 à 20h00 le mardi et le jeudi et est ouverte de 10h00 à 17h00 les mercredis, vendredis et samedis (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2021b).

des reportages plutôt qu'en lisant des livres : « En une heure, un bon reportage, ça peut être sur la littérature, pour moi c'est comme lire un livre qui va te prendre cinq heures. On gagne du temps ! » (Participant11_St-JR_ei) Et puis, pour d'autres, il y a aussi la perte d'intérêt dans la lecture après avoir lu pendant des années : « Je ne lis plus ! [...] j'ai lu, j'ai lu, j'ai lu et on dirait qu'à un moment donné j'étais écœuré. » (Participant2_St-JR_ei)

Les femmes, lors des entretiens individuels, disent qu'elles fréquentent les différentes bibliothèques de Saint-Jean-sur-Richelieu, même après plusieurs années d'utilisation : « J'ai été à la bibliothèque et je continue à m'y rendre ! » (Participant10_St-JR_ei) À part une participante qui « fréquente les trois » bibliothèques de la ville (Participant1_St-JR_ei), la majorité des participantes fréquentent la bibliothèque qui est la plus proche de leur lieu de résidence : « Celle d'Adélarde-Berger à Saint-Jean. [...] Elle est à distance de marche » (Participant5_St-JR_ei). La fréquence d'utilisation des bibliothèques diffère par contre d'une femme à l'autre. Certaines (3/9) ne « passe[nt pas] une semaine sans y aller » (Participant10_St-JR_ei), ou encore s'y rendent « trois à quatre fois par semaine » (Participant4_St-JR_ei). D'autres (6/9) vont à la bibliothèque « une fois aux deux semaines » (Participant5_St-JR_ei), et ce, en fonction des activités qui sont offertes ou pour l'utilisation d'un service, comme l'accès à Internet afin de vérifier l'arrivée d'éventuels nouveaux courriels.

Lors de la première et de la deuxième vague de la pandémie, nous avons effectué deux entretiens avec des femmes. Au moment de ces entretiens, l'accès aux bibliothèques était interdit ou restreint. Pour les deux femmes, l'accès à la bibliothèque était un manque. Cependant, l'une d'entre elles a changé ses habitudes et achetait ses livres dans les librairies.

Pour la majorité des participantes (5/9), la principale activité effectuée à la bibliothèque est la location de livres. Par contre, certaines femmes (2/9) s'y rendent également pour y effectuer de la lecture sur place (Participant1_St-JR_ei) ou pour feuilleter des documents provenant de la grande bibliothèque de Montréal (Participant10_St-JR_ei). Puisque la bibliothèque offre également « des rencontres gratuites le dimanche, des conférences d'auteurs, de la musique [et] des musiciens » (Participant4_St-JR-EI), plusieurs participantes (4/9) profitent de ces activités.

Ainsi, à Saint-Jean-sur-Richelieu, ce sont principalement les femmes qui fréquentent les bibliothèques de la ville. De leur côté, les hommes connaissent et apprécient ces établissements, cependant la lecture ne représente pas un de leurs loisirs.

4.1.2.3. *Une vision dichotomique des parcs municipaux*

Enfin, le dernier service municipal abordé avec les participant·e·s a été celui des parcs. Dans le plan d'action MADA de la ville, aucun besoin n'a été identifié concernant les parcs. Puisqu'il y a un nombre conséquent de parcs¹³ dans la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu, nous avons demandé aux participant·e·s ce qu'ils et elles pensent de leurs parcs. Parmi les participant·e·s des deux groupes de discussion, ceux et celles du groupe de discussion ayant eu lieu à l'Acadie, mentionnent ne pas fréquenter les parcs de leur secteur : « On ne s'en sert pas. » (Participant4_St-JR_gr1)

Certain·e·s des participant·e·s (3/8, gr2) qui fréquentent les parcs municipaux, le font de manière occasionnelle ou en fonction de leurs activités. Pour d'autres encore, ils et elles fréquentent les parcs pour y pratiquer leurs activités sportives tout au long de l'année. Les parcs sont aussi fréquentés pour profiter de la nature, grâce à l'aménagement d'« une patinoire à travers les arbres » (Participante16_St-JR_gr2). Enfin, si les participant·e·s fréquentent les parcs, c'est parce qu'ils « sont bien aménagés [et] ils sont sécuritaires. » (Participante14_St-JR_gr2)

Même si les participant·e·s du deuxième groupe de discussion s'accordent à dire que les parcs sont bien aménagés, ceux et celles de l'Acadie affirment le contraire. Pour ces dernier·ère·s (7/10), l'aménagement des parcs situés dans leur secteur est défaillant. Un participant exprime que l'administration de la ville n'offre que des activités pour les jeunes, mais aucune pour les aîné·e·s : « L'an prochain ils vont installer [...] des jeux d'eau. Pour les jeunes encore ! Mais je ne vois pas grand-maman s'en aller en dessous d'un jeu d'eau. [...] Qu'est-ce qu'il y a pour les vieux ? » (Participant4_St-JR_gr1) Une autre participante mentionne que les parcs manquent de mobilier permettant aux aîné·e·s de se reposer : « Mais s'il y [avait] peut-être des toilettes. Peut-être un gazebo, une gloriette quelque chose [où l']on pourrait s'abriter. Puis avoir des chaises. » (Participante1_St-JR_gr1) Les parcs pourraient également contenir des exercices, comme le mentionne un autre participant, en se souvenant des parcs qu'il avait visités en Chine : « Il y avait un petit banc ou deux, il y avait des patentes pour faire un peu de musculation, une petite barre que tu grimpes dessus. Moi, je pense que s'ils [faisaient] ça ici, ça risquerait [de] fonctionner[r]. » (Participant6_St-JR_gr1) Ces derniers éléments portent à croire que la ville de Saint-Jean-sur-

¹³ La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu compte 146 parcs ou espaces verts (Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2022).

Richelieu pourrait investir dans l'aménagement des parcs de ce secteur, afin de répondre davantage aux attentes des personnes âgées.

Lors des entretiens individuels, les hommes affirment ne « pas beaucoup » (Participant2_St-JR_ei et Participant6_St-JR_ei) se rendre dans les parcs de la ville, voire « ne pas visit[er] les parcs [sauf] lorsqu'il y a des activités » (Participant8_St-JR_ei). Pour ce qui est des femmes, seulement une des participantes mentionne ne pas se rendre dans les parcs. La majorité des participant·e·s (6/12) énoncent que s'il y avait plus d'activités, l'intérêt à s'y rendre serait plus grand : « S'il y avait des concerts, s'il y avait des activités de plein air » (Participant10_St-JR_ei). Pour d'autres, c'est plutôt le manque d'activités orientées vers les aîné·e·s. Comme un participant l'avait mentionné lors d'un groupe de discussion, les parcs semblent principalement conçus pour les jeunes, sans être « orientés vers les besoins [des aîné·e·s] » (Participant7_St-JR_ei). Une dernière raison qui explique pourquoi les participant·e·s ne se rendent pas dans les parcs de leur ville est due à la grandeur de leur terrain résidentiel : « J'en ai un, j'ai mon parc particulier ! » (Participant11_St-JR_ei)

Certaines femmes (3/6) qui fréquentent les parcs y vont seules, alors que d'autres sont accompagnées par leurs enfants et leurs petits-enfants (Participant1_St-JR_ei). Qu'elles soient seules ou accompagnées, leur utilisation des parcs est similaire sur deux aspects : le sport et le repos. Elles y pratiquent la marche et l'observation dans le parc naturel des Parulines (Participant1_St-JR_ei) ou encore utilisent les patinoires présentes dans différents parcs de la ville, dont le parc Beauregard (Participant3_St-JR_ei). Quelques participantes fréquentent les parcs comme une halte de repos : « Je me repose, je mange une pomme » (Participant4_St-JR_ei). Les parcs sont aussi utilisés comme un lieu de détente où les participantes y vont « beaucoup pour la lecture » (Participant9_St-JR_ei). Toutes les participantes ont mentionné que les parcs sont « suffisamment aménagés » (Participant4_St-JR_ei et Participant5_St-JR_ei) pour répondre à leurs besoins et offrent un sentiment de sécurité. Seulement une participante a mentionné que l'accès à un parc, en hiver, était dangereux : « c'était tout raboteux, je me disais que c'était une affaire pour que je me casse quelque chose » (Participant3_St-JR_ei). Depuis, cette participante a trouvé un nouveau parc dont l'accès est plus sécuritaire en hiver.

Avant la pandémie, les participantes se rendaient régulièrement dans les différents parcs de la ville, environ « deux fois par semaine à peu près » (Participant4_St-JR_ei). Parmi les deux participantes

avec qui nous nous sommes entretenue pendant la pandémie, l'une d'entre elles mentionne maintenant se rendre tous les jours au parc de son quartier, alors qu'elle s'y rendait « deux fois [par] semaine » avant la situation sanitaire (Participant5_St-JR_ei). La deuxième participante n'a pas modifié sa fréquentation des parcs.

Les propos des groupes de discussion et des entretiens individuels permettent d'énoncer que les participant·e·s du secteur de l'Acadie sont les plus critiques concernant leurs parcs et sont ceux et celles qui les fréquentent le moins. Une dichotomie est d'ailleurs notable entre les participant·e·s du secteur de l'Acadie et les autres participant·e·s. Ceux et celles vivant dans les autres secteurs de la ville considèrent que les parcs sont bien aménagés pour leurs besoins, alors que ceux et celles de l'Acadie pensent que les parcs sont principalement conçus pour les plus jeunes.

Ainsi, les services municipaux sont plus ou moins utilisés par les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les participant·e·s n'utilisent pas le service de transport collectif qui est mis à leur disposition pour se déplacer dans la ville. En fait, ils et elles préfèrent utiliser leur voiture qui semble refléter leur autonomie. Également, il y a une distinction dans l'utilisation des bibliothèques entre les hommes et les femmes. Les hommes n'utilisent pas les bibliothèques de la ville, mais connaissent les services offerts, alors que les femmes fréquentent souvent ces établissements, autant pour la location de livres que pour avoir accès à des ateliers de formation ou écouter des conférences. Finalement, l'utilisation des parcs n'est pas similaire chez les participant·e·s. Ceux et celles de l'Acadie ne s'y rendent pas, puisqu'ils et elles considèrent que les parcs sont principalement destinés aux plus jeunes, alors que les autres participant·e·s utilisent les parcs municipaux comme un lieu de repos ou d'activités sportives. Par ailleurs, les activités pratiquées dans la quotidienneté des aîné·e·s ont été abordées avec les participant·e·s afin de mieux comprendre leur expérience de la ville.

4.1.3. La pratique d'activités au quotidien

L'intervention du programme MADA dans différentes sphères municipales, comme le transport collectif, les bibliothèques ou encore les espaces extérieurs, tels que les parcs, et les loisirs, offre la possibilité d'améliorer les attentes des personnes âgées et d'améliorer leurs activités quotidiennes. Dans son étude portant sur les femmes âgées, Marchand (2016; 2018) mentionne que

la pratique quotidienne et la nature des activités réalisées permettraient de construire leur citoyenneté. Nous avons donc demandé aux participant·e·s de nous dire les activités qu'ils et elles pratiquent et nous avons cherché à comprendre le sens attribué à ces activités.

Dans les groupes de discussion, nous avons abordé trois catégories d'activités avec les participant·e·s, soit les activités pratiquées dans la quotidienneté des aîné·e·s, les activités annuelles récurrentes, mises en place par la municipalité, et les activités spécifiquement dédiées aux aîné·e·s. Dans nos entretiens individuels, nous nous sommes seulement intéressée aux activités pratiquées dans leur quotidienneté afin de mieux connaître leur motivation à y participer.

Nous considérons les activités de la quotidienneté non comme les activités qui peuvent se pratiquer jour après jour, telles que faire des achats en pharmacie, aller à l'épicerie ou encore faire l'entretien ménager de son domicile, mais plutôt comme les activités sociales et culturelles, les activités sportives ainsi que les activités éducatives, qui peuvent être entreprises tous les jours.

4.1.3.1. De la culture, de la culture et encore plus de culture

Dans les groupes de discussion, les participant·e·s interrogé·e·s ont nommé en grand nombre les activités culturelles et sociales qu'ils et elles pratiquent. Les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu participent aux activités artistiques (Participant16_St-JR_gr2) et se rendent au cinéma (Participant9_St-JR_gr1). La municipalité organise aussi les « journées de la culture » (Participant11_St-JR_gr2) ainsi que « des grandes soirées » (Participant7_St-JR_gr1) permettant aux gens de danser, de discuter et de rencontrer de nouvelles personnes. Ces activités semblent abondantes : « Dieu sait s'il y en a... je pense que de ce côté-là, on est très bien servis ! » (Participant11_St-JR_gr2), et ce, grâce au « département de la culture » (Participant11_St-JR_gr2) de la municipalité.

Les participant·e·s connaissent les programmes sportifs établis par la ville, tels que les plages horaires de la piscine municipale, réservées pour les personnes âgées, (Participant16_St-JR_gr2) ou encore « les programmes ciblés de conditionnement physique, [...] les clubs de marche, les clubs de ville » (Participant11_St-JR_gr2). Qu'il s'agisse d'activités intérieures ou extérieures, les participant·e·s connaissent les possibilités d'activités sportives à Saint-Jean-sur-Richelieu. Pourtant, une seule participante dit participer au club de marche, trois participant·e·s sur 18

mentionnent jouer quelques fois à la pétanque, mais pour les autres participant·e·s ce sont surtout les activités socioculturelles qui les intéressent.

Enfin, même si aucun·e participant·e ne s'était inscrit·e à un cours de l'Université de troisième âge au moment où se déroulaient nos groupes de discussion, plusieurs en ont déjà profité : « Il y a l'Université de Sherbrooke aussi, qui a un programme d'Université du troisième âge. » (Participant11_St-JR_gr2)

Pour approfondir ces témoignages obtenus par les groupes de discussion, nous avons demandé aux participant·e·s des entretiens individuels quelles activités ils et elles pratiquent et quelles sont les motivations qui les poussent à les pratiquer. Ainsi, les participant·e·s des entretiens individuels, mentionnent qu'ils et elles participent à des activités culturelles « organisées par la FADOQ [Fédération de l'âge d'or du Québec] » (Participant7_St-JR_ei), aux événements « Les belles soirées et les conférences » (Participant6_St-JR_ei), à des spectacles, des concerts, dont la diffusion du *Metropolitan Opera*, et vont également au cinéma (Participant10_St-JR_ei et Participant5_St-JR_ei). D'autres participent à des expositions, des symposiums (Participant12_St-JR_ei et Participant3_St-JR_ei) et aux fêtes patrimoniales (Participant1_St-JR_ei). Les fêtes patrimoniales de l'Acadie ont d'ailleurs été fondées par le participant11_St-JR_ei. Pour lui, lorsque la fusion a eu lieu, les résident·e·s s de l'Acadie ont pris conscience de l'importance du caractère historique de leur secteur. Ce participant a choisi de former le comité des fêtes patrimoniales afin de mettre en valeur les aspects historiques de l'Acadie (Participant11_St-JR_ei). Aussi, une seule participante a mentionné se rendre à la maison des aînés qui offre diverses activités ; allant des jeux de cartes à des cours de Tai-Chi (Participant9_St-JR_ei). Finalement, le participant8_St-JR_ei préfère les activités soulignant un événement ou permettant un rassemblement social : « [Réunion] des anciens de l'école de l'agriculture, s'il y a un 50^e quelque part ou si l'on souligne une fin de travail, quand ils prennent [leur] retraite, là j'y vais » (Participant8_St-JR_ei).

Quant à la fréquence de leur participation, cela varie beaucoup. Pour certain·e·s, c'est ponctuel (Participant3_St-JR_ei), entre deux à trois fois par année (Participant12_St-JR_ei) ou « trois à quatre fois dans l'année » (Participant8_St-JR_ei), alors que pour d'autres c'est beaucoup plus récurrent, variant d'une fois aux deux semaines (Participant5_St-JR_ei) à « une fois ou deux par semaine » (Participant9_St-JR_ei). Un seul participant à une fréquence plus spécifique pour

chacune de ses activités : « 10-15 concerts par année, 10 activités culturelles par année, à la SPEC [salles de spectacles à Saint-Jean-sur-Richelieu], plus les opéras qui sont une dizaine [par année], plus les fêtes patrimoniales. » (Participant11_St-JR_ei) Cependant, depuis mars 2020, l'ensemble de ces activités sociales et culturelles n'ont plus lieu et ont été difficiles à remplacer. D'ailleurs, pour la participante5_St-JR_ei, les spectacles offerts en ligne ne rendent pas justice aux spectacles en salle.

Par contre, ce ne sont pas tous et toutes les répondant·e·s qui participent à des activités socioculturelles, comme l'exprime presque fièrement la participante4_St-JR_ei : « Oh non, je n'en ai pas pantoute ! » Dans son cas, c'est parce qu'elle ne conduit plus la nuit, alors elle a mis fin à ses activités. Pour d'autres, les activités organisées pour les aîné·e·s ne correspondent pas à leurs attentes. En fait, ils et elles n'ont pas le sentiment d'être « arrivé à l'âge » (Participant12_St-JR_ei) d'aller jouer aux cartes. Enfin, le participant2_St-JR_ei se « limite à [son] bénévolat » qu'il considère comme un remplacement à ses activités pratiquées lorsqu'il était plus jeune.

En plus des activités culturelles, les activités sportives sont pratiquées par quelques répondant·e·s, ayant participé aux entretiens individuels. La participante3_St-JR_ei explique qu'elle a rejoint un groupe de loisirs, « Les Flyers », avec qui elle peut jouer à la pétanque. D'autres utilisent les programmes sportifs mis en place par la ville tels que les cours de danse sociale, de danse en ligne ou encore les cours offerts à la piscine municipale. Pour ne pas participer seul, le participant_2_St-JR_ei s'est inscrit avec sa conjointe, à hauteur de trois fois par semaine, à des activités sportives. D'ailleurs, les conjoint·e·s, les enfants et la famille constituent, de manière générale, une part importante dans la participation aux activités sociales. En fait, les participant·e·s organisent ou partagent des activités sociales avec les membres de leur famille. Ces activités varient entre des voyages deux fois par année (Participant12_St-JR_ei), des dîners familiaux avec la famille élargie une fois tous les deux-trois mois (Participante5_St-JR_ei), des randonnées, de la cueillette de fruits (Participante9_St-JR_ei) ou encore des réunions improvisées (Participant8_St-JR_ei). Depuis la pandémie, les activités familiales se sont transformées en réunions par visioconférence ou par téléphone, mais la fréquence est encore la même : « Toujours une fois par mois » (Participante1_St-JR_ei). Finalement, un seul participant a mentionné suivre une série de huit cours offerts par l'Université du Troisième Âge (Participant6_St-JR_ei). Ce dernier ne l'avait pourtant pas énoncé lors des groupes de discussion.

La motivation principale à participer à toutes ces activités, qu'elles soient éducatives, familiales, sportives ou socioculturelles, est liée au fait que les participant·e·s aiment ça. Plus spécifiquement, quatre raisons expliquent leur motivation. D'abord, il y a l'envie de se « maintenir à jour » (Participante3_St-JR_ei). Comme l'exprime la participante10_St-JR_ei, ces activités apportent « des connaissances supplémentaires [et offrent] un sentiment de faire partie de la population qui est intéressée par les activités littéraires ou musicales ou de découvertes ». C'est donc l'envie de faire partie d'un groupe d'individus ayant les intérêts similaires qui motivent plusieurs des participant·e·s. Ensuite, c'est l'appréciation de la création et du talent : « C'est comment une personne, un groupe, des artistes arrivent à créer des choses et à les partager avec nous. Ça, ça me touche énormément et c'est, pour moi, un moteur pour aller apprécier ces spectacles-là. » (Participante5_St-JR_ei) Puis, les participant·e·s considèrent que ces activités diverses sont nécessaires à « la santé mentale [et] à la santé physique des personnes âgées » (Participante9_St-JR_ei) et qu'elles jouent ainsi le rôle d'une « source d'évasion » (Participant7_St-JR_ei). Enfin, les échanges et le contact avec les gens (Participant12_St-JR_ei) offrent la possibilité de se faire « beaucoup d'amis » (Participante1_St-JR_ei) pour d'autres participant·e·s.

Ainsi, les activités culturelles prennent une place importante dans la vie des participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les membres de la famille et les ami·e·s permettent aussi la réalisation d'activités sportives et sociales : sans eux et elles, les participant·e·s n'auraient peut-être pas participé autant à celles-ci. Pourtant, l'arrivée de la pandémie ne semble pas avoir bouleversé leurs activités. Il est vrai que les participant·e·s ne considéraient pas leurs activités sociales aussi intéressantes qu'en « présentiel », mais cela ne les a pas empêché·e·s de continuer leur routine, particulièrement concernant les activités familiales. La prochaine section, montre cependant que toutes les activités culturelles ne les rejoignent pas.

4.1.3.2. *Le Festival International de Montgolfières*

Chaque année, la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu organise le Festival International de Montgolfières. Pourtant, les participant·e·s n'assistent pas à ce festival : « Non. Surtout aux montgolfières » (Participante1_St-JR_gr1). Quatre raisons expliquent pourquoi ils et elles n'y participent pas. La première est la taille de l'organisation. Pour la participante15_St-JR_gr2, « les grandes foules » ne rendent pas l'activité agréable. La deuxième raison est le tarif de l'événement.

Le coût d'entrée est trop élevé pour le budget d'un·e aîné·e : « Il coûte cher. Le festival de Montgolfières, c'est dispendieux ! Les aînés, passer une journée là, c'est un bras, c'est 100 piasses pour une journée à deux. » (Participant18_St-JR_gr2) Ensuite, plusieurs énoncent que les personnes âgées ne sont pas le public cible de l'événement. Le Festival International de Montgolfières s'adresse beaucoup plus aux familles qu'aux aîné·e·s : « C'est plus familial aussi. Ce sont des parents avec leurs enfants. » (Participant13_St-JR_gr2) Enfin, la dernière explication, d'après les participant·e·s, est que les aîné·e·s se lassent de ce genre d'activité : « c'est juste que des fois on n'a pas le goût d'y aller, puis c'est tout. » (Participant14_St-JR_gr2)

Les participant·e·s ne semblent pas avoir de plaisir dans les activités comme celle du Festival International de Montgolfière. Puisqu'ils et elles considèrent ne pas être le public cible de cette activité, nous avons interrogé les participant·e·s, des groupes de discussion, sur les activités leur étant spécifiquement dédiées, afin de connaître leur point de vue sur la quantité des activités disponibles dans leur municipalité.

4.1.3.3. Des activités pour les aîné·e·s, des aîné·e·s qui n'en veulent pas !

Les répondant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu hésitent à dire si la participation des aîné·e·s est du ressort de la municipalité ou de celui des personnes âgées elles-mêmes. En effet, certain·e·s participant·e·s pensent que si une personne âgée souhaite participer à une activité, elle s'y rendra d'elle-même : « Si on veut vraiment y aller, c'est à nous de nous décider d'y aller. » (Participant14_St-JR_gr2) Cependant, pour d'autres le choix des activités ne répond pas aux attentes des personnes âgées. Ils et elles considèrent qu'il y a beaucoup plus d'activités sportives que culturelles à Saint-Jean-sur-Richelieu (Participant15_St-JR_gr2). Cela peut s'expliquer, non pas par le manque de moyen de la ville, mais plutôt par le fait que les personnes âgées ne s'« impliqu[ent] pas » assez « à travers des organismes comme la FADOQ [et] à travers des moyens que la ville met à [leur] disposition » (Participant4_St-JR_gr1). D'après ce participant, si les aîné·e·s étaient davantage encouragé·e·s à s'impliquer dans de telles associations, pour l'organisation d'activités, ils et elles auraient des activités qui répondraient à leurs attentes.

Bref, les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu apprécient les activités culturelles et sociales. Néanmoins, certain·e·s considèrent que la ville devrait mettre en place davantage d'activités

spécifiquement dédiées aux aîné·e·s afin de répondre à leurs besoins, alors que d'autres mentionnent que la motivation provient d'abord de la personne âgée elle-même.

La prochaine section abordera les représentations du vieillissement et particulièrement la manière dont les aîné·e·s les perçoivent. Ces représentations pourraient éventuellement avoir un impact avec la pratique des activités des aîné·e·s ainsi que sur leur implication à la vie politique de leur municipalité.

4.1.4. Représentations du vieillissement

Afin de répondre à notre troisième objectif de recherche (*identifier les potentiels liens entre les représentations du vieillissement et l'expérience vécue de la ville*), nous avons abordé la notion du vieillissement avec les participant·e·s. Les représentations du vieillissement ont été abordées en deux temps : d'abord la manière dont les participant·e·s perçoivent cette notion et ensuite, la façon dont ils et elles vieillissent dans leur municipalité.

4.1.4.1. Qu'est-ce que le vieillissement ?

Lorsque nous avons invité les participant·e·s à s'exprimer sur la notion du vieillissement, c'est-à-dire à donner leur définition de cette notion et de son importance dans leur quotidien, ces dernier·ère·s l'ont abordé de deux manières : comme une étape de la vie et comme une contrainte liée à leur santé.

Déjà, le mot vieillissement mène les participant·e·s à se rappeler leur parcours de vie et à réaliser où ils et elles en sont rendu·e·s. Pour certain·e·s, le vieillissement est la simple continuité de leur trajectoire. Après avoir passé l'enfance, l'adolescence et la vie de famille, ils et elles en sont maintenant à une nouvelle étape : « Ça signifie qu'on est vieux, point ! [Rires]. Moi là, ça ne me dérange pas du tout ! De toute façon, si on vieillit, c'est parce que c'est le seul moyen qu'on a de rester en vie. » (Participant1_St-JR_gr1) Ce point de vue est également partagé par d'autres qui considèrent qu'en plus d'être une simple étape, c'est un moment privilégié à vivre : « Je trouve que c'est une période privilégiée, aussi. Une espèce d'élagage d'un certain nombre de responsabilités, surtout professionnelles, pour se consacrer à des événements plus personnels. Ça arrive à point,

c'est à ce moment-là qu'on en a besoin. » (Participant15_St-JR_gr2) Pour certain·e·s, la notion est plus claire : « on prend notre retraite au moment où on tombe dans la classe des aîné·e·s » (Participant4_St-JR_gr1). De ce fait, pour tous et toutes les participant·e·s, il y a une relation entre le vieillissement et la période de la retraite. Ce qui est intéressant, c'est que deux des 18 participant·e·s ont indiqué, dans le questionnaire sociodémographique, être toujours à l'emploi. Ces deux participant·e·s semblaient pourtant en accord avec les propos exprimés.

Même s'il s'agit d'un moment privilégié, la retraite n'est pas synonyme de relâchement : « Tu as vécu toutes les étapes intensément. Une bonne enfance, une belle jeunesse, une belle vie de jeune adulte, puis ça continue » (Participant15_St-JR_gr2). Tout en poursuivant leurs activités, la retraite permet aux aîné·e·s de s'occuper d'eux-mêmes et d'elles-mêmes sans être pris par le temps. Cette étape de la vie, comparativement à la période liée à l'occupation d'un emploi, devient un moment opportun pour avoir la liberté des choix des activités à réaliser : « C'est l'occasion de prendre notre temps, d'aller à notre rythme. Et puis de faire ce qu'on a envie de faire. » (Participant14_St-JR_gr2) Cependant, pour un participant masculin, le vieillissement n'est pas un signe de liberté. Il considère que l'arrêt de son emploi, qui occupe une grande partie de son horaire, sera vécu comme une perte : « Moi vieillir, c'est un peu différent. C'est de modérer de travailler que je ne suis pas habitué. [...] C'est ça que je trouve le plus dur. [...] Il me manque de quoi. » (Participant3_St-JR_gr1).

À travers la discussion sur cette étape de leur vie, les participant·e·s ont aussi pris conscience d'un rapport au temps. En effet, un participant a réalisé qu'il avait toujours la possibilité d'apporter des modifications à la société : « Je pense qu'avec le temps, les choses changent, puis nous autres aussi. Avec le temps on s'est aperçus que les principes qu'on a eus n'étaient plus exactement bons, mais qu'ils ont changé pour le mieux. Je pense qu'on a encore de quoi à faire nous autres. » (Participant6_St-JR_gr1) Un autre participant réalise que le temps passe vite et qu'il n'a plus la capacité d'accomplir autant de tâches qu'auparavant : « Une journée est courte maintenant. [...] Je me demande encore comment je faisais pour m'occuper de mes enfants, de mon travail, le gazon, le vélo ? Je ne le sais pas. Mais maintenant, je le réalise. [...] Et de notre âge, on n'est pas capable de faire ça. » (Participant2_St-JR_gr1) En comparaison à ce propos, peu de participant·e·s nous ont parlé de leur perte de capacités sans faire une allusion à leur état de santé.

Conséquemment, la deuxième caractéristique qui définit le vieillissement, aux yeux des participant·e·s, est la santé. Si le vieillissement, dans son énoncé général, est une période de la vie qui est agréable, les participant·e·s considèrent qu'il a un impact sur leur vie quotidienne, principalement sur leur santé. Pour les participant·e·s, la santé est évoquée comme une diminution des facultés physiques, métaboliques et intellectuelles liée à leur vieillissement. La récupération est devenue un enjeu physique pour les participant·e·s. Il est maintenant plus long, pour les participant·e·s, de se remettre des efforts fournis lors de leurs activités physiques : « Et ce qu'on s'aperçoit aussi, c'est quand on y met des efforts, des fois ça prend beaucoup plus de temps récupérer nos forces physiques. » (Participant5_St-JR_gr1) Dans la même idée, la « fatigue [arrive] plus vite » (Participante10_St-JR_gr1), impactant également leur récupération physique. Les participant·e·s abordent la prise de médicaments : « ça prend quelques pilules, mais ça va bien » (Participant17_St-JR_gr2), mais également l'arrivée de certaines maladies, « telles que [le] cholestérol, [le] diabète, etc. » (Participante13_St-JR_gr2). Les enjeux métaboliques sont abordés comme une liste, par les participant·e·s, comme si ces dernier·ère·s étaient observateur·rice·s des maladies et qu'ils et elles n'étaient pas touché·e·s par ces maladies. Dans notre questionnaire sociodémographique, nous avons demandé aux répondant·e·s comment ils et elles percevaient leur état de santé. Les réponses démontrent que 50 % (9/18) des participant·e·s se considèrent être en bonne santé et que 50 % (9/18) disent être en excellente santé. Ces observations statistiques expliquent pourquoi les participant·e·s ont une certaine distance avec les maladies. De plus, plusieurs participant·e·s réalisent la chance qu'ils et elles ont d'être en bonne santé : « Je suis drôlement chanceuse d'avoir quand même une bonne santé. » (Participante8_St-JR_gr1) En fait, pour certain·e·s, la santé physique et la santé métabolique ne sont pas ce qui les inquiète le plus, c'est surtout la diminution de leurs aptitudes intellectuelles : « peur que [les] capacités intellectuelles diminuent » (Participant7_St-JR_gr1).

Ces propos entre la santé physique, métabolique et intellectuelle offrent une dichotomie dans la définition du vieillissement donnée par les participant·e·s. En fait, les participant·e·s font une différence entre le vieillissement ressenti par leur corps et celui ressenti par leur esprit. Les hommes énoncent cette dichotomie entre le vieillissement du corps et de l'esprit dans un seul et même propos :

Moi j'ai toujours dit qu'il y a deux parties dans le corps et le vieillissement en fait partie. De là et de là [montrant la zone de la tête], c'est toujours 20 ans. De là à là [désignant le reste du corps], c'est l'âge qu'on a. C'est vrai, parce que dans la tête on est toujours aussi jeune, toujours pleins de projets, mais le corps ne suit pas. Il ne veut pas suivre, parce que l'âge a fait son œuvre. C'est drôle à dire, mais c'est ça. (Participant2_St-JR_ei_gr1)

Tout à l'heure, quand j'écrivais mon âge, je me disais "Déjà rendu-là ?", mais je ne me sens pas là. On se sent encore une certaine capacité, pas comme à 20 ans naturellement, mais avec une certaine jeunesse. (Participant5_St-JR_ei_gr1)

Les femmes partagent bien l'idée de cette dichotomie, mais elles la vulgarisent beaucoup moins aisément : « Moi c'est que je veux vieillir, mais je ne veux pas devenir vieille. [Rires] Moi je suis en forme, mais je ne veux pas devenir vieille dans le sens, euh, arrêter de progresser. Je veux continuer de vivre jusqu'à ce que je meure. Être vivante, jusqu'à ce que je meure. » (Participant1_St-JR_gr1) L'énoncé « arrêter de progresser » pourrait, entre autres, signifier la peur de perdre ses capacités intellectuelles et faire référence au vieillissement de l'esprit, mis en comparaison avec le vieillissement corporel lorsqu'elle mentionne : « Moi je suis en forme ». Les femmes n'expriment pas aussi facilement que les hommes la distinction entre le vieillissement du corps et de l'esprit. Ainsi, pour les participant·e·s, le vieillissement se manifeste différemment entre le corps et l'esprit. Le corps ressent les effets du vieillissement, alors que l'esprit n'est pas atteint, même s'ils et si elles ont peur de perdre leur capacité intellectuelle. Pour tous et toutes les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu, l'esprit ne vieillit pas. La santé et cette période de vie sont donc deux catégories qui définissent les vieillissements pour les participant·e·s.

Les définitions offertes par les participant·e·s permettent d'obtenir une base du portrait du vieillissement à travers les yeux des personnes âgées. Dans une autre perspective, et pour compléter ce portrait, la perception des aîné·e·s sur l'image véhiculée sur le vieillissement a été abordée avec les participant·e·s. Un participant a mentionné que certains termes, utilisés fréquemment pour décrire le vieillissement, l'affectent. L'utilisation du terme vieillissement de la population, l'irrite : « Je suis tannée d'entendre ces mots-là, comme si les vieux couaient cher » (Participant11_St-JR_gr2). Sans l'avoir vulgarisé, le participant4_St-Jr_gr1, a souvent imiter les guillemets lorsqu'il disait le mot aîné·e ou encore, il levait les yeux au ciel lorsqu'il énonçait le terme les « personnes

âgées ». Ces termes sont pourtant fréquemment utilisés par toute la société et présents dans la littérature.

Pour les participant·e·s, l'idée que la société se fait du vieillissement ou des « vieux » et des « vieilles », n'est aucunement positive. Pour eux et elles, le vieillissement « est très mal projeté » (Participant4_St-JR_gr1) par la société. Ce propos est le reflet de certaines explications.

D'abord, certain·e·s participant·e·s mentionnent que la société pense qu'ils et elles sont « rendus inutiles » (Participante12_St-JR_gr2). Pourtant, pour les participant·e·s, cette considération n'est pas fondée. La société « évacue l'idée que les vieux contribuent auprès de [leurs] enfants, auprès de notre société, auprès de [leur] entourage » (Participant11_St-JR_gr2), mais également par leur temps « comme bénévoles, comme proches aidants » (Participant11_St-JR_gr2). Ils et elles font entièrement partie de l'économie de la société et ne sont pas un poids supplémentaire. Ensuite, pour plusieurs participant·e·s, la société confond les termes d'isolement et de solitude. Pour eux, la plus grande souffrance que peuvent vivre les personnes âgées, « c'est la solitude » (Participante1_St-JR_gr1) et non l'isolement. Ils et elles s'accordent à dire que l'isolement peut être volontaire, alors que la solitude ne l'est pas et reste un problème à régler et à prévenir (Participant4_St-JR_gr1). Et puis, il y a également le regard que les autres portent à leur égard. La participante9_St-JR_gr1 énonce que le vieillissement « est surtout dans l'œil des autres », un propos qui est confirmé par plusieurs.

Dans une autre optique, pour quelques participant·e·s, le vieillissement est reflété par une confrontation avec les plus jeunes. Le participant4_St-JR_gr1 explique que les idées entre lui et les plus jeunes sont « totalement différentes ». Cette confrontation pourrait s'expliquer par l'évolution de la société. Une participante a rappelé que lorsqu'elle était jeune elle habitait avec sa grand-mère, que cette dernière a participé à son éducation et « était la personne de référence » (Participante8_St-JR_gr1). Aujourd'hui, les grands-parents et leurs petits-enfants ne vivent pas dans la même maison. Par contre, depuis quelques années, il semble y avoir un changement dans la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, puisque celle-ci reçoit de plus en plus de demandes de permis de construction pour des maisons multi-générationnelles : « je peux vous dire qu'actuellement dans les demandes de permis, il y a une très grosse relance [pour] des maisons intergénérationnelles » (Participante10_St-JR_gr1). Dans la même idée, une participante se demande s'il serait possible de réunir les logements des personnes âgées autonomes avec les garderies : « Je trouve aussi

qu'aujourd'hui ils ont ghettoisé les garderies et les résidences de personnes âgées. [...] À l'intérieur d'une résidence de personnes âgées, s'il y avait une garderie en milieu familial, peut-être que les personnes âgées aimeraient ça aller les bercer » (Participant1_St-JR_gr1). Pour cette participante, le jumelage de ces deux établissements serait bénéfique pour tout le monde. Les plus jeunes apprendraient des expériences partagées par les personnes âgées et ces dernière·s seraient moins confronté·e·s à la solitude.

Lors des entretiens individuels, nous n'avons pas posé de question sur les représentations du vieillissement, considérant qu'il serait plus pertinent d'avoir une discussion de groupe sur ce sujet. Cependant, certain·e·s participant·e·s ont parfois laissé entendre leur impression sur la manière dont ils et elles ressentent le vieillissement dans leur quotidienneté. L'un des participant·e·s de nos entretiens individuels se questionne sur l'âge relatif au vieillissement : « À quel âge on devient vieux ? Hein ? Moi j'ai encore le cœur jeune, mais j'ai mon body qui ne suit pas. Donc, à quel âge on devient vieux ? » (Participant2_St-JR_ei) Et puis, comme dans les propos recueillis lors des groupes de discussion, d'autres participant·e·s, font le lien entre le vieillissement et leur santé, comme l'exprime le participant12_St-JR_ei : « en vieillissant, je m'aperçois que je perds de la mobilité un peu aussi », ou encore la participante1_St-JR_ei, lorsqu'elle explique qu'elle ne fait plus autant de vélo que lorsqu'elle était plus jeune : « Je n'en fais plus, parce que je n'ai plus assez d'équilibre, j'ai été opérée pour les yeux et depuis ce temps-là, j'ai moins d'équilibre ». Ainsi, sans même demander si le vieillissement a un impact sur leurs activités quotidiennes, les participant·e·s nous font part que l'affaiblissement de leur santé a des conséquences sur la pratique de leurs activités.

Bref, à Saint-Jean-sur-Richelieu, dans le cadre de notre échantillon, les définitions du vieillissement se caractérisent par la retraite, par des contraintes liées à leur santé, principalement physique, ainsi que par la perception des autres sur le vieillissement. Ces perceptions, plutôt positives, sont une base à notre compréhension des représentations du vieillissement par les aîné·e·s. Pour mieux les comprendre, nous avons voulu savoir comment les participant·e·s percevaient le fait de vieillir dans leur ville.

4.1.4.2. *Vieillir à Saint-Jean-sur-Richelieu*

Après l'obtention des définitions du vieillissement et de son image véhiculée, nous terminons cette section en présentant la façon dont les participant·e·s perçoivent la manière de vieillir dans leur municipalité. Cela permet de comprendre comment les municipalités s'adaptent au vieillissement de leur population.

Dans la capitale des montgolfières, les participant·e·s énoncent que les personnes âgées ne sont pas oubliées. La ville propose des activités qui sont autant dédiées aux jeunes qu'aux aîné·e·s. « Il y a eu beaucoup d'activités cet été au Trinity Church. Il y a eu des concerts, il y avait des activités pour les jeunes, pour les personnes plus âgées. [...] Il y a eu beaucoup d'activités pour les personnes âgées. » (Participant10_St-JR_gr1) Même si les participant·e·s des deux groupes de discussion sont en accord avec ce propos, d'autres le remettent en question. En fait, les participant·e·s du groupe de discussion du Centre d'action bénévole de Saint-Jean (groupe 2) n'énoncent aucun aspect négatif au fait de vieillir dans leur ville, alors que ceux et celles du groupe de discussion de l'Acadie (groupe 1) en mentionnent quelques-uns.

En effet, même si la ville propose des activités pour tous les âges, il faut toutefois que ces activités répondent aux attentes de sa population : « Avoir des activités comme jouer au billard, jouer aux boules, ce n'est pas tout le monde que ça intéresse. [...] L'important, c'est d'avoir des choses qui répondent au goût et aux besoins de différentes personnes. » (Participant8_St-JR_gr1) Les participant·e·s du secteur de l'Acadie affirment bien avoir « choisi de s'isoler un petit peu dans le village » (Participant7_St-JR_gr1), mais cela ne devrait pas les empêcher d'avoir accès à un certain nombre de services. Lorsque nous leur avons demandé de nous parler des services de proximité accessibles dans le secteur, le participant4_St-JR_gr1 a exprimé qu'« il n'y a rien. Il n'y a rien de façon générale. Quand je dis "rien" là, ce n'est pas nul, mais... » Pour continuer sur cette idée, une participante énonce que le secteur de l'Acadie est comme une ville-dortoir et qu'il peut être difficile pour des personnes âgées non autonomes d'avoir accès à des services de proximité de base :

L'Acadie c'est une ville-dortoir, puis pour des personnes qui sont vieillissantes, il n'y a rien. Si demain matin on ne peut plus conduire notre auto, il n'y a rien. [...] Il n'y a pas d'épicerie,

il n'y a pas de pharmacie. Il y a l'église où je peux aller à pied ! Mais pour aller prier afin que je sois en santé ! [*Rires*] (Participante1_St-JR_gr1)

Ce manque de services de proximité engendre une conversation sur le fait que la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pourrait en faire davantage pour répondre aux besoins de ses aîné·e·s. Même si les activités, proposées par la ville, sont autant destinées aux jeunes qu'aux personnes âgées, ce n'est pas pour autant qu'elles répondent aux attentes de la population. Le participant4_St-JR_gr1 nous a annoncé avoir déposé un projet au conseil municipal pour la création d'un boulo-drome. Un an après le dépôt, il n'avait toujours pas reçu de nouvelles des conseiller·ère·s, même après les avoir relancé·e·s. Pour ce participant, il y a un problème dans la gestion des dossiers et cela a un impact sur la manière dont la municipalité gère les attentes de sa population âgée : « Mais ça ne bouge pas, quand on dit “est-ce que vous trouvez que la municipalité en fait assez pour les personnes âgées ?”, je dis que non. » (Participant4_St-JR_gr1) C'est le même constat pour le participant7_St-JR_gr1 ; le conseil municipal ne se pose pas assez de questions pour faciliter le vieillissement dans la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Il est donc nécessaire que la population prenne les choses en main pour faire pression sur le conseil de ville : « Je pense qu'il faut commencer à faire vraiment pression sur les autorités compétentes. [Il faut] changer leur vision, parce que c'est eux, qui sont supposés voir demain matin, pour nous. Qu'est-ce qui va nous arriver ? » (Participant7_St-JR_gr1) Ainsi, même si la ville organise des activités accessibles pour tout le monde, peu importe l'âge, elle ne s'attarde pas à répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées.

Les entretiens individuels apportent un autre point de vue. Des participant·e·s considèrent que la ville en fait suffisamment pour les aîné·e·s, d'autres croient que c'est aux aîné·e·s de se prendre en main et finalement, certain·e·s se demandent ce que la municipalité pourrait faire de plus pour eux et elles. D'un côté, quatre participantes expliquent que la ville est « à l'écoute des organismes » (Participante1_St-JR_ei) et donc que « les aîné·e·s ne sont pas négligés » (Participante5_St-JR_ei). Pour appuyer ce point, le participant11_St-JR_ei énonce de son côté que « les salles [communautaires] sont occupées presque à temps plein par les aîné·e·s ». De plus, le participant6_St-JR_ei exprime que le comité citoyen du programme MADA s'occupe de communiquer les besoins des aîné·e·s à la municipalité. Également, un participant mentionne que sa conseillère municipale est suffisamment présente pour partager ses demandes et projets au

conseil municipal : « Elle [la conseillère] est très impliquée, puis elle prend toutes les demandes, d'une personne à l'autre. Elle essaye de faire avancer les dossiers, et les dossiers avancent assez bien. Je ne peux pas en demander plus » (Participant8_St-JR_ei). D'un autre côté, cinq participant·e·s expriment que la municipalité a d'autres préoccupations « que de s'occuper des aînés » (Participant3_St-JR_ei). Les personnes âgées devraient donc trouver des solutions elles-mêmes, puisqu' « on ne s'occupera pas des aîné·e·s » (Participant7_St-JR_ei). Et puis, il y a trois participant·e·s qui ne savent pas ce que la municipalité pourrait faire de plus pour répondre aux besoins des aîné·e·s : « Peut-être bien que la ville devrait en faire plus pour les personnes âgées. Il n'y a pas grand-chose. À mon œil à moi, il n'y a pas grand-chose qui attire les aîné·e·s. Puis en même, je ne sais pas ce qu'ils [les élus municipaux] pourraient faire. » (Participant2_St-JR_ei).

Nous avons également demandé aux participant·e·s des entretiens individuels si le vieillissement leur causait, ou non, des difficultés dans la pratique de leurs activités. Parmi les 12 participant·e·s, trois indiquent qu'il est plus difficile aujourd'hui de participer à des activités. Pour la participante1_St-JR_ei, la difficulté est liée à la perte de sa mobilité, mais même « si ce n'est pas toujours facile [...] c'est une question d'engagement » (Participante1_St-JR_ei). Elle considère que si elle a choisi de s'engager dans une activité, elle va s'engager jusqu'à la fin de celle-ci. Un propos partagé par une autre participante. Par contre, pour le participant2_St-JR_ei, la difficulté dans la participation provient d'une mauvaise impression de la société : « Trop dur ! Parce que tu es vieux, tu te fais tasser. Ils t'écoutent, mais ils ne te considèrent pas » (Participant2_St-JR_ei). Un témoignage qui ne semble pas correspondre à ceux de neuf autres participant·e·s, dont la participante5_St-JR_ei qui exprime ne pas avoir « senti de ségrégation à ce niveau-là ». D'ailleurs, trois participant·e·s expriment qu'ils et elles aimeraient « avoir plus de temps » (Participant11_St-JR_ei) à offrir pour la pratique d'activités.

Ainsi, qu'il s'agisse des propos retenus lors des groupes de discussion ou des entretiens individuels, les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu considèrent que la ville pourrait répondre davantage aux besoins et aux attentes des aîné·e·s en améliorant l'aménagement des parcs, le service de dépôt des bibliothèques ou encore en s'occupant d'eux et elles. Par contre, les participant·e·s ne savent pas comment la ville pourrait le faire.

L'expérience de la ville par les participant·e·s se traduit par une faible utilisation du service de transport collectif, une plus grande utilisation de la bibliothèque par les femmes que par les hommes

et une fréquentation des parcs qui est différente en fonction du secteur d'habitation dans la ville. Également, les participant·e·s pratiquent plusieurs activités, mais il semble que les activités ne répondent pas complètement aux attentes des aîné·e·s. Cependant, tous et toutes les participant·e·s ont un enracinement fort, bien que leur appartenance se distingue également entre la ville dans son ensemble et un secteur de cette dernière. Enfin, les définitions du vieillissement offertes par les participant·e·s et leur perception mitigée de la facilité à vieillir à Saint-Jean-sur-Richelieu permettent de décrire l'expérience vécue, par les participant·e·s, de leur municipalité.

4.2. Participation à la vie politique municipale

4.2.1. L'engagement et l'implication municipale

Goerres (2011) affirme que l'engagement politique lors de la retraite est conditionné par une socialisation politique précoce. En questionnant les participant·e·s sur leur implication dans des organismes et associations ainsi qu'au conseil municipal et aux consultations publiques, nous serons en mesure de connaître s'ils et si elles ont un intérêt pour ces activités et s'ils et si elles se sont impliqué·e·s avant d'être à la retraite.

4.2.1.1. Le bénévolat, une œuvre de valorisation

Puisque notre recrutement s'est effectué avec l'aide des organismes de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, tous les participant·e·s présent·e·s à nos groupes de discussion, et conséquemment à nos entretiens individuels, sont des bénévoles dans au moins un centre communautaire de la ville. Par contre, 11 des 18 participant·e·s ont plus qu'une seule implication bénévole. La plupart sont bénévoles dans deux autres organismes. Ces organismes sont les différents centres communautaires de la ville, les services d'aide aux devoirs, les centres de La Société Saint-Vincent de Paul, de Saint-Jean et de Saint-Luc, le Cercle de fermières, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, le comité de dépannage ou encore les différents clubs de la FADOQ. Pour des participant·e·s (3/18), ces implications bénévoles sont importantes pour briser la solitude des aîné·e·s (Participante15_St-JR_gr2), tant les participant·e·s que ceux et celles qui utilisent les

services offerts, puisque « la majorité de la clientèle [est] des personnes âgées » (Participant4_St-JR_gr1). Pour d'autres (5/18), il y a « une valorisation face à [soi]-même, mais aussi face aux gens qui [les] entourent » (Participante1_St-JR_gr1) et cela fait aussi partie du plaisir de donner aux autres. Cette valorisation, s'est aussi exprimée par le sentiment d'être utile, comme l'exprime la participante15_St-JR_gr2 : « Tu te sens utile, puis tu sens que tu as encore ta place dans la chaîne de l'humanité ». Également, quatre participant·e·s ont exprimé qu'entre les heures à l'emploi, la vie famille et la vie personnelle, « les jeunes n'ont pas le temps » de s'impliquer bénévolement, alors ce sont les retraité·e·s qui peuvent offrir de leur temps pour aider la société (Participante8_St-JR_gr1).

Comme pour les participant·e·s des groupes de discussion, ceux et celles ayant participé aux entretiens individuels ont également une implication dans plus qu'une seule organisation ou association. En fait, seulement un·e participant·e est engagé·e dans un seul organisme, cinq participant·e·s sur 12 ont un engagement bénévole dans deux organismes ou associations, trois répondant·e·s s'impliquent dans trois associations, deux participant·e·s offrent des heures dans quatre organismes et finalement un·e participant·e s'est engagé·e dans cinq organismes ou associations. Ces organismes et associations touchent les milieux culturels, sociaux et politiques. Pour les organismes et associations culturels, les participant·e·s donnent du temps aux bibliothèques de la ville, aux journées des fêtes patrimoniales, aux différents clubs de la FADOQ de la ville, à des comités culturels, au festival de Montgolfières ou encore à l'association des artistes peintres, dont les activités s'organisent à l'extérieur de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les répondant·e·s s'impliquent également dans des associations de type social, comme les loisirs de leur quartier, les centres communautaires, la participation à des activités de recherche telles que celles du conseil médical du Canada ou encore ils et elles se portent comme pompier·ère·s volontaires aux ambulances Saint-Jean. Finalement, concernant les engagements pour des organismes ou associations politiques, les participant·e·s sont membre, président·e, vice-président·e ou secrétaire dans des associations pour les femmes, pour le comité de vigilance des citoyen·ne·s, pour la Caisse populaire, les syndicats ou alors ils et elles ont fait partie d'un comité de dépannage, de l'organisation d'un référendum, pour connaître l'opinion des citoyen·ne·s sur la fusion municipale, des comités d'écoles ou des parents, de l'Union des producteurs agricoles ou comme directeur·rice de scrutin provincial dans le comté de Saint-Jean pour plusieurs mandats. Pour la majorité des participant·e·s (7/12), leurs implications durent depuis plus de 20 ans, pour

deux répondant·e·s leurs implications durent depuis un peu moins de 10 ans et pour deux autres participant·e·s, leurs engagements a débuté il y a un an ou moins. Un participant a un temps d'engagement aléatoire. Il s'engage sur une période, prend une pause, change d'organisation ou d'association et reprend un engagement. Le nombre d'heures offertes par les participant·e·s est également différent. Pour quatre participant·e·s, le nombre d'heures est à la hauteur de 15 heures ou plus par semaine, alors qu'il est de moins de cinq heures par semaine pour trois participant·e·s, de quelques jours par mois pour deux participant·e·s et est occasionnel pour trois participant·e·s.

Les entretiens individuels ont permis d'obtenir l'importance et le sens et que les participant·e·s donnent à leurs engagements bénévoles dans les associations et les organismes. Ainsi, le fait de se sentir utile est une raison importante à leur engagement. Pour six participant·e·s, « c'est valorisant » (Participant3_St-JR_ei), « on est utile » (Participant4_St-JR_ei). Dans la même optique, l'implication prend un sens particulier lorsque les participant·e·s (5/12) considèrent qu'ils et elles peuvent aider les autres, comme l'explique le participant11_St-JR_ei : « J'ai l'impression d'avoir, sans me vanter, d'avoir été présent et que j'ai apporté quelque chose. [...] Je ne sais pas combien, je ne sais pas à qui. » Certains (4/12), et dans ce cas seulement des hommes, considèrent que leur implication leur offre la possibilité de redonner à la société ce qu'ils ont reçu : « De redonner, si vous voulez, à la société, un peu ce que j'ai. Ce n'est pas difficile à faire, c'est juste le temps de le faire, c'est tout. » (Participant12_St-JR_ei). Comme mentionné dans les groupes de discussion, quatre participant·e·s disent que leur bénévolat est une solution pour briser la solitude (Participant1_St-JR_ei) ou encore pour contrer l'ennui : « Je calcule que vieillir comme ça, c'est pas mal le fun ! Beaucoup plus que de rester chez nous à, je ne sais pas, regarder passer les avions. » (Participant6_St-JR_ei) Deux participantes, des femmes, nous ont expliqué que de faire du bénévolat était une manière de connaître leur municipalité et de pouvoir s'intégrer plus facilement : « Je n'avais aucun point d'attachement à Saint-Jean. M'impliquer a été une façon de m'adapter, de me faire de super contacts, d'avoir une relation privilégiée avec la ville, parce que les loisirs, on est sous le chapeau de la ville. Donc, c'était des façons de m'intégrer. » (Participant5_St-JR_ei) Enfin, pour une seule participante, l'engagement dans des organismes est une façon de transmettre des savoirs, et de faire connaître l'histoire de la ville aux citoyen·ne·s (Participant10_St-JR_ei).

Bref, les participant·e·s s'impliquent de plusieurs manières dans leur municipalité. Ils et elles sont souvent engagé·e·s dans plus de deux organismes ou associations. D'ailleurs, les associations sont

principalement sociales et politiques. Ces implications pourraient être des moteurs d'influence à la participation à des manifestations, à la signature de pétitions ou, de manière plus conventionnelle, à la participation aux assemblées du conseil de ville et à des consultations publiques.

4.2.1.2. Pas d'intérêt pour les manifestations, mais un attrait pour le conseil municipal

La participation au conseil de ville, aux consultations publiques ainsi que la participation à des actions politiques non conventionnelles, telles que les marches, les manifestations ou la signature de pétitions, sont les autres éléments de participation politique que nous avons abordée avec les participant·e·s. Pour ce qui est du premier groupe de discussion qui a eu lieu dans le secteur de l'Acadie, nous n'avons pas recueilli de propos traitant de leur éventuelle participation à des consultations publiques, des marches ou des pétitions. Ce groupe de discussion a eu lieu le jour de l'élection fédérale de 2019 et dès que nous avons abordé le thème de la participation politique, la participation électorale a été le sujet de la discussion. Nous avons tenté de ramener la discussion vers la participation à des manifestations ou à d'autres actions de ce type, mais la réponse a été : « On vote Madame, c'est le plus important » (Participant1_St-JR_gr1).

Par contre, pour le deuxième groupe de discussion, une seule participante sur huit a mentionné avoir déjà signé une pétition, mais tous les autres participant·e·s ont indiqué ne pas faire ce genre de participation politique. Pour eux et elles, il faut que « ce soit quelque chose qui te touche, si ça ne te touche pas, tu n'y vas pas. Si ça va te toucher, là tu y vas. » (Participant14_St-JR_gr2). Une autre participante réplique plutôt qu'elle « ne milite pour aucune [situation] » (Participant16_St-JR_gr2).

Concernant la participation au conseil municipal, nous avons obtenu des propos similaires, et ce, pour les deux groupes de discussion. En effet, dans ces derniers, un·e seul·e participant·e s'est rendu·e au conseil municipal pour prendre la parole. Dans chacun des cas, c'était pour obtenir une réponse à un problème. Les autres participant·e·s ont exprimé ne pas se rendre aux consultations publiques parce que l'environnement politique de la mairie ne les incite pas à le faire : « Non, parce que Saint-Jean c'est une ville qui est complètement déchirée, en ce moment, c'est honteux. [...] Aller aux assemblées mensuelles, ça devient critique, puis moi, je ne veux plus aller là, parce que

c'est honteux. » (Participant18_St-JR_gr2). Une participante s'est même demandé si elle devrait y aller, mais répond en indiquant qu'elle se sent impuissante face à la situation politique de la ville : « S'ils [les conseiller·ère·s] continuent à se chicaner tout le temps, à quoi ça sert d'y aller tous les mois ? On sent qu'on est impuissants » (Participante15_St-JR_gr2). Un autre participant énonce plutôt qu'il « faut faire des manifestations devant les conseils de ville. Essayer de regrouper du monde pour aller au conseil de ville avec une grosse gang, puis des pancartes [rires]. » (Participant6_St-JR_gr1) Un propos plutôt étonnant puisque les participant·e·s énoncent ne pas participer à des actions non conventionnelles.

À la différence des témoignages mentionnés lors des groupes de discussion, la grande majorité des participant·e·s (8/12) ne participent pas aux manifestations ou à la signature de pétitions. Ils et elles ne sont pas « du genre à aller courir les grandes manifestations » (Participant11_St-JR_ei) ou considèrent que cela ne leur « apporterait rien » (Participante_St-JR_ei). Une seule participante mentionne n'avoir « jamais eu connaissance » (Participante4_St-JR_ei) d'une manifestation à Saint-Jean-sur-Richelieu. D'autres considèrent « qu'il y a beaucoup d'autres façons que de manifester dans la rue [telles que] se rendre à l'hôtel de ville » (Participant7_St-JR_ei). Parmi les quatre autres participant·e·s, un·e seul·e a participé à des manifestations, alors que les trois autres ont effectué des marches, comme le relais pour la vie ou la marche pour le cancer du sein, mais eux et elles ne considèrent pas ces marches comme des événements politiques.

En ce qui a trait à la participation au conseil municipal ou aux consultations publiques, les participant·e·s des entretiens individuels sont plus nombreux que ceux et celles des groupes de discussion à se rendre au conseil de ville. En effet, cinq participant·e·s sur 12, que des hommes, disent aller « au conseil de la ville [...] pour voir un peu comment ça se passe » (Participant8_St-JR_ei) ou disent également appeler la conseillère pour « la soutenir dans ses dossiers » (Participant2_St-JR_ei). Aussi, même si elles ne se rendent pas au conseil de ville, deux femmes disent regarder le conseil municipal à la télévision. Elles s'y intéressent pour des raisons différentes. Pour l'une d'entre elles, l'importance est liée au fait qu'elle soit propriétaire : « En étant propriétaire, on suit plus, parce que tu payes des taxes » (Participante9_St-JR_ei). Pour l'autre participante, c'est autant par curiosité que pour voir le maire et entendre les questions du public : « Le maire, puis les chicanes, puis les gens dans la salle qui posent des questions, ça c'est intéressant. » Finalement, pour quatre autres participant·e·s, « la pauvreté du débat politique [...],

l'impolitesse, le sarcasme » (Participante5_St-JR_ei) expliquent pourquoi ils et elles ne se rendent pas au conseil municipal ou aux consultations publiques. Ils et elles préfèrent se renseigner sur les enjeux de leur ville via le bulletin municipal ou encore le site Internet de la ville. Puisqu'une de nos participantes est conseillère municipale à la ville, nous lui avons plutôt demandé si elle participait à tous les conseils de la ville. Elle nous a mentionné qu'elle et une de ses collègues ont « le plus haut taux de participation au conseil, sans absence » (Participante1_St-JR_ei). Elle nous a également indiqué qu'elle ne signe pas de pétitions qui se retrouveront à la ville, et ce, par intégrité professionnelle.

Ainsi, les participant·e·s ne participent pas à des activités politiques non conventionnelles parce qu'ils et elles n'y trouvent pas leur intérêt ou parce qu'ils et elles considèrent qu'il y a d'autres méthodes, telles que de se rendre au conseil municipal et aller dire son point de vue. Par contre, peu des participant·e·s disent se rendre aux consultations publiques ou aux conseils de la ville. Pour ceux et celles qui s'y rendent ou qui l'écoutent à la télévision, c'est pour suivre un dossier problématique ou par simple curiosité. Pour les autres, c'est l'environnement politique et la faiblesse des discours qui les découragent de suivre le conseil municipal. La participation électorale à l'échelle municipale est cependant un moyen nécessaire, pour les participant·e·s, afin d'exprimer leur revendication politique.

4.2.2. La participation électorale aux élections municipales

La participation électorale est un marqueur d'identité citoyenne, considéré comme un devoir civique par plusieurs personnes âgées (Thomas 1993). En plus d'être considérée comme une forme d'identité, elle peut aussi être utilisée comme une manière d'agir sur les valeurs qui fondent cette identité citoyenne (Dalton 2007). En s'intéressant aux sens, aux significations, aux motivations et à l'évolution de la participation électorale des personnes âgées aux élections municipales, il est possible de connaître l'intérêt que portent les aîné·e·s à ce vote.

4.2.2.1. *Le vote est un devoir et un droit revendiqué*

Nous savons que les personnes âgées votent en plus grand nombre que les autres catégories d'âges aux élections provinciales et fédérales. Cependant, les données statistiques électorales ne nous informent pas sur le taux de participation aux élections municipales. Certain·e·s chercheur·e·s ont par contre démontré, qu'au Québec, l'électeur âgé de 70 ans et plus vote davantage que les électeur·rice·s âgé·e·s entre 18 et 34 ans et ceux et celles âgé·e·s entre 35 et 69 ans (Couture, Breux et Bherer 2014).

De tous et toutes les participant·e·s des groupes de discussion de Saint-Jean-sur-Richelieu, seulement une participante a mentionné ne pas voter à l'échelle municipale. Cette participante considère qu'elle ne faisait pas vraiment partie de Saint-Jean-sur-Richelieu lorsqu'elle s'y était établie. Elle a essayé de s'intégrer à différents groupes, mais puisqu'elle travaillait à l'extérieur de la ville et n'était pas au courant de ce qui se passait dans sa ville, elle ne voyait pas l'intérêt de se prononcer par un vote. Aujourd'hui, depuis qu'elle est à la retraite, elle regarde un peu plus ce que la ville a à offrir, mais ne vote toujours pas à l'échelle municipale. Les 17 autres participant·e·s votent à l'échelle municipale et considèrent que « c'est un devoir » (Participant4_St_JR_gr1, Participante15_St-JR_gr2). Un devoir qui est important puisque d'autres pays « se battent pour avoir le droit de vote » (Participante8_St_JR_gr1) et un devoir qui, pour certain·e·s participant·e·s, donne la possibilité aux citoyen·ne·s de changer quelque chose (Participante15_St-JR_gr2). Ce devoir devient également un privilège pour d'autres participant·e·s, qui voient l'opportunité d'élire « le conseiller qui est dans [leur] place » (Participante13_St-JR_gr2). Le vote à l'échelle municipale est aussi vu comme un droit par de nombreux participant·e·s (12/17). Ce droit leur donne une parole de revendication : « Si tu n'as pas voté, tu n'as pas le droit de chialer » (Participant2_St-Jr_gr1). Le vote à l'échelle municipale a également une utilité pour quelques-un·e·s des participant·e·s. Pour quatre participant·e·s, le vote à l'échelle municipale peut faire une différence dans leur municipalité, puisqu'ils et elles peuvent « contrôler » (Participant7_St_JR_gr1), par leur vote, les élu·e·s de leur conseil municipal. En effet, comme l'exprime la participante14_ST-JR_gr2 : « Il faut aller dire si on est satisfait ou pas, c'est par le vote que l'on peut leur dire. [...] Si on est satisfait de notre conseiller dans notre quartier, on va voter pour lui, si on est insatisfait, on vote pour l'autre. »

Puisque le vote à l'échelle municipale n'est pas le seul acte électoral auquel les participant·e·s ont participé, nous leur avons demandé s'ils et si elles lui accordent une importance différente de celle qu'ils et elles accordent aux élections des autres niveaux de gouvernement. Pour quatre participant·e·s, tous les votes sont importants, qu'ils soient pour le fédéral, le provincial ou le municipal. Pourtant, deux participant·e·s suggèrent que les élections ont « techniquement, chacun sa vocation » (Participant11_St-Jr-gr2). L'échelle fédérale s'occupe du pays, le provincial gère les activités du Québec, alors que le gouvernement municipal touche ce qui a trait aux citoyen·ne·s (Participant4_St-Jr_gr1). Dans la même optique, une seule participante explique que les gouvernements ont une importance différente de leur compétence et de leur hiérarchie. Elle fait une comparaison avec le monde du travail : « il y a une hiérarchie, comme l'employé, le directeur, puis le grand boss. » (Participante14_St-JR_gr2) Toutefois, dix autres participant·e·s considèrent que le palier municipal est plus important que les deux autres : « Moi je trouve que le municipal c'est le plus important » (Participante15_St-JR_gr2). Deux raisons expliquent l'importance plus grande pour cette échelle. La première, exprimée par les participant·e·s, est l'offre des services qui concerne directement les citoyen·ne·s (Participante9_St-Jr_gr1). Les enjeux des élections municipales traitent des services qui sont utilisés par les citoyen·ne·s de la ville. La deuxième raison mentionnée est la proximité. La proximité des services, mais surtout la proximité avec le/la conseiller·ère municipale. Les participant·e·s énoncent qu'ils et elles connaissent bien leur conseiller·ère et que ces dernier·ère·s sont facilement accessibles : « Pour moi, c'est le municipal. Ça vous touche directement [et] quand on a une revendication à faire, ou une demande, on sait que notre [conseiller] est à proximité » (Participant18_St-JR_gr2).

L'importance accordée au vote à l'échelle municipale se traduit aussi, pour cinq participant·e·s, par l'utilité de ce vote. Certain·e·s, plus revendicateur·rice·s, estiment que leur vote permet de « contrôler un peu la situation politique » (Participant7_St-JR_gr1) puisqu'il donne des points directement à la personne qu'ils et elles cherchent à élire. Une situation qui est différente pour les paliers provincial et fédéral. Pour les autres participant·e·s, l'utilité du vote municipal est de démontrer l'importance démocratique de la société (Participant17_St-JR_gr2), comme c'est le cas avec le vote provincial et fédéral.

Enfin, nous avons effleuré la question de l'évolution du vote avec les participant·e·s. Pour certain·e·s d'entre eux et elles (7/17), il n'y a pas eu d'évolution dans leur vote et leurs motivations

sont toujours les mêmes : « Moi il n'y a pas de changement. Moi dans ma vie, depuis que je vote, c'est pareil. » (Participant1_St-JR_gr1) Ce vote a « toujours été important » (Participant17_St-JR_gr2) pour ces participant·e·s. Pour les autres (10/17), il y a eu une évolution dans leur vote à l'échelle municipale. Cette évolution se traduit, entre autres, par un changement de statut, de locataire à propriétaire : « Je trouve ça plus important quand tu es propriétaire. Quand tu es propriétaire d'une maison, tu sens que tu as besoin d'aller voter aux élections municipales. » (Participant15_St-JR_gr2). Il y a aussi un intérêt pour l'échelle municipale qui s'est développé : « On s'y intéresse plus parce qu'on a plus de temps. » (Participant7_St-JR_gr1) Cet intérêt pour le municipal, et donc pour les élections municipales, prend forme par l'envie de voir la société évoluer pour les générations à venir : « c'est un peu paradoxal, dans le sens que, ce sont des changements dont les autres vont profiter. Ça on le dit souvent. Je vais voter, mais pas pour moi, pour ceux qui me suivent. » (Participant4_St-JR_gr1).

Tout comme pour les groupes de discussion, la quasi-totalité des participant·e·s des entretiens individuels dit voter aux élections municipales. L'unique participante à ne pas voter à l'échelle municipale exprime qu'elle n'a « jamais voté au municipal de [sa] vie. » (Participant3_St-JR_ei) Elle explique son abstention par le fait qu'elle avait son travail, d'autres activités à Saint-Jean-sur-Richelieu, mais également à l'extérieur de la ville, et donc, « [s'] intéresser à la petite politique de Saint-Jean, c'était le dernier de [ses] soucis. » (Participant3_St-JR_ei) Aujourd'hui encore, elle considère avoir d'autres choses « plus agréables à faire [rire] ! » (Participant3_St-JR_ei) et que son manque d'attache familiale à la ville serait une raison à son abstention : « je n'ai pas d'attache. Ce n'est pas comme les gens qui, le grand-père, l'arrière-grand-père étaient dans la place. Moi ce n'est pas ça. » (Participant3_St-JR_ei)

Pour les participant·e·s affirmant voter à l'échelle municipale, le sens donné à leur vote est lié, comme mentionné lors des groupes de discussion, au fait qu'il s'agisse d'un devoir, d'un droit et d'une possibilité de pouvoir ensuite exprimer son point de vue : « Si tu ne vas pas voter, tu as le droit à quoi ? As-tu le droit de répliquer ? De demander ? » (Participant9_St-JR_ei). Les participant·e·s énoncent aussi que le vote à l'échelle municipale est important, puisqu'il permet de soutenir « un conseiller ou une conseillère qui nous représente » (Participant7_St-JR_ei), et qui est également proche des citoyen·ne·s, « c'est presque nos voisins » (Participant4_St-JR_ei). Parmi ces 11 participant·e·s, trois offrent des raisons différentes qu'exprimées lors des groupes de

discussion à l'utilité du vote à l'échelle municipale. Un participant mentionne que son vote à l'échelle municipale est sa « façon de manifester [son] appui ou [son] refus » (Participant7_St-JR_ei). Une participant·e explique que son vote « donne un son de cloche à la municipalité. [...] Si la personne a été élue, c'est que les gens reconnaissent quelque chose chez cette personne-là [...] et ont confiance en cette personne. » (Participant10_St-JR_ei).

Concernant la différence d'importance entre les votes des différentes échelles de gouvernement, quatre participant·e·s sur 11 expriment qu'il n'y a pas de différence, que « c'est aussi important » (Participant6_St-JR_ei) pour chacune des élections. Pour les sept autres participant·e·s, il y a bien une différence d'importance. Il s'agit entre autres de pouvoir choisir ses élu·e·s direct·e·s pour l'échelle municipale, alors que cela n'est pas possible avec les élections provinciale et fédérale. Dans la même idée, le participant7_St-JR_ei explique que « le municipal s'adresse à l'individu, le provincial s'adresse aux regroupements d'individus, tant que le fédéral ne s'adresse quasiment à personne. » Ainsi, pour quatre de ces six participant·e·s, l'ordre d'importance des paliers de gouvernement est le suivant : municipal, provincial et fédéral, où le palier municipal est le plus important et le palier fédéral, le moins important. Enfin, pour un seul participant, l'importance du vote est la même d'un niveau de gouvernement à un autre. Par contre, pour lui, c'est la valeur du vote qui est différente, puisque le vote à l'échelle municipale est celui « qui est le plus près de nous » (Participant12_St-JR_ei). C'est d'ailleurs un propos que les autres participant·e·s ont mentionné à la question sur l'utilité du vote à l'échelle municipale.

D'ailleurs, pour les participant·e·s des entretiens individuels, le vote aux élections municipales permet de participer à la démocratie municipale : « C'est sûr que mon vote ne changera pas grand-chose [...] Mais la façon de manifester mon appui ou mon refus, c'est d'aller voter. » (Participant7_St-JR_ei) Cependant, pour une autre participante, le vote à l'échelle municipale n'a pas d'utilité : « Si la moitié de la population ne vote pas, la personne qui sera conseiller ou conseillère va peut-être arriver premier ou première, mais avec quelle partie de la population ? » (Participant5_St-JR_ei) Pour que son vote soit utile, il semble donc qu'il faudrait davantage de participation à ces élections.

Finalement, les entretiens individuels nous ont permis d'aborder l'histoire et l'évolution de la participation électorale à l'échelle municipale avec les participant·e·s. Parmi les 11 participant·e·s disant voter à l'échelle municipale, deux mentionnent qu'il n'y a pas de changement ou d'évolution

dans leur vote. Pour l'un de ces deux participant·e·s, son vote a toujours été en lien avec le/la candidat·e, plutôt que pour le programme ou les idées. C'est la personnalité des candidat·e·s qui l'a toujours intéressé (Participant11_St-JR_ei). Pour le deuxième participant, c'est en lien avec les services municipaux et ce que peuvent proposer les candidat·e·s : « Je regarde les individus en place et j'analyse en fonction de ce qu'un individu est prêt et capable d'apporter. De quelle façon il l'apporte. C'est là que ma décision va se faire, pour voter » (Participant12_St-JR_ei). Pour trois autres participant·e·s, il y a une évolution dans leur vote à l'échelle municipale, mais une évolution négative. Le premier explique qu'il a voté, qu'il n'a plus voté et qu'il ne sait plus s'il doit continuer à voter, puisque la municipalité fonctionne « aux enveloppes brunes » (Participant2_St-JR-ei). Pour une autre participante, ce n'est pas la corruption, mais plutôt la paresse qui explique pourquoi elle a moins de motivation à voter à l'échelle municipale : « J'ai moins de motivation, je trouve que les personnes âgées paresseuses un peu, d'un point de vue politique. Parce que plus tu es vieux, plus tu penses juste à toi. » (Participante9_St-JR_ei) Le troisième participant énonce plutôt que son vote n'a plus le même impact depuis la fusion municipale de 2001 : « Ça a beaucoup changé, nous autres on a eu une fusion avec la ville. Donc avant c'était pour la paroisse. Ça n'a pas la même signification aujourd'hui qu'il y a 30 ans, 40 ans avant la fusion. » (Participant8_St-JR_ei). Par contre, pour cinq autres participant·e·s, il y a bien une évolution positive à leur vote. Une participante explique que la première fois qu'elle a voté à l'échelle municipale, c'était lorsqu'elle avait 21 ans, par revendication féminine : « La première fois, j'ai voté parce que je voulais, en tant que femme, donner ma voix. C'était nouveau, et je voulais voter contre mon mari de l'époque [rires]. Je n'étais pas convaincue qu'il votait pour la bonne personne, donc ça a été ma première affirmation de femme qui pouvait voter [rires]. » (Participante10_St-JR_ei) Aujourd'hui, elle vote par conviction : « Je ne vote plus en tant que femme qui s'exprime, je vote par conviction maintenant, pour une cause. Le fait que je sois une femme n'est plus dans le décor [rires], mais c'était important à l'époque » (Participante10_St-JR_ei). Une participante énonce qu'elle « n'accorde pas plus d'importance » (Participante1_St-JR_ei) à son vote, mais que la motivation a changé avec le temps, et ce, en fonction d'enjeux particuliers : « quand mes enfants étaient petits, c'était pour avoir des parcs [...], après la fusion, je les [les projets] ai toujours appuyés concernant le besoin d'identité municipale, c'est important pour une ville » (Participante1_St-Jr_ei). Un participant explique plutôt que c'est son implication dans la ville qui a provoqué une évolution dans son intention de vote : « J'ai une meilleure écoute, mais de par mes implications aux

organisations, de par mon support continu et soutenu.» (Participant7_St-JR_ei) Une autre participante voit plutôt l'évolution de sa motivation à voter à l'échelle municipale, par l'acquisition d'informations et de connaissances sur le monde politique municipal : « Si je remonte à 1982, où je suis une personne qui connaît peu Saint-Jean, qui ne connaît pas du tout le conseil municipal, je devais un peu me fier à ce que mes voisins puis des amis me disaient pour m'outiller. Actuellement, je connais très bien tous les membres du conseil, je connais bien le maire, donc je vote plus en connaissance de cause. » (Participante5_St-JR_ei) Un cinquième participant énonce qu'il a grandi avec des référents politiques, mais que c'est sa formation militaire qui a forgé ses nouvelles motivations de participation électorale : « Disons que j'ai grandi, de mes parents, mon père, mes grands-parents paternels, dans ce monde politique, mais je ne me rendais pas compte nécessairement que ça se passait comme ça. [...] Le fait de ma formation militaire, ça nous rend beaucoup plus conscients de nos devoirs civiques. » (Participant6_St-JR_ei) Aujourd'hui, c'est son vécu qui le guide dans son vote : « J'y crois encore plus, dans le sens que plus je vieillis, plus je connais le système. J'ai éprouvé le système. Je pense que la maturité politique, c'est un peu comme une maturité intellectuelle, culturelle. Je pense que ça s'acquiert, ça se développe en vieillissant. » (Participant6_St-JR_ei) Enfin, une seule participante a exprimé le fait qu'elle a commencé à voter, aux élections municipales, il y a un peu plus de 30 ans : « « J'étais à Saint-Jean, mais je ne m'occupais pas de ça. Quand j'ai déménagé à Iberville, en 1988, là j'ai commencé à m'y intéresser. Avant, tu es jeune, puis tu travailles beaucoup, [...] on est occupé, puis il y a les enfants, puis tout ça, donc non. Je ne m'intéressais pas à ça » (Participante4_St-JR_ei). C'est lorsqu'elle a emménagé avec sa sœur et que cette dernière l'a influencé qu'elle a commencé à voter :

Elle était professeure puis elle était bien instruite et elle disait « Il faut que tu viennes voter, implique-toi, viens voter, c'est important ». Je ne votais jamais au municipal moi. Je n'avais jamais le temps. Tu sais quand quelque chose ne t'intéresse pas. [...] Mais oui, depuis oui ça m'intéresse, parce qu'on est des citoyens. [...] et puis ce sont des êtres humains [les conseiller·ère·s], et il faut quelqu'un qui nous représente. (Participante4_St-JR_ei).

Bref, le vote à l'échelle municipale est un devoir et un droit important pour les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu. Qu'ils ou elles y voient une évolution à travers les années, la majorité considère que le vote à l'échelle municipale est utile puisque c'est l'élection la plus près du/de la citoyen·ne dans la mesure où elle permet d'élire un·e représentant·e municipal·e qui sera plus

disponible à répondre à leurs questions que ne le sont les élu·e·s des autres échelles de gouvernement. Cependant, la différence d'importance entre les échelles de gouvernement est mitigée. Certain·e·s ne considèrent pas que le palier municipal est plus important que les paliers provincial et fédéral. D'autres sont pourtant d'avis contraire. Alors que le vote est un acte individuel, les participant·e·s considèrent qu'ils/elles ont un rôle à tenir ou une contribution à offrir dans leur communauté grâce à leur vote. Jumelés avec leurs implications politiques municipales présentées plus tôt, nous montrerons, dans la prochaine section, les réponses des participant·e·s concernant leur potentialité d'*empowerment* et d'influence comme personne âgée dans leur communauté.

4.2.3. L'*empowerment* des aîné·e·s

D'après quelques études théoriques, il semble que les aîné·e·s aient le pouvoir de revendiquer la gestion de leur vie quotidienne en réclamant des services mieux adaptés (Carette et Lamont 1988), et ce, en se regroupant et en votant massivement (Viriot Durandal 2013). Bien que le pouvoir gris ne soit qu'une théorie, nous avons choisi de poser quelques questions pour savoir si les participant·e·s considèrent avoir un certain pouvoir d'influence dans leur société.

La réflexion des participant·e·s des deux groupes de discussion n'était pas la même. Pour ceux et celles du deuxième groupe de discussion, il n'y a pas de revendications particulières par les aîné·e·s et ils et elles ne croient pas avoir le pouvoir de changer les choses en tant qu'aîné·e·s : « Pour avoir du renouveau, ce ne sont pas des gens âgés qui vont faire du changement. » (Participante13_St-JR_gr2). D'autres encore se demandent ce qu'ils ou elles pourraient faire pour obtenir une forme de pouvoir : « Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour revendiquer, pour pouvoir changer nous-mêmes les choses ? Je ne sais pas » (Participante16_St-JR_gr2). Du côté des participant·e·s du premier groupe de discussion, ils et elles ont revendiqué le droit à l'équité entre les jeunes et les vieux/vieilles : « Un esprit d'équité. De donner aux jeunes, oui, mais de donner équitablement aux plus vieux aussi » (Participant4_St-JR_gr1). Concernant le pouvoir qu'ils et elles peuvent exercer, le participant3_St-JR_gr1 propose de se rendre au conseil de la ville en groupe afin d'avoir un pouvoir d'influence : « Mais, si vous vous mettez tous et allez cogner à la ville, vous allez être fort en maudit » (Participant3_St-JR_gr1). Une autre participante acquiesce à cette idée en ajoutant qu'« il faut juste s'entourer des bonnes personnes pour pouvoir revendiquer » (Participante1_St-

JR_gr1). Les participant·e·s étaient tous et toutes d'accord pour dire que « c'est une question de temps » (Participant6_St-JR_gr1) avant que les choses changent.

D'ailleurs, pour apporter ces changements, 14 des 18 participant·e·s considèrent que leur vote à l'échelle municipale leur permet de contribuer à la société. Ils et elles pensent avoir, entre autres, un rôle d'influenceur·se sur leur entourage en les encourageant à aller voter : « Je pense que l'influence que je peux avoir autour de moi, je dois l'exercer. Je pense que tout le monde, on devrait tous exercer ce pouvoir-là, d'encourager les gens qui nous entourent, d'aller dans la direction dans laquelle on veut bien aller » (Participant4_St-JR_gr1). Ce pouvoir d'influence est également une façon de soutenir leur idée en groupe, puisque « c'est l'union qui fait la force » (Participante8_St-JR_gr1). Ce rôle n'est donc pas individuel, mais collectif. C'est en groupe qu'ils et elles arriveront à présenter des idées, entre autres, au conseil municipal : « Si on allait en groupe au conseil municipal, on se forme un petit groupe et on y va. » (Participant2_St-JR_gr1) Enfin, une dernière contribution provenant de leur vote est de revendiquer leur droit : « Moi j'ai de la misère à baisser les bras, je me défends encore. [...] Pour moi, si tu ne fais rien, c'est sûr que tu n'auras rien. Mais si tu te bats, puis s'ils [les conseillers] n'avancent pas, tu as le droit d'aller les pousser dans le dos et de leur dire qu'ils ne sont pas bons. » (Participante15_St-JR_gr2). Par contre, pour quatre participant·e·s, leur vote à l'échelle municipale ne leur permet pas de contribuer à la société ou du moins « plus maintenant » (Participant18_St-JR_gr2).

Pour nos entretiens individuels, les questions traitant du pouvoir gris, posées aux participant·e·s, étaient en lien avec leurs engagements communautaires et politiques (*Considérant tout ce que vous m'avez dit, en tant qu'aîné, quel rôle croyez-vous pouvoir jouer dans votre communauté ou dans la société en général ?*) Cinq participant·e·s sur 12 considèrent qu'ils et elles ont un rôle à jouer dans leur communauté par leurs implications. Ce rôle est perçu comme un « partage » (Participante3_St-JR_ei), une manière d'offrir du « bien-être [aux] citoyens » (Participante5_St-JR_ei), « d'aider les autres » (Participant6_St-JR_ei, Participante4_St-JR_ei) ou encore « de faire grandir la collectivité » comme l'exprime le participant7_St-JR_ei. De plus, pour ce répondant, son rôle n'est pas individuel, c'est un rôle collectif qui permet de faire du changement dans sa communauté : « Je m'attribue un rôle, [...] mais c'est en groupe de personnes qu'on peut faire du changement » (Participant7_St-JR_ei). Trois autres participant·e·s perçoivent leur rôle comme petit : « Oui, un petit rôle » (Participant2_St-JR_ei), alors que trois autres pensent ne plus avoir de

rôle aujourd'hui, comme l'explique le participant11_St-JR_ei : « J'en ai déjà eu peut-être, mais là je pense que c'est terminé. Je suis rendu à 78 ans quand même ! ». Pour ce participant, c'est l'âge qui diminue son rôle dans la société. Enfin, une seule participante dit s'impliquer dans sa communauté d'abord et avant tout pour elle. Si elle peut aider, elle en est heureuse, mais son engagement, c'est pour elle-même qu'elle le fait : « Moi ça me fait du bien à moi. C'est peut-être égoïste, mais c'est ça. Puis, si cela aide, tant mieux ! [...] Je ne le sais pas si j'apporte quelque chose. [...] Mais moi ça me fait du bien (*rires*), de faire du bénévolat. »

Bref, la capacité d'agir des participant·e·s est perçue par ces derniers et ces dernières par leur rôle dans la ville, bien que certain·e·s ne considèrent pas que leur contribution, par leur implication bénévole ou leur vote, leur offre un rôle particulier dans la société.

Ainsi, la participation à la vie politique municipale se résume par de nombreux engagements sociaux et politiques des participant·e·s, par un désintérêt pour la participation à des actions non conventionnelles telles que les manifestations, mais par une considération importante du conseil de ville, même si peu des participant·e·s s'y rendent. La participation à la vie politique municipale se caractérise aussi par la forte participation aux élections municipales et par une signification importante de cette participation. Cependant, les participant·e·s ne considèrent pas tous et toutes avoir un rôle dans leur communauté.

4.3. Conclusion

Les entretiens individuels et les groupes de discussion ont permis de comprendre que les participant·e·s apprécient la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et qu'ils et elles ont tous et toutes un enracinement fort. Pourtant, pour certain·e·s l'appartenance à la municipalité se manifeste à travers un attachement spécifique à leur secteur d'habitation; secteur reflétant leur ville avant la fusion municipale. Les participant·e·s énoncent que la ville en fait suffisamment pour les personnes âgées, même si les services ne répondent pas tous aux besoins de ces dernières. En effet, l'aménagement des parcs et le service entre les différentes bibliothèques de la ville pourraient être améliorés. Cependant, plusieurs répondant·e·s considèrent que c'est aux personnes âgées de se prendre en main pour répondre à leurs attentes.

D'ailleurs, quelques participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu ont mentionné que leur capacité à agir dans la municipalité leur donne un rôle. Ils et elles sont nombreux à s'impliquer bénévolement dans leur communauté, mais ils et elles n'ont pas d'intérêt à participer à des manifestations ou à d'autres actions politiques non conventionnelles. Ils et elles accordent une importance aux séances du conseil municipal, mais peu s'y rendent réellement. Leur participation politique se caractérise plutôt par leur participation aux élections municipales, une participation qui a plus de signification que celle des élections des autres paliers gouvernementaux.

Pour faire suite à ce premier portrait de la participation à la vie politique municipale ainsi qu'à l'expérience vécue des personnes âgées dans leur municipalité, le prochain chapitre présente les témoignages de participant·e·s provenant de la ville de Saint-Eustache.

5. CHAPITRE 5 – SAINT-EUSTACHE, LA MUNICIPALITÉ OÙ IL FAIT BON VIEILLIR ET S'INVESTIR POLITIQUEMENT

Nous avons réalisé un seul groupe de discussion à Saint-Eustache avec sept personnes, incluant trois femmes et quatre hommes, âgé·e·s en moyenne de 71 ans. Ce groupe de discussion a eu lieu dans une salle communautaire de la ville et a été organisé par le président de la Fondation du Manoir St-Eustache, qui a communiqué avec plusieurs ami·e·s et bénévoles – qui ne sont pas forcément impliqué·e·s auprès de cette fondation. Tous et toutes les participant·e·s de ce groupe de discussion nous ont, par la suite, accordé un entretien individuel. Ainsi, la majorité des répondant·e·s (8/15) de nos entretiens individuels n'avaient pas participé à une discussion de groupe. De ces 15 personnes, sept sont des hommes, huit des femmes et sont âgé·e·s en moyenne de 72 ans. Les questionnaires sociodémographiques, complétés par les participant·e·s avant leur entretien (de groupe ou individuel), nous ont permis d'apprendre que les répondant·e·s résident dans la municipalité depuis 45 ans, en moyenne.

Le chapitre 3 montre que la *Politique de développement de la communauté eustachoise 2019-2023* n'est pas entièrement dédiée à la population âgée, ce qui limite le nombre de mesures spécifiques à ce groupe d'âge. Cependant, plusieurs des mesures présentées dans la politique indiquent que la ville souhaite que ses résident·e·s y développent un sentiment d'appartenance. Nous verrons si ce sentiment est présent chez les répondant·e·s de notre enquête.

Dans la première partie de ce chapitre, nous abordons la manière dont les divers·e·s répondant·e·s se servent des services municipaux, pratiquent leurs activités ainsi que la façon dont ils et elles perçoivent la possibilité de vieillir dans leur municipalité. Dans la deuxième partie, il sera plutôt question de la participation politique des répondant·e·s ; leur participation à titre de bénévole, à titre d'électeur·rice·s, mais également comme acteur·rice·s dans les assemblées de participation publique, dans les séances du conseil municipal ou encore dans la signature de pétitions et à la participation à des marches ou des manifestations.

5.1. Comment vivre à Saint-Eustache ?

5.1.1. Saint-Eustache : une ville presque parfaite

Le temps de résidence moyen, pour les participant·e·s du groupe de discussion de Saint-Eustache, est de 45 ans. Cet enracinement de longue date a rapidement été établi par les propos des participant·e·s. En effet, la discussion portant sur leur appréciation de la municipalité a été relativement courte, mais très positive. Tous et toutes les participant·e·s du groupe de discussion se sont exclamé·e·s d'un « oui » enthousiaste pour répondre à la question « *Aimez-vous la ville de Saint-Eustache ?* ». En fait, pour les participant·e·s, la réponse était évidente : pour eux et elles, la ville est appréciée de tout le monde. D'ailleurs, l'explication de cet attachement a été exprimée tout au long de la discussion. Les quelques éléments nommés, à ce moment de la discussion de groupe, se rapportent à la présence de nombreuses associations, permettant aux aîné·e·s de s'impliquer dans la ville : « Pour qu'une personne âgée à Saint-Eustache ne se trouve pas une occupation, si elle a envie de s'impliquer dans quelque chose, c'est parce qu'elle ne veut vraiment pas. » (Participant29_St-Eu_gr) En plus des associations, les participant·e·s parlent de la diversité des salles dédiées à la culture : « Toutes les salles de spectacle qu'on a. Écoute, les salles de cinéma, tout ça. On a la culture très très très proche de nous ! On n'a plus besoin d'aller à Montréal ou presque. » (Participante27_St-Eu_gr) Pour les participant·e·s de Saint-Eustache, la proximité avec la ville de Montréal n'est simplement pas considérée. Tout ce dont les personnes âgées de Saint-Eustache ont besoin, elles le trouvent dans leur municipalité. Puisque les participant·e·s ont continué à énumérer les salles de spectacles et les opportunités de participation qu'ils et elles ont dans leur ville, nous avons continué la discussion sur leurs activités socioculturelles. Nous présenterons leurs propos dans une prochaine section de ce chapitre.

Les témoignages reçus pendant les entretiens individuels expriment des propos analogues. Avant toute chose, les participant·e·s des entretiens individuels résident depuis, en moyenne, 45 ans dans la municipalité, soit autant que ceux et celles ayant participé aux groupes de discussion. Pourtant, même si la majorité des participant·e·s offrent, avec une grande affirmation, leur appréciation de la municipalité, ce n'est pas le cas de tous et de toutes. En fait, seulement deux hommes ont énoncé un attachement à la ville plus ambigu : « Relativement fier, oui » (Participant25_St-Eu_ei). Pour

les 13 autres participant·e·s, la fierté se fait ressentir, comme le mentionne le participant16_St-Eu_ei : « Oui, ben oui ! » et la participante15_St-Eu_ei : « Oui. Je suis très fière et heureuse de demeurer à Saint-Eustache. »

Quatre raisons expliquent pourquoi les participant·e·s sont fier·ère·s de leur municipalité. D'abord, quatre des 15 participant·e·s disent avoir acquis leur appartenance par leur naissance dans la municipalité : « Parce que je suis né là, puis j'aimerais ça rester là tout le temps » (Participant26_St-Eu_ei). De ces quatre participant·e·s, trois ont également exprimé que les années vécues dans la ville, lorsqu'ils et elles étaient jeunes, leur ont permis de bien la connaître et de mieux s'intégrer et s'impliquer dans celle-ci aujourd'hui : « Moi j'aime parce que je suis né ici. Donc j'ai mes repères. À la retraite c'est plus facile de s'impliquer bénévolement. Alors ça me permet de m'impliquer dans la communauté dans laquelle j'ai vécu quand j'étais jeune. » (Participant17_St-Eu_ei) Ensuite, les participant·e·s apprécient de vivre dans une ville ayant une histoire importante : « C'est qu'on se sent fier·ère·s peut-être d'être dans une ville qui a un passé historique » (Participante19_St-Eu_ei). Puis, la situation géographique est appréciée par deux participant·e·s, comme l'énonce la participante22_St-Eu_ei : « c'est une ville de banlieue, on a accès aux Laurentides en une demi-heure. On a accès à Montréal en une demi-heure. C'est assez bien situé pour tous les services. » D'ailleurs, comme pour les participant·e·s du groupe de discussion, trois des 15 participant·e·s ont exprimé que l'accessibilité et « la qualité des services » (Participante27_St-Eu_ei) sont des raisons expliquant leur enracinement à la ville. Ces services ont parfois fait une différence au niveau de leur qualité de vie, comme le mentionne la participante23_St-Eu_ei : « Au niveau de la santé, moi à Montréal j'étais tout le temps rendue à l'hôpital à cause de mon asthme. Puis ici avec l'air qui est meilleur... Je n'y vais presque jamais [et] les services sont beaucoup plus rapides. » Enfin, parmi les 15 participant·e·s ayant pris part à nos entretiens individuels, deux hommes n'offrent pas de raisons particulières à leur attachement à la ville : « Bof, c'est une ville. » (Participant16_St-Eu_ei)

Nous avons également demandé aux participant·e·s, lors des entretiens individuels, ce qu'ils et elles apprécient le plus de Saint-Eustache. Nous avons classé ces réponses en six catégories, où la première est celle énoncée par un plus grand nombre de participant·e·s. La première catégorie est celle des services offerts par la ville. Des 15 participant·e·s, sept, dont cinq femmes, ont mentionné aimer l'offre et l'accessibilité des services : « On a tous les services. Moi je trouve qu'on a tous les services ici, autant pour les sports que beaucoup de choses pour les aînés [...] Tu n'as pas besoin

d'aller à l'extérieur [de la ville]. » (Participant22_St-Eu_ei) Pour certain·e·s, comme la participante15_St-Eu_ei, l'offre des nombreux services est dû à la taille de la population municipale : « la grosseur de la ville, c'est pratique, on a tous les services dont on a besoin. » Ensuite, quatre des participant·e·s disent que la situation politique est « sans éclats, sans éclaboussures » (Participant27_St-Eu_ei). La ville de Saint-Eustache est l'une des seules municipalités, de la région, à ne pas avoir été blâmée dans le rapport de la commission Charbonneau : « toutes les [municipalités des] Basses-Laurentides ont été accusées, presque toutes les villes, d'un peu de corruption. Ici, ils n'ont jamais été accusés. [...] ça devient de plus en plus rare ces villes-là. » (Participant21_St-Eu_ei) La troisième catégorie est composée des propos relatifs à l'environnement de la ville. La municipalité est qualifiée de « propre » par deux participant·e·s et trois participant·e·s énoncent la qualité de « l'air pur » (Participant18_St-Eu_ei) et la beauté de « ses plans d'eau » (Participant17_St-Eu_ei). Après l'environnement, des propos concernant la culture ont été mentionnés par deux participant·e·s, expliquant leur chance d'avoir un accès privilégié à de la variété culturelle en termes de spectacles, de musées et de conférences : « [les gens de l'extérieur] nous trouvent très chanceux parce qu'on a un coût moins élevé et on a le privilège de pouvoir s'inscrire plus tôt [aux activités]. [...] Ils sont très très forts sur les arts, à Saint-Eustache. » (Participant27_St-Eu_ei) Deux autres participant·e·s ont également parlé de « la proximité du réseau routier » (Participant17_St-Eu_ei), leur offrant facilement l'accès à l'autoroute 13 et donc à la ville de Montréal. Une proximité aidée par le fait que la ville de Saint-Eustache soit associée à la CMM. Finalement, deux participant·e·s, des hommes, disent aimer la convivialité de la ville ainsi que la facilité à côtoyer leur voisinage. Bref, les participant·e·s des entretiens individuels expliquent par de nombreuses raisons pourquoi ils et elles aiment autant la ville de Saint-Eustache. Le participant25_St-Eu_ei résume plusieurs de ces raisons :

J'aime beaucoup les gens, j'aime notre voisinage ici, où l'on demeure nous, c'est très très tranquille. [...] Puis ensuite, c'est une ville sécuritaire aussi. [...] Et puis on peut s'impliquer facilement. Les gens sont gentils, ils sont généralement trop de bonne humeur [*rires*]. [...] Il y a l'eau, il y a les rivières, c'est vraiment un coin où c'est agréable. Puis ensuite, on est dans un lieu, je dirais, semi-urbain, malgré qu'on soit tous en ville maintenant, mais c'est quand même, c'est semi-urbain. [...] Et puis, évidemment il y a l'histoire de la ville.

L'appréciation de la ville s'est aussi manifestée au moment où nous avons demandé aux participant·e·s de nous dire ce qu'ils et elles aiment le moins de Saint-Eustache. En effet, les participant·e·s ont eu de la difficulté à trouver des éléments négatifs à leur municipalité :

Les côtés désagréables, je ne pourrais pas dire qu'il y en a (Participant17_St-Eu_ei)

Le moins ? C'est difficile ce que tu me demandes, parce qu'il n'y a pas grand-chose que je n'aime pas. (Participante14_St-Eu_ei)

Je ne vois pas beaucoup de choses (Participant21_St-Eu_ei)

Rien ! (Participante20_St-Eu_ei)

Les hommes comme les femmes ont plus de facilité à nommer des éléments positifs que négatifs concernant leur ville. Même lorsque nous leur avons demandé d'énoncer des éléments pouvant être améliorés dans la ville, certain·e·s participant·e·s ont trouvé ardu d'en nommer, comme l'exprime la participante19_St-Eu_ei : « Je ne le sais pas, vraiment, à part les routes, il y a des trous, mais ça, ça ne change rien à ma qualité de vie. » Cette participante sait que les routes doivent être entretenues, comme c'est le cas pour toutes les municipalités québécoises, mais surtout, elle dit que le manque d'entretien des routes n'occasionne aucun problème dans sa qualité de vie. Une autre participante se questionne sur d'éventuelles améliorations si les citoyen·ne·s élisait un·e nouveau·lle maire·esse : « Ça fait longtemps qu'on a le même maire. Est-ce qu'on améliorerait [la ville] en changeant de maire ? » (Participante24_St-Eu_ei) Néanmoins pour trois participant·e·s, il y a bien des améliorations à apporter à la ville. D'abord, la configuration de la piste cyclable, avec les grandes artères de la ville, est problématique, voire dangereuse, pour la circulation entre les automobilistes et les cyclistes : « Quand tu viens pour sortir d'une avenue, tu dois traverser la piste cyclable et le trottoir avant d'arriver sur le chemin principal. Donc, il faut toujours que tu vérifies de chaque côté pour t'assurer qu'il n'y a pas un vélo qui s'en vient. » (Participante22_St-Eu_ei) Pour cette participante, il faut soit revoir la configuration, soit ajouter une signalisation, afin de rendre ce tronçon de la piste cyclable plus sécuritaire. Aussi, les activités offertes dans les parcs de la ville ne répondent plus aux besoins des aîné·e·s, comme l'énonce le participant13_St-Eu_ei : « Dans les parcs municipaux, pour des aînés, il n'y a rien, il n'y a rien du tout. Par exemple, moi je demeure près d'un petit parc, il y a des jeux, il y a la pétanque, il y a le croquet, qui ne sont plus en activité. Ce n'est plus pratiqué. » Les parcs pourraient donc être équipés d'installations

répondant mieux aux attentes actuelles des aîné·e·s. Finalement, pour un dernier participant, bien que « la revitalisation du vieux Saint-Eustache [soit] amorcée, [elle est] non complétée » (Participant17_St-Eu_ei). La ville devrait accorder un budget afin de dynamiser le vieux Saint-Eustache, et ce, en « attir[ant] des commerces de proximité » (Participant17_St-Eu_ei) et subséquemment offrir une nouvelle vie à un vieux quartier de la ville.

Ainsi, tous et toutes les participant·e·s, des groupes de discussion comme des entretiens individuels, aiment vivre à Saint-Eustache. Le nombre d'années de résidence en est une preuve et leur fort sentiment d'appartenance envers la municipalité en est une autre. Dans les entretiens individuels, de nombreux participant·e·s ont mentionné l'importance du passé historique, de la situation politique et de l'environnement comme des raisons pour aimer la ville de Saint-Eustache. Également, autant dans les groupes de discussion que dans les entretiens individuels, les participant·e·s ont exprimé leur appréciation pour l'offre et l'accessibilité des services offerts par la ville et particulièrement en ce qui a trait à la culture. Les services municipaux seront abordés dans la prochaine section à travers l'utilisation du service du transport collectif, de la bibliothèque et des parcs de la ville.

5.1.2. Des services municipaux appréciés de tous et toutes

De manière générale, la ville de Saint-Eustache est aimée de tous et de toutes d'après les participant·e·s. Pour comprendre davantage ce qui attire les citoyen·ne·s à vivre aussi longtemps dans cette municipalité, nous avons demandé aux participant·e·s ce qu'ils et elles pensent de certains services municipaux.

5.1.2.1. Le transport collectif, un besoin qui n'est pas ressenti

À Saint-Eustache, le service d'autobus est fourni par l'organisme public en transport en commun (OPTC) Exo¹⁴. Cet organisme offre des tarifs réduits aux utilisateur·trice·s de plus de 65 ans.

¹⁴ Exo dessert la région métropolitaine de Montréal. L'organisme est sous la gouvernance de quinze membres, dont huit sont choisi·e·s par les élu·e·s municipaux·ales (des couronnes nord et sud de Montréal) et sept sont indépendant·e·s qui représentent la société civile (élu·e·s par la Ville de Laval, les agglomérations de Longueuil et de Montréal ainsi que par la CMM).

Pourtant, les participant·e·s des groupes de discussion et des entretiens individuels expriment utiliser leur voiture pour se déplacer dans la ville. Lorsqu'ils et elles ne prennent pas leur véhicule personnel, c'est à pied ou à vélo qu'ils et elles se déplacent, puisque tout est « à proximité de marche » (Participante27_St-Eu_gr). La mobilité active est cependant restreinte lors de la saison hivernale. Durant cette période, les participant·e·s préfèrent ne prendre aucun risque et assurer leur sécurité, car l'hiver, « les trottoirs, c'est de la glace. » (Participant29_St-Eu_gr)

Alors que le service de transport collectif de la ville répond aux normes de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM), comme l'exprime le participant23_St-Eu_ei : « Mais on fait partie de la CMM, la ville a des normes à respecter au niveau du transport en commun », les participant·e·s du groupe de discussion énoncent que les services, les activités et toutes autres nécessités se trouvent à proximité. Ils et elles ne voient donc pas l'utilité d'utiliser le service d'autobus pour effectuer leurs déplacements à l'intérieur de la ville. Par contre, six des sept participant·e·s disent l'utiliser pour se rendre au métro : « L'autobus se rend au métro facilement » (Participante25_St-Eu_gr), ou plus rapidement à Montréal : « Il y a un an, j'ai découvert que je pouvais m'en aller à Montréal plus vite qu'en auto. [...] Je pars de chez nous, trois minutes après, puis c'est à l'heure, l'autobus arrive et en une dizaine [de minutes] tu es rendu au métro Montmorency. » (Participant26_St-Eu_gr) La ville de Deux-Montagnes, ville avoisinante de Saint-Eustache est desservie par un train de banlieue, permettant aux usager·ère·s de se rendre à la Gare Centrale de Montréal. Quatre participant·e·s utilisent de ce train, mais considèrent qu'il est difficile de trouver un stationnement pour leur voiture : « J'ai parfois manqué mon train juste à tourner dans le stationnement pour chercher une place. » (Participant23_St-Eu_gr) Un autre avantage associé à l'utilisation de la voiture pour les déplacements à l'intérieure de la ville, par les participant·e·s, est que les stationnements de la ville sont tous gratuits et il ne semble pas y avoir de problème d'accès à des places de stationnement : « on n'a pas à se plaindre, parce qu'il y en a un peu partout, des stationnements. » (Participante28_St-Eu_gr) En voulant dynamiser le Vieux Saint-Eustache, la ville a fait l'acquisition de certains bâtiments, afin d'augmenter le nombre de cases de stationnement disponibles : « L'objectif c'était de revitaliser le Vieux. [...] C'était une des volontés d'acquérir la bâtisse et les stationnements, pour faire en sorte que le Vieux puisse se soutenir au niveau [économique] » (Participant24_St-Eu_gr). Bien que des places de stationnement soient réservées à certaines personnes, comme pour les étudiant·e·s qui doivent se rendre au Cégep Lionel-Groulx à partir du terminus d'autobus, ou encore pour les femmes enceintes, les

participant·e·s de Saint-Eustache ne voient pas d'inconvénients à ce que les personnes âgées n'en aient pas, comme le démontre ce dialogue entre deux participant·e·s :

Non, mais il y a de la place ! (Participant23_St-Eu_gr).

Et donc ce n'est pas un problème, peu importe l'âge [*rires*] (Participant24_St-Eu_gr).

Lors des entretiens individuels, les participant·e·s mentionnent aussi qu'ils et elles utilisent principalement leur voiture pour se déplacer dans la ville de Saint-Eustache. D'ailleurs, la majorité des participant·e·s (8/15) n'utilise que la voiture pour se déplacer : « Dans la ville comme telle, c'est l'auto. » (Participant16_St-Eu_ei) Ensuite, cinq participant·e·s sur 15, se déplacent avec leur véhicule ou à pied : « C'est sûr que c'est à pied et la voiture » (Participant13_St-Eu_ei), mais cela dépend, principalement pour les femmes, de la luminosité et donc de l'horaire de leur déplacement : « Tout est accessible et tout est sécuritaire ici, à Saint-Eustache. [...] Évidemment, en tant que femme, et femme d'un certain âge, admettons qu'il y aurait une réunion le soir, je prend[rais] ma voiture. [...] Pour toute autre activité de jour, quand c'est possible, j'y vais à pied. » (Participant20_St-Eu_ei). Le choix entre la voiture et la marche dépend également des saisons : « L'été c'est beaucoup la marche. L'automne, le printemps aussi. L'hiver c'est peut-être plus la voiture électrique parce que je suis déjà tombée sur un trottoir glissant » (Participant24_St-Eu_ei). Par contre, même après avoir glissé, la participante considère que la ville entretient bien les trottoirs : « L'hiver c'est quand même assez bien déneigé, les trottoirs. Sauf que si c'est de la pluie verglaçante, [la ville va] essayer de mettre du sel ou du sable, ou de la petite roche... mais c'est plus difficile l'hiver, malgré les crampons » (Participant24_St-Eu_ei). Un autre participant énonce un propos similaire concernant les trottoirs qui se trouvent sur un seul côté de la rue : « Il y a des endroits où il y a un trottoir d'un seul côté. [...] Mais le trottoir est beau. » (Participant21_St-Eu_ei) Puis, un autre participant explique utiliser un quadriporteur pour ses déplacements, puisqu'il ne peut pas marcher très longtemps : « J'allais avec ça [le quadriporteur] parce que marcher longtemps, ça me fatigue. Avec mon quadriporteur, il n'y a pas de problème. [Je peux] me déplacer, faire mes commissions, il n'y a pas de problème. » (Participant26_St-Eu_ei) Une dernière participante utilise sa voiture et le transport en commun en fonction de ses activités : « Tout dépend de qu'est-ce que je vais aller faire. » (Participant19_St-Eu_ei) Pour elle, le transport en commun s'est amélioré depuis les dernières années : « Ils l'ont beaucoup amélioré.

Maintenant, il y a des autobus à travers la ville, à une très grande fréquence aussi, parce que quand tu en as un chaque heure, c'est long [*rires*] ! » (Participant19_St-Eu_ei)

Comme mentionné dans le groupe de discussion, certain·e·s participant·e·s des entretiens individuels (4/15) utilisent le transport en commun pour se rendre à Montréal ou à l'extérieur de la ville : « On utilise le transport en commun quand on va à Montréal, mais pas celui d'ici. » (Participant25_St-Eu_ei) Les autres participant·e·s n'utilisent pas le transport en commun parce qu'ils et elles « n'en ressent[ent] pas le besoin. » (Participant14_St-Eu_ei) ou parce qu'ils et elles considèrent qu'« il n'est réellement pas adapté pour la ville » (Participant13_St-Eu_ei), puisqu'il faut faire « le tour de la ville pour arriver » (Participant24_St-Eu_ei) là où les citoyen·ne·s souhaitent se rendre. Un autre participant énonce qu'il réside dans un secteur de la ville qui n'est pas desservi par le service d'autobus de la ville : « Moi je reste dans le rural. Les autobus ne passent pas chez moi. » (Participant16_St-Eu_ei) Puis, six des 10 participant·e·s, qui n'utilisent pas le service de transport collectif de la ville, considèrent que leur voiture est le moyen le plus simple pour se déplacer (Participant15_St-Eu_ei). D'ailleurs, lorsque nous leur avons demandé ce qui les inciterait à utiliser davantage le service de transport collectif de la municipalité, trois participant·e·s mentionnent que le transport en commun deviendrait une option, s'ils ou elles n'étaient plus en mesure de conduire ou s'il y avait un bris à leur voiture : « Si je n'étais pas capable de conduire l'auto » (Participant18_St-Eu_ei). Deux participantes, des femmes, énoncent que rien ne les inciterait à prendre le transport collectif, puisque tous les services dont elles ont besoin sont à proximité de marche : « Rien, j'en n'ai pas besoin, je reste à proximité, je peux à peu près tout faire à pied de chez moi. » (Participant20_St-Eu_ei) Enfin, un autre participant mentionne qu'il n'est pas encore rendu au stade de prendre l'autobus : « Pour l'instant je ne suis pas rendu là, parce que c'est trop facile. Il y a une facilité, j'ai une auto hybride [et] c'est une banlieue qui se fait bien en auto. » (Participant17_St-Eu_ei)

En ce qui a trait à la mobilité active, 14 des 15 participant·e·s disent faire de la marche ou du vélo, mais seulement trois le font pour se rendre à des services de proximité ou à leurs activités. Les autres, font du vélo ou prennent des marches en tant qu'une activité sportive, mais pas comme un moyen de transport : « Non, je n'irai pas faire mon épicerie à pied. » (Participant27_St-Eu_ei) L'unique participante qui mentionne ne pas faire de mobilité active pour ses déplacements ou ses

activités, explique qu'elle peut marcher un petit peu, mais que c'est une difficulté physique pour elle (Participant23_St-Eu_ei).

Ainsi, l'ensemble des participant·e·s de Saint-Eustache n'utilisent pas le service d'autobus de la ville, puisqu'ils et elles considèrent qu'il est facile de se déplacer en voiture dans la ville. Certain·e·s expriment également qu'ils et elles ne sont pas encore rendu·e·s au moment de devoir utiliser ce service. Par contre, pour se déplacer à l'extérieur de la ville, les participant·e·s font usage du transport collectif. Aussi, même si les services de proximité sont accessibles à la marche ou par le vélo, les participant·e·s préfèrent utiliser ces moyens de déplacement puisqu'il s'agit aussi d'une activité sportive.

5.1.2.2. Bibliothèque municipale : un lieu qui regroupe plusieurs activités et services

En plus d'offrir un nouvel accès à la rivière des Mille Îles (Côté 2012), la nouvelle bibliothèque Guy-Bélisle de la ville de Saint-Eustache, inaugurée en 2012, permet aux résident·e·s de réserver jusqu'à 15 documents (livres, revues, DVD, disques compacts, jeux) pendant 21 jours. Un service de salle de travail est mis à la disposition des usager·ère·s sans avoir besoin d'effectuer de réservation. Aussi, la bibliothèque procède à une vente de livres quelques fois dans l'année et permet aux organismes reconnus par la ville de Saint-Eustache et aux artistes résident·e·s de faire des expositions temporaires à l'intérieur. La totalité des participant·e·s du groupe de discussion (7/7) disent aimer la bibliothèque : « Ah ça, c'est une perle que l'on a ! On est chanceux, non ? On est chanceux ! » (Participant28_St-Eu_gr).

L'appréciation de la bibliothèque s'explique d'abord par son emplacement dans la municipalité, pour quatre des sept participant·e·s. Son emplacement, au bord de la rivière des Mille-Îles, en fait « un des plus beaux coins de la ville ! [...] Tu as la rivière, tu as le pont, que tu vois un peu [depuis l'intérieur de la bibliothèque] » (Participant26_St-Eu_gr). Également, pour cinq participant·e·s la grande disponibilité des services démontre que la municipalité « investit beaucoup » (Participant24_St-Eu_gr). D'ailleurs, la bibliothèque de Saint-Eustache a un service de dépôt, principalement dédié aux aîné·s, où les préposé·e·s de la bibliothèque viennent déposer des livres dans les résidences pour personnes âgées et s'occupent de les changer régulièrement : « Je demeure dans une résidence pour personnes retraitées, [...] il y a des préposé·e·s qui viennent porter des

livres [et] dans la bâtisse à côté. [...] Tu prends les livres que tu veux, puis tu n'as pas besoin de te déplacer. » (Participant29_St-Eu_gr) Un autre service, apprécié par les participant·e·s (3/7), est la Société de généalogie et d'histoire de Deux-Montagnes dont les locaux sont dans la bibliothèque. Ce centre donne accès, aux usager·ère·s, aux documents de généalogie, leur offrant les outils nécessaires pour connaître leurs ancêtres ou découvrir davantage l'histoire de la région.

La totalité des participant·e·s du groupe de discussion de Saint-Eustache dit fréquenter leur bibliothèque « de temps en temps ! » (Participante25_St-Eu_gr) et certain·e·s d'entre eux et elles (4/7) y vont avec leurs petits-enfants. Lorsqu'ils et elles se rendent à la bibliothèque, ce n'est pas seulement pour la location de documents, c'est aussi pour participer à des activités, comme « les conférences » (Participante247_St-Eu_gr), « les rencontres littéraires à l'extérieur durant l'été » (Participant29_St-Eu_gr) ou encore les expositions, qui sont très appréciées : « [En parlant d'une exposition] c'était beau ! Il fallait que tu visites toute la bibliothèque ! Ah, c'[était] quelque chose ! » (Participant26_St-Eu_gr)

Chez les participant·e·s des entretiens individuels, la bibliothèque est également un lieu fréquenté. En effet, 13 des 15 participant·e·s énoncent y aller et les deux autres disent ne pas en ressentir le besoin (Participant26_St-Eu_ei), puisqu'il et elle sont abonné·e·s à différents journaux ou préfèrent acheter plutôt que de louer des livres (Participante22_St-Eu_ei). Les participant·e·s qui fréquentent la bibliothèque y vont pour les différents services et non seulement pour la location des livres. Quelques-un·e·s d'entre eux et elles (9/13) disent y aller pour les conférences et les expositions et sept participant·e·s sur 13 mentionnent s'y rendre pour la Société de généalogie et d'histoire de Saint-Eustache, dont les bureaux se trouvent à la bibliothèque : « la société de généalogie et d'histoire ont leur bureau là. » (Participante20_St-Eu_ei) Bien sûr, la majorité des participant·e·s qui se rendent à la bibliothèque (9/13) disent principalement y aller pour la location des livres et profiter de la beauté du lieu afin d'y faire de la lecture : « C'est une magnifique bibliothèque. [...] C'est la luminosité qui est magnifique. » (Participant17_St-Eu_ei) Plusieurs vont à la bibliothèque seul·e·s, mais quatre des 13 participant·e·s y amènent leurs petits-enfants : « J'y vais avec une de mes petits-enfants une fois [par] semaine. » (Participante20_St-Eu_ei) Cependant, seulement un seul participant dit y aller avec ses petits-enfants afin de les inciter à la lecture : « Ça c'est le petit côté au niveau de l'éducation. » (Participant17_St-Eu_ei) La fréquence des visites à la bibliothèque varie entre « une fois par semaine » (Participante23_St-Eu_ei), « quelques heures par semaine »

(Participante15_St-Eu_ei), « une à deux fois par année » (Participante27_St-Eu_ei) ou « seulement à l'occasion » (Participante18_St-Eu_ei). Les femmes sont d'ailleurs celles qui se rendent à la bibliothèque sur une base régulière en comparaison aux hommes.

Comme nous avons interrogé certain·e·s des participant·e·s lors des différentes phases de la pandémie de la COVID-19 (confinement, entre deux confinements, zones de couleur), nous avons voulu comprendre comment leur usage de la bibliothèque avait changé. La participante15_St-Eu_ei nous explique qu'elle se rendait sur une base régulière à la bibliothèque avant la pandémie, mais que, elle n'y va plus dû aux nouvelles procédures : « on peut faire des réservations en ligne, puis aller chercher nos livres, mais avant ça, j'aimais ça aller là-bas directement et m'asseoir, puis lire, parce que c'est sur le bord de la rivière [...] quand il y a eu un peu plus de liberté cet été, on pouvait aller chercher nos livres, mais on ne pouvait pas aller s'asseoir. » (Participante15_St-Eu_ei)

À Saint-Eustache, les hommes comme les femmes fréquentent la bibliothèque de la ville et ce n'est pas seulement pour la location des livres. Les nombreux services disponibles, les conférences et les expositions enchantent les participant·e·s. Ils et elles sont aussi nombreux·ses à aimer la Société de généalogie et d'histoire de Saint-Eustache qui se trouve dans la bibliothèque. Enfin, comme plusieurs l'ont mentionné, la bibliothèque est un lieu magnifique où il est agréable d'y passer du temps.

5.1.2.3. *Une utilisation familiale et sportive des parcs*

Dans sa *Politique de développement de la communauté eustachoise 2019-2023*, la ville de Saint-Eustache propose la réalisation éventuelle de six mesures concernant ses parcs. De ces six mesures, une seule est destinée à améliorer les parcs pour les usager·ère·s aîné·e·s, soit celle d'*installer des modules d'entraînement, des circuits aménagés, pour adultes et aînés dans les parcs*. Avant de vérifier si, d'après les participant·e·s, les parcs ont besoin d'amélioration, nous leur avons demandé s'ils et si elles fréquentent les parcs de la ville et quelles activités ils et elles y pratiquent.

Tous et toutes les participant·e·s mentionnent fréquenter différents parcs de la ville. Il peut s'agir du parc le plus proche de leur résidence, d'un parc où il y a de l'eau afin d'y aller avec leurs petits-enfants (Participante25_St-Eu_gr et Participante27_St-Eu_gr) ou encore d'un parc spécifique, tel que le parc Richard Giroux, la Place Sauvé, le parc Godard et le nouveau parc nature. Il semble

néanmoins que seules les femmes fréquentent les parcs avec leurs petits-enfants, en plus d'y pratiquer leurs activités personnelles et sportives comme les hommes. À ce niveau, en été, les participant·e·s utilisent principalement les parcs pour faire des promenades ou pour se déplacer d'un lieu à un autre, comme de la maison des aîné·e·s à la bibliothèque (Participant29_St-Eu_gr). Ils et elles y font également l'observation de la nature (Participant26_St-Eu_gr et Participante28_St-Eu_gr). En hiver, c'est plus la pratique d'activités sportives comme le ski de fond, de la raquette ou de la marche nordique (Participant24_St-Eu_gr) qui les intéressent dans la fréquentation des parcs de la ville.

Cette discussion sur les diverses activités dans les parcs mène une participante à dire qu'elle ne connaît pas tous les coins de sa municipalité : « Moi je suis native d'ici [...], mais il y a des petits coins que je ne connais pas de ma ville. [...] Il me semble que je voudrais tout savoir, puis tout connaître, puis tout voir de ma ville ! » (Participante27_St-Eu_gr) Ce témoignage prouve, encore une fois, que les résident·e·s de Saint-Eustache apprécient leur municipalité.

Finalement, seulement deux participant·e·s sur les sept expriment la nécessité d'améliorer l'entretien de certains parcs l'hiver. Il semble que la glace présente sur le terrain de différents parcs soit problématique pour l'accessibilité à ces derniers, mais également dangereuse pour la pratique d'activités. Les participant·e·s énoncent que l'accès à ces parcs doit attendre au printemps : « Il faut que tu fasses attention, c'est de la glace [...] ce qui est achalant, c'est qu'il faut attendre longtemps, jusqu'à tard au printemps [pour y aller]. » (Participant26_St-Eu_gr)

Dans les entretiens individuels, la majorité des participant·e·s disent fréquenter les parcs, mais il ne s'agit pas de la totalité d'entre eux et elles. En effet, six participant·e·s sur 15 disent ne pas s'y rendre dans les parcs. D'abord, un participant explique ne pas avoir d'intérêt pour l'instant (Participante17_St-Eu_ei). Ensuite, une autre participante mentionne qu'elle ne se rend plus dans les parcs puisque ses petits-enfants ont vieilli et ne veulent plus aller jouer là-bas (Participante20_St-Eu_ei). Pour un autre encore, c'est la difficulté à se déplacer sur de longues distances qui l'empêche de profiter des parcs : « Non, j'ai de la misère. Je n'ai pas tant de misère à me déplacer à court terme, mais il ne faut pas que j'aille loin. » (Participant26_St-Eu_ei) Le participant13_St-Eu_ei considère plutôt que les parcs de son secteur ne sont pas intéressants : « Moi dans le parc que je croise, il n'y a jamais personne, il n'y a personne d'assis sur les bancs. Le parc est relativement bien entretenu, sauf qu'il n'y a aucune activité, alors

s'asseoir sur un banc dans un parc où il n'y a aucune activité [...] je trouve ça un peu... désolant. » Enfin, une dernière participante estime que c'est un manque de volonté : « Aucune raison, c'est juste peut-être de la paresse [rires] ou la volonté d'y aller ! » (Participante15_St-Eu_ei)

Les autres participant·e·s (9/15) disent visiter des parcs assez divers ; il s'agit autant du parc écologique ou le parc nature, le parc derrière la petite église dans le vieux Saint-Eustache, la place Sauvé, le parc du Manoir Globensky, les diverses promenades entre autres la promenade de la rivière. Lorsqu'ils et elles vont dans un parc, ils et elles peuvent y aller seul·e·s, accompagné·e·s de leur conjoint·e ou pour d'autres « toujours avec [leurs] petits-enfants » (Participante23_St-EU_ei). L'utilisation des parcs se fait principalement pour des activités sportives, telles que la marche en sentier, le vélo sur les pistes cyclables ou les promenades, le cardio plein air, en ce qui a trait à la saison estivale, et de la raquette, du ski de fond et du patin en hiver. Pour quatre participant·e·s (sur 9), les parcs sont aussi des lieux permettant l'observation de la nature : « juste pour admirer la nature [...] se relaxer, regarder l'eau de la rivière » (Participante19_St-Eu_ei). Concernant la fréquence de leurs visites aux parcs, les participant·e·s disent y aller « une fois par quinze jours » (Participante23_St-Eu_ei), « une fois ou deux par semaine » (Participante14_St-Eu_ei) ou encore « trois-quatre fois par semaine » (Participante24_St-Eu_ei) pour les plus passionnées. Par ailleurs, la crise sanitaire a modifié cette fréquence vers la baisse pour quelques participant·e·s (7/9), puisque leurs activités extérieures ou celles de leurs petits-enfants ne s'offrent plus ou parce qu'il y a beaucoup plus de monde qu'avant : « Oh non, j'y allais plus souvent avant [la crise] » (Participante27_St-Eu_ei). Pour deux autres participant·e·s, la fréquence de leur visite est restée similaire : « Non, pas plus qu'avant [la crise]. » (Participant25_St-Eu_ei)

Ainsi, les participant·e·s démontrent qu'ils et elles connaissent et fréquentent de nombreux parcs, promenades et pistes cyclables. Certains parcs sont plus difficiles d'accès durant l'hiver, mais les participant·e·s cherchent alors à se rendre dans un autre parc. Pour la majorité des répondant·e·s, les parcs sont utilisés pour la pratique de leurs activités sportives.

Finalement, l'ensemble des participant·e·s énoncent des propos assez similaires de leur utilisation des services municipaux de Saint-Eustache. Même si la pandémie a changé la fréquence d'utilisation des services municipaux, à plusieurs reprises, ils et elles nous ont parlé de leur participation à des conférences ou à la pratique d'activités grâce à la bibliothèque et aux parcs de

la ville. Ainsi, nous développons, dans la prochaine section, les activités qui sont pratiquées par les participant·e·s dans la ville de Saint-Eustache.

5.1.3. Activités pratiquées

Les activités pratiquées dans la municipalité permettent de créer un sentiment de groupe, dans certains cas, d'augmenter son sentiment d'appartenance à sa communauté et sa ville. Chez les aîné·e·s, les activités quotidiennes permettent de limiter leur isolement et leur solitude. Cette section du chapitre présente donc les activités des participant·e·s de notre groupe de discussion et de nos entretiens individuels. Les propos tenus lors de notre groupe de discussion démontrent une grande diversité d'activités pratiquées par les participant·e·s. Il s'agit principalement d'activités socioculturelles, mais aussi sportives. Les participant·e·s font également l'utilisation des aménagements urbains, comme les pistes cyclables ou les centres sportifs.

Cependant, les activités annuelles et celles spécifiquement dédiées aux aîné·e·s et organisées par la municipalité n'ont pas été abordées dans les entretiens individuels. Nous voulions obtenir une discussion de groupe sur ces deux types d'activités.

5.1.3.1. Des activités qui répondent aux besoins des citoyen·ne·s

Il faut savoir que la ville de Saint-Eustache dispose de plusieurs pôles d'activités, permettant aux citoyen·ne·s de profiter et de pratiquer des activités de n'importe quel endroit de la ville : « Tu as quatre, cinq pôles de concentration, avec beaucoup d'activités. » (Participant29_St-Eu_gr) Ainsi, parmi les sept participant·e·s du groupe de discussion, cinq disent assister à des « concerts dans l'église » (Participante27_St-Eu_gr) et aller à des « expositions » (Participant26_St-Eu_gr). Ils et elles se rendent également au théâtre, puisqu'ils et elles en ont maintenant la possibilité : « Il nous manquait juste un théâtre. Puis on a le Zénith [maintenant] ! » (Participant26_St-Eu_gr) L'utilisation de ce théâtre n'est pas seulement une salle de spectacle, c'est aussi un lieu de représentation pour les « cinés répertoires » (Participante28_St-Eu_gr) et « l'opéra en direct du MET de New York » (Participante27_St-Eu_gr). Pour les participant·e·s, la construction de ce théâtre est perçue comme une façon, pour la ville, d'avoir répondu à un besoin attendu par ces

citoyen·ne·s: « les gens de Saint-Eustache avaient un appétit pour ça, puis la ville a répondu » (Participant26_St-Eu_gr). Toutes les activités offertes par ce théâtre semblent répondre à tous les besoins des citoyen·ne·s, leur permettant ainsi de ne plus avoir besoin de se rendre à l'extérieur de leur ville : « C'est chez nous ! On n'a pas besoin d'aller à Montréal ! » (Participante28_St-Eu_gr) ou encore « plus besoin d'aller nulle part ! » (Participante25_St_Eu). Ces activités culturelles sont particulièrement appréciées des participant·e·s : « Non, mais c'est vrai qu'on est gâté·e·s ! » (Participante28_St-Eu_gr) Bien que plusieurs des participant·e·s soient des membres organisateur·rice·s ou des membres des conseils d'administration de certaines de ces activités, ils et elles sont tout de même reconnaissant·e·s du travail effectué par « le service à la culture » (Participant29_St-Eu_gr) de la ville dans la coordination des nombreuses activités offertes à Saint-Eustache.

Concernant l'utilisation des aménagements extérieurs, comme les pistes cyclables pour effectuer des activités sportives, tous et toutes les participant·e·s mentionnent les utiliser, mais pour différentes activités. Il peut s'agir de la marche, de la course modérée comme le jogging, ou le vélo. Il n'y a pas de différences entre les hommes et les femmes sur la pratique de ces activités. Les pistes cyclables sont appréciées de tous et de toutes, mais le participant23_St-Eu_gr énonce qu'elles manquent d'entretien à certains endroits : « Il y a un beau réseau, mais il a besoin d'amour au niveau de l'asphalte. En arrière du centre d'achat, jusqu'à la 25^e avenue, c'est l'enfer ! Il y a beaucoup de trous, ça ne s'est pas amélioré. » Alors que les pistes cyclables sont adoptées par tous et toutes, les centres sportifs intérieurs semblent être principalement utilisés par les hommes, puisque seulement deux participants masculins affirment s'y rendre. Le participant29_St-Eu_gr utilise le centre disponible dans son immeuble pour faire du tapis roulant intérieur, mais uniquement l'hiver lorsque la glace a pris le dessus des pistes cyclables et des trottoirs. Le participant23_St-Eu_gr a lui son abonnement annuel au centre sportif Mathers. Il aime particulièrement la grande infrastructure, permettant une pratique sportive diverse, et la technologie des machines d'entraînement : « C'est super en termes d'infrastructure [...] Il y a tout ce qu'il faut, le tennis, tu peux t'entraîner, [faire] du conditionnement physique. C'est magnifique ! Les machines ne font pas de bruit, il [le centre] est à la fine pointe. » (Participant23_St-Eu_gr)

Également, et pour une seule participante, les cours universitaires sont un autre moyen d'occuper ses temps libres. Pour la participante25_St-Eu_gr, les cours qu'elle suit à distance avec l'Université

Laval lui permettent de rester ouverte sur ce qui passe dans la société et de continuer à apprendre. Surtout, ses cours lui donnent l'assurance qu'elle peut accomplir quelque chose : « Je vais à l'université, parce que je veux me garder la tête... je ne veux pas devenir quelqu'un qui n'est plus capable de répondre à rien, puis qui n'est plus capable de ne rien faire. » (Participante25_St-Eu_ei)

En ce qui a trait aux propos tenus lors des entretiens individuels, deux participant·e·s sur 15 nous disent être inscrit·e·s à l'Université du Troisième âge. Leur motivation à participer à ces activités éducatives est liée à « l'intérêt de vouloir rester connectée, d'apprendre, de rester éveillée [et] d'être une aînée qui est capable de discuter de différents sujets avec [ses] enfants, [ses] petits-enfants, [ses] amis, [sa] famille. » (Participante20_St-Eu_ei) Après les cours universitaires, la très grande majorité des participant·e·s (14/15) disent avoir des activités socioculturelles. Tout comme pour les participant·e·s du groupe de discussion, les activités sont le cinéma (Participante15_St-Eu_ei), la présence à des expositions (Participant26_St-Eu_ei) ou à des spectacles (Participant16_St-Eu_ei).

Par contre, depuis le début de la pandémie, la fréquence de participation à ces activités a complètement pris fin, passant d'« une dizaine de fois par année [à] aucune » (Participant25_St-Eu_ei). Ce sont d'ailleurs des activités qui manquent aux répondant·e·s, puisque l'une de leurs motivations à s'y rendre était « le côté social de choses [et] voir d'autres gens » (Participant22_St-Eu_ei). Pour un autre participant, c'était un moyen d'avoir des discussions avec d'autres personnes et de se sentir bien : « Ça m'apporte du bien-être. Quand on vit seul, la solitude ne me pèse pas tellement, je ne suis pas un type solitaire, mais j'aime bien les discussions, j'aime bien. » (Participant13_St-Eu_ei) Enfin, pour un autre répondant, la motivation à aller à des activités socioculturelles est de pouvoir « rester animé. Pour rester dans la communauté [et] pour voir ce qui se passe au niveau des arts. » (Participant16_St-Eu_ei) En fonction du moment où l'entretien a eu lieu pendant la pandémie, nous avons parfois demandé aux participant·e·s s'ils et si elles assistaient à des spectacles en ligne. Aucun des participant·e·s n'a mentionné le faire : « Non. Je ne fais pas de spectacles Zoom. Ça ne me dit rien. » (Participant24_St-Eu_ei) En ce qui a trait aux activités sportives, cinq des 15 participant·e·s énoncent pratiquer la natation, l'aquaforme et la marche en plus des activités sportives qui sont effectuées dans les parcs ou sur les pistes cyclables de la ville. Depuis la pandémie, les activités sportives ont complètement arrêté : « On n'a plus accès aux piscines. » (Participante15_St-Eu_ei) C'est un coup dur pour les participant·e·s qui avaient pris

l'habitude de s'entraîner « trois à quatre fois [par] semaine » (Participant17_St-Eu_ei). La pandémie a également chamboulé leurs activités familiales. La totalité des participant·e·s voyait leurs enfants, petits-enfants ainsi que leurs frères et sœurs et organisaient « des petits barbecues, des soupers, des dîners, les fêtes d'enfants, ou la Fête des Mères » (Participante23_St-Eu_ei). Ces habitudes sont maintenant difficiles à exercer : « On avait une habitude, avant la COVID. Tous les dimanches, on allait à l'église, quand c'était possible. Et puis, on allait avec les enfants, mes deux filles, on allait manger au restaurant. Mais, on ne fait plus ça. » (Participant26_St-Eu_ei) Les réunions se sont transformées en rencontre *Zoom* (Participante24_St-Eu_ei) ou *Skype* (Participant21_St-Eu_ei), mais cela ne remplace pas l'envie de voir leurs proches : « C'est ça qui est difficile. Tu ne peux pas voir tout le monde quand tu veux. Puis, vu que ma mère est âgée, même si elle est en forme, on ne peut pas risquer [d'aller la voir] pour la mettre à risque. » (Participante22_St-Eu_ei)

Donc, la pandémie a chamboulé la routine des participant·e·s concernant leurs activités culturelles, sportives et familiales. Aucun d'entre eux et elles n'ont voulu participer par Internet à des activités de remplacement, puisque cela ne remplace pas la socialisation qu'elles leur apportaient. Avant la pandémie, la ville organisait chaque année deux activités, auxquelles ils et elles aimaient assister.

5.1.3.2. *Le Festival de la galette et la Journée nationale des Patriotes*

Chaque année, la ville de Saint-Eustache organise des activités qui sont destinées à la population locale, mais également aux touristes. Ces activités sont le Festival de la galette et la Journée nationale des Patriotes.

Depuis 35 ans, la Corporation du Moulin Légaré, en partenariat avec la Ville de Saint-Eustache, organise le Festival de la galette et des saveurs du terroir. Cette activité gratuite, et ouverte à tous et toutes, vise à promouvoir la culture et l'histoire du Vieux-Saint-Eustache au grand public en offrant un contact avec les artisan·e·s, les producteur·rice·s et les artistes de la région (Ville de Saint-Eustache 2021). De plus, chaque année la Ville de Saint-Eustache et la Maison de la culture et du patrimoine organisent, sur plusieurs jours, des activités encadrant la Journée nationale des Patriotes. Cet événement également gratuit offre des visites guidées commentées de certains lieux de la ville, des conférences ainsi que la lecture de contes et de légendes.

Tous et toutes les participant·e·s affirment apprécier ces activités annuelles : « Moi j'aime bien le défilé des patriotes » (Participante25_St-Eu_gr). En comparaison à leurs activités de tous les jours (sportives, socioculturelles, etc.), ces événements sont principalement aimés pour « le côté historique » (Participante27_St-Eu_gr) qu'elles offrent : « C'est important de connaître notre histoire, l'histoire du Québec et c'est tout l'aspect de la capitale nationale des Patriotes aussi » (Participant26_St-Eu_gr). Ce propos reflète aussi l'origine ethnoculturelle des répondant·e·s. Il faut prendre en compte que ce n'est pas forcément toutes les personnes âgées de Saint-Eustache qui se sentent aussi près et à l'aise avec l'histoire québécoise. Les répondant·e·s n'ont pas énoncé de difficultés particulières dans la participation à ces activités récurrentes. Elles sont bien pensées pour offrir un « accès à tout le monde, les familles, les jeunes et les vieux ! » (Participante28_St-Eu_gr) Même si ces activités annuelles sont, entre autres, organisées par certain·e·s des participant·e·s de notre groupe de discussion, ils et elles expriment, encore une fois, que la facilité d'accès à ces événements est due au service de la culture de la ville (Participant29_St-Eu_gr).

Bref, d'après les répondant·e·s les activités annuelles de la ville semblent être bien adaptées à la majorité de la population eustachoise, dont les personnes âgées. Même si certain·e·s des participant·e·s disent organiser ces événements annuels, nous avons cherché à savoir si des activités spécifiquement dédiées aux aîné·e·s sont accessibles à Saint-Eustache.

5.1.3.3. *Activités spécifiques aux aîné·e·s*

À Saint-Eustache, les participant·e·s considèrent qu'ils et elles sont « gâté·e·s » (Participante28_St-Eu_gr), puisqu'ils et elles ont de nombreuses activités à leur disposition : « Les vieux, ils ont bien des activités [*Rires*] ! » (Participant29_St-Eu_gr) Ces activités sont celles offertes dans les centres communautaires de la ville et à la Maison du citoyen, comme des cours de danse, des cours d'informatique ou encore le tricot. Elles ne sont pas spécifiquement données pour les aîné·e·s, mais puisqu'elles sont souvent offertes à des heures où les plus jeunes sont soit à l'emploi soit à l'école, les participant·e·s sont donc des retraité·e·s. De ce fait, les participant·e·s de notre groupe de discussion énoncent participer quelquefois à ces activités, mais considèrent que chacun·e des résident·e·s aîné·e·s de la ville peut facilement trouver l'activité qui lui convient. En fait, seulement un participant nous fait part d'un inconvénient : les activités ne sont pas toutes regroupées et sont dispersées à divers endroits de la ville : « Je vais mener ma femme à la Rivière Nord, puis tu t'en

vas à des réunions pas loin de l'usine d'épuration, puis tu t'en vas suivre un cours à la piscine. C'est partout ! Puis à tout bout de champ ! » (Participant26_St-Eu_gr) Cette problématique rend la planification des déplacements plus difficiles, mais démontre l'ampleur des activités disponibles dans l'ensemble de la ville.

Ainsi, les participant·e·s estiment ne pas avoir besoin d'activités qui leur soient spécifiquement consacrées. D'ailleurs, l'horaire des activités fait en sorte qu'ils et elles peuvent y aller. C'est aussi parce que la plupart d'entre eux et elles ne se considèrent pas comme vieux et vieilles, comme il le sera démontré dans la prochaine section.

5.1.4. Représentations du vieillissement

Comme les activités des participant·e·s peuvent être affectées par la manière dont la notion du vieillissement est perçue par ces dernier·ère·s ainsi que par la société, nous les avons questionné sur divers éléments de cette notion. Nous avons d'abord cherché à comprendre comment eux et elles-mêmes identifient le vieillissement et la vieillesse. Ceci a principalement été abordé avec les participant·e·s du groupe de discussion. Puis, nous avons interrogé les participant·e·s, du groupe de discussion et des entretiens individuels, sur la facilité, ou non, de bien vieillir à Saint-Eustache.

5.1.4.1. Qu'est-ce que le vieillissement ?

Lorsque nous avons posé la question *Selon vous, qu'est-ce que le vieillissement ?*, les participant·e·s des groupes de discussion ont énoncé des propos qui sont autant similaires que différents. Pour les propos qui sont similaires, les participant·e·s ont partagé des éléments sur leur état de santé physique et leur capacité cognitive alors qu'ils et elles ont des avis différents sur leur rapport à la retraite et à l'emploi.

D'abord, les participant·e·s des groupes de discussion estiment que le vieillissement se vit par leur état de santé. D'ailleurs, dans notre questionnaire sociodémographique, nous avons demandé aux participant·e·s comment ils et elles percevaient leur état de santé. Les réponses montrent que trois des sept participant·e·s considèrent être en bonne santé, le même pourcentage de participant·e·s disent être en excellente santé et une seule mentionne que sa santé est passable. Alors, quatre

participant·e·s sur sept considèrent être « limité[s] dans certaines choses » (Participant25_St-Eu_gr) et, pour deux de ces répondants, des hommes, cette limite se différencie par la santé physique et la santé cognitive, comme l'explique le participant29_St-Eu_gr : « Ça dépend comment on vieillit [*rires*] [...] Physiquement, il y a des choses que je ne suis plus capable de faire. [...] Mais mentalement, je n'ai aucun problème ». Le participant26_St-Eu_gr énonce le même propos, sa santé physique se détériore, mais sa capacité intellectuelle n'a pas changé : « Moi vieillir... c'est le matin. C'est un petit peu plus de repos. Mais à part de ça, pour tout le reste, je suis bien. Ça va très bien. Lire, penser, réfléchir... écrire. Je ne sens pas que ça baisse [...], mais il faut que je me repose de temps et en temps. » Dans l'idéal, les participant·e·s estiment qu'il est important « “de vieillir en santé”, en santé physique, en santé mentale, en santé sentimentale », même s'ils et si elles savent que leur « corps, va finir par se déginguer » (Participant29_St-Eu_gr). Cependant, ils et elles cherchent à obtenir « un équilibre entre le corps et la tête » pour leur vieillissement (Participant29_St-Eu_gr). Pour y arriver, trois participant·e·s sur quatre expliquent qu'il faut rester actif·ve et occuper ses journées : « tu prends des cours, tu fais ton jardin, tu tonds ton gazon, tu prends soin de ta maison tout·e seul·e, tu es pas mal. Tu es bien, tu peux faire toutes tes choses, tu ne traînes pas de la patte [...] tu fais de l'exercice » (Participant28_St-Eu_gr). Le fait d'être actif·ve n'est pas seulement caractérisé par l'envie de faire de l'exercice physique et de bouger physiquement, c'est d'être autant occupé·e qu'à l'emploi, mais sans l'angoisse associée à celui-ci : « J'ai pris ma retraite il y a cinq ans et je suis resté actif, [...] mais je ne l'impose à personne. Sinon, c'est vide, mais ça ne me tente pas d'être stressé, [donc] je me tiens occupé. J'ai un agenda comme si je travaillais [...]. J'ai trois implications bénévoles, et je m'occupe de ma mère, qui a 92 ans. » (Participant23_St-Eu_gr)

Par contre, ce lien entre la retraite et l'emploi est également abordé par trois participant·e·s, qui n'en partagent pas la même idée. Pour un participant, la retraite est un moment de liberté et de choix alors que la carrière professionnelle était signe d'obligations : « Je trouve que la retraite, tu exerces tes choix. C'est ça la beauté. Quand tu travailles, tu as un horaire, tu as un agenda très serré, tu as des obligations. [...] Moi j'appelle la retraite [comme] avoir plus de liberté. Tu exerces des choix au quotidien, ce n'est pas un péché de ne rien faire. » (Participant23_St-Eu_gr) Un autre participant aurait plutôt aimé continuer à travailler et faire de la politique active :

Ma frustration c'est plus du fait qu'à 66 ans, faut que je choisisse mes choses à faire. J'aurais bien aimé revenir en politique active, mais je ne suis pas Bernie Sanders [...] J'ai ma crainte de ne pas avoir la santé, puis en même temps, j'ai une frustration de ne pas avoir la possibilité de faire ce que j'aurais aimé faire, ou continuer à faire. Il y a une forme de frustration, je dirais, dans le fait de vieillir, parce qu'on veut faire plus [...] Du jour au lendemain, tu tombes au neutre. Je disais tout le temps à la blague : «savez-vous que la plus grosse difficulté à la retraite, c'est de choisir entre une *toast* de beurre d'arachide ou de confiture de fraises.» Quand tu as toujours été actif, c'est frustrant un petit peu ! (Participant24_St-Eu_gr)

Alors ce que dernier propos est le reflet d'un certain privilège – celui de choisir entre prendre sa retraite ou de continuer à travailler pour le plaisir – la dernière participante ayant mentionné un propos sur ce sujet explique que la retraite n'est pas forcément un choix, mais une obligation. Après une période de maladie, elle n'a pu retrouver son emploi et a dû prendre sa retraite. Aujourd'hui, de par une incapacité physique, elle regrette de ne pas avoir eu la possibilité de continuer à travailler et de prendre sa retraite au moment qui lui convenait : « Je ne suis pas capable d'être active. J'ai de la misère à marcher, j'ai de la misère... à fonctionner. [...] Je ne suis pas complètement impotente, mais [...] moi je regrette de ne pas avoir été capable de continuer [à travailler]. Ah oui, ça me dérange. » (Participante25_St-Eu_gr)

Enfin, la majorité des participant·e·s (5/7) approuve le propos d'une seule participante énonçant que la retraite est tout de même « une des plus belles périodes la vie » (Participante27_St-Eu_gr). Par ailleurs, un participant a offert un questionnement rhétorique sur une éventuelle nuance de cette période de vie : « Il y a une nuance à faire entre la retraite et l'âge ? [*rires*] » (Participant24_St-Eu_gr). Cette période se caractérise par l'aboutissement d'un parcours de vie, après avoir « vécu l'adolescence, la période où on a des enfants » (Participante27_St-Eu_gr), la retraite est le moment d'exercer ses choix et ses implications. Ces implications se différencient d'ailleurs de celles que la participante avait avant de prendre sa retraite : « Je rencontre des gens qui n'étaient pas dans mon réseau. [...] j'apprivoise d'autres secteurs [...] de nouvelles personnes, de nouveaux réseaux » (Participante27_St-Eu_gr). L'acquisition de nouveaux réseaux est partagée par quatre autres participant·e·s.

Concernant les perceptions du vieillissement, les participant·e·s des groupes de discussion ont répondu à une deuxième question : *Qu'est-ce que la société reflète comme image du vieillissement ?* Pour certain·e·s, la société leur témoigne des signes d'âgisme, alors qu'eux et elles-mêmes ne se considèrent pas comme vieux et vieilles, et un sentiment d'inutilité face au vieillissement, également considéré comme une forme d'âgisme.

Premièrement, l'ensemble des participant·e·s (7/7) ne se considèrent pas comme vieux ou vieilles : « je ne me sens pas vieux pantoute » (Participant2_St-Eu_gr). En total accord avec ce propos, la participante27_St-Eu_gr ajoute que l'expression « l'âge d'or » n'est pas le reflet de sa pensée : « Moi j'appelle ça "le bel âge" ! Je n'aime pas ça "l'âge d'or" ou je ne sais pas quoi. » Dans la même idée, un autre participant fait part au groupe que les expressions utilisées pour parler du vieillissement ne sont qu'une question de perception : « moi je ne le sens pas que je suis vieux, puis on se fait regarder. Mais en même temps, je pense que c'est plus une question de perception de la société. » (Participant24_St-Eu_gr)

Deuxièmement, cette perception de la société pour le vieillissement se ressent par une inutilité pour deux participant·e·s et par une sorte d'intériorisation des représentations sociales du vieillissement. Il et elle ont peur de devenir « un bibelot » (Participante28_St-Eu_gr), puisqu'il et elle ne sont plus à l'emploi ou simplement parce qu'il et elle prennent de l'âge, comme l'exprime le participant29_St-Eu_gr : « J'ai peur de devenir inutile [...], quand j'ai dépassé 60,70,75 [ans], en vieillissant, ça devient de plus en plus présent, de devenir inutile. Puis des fois, tu te le fais sentir : "heille là, tasse-toi pépère !" C'est comme ça. »

Troisièmement, pour d'autres, c'est une question d'âgisme. Alors que la participante qui suit des cours universitaires à peur « de la réaction que les jeunes vont avoir quand ils vont [lui] voir la tête » (Participante25_St-Eu_gr), un autre participant estime que les plus jeunes ont un manque de respect envers les personnes plus âgées : « c'est l'âgisme qui me fend le cœur. Surtout nos jeunes, ils sont sévères là-dessus [...] Des fois il y a des petites affaires qu'ils nous lancent. Même dans les fins de carrière, vous avez sûrement vécu ça avec des plus jeunes qui veulent ta *job*, il y a une espèce de... de manque de respect » (Participant23_St-Eu_gr). Par contre, un autre participant ne considère pas cela comme de l'âgisme, mais plutôt comme une différence entre les générations :

Ce n'est pas une question d'âgisme. C'est la génération qui me suit, je trouve qu'elle ne s'implique pas comme nous on s'est impliqués, et ça, c'est dommage. On est vraiment dans

deux mondes : on est dans un monde de revendications, de luttes puis de collectif [pour] notre génération. Je pense, et là je porte un jugement, une perception, puis l'autre gang [génération] qui nous suit, ils ne sont pas là, ils sont plus dans l'individualisme. [...] ça crée des conflits, des conflits sociaux, mais ce n'est pas à cause de notre âge, c'est notre manière de penser. (Participant24_St-Eu_gr).

Dans nos entretiens individuels, nous n'avons pas posé de question sur la perception du vieillissement. Pourtant, trois participant·e·s ont parfois énoncé des propos reflétant ce qu'ils et elles pensent du vieillissement et de son reflet par la société. Une participante mentionne qu'il y a parfois de l'âgisme dans la société, puisque les aîné·e·s ne sont pas forcément engagé·e·s dans les lieux où ils et elles voudraient travailler : « comme partout ailleurs, je veux dire, si je veux travailler à la bibliothèque, et bien quand on est rendu des aînés, ils ne veulent pas nous prendre » (Participante19_St-Eu_ei). Un autre participant parle plutôt de lui et des autres personnes âgées comme « les vieux et les vieilles » (Participant18_St-Eu_ei) et non comme étant des aîné·e·s ou des personnes âgées. Enfin, un dernier participant, remet en question le moment où l'on devient vieux ou vieille : « Je ne me considère pas comme âgé tellement [*rires*]. Ah remarque, quand j'étais petit une personne qui avait 72 ans, pour moi c'était un vieillard. Quand tu es rendu à 72 ans, tu ne te trouves pas du tout vieillard [*rires*] ! C'est bien drôle ? Mais c'est sûr qu'[être] âgé pour moi, c'est 90 ans. Ça, c'est vraiment âgé. » (Participant21_St-Eu_ei)

Bref, les participant·e·s du groupe de discussion et quelques-uns des entretiens individuels perçoivent le vieillissement comme une de leur plus belle période de vie, même si quelques contraintes de santé sont plus courantes. Par contre, ceux et celles qui ne se considèrent pas comme des vieux et des vieilles voient leur vieillissement à travers le regard et les propos des autres, qui peuvent être discriminants. Malgré cela, les témoignages des participant·e·s sont assez encourageants pour bien comprendre comment ils et elles conçoivent la manière de vieillir à Saint-Eustache.

5.1.4.2. *Vieillir à Saint-Eustache*

À Saint-Eustache, les participant·e·s des groupes de discussion mentionnent principalement que des avantages à vieillir dans leur municipalité. En effet, en plus d'affirmer qu'ils et elles adorent la

ville et qu'ils et elles y sont bien, les participant·e·s ajoutent qu'il y a beaucoup d'activités : « à Saint-Eustache, si tu veux faire quelque chose, n'importe quoi, tu peux en faire en tabarouette ! » (Participant26_St-Eu_gr) Ces activités, qui ne sont pas spécifiques aux personnes âgées, mais dont les aîné·e·s peuvent profiter, sont également appréciées par les gens des villes des alentours, tels que « Sainte-Thérèse, Blainville, Deux-Montagnes, Sainte-Marthe », qui viennent à Saint-Eustache pour y participer (Participante28_St-Eu_gr).

De plus, les participant·e·s mentionnent que les organismes et associations présentes dans la municipalité offrent de nombreuses possibilités d'engagement pour les aîné·e·s : « Il y a beaucoup d'organismes [...] Donc si on veut s'impliquer, c'est une belle place pour ça, parce si je regarde dans les autres villes autour, ça s'ennuie, il ne se passe pas grand-chose » (Participant29_St-Eu_gr). Toutefois, ce qui est le plus important pour les participant·e·s, c'est la possibilité de s'engager et d'influencer les acteur·rice·s de la ville : « Il y a beaucoup d'organismes. [...] Puis ce que j'aime, c'est qu'avec les organismes, on peut non seulement prendre la place, mais on peut influencer la ville. » (Participant29_St-Eu_gr) La ville serait même consciente de cette influence citoyenne, puisque d'après le participant24_St-Eu_gr, « le pouvoir politique municipal s'appuie beaucoup sur le [volontariat] ou le communautaire » et, toujours d'après le même participant, la ville en fait la reconnaissance : « Je ne sais pas s'il y a une ville qui [fait] comme Saint-Eustache, de rassembler un dîner ou un déjeuner avec 1000 personnes qui sont toutes des personnes bénévoles, qui ont travaillé à différents niveaux. » (Participant24_St-Eu_gr)

Même si la majorité des participant·e·s n'expriment que des avantages à vieillir à Saint-Eustache, un seul a tout de même mentionné un désavantage : les soins de santé. Il explique que les soins de santé de l'hôpital ne permettent pas de répondre aux coûts du vieillissement : « Je vais vous dire, pour avoir été à l'hôpital, les soins ne sont pas... c'est un des endroits où le vieillissement est le plus accentué. Et c'est ce qui coûte le plus cher par rapport à d'autres régions. » (Participant26_St-Eu_gr) Un autre participant est d'accord avec ce propos en rajoutant que « la région des Laurentides est sous-développée, [elle] n'est pas financée. » (Participant24_St-Eu_gr)

Ainsi, les participant·e·s des groupes de discussion apprécient le grand nombre d'activités disponible et nous font comprendre que leurs engagements et leurs participations dans les organismes de la municipalité leur permettent d'exercer une influence sur les acteur·rice·s politiques municipaux·ales.

Les participant·e·s de nos entretiens individuels mentionnent également en grande majorité (9/15) des avantages à vieillir à Saint-Eustache. Comme ceux et celles du groupe de discussion le mentionnent, la possibilité de pouvoir s'impliquer dans différents organismes de la ville est appréciée par les participant·e·s nous ayant offert un entretien individuel : « Ils [les acteurs de la ville] en font beaucoup, beaucoup, beaucoup. [...] Si vous prenez le Courrier des hirondelles, qui sort chaque saison, et que vous allez à vos centres, il y a plein, plein d'associations. [...] C'est la ville qui a fait la promotion de cela. Alors on est choyés. » (Participant18_St-Eu_ei) D'ailleurs, le bulletin municipal (le Courrier des hirondelles) semble être une bonne référence pour les citoyen·ne·s de Saint-Eustache, puisqu'une autre participante mentionne également le consulter pour connaître la liste des associations de la ville : « Si on regarde dans le dernier journal du Courrier des hirondelles de Saint-Eustache, on voit qu'il y a plusieurs activités pour les personnes âgées, 50 ans et plus, je pense. Il y a de la variété. C'est plus les organisations communautaires qui proposent des activités aux aînés. » (Participant23_St-Eu_ei) La quantité des activités disponibles est aussi un avantage, puisque les participant·e·s peuvent facilement trouver ce qui leur plaît, comme l'explique la participante20_St-Eu_ei : « Oui, je trouve que la ville s'occupe beaucoup de ses aînés, oui [...] là où je participe, c'est que des aînés, évidemment, puis je dois suivre à peu près 5 % des activités disponibles. Il y aurait encore beaucoup de choses que je pourrais faire, mais je... Je ne veux pas non plus me surcharger ! » Toutefois, six participant·e·s sur 15 expliquent que la municipalité pourrait en faire davantage pour mieux impliquer les aîné·e·s. Un de ces participant·e·s mentionne que la ville pourrait offrir une formation pour acquérir les compétences d'un·e bénévole :

Elle [la ville] pourrait en faire plus, puis impliquer encore davantage les personnes âgées. [...] Dans le bénévolat en tout cas, c'est difficile aussi parce que souvent, à un certain âge... il y a beaucoup de gens qui n'ont pas la formation pour faire le bénévolat qu'ils font. En général, ce n'est pas le cas, mais [...] on finit par tomber de plus en plus sur des personnes qui, entre guillemets, n'ont pas la compétence pour faire du bénévolat. Il faut quand même avoir une certaine compétence. [...] Peut-être que davantage de formation avant d'introduire des bénévoles aînés dans une activité quelconque serait bien. (Participant21_St-Eu_ei)

Un autre participant croit plutôt que les municipalités, et pas seulement Saint-Eustache, ne savent pas comment attirer les personnes âgées de 65 ans et plus aux activités ou à s'impliquer dans leur municipalité (Participant13_St-Eu_ei). Il dit aussi que les municipalités ne se posent pas les bonnes questions avant de mettre à un programme destiné aux aîné·e·s : « Mais pourquoi ils [les aînés] ne sont pas présents ? Pourquoi ils ne sont pas venus ? Pourquoi ça ne les intéresse pas ? » (Participant13_St-Eu_ei) En se posant ce genre de questions, les organisateur·rice·s de la ville pourraient ainsi trouver des solutions à la participation des aîné·e·s. Puis, une seule participante dit que la ville pourrait s'améliorer pour mieux répondre aux besoins des aîné·e·s, mais elle ne sait pas exactement comment. Elle propose que la ville fournisse « un peu plus d'informations » (Participante15_St-Eu_ei) sur les programmes, activités et organisations disponibles pour les personnes âgées.

Finalement, nous avons demandé aux 15 participant·e·s des entretiens individuels s'ils et si elles avaient plus de difficultés, avec l'avancée en âge, à pratiquer leurs activités et leurs implications dans la ville. Seulement trois participant·e·s sur 15, dont deux proches aidant·e·s, mentionnent que leur participation à des activités sociales, culturelles et bénévoles était différente aujourd'hui. Les deux proches aidant·e·s, disent ne pas pouvoir donner une opinion puisque leur participation a diminué pour une raison hors de leur contrôle, mais que s'il et si elle pouvaient le faire « ce serait facile » (Participante27_St-Eu_ei). Pour la troisième participante, ce sont ses moyens financiers qui l'empêchent de se rendre à certaines activités, particulièrement les payantes, mais également un manque d'intérêt : « c'est une question d'argent dans mon cas. Je ne peux pas participer à des activités d'art ou des spectacles ou des grosses affaires. C'est ça qui me bloque, ce n'est pas le goût ou l'intérêt. » (Participante23_St-Eu_ei) A contrario, 12 des 15 participant·e·s ne considèrent pas difficile de participer à diverses activités. En fait, c'est même plus facile pour trois de ces 12 répondant·e·s : « C'est plus facile à la retraite. On a plus de temps. » (Participant17_St-Eu_ei) Pour d'autres (4/15), la participation à des activités n'est pas du tout liée à l'âge, comme l'expliquent deux participantes :

Je ne trouve pas que parce que je suis une aînée, j'ai des limitations. J'ai juste peut-être la volonté d'y participer ou non. (Participante15_St-Eu_ei)

Qu'est-ce que mon âge peut faire. [...] je ne trouve pas ça difficile. (Participante24_St-Eu_ei)

Puis, comme le mentionnent d'autres participant·e·s encore (4/15), la ville offre de nombreuses possibilités d'activités et d'implications : « Je pense qu'il y a 52 organismes différents dans Saint-Eustache. » (Participant14_St-Eu_ei) De plus, l'implication bénévole n'est en rien quelque chose de difficile ou de compliqué pour les participant·e·s : « Quelqu'un qui veut s'impliquer, il n'y a pas de problème. [...] Si tu veux t'impliquer, je ne le sais pas dans les autres villes, [...] mais ici ce n'est pas compliqué, si tu veux t'impliquer. » (Participant16_St-Eu_ei)

Malgré les problèmes financiers des soins de santé, mentionnés par un participant du groupe de discussion, une majorité de tous et toutes les participant·e·s expriment beaucoup d'avantages à vieillir à Saint-Eustache ; les nombreuses activités et implications disponibles et la reconnaissance des bénévoles aîné·e·s par la ville.

De manière générale, autant pour les sept participant·e·s du groupe de discussion que pour les 15 participant·e·s des entretiens individuels, l'expérience qu'ils et elles se font de la municipalité de Saint-Eustache est positive. Même si elle se traduit par une utilisation assez faible du service de transport collectif de la ville, les participant·e·s expriment que les services de proximité sont à distance de marche ou encore qu'il est facile de se déplacer en voiture dans la ville. La bibliothèque est autant fréquentée par les hommes que par les femmes, et ce, pour la location de livres et pour les activités et services présents sur place, comme les bureaux de la Société de généalogie et d'histoire de Saint-Eustache. Les divers parcs, promenades et pistes cyclables de la ville sont utilisés par les aîné·e·s de notre échantillon, autant pour du temps familial, de l'observation de la nature que pour des activités sportives à toutes saisons. Aussi, la très grande majorité des participant·e·s apprécie l'effort de la ville pour la construction d'un nouvel établissement offrant du théâtre et du cinéma, mais surtout, permettant aux citoyen·ne·s de ne plus avoir à se déplacer à l'extérieur de la ville pour leurs activités culturelles. De plus, les activités annuelles, organisées par la ville, sont appréciées par les participant·e·s de notre recherche. Tout ceci explique le sentiment d'appartenance qu'ils et elles décrivent pour leur ville. En définitive, même si l'image que la société projette sur le vieillissement ne les représente pas, les participant·e·s aiment vieillir à Saint-Eustache et y participer politiquement, comme la prochaine section le présentera.

5.2. Participation à la vie politique municipale

5.2.1. L'engagement et l'implication municipale

L'implication politique à l'échelle municipale peut s'effectuer de différentes manières : l'engagement bénévole au sein d'associations, la participation aux consultations publiques ou encore la prise de parole dans les séances du conseil municipal. Cette section a pour objectif de présenter l'engagement et l'implication des répondant·e·s de la ville de Saint-Eustache.

5.2.1.1. *Un engagement politique plus que communautaire*

La totalité des participant·e·s de notre groupe de discussion sont des bénévoles dans différents organismes, associations ou partis politiques. En effet, sur les sept participant·e·s, trois sont des membres de l'exécutif du Parti Québécois de la région, mais la totalité s'impliquent au sein de plusieurs associations : « engagement [à] l'église, engagement de mouvements, engagement dans l'association des sculpteurs, engagement politique, fédéral, provincial, engagement au niveau de l'aéroport » (Participant26_St-Eu_gr). L'ensemble des participant·e·s sont particulièrement fier·ère·s de leur engagement : « on est impliqués à 200 % » (Participante28_St-Eu_gr). Les participant·e·s expriment que ces engagements, communautaires comme politiques, leur permettent d'exercer une influence indirecte sur la politique municipale : « Pour réaliser des choses. Moi, ma façon de faire, ça a toujours été comme ça. Je ne suis pas là pour élever le débat, blablabla, [en] *low profile* on réussit des choses, puis on prouve que ça marche » (Participant29_St-Eu_gr).

Peu d'informations ont été recueillies lors du groupe de discussion sur l'implication bénévole des participant·e·s puisqu'à partir du moment où nous avons engagé la discussion sur leurs engagements communautaires et leurs implications politiques, ils et elles ont principalement discuté de leur participation aux consultations publiques et aux conseils de la ville. Cependant, nous avons développé cette discussion lors des entretiens individuels.

Ainsi, la majorité des participant·e·s nous ayant offert un entretien individuel sont impliqu·e·s dans différentes associations et organismes de la région ou touchant à un autre palier

gouvernemental. En effet, neuf participant·e·s sur 15 disent être membres bénévoles d'associations. Les associations sont d'ordre politique, culturel et communautaire. D'abord, quatre des neuf participant·e·s s'impliquent dans au moins un organisme que nous avons qualifié de communautaire ; touchant le domaine religieux, de la santé ou du social. Il s'agit donc d'associations comme l'hôpital de Saint-Eustache, la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la fondation de l'église historique de Saint-Eustache, le mouvement des travailleurs chrétiens ou encore l'organisme Sarcan (maison de soins palliatifs). Ensuite, huit participant·e·s sur neuf offrent de leur temps dans des associations culturelles, comme l'association des sculpteurs, l'organisme mi-municipal, mi-autonome la corporation du Moulin Légaré, la corporation du théâtre de Saint-Eustache, la corporation Nord en fête, la télévision communautaire des Basses-Laurentides, le Carrefour 50+, l'association du quartier des îles, la Fadoq, le centre d'entraide et la Société de généalogie et d'histoire de Saint-Eustache. Puis, sept participant·e·s s'engagent dans les élections des différentes échelles gouvernementales. De ce fait, nous comprenons que les participant·e·s s'impliquent dans plus d'une seule association, en moyenne ils et elles s'engagent dans trois organismes en même temps. Cette implication bénévole, dans les différents domaines de la société, apporte une valorisation aux participant·e·s, comme l'explique la participante20_St-Eu_ei : « Une certaine valorisation de dire qu'à 74 ans on peut continuer à être un membre actif de la société. Tout en étant humble, ça ne change pas le monde, mais bon ! C'est ma petite part. » C'est également une manière pour les participant·e·s de donner et de se sentir utiles : « Je trouve que ça donne une valorisation parce qu'on a l'impression d'aider les gens. On se sent utile à la société. » (Participante19_St-Eu_ei) L'aide que cette dernière participante mentionne est aussi énoncée par plusieurs autres, mais un seul répondant exprime qu'il s'agit de sa vocation, dû à son titre de prêtre :

Que ce soit au niveau syndical, que ce soit au niveau politique, au niveau de la santé, c'était toujours la défense et la promotion des personnes appauvries. Je ne dis pas « pauvres », c'est « appauvries ». Je vous répète que je suis toujours prêtre. [...] Ça fait partie de ce que j'appellerai « ma vocation ». (Participant18_St-Eu_ei)

D'autres encore mentionnent qu'ils et elles « donne[nt] un coup de main » (Participant17_St-Eu_ei), « donne[nt] du temps à la communauté » (Participant25_St-Eu_ei) et « remett[ent] au suivant » (Participante27_St-Eu_ei). Puisque leurs implications leur permettent d' « améliorer la société québécoise » (Participante23_St-Eu_ei), ce sont donc plus que des engagements pour leur communauté, ce sont des engagements permettant une évolution de la société québécoise, d'après

certain·e·s participant·e·s. En plus d'être actif·ve·s dans leur municipalité, les participant·e·s considèrent leurs engagements comme une manière de se sentir en vie : « C'est de se sentir vivant [...] Être mis de côté demain matin, je crève. Il faut que tu bouges, [que tu fasses] des activités... Sois actif dans ta communauté. » (Participant16_St-Eu_ei) Finalement, une seule participante exprime que l'engagement effectué pendant la crise sanitaire est différent et que son implication lui permet d'avoir une socialisation avec d'autres personnes, même si c'est moins qu'avant : « Mais en temps de pandémie, c'est difficile... j'ai moins de contacts avec les gens, j'aime moins ça. » (Participante22_St-Eu_ei)

Pour les neuf participant·e·s bénévoles, la fréquence de leurs implications varie entre « deux heures par semaine » (Participante23_St-Eu_ei), « une, deux, trois fois par semaine » (Participante22_St-Eu_ei), « cinq à dix heures environ [par semaine] » (Participant25_St-Eu_ei), « 20 heures par semaine » (Participant21_St-Eu_ei) à « trois, quatre heures [par mois] » (Participante20_St-Eu_ei) ou « 12 à 15 heures par mois » (Participante27_St-Eu_ei). Aussi, quatre participant·e·s, principalement des femmes (trois femmes, un homme), limitent leurs implications bénévoles parce qu'il et elles sont des proches aidant·e·s¹⁵: « Je dois limiter mes participations, parce que mon gros bénévolat, je le fais chez nous [*rires*] ! » (Participante27_St-Eu_ei). Pourtant, ils et elles sont tout de même présent·e·s comme bénévoles dans au moins une association, voire deux pour une seule participante. Enfin, deux participants, des hommes, mentionnent que leur nombre d'engagements a diminué depuis la prise de leur retraite. Les deux avaient chacun quatre implications différentes, alors qu'aujourd'hui l'un s'implique dans deux associations et l'autre n'a plus d'engagement. Toutefois, pour les deux participants, la raison de leur diminution est la même : « J'ai fait mon temps là-dedans ! Rendu à l'âge que j'ai... » (Participant26_St-Eu_ei)

Bref, les participant·e·s du groupe de discussion comme des entretiens individuels sont très impliqué·e·s dans leur communauté, et ce, pour essayer d'améliorer la société. Comme ils et elles sont très présent·e·s dans le domaine politique, leur participation aux conseils de ville pourrait y être reflétée.

¹⁵ En octobre 2020, le Québec a adopté la Politique nationale pour les personnes proches aidantes – Reconnaître et soutenir dans le respect des volontés et des capacités d'engagement afin d'aider de manière « coordonnée, concertée et adaptée » et de répondre aux besoins spécifiques des proches aidant·e·s (MSSS 2021, p.4). La politique vise également « à améliorer la qualité de vie, la santé et le bien-être des PPA [proches aidant·e·s], et ce, sans égard à l'âge, au milieu de vie ou à la nature de l'incapacité des personnes qu'elles soutiennent, et en considérant tous les aspects de leur vie. » (MSSS 2021, 4)

5.2.1.2. *Conseil de ville et consultations publiques*

L'influence que les répondant·e·s considèrent avoir sur le pouvoir politique municipale s'exerce également par leurs participations aux consultations publiques et aux conseils de ville. Il y a toutefois une différence entre les hommes et les femmes sur leur participation aux consultations publiques organisées par la ville. Seulement une participante mentionne y aller une fois de temps en temps, alors que tous les participants (quatre hommes) disent s'y rendre, également une fois de temps en temps, lorsqu'ils en ont un intérêt (Participant24_St-Eu_gr). Même si les participants semblent être plus nombreux que les participantes à se rendre aux consultations publiques, ils et elles considèrent, encore une fois, pouvoir influencer, de l'intérieur, les acteur·rice·s politiques en participant aux rencontres, aux comités et aux consultations publiques (Participant26_St-Eu_gr). Concernant la participation aux conseils de ville, seulement trois participant·e·s expriment s'y rendre, afin de mieux comprendre ce qu'il se passe dans leur municipalité : « Oui, j'y vais de temps en temps, je trouve ça intéressant. J'aime ça savoir ce qui se passe chez nous. Ce n'est pas tout le monde, mais bon, moi j'aime ça. Je n'y vais pas souvent, mais j'y vais de temps en temps. » (Participante28_St-Eu_gr) Les participant·e·s qui ne se rendent pas aux conseils de ville ou aux consultations publiques expliquent que c'est parce qu'ils et elles sont près de leur conseiller·ère municipal·e : « on a la chance de rencontrer [et] de bien connaître les conseillers. [Donc] si on a un message, moi en tout cas, je le passe directement, pas lors de consultation. » (Participante27_St-Eu_gr) Ainsi, pour en connaître davantage sur ce qui se passe dans leur municipalité, plusieurs participant·e·s disent lire le bulletin municipal : « Il y a tout là-dedans, toutes les associations, les numéros de téléphone, c'est quoi le futur [de la ville], qu'est-ce que ça coûte [les activités]. Puis, le monde, ils le lisent ! Ils le feuilletent, ils le gardent, parce que... pour savoir quel jour [sont] les vidanges ! C'est là-dedans ! » (Participant26_St-Eu_gr).

Les participant·e·s des entretiens individuels sont également nombreux·ses à aller aux consultations publiques et aux conseils de ville, mais comme pour ceux et celles du groupe de discussion, ce n'est pas la majorité. En effet, sept des 15 participant·e·s se rendent aux consultations lorsqu'il y en a, par exemple celle pour « la revitalisation du parc nature » (Participante23_St-Eu_ei), et au conseil municipal. Pour eux et elles, cette participation est liée à l'envie de « savoir ce qui se passe dans [leur] communauté » (Participante15_St-Eu_ei), d'écouter « la période de questions, même si la plupart du temps ce ne sont pas des questions pertinentes qui sont posées. »

(Participant13_St-Eu_ei) C'est aussi une manière « d'être impliqué dans le processus démocratique », comme le mentionne le participant25_St-Eu_ei. Les participant·e·s se rendent à ces événements « à l'occasion » (Participant24_St-Eu_ei) ou « une fois à quelques fois par année » (Participant18_St-Eu_ei). Les huit autres participant·e·s disent ne pas se rendre aux consultations publiques ni au conseil de la ville. De ces huit participant·e·s, deux mentionnent ne plus se rendre à ces événements politiques, alors qu'il et elle y allaient avant de prendre leur retraite. Pour ces deux participant·e·s, la raison de leur absence de participation est due au fait qu'il et elle peuvent trouver les informations qui « comblent [leurs] besoins » (Participant26_St-Eu_ei) sur le site Internet de la ville, le journal de la région L'Éveil ou encore le Journal de Montréal. Enfin, les six autres participant·e·s, dont cinq sont des femmes, ne vont pas aux consultations publiques ou au conseil municipal, et ce, parce qu'il et elles ont « accès facilement à [leurs] conseillers » (Participant20_St-Eu_ei) ou parce qu'il et elles sont « très satisfait de la ville » (Participant21_St-Eu_ei). Deux participantes expriment également qu'elles ne sont jamais allées à un conseil de ville. L'une d'entre elles n'a « jamais été attirée par ça. [...] Je ne le sais pas, je trouve ça que ça a l'air plate [rires] ! » (Participant23_St-Eu_ei). L'autre dit plutôt qu'elle ne pense pas à y aller : « je devrais aller voir comment ça se passe, puis on oublie, on oublie la date... » (Participant19_St-Eu_ei) Tout comme ces deux participantes, mentionnant ne plus se rendre au conseil municipal et aux consultations publiques, les six participant·e·s n'ayant jamais participé à ces événements s'informent, sur la situation de la ville, grâce aux conseiller·ère·s municipaux·ales, au bulletin municipal ou au journal.

Aussi, pour nos entretiens individuels, nous avons demandé aux participant·e·s s'ils et si elles pratiquent des activités politiques non conventionnelles. Sur les 15 participant·e·s, cinq disent ne pas signer de pétitions, ne pas faire de manifestations ou ne pas participer à des marches. Pour la plupart (4/5), la raison est liée au fait qu'ils et elles n'en ont pas l'intérêt :

Non, ce n'est pas tellement mon style. J'aime mieux m'impliquer directement, pas protester ou des choses comme ça. [...] je ne proteste pas pour le plaisir de protester. (Participant13_St-Eu_ei).

Non, je n'ai pas l'intérêt pour ces choses-là, non. Je suis trop pacifique pour ça [rires] ! (Participant22_St-Eu_ei)

Non. J'imagine que c'est [*rires*], ce n'est pas trop trop dans ma nature de manifester [*rires*] ! Je ne sais pas. Mais en tout cas, je ne suis jamais [allée] manifester. (Participant15_St-Eu_ei).

La cinquième participante exprime plutôt qu'elle ne participe pas à des manifestations ou à des marches parce qu'elles sont principalement effectuées à Montréal et non à Saint-Eustache : « Non. C'est plus à Montréal, donc non. » (Participant24_St-Eu_ei) Aussi, trois autres participant·e·s disent ne plus faire de manifestations ou signer des pétitions depuis qu'ils et elles sont à la retraite. Ces participant·e·s estiment « qu'il y en a de moins en moins. » (Participant19_St-Eu_ei) Enfin, les sept autres participant·e·s mentionnent signer des pétitions ou participer à des marches ou à des manifestations lorsque les « sujets [les] concernent » (Participant16_St-Eu_ei). Sur ces sept participant·e·s, trois vont à des marches ou à des manifestations, telles que la marche pour l'environnement qui a eu lieu à Montréal. Si les participant·e·s ont l'impression que ça ne change pas la société, ils et elles le font quand même « pour ne pas manquer [leur] coup. » (Participant23_St-Eu_ei) D'ailleurs, ils et elles considèrent que tous et toutes les citoyen·ne·s devraient participer à la signature de pétitions, car c'est la puissance du nombre qui pourrait faire évoluer la société : « Si tout le monde le faisait... des pétitions de 50 000 noms, les politiciens réfléchissent à ça. » (Participant21_St-Eu_ei)

Ainsi, les hommes semblent être plus intéressés que les femmes à se rendre aux consultations publiques et aux rencontres mensuelles du conseil de ville, comme le démontrent les propos des participant·e·s du groupe de discussion et des entretiens individuels. Par contre, ceux et celles qui n'y vont pas cherchent tout de même à rester informé·e·s par divers moyens.

Également, tant par leur implication bénévole dans le domaine politique que par la participation aux conseils de ville, les participant·e·s cherchent à comprendre ce qui se passe dans leur municipalité et visent à pouvoir influencer les acteur·rice·s municipaux·ales lorsqu'ils et elles en ont la chance. Pour les participant·e·s, il existe une autre façon d'exercer cette influence, c'est de se rendre aux urnes le jour des élections municipales.

5.2.2. La participation électorale à l'échelle municipale

Nous nous sommes intéressée à la signification et à la valeur que les participant·e·s aîné·e·s accordent à leur vote à l'échelle municipale ainsi qu'aux élections des autres échelles politiques pour saisir la présence ou non d'une différence.

5.2.2.1. Voter à l'échelle municipale pour élire son/sa conseiller·ère municipal·e

Tous et toutes les participant·e·s du groupe de discussion disent voter aux élections municipales et « faire [leur] devoir » (Participante28_St-Eu_gr). Ils et elles considèrent qu'il « est impensable de ne pas voter » et ne comprennent pas pourquoi « juste 54 % du monde votent [aux élections municipales] » (Participant24_St-Eu_gr). Pour eux et elles, l'importance accordée à ce vote est liée à l'élection des conseiller·ère·s municipaux·ales. En effet, en comparaison « à la machine administrative [municipale] » (Participant23_St-Eu_gr), les participant·e·s apprécient le travail rapide, effectué par les conseiller·ère·s municipaux·ales, pour faire avancer les demandes des citoyen·ne·s : « La machine, tant qu'à moi, elle ne suit pas ! [...] Je sais qu'il faut les deux [conseiller·ère·s et machine administrative] pour faire avancer un dossier, mais tu vas [attendre] longtemps avec la machine seulement » (Participant23_St-Eu_gr). D'ailleurs, en plus de parler d'une influence que les conseiller·ère·s exercent sur le gouvernement municipal, les participant·e·s apprécient aussi « la proximité de ces gens-là » (Participante28_St-Eu_gr) et la facilité de les « rencontrer souvent, [puisqu'ils] sont accessibles » (Participante27_St-Eu_gr). Pour les participant·e·s, les conseiller·ère·s semblent également agir rapidement pour répondre aux besoins de leurs électeur·rices : « Il y a un trou dans la rue [...] Tu appelles la ville, ils ne viennent pas, tu appelles le conseiller municipal, le lendemain tu as de l'asphalte, c'est fou ! » (Participant23_St-Eu_gr) Ceci est possible grâce à l'inscription de l'adresse et du numéro de téléphone personnel des conseiller·ère·s municipaux·ales dans le bulletin municipal¹⁶ *Le courrier des hirondelles* (Participant29_St-Eu_gr).

¹⁶ En dehors des grandes villes, il n'est pas rare que les élu·e·s municipaux·ales mettent à disposition des citoyen·ne·s leur numéro de téléphone personnel, même s'il existe des systèmes de réponses automatisées permettant aux élu·e·s de préserver leur vie privée (Breux et Couture 2022; Breux et Parent accepté).

En ce qui a trait à la différence d'importance accordée aux votes des différentes élections, quatre participant·e·s sur sept mentionnent que tous les votes sont autant importants puisqu'au final ils et elles sont « des payeurs de taxes ! [rires] » (Participante28_St-Eu_gr). De ces quatre participant·e·s, un explique que toutes les élections sont aussi importantes les unes que les autres, mais que le poids de chacune est différent : « Au municipal, on peut ressentir le poids de notre vote rapidement, au provincial, moins, au fédéral, à peu près pas. [...] Au fédéral, je vote, je vote parce que c'est un devoir citoyen, mais je sais que ça ne donnera rien. » (Participant29_St-Eu_gr) Les trois participant·e·s, qui considèrent qu'il y a une différence d'importance entre les élections, mentionnent que leur vote, à l'échelle municipale, se fait pour une personne, alors qu'aux élections des autres échelles de gouvernement, le choix du vote se fait pour un programme électoral plutôt que pour le candidat : « Au provincial et au fédéral, il y a des parties, il y a des plateformes, il y a des programmes. [...] Il me semble que mon vote au municipal, je connais toujours plus la personne [pour qui je vote]. » (Participante27_St-Eu_gr)

Aussi, nous avons abordé très rapidement l'histoire du vote, à l'échelle municipale, avec les participant·e·s du groupe de discussion. Une seule participante mentionne que les élections municipales ont toujours été importantes, puisque des membres de sa famille « se sont présentés aux élections municipales. C'est sûr que c'était très important. Mon père a été conseiller municipal. » (Participante27_St_Eu) Pour quatre autres participant·e·s, leur vote à l'échelle municipale a évolué grâce à une meilleure connaissance politique et particulièrement des candidat·e·s : « c'est un vote plus intéressé. Parce qu'on vote pour qui ? La personne qu'on connaît. » (Participant23_St-Eu_gr)

Chez les participant·e·s des entretiens individuels, tous et toutes (15/15) disent voter à l'échelle municipale, comme c'était le cas pour ceux et celles ayant participé au groupe de discussion. Toutefois, une seule participante mentionne avoir commencé à voter à l'échelle municipale en 2017 : « J'ai voté pour la première fois à l'échelle municipale à Saint-Eustache aux dernières élections » (Participante23_St-Eu_ei). Avant cela, elle n'était pas intéressée par le municipal, elle considérait que les élu·e·s municipaux·ales n'étaient pas franc·he·s envers leurs citoyen·ne·s : « Je ne sais pas si c'est parce que j'étais à Montréal, mais je voyais ça comme une *gang* de personnes... je les voyais pourries, finalement. Je trouvais que le municipal faisait dur, puisqu'ils [les élu·e·s] n'étaient pas francs avec la population. » (Participante23_St-Eu_ei) Puis, via un porte-à-porte, un

candidat de Saint-Eustache lui a permis de mieux comprendre le rôle des conseiller·ère·s municipaux·ales :

Ça s'est développé grâce à cette personne-là qui était venue à ma porte, qui m'avait parlé, puis qui m'avait montré un dépliant de qu'est-ce qu'il faisait et tout [...] Le contact a fait en sorte que... oui je me suis dit "Peut-être que j'avais tout faux, même si ça m'a pris du temps avant de voter ...Ouais, bon, peut-être que je devrais voter " et j'y suis allée ! » (Participante23_S-Eu_ei)

D'ailleurs, en comparant les services qu'elle avait à Montréal et ceux qu'elle a maintenant à Saint-Eustache, la participante23_St-Eu_ei réalise que la ville cherche à répondre aux besoins de ses citoyen·ne·s : « Je le vois plus, que la ville me rend des services. À Montréal, je ne le voyais pas. [...] C'est ça que je trouve le fun de la ville, c'est qu'ils [les conseiller·ère·s] sont capables de prioriser les besoins que les citoyens peuvent [demander]. » (Participante23_St-Eu_ei) Même si elle classe le gouvernement municipal en troisième position après le gouvernement provincial et fédéral, elle « trouve aussi important » (Participante23_St-Eu_ei) de voter à toutes les échelles de gouvernement aujourd'hui.

Pour tous et toutes les autres participant·e·s (14/15), ils et elles affirment avoir « toujours voté » (Participante27_St-Eu_ei) à tous les paliers gouvernementaux. En plus, plusieurs (6/14) s'informent avant de se rendre aux urnes, comme le dit la participante20_St-Eu_ei : « Je vais lire ce qu'on peut recevoir à la maison, et ce qu'il y a sur les réseaux sociaux. Il se peut que j'assiste à une rencontre d'un candidat ou d'un parti au municipal. » Également, cinq éléments motivent les participant·e·s à la votation à l'échelle municipale. Il y a d'abord le fait de voter pour l'offre de services, pas seulement les services pour les aîné·e·s, mais pour la collectivité (Participante14_St-Eu_ei). Ensuite, ce sont les candidat·e·s plutôt que les programmes électoraux qui motivent certain·e·s participant·e·s (3/14) à voter à l'échelle municipale : « Je vais voter toujours pour la personne, ou les individus, ou le groupe que je considère le plus compétent pour gérer la ville. Et qui vont offrir des services, d'excellents services » (Participant21_st-Eu_ei). Le fait d'avoir été élevé avec l'idée que lorsqu'il « avait des élections et qu'il fallait aller voter » (Participant26_St-Eu_ei) portent d'autres participant·e·s (2/14) à suivre leur éducation. Aussi, « l'aspect démocratique » (Participant25_St-Eu_ei) d'exercer son droit de vote est tout aussi important que le fait « qu'il n'y ait pas de corruption » (Participante27_St-Eu_ei) dans leur municipalité et donc,

de voter pour les bon·ne·s candidat·e·s. C'est d'ailleurs par leur vote que les participant·e·s s'autorisent à pouvoir critiquer les élu·e·s et les décisions prises ou à prendre : « C'est important de voter, parce que tu ne peux pas critiquer quelqu'un si tu n'as pas voté [*rires*]. On ne peut pas critiquer les services si on n'a pas voté. » (Participant19_St-Eu_ei) Le sens qu'ils et elles accordent à leur vote à l'échelle municipale est liée au fait de pouvoir revendiquer les décisions, mais aussi au fait de voter pour les services et le gouvernement qui touchent directement leur quotidienneté :

C'est le gouvernement qui est le plus de près du peuple, le conseil municipal, c'est notre quotidien, si on veut (Participant13_St-Eu_ei)

C'est quasiment notre quotidien. Nos aménagements, notre sécurité, les services de proximité (Participant27_St-Eu_ei)

Également, pour les participant·e·s, le vote à l'échelle municipale est un devoir qu'il est important d'exercer puisque d'autres pays n'offrent pas ce privilège à leur citoyen·ne·s : « C'est... quasiment un devoir de citoyen d'aller voter. Parce que... on est dans une société où on a le choix. Donc on va l'exercer notre choix. Parce qu'il y a des sociétés qui n'ont pas de choix. » (Participant24_St-Eu_ei) De ce fait, pour 10 des 15 participant·e·s, le vote à l'échelle municipale est utile dans la mesure où ils et elles peuvent voter directement pour leur conseiller·ère et le maire de la ville, en comparaison aux autres échelles de gouvernement où il n'est pas possible de voter pour le premier ministre : « quand tu votes au municipal, tu votes pour un conseiller et tu votes pour la mairie. Tandis que quand tu votes au fédéral ou au provincial, tu votes pour ton député. » (Participant22_St-eu_ei) Dans la même idée, le vote municipal leur donne la possibilité de démontrer qu'ils et elles sont en accord avec ce que font leur conseiller·ère (Participant18_St-Eu_ei). Leur vote offre aussi de la légitimité aux conseiller·ère·s dans l'exercice de leur mandat : « Ça donne la légitimité aux gens qui sont élus. [...] Quand il y a juste 25 % du monde qui votent pour toi, es-tu légitime de changer leur milieu de vie ? » (Participant16_St-Eu_ei) Un autre sens offert au vote à l'échelle municipale, par les participant·e·s, est le fait qu'ils et elles peuvent donner leur opinion grâce à leur vote : « Je trouve que si on ne s'implique pas, si on ne va pas voter, on vivra avec la réalité, mais on n'aura rien à revendiquer. » (Participant27_St-Eu_ei) Néanmoins, cinq participant·e·s sur 15 considèrent que leur vote à l'échelle municipale n'a pas d'utilité particulière. Pour eux et elles, leur vote est aussi « important que celui du voisin ou de n'importe

qui qui vote » (Participant21_St-Eu_ei) ou qu'il ne s'agit « que d'un vote » (Participant13_St-Eu_ei).

Aussi, pour certain·e·s (3/15) la participation électorale ne se justifie pas seulement par l'exercice de leur vote, mais aussi par le fait de travailler lors des élections des différentes échelles à titre de scrutateur·rice ou de directeur·rice de scrutins. Pour eux et elles, ce travail leur permet de comprendre le processus électoral de l'intérieur : « En fait, c'est intéressant parce qu'on apprend le processus électoral qui est différent du municipal, qui est différent du provincial ou du fédéral, mais c'est intéressant. » (Participant15_St-Eu_ei)

Enfin, nous avons demandé aux participant·e·s si leur motivation ou le sens qu'ils et elles accordent à leur vote à l'échelle municipale a évolué avec l'âge (*Est-ce que votre vote à l'échelle municipale est différent aujourd'hui qu'il ne l'était avant ? / Est-ce que votre motivation a évolué avec les années ? / Accordez-vous une valeur différente au vote municipal à cette étape-ci de votre vie ?*) Pour huit participant·e·s sur 15, il y a bien une évolution à leur vote. Le vote a pris de l'importance pour quatre de ces participant·e·s, liée à une conscientisation plus développée des enjeux (Participant25_St-Eu_ei), et ce, grâce à la maturité, comme l'explique la participante22_St-Eu_ei : « C'est sûr qu'avec la maturité, on est en mesure de... quand on vote à 18 ans, puis on vote à 40 ans ou à 60 ans, c'est différent. On voit ça d'un autre œil. » Cette maturité se répercute aussi sur le fait de prendre « le temps de réaliser, puis de comprendre » comment fonctionne le palier municipal (Participant26_st-Eu_ei). Pour trois autres participant·e·s, c'est un changement « de perception du vote » (Participant17_St-Eu_ei) où ils et elles vont davantage s'intéresser à des services qu'ils et elles pourraient utiliser comme aîné·e·s (Participant24_St-Eu_ei). Aussi, alors qu'une participante mentionne que « les aînés ont plus tendance à aller voter que les plus jeunes » (Participant19_St-Eu_ei), le participant13_St-Eu_ei exprime qu'il est moins intéressé par l'exercice du vote qu'auparavant :

Je dirai, peut-être [que je suis] moins intéressé, je m'intéresse toujours, mais je suis moins intéressé maintenant. [...] Écoutez, c'est probablement le problème de tous les aînés. C'est qu'à un moment donné sans le vouloir, on décroche, on se rend compte que ce qui nous intéressait énormément, pour nous, a moins d'importance. [...] Mais moi, personnellement, même à l'âge que j'ai, je m'intéresse toujours aux faits municipaux, je m'intéresse toujours à ce qui est tout près de nous.

Les sept participant·e·s qui ne perçoivent pas d'évolution à leur vote, à l'échelle municipale, énoncent que l'âge ne modifie pas l'importance qu'ils et elles accordent à leur vote : « c'est toujours aussi important, peu importe l'âge que l'on peut avoir. » (Participant16_St-Eu_ei) De ce fait, leur motivation reste toujours la même.

Donc, d'après certain·e·s participant·e·s de Saint-Eustache, le vote à l'échelle municipale n'occupe pas une plus grande importance que les autres élections et quelques-un·e·s n'y voient pas d'utilité. La majorité des participant·e·s mentionnent, par contre, que leur vote a évolué et qu'ils et elles ont une meilleure connaissance du gouvernement municipal. Aussi, l'élection des candidat·e·s semble être l'une des principales raisons qui motivent les participant·e·s à exercer leur vote. D'autre part, puisque plusieurs participant·e·s estiment que les conseiller·ère·s municipaux·ales ont un rôle d'influence sur la politique municipale et que les participant·e·s disent exercer une influence sur les conseiller·ère·s par leur engagement communautaire, nous aborderons dans la prochaine section, le rôle que les participant·e·s s'accordent dans leur municipalité.

5.2.3. L'empowerment des aîné·e·s

Les participant·e·s du groupe de discussion estiment qu'ils et elles ont un certain pouvoir d'influence par leur engagement, mais également par leur vote. Pour en connaître davantage sur ce pouvoir d'influence, nous avons demandé aux participant·e·s s'ils et si elles considéreraient avoir un rôle dans leur municipalité grâce à leur engagement communautaire et politique ainsi que par leur vote à l'échelle municipale.

La totalité des participant·e·s du groupe de discussion affirme que leurs engagements bénévoles leur offrent un rôle et leur permettent de changer les choses dans la ville. Ce rôle, « c'est la persuasion » (Participante28_St-Eu_gr, Participant26_St-Eu_gr, Participant24_St-Eu_gr) pour réussir à influencer les acteur·trice·s municipaux·ales : « Si tu fais du bénévolat, c'est plus facile de passer un message. Si tu ne fais pas de bénévolat, je ne sais pas, je n'ai pas l'expérience de ceux qui n'en font pas beaucoup, [mais] t'arriverais au conseil municipal, tu ne [serais] pas trop connu » (Participant23_St-Eu_gr). Pour d'autres, les personnes âgées ont un bagage d'expériences leur permettant d'avoir ce rôle d'influenceur·se : « On est des influenceurs, peu importe l'âge. Mais peut-être que les personnes âgées, elles sont plus influenceuses parce qu'elles ont plus de temps

pour être à l'écoute, pour écouter le monde, puis d'être capable de dire au conseiller ou à la conseillère ou au maire "Tu es dans le champ, tu es mieux de tourner à gauche si tu ne veux pas perdre ma voix dans deux ans." [rires] » (Participant24_St-Eu_gr)

Concernant la contribution de leur vote à l'échelle municipale à la société, les participant·e·s offrent des réponses mitigées. Certain·e·s (2/7) estiment que leur vote contribue à acquérir « un sentiment d'appartenance à [leur] chez [eux et elles] » (Participant28_St-Eu_gr) entre les citoyen·ne·s d'un même quartier. Pour d'autres, la contribution de leur vote est ambiguë. Deux participants, des hommes, jugent que « le vote est important » (Participant29_St-Eu_gr), mais ne savent pas, si un seul vote permet de faire une différence dans leur ville (Participant23_St-Eu_gr).

Chez les 15 participant·e·s des entretiens individuels, 12 expriment qu'ils et elles ont un rôle à jouer, comme aîné·e·s, à Saint-Eustache. Ce rôle est perçu de deux manières. D'abord, un participant mentionne que son rôle est auprès de ses petits-enfants âgé·e·s de 14-15 ans. Il considère qu'ils/elles « sont dans une période où ils sont assez influençables [et donc qu'il] a un rôle d'éducation, un rôle de [transmission] des valeurs » (Participant21_St-Eu_ei). Ce rôle d'influence est également envisagé par un autre participant, mais comme une influence sur les acteur·rice·s politiques : « moi j'aime mieux jouer un rôle d'influence. [...] J'ai été chef de cabinet de deux ministres, puis quand tu es chef de cabinet, tu joues dans l'influence, tu parles avec le sous-ministre, tu essaies d'influencer... puis moi je continue comme ça dans mes engagements avec le municipal » (Participant17_St-Eu_ei). Un autre participant énonce que les personnes âgées réalisent l'importance de leur nombre démographique et doivent en profiter pour exercer leurs revendications : « Il ne faut pas oublier aussi que les personnes plus âgées... je pense qu'elles commencent à réaliser qu'elles sont une force en termes de nombre. Puis c'est juste une question de s'organiser, puis de se mettre ensemble, puis de revendiquer. » (Participant25_St-Eu_ei) Ensuite, les 10 autres participant·e·s s'attribuent un rôle à travers leur engagement bénévole, comme l'exprime la participante19_St-Eu_ei : « Oui, j'apporte... c'est un plus pour la municipalité qu'il y ait beaucoup de bénévoles actifs. » D'ailleurs, les participant·e·s estiment que le bénévolat leur donne un « rôle de représentant pour les aînés qui en ont le besoin » (Participant24_St-Eu_ei). La contribution de leur bénévolat est aussi une manière de « mettre en valeur l'importance de la ville » (Participant19_St-Eu_ei). Toujours grâce à leurs implications bénévoles dans les différentes associations et différents organismes de la ville, plusieurs participant·e·s (6/10) espèrent

apporter quelque chose et faire évoluer la société, même s'ils et si elles peuvent parfois avoir des doutes : « je l'espère que j'apporte ma petite contribution à faire avancer la société, à faire avancer la communauté, du moins c'est ce que j'essaie de faire dans toutes mes activités. [...] Mais est-ce que je le fais de la bonne façon ? Est-ce que je pourrais l'améliorer, et est-ce que je pourrais faire mieux ? Est-ce que je pourrais faire plus ? » (Participant13_St-Eu_ei) Ainsi, ces questionnements portent quelques participant·e·s à se demander s'ils ou elles en font assez, mais créent également une attente de leur part pour une certaine contribution sociétale : « Je m'implique beaucoup et on attend beaucoup de moi. » (Participant18_St-Eu_ei) Pourtant, pour un autre participant, cette attente devient une sorte d'incitation à l'implication : « La seule chose que je déplore un peu, c'est qu'on n'a pas toujours la possibilité de le faire. [...] Malheureusement avec le temps ou avec l'âge, on n'a pas trop le goût de le faire [*rires*]. Des fois, il faut se pousser à le faire, on le fait bien, puis on est content de la réussite. » (Participant13_St-Eu_ei).

Pour les trois autres participantes, que des femmes, qui considèrent ne pas avoir de rôle dans leur ville, elles expliquent toutes les trois qu'elles ne sont « pas assez impliquée[s] » (Participante22_St-Eu_ei) et donc qu'elles « ne voi[ent] pas comment [elles] pourrai[ent] aider [...] la communauté de Saint-Eustache » (Participante23_St-Eu_ei). De ce fait, même si chacune d'entre elles a au moins deux engagements communautaires, elles estiment que leur contribution à la ville n'est pas suffisante : « probablement [que] si je m'impliquais peut-être un peu plus davantage... en tant qu'aînée, mais... je ne peux pas dire que j'ai un rôle essentiel » (Participante15_St-Eu_ei).

Ainsi, plusieurs participant·e·s croient avoir un rôle d'influence sur les décisions municipales et croient également qu'ils et elles apportent une contribution, souvent de l'aide à autrui, dans la municipalité. Cette contribution est, pour eux et elles, normale puisque c'est un juste retour des choses ; après avoir reçu autant dans leur vie, c'est à leur tour de donner aux suivant·e·s.

Pour les participant·e·s de Saint-Eustache, la participation politique municipale se traduit par une implication tant communautaire que politique. Cette implication est importante pour les répondant·e·s, puisqu'elle leur donne la possibilité d'améliorer la société et d'influencer les acteur·rice·s municipaux·ales. Peu de participant·e·s, sauf quelques hommes, se rendent aux assemblées du conseil municipal ou aux consultations publiques de la ville. Pourtant, cela n'empêche pas les autres participant·e·s de trouver des moyens de s'informer sur leur municipalité. Les participant·e·s ont également l'occasion d'exercer une influence sur les décisions lorsqu'ils et

elles vont à des manifestations, même lorsque les causes ne sont pas d'une compétence municipale. Enfin, les personnes âgées que nous avons rencontrées votent à l'échelle municipale afin d'élire principalement leur conseillère municipale.

5.3. Conclusion

À Saint-Eustache, la diversité d'activités permet aux personnes âgées de trouver celles qui leur conviennent, qu'il s'agisse d'activités sportives, sociales ou même culturelles. Les participants estiment que la ville met suffisamment d'efforts pour que les citoyens n'aient pas à se déplacer à l'extérieur de la municipalité pour effectuer leurs activités culturelles. D'ailleurs, ils et elles mentionnent que les services de proximité de la ville sont à distance de marche ou encore qu'il est facile de s'y rendre en voiture. Ils et elles n'ont donc pas besoin d'utiliser le transport en commun de la municipalité. L'expérience que les répondants de Saint-Eustache se font de leur municipalité est très positive et leur sentiment d'appartenance et d'enracinement à la ville est important.

Cette appréciation de la ville se traduit dans la participation politique des personnes âgées. Plusieurs répondants disent apporter une contribution à la communauté grâce à leur implication. Ils et elles s'engagent dans de nombreuses associations en même temps, qu'elles aient un objectif communautaire, culturel ou politique, ces implications permettent aux répondants de se renseigner sur leur municipalité. À l'occasion, ils et elles vont participer à des manifestations, tant que cela rejoint leurs intérêts. Enfin, l'ensemble des répondants de Saint-Eustache vote à l'échelle municipale, mais quelques-uns ne considèrent pas que ce vote a plus de valeur que celui aux autres échelles de gouvernement.

6. CHAPITRE 6 – VIEILLIR À REPENTIGNY : UNE PARTICIPATION POLITIQUE POUR LES SERVICES MUNICIPAUX

Nous avons montré, dans le chapitre 3, que le programme MADA de la ville de Repentigny a connu une mise à jour dans sa deuxième *Politique de la famille et des aîné·e·s*. Les quatre orientations de la politique touchent la plupart des champs d'action du programme MADA, sauf celui concernant la *Santé et les services sociaux*. Pourtant, la majorité des actions présentées par la ville dans sa politique ne visent pas directement sa population aîné·e, mais surtout la population générale ou, comme l'indique le titre de la politique, les familles. Nous remarquons tout de même que les actions mises de l'avant touchent la dimension du *Transport et de la mobilité*, et, de ce fait, des actions, de cette dimension, qui rejoignent la population générale, peuvent être également bénéfiques pour les personnes âgées.

Pour comprendre si cette politique a ou non un impact sur la population âgée de la ville, nous avons réalisé un groupe de discussion à Repentigny avec quatre personnes, incluant deux femmes et deux hommes, âgé·e·s en moyenne de 73 ans et résidant dans la municipalité depuis en moyenne 24 ans. Ce groupe de discussion a été effectué dans le bureau de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Repentigny dont les quatre participant·e·s étaient membres. Ensuite, nous avons effectué 12 entretiens individuels, mais aucun·e·s des participant·e·s de notre groupe de discussion n'y a participé. Parmi ces 12 personnes, six sont des hommes et six des femmes. Ils et elles sont âgé·e·s en moyenne de 70 ans et vivent dans la municipalité depuis 36 ans en moyenne.

Ce chapitre aura la même structure que les deux précédents. Dans la première partie, nous aborderons la manière dont les divers·e·s participant·e·s se servent des services municipaux, pratiquent leurs activités quotidiennes ainsi que la façon dont ils et elles perçoivent la facilité de vieillir dans leur ville. Dans la deuxième partie, il sera plutôt question de leur participation politique; tant dans des organismes et associations communautaires de la ville, que dans des actions à portée politique non conventionnelles et conventionnelles, comme leur participation électorale et celles aux assemblées du conseil municipal.

6.1. Comment vivre à Repentigny

6.1.1. Repentigny, la ville du bonheur

Les participant·e·s du groupe de discussion de Repentigny sont mitigé·e·s quant à leur appréciation de leur ville. En effet, alors que le participant22_Re_gr mentionne qu'il aime la ville, mais « moins qu'avant », la participante21_Re_gr, elle, apprécie toujours y vivre : « J'aime vivre à Repentigny, j'ai vécu ailleurs [... mais] j'aime vivre à Repentigny, je me sens très bien ici. ». Elle ajoute que la proximité avec la ville de Montréal est aussi un avantage : « On est proche de tout, proche de Montréal surtout » (Participante21_Re_gr). Cette proximité sera de nouveau énoncée comme un avantage pour la pratique d'activités culturelles et sociales.

D'après un autre participant, la ville de Repentigny a mis en place une politique MADA. Cette politique, qui est élaborée à travers la politique de la famille et des aînés de la ville, permet aux citoyen·ne·s de recevoir un certain remboursement sur des services. Le participant19_Re_gr considère que l'implantation de la politique MADA à Repentigny démontre que la ville cherche à répondre aux besoins issus du vieillissement de la population : « La ville de Repentigny, elle a essayé des choses. La taxe d'eau est remboursée aux personnes de 65 ans et plus jusqu'à 100 \$. [...] Puis la ville fait partie de QADA [MADA]. Puis la ville a une politique de la famille et des aînés. » (Participant19_Re_gr) Finalement, le développement de la ville porte une participante à se questionner sur l'appréciation de la municipalité de Repentigny. Pour la participante20_Repentigny, résidente depuis 43 ans, le développement des pistes cyclables et des parcs s'est fait sous ses yeux : « Moi, j'ai vu tout le développement au complet. Les pistes cyclables, puis... tu sais [avant le] Valmont-sur-Parc, ça n'existait pas. » Pourtant, malgré le développement de la ville et l'instauration de lieux de plein air, la participante ajoute que la ville n'en a pas profité pour s'attarder aux besoins des citoyen·ne·s aîné·e·s : « Il n'y a plus de place. Nous on voulait avoir une maison des aîné·e·s, [mais] il n'y en a pas de place. Il faudrait [débâter], puis jeter à terre, puis [rebâter] » (Participante20_Repentigny). À travers ce propos, nous comprenons que l'appréciation de la ville de Repentigny est divisée. Certain·e·s expriment même un besoin – celui d'avoir une maison des aîné·e·s – qui n'a pas été pris en compte par la municipalité. D'ailleurs, la participante21_Repentigny qui mentionnait aimait vivre à Repentigny, s'exprime, à la suite de ce

commentaire, sur le fait qu'il n'y a pas d'activités dans le centre-ville, voire qu'il n'y a pas du tout de centre-ville : « Ici, à Repentigny, je n'ai jamais vu de centre-ville ! Jamais ! Puis je ne le vois pas encore. Moi, deux, trois rues, c'est supposé être le centre-ville... ah oui ? Et il se passe quoi, là ? » L'un des participant·e·s affirme que Repentigny a « toujours été une ville-dortoir » (Participant22_Repentigny) et qu'elle ne se renouvelle pas depuis une quinzaine d'années.

Chez les participant·e·s des entretiens individuels, l'appréciation de la ville est bien présente. Seulement trois participant·e·s sur 12 présentent des propos mitigés quant à leur fierté de vivre à Repentigny. La participante38_Re_ei affirme son attachement à la ville, mais elle n'est pas en mesure d'extérioriser une forme de fierté : « J'ai un gros attachement à Repentigny [...], je suis contente de vivre à Repentigny, je m'y plais beaucoup, je n'ai pas envie de déménager. Le mot « fière » est peut-être un peu fort pour moi. » Pour une autre participante, la fierté d'être une résidente de la ville n'est pas aussi importante que celle d'avoir vécu à Montréal : « Oui... cependant pour moi, je suis native de Montréal. J'ai vécu à Montréal mes 33 premières années et je vous dirais que, pour moi, je suis toujours Montréalaise. » (Participante39_Re_ei) Cette participante est pourtant résidente de la ville de Repentigny depuis également 33 ans. Pour le participant35_Re_ei, la ville de Repentigny offre des activités, mais il les compare tout de même avec la richesse des événements culturels que la ville de Montréal lui propose : « Parfois, pour les activités culturelles j'aimerais habiter à Montréal, parce que c'est là que l'on retrouve la Place des Arts, etc. Mais à Repentigny, il y a quand même des événements aussi, des événements culturels auxquels on peut participer. »

Même si ces trois participant·e·s se questionnent sur leur sentiment d'appartenance à la municipalité, l'ensemble des participant·e·s, des entretiens individuels, affirment aimer vivre à Repentigny, et ce, pour quatre raisons principales. D'abord, quatre sur 12 participant·e·s disent aimer le calme et la tranquillité de la ville, comme en témoignent les termes utilisés :

- « C'est très très paisible. » (Participante30_Re_ei)
- « C'est une petite ville tranquille » (Participante33_Re_ei)
- « Le calme, je vous dirais. [...] Ça j'aime bien. » (Participant35_Re_ei)
- « C'est un endroit paisible. » (Participant37_Re_ei)

Ensuite, le fait de vivre en banlieue, près de la métropole montréalaise, mais sans les inconvénients de la grande ville, est bien aimé par quatre participant·e·s, comme l'exprime le

participant36_re_ei : « [On n'est] pas loin de Montréal non plus, mais on a toutes les commodités. Puis, on est en banlieue, donc on a des terrains relativement grands, on a notre confort, on a cette liberté-là, d'avoir chacun notre cour, de ne pas être tassés l'un sur l'autre. » Pour une autre participante, c'est plutôt le fait que la ville soit située « entre deux grosses villes, Montréal et Joliette » qui est plaisant (participante33_Re_ei). Aussi, trois autres participant·e·s nous mentionnent que les citoyen·ne·s sont « bien desservi[e]s » (participant32_Re_ei) par les différents services et « la commodité de la ville » qui offre « quand même un bon réseau de loisirs, bibliothèques et ainsi de suite » (participant37_Re_ei). Le participant28_Re_ei identifie aussi que la ville « évolue de plus en plus pour répondre aux besoins des gens ». Enfin, la dernière raison principale énoncée par deux participant·e·s est le sentiment de sécurité vécu au sein de la municipalité. Ce sentiment est autant affirmé par une femme que par un homme. Le fait que « la ville est sécuritaire » (participant35_Re_ei) est relatif au fait qu'il n'y ait pas « d'actes criminels, [que] les déplacements sont sécuritaires » (participante39_Re_ei). D'ailleurs, le participant35_Re_ei ajoute que « la ville a quand même eu le titre de “La ville du bonheur” quelques fois [rires] ! » Le participant31_Re_ei résume bien les raisons, également exprimées par les autres participant·e·s, sur ce qu'il aime de la ville :

Pour les services de proximité. On peut aller à pied à peu près partout : bibliothèque, épicerie, bon... on marche beaucoup aussi, donc il y a des beaux parcs aussi pour aller marcher. Tous les services sont proches, [donc] on peut les faire à pied ou en voiture. Mais c'est bien convivial, c'est une ville qui n'est pas trop bruyante. On a un grand espace. On a beaucoup d'espaces verts. [...] Donc ça procure pas mal de tranquillité. [...] C'est vraiment un beau cadre pour vivre. [...] Ce qu'on aime le plus, c'est que c'est une ville qui est constamment en amélioration au fil des années. Il y a quand même eu des belles améliorations au niveau culturel, au niveau du centre-ville il y a beaucoup de constructions qui se sont faites, nouvelles, des restaurants, des services.

Ce participant n'est d'ailleurs pas le seul à mentionner les espaces verts de la ville. La participante29_Re_ei énonce également qu'« [i]l y a beaucoup de parcs et beaucoup d'arbres. La nature est belle », mais elle ajoute qu'elle habite « dans la section plus campagnarde de Repentigny. »

Les participant·e·s des entretiens individuels nous ont également mentionné que la ville a ses défauts. Seulement une participante n'a pas trouvé d'éléments qu'elle n'aime pas de la ville, puisque Repentigny répond à ses besoins et à tout ce qu'elle demande : « Je ne suis pas une femme difficile, je n'en demande pas beaucoup. Je trouve qu'à Repentigny on est bien. Pour mes besoins, ça va bien » (Participante33_Re_ei). Chez les autres participant·e·s (6/12) le développement de la ville, qui semble s'être fait au détriment de la nature, n'est pas apprécié. En effet, plusieurs terrains en bordure du fleuve ont été vendus à des promoteurs immobiliers. Les résident·e·s n'ont « à peu près pas accès au fleuve » (Participant37_Re_ei). Les « gros buildings qu'ils sont en train de construire sur le bord du fleuve » (Participante38_Re_ei) provoquent également un « manque de cohésion puis de beauté » (Participante34_Re_ei) à la ville. De plus, il semble que la vision de l'aménagement urbain de la ville ne soit que « cosmétique » (Participant31_Re_ei) et ne permet pas de répondre aux avis environnementaux présentés par la ville comme nous l'explique le participant31_Re_ei : « “On a un beau discours, on est vert en apparence”, mais dans les faits, ce n'est pas très très concret comme mesures ». En effet, d'après la participante29_Re_ei, la ville pourrait ajouter des espaces verts pour réduire les zones de chaleurs, mais elle ne le fait pas : « Il y aurait moyen de réduire l'asphalte pour y créer plus d'endroits ombragés et occuper davantage les espaces un peu plus vacants avec des arbres pour réduire l'impact climatique, accroître l'ombre [et avoir] moins de zones de chaleur. »

Pour d'autres participant·e·s, c'est davantage l'entretien urbain qui doit être amélioré, comme l'énonce la participante39_Re_ei : « J'avouerais, c'est bien banal, comme à Montréal, mais la chaussée... c'est tellement...ça manque d'entretien et c'est toute l'année ». Dans la même optique, le participant36_Re_ei explique que « les routes auraient besoin de réparation, mais c'est partout comme ça. Ils ont assez attendu pour les réparer que, on en est là, avec une mauvaise qualité de route. » Ces participant·e·s connaissent le coût de l'entretien des routes et savent que s'il y a une réparation, il y aura une augmentation de leurs taxes : « Il y a les trottoirs [...] pour les piétons, ce n'est pas toujours pratiques. [...] Qui dit “trottoirs” dit “taxes plus élevées” » (Participant35_Re_ei).

Ainsi, les participant·e·s des entretiens individuels semblent apprécier davantage la ville de Repentigny que ceux et celles du groupe de discussion, qui sont plus mitigé·e·s. Les services

municipaux sont pourtant bien utilisés par les participant·e·s, comme nous le verrons dans la prochaine section.

6.1.2. Des services municipaux répondant aux besoins de ses résident·e·s

La ville de Repentigny offre de nombreux services à ses résident·e·s et les participant·e·s que nous avons rencontré·e·s les connaissent. Par contre, certains services sont plus utilisés que d'autres.

6.1.2.1. Un service d'autobus peu accessible

À Repentigny, tout comme à Saint-Eustache, c'est la compagnie Exo qui gère le service de transport de la ville. Tous les trajets en autobus, à l'intérieur du secteur de L'Assomption et de L'Épiphanie, englobant la ville de Repentigny, sont offerts gratuitement aux résident·e·s de la MRC de L'Assomption (Exo Québec 2021). Malgré ce privilège, les résident·e·s aîné·e·s de Repentigny n'utilisent pas ce service, qui semble avoir des défauts d'accessibilités pour certain·e·s, comme nous le mentionnent plusieurs participant·e·s.

En effet, aucun·e des participant·e·s du groupe de discussion n'utilise le service d'autobus. Deux éléments doivent être améliorés afin que les résident·e·s de la ville en fassent l'usage. D'abord, le nombre de passages doit être augmenté, puisque les autobus « passe[ent] aux heures » (Participante20_Re_gr), ce qui n'est pas suffisant. Ensuite, le transport collectif de la ville devrait desservir les institutions de santé, ce qui n'est pas le cas actuellement : « Il devrait y avoir un terminus d'autobus [pour] pouvoir se rendre à un hôpital [ce dernier n'est pas à Repentigny, mais à Terrebonne] ! [...] C'est un minimum, la sécurité, la santé, l'hôpital, le poste de police, ces choses-là, c'est la base ! Et là, [ça ne] couvre pas la base. » (Participant22_Re_gr). Ce manque de service est d'autant plus important puisque, « ce sont les vieux qui sont le plus malades. » (Participante21_Re_gr) Le circuit d'autobus devrait donc être plus accessible afin de pouvoir bien répondre aux besoins de santé des résident·e·s de Repentigny. De ce fait, la totalité des participant·e·s utilise leur voiture pour effectuer leurs déplacements. Pourtant, au moment de devoir se stationner, plusieurs participant·e·s constatent qu'ils et elles n'ont pas le privilège d'obtenir une vignette,

comparativement à d'autres individus. La participante21_Re_gr dénonce le fait que les femmes enceintes ont le droit à une place réservée, alors que les aîné·e·s non :

Tu vois la petite étiquette pour les familles. L'autre, c'est pour les femmes enceintes. Je suis à la veille de leur dire "les vieux, les vieux, est-ce que les vieux ont plus de misère à marcher que les femmes enceintes ?" [...] Moi des fois, je viens au désespoir de toutes ces petites affiches, parce qu'il faut se stationner à l'autre bout. [...] Si t'as de la misère à marcher, tu n'es pas handicapé, mais tu es vieux !

Même si le stationnement est un problème pour les participant·e·s, aucun d'entre eux et elles n'utilisent le transport actif. La raison est expliquée par l'état des pistes cyclables. En fait, en plus d'avoir un réseau qui « n'est pas complet » (Participant19_Re_gr), la construction des pistes cyclables n'a pas bien été réfléchi, comme nous l'explique avec humour le participant22_Re_gr : « Tu joues à Sim City pour les pistes cyclables. Ça te donne le topo [*Rires*]. » La participante21_Re_gr ajoute également qu'il est « plus simple » d'utiliser sa voiture.

Du côté des 12 participant·e·s des entretiens individuels, le déplacement dans la ville est un peu différent. Quelques un·e·s (3/12) utilisent leur voiture, le transport en commun ainsi que le transport actif par le vélo ou la marche : « L'autobus, la voiture ou la bicyclette » (Participante32_Re_ei). Même si c'est une minorité, deux participant·e·s utilisent le service de transport en commun de la ville. La participante39_Re_ei affirme « l'utiliser une fois aux six semaines pour [s]e déplacer vers Montréal », mais le participant32_Re_ei utilise le service d'autobus pour l'intérieur de la ville, lorsqu'il n'a pas accès à sa voiture : « Honnêtement, c'est quand... on a juste une voiture et quand mon épouse a besoin de ça, moi je peux prendre l'autobus. C'est un dépanneur. Et puis, ça me rappelle des souvenirs de jeunesse, si tu veux ! C'est pour ça que je prends l'autobus. » Pour lui, le service n'est pas très problématique, puisque ce participant n'est pas pressé par le temps : « Vois-tu, c'est qu'à la retraite, je ne suis pas pressé. [Donc] attendre l'autobus un petit peu plus, je ne peux pas dire que ça me dérange. [...] Je peux manquer l'autobus, je vais attendre l'autre, je vais marcher, je vais m'en aller à l'autre arrêt, tout simplement. » (Participant32_Re_ei) Sur les 10 autres participant·e·s qui n'utilisent pas le système d'autobus de la ville, sept nous ont mentionné n'avoir « jamais utilisé » (participante33_Re_ei) le service de transport en commun. Les raisons mentionnées par les participant·e·s des entretiens individuels sont similaires à celles nommées par les répondant·e·s du groupe de discussion. En effet, la

fréquence de passage est un problème énoncé par les participant·e·s, en particulier en dehors des heures de pointe : « le transport en commun, il n'y en a pas beaucoup, non. Ce n'est pas... en dehors des heures [de pointe] c'est presque difficile à avoir. » (Participante34_Re_ei) Le participant30_Re_ei abonde dans le même sens et ajoute que les arrêts sont loin de chez lui : « les autobus [passent] aux heures, en dehors des heures de transport, il faut se déplacer, il faut marcher jusqu'à la rue Notre-Dame, ce qui est à peu près à 20 minutes de marche pour me rendre à l'autobus. Ce n'est pas très convivial... c'est plus pratique de prendre la voiture. » Par contre, une participante qui n'utilise pas le service de transport collectif mentionne plutôt qu'elle n'en ressent « pas le besoin jusqu'à maintenant » (Participante33_Re_ei). Un dernier participant considère plutôt qu'il n'est pas assez « vieux » pour s'en servir : « ce n'est pas une nécessité pour moi pour le moment, parce que le service, il est là, il existe. Probablement plus vieux [rires]... plus vieux où je n'aurai plus d'auto. Peut-être que je m'en servais plus à ce moment-là dans la ville, mais dans le moment, je n'[en] ai pas la nécessité. » (Participant36_Re_ei) La voiture reste le principal mode de transport utilisé. 11 des 12 participant·e·s disent utiliser leur voiture pour leurs déplacements. Pour la participante38_Re_ei, cette habitude est liée au fait de vivre en banlieue : « C'est une ville de banlieue. Les gens sont habitués à prendre leur voiture. » De plus, puisqu'ils et elles ne sont plus sujet·tes à un horaire, ils et elles se déplacent en dehors des heures de pointe et évitent le trafic : « À l'extérieur des heures de pointe, ça va toujours bien. » (Participant35_Re_ei)

Chez les participant·e·s qui font de la mobilité active (8/12), seulement un participant se déplace à pied pour faire ses commissions :

On va faire souvent des petites marches, puis en même temps on combine ça avec des petites commissions. On [ne] va pas à l'épicerie à pied, mais quand c'est des petites commissions, pharmacie, aller acheter des petits trucs, je m'amène un sac à dos, puis... je transporte ça, c'est proche. Je peux faire une marche d'une heure, puis aller faire en même temps quelques commissions. [Donc] c'est pratique, ça se fait bien. (Participant31_Re_ei)

Les sept autres participant·e·s, font du vélo ou prennent des marches à titre récréatif ou pour se maintenir en forme, comme l'explique le participant36_Re_Ei : « C'est plus une activité. Je [ne] me déplace pas à vélo, on fait une activité. C'est plus [pour] dire "On va s'entraîner" ou pour aller faire une balade ». Tous les participant·e·s qui pratiquent la mobilité active sont d'accord pour dire que les routes sont sécuritaires : « Pour marcher, c'est sécuritaire, il y a le côté de la route, il y a

une piste cyclable à plusieurs places où je vais et je ne vais pas me mettre sur la rue passante où il y a beaucoup de voitures sans trottoirs, là. Je me tiens plus en sécurité [rires] sur les petites rues à côté. » (Participant28_Re_ei) D'ailleurs, concernant les trottoirs, il semble que ces derniers soient assez bien entretenus, même l'hiver, là où il y en a : « Sur les grandes artères, je trouve que c'est bien. Dans notre rue, c'est bien, mais je sais que tout le monde n'est pas forcément satisfait dans tout Repentigny, dépendamment des quartiers » (Participante38_Re_ei). Les quatre participant·e·s, qui disent ne pas pratiquer la mobilité active, avancent deux raisons à cette réalité. Premièrement, le manque de motivation : « [Rires] Je vous avoue que vraiment, vraiment, je suis inactif, sédentaire au maximum [rires] » (Participant35_Re_ei) et deuxièmement, les conditions physiques liées au vieillissement : « quand j'étais plus jeune, quand je travaillais, je me rendais jusque-là [le travail] à pied, mais depuis quelques années, les os me font plus mal » (Participante33_Re_ei).

Donc, la vie en banlieue porte les participant·e·s à davantage utiliser leur voiture que le transport collectif ou actif. C'est d'ailleurs en voiture que la plupart des participant·e·s se rendent à leur bibliothèque.

6.1.2.2. Les bibliothèques municipales : les livres et les activités

La ville de Repentigny compte deux bibliothèques, l'une située dans le secteur de Repentigny et l'autre dans le secteur de Le Gardeur.

Dans notre groupe de discussion, l'ensemble des participant·e·s (4) disent aimer les bibliothèques, mais seules les femmes mentionnent s'y rendre, comme l'exprime la participante21_Re_gr : « Ah, moi, j'trouve ça merveilleux ! J'adore ça... je me demande comment ça se fait que je n'y suis jamais allée avant. [...] J'adore ça, j'ai presque toutes les livres que je veux. » Pour les hommes, c'est plutôt par manque de temps ou par manque d'envie : « Moi je suis pour, mais pas pratiquant » (Participant19_Re_gr). Parmi les deux bibliothèques de la ville, les participantes se rendent à la bibliothèque Edmond-Archambault; « la proche de chez [elles] » (participante20_Re_ei). Les femmes de notre groupe de discussion fréquentent cette bibliothèque « tous les jours » (participante21_Re_gr) ou « plusieurs fois par semaine » (participante20_Re_ei) et n'y vont pas seulement pour louer des livres, elles utilisent les services et pratiquent les activités offertes. En effet, la bibliothèque fournit aussi l'accès à Internet et à « des cours d'informatique »

(Participante20_Re_gr). En plus de ces formations, la bibliothèque fait la promotion d'activités culturelles comme « des conférences très intéressantes » (Participante21_Re_gr). Chez les participantes, la bibliothèque de la ville est également appréciée pour son aménagement. Les deux femmes s'y rendent parfois pour le simple plaisir de se reposer : « Des fois j'y vais même m'asseoir, pas nécessairement pour lire, mais pour regarder le comportement des gens. Puis pour le repos. » (Participante21_Re_gr).

Par contre, pour les hommes, les bibliothèques de Repentigny devraient moderniser leur accès aux livres et effectuer le passage aux livres numériques : « La ville suit bien pour la littérature, sauf une chose. La bibliothèque ne s'est pas mise à jour. Elle devrait commencer à se ramasser une banque de livres numériques, parce que la demande est là. » (Participant22_Re_gr) Cette modernisation répondrait plus aux besoins des plus jeunes, qui préfèrent « avoir [les livres] en numérique » (Participant22_Re_gr).

Chez les participant·e·s des entretiens individuels, seulement une minorité (5/12) ne fréquente pas les bibliothèques de la ville. Pour plusieurs hommes (2), la lecture n'est pas une de leurs activités, comme le mentionne le participant28_Re_ei : « La lecture, moi ce n'est pas mon... ce n'est pas mon dada. » Le deuxième participant masculin nous mentionne qu'il préfère acheter ses livres : « je plaide coupable, parce que je sais que la bibliothèque offre de nombreux services qui sont agréables. Mais comme je suis plutôt un ours, j'achète mes livres. » (Participant35_Re_ei) Pour les femmes, qui ne vont pas à l'une des bibliothèques de la ville, la lecture est soit devenue difficile parce que leurs « yeux ont beaucoup baissé » (Participante33_Re_ei), soit parce qu'elles ont déjà « des livres à la maison [rires] » (Participante38_Re_ei). Parmi les sept participant·e·s (sur 12) disant fréquenter la bibliothèque, la répartition est autant féminine (4/7) que masculine (3/7). En effet, le participant31_Re_ei affirme fièrement son amour pour la lecture :

Moi je suis un lecteur invétéré, j'adore la lecture, donc oui, j'y vais à toutes les fois, puis je lis beaucoup. J'ai un bon choix de lectures qui se fait à la bibliothèque, il y a des livres numériques aussi qu'on peut réserver, donc il y a un bon choix, puis c'est très varié.

Les participant·e·s fréquentent la bibliothèque la plus près de leur lieu de résidence. Comparativement aux participantes des groupes de discussion, la fréquence de visite est un peu différente, certain·e·s s'y rendent « tous les mois » (Participante29_Re_ei) ou en fonction de l'achèvement de leur lecture et d'autres y vont « deux, trois [fois] par semaines »

(Participant31_Re_ei). La majorité des participant·e·s (4/7) vont à leur bibliothèque « seulement pour le prêt de livres » (Participante39_Re_ei), mais certain·e·s vont « régulièrement aux activités » (Participante30_Re_ei), comme les rencontres d’auteurs, « aller voir des expositions. [...] des conférences » (Participant31_Re_ei).

Les conséquences de la pandémie ont modifié les habitudes des participant·e·s sur l’utilisation des services de leur bibliothèque. Lorsque les bibliothèques ont de nouveau été accessibles, il fallait réserver son livre et ensuite prendre un rendez-vous pour le récupérer. Cette méthode n’était pas plaisante, comme en témoignent les participant·e·s :

Oh, écoute ! Quand ça a réouvert, il fallait prendre rendez-vous... Puis bon, je me dis “OK, je vais me contenter de mes livres”. Puis quand ça va être plus agréable, j’y retournerai. (Participante29_RE_ei)

La bibliothèque a fermé. Il y avait la possibilité de réserver pendant un certain temps, on pouvait réserver par courriel sur le site de la bibliothèque. Ça je l’ai fait, mais c’est moins intéressant, parce que tu ne peux pas voir [ce qu’il y a sur les tablettes. Donc ça m’intéressait moins. (Participant31_RE_ei)

Bref, les bibliothèques de la ville de Repentigny sont utilisées par les participant·e·s et les activités qu’elles proposent sont appréciées. Les répondant·e·s aiment pouvoir y aller pour réserver des livres, mais aussi pour profiter d’un moment de repos. Pourtant, la pandémie a eu pour effet de limiter l’accessibilité à la bibliothèque – comme le fait de pouvoir profiter de l’intérieur de cette dernière. Aussi, la bibliothèque fréquentée est souvent celle qui se trouve à proximité de la résidence des participant·e·s. Ce n’est pourtant pas le cas pour la fréquentation des parcs de la ville.

6.1.2.3. Les parcs offrent de nombreux lieux d’activités

La ville de Repentigny compte 56 parcs et 150 espaces verts sur l’ensemble de son territoire (Ville de Repentigny 2022b). Parmi ceux-ci, il y a l’important parc de l’Île-Lebel, inauguré en 1992 (Parc de l’Île-Lebel 2022). Ce parc est un emblème de la ville et c’est à l’intérieur de ce dernier que plusieurs activités culturelles ont lieu. Ainsi, nous avons demandé aux participant·e·s s’ils et si elles fréquentent les parcs de la ville et si oui, lesquels.

Pour ce qui est des répondant·e·s du groupe de discussion, l'ensemble fréquente les parcs de leur municipalité et le fait à l'occasion, sauf pour le participant22_Re_gr qui y va de manière régulière soit « quatre, cinq fois par semaine. » D'ailleurs, lorsque les participant·e·s visitent des parcs, ils et elles vont autant au parc de l'Île-Label qu'à d'autres parcs spécifiques, comme nous le mentionne le participant19_Re_gr : « le parc Label et le parc Saint-Laurent. La ville y fait des activités [pour] les personnes âgées » (Participant19_Re_gr). D'après ce témoignage, les parcs sont une source d'activités où il est possible de profiter de la nature en pratiquant « la photographie » (Participant22_Re_gr) ou encore comme un terrain de « récréotourisme » (Participante20_Re_gr) permettant aux usager·ère·s de mieux connaître leur municipalité.

Les participant·e·s des entretiens individuels sont également nombreux·euses à fréquenter les parcs de la ville (11/12). En fait, l'unique participante à ne pas s'y rendre n'« aime pas ça y aller seule » (Participante33_Re_ei). Les autres participant·e·s fréquentent plusieurs parcs, comme le « parc des nations » (Participante29_Re_ei), le parc de l'Île-Label pour de nombreux·euses participant·e·s (8/11), le « parc Champigny » (Participant37_Re_ei) ou encore le « parc Saint-Laurent » (Participant31_Re_ei). La fréquentation se fait autant l'été que l'hiver, bien que ce soit « moins l'hiver, plus l'été » (Participant35_Re_ei). Les participant·e·s peuvent s'y rendre « au moins une fois par semaine » (Participant32_Re_ei) ou « occasionnellement » (Participante29_Re_ei) en fonction de leurs activités. Pour certain·e·s, il s'agit d'aller « glisser avec [leurs] petits-enfants quand vient l'hiver » (Participant36_Re_ei), pour d'autres, c'est « souvent [pour] marcher dans le parc » (Participante30_Re_ei), pour pratiquer des sports comme le « ski de fond » (Participant31_Re_ei) ou encore pour assister à des tournois sportifs comme nous l'indique le participant37_Re_ei : « je vais fréquenter le parc Champigny [où il y a] le tournoi de tennis, les internationaux juniors de tennis. Je vais [y] aller comme spectateur ».

Avec l'arrivée de la pandémie, plusieurs participant·e·s (4) nous ont mentionné que leur fréquentation des parcs a diminué, soit parce qu'ils et elles ne voient plus leurs petits-enfants (Participante39_Re_ei), « parce qu'il y a trop de monde » (Participant32_Re_ei) ou soit par peur de contracter la COVID-19 : « Moi, moins. Parce que je vous avoue que je n'ai pas très envie de contracter le fameux virus. Je suis prudent, c'est tout. » (Participant35_Re_ei) Un autre participant s'inquiète également du virus, mais il exprime avoir adapté son horaire afin de garder la même fréquence de visite :

À peu près similaire. Sauf les fins de semaine, je n'y vais plus les fins de semaine parce qu'il y a trop de monde. C'est trop achalandé, il y a trop de monde qui marche dans le parc les fins de semaine, donc ce n'est pas agréable. Les gens ne font pas attention non plus, ils ne gardent pas leurs distances, puis les gens ne mettent pas de masque, donc ce n'est pas très très sécuritaire. C'est mieux la semaine, la semaine il n'y a pas de problème, il n'y a pas tellement de monde, donc ça ne pose pas de problème. (Participant31_Re_ei).

Un seul participant mentionne aller « définitivement plus souvent dans les parcs » (Participant37_Re_ei) depuis le début de la pandémie, et ce, pour y effectuer ses marches quotidiennes.

Bref, il semble que la pandémie ait joué un rôle important dans la fréquentation des parcs chez les participant·e·s. Comparativement à l'usage de la bibliothèque, nous remarquons que, pour certain·e·s, la fréquentation des parcs est limitée par peur d'attraper le virus. La pandémie a aussi eu des impacts sur les activités pratiquées quotidiennement par les participant·e·s.

6.1.3. La famille, une source d'activités sociales importante

La politique de la famille et des aînés de la ville de Repentigny met en avant certains projets qui permettraient aux aîné·e·s d'avoir plus facilement accès aux activités offertes par la ville. En effet, pour répondre à son objectif « d'intégrer la notion d'accessibilité universelle au sein de l'organisation et des services associés », la ville vise à « maintenir une offre d'événements et d'activités libres gratuites » (Ville de Repentigny 2015, 28) pour les familles et les aîné·e·s. Également, afin de « travailler à l'amélioration continue de l'offre de services destinés aux familles (enfants, adolescents et jeunes adultes) et aux aînés », la ville tend à « organiser les horaires des plateaux sportifs et des piscines afin de favoriser la mise en place de périodes libres pour les activités intergénérationnelles » (Ville de Repentigny 2015, 30). Nous verrons d'ailleurs que les activités sportives et familiales font partie intégrante de celles exercées à l'intérieur de la ville, alors que les activités socioculturelles sont plutôt pratiquées à l'extérieur de Repentigny.

Aussi, comparativement aux discours entendus dans les municipalités de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Saint-Eustache, l'ensemble des participant·e·s de Repentigny ne semble pas aller aux activités récurrentes organisées par la ville. D'après nos recherches, la ville prépare des festivités,

telles que la journée de la Fête nationale de la Saint-Jean-Baptiste, l'Oktoberfest ou encore le Festival de glace. Aucun·e des participant·e·s ne dit s'y rendre, puisque ces activités ne « s'adressent pas à [eux et elles] » (Participant20_Re_gr). Ceci est aussi vrai pour les participant·e·s des entretiens individuels, comme l'explique le participant31_Re_ei : « c'est plus pour les jeunes et les familles que pour nous ».

Ainsi, dans cette section nous ne présenterons que les activités quotidiennes des participant·e·s, soit les pratiques sportives, les activités familiales, éducatives et socioculturelles.

Bien que les questions, relatives à la pratique des activités aient été posées dans notre groupe de discussion, les participant·e·s de Repentigny n'en ont pas fait l'élaboration. En fait, leurs activités culturelles ont lieu à l'extérieur de la ville : « Moi je vais à l'Assomption puis, je vais à Joliette aussi. Et puis, il y a la Place des Arts, j'aime bien la Place des Arts. » (Participant20_Re_gr) Les résident·e·s de Repentigny, possédant la carte citoyenne de la ville, bénéficient pourtant d'un accès gratuit au Centre d'art Diane-Dufresne. Lorsque nous leur avons demandé s'ils utilisaient fréquemment leur « carte citoyenne » (carte de résident·e de la ville) pour visiter ce centre d'art, un participant nous a répondu qu'il « y [allait] allègrement » (Participant22_Re_gr), mais sans donner plus de détails. La participante21_Re_gr a également ajouté que la ville offre plusieurs activités pour les aîné·e·s, mais que ces dernier·ère·s ne les pratiquent pas : « Je pense qu'à Repentigny, vraiment, il y a beaucoup, beaucoup de choses pour les personnes âgées, beaucoup, beaucoup. Mais les gens ne veulent pas sortir ! » Voyant que les participant·e·s ne s'appropriaient pas le sujet, nous avons continué la discussion sur un autre thème.

Les participant·e·s des entretiens individuels ont un peu plus développé sur la pratique de leurs activités. Six des 12 participant·e·s ont mentionné faire du sport dans leur quotidien. Certain·e·s utilisent les services de la ville, comme la participant38_Re_ei qui « utilise beaucoup les services, [comme] la piscine, les [cours de] conditionnement physiques plusieurs fois par semaine », d'autres sont membres « d'un club de badminton » (Participant37_re_ei), alors que d'autres font leur propre trajet d'exercice à vélo : « Moi je suis un pédaleur [rires]. J'en fais de plus en plus, je me suis fait des petites routes, je m'en vais vers l'hôpital, je viens par l'autre bord [et] ça me fait 20 kilomètres » (Participant28_re_ei). Deux participant·e·s expliquent qu'ils et elles ont diminué la pratique de leurs activités physiques, suite à la retraite ou à des opérations chirurgicales :

Ça a ralenti avec la retraite. J'allais danser les fins de semaine, maintenant c'est moins. [...] J'ai déjà joué au hockey, mais je ne joue plus depuis des années. (Participant33_Re_ei)

J'ai été opéré aux deux hanches, donc ça m'empêche beaucoup de... je ne te dis pas que je suis handicapé, pas du tout, mais c'est difficile de courir, c'est difficile de marcher. Mais le vélo, ça oui. Donc, c'est à peu près ça que je fais. [...] L'hiver on fait du vélo stationnaire, on se maintient en forme comme ça. (Participant36_Re_ei)

Les activités familiales sont également importantes dans le quotidien des personnes âgées ayant participé à nos entretiens individuels. Plus de la moitié des participant·e·s (7/12) ont mentionné faire des activités avec leurs enfants et particulièrement leurs petits-enfants : « Comme je suis grand-père et que je suis tannant, je m'amuse beaucoup avec eux autres [ses petits-enfants] » (Participant32_Re_ei). La majorité du temps, les participant·e·s rendent service à leurs propres enfants en gardant leurs petits-enfants lorsqu'ils ou elles sont malades ou lorsque c'est une journée pédagogique : « Quand c'était les journées pédagogiques, on les gardait. Ou s'il y avait une petite maladie, ils s'en venaient chez mamie, puis s'ils n'étaient pas en forme pour retourner à l'école le lendemain, ils couchaient ici. » (Participant39_Re_ei) Cependant, pour les participant·e·s, la garde de leurs petits-enfants est agréable et est un moment important, comme le témoigne la participante33_Re_ei : « Ça m'apporte du bonheur ! Mes petits-enfants sont extraordinaires, ils sont fins, ils aiment mamie, ils veulent toujours venir coucher ici. [...] c'est mon désennui, mes petits-enfants ! »

En plus de leurs activités familiales et sportives, deux participantes, des femmes, suivent également « les cours donnés aux seniors de l'Université de Sherbrooke [Université du Troisième Âge] » (Participant38_Re_ei). Pour ces deux femmes, ces cours leur permettent « de continuer à apprendre » (Participant30_Re_ei). Une autre manière d'apprendre et d'avoir « une ouverture sur le monde » (Participant29_Re_ei) est de se rendre à des expositions ou des spectacles. Seulement un participant exprime ne pas être « spécialement attiré par les spectacles » (Participant28_Re_ei). Il a également reçu une invitation pour rejoindre les activités organisées par la FADOQ locale, mais il ne se sent pas à sa place : « Ils me disaient "Ah, tu devrais venir. On joue à la pétanque et tout." Non, cette place, ce n'est pas pour moi. Alors, moi, la FADOQ, je vois ça comme ci... ce n'est pas... je ne suis pas là. » (Participant28_Re_ei).

Pour les 11 autres participant·e·s, qui ont des activités socioculturelles, neuf disent les pratiquer à l'intérieur de la ville de Repentigny. Les activités sont très diverses, il y a autant la participation à un concours littéraire « le prix des cinq continents » (Participant30_Re_ei), la visite du musée et du « Centre d'art Diane-Dufresne » (Participant37_Re_ei) qui offre plusieurs expositions. La fréquence des visites varie entre « deux ou trois fois [par an] (Participant38_Re_ei), « une fois par mois » (Participant34_Re_ei) à « une fois de temps en temps. [Admettons] toutes les deux semaines » (Participant37_Re_ei). Ces activités sont « reconfortant[es] » et sont une « question de bien-être, [...] autant physique que moral » comme l'exprime le participant32_Re_ei. Deux participant·e·s, un homme et une femme, se rendent à Montréal et à l'Assomption pour leurs activités culturelles. D'après le participant35_Re_ei, c'est parce que les artistes ne se déplaceraient pas pour un petit nombre de spectateur·rice·s : « Surtout à l'extérieur, parce qu'à Repentigny, je crois que la population est de 80 000 habitants et évidemment on est plus limité que dans une ville qui compte un million et demi d'habitants. Quand on invite des artistes, les gens ne vont pas venir pour 1 000 personnes. »

D'ailleurs, la ville a fait la construction d'une nouvelle salle de spectacle, mais son ouverture a été reportée en raison de la pandémie. Puisque les contacts rapprochés sont limités et que les activités culturelles ont longtemps été mises sur pause, les participant·e·s ont surtout fait des activités qu'ils et elles « peu[vent] faire chez [eux et elles] » (Participant35_Re_ei). Certain·e·s(3/11) « écoute[nt] virtuellement » (Participant29_Re_ei) des spectacles, mais d'autres (2) n'aiment pas ça, comme la participante30_Re_ei : « Moi, regarder les choses sur Zoom ou par Internet, je déteste ça. J'aime la présence, j'aime être là. [...] On est tous des personnes à la retraite, de rencontrer des gens, de jaser, d'échanger, ça compte pour beaucoup ! » Par contre, pour les activités familiales, tous et toutes utilisent les contacts téléphoniques ou les visioconférences pour réussir à passer du temps ensemble, tel que le témoigne le participant36_Re_ei :

On fait des *FaceTime* ou des *Teams* ou des *Zoom*. Ça dépend du nombre qu'on est. Puis on réussit à se parler. [...] avant le souper, on fait un 5 à 7 [rires] qui dure jusqu'à 9h30 le soir [rires] ! Donc c'est de cette manière-là qu'on réussit à se parler puis à se voir. L'été passé ça a quand même été pas pire parce qu'ils pouvaient venir à l'extérieur, donc on se voyait au moins dans la cour, mais... mais depuis l'automne, il n'y a pas grande possibilité.

Ainsi, comme le démontrent les témoignages, la famille est au cœur des activités sociales quotidiennes des participant·e·s. Un seul répondant nous a dit ne pas se sentir à sa place dans les activités pour aîné·e·s. Nous verrons dans la prochaine section, l'influence que les représentations sociales du vieillissement peut avoir sur la manière de bien vieillir à Repentigny.

6.1.4. Représentations du vieillissement

Les représentations du vieillissement que les personnes âgées peuvent avoir ou celles qui sont véhiculées par la société peuvent affecter la manière dont les aîné·e·s vivent et pratiquent leurs activités dans la ville. Afin de vérifier cet impact, nous avons demandé aux participant·e·s de notre groupe de discussion de nous expliquer comment ils et elles se représentent leur vieillissement et nous avons demandé à l'ensemble des participant·e·s de nous mentionner s'il est facile de vieillir dans la ville de Repentigny.

6.1.4.1. Qu'est-ce que le vieillissement ?

La discussion autour de la question des représentations a été relativement courte, puisque les quatre participant·e·s de notre groupe de discussion ont partagé la même opinion.

De prime abord, pour la participante²¹_Re_gr le vieillissement « ça signifie qu'on est vieux, point ! [rires] » et que « c'est le seul moyen qu'on a de rester en vie ». Dans la même idée, la participante²⁰_Re_gr voit le vieillissement comme un chiffre : « Moi je pense que c'est l'âge. On a un chiffre. » Par contre, cette même participante se questionne sur l'état de santé et sur les moyens financiers qu'engendre le vieillissement : « Le vieillissement, c'est la santé aussi. Tu as l'âge, mais est-ce que tu as la santé ? C'est une autre chose. Et l'argent, est-ce qu'on a les moyens de vieillir ? De bien vieillir en tout cas ? » (Participante²⁰_Re_gr) Pour le participant²²_Re_gr, le vieillissement est plutôt perçu en deux catégories : « la première, l'âge physique, puis [la deuxième] l'âge mental, de l'esprit. C'est complètement différent, tu peux avoir 70 ans physiquement, mais tu as encore 40 dans l'âme. » C'est également ce que considère le participant¹⁹_Re_gr : « Alors le vieillissement, c'est un peu des deux. Pour le corps, il y a une courbe. On commence à essayer de marcher, après ça il y a la force de l'âge et après ça il y a un

déclin. Puis, pour l'esprit, la fougue de la jeunesse fait place à un peu plus de sagesse et à un peu de perte d'illusions. » À cela, le participant22_Re_gr ajoute qu'en vieillissant nous connaissons mieux « nos forces et nos faiblesses » et cela permet de faire un meilleur choix d'activités, comme l'énonce la participante20_Re_gr :

C'est les choix des activités... on va faire des choix raisonnables. Ce qu'on faisait peut-être avant [on ne le fait plus]. Que ce soit dans le sport [par exemple] on n'ira pas faire du ski. Il y a bien des choses que les personnes faisaient avant, mais ils y renoncent [aujourd'hui], parce qu'on parle tellement des chutes. Ça veut dire, je pense qu'il faut être moins téméraire. Je pense que c'est la sagesse.

Même si la question n'a pas été abordée avec les participant·e·s des entretiens individuels, trois d'entre eux et elles, nous ont offerts des propos exprimant leur vision du vieillissement. D'abord, le participant28_Re_ei se sent plus jeune que son âge : « J'ai 72 ans, mais je ne me sens pas 72. Moi je me sens plutôt 64 ans. [...] Moi, on dirait que ce n'est pas ma place, être en groupe, comme ceux qui sont assis dans les centres d'achat, puis qui jasant, puis qui jouent aux cartes... non, [ce n'est] pas pour moi ! » Ensuite, pour la participante30_Re_ei, le vieillissement se traduit par la retraite, mais c'est un moment de sa vie qu'elle apprécie, puisqu'elle est libre de ses choix et elle souhaite que personne n'ait peur de cette période : « Moi, je dis toujours, la retraite, c'est une des plus belles périodes de la vie. Je dis aux gens “ N'ayez pas peur de la retraite ! ” [rires]. [...] ce qu'il y a de bien avec la retraite, c'est qu'on choisit ce qu'on veut ! C'est sûr que j'adorais mon travail, mais avec la retraite, on choisit bien ce qu'on veut. » Aussi, la même participante énonce plus tard dans son entretien, qu'elle nomme les personnes âgées par les termes « les vieux » : « On ne sait plus comment les appeler, les vieux, moi je me dis vieille. Je les appelle “les vieux”. » (Participante30_Re_ei) D'ailleurs, la participante38_Re_ei a partagé une prise de conscience sur le fait d'être aîné·e : « c'est aussi la COVID qui nous a réveillés, plusieurs personnes âgées. On ne se considérait pas comme “personnes âgées”. » (Participante38_Re_ei) Cela démontre la vulnérabilité que ces personnes ont dû vivre au début de la pandémie et de la soudaine vigilance dont elles ont dû faire preuve. Enfin, cette même participante traduit le vieillissement par le « manque de mots » (Lupien 2020), soit le fait de chercher ses mots : « Alors, je suis impliquée dans... voyons... des fois je cherche mes mots. C'est l'âge peut-être, ça commence ! [Rires] » (Participante38_Re_ei).

Du point de vue de la société, les participant·e·s des groupes de discussion affirment que le vieillissement est perçu par la maladie : « On entend que les vieux, c'est ceux qui sont malades » (Participante21_Re_gr). D'accord avec cette affirmation, la participante20_Re_gr ajoute tout de même que le comportement des personnes âgées y joue un rôle :

Moi je pense que le vieillissement est vu de la façon [dont] la personne va vieillir. Mais si elle ne sort pas de chez [elle], si elle ne brise pas son isolement, c'est là qu[e l']on va dire que les vieux sont seuls ou malades. Moi je pense, que lorsque ces personnes-là brisent leur isolement, [lorsqu'elles] vont chercher les réseaux, le regard est moins négatif. C'est ça l'image qu'on a du vieillissement. [...] Il y en a qui vieillissent mal, mais il y en a qui vieillissent bien.

Également, le participant22_Re_gr a l'impression que les personnes âgées se font « mettre en marge ». Il explique qu'« il y a une grosse, grosse barrière entre les deux [générations] ». En prenant l'exemple de l'emploi du temps de sa fille et le sien, il considère qu'il est isolé de la société :

Elle est hyperactive, parce que la société lui demande ça. Mais à la retraite, tu te dis « Ok, regarde, je ne peux pas les suivre dans la semaine parce qu'ils travaillent tous ». Donc, je suis isolé la semaine et la seule façon, si tu ne veux pas t'isoler, c'est de participer à des choses communautaires, d'aller chercher ta relation humaine dans des parcs ou à la bibliothèque. (Participant22_Re_gr).

Bien qu'elle soit en accord avec le propos du participant22_Re_gr, la participante21_Re_gr ajoute qu'« il y a bien plus d'activités pour les aînés qu'avant », leur permettant ainsi de réduire leur risque d'isolement. Pourtant, le participant19_Re_gr fait une distinction : « il y a “isolement”, puis il y a “solitude”. [...] La solitude n'est pas nécessairement choisie, alors que l'isolement oui ». Pour lui, l'isolement peut être un choix et peut être positif, particulièrement si c'est pour faire une rétrospection sur soi-même : « L'isolement, c'est un choix de vie [...] L'isolement peut être très positif, pour une rétrospective sur soi-même. » (Participant19_Re_gr). Il ajoute que « la solitude n'est pas nécessairement choisie » (Participant19_Re_gr). Enfin, une dernière perception du vieillissement semble liée au respect associé à la personne âgée. Pour la participante21_Re_gr, « les gens passent, mais ne regardent pas les vieux de la même façon ». Ceci s'explique par une modification du respect envers les personnes âgées :

Je regarde ces arbres-là [désignant les arbres à l'extérieur], j'ai moins de respect que pour un arbre qui est immense. Donc, plus il est vieux, plus j'ai du respect. Donc aujourd'hui, 60 ans, non, ce n'est pas vieux. Alors pourquoi j'aurais autant de respect ? [Il y a] 40 ans, on avait du respect pour les gens de 60 ans. Donc, le respect a été repoussé jusqu'à, je dirais, à l'âge de 100 ans. (Participant22_Re_gr)

Dans la même lignée, la participante20_Re_gr ajoute que « les jeunes pensent que nous autres [les personnes âgées], on ne sait rien. [...] Ils s'en foutent des conseils des plus vieux ».

Un autre élément que les participant·e·s ont ajouté à la discussion est la manière dont la société nomme les personnes âgées. La participante21_Re_gr « déteste ce mot-là » celui d'« aîné ». Un propos partagé par la participante20_Re_gr : « Il y en a une qui disait “ Moi je suis l'aînée de la famille”. Je suis tannée de l'entendre ! » Les deux participantes préfèrent dire « vieux » ou « vieille » : « Non, moi c'est les vieux, j'aime mieux les vieux ! » (Participante21_Re_gr).

Donc, pour les participant·e·s du groupe de discussion, le vieillissement est principalement lié à l'âge ainsi qu'à des limites physiques. Le vieillissement est également associé à une forme de sagesse qui peut découler à un choix d'activités plus judicieux. Par contre, l'image que la société véhicule sur le vieillissement est assez négative. Deux participant·e·s constatent un manque de respect de la part des générations plus jeunes et certain·e·s d'entre eux et elles ont l'impression d'être mis·e·s de côté, même si de nombreuses activités sont offertes pour les aîné·e·s par la ville. Afin de mieux comprendre ce dernier point, nous avons demandé aux participant·e·s de nous expliquer si la ville est bien adaptée pour le vieillissement de sa population.

6.1.4.2. *Vieillir à Repentigny*

Suite à la perception obtenue sur le vieillissement et de son image véhiculée par la société, nous avons voulu savoir comment les participant·e·s perçoivent la possibilité de bien vieillir dans leur municipalité. Nous pourrions ainsi savoir si la municipalité répond bien aux besoins de ses citoyen·e·s aîné·e·s.

Les participant·e·s du groupe de discussion considèrent que les services ne sont pas connus par les citoyen·ne·s aîné·e·s, bien qu'ils y en aient qui leur soient destinés. Le parrainage civique en est

un et permet de limiter la solitude des personnes âgées : « On a le Parrainage civique¹⁷. On a tellement d'organisations au Centre à Nous. [...] Les gens, ils ne les connaissent pas. » (Participant21_Re_gr) Ce manque de connaissance des services par les citoyen·ne·s s'explique, d'après les participant·e·s, par le fait que la municipalité n'assume pas ses responsabilités. La mairesse semble avoir peur de vouloir expliquer son choix d'aider particulièrement un groupe d'âge, plutôt qu'un autre : « La ville... la ville a peur de... de s'assumer. S'assumer dans son propre choix comme chef, ils ont [les conseiller·ère·s] peur d'avoir... les mauvais *come-backs*. » (Participant22_Re_gr) En fait, pour le participant22_Re_gr, en plus d'avoir à assumer son choix, la mairesse et les conseiller·ère·s devraient appréhender les commentaires et les questions de leurs collègues. Une autre participante explique que la municipalité ne répond pas aux besoins des aîné·e·s, même si une conseillère municipale est responsable des aîné·e·s de la ville : « On a une conseillère dédiée aux aînés [...] Dernièrement, j'ai rencontré la municipalité, et les autres municipalités [de] la MRC, puis c'était au point de vue [du] transport pour nos aînés [...] On ne répond pas aux besoins de la population ici. » (Participant20_Re_ei) D'ailleurs, le participant19_Re_ei confirme ce propos en ajoutant que le « transport adapté n'est plus ce qu'il était [et] qu'il n'a jamais été très très bon, en réalité ».

La vision des participant·e·s des entretiens individuels est pourtant différente. Pour eux et elles, « la ville en fait énormément » (Participant29_Re_ei). Les participant·e·s nous mentionnent qu'« il y a beaucoup de choses, il y a beaucoup d'associations » (Participant32_Re_ei), comme des « cours de danse, offerts pour le troisième âge, [et] les cours de tai-chi » (Participant35_Re_ei). La participante38_Re_ei abonde dans le même sens, mais considère que les activités sont peut-être trop catégorisées par groupe d'âge :

Je pense que la ville de Repentigny en fait beaucoup pour les aînés, mais peut-être [que] c'est trop... peut-être un peu trop sectorisé. C'est des regroupements, mais par âge, finalement. [...] À l'Université du Troisième Âge, je trouvais ça quand même intéressant, parce que ça pouvait commencer à partir de 55 ans. Ce que je considère jeune, 55 ans

¹⁷ Le Parrainage civique Lanaudière est un organisme « permettant aux personnes ayant une incapacité physique, intellectuelle, sensorielle et psychologique de briser leur isolement et de s'intégrer plus aisément dans la communauté grâce à la participation de personnes bénévoles. » (Parrainage civique Lanaudière 2022).

[rires], maintenant. Donc, il y avait quand même un bon mélange, de 55 à... ça pouvait aller [jusqu']à 90 ans. Donc, je trouv[e] ça mieux quand il y a un mélange. Mais bon...

Les participant·e·s des entretiens individuels aussi trouvent qu'il est facile de bien vieillir dans leur municipalité et qu'ils et elles ne se sentent pas exclu·e·s dans l'offre des activités et des services, comme le précise le participant37_Re_ei : « Je pense qu'il y a de la place pour différentes tranches d'âge, puis je ne me sens pas... exclu du fait qu'on prend de l'âge. C'est à nous autres de s'impliquer si [le] on veut ». Les personnes âgées sont d'ailleurs bien intégrées dans la ville, puisqu'elle a « une politique par rapport au troisième âge, [elle] a un intérêt pour les personnes du troisième âge » (Participant38_Re_ei). Cependant, un participant exprime qu'il aimerait connaître les offres pour faire du bénévolat. Il sait que la demande est là, mais il pense qu'un dépliant ou un bulletin énonçant les demandes d'aide permettrait aux personnes âgées d'être mieux informées :

Je ne sais pas trop où il y a [des] besoins de bénévoles. Lorsqu'il y a des activités à grand déploiement, sûrement qu'ils doivent avoir besoin de certains bénévoles de façon ponctuelle pour des activités. Mais, en tout cas, je ne vois pas beaucoup de publicité qui est associée à ça. Alors peut-être que ça pourrait être une chose qui pourrait se faire “ On recherche des bénévoles dans ce secteur”. Peut-être que... que la ville pourrait fournir un bulletin ou quelque chose (Participant37_Re_ei).

D'après les répondant·e·s des entretiens individuels, vieillir dans la ville de Repentigny ne semble pas être un problème, puisqu'ils et elles trouvent des activités qui correspondent à leurs besoins.

En nous référant aux propos tenus par les participant·e·s du groupe de discussion et des entretiens individuels, nous retenons que l'expérience vécue, de la municipalité de Repentigny, est plutôt similaire pour les répondant·e·s. En effet, les quatre personnes de notre groupe de discussion tiennent des propos un peu plus négatifs sur la ville, alors que les 12 répondant·e·s de nos entretiens individuels sont assez satisfait·e·s de ce qu'ils et elles retrouvent comme services dans la ville. Par contre, plusieurs points sont similaires : le transport collectif n'est pratiquement pas utilisé par l'ensemble des participant·e·s, alors que les bibliothèques et les parcs de la ville sont assez fréquentés. Pour ce qui est des activités pratiquées, les participant·e·s du groupe de discussion mentionnent que les personnes âgées de la ville ne connaissent pas les activités offertes par la municipalité, mais ceux et celles des entretiens individuels nous ont énoncé le contraire. Il va sans dire que la pandémie a eu plusieurs conséquences sur la pratique de ces activités et sur l'utilisation

des services municipaux, mais les participant·e·s sont majoritairement comblé·e·s. Enfin, les représentations qu'ils et elles se font du vieillissement est assez similaire, mais les participant·e·s du groupe de discussion sont aussi ceux et celles qui croient que la ville pourrait davantage assumer ses responsabilités concernant sa population vieillissante, alors que les répondant·e·s des entretiens individuels, eux et elles, apprécient les efforts de leur municipalité.

6.2. Participation à la vie politique municipale

6.2.1. L'engagement et l'implication municipale

L'engagement, à titre de bénévole dans un organisme communautaire de sa municipalité ou à titre de citoyen·ne qui participe aux assemblées municipales ou aux consultations publiques de sa ville, peut avoir des répercussions sur la qualité de vie des personnes âgées. Cette section vise à présenter l'engagement et l'implication des participant·e·s dans la ville de Repentigny.

6.2.1.1. Une implication bénévole dans toutes les sphères de la société

Les quatre participant·e·s du groupe de discussion de Repentigny sont tous et toutes membres et organisateur·trice·s de l'Association Québécoise de Défense des Droits des Personnes Retraitées et Préretraitées (AQDR) de L'Assomption se tenant à Repentigny. Pour eux et elles, la participation communautaire est « très importante » et leur permet « d'être présent[·e·s] pour les besoins des personnes âgées » (Participant19_Re_gr). Les bureaux de l'AQDR se situent dans le centre communautaire « Le Centre à Nous » de Repentigny où la grande majorité des organismes communautaires sont rassemblés. La participante20_Re_gr mentionne tout de même qu'elle se rend parfois au Centre communautaire Laurent-Venne qui offre aussi « des activités spéciales » telles que des événements organisés par « les policiers qui ressemble à “donner au suivant”. » Les activités et les organismes sont « bien connus pour [eux et elles] » (Participante21_Re_gr), mais pour le participant22_Re_gr, quelques organismes sont dédoublés dans la ville, alors qu'il pourrait y en avoir seulement un seul sur le territoire. Ceci serait dû à la fusion municipale : « Ils ont fusionné les villes il y a quelques années, mais ils n'ont pas fusionné les organismes. Le gros

problème vient de là. Donc du coup, tu vas avoir le même organisme dans la ville, mais trois fois le même organisme, c'est... inutile selon moi. » Leur participation à l'organisation des activités de l'AQDR, que ce soit pour « des conférences, des événements, des rencontres citoyennes » (Participante21_Re_gr) est considérée comme un travail à temps plein; ils et elles offrent tout leur temps : « C'est toute la semaine, tous les jours. C'est comme-ci c'était mon travail, mais gratuitement » (Participant19_Re_gr). Pour les participant·e·s, l'importance de cet engagement est aussi quelque chose « d'essentiel » (Participant22_Re_gr) pour le « respect de nos droits en tant que citoyens, en tant que personnes âgées » (Participante21_Re_gr). Pour eux et elles, c'est plus qu'une valorisation personnelle d'offrir de leur temps, c'est le fait de faire connaître les droits des personnes âgées et de tout faire pour que ces dernières soient respectées dans la société.

Les participant·e·s des entretiens individuels sont une majorité à être membres d'organismes communautaires et à être bénévoles. En fait, cinq participant·e·s sur les 12 énoncent ne pas participer dans leur collectivité. Les raisons sont différentes, mais pour deux participantes, c'est le manque de temps, soit parce qu'elles s'occupent de leurs petits-enfants (Participante33_Re_ei), soit parce qu'elles sont prises avec d'autres activités (Participante34_Re_ei). Par contre, l'idée de vouloir s'impliquer est présente dans l'esprit de la participante34_Re_ei : « Je n'ai pas le temps [rires]. [...] Je n'ai pas le temps, mais j'y pense par exemple [rires] ». Un peu dans la même idée que la participante33_Re_ei, la participante39_Re_ei explique que depuis sa retraite, elle « est plus centrée sur [sa] famille » et donc elle ne s'implique pas dans des organismes. De son côté, le participant28_Re_ei considère être « très sociable, mais [il n'a] pas eu la chance de faire partie de quoi que ce soit ». Enfin, le participant36_Re_ei dit avoir « les connaissances pour [s]'impliquer », mais qu'il n'a pas « la passion [...], pas un intérêt » pour s'engager comme bénévole.

Chez les sept participant·e·s qui s'engagent dans des activités bénévoles, trois étaient déjà bénévoles avant de prendre leur retraite, depuis « plus d'une dizaine d'années » pour le participant31_Re_ei, « près de 12 ans » pour la participante29_Re_ei et « une quinzaine d'années » pour le participant32_Re_ei. Avec l'arrivée de la pandémie, les activités bénévoles ont été mises sur pause afin d'« éviter de contracter le virus » (Participant35_Re_ei). En fait, seulement un seul participant nous a mentionné avoir continué à s'impliquer, et même avoir augmenté son implication, depuis le début de la pandémie. Il offre de son temps une quinzaine d'heures par semaine, mais assure que « c'est ponctuel, le temps de la pandémie. Ça ne veut pas dire qu'il va

continuer par la suite. » (Participant37_Re_ei). Il est bénévole depuis une vingtaine d'années au Centre de prévention du suicide et a choisi « plus dernièrement [de] donner un coup de main » à la banque alimentaire, parce qu'« à cause de la pandémie, il manquait de bénévoles » (Participant37_Re_ei). D'ailleurs, l'implication des participant·e·s touche différents réseaux. La participante29_Re_ei et le participant31_Re_ei sont membres du comité « Vigilance Hydrocarbures de Repentigny », qui a une ampleur plutôt provinciale que municipale, le participant35_Re_ei offre « des cours de francisation aux nouveaux arrivants » et la participante30_Re_ei fait de « l'aide aux devoirs ». Pour tous et toutes, le nombre d'heures d'implication pré-pandémique était calculé par semaine. Cela variait entre « deux heures par semaine » pour la participante38_Re_ei, à « une journée par semaine » pour la participante29_Re_ei ou encore « une trentaine d'heures par semaine, facilement » pour le participant31_Re_ei. Ce temps d'engagement leur donne « l'impression de contribuer [... de] jouer un rôle social [et] d'améliorer les conditions de vie [des personnes aidées] » (Participant35_Re_ei). En plus d'être « intéressant » (Participant31_Re_ei) parce qu'« il y [a] toujours du monde d'un peu tous les domaines » (Participant31_Re_ei), leur implication auprès des causes sociales et communautaires leur donne « l'impression de faire œuvre utile » (Participante30_Re_ei). C'est également une expérience qui est « très valorisant[e] », car, comme le mentionne le participant37_Re_ei : « dans le fond, c'est donner un coup de main à la société. [...] Il y a tellement de gens qui ont des difficultés, si on peut aider à mettre un petit baume, à chaque semaine, à ces personnes-là, c'est positif ».

Donc, les participant·e·s de notre groupe de discussion sont bien impliqué·e·s dans leur communauté, puisqu'ils et elles sont les organisateur·rice·s des activités de l'AQDR de L'Assomption. Enfin, pour les participant·e·s des entretiens individuels, l'implication est également présente et touche à toutes les sphères de la société, qu'il s'agisse de l'aide aux devoirs, de la francisation des nouveaux·elles arrivant·e·s ou de la prévention du suicide et des banques alimentaires. Nous voulons maintenant savoir si ces répondant·e·s ont une participation politique qui n'est pas associée à une implication bénévole.

6.2.1.2. *Participation partagée pour le conseil de ville, les marches et la signature de pétitions*

La participation politique non conventionnelle comme la participation à des manifestations, des marches ou encore à la signature de pétitions n'est pas pratiquée par les participant·e·s de notre groupe de discussion : « Je n'irai pas manifester moi, pour personne » (Participant21_Re_gr). Le participant19_Re_gr explique qu'il ne souhaite pas créer de conflit entre son rôle dans l'AQDR et une participation éventuelle à des manifestations : « Avec le lien qu'on a avec l'association, je... je ne me sens pas... pas apte à signer des pétitions ou à manifester. Il y a comme un conflit, pas d'intérêt... mais un conflit ». Cependant, tous et toutes disent se rendre aux « séance[s] du conseil aussi souvent que possibles » (participante20_Re_gr). Pour eux et elles, l'importance accordée à la séance du conseil municipal provient de la volonté de « comprendre les décisions » (Participant22_Re_gr) et de « voir la capacité d'influence démocratique » (Participant19_Re_gr). Également, assister aux assemblées du conseil de ville fait partie des « droits pour prendre position » (Participant20_Re_gr), alors cela aide les citoyen·ne·s à bien comprendre ce qui se passe dans leur municipalité et à faire des choix éclairés au moment des élections. La participante21_Re_gr se présente plutôt aux séances « par curiosité », mais aussi parce qu'elle trouve important de connaître ce qui se déroule dans sa municipalité : « J'aime ça ici, savoir... je trouve que c'est vraiment le plus important, parce que c'est ici que je demeure, c'est la politique de chez nous. » (Participant21_Re_gr).

Pour les participant·e·s des entretiens individuels, la tendance est inversée. En fait, ils et elles sont plus nombreux·ses à participer à des activités politiques non conventionnelles (6/12) qu'aux séances du conseil municipal (4/12). D'abord, les six participant·e·s qui signent des pétitions ou participent à des manifestations, comme celle « des casseroles » (Participant38_Re_ei) qui a eu lieu à Repentigny ou encore « celle pour le climat en 2019 » (Participant31_Re_ei) le font pour « faire bouger les choses » (Participant29_Re_ei). C'est aussi une manière de ressentir un pouvoir et d'y arriver grâce à tous ceux et toutes celles qui se réunissent pour la même cause; « Ça m'interpelle, puis on se sent un peu impuissant, mais je me dis “Au moins ça, je peux le faire”. Quand je peux manifester j'y vais. [...] je crois beaucoup, moi, à la force du groupe aussi » (Participant38_Re_ei).

Certain·e·s participant·e·s ne participent pas aux manifestations, mais signent les pétitions : « Les pétitions oui. Les marches, non. J'avoue, dans une foule [...] ça me tente plus ou moins de me retrouver en plein milieu d'une foule [...] Par contre, signer une pétition, me porter volontaire pour défendre certaines causes, oui, ça je veux bien » (Participant35_Re_ei). D'ailleurs, lorsque les participant·e·s signent des pétitions ou participent à des manifestations c'est toujours pour répondre à leurs intérêts. Ils et elles ne vont pas signer toutes les pétitions qu'ils et elles voient circuler : « c'est toujours pour ce que je trouve important » (Participante34_Re_ei). Parmi les six participant·e·s qui ne signent pas de pétitions ou qui ne se rendent pas aux manifestations, une participante mentionne qu'elle n'est « plus capable de marcher autant qu'avant [alors elle] laisse ça aux plus jeunes » (Participante33_Re_ei). D'autres, comme le participant37_Re_ei n'ont « pas un intérêt marqué » pour « participer à des marches, des manifestations ». Et puis, la participante39_Re_ei dit qu'elle n'« pas eu l'opportunité [...], mais s'il y a une idée qui [la] rejoint, [elle] n'hésitera pas. » Si elle ne participe pas, c'est parce qu'elle trouve que les pétitions ou les manifestations ne rejoignent pas ses intérêts. C'est aussi ce que nous mentionne le participant32_Re_ei lorsque nous lui avons demandé ce qui l'inciterait à manifester ou à signer des pétitions : « ça ne me rejoint pas, c'est tout ».

En ce qui a trait à la participation à des consultations publiques ou aux séances du conseil municipal, seulement quatre participantes (sur 12), que des femmes, mentionnent y aller. Elles n'y vont « pas à toutes les fois, mais assez souvent » (Participante29_Re_ei) ou alors elles y sont allées seulement « une fois [en] 33 ans » (Participante39_Re_ei). La participante38_Re_ei, qui indique être allée « deux fois » aux séances du conseil municipal, « aimerai[t] ça y retourner de temps en temps ». Pour elles, il est important de se rendre aux assemblées municipales pour comprendre « les dynamiques là-dedans » (Participante39_Re_ei) et voir les possibilités pour « l'amélioration des terrains de jeux, des espaces de jeux pour les enfants » (Participante39_Re_ei). Cette participante39_Re_ei ajoute tout de même qu'elle ne se « reconnaissait pas dans [le] brouhaha » de la séance. La participante38_Re_ei trouve « très intéressant d'aller assister [aux séances du conseil. Elle y a] découvert un peu tout ce qui se passait et des choses dont [elle] entend moins parler ». Enfin, la participante30_Re_ei explique qu'elle a participé à la consultation qui a permis la mise en place de la politique des personnes âgées de la ville et que cela lui a permis de mieux comprendre les besoins des aîné·e·s de la ville : « j'ai été consultée aussi, la ville avait fait, peut-être il y a trois, quatre ans, des consultations, justement, avec les personnes du troisième âge pour

la nouvelle politique. [...] C'était bien, intéressant, je n'ai pas autant de besoins que les autres, mais... mais j'ai appris ».

Les huit participant·e·s qui ne vont pas aux consultations publiques ou aux séances du conseil municipal considèrent qu'ils et qu'elles sont « satisfait[·e·s] de ce qui se passe à la ville » (Participant28_Re_ei, Participante33_Re_ei et Participant37_Re_ei). Deux autres participants, des hommes, trouvent plutôt que les élu·e·s « s'obtaini[ent] pour des virgules et tout ça » (Participant32_Re_ei) ou encore « parce que c'est un peu de la langue de bois » (Participant31_Re_ei). Pour deux participant·e·s, c'est aussi le manque d'intérêt qui explique leur absence aux séances du conseil municipal :

Je vous avoue que la politique, ça ne m'a jamais vraiment excitée. [...] Et je sais pourtant que c'est très important, parce que toutes les décisions qui sont prises à partir de la volonté politique ont des effets sur toute la population, mais bon. C'est comme ça. (Participant35_Re_ei)

Je n'ai rien... [rires] Je ne sais pas, ce n'est pas quelque chose qui m'attire comme tel. Je me tiens au courant, mais aller vraiment au conseil municipal, non... par manque, sûrement un manque d'intérêt. (Participant37_Re_ei)

Comme nous le partage le participant37_Re_ei, ceux et celles qui ne vont pas aux séances du conseil municipal, s'informent sur ce qui se passe dans la ville en lisant « le Rive-Nord [journal local] » (Participante33_Re_ei) ou le bulletin municipal qui est publié quatre fois par année :

Je lis le bulletin régulièrement pour voir qu'est-ce qui se passe, puis bon, c'est comme ça que je me garde informé. Je regarde qu'est-ce qui se passe au niveau des budgets, je regarde qu'est-ce qui se passe au niveau des différents comités qui ont été mis en place. Les actions de la ville à différents niveaux. C'est comme ça que je reste informé. Je n'ai pas besoin d'en savoir plus. (Participant31_Re_ei).

Que ce soit pour la participation à des actions politiques non conventionnelles ou aux séances du conseil municipal, les répondant·e·s des entretiens individuels confirment que leur participation est plus facile aujourd'hui, en tant qu'aîné·e·s, surtout grâce à l'arrivée d'Internet, « parce qu'auparavant, tout était compliqué [...] il fallait les chercher [les pétitions] » (Participant35_Re_ei). Cette facilité est également liée à l'importance que les répondant·e·s

accordent aujourd'hui à cette participation citoyenne : « C'est plus important aujourd'hui. L'importance est plus grande » (Participant34_Re_ei). Ainsi, les répondant·e·s énoncent que leur participation aux manifestations, aux pétitions ou aux séances du conseil de ville est leur façon « d'exprimer [leur] opinion, [même si] ça ne va peut-être pas changer grand-chose, mais au moins [ils et elles auront] levé la main » (Participant35_Re_ei). La participante34_Re_ei, elle, « se découvre tout le temps » à travers sa participation. Aussi, le participant31_Re_ei, lui, y voit « de la fierté et de la gratitude », mais également une manière de rester critique face au gouvernement :

Ça peut changer des choses, mais disons que les actions citoyennes, je trouve ça important. Je trouve ça important de rester informé, de rester informé politiquement, de garder un esprit critique aussi par rapport au gouvernement, d'être toujours à l'affût de ce qui se passe ici (Participant31_Re_ei).

Ainsi, les femmes semblent être plus intéressées que les hommes à se rendre aux consultations publiques et aux rencontres mensuelles du conseil de ville, comme le démontrent les propos des participant·e·s du groupe de discussion et des entretiens individuels. Par contre, ceux et celles qui n'y vont pas cherchent tout de même à rester informé·e·s. Également, tant par leur implication bénévole dans des actions politiques que par leur participation aux conseils de ville, les participant·e·s cherchent à comprendre ce qui se passe dans leur municipalité. Pour les répondant·e·s, il existe une autre façon de participer à la prise de décision, c'est de se rendre aux urnes le jour des élections municipales.

6.2.2. La participation électorale à l'échelle municipale

Nous portons un intérêt à la participation aux élections municipales afin de comprendre l'importance et les motivations des participant·e·s à se rendre aux urnes. Nous voulons également comprendre si cette motivation a évolué dans le temps et si elle est identique pour les élections des autres échelles de gouvernement.

6.2.2.1. Voter à l'échelle municipale un geste d'importance pour les services municipaux

Tous et toutes les participant·e·s du groupe de discussion votent à l'échelle municipale et même à tous les niveaux de gouvernement : « On vote partout » (Participant21_Re_gr). La motivation principale est liée au fait que « c'est pour des services de proximité. [...] La voirie, le déneigement, les parcs, les activités, c'est [la ville], c'est... nos activités culturelles » (Participant19_Re_gr). La participante21_Re_gr ajoute que l'importance de son vote est liée au fait qu'elle vit dans cette ville : « C'est très important. Bah oui ! Bah oui ! C'est... c'est... ici qu'on vit ». Le participant22_Re_gr partage la même idée, les élections municipales « sont les plus proches de notre réalité », mais la participante20_Re_gr, elle, dit voter afin d'avoir un droit de parole : « Moi je vois, puis quand ça ne fait pas mon affaire, je le dis ! Mais si je ne vote pas, je ne peux pas rien dire ». Également, les participant·e·s énoncent que leur vote, à l'échelle municipale, a « toujours été le même » (Participant21_Re_gr), c'est-à-dire pour les services et « pour répondre à des problèmes de proximité. » (Participant22_Re_gr)

Pour ce qui est de l'histoire du vote chez les participant·e·s, deux d'entre elles et eux nous mentionnent qu'ils et elles ont toujours voté de la « même façon » (Participant22_Re_gr). Même après être devenue propriétaire, la participante21_Re_ei énonce que son vote n'est pas différent : « Aujourd'hui, je suis propriétaire, je ne l'étais pas à 20 ans [rires]. [...] Mais non, non, notre vote n'est pas différent ». Le participant19_Re_ei n'est pas en accord avec cette affirmation, il considère que ses besoins ont évolué et donc que son vote aussi : « Les besoins ne sont pas les mêmes. Quand je vote, comme vieux, ce n'est pas comme lorsque j'avais 30. Quand j'avais 30 ans, j'avais un enfant, puis un parc, des balançoires, c'était plus important que bien d'autres affaires. » Pour la participante20_Re_ei, c'est plutôt l'implication qui fait la différence : « j'étais moins impliquée, je ne connaissais pas personne de la *gang* [du conseil municipal], donc je vot[ais] à peu près. Maintenant, je connais plus, parce que je suis plus impliquée aussi ».

Bien qu'ils et elles accordent de l'importance aux élections municipales, ils et elles considèrent que les élections provinciales et fédérales sont plus importantes. La participante21_Re_gr mentionne d'ailleurs que si elle considère le gouvernement provincial comme plus important, c'est pour le droit des aîné·e·s : « Pour moi, c'est le provincial le plus important, après le municipal ou

le fédéral, mais c'est vraiment le provincial. Si on veut des améliorations pour l'association et pour les personnes âgées, c'est avec le gouvernement provincial. » Pour la participante20_Re_gr, c'est le gouvernement fédéral qui est le plus important, en particulier parce qu'elle sait à qui s'adresser : « Le fédéral ! Moi j'aime ça parce qu'on est capable de parler avec la personne [la députée]. Ici c'est facile : moi si j'ai un dossier qui regarde le fédéral, je vais appeler au bureau de la députée, puis on va parler, puis on peut me donner le numéro de la personne qui travaille à Ottawa, puis je lui parle. Donc, j'ai bien confiance. »

Chez les 12 participant·e·s de nos entretiens individuels, 10 nous affirment avoir toujours voté à l'échelle municipale. Les deux participant·e·s qui n'ont pas toujours voté lors des élections municipales, mais qui y votent aujourd'hui, disent que « ça ne [les] intéressait pas » (Participante29_Re_ei). Le participant35_Re_ei énonce également qu'il avait « un peu de cynisme », mais qu'avec le temps il s'est aperçu que certain·e·s conseiller·ère·s « sont vraiment là pour aider ». La participante29_Re_ei a plutôt commencé à voter, à l'échelle municipale, lorsqu'elle a réalisé que les décisions du conseil municipal ne la satisfaisaient pas : « Non, j'ai commencé à partir du moment où j'ai réalisé que c'était le bordel à Repentigny au niveau des assemblées municipales. Oui là j'ai dit "Non, non, non, ça n'a pas de bon sens ça !" Donc ça doit faire une trentaine d'années que je vote. »

Pour les 10 participant·e·s, disant avoir toujours voté à l'échelle municipale, quatre mentionnent que leur motivation est liée au fait que c'est un droit : « C'est des droits qu'on a gagnés [...] Ce n'est pas... anodin d'avoir le droit de vote » (Participant31_Re_ei). La majorité des participant·e·s (6/10) mentionne que leur motivation provient du fait de choisir un·e candidat·e comme représentant·e dans leur municipalité : « c'est vraiment l'intérêt à avoir les représentants [que l'on] juge qu'ils vont faire le mieux pour la majorité des gens » (Participant36_Re_ei). Dans la même optique, pour trois participant·e·s le vote à l'échelle municipale représente l'exercice de la démocratie : « Je pense qu'on nous consulte tous les quatre ans, c'est la moindre des choses de donner notre opinion. Qu'est-ce que vous voulez, on est dans une démocratie, [...] je trouve ça très très très important » (Participante30_Re_ei). Aussi, deux participant·e·s disent que c'est la possibilité « de pouvoir donner [leur] idée » (Participant32_Re_ei) qui les motivent à se rendre aux urnes.

Le vote à l'échelle municipale est également utile pour tous et toutes les participant·e·s, qu'ils et elles aient toujours voté ou non. Cette utilité se traduit d'abord, pour deux participant·e·s, par le fait que c'est un pouvoir citoyen : « c'est peut-être quand même le seul vrai pouvoir qu'on a. [...] Le seul vrai pouvoir dans le sens que, comme personne citoyenne, je peux quand même choisir la personne qui va gouverner la ville, plus [et] les conseillers. » (Participant38_Re_ei) Le participant35_Re_ei considère aussi ce pouvoir comme une influence sur les décisions : « On peut plus facilement rééquilibrer, ou enfin, déséquilibrer, selon le cas, on peut plus facilement influencer les décisions, etc. » trois participant·e·s énoncent aussi que le fait de voter leur donne un droit de parole : « parce que s'il y a quelque chose qui ne va pas, si tu n'as pas voté, ben tu n'as pas un mot à dire, tu n'as pas voté. » (Participant33_Re_ei). Pour quatre participant·e·s, le vote aux élections municipales est utile parce qu'il permet aux citoyen·ne·s d'exercer leur devoir : « Dans un sens, c'est un devoir que tout citoyen devrait faire » (Participant28_Re_ei). Enfin, plusieurs participant·e·s (6/12) mentionnent aussi que le vote à l'échelle municipale est utile parce qu'il représente les besoins de proximité, tant au niveau des services, qu'au niveau des élu·e·s, comme le mentionne la participante34_Re_ei : « Les besoins de proximité. Les services de proximité. Et c'est pas mal plus facile de rencontrer ses conseillers que son député [rires] ! »

Concernant l'histoire du vote des participant·e·s des entretiens individuels, huit des 12 d'entre eux et elles disent qu'il n'y a pas eu d'évolution dans leur motivation ou dans l'importance qu'ils et elles accordent à leur vote. La participante33_Re_ei mentionne que, pour elle, le vote a toujours été le même : « Non, c'est tout le temps pareil. J'ai tout le temps voté, puis je vais tout le temps y aller. Ça a tout le temps été similaire. » Parmi les quatre participant·e·s qui considèrent voter différemment aujourd'hui, à l'échelle municipale, le participant31_Re_ei et la participante38_Re_ei disent que leur motivation a évolué en fonction des enjeux des élections : « Je dirais que oui [le vote est différent]. Justement à cause de tout ce qui en est des nouveaux enjeux. Les enjeux d'aujourd'hui, ça m'apparaît encore plus important, je pense que c'est plus important encore d'aller voter » (Participant38_Re_ei). Le participant32_Re_ei accorde une plus grande réflexion à son choix de vote, alors que lorsqu'il était plus jeune, il se fiait plutôt au choix de ses parents :

les premières fois, écoute, ce n'est pas compliqué, c'est l'influence de tes parents, eux autres disent ça, alors tu te dis "Ouais, ça a du bon sens". Mais là, maintenant, on se pose

plus de questions, on regarde, ‘‘Oui, ça, ça, ça me rejoint, ça c'est bon’’. [...] On a le temps un peu plus de... réfléchir c'est un peu un grand mot, mais de prendre notre temps pour analyser certaines choses, puis de voir, au lieu de suivre.

Le dernier participant, mentionnant que son vote est différent aujourd’hui que lorsqu’il était plus jeune, explique également qu’il y a une réflexion, mais qu’il analyse plus les programmes politiques : « Peut-être qu’on est plus au fait des programmes politiques parce qu’on a plus le temps de se tenir au courant qu’à 30 ans. [...] On étudie plus les... on analyse plus les programmes de chacun. C’est la sagesse [rires] ! » (Participante37_Re_ei)

Enfin, lorsque nous avons demandé aux participant·e·s s’ils et si elles accordent une valeur différente à leur vote à l’échelle municipale qu’aux autres échelles de gouvernement, la moitié des participant·e·s nous ont dit que non. Pour eux et elles « un vote, c’est un vote » (Participant37_Re_ei), ils et elles ne « voi[ent] pas de différence » (Participant32_Re_ei) entre les élections, puisqu’ « elles ont toutes la même importance » (Participante39_Re_ei). D’ailleurs, pour la participante38_Re_ei, les élections provinciales et municipales sont complémentaires : « Pour moi, ça a vraiment la même valeur. Et le provincial, le municipal, ça peut être très complémentaires pour les décisions. » Parmi les six participant·e·s qui perçoivent une différence de valeurs entre les élections, deux femmes disent que les élections provinciales sont plus importantes que les élections municipales. Pour la participante34_Re_ei, c’est une question de hiérarchie où l’échelle municipale lui semble subordonnée aux décisions du palier provincial : « Ben, le provincial, je pense, est plus important. [...] Les municipalités sont contraintes, elles sont supposées être des créatures du provincial. [...] C’est sûr que les rôles sont différents, mais pour ce qui est de l’importance, le fédéral a priorité sur le provincial, puis le provincial a priorité sur le municipal. » La participante30_Re_ei considère plutôt que les compétences du gouvernement provincial ont plus d’impact sur la société : « Je dirais que c’est important de voter partout. Mais c’est sûr que je dirais qu’au provincial c’est peut-être un peu plus important [rires]. [...] Ça a plus d’impact, globalement. Ne serait-ce que le ministère de la Santé et le ministère de l’Éducation. » Les quatre autres participants, des hommes, qui voient une différence entre les élections, considèrent que les élections municipales sont les plus importantes. Parmi ces quatre participants, trois mentionnent la proximité comme raison. Il y a d’abord la proximité des services, comme l’expriment le participant31_Re_ei et le participant37_Re_ei : « C’est plus important au municipal, dans le sens

qu'au niveau municipal c'est beaucoup plus au niveau de la proximité, de qu'est-ce que tu vas avoir comme services, finalement, comme services dans ta ville » (Participant31_Re_ei). Le troisième participant parle plutôt de la proximité avec les conseiller·ère·s municipaux·ales :

J'ai l'impression qu'il y a une plus grande proximité en votant au municipal. [...] Je vous disais que la conseillère municipale de notre coin, elle habite juste en face de chez nous et puis on a souvent échangé, c'est... Il y a plus un effet de proximité qu'au provincial ou au fédéral. J'ai l'impression que c'est au bout du monde ! [rires]. » (Participant35_Re_ei)

Un peu dans la même optique, mais sans parler de proximité, le participant36_Re_ei mentionne que c'est le fait de voter pour la personne et non pour un programme qui est différent entre les échelles de gouvernement : « On peut peut-être aller voter plus pour un programme que la personne qui nous représente dans le comté fédéral [...] Alors qu'au municipal, moi je vote plus pour la personne, je la connais plus aussi ».

Donc, pour les participant·e·s du groupe de discussion comme des entretiens individuels, le vote à l'échelle municipale est important, mais pour certain·e·s, le vote à l'échelle provinciale et fédérale est encore plus important. Par contre, la grande majorité des participant·e·s perçoivent une utilité à leur vote, que ce soit pour avoir un droit de parole, pour choisir son·sa représentant·e ou simplement pour exercer leur devoir de citoyen·ne. D'autre part, la moitié du groupe de discussion considère que son vote n'a pas évolué, même s'ils et si elles sont devenu·e·s propriétaires, alors que l'autre moitié des participant·e·s dit que son vote a évolué, puisque leurs besoins ont changé.

6.2.3. L'empowerment des aîné·e·s

Puisque certain·e·s participant·e·s des entretiens individuels disent avoir un pouvoir d'influence grâce à leur vote à l'échelle municipale, nous avons voulu savoir s'ils et si elles considèrent avoir un rôle ou une contribution dans leur communauté.

Les participant·e·s du groupe de discussion semblent perplexes à l'idée que les aîné·e·s seraient en mesure d'avoir un certain pouvoir d'influence par leur engagement ou leur vote. Les femmes pensent que oui, du moins elles considèrent que les personnes âgées « essaie[nt] » (Participante21_Re_gr) ou encore « se force[nt] » (Participante20_Re_gr) pour se regrouper et

« exercer une pression commune » (Participante20_Re_gr). Par contre, le participant19_Re_gr ne croit plus au pouvoir du/de la bénévole aîné·e, voire au bénévolat tout court. Il voit un « désintéressement du bénévolat » (Participant19_Re_gr) et surtout il considère que le/la bénévole ne fait plus de bénévolat, mais devient un·e employé·e, puisque « certains bénévoles sont payés ! [...] On est en train de professionnaliser le bénévolat » (Participant19_Re_gr). Il croit donc qu'il serait bénéficiaire, pour la société, de créer « une université du bénévolat [qui offrirait] une semaine de formation pour des bénévoles » (Participant19_Re_gr). Sans contredire le participant19_Re_gr, le participant22_Re_gr énonce que « tout le monde est dépassé, donc c'est difficile de dire qu'on a une influence particulière ».

La même disparité est observable, entre les hommes et les femmes, sur l'idée que le vote des aîné·e·s à l'échelle municipale peut faire une différence. En effet, les femmes considèrent que leur vote, en tant que personnes âgées, « peut apporter une différence » (Participante21_Re_gr), la participante21_Re_gr en est même certaine : « je suis certaine » (Participante21_Re_gr). La participante20_Re_gr, elle, pense d'ailleurs que les aîné·e·s sont « pour le changement aussi ». Dans une autre idée, la participante21_Re_gr ajoute que le vote des femmes âgées est encore plus important aujourd'hui, puisqu'elles ont gagné ce droit et qu'elles doivent continuer de voter : « Moi je pense que c'est un privilège, mais surtout pour nous autres les femmes. C'est un privilège pour tout le monde de voter, mais les femmes, de ma génération, on l'a gagné durement, le vote des femmes » (Participante21_Re_gr). Chez les hommes, le vote des aîné·e·s à l'échelle municipale n'apporte pas de différence particulière à celui des autres catégories d'âge. En fait, le participant19_Re_ei a « l'illusion de faire une différence », mais tout comme le participant22_Re_ei, il croit que « les dés sont pipés d'avance » (participant22_Re_ei). L'âge ne peut donc pas changer la donne.

Les participant·e·s des entretiens individuels sont plus nombreux·ses à croire qu'ils et elles ont un rôle à jouer dans leur communauté, en tant que personnes âgées. Sur les 12 participant·e·s, huit perçoivent qu'ils et elles apportent une contribution dans leur municipalité. C'est peut-être « un petit rôle » (Participante30_Re_ei) pour certain·e·s, mais ce dernier est basé sur le fait que « le bénévolat, c'est le ciment qui tient une ville » (Participante20_Re_ei). Le participant32_Re_ei voit plutôt sa contribution dans le partage de son expérience de vie, dans une société qui continue d'évoluer : « On veut juste essayer de se servir de notre expérience, même si les choses ont

énormément évolué ». La participante29_Re_ei abonde dans le même sens, pour elle sa « contribution, c'est d'assurer l'évolution de la ville, [...] de faire en sorte que les citoyens vivent dans un environnement plus [sécuritaire], plus propre, plus sain ». Pour d'autres, leur rôle n'est pas au niveau de la ville, mais plutôt auprès de leurs petits-enfants. La participante33_Re_ei mentionne que « c'est important pour eux autres [les petits-enfants] de comprendre ce que c'est le bénévolat. [...] ils ont un bel exemple de solidarité ». Comme pour les autres participant·e·s, le participant37_Re_ei perçoit son rôle à travers son bénévolat, comme « un service qu'on peut rendre à la collectivité, à la société. Il y a seulement nous [les personnes âgées] qui peuvent en faire, alors il [le] faut, pour la société. » (Participant37_Re_ei). Les participant·e·s considèrent donc leur rôle, par le bénévolat, comme une manière « [d']apporter quelque chose » (Participante39_Re_ei) à la ville. Trois autres participants, que des hommes, ne considèrent pas avoir un rôle à jouer, en tant que personnes âgées, dans leur communauté. En plus de ces trois hommes, une participante dit comprendre l'importance que les aîné·e·s ont pour la société et croit que les personnes âgées finiront par se regrouper pour revendiquer leur droit :

Je me dis que c'est une chose qui va se développer sûrement, ça, après la COVID. Je pense que oui, que ça va être très important. [...] que les gens vont plus se regrouper aussi à travers des associations. [...] Et puis je pense que si on veut aussi que s'améliore vraiment tout ce qui est le maintien à domicile, moi c'est le maintien à domicile des personnes âgées qui est très important pour moi [...], mais même pour les personnes à venir, les jeunes vont vieillir [...], je pense qu'à ce niveau-là, il y a des revendications, et même des manifestations à faire. (Participante38_Re_ei).

Si cette participante ne voit pas son rôle dans la société, comme aînée, c'est parce qu'elle a « de la difficulté à [s]'identifier comme importante comme personnes âgées ».

Bref, les participant·e·s des entretiens individuels sont nombreux·ses à considérer qu'ils et elles ont un rôle dans leur municipalité, et ce, particulièrement grâce à leur engagement bénévole.

La participation à la vie politique municipale est présente chez les participant·e·s de Repentigny. Plusieurs participant·e·s sont bénévoles ou organisateur·rice·s dans des organismes communautaires de la ville. Cette implication leur donne un sentiment d'utilité dans leur municipalité et c'est aussi une manière de mieux savoir comment sont prises les décisions, lorsqu'ils et elles se rendent aux séances du conseil municipal. Les participant·e·s ont également

l'occasion d'exercer une influence sur les décisions lorsqu'ils et elles participent à des manifestations, même lorsque les causes ne relèvent pas d'une compétence municipale. Aussi, tous et toutes les participant·e·s votent à l'échelle municipale, parce que c'est leur droit, mais ce n'est pas la majorité qui croit que leur vote a évolué. Enfin, leur participation à la vie politique municipale est pour certain·e·s une manière de contribuer et de partager leur connaissance à la communauté.

6.3.Conclusion

Les participant·e·s de la ville de Repentigny se disent satisfait·e·s de leur municipalité; ils et elles fréquentent les bibliothèques et les parcs, même si l'aménagement de ces derniers ne répond pas forcément aux besoins des aîné·e·s. Par contre, il y a une ambiguïté sur la vision du vieillissement dans la municipalité. Certain·e·s répondant·e·s, ceux et celles des groupes de discussion, mentionnent que les personnes âgées de la ville ne connaissent pas assez les activités que la municipalité propose. D'ailleurs, plusieurs de ces participant·e·s croient que la ville devrait assumer davantage ses responsabilités concernant le vieillissement de sa population. Du côté des entretiens individuels, les répondant·e·s trouvent qu'il est facile de vieillir à Repentigny et qu'il y a même suffisamment d'activités qui les concernent.

Du côté de leur participation politique, les participant·e·s de Repentigny s'engagent bénévolement dans des associations et d'autres ont même des responsabilités dans des organismes communautaires de la ville. Cette implication offre un sentiment d'utilité, mais devient également une manière de s'informer sur ce qui se passe dans leur municipalité. Certain·e·s des répondant·e·s se rendent d'ailleurs aux assemblées de conseil municipal pour connaître les prises de décision et cherchent aussi à exercer une influence sur ces décisions lorsqu'ils et elles participent à des manifestations. La participation électorale, elle, est surtout considérée comme un droit de parole.

7. CHAPITRE 7 – LA SOCIALISATION ET L’EXPÉRIENCE : DES ÉLÉMENTS CLEFS À LA PARTICIPATION POLITIQUE

Les précédents chapitres ont fait état de l’expérience de la ville et de la participation politique à l’échelle municipale de participant·e·s, âgé·e·s entre 65 et 84 ans, vivant dans trois banlieues de Montréal. Il a d’abord été question de leur utilisation des services municipaux, souvent peu adaptés aux personnes âgées, des activités pratiquées au quotidien et des représentations qu’ils et elles avaient de leur vieillissement. Puis, nous avons abordé les questions de l’engagement bénévole, de la participation à des manifestations, des marches, des pétitions ainsi qu’aux élections municipales pour comprendre le rôle que les personnes âgées s’accordent dans leur communauté.

Ces résultats nous permettent d’élaborer une réponse à notre question de recherche qui visait à comprendre de quelle façon, au sein des municipalités situées en périphérie de Montréal, l’expérience qu’ont les aîné·e·s de leur ville affecte leur participation à la vie politique municipale.

Cette question a, entre autres, été suscitée par le contexte municipal québécois. En effet, celui-ci présente une grande variété de municipalités et des services qui n’ont pas la même ampleur en fonction de la taille de celles-ci (Breux, Couture et Koop 2017; Mévellec 2018). De plus, l’absence de prise en compte de l’expérience qu’ont les aîné·e·s des services municipaux et de leur ville au quotidien ainsi que l’idée de faire de l’aîné·e une personne engagée socialement et politiquement dans sa communauté, prônée par le programme MADA, soulèvent quelques contradictions, au regard notamment des travaux sur la participation à la vie politique des aîné·e·s à l’échelle municipale (Marier et Séguin 2017).

Ainsi, l’objectif de ce chapitre est de répondre à notre question de recherche à partir des éléments collectés sur le terrain. Premièrement, nous montrerons les similitudes et les différences que nous avons observées dans les propos des participant·e·s à travers les trois municipalités de notre recherche. Deuxièmement, nous mettrons en avant comment les personnes âgées ont intériorisé les discours du vieillissement, pour ensuite illustrer comment la ville de banlieue est un lieu choisi pour vivre leur vieillissement. Puis, nous expliquerons comment se traduit la participation politique des aîné·e·s. Enfin, nous exposerons le lien entre l’expérience de la ville et la participation politique pour les personnes âgées.

7.1. Tendances dans la diversité des cas

Notre terrain de recherche comporte trois cas d'étude. Notre objectif n'était pas de les comparer, notamment en raison de la spécificité de chacun d'entre eux. De plus, les différentes actions et mesures proposées par les politiques MADA de ces trois municipalités ne peuvent être comparées, et ce, pour trois raisons. Premièrement, certaines municipalités ont intégré leur politique aînée à leur politique familiale ou à leur politique d'accessibilité universelle. Deuxièmement, les municipalités n'en étaient pas au même stade de la mise en place de leurs actions ou mesures. Il était donc impossible de comparer une politique qui venait d'être élaborée et approuvée par le Secrétariat des aînés avec une politique qui arrivait à son terme. Enfin, chaque municipalité peut choisir d'adapter le programme MADA comme elle le souhaite. En fonction des actions ou mesures présentées au Secrétariat des aînés, au moment de l'élaboration de son plan d'action, les municipalités reçoivent des enveloppes budgétaires pour effectuer leur réalisation.

Pourtant, malgré le contexte spécifique dans lesquels ils s'inscrivent, les témoignages des participant·e·s offrent une vision d'ensemble assez similaire, bien que quelques points particuliers rendent les municipalités uniques. Nous allons présenter les tendances qui en ressortent, car elles permettent de comprendre, à leur manière, la façon dont il est possible de répondre à notre question de recherche.

7.1.1. Particularité de chaque municipalité

Dans un premier temps, d'un point de vue descriptif, les participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Saint-Eustache vivent dans leur municipalité depuis un peu plus de 40 ans, en moyenne, alors que ceux et celles de Repentigny résident dans leur municipalité depuis 30 ans en moyenne (moyenne de 24 ans pour les répondant·e·s du groupe de discussion et de 36 ans pour ceux et celles des entretiens individuels). De plus, ils et elles apprécient la proximité géographique avec la métropole (Montréal) et la facilité à s'y rendre. La grande majorité des participant·e·s aiment leur municipalité et ressentent une fierté à y vivre. Pourtant, même si les répondant·e·s des trois municipalités expriment un fort sentiment d'appartenance à leur ville, seul·e·s ceux et celles de la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu ont mentionné un attachement distinctif à un secteur de

leur ville alors que dans les municipalités de Saint-Eustache et de Repentigny, l'attachement des participant·e·s est lié à la ville dans son ensemble. La question de cette échelle d'appartenance s'explique, entre autres, par le refus de la fusion municipale. En effet, les personnes âgées de Saint-Jean-sur-Richelieu que nous avons rencontrées, particulièrement celles de notre premier groupe de discussion, nous ont dit qu'elles ne voulaient pas de la fusion municipale. Si ils et elles se sont résigné·e·s et se sont finalement adapté·e·s au nouveau contexte géographique de la ville, les participant·e·s accordent toujours un plus grand sentiment d'appartenance à leur ancienne ville, devenue aujourd'hui un secteur de Saint-Jean-sur-Richelieu. Dans les deux autres municipalités, la fusion municipale a surtout été considérée comme une possibilité d'augmenter l'offre de services à travers le territoire.

Dans un deuxième temps, nous avons observé des particularités concernant la participation politique des participant·e·s. L'engagement bénévole est une valorisation personnelle pour la majorité des aîné·e·s que nous avons rencontré·e·s et ils et elles s'impliquent dans de nombreuses associations ou organismes en même temps. Également, peu de répondant·e·s participent aux assemblées du conseil municipal, aux consultations publiques ainsi qu'à des actions politiques non conventionnelles, car cela ne rejoint pas leurs intérêts. Par contre, la signification du vote, à l'échelle municipale, est pratiquement similaire pour tous et toutes les participant·e·s votant·e·s – il y a une abstentionniste – soit, un droit et un devoir principalement. C'est aussi le cas concernant l'évolution de leur motivation à voter à l'échelle municipale. Ils et elles sont plusieurs à percevoir une évolution positive, dans la mesure où ils et elles sont plus intéressé·e·s par l'échelle municipale que par les autres échelles de gouvernement, ont une meilleure compréhension de cette dernière et sont plus conscient·e·s des enjeux qui en découlent.

Les services municipaux sont également caractérisés de la même manière. En effet, peu de répondant·e·s des trois villes utilisent le transport collectif de leur municipalité, même lorsque cette dernière propose des solutions pour les zones moins desservies par le système d'autobus (pensons au cas de Saint-Jean-sur-Richelieu qui offre un service de taxi-bus dans plusieurs secteurs de la ville). D'ailleurs, si le transport en commun n'est pas utilisé par les personnes âgées que nous avons rencontrées, c'est parce qu'elles disent ne pas se considérer assez vieilles pour en faire l'utilisation et également parce qu'elles ont le privilège financier d'avoir une voiture. Dans la même idée, plusieurs participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Repentigny croient que les personnes

âgées pourraient bénéficier d'une vignette de stationnement. Si les répondant·e·s préfèrent utiliser leur voiture pour se déplacer dans leur municipalité, ils et elles pratiquent la mobilité active, mais plus pour le plaisir que pour effectuer des déplacements. Cette mobilité a d'ailleurs souvent lieu dans les parcs de leur ville, qui sont perçus comme des lieux sociaux et d'activités familiales pour la majorité des personnes âgées rencontrées. À part pour quelques participant·e·s du premier groupe de discussion ayant eu lieu à Saint-Jean-sur-Richelieu, la plupart des répondant·e·s des trois cas d'étude acceptent les aménagements « familiaux » des parcs – jeux d'eau, glissade, etc. – qui permettent de créer un espace de réunion pour tous les âges. Puis, les activités socioculturelles, présentes dans leur municipalité, offrent une reconnaissance sociale aux personnes âgées; ils et elles ont l'impression d'être inclus·e·s dans un groupe.

Du côté des représentations du vieillissement, la très grande majorité des participant·e·s ne se considèrent pas comme vieux ou vieilles et conçoivent la vieillesse comme faisant partie prenante de la retraite. Cette période de la vie, sans emploi, n'est pas pour autant perçue comme une période de repos, mais plutôt comme un moment où ils et elles peuvent choisir de faire ce qu'ils et elles veulent et quand ils et elles le souhaitent. Le fait que la très grande majorité des répondant·e·s soit à la retraite – sauf deux d'entre eux et elles – reflète aussi un certain privilège financier de ce groupe.

De même, si la majorité des répondant·e·s des trois cas d'étude considèrent que leur municipalité en fait suffisamment pour répondre aux questions du vieillissement, seulement certain·e·s participant·e·s de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu croient que les élu·e·s devraient se poser davantage de questions sur les possibilités de faciliter le vieillissement dans la ville. Dans la même veine, plusieurs participant·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu croient que ce sont aux personnes âgées elles-mêmes de se prendre en main pour exercer leur participation et que ce n'est pas le rôle de la municipalité de le faire.

Enfin, alors que les propos des participant·e·s des groupes de discussion et des entretiens individuels étaient somme toute similaires à ceux de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Saint-Eustache, ceux tenus par les répondant·e·s de Repentigny dans le groupe de discussion étaient différents de ceux affirmés par les participant·e·s des entretiens individuels. Cette divergence de point de vue a surtout été remarquée sur la question de l'accès aux activités dédiées aux aîné·e·s ainsi que sur la facilité de vieillir dans la municipalité. Dans notre groupe de discussion, les répondant·e·s disaient

qu'il n'était pas si facile de vieillir à Repentigny, entre autres, parce qu'il n'y a pas beaucoup d'activités pour les aîné·e·s ou que ces dernier·ère·s ne les connaissent pas assez. Du côté, des entretiens individuels, c'est l'inverse. Cette différence peut s'expliquer par le fait que les personnes âgées que nous avons rejointes à Repentigny sont les seules à ne pas avoir participé à un groupe de discussion et à un entretien individuel comme c'est le cas pour plusieurs aîné·e·s de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Saint-Eustache.

Ainsi, les propos des participant·e·s de nos trois terrains d'étude ont plus de ressemblances que de différences, bien que le contexte de leur municipalité puisse être différent. Les prochaines sections interpréteront plus en détail les réponses fournies à nos différentes questions et montreront comment il est possible de répondre à notre question de recherche générale.

7.2. Un vieillissement actif intériorisé

En premier lieu, le vieillissement se traduit par la retraite pour la plupart des participant·e·s de la recherche – seuls deux participants ont encore un emploi, mais à des heures réduites. Si Guillemard (1972) énonçait que la retraite était une « mort sociale », la majorité des répondant·e·s de notre étude expriment que la retraite est le meilleur chapitre de leur vie, puisqu'ils et elles ont le temps de pouvoir accomplir ce qu'ils et elles souhaitent. Ils et elles peuvent se rendre utiles dans leur société. 30 ans plus tard, Guillemard (2002) énonce que la vie à la retraite est le reflet de la vie active. Si durant sa vie active, un individu était engagé dans sa société, il y aura de fortes chances que cela continue pendant sa retraite. Nos résultats semblent confirmer ses propos, puisque les participant·e·s nous ont mentionné être déjà des membres actif·ve·s, avant la prise de leur retraite, dans certaines associations de leur municipalité. L'auteure mentionne également que les déterminants sociaux, comme l'état de santé et les ressources financières, peuvent influencer la participation sociale des aîné·e·s (Guillemard 2002). À ce niveau, les caractéristiques sociodémographiques des répondant·e·s suggèrent qu'ils et elles font partie d'un groupe privilégié de personnes âgées, puisque la majorité se considère à l'aise financièrement et en excellente santé. De plus, eux et elles-mêmes disent que leur engagement bénévole est une continuation.

Ainsi, nous observons ici un paradoxe. La retraite devient un antonyme de « poids économique » et un synonyme de « membre actif·ve de la société », même si ces activités sont promues par des

représentations du vieillissement actif – qui insistent sur les effets bénéfiques du maintien d’une activité physique et d’une insertion dans la société. Cela rappelle les propos de Castonguay et al. (2018), exprimant que les écrits sur le vieillissement accordent une grande importance à l’image de l’aîné·e idéal·e – celui ou celle qui est actif·ve dans sa communauté – créant donc une injonction à la participation.

Les résultats de la recherche montrent que les aîné·e·s semblent avoir intériorisé les représentations du vieillissement actif et l’ont inconsciemment mis en pratique. Notre recherche confirme les propos de plusieurs gérontologues critiques (Biggs et al. 2006; Martinson et Halpern 2011; Buffel, Phillipson et Scharf 2012; Buffel et al. 2014; Joy 2018; Joy 2021) qui expriment que les représentations sociales du vieillissement – mettant en valeur la santé, la vitalité et la productivité – ont pour effet de nier une part essentielle du vieillissement en valorisant, voire en obligeant, l’engagement et l’activité productive – l’emploi – associés aux autres périodes de la vie. De plus, cette représentation du vieillissement est une compréhension capitaliste de la valeur humaine (Martinson et Minkler 2006; Cardona 2008; Joy 2018; Joy 2021). Comme l’expliquent Biggs et al. (2006), le vieillissement actif ne prend plus en considération les maladies, les infirmités, les fragilités et les vulnérabilités qui peuvent construire une expérience du vieillissement. Au contraire, les aîné·e·s préfèrent parler du vieillissement comme d’une possibilité de réduire leur poids économique dans la société. En cherchant une utilité à leur engagement, les personnes âgées contribuent involontairement à renforcer l’image de la société sur le vieillissement. Puisqu’elles ont un rôle « passif » au sein de la société, elles cherchent à prendre part à la production de la société. Enfin, de par son caractère normatif, le modèle du vieillissement actif renoncerait à une diversité du vieillissement en favorisant seulement l’âge adulte et en excluant les autres trajectoires possibles du vieillissement, par exemple celui de la « gérotranscendance » (Tornstam 1997).

Cette théorie explore le rapport entre le vieillissement et la spiritualité. Ce gérontologue suédois s’interroge sur la théorie du désengagement et pense que les aîné·e·s continuent d’évoluer jusqu’à parvenir à la sagesse à la fin de leur vie, même si la vieillesse amène de nombreuses pertes et rapproche l’individu de sa mort. Pour l’auteur, le vieillissement serait le moment opportun pour se familiariser avec soi-même. La gérotranscendance serait la dernière étape d’un processus naturel vers la sagesse et la maturation, amenant la personne âgée vers une nouvelle perspective – cosmique – de son vieillissement, comme le résume Tornstam (1999) : « a new feeling of cosmic

communion with the spirit of the universe, a redefinition of time, space, life and death and a redefinition of the self » (p.11). Cette prise de conscience et cette sagesse offriraient de nouvelles significations par rapport à la vie et amélioreraient la qualité de vie pendant le vieillissement. Cette dimension spirituelle du vieillissement mène à une quête de sens par rapport à la trajectoire de vie d'un individu et à la manière dont il va se percevoir lui-même ainsi que la société. Un de nos participants, en parlant de l'importance accordée à sa participation bénévole, semble avoir atteint cette prise de conscience : « Faire du bénévolat, c'est une certaine... pas transhumance, transcendantalisme. C'est une façon un peu transcendante d'être un humain. » (Participant19_Re_gr).

En deuxième lieu, bien que la retraite soit un signe de leur vieillissement, les participant·e·s de la recherche ne se considèrent pas comme vieux et vieilles. Ils et elles ont souvent mentionné que le vieillissement se ressentait physiquement, mais pas cognitivement. Le temps de repos est plus long qu'avant, mais l'envie et l'intérêt de faire des activités – de toutes sortes – sont toujours présents, même s'ils et si elles les modèrent davantage. La vision des participant·e·s est intéressante dans la mesure où ils et elles conçoivent la vieillesse comme une défaillance où il faut être dépendant·e et malade durant cette période. Or, pour eux et elles, « prendre quelques pilules » (Participante13_St-JR_gr2) n'est pas dramatique, puisqu'ils et elles se sentent jeunes – pas comme à 20 ans, mais pas vieux ou vieilles pour leur âge –, en forme, réfléchi·e·s et qu'ils et elles ont encore plein de projets à réaliser. Ces propos portent à croire qu'à un certain âge, l'individu ne peut plus avoir un esprit vif. Le discours des membres de notre échantillon semble rejoindre l'étude de Joy (2018), exprimant que les personnes âgées peuvent avoir intériorisé un âgisme transmis par la société. Le discours général concernant le vieillissement est souvent amer, pessimiste et lié à des images négatives voire même tristes – dépendance, affaiblissement, maison de retraite, isolement et solitude. L'image renvoyée du vieillissement n'est donc pas perçue comme quelque chose d'intéressant pour les aîné·e·s eux et elles-mêmes. Joy (2018) énonce même que le vieillissement peut être considéré comme une honte. Pourtant, contrairement aux représentations sociales dominantes du vieillissement, certaines personnes âgées vivent un vieillissement qui n'est pas synonyme d'invalidité. En ayant la sensation de rester jeunes, d'avoir beaucoup de projets et de ne pas vouloir affronter leur vieillesse, comme elle est, les personnes âgées de notre échantillon tendent à donner raison à Simone de Beauvoir : « nous essayons de nous représenter qui nous sommes à travers la vision que les autres ont de nous. L'image même n'est pas donnée dans la

conscience : c'est un faisceau d'intentionnalités dirigées à travers un analogon vers un objet absent. » (1970, 410)

Ainsi, donner la parole à des personnes âgées afin qu'elles mettent des mots sur leur expérience du vieillissement montre qu'elles tendent à intérioriser inconsciemment les représentations du vieillissement actif. Par ailleurs, les hommes semblent caractériser leur vieillissement en deux temps – le corps et l'esprit – alors que les femmes se disent « jeunes » ou « non vieilles » pour leur âge. Cela dénote une certaine appréhension à devenir vieille. Quelques participantes perçoivent le fait d'être « vieilles » à partir d'un certain âge (90 ans), où les capacités physiques et cognitives diminuent. Cette appréhension peut également se percevoir comme une crainte de ne plus être la même personne, comme l'a écrit Simone de Beauvoir « [l]a vieillesse est particulièrement difficile à assumer parce que nous l'avions toujours considérée comme une espèce étrangère : suis-je donc devenue une autre alors que je demeure moi-même ? » (1970, 400) Pourtant, bien que les aîné·e·s de la recherche ne se sentent pas vieux et vieilles, ils et elles observent tout de même la manière dont leur municipalité répond aux enjeux du vieillissement.

7.3. La ville : espace de vieillissement

Les différences de formes urbaines, de configurations et d'aménagement entre les environnements centraux et ruraux font l'objet d'études depuis plusieurs années. Les municipalités périurbaines, souvent mises en opposition avec les environnements centraux, sont dites comme moins favorables et moins accessibles pour répondre au vieillissement de la population (Lord, Joerin et Thériault 2009). Au Québec, les banlieues vieillissent plus rapidement que les villes centres (Séguin, Apparicio et Negron-Poblete 2008; Blein et Guberman 2011), ce qui suscite certaines inquiétudes. Ce phénomène préoccupe souvent les gouvernements municipaux, appelés à offrir des services de proximité et à gérer le règlement de zonage de leur territoire (Marois et Bélanger 2015). Cette réglementation, qui régit le développement des banlieues, nuit grandement à l'établissement de services et de commerces de proximité qui pourraient servir les aîné·e·s (Després et Lord 2002). Cela a incité certaines municipalités à élaborer et à mettre en place le programme (MADA), qui vise à améliorer l'environnement urbain pour la population vieillissante afin d'encourager la

participation sociale et politique locale des personnes âgées (Joy 2018). Il convient de mieux comprendre le rapport qu'ont les personnes âgées avec leur municipalité.

7.3.1. La banlieue, un milieu de vie en évolution

D'abord, les municipalités de notre recherche ont toutes été décrites clairement comme des banlieues par les participant·e·s, et ce, sans que nous ayons à leur demander de la définir. Ces résultats, bien que différents puisque portant sur les banlieues de Montréal, contredisent les observations de Fortin et Després (2010) concernant les banlieues de Québec. D'après les auteures, les habitant·e·s d'une municipalité de banlieue n'arrivent pas à décrire précisément leur lieu de résidence, même s'ils et si elles font la différenciation entre la ville et la campagne. Si cette étude date d'il y a un peu plus de 10 ans, les auteures font la remarque que les habitant·e·s des banlieues pavillonnaires de première et deuxième couronne de la ville de Québec n'arrivent pas à définir précisément l'endroit où ils et elles vivent, puisqu'ils et elles ne réconcilient pas l'idée d'un accès à la nature avec la proximité des services et de la ville-centre (Fortin et Després 2010). Les participant·e·s de notre étude font cette liaison et accordent une grande importance à cet environnement – entre la ville, la campagne et la nature – qui leur fait aimer leur municipalité de banlieue.

D'ailleurs, ce milieu de vie – la banlieue – évolue dans le regard de nos répondant·e·s. Plusieurs ont mentionné se sentir en sécurité dans la ville et disent maintenant pratiquer des activités qu'ils et elles ne faisaient pas avant de quitter la vie active. Certain·e·s profitent davantage des espaces verts et prennent le temps d'observer la nature, alors qu'ils et elles ne le faisaient pas avant la retraite. Les participant·e·s y redécouvrent des espaces qu'ils et elles fréquentaient avec leurs enfants, par exemple un parc où leurs enfants avaient des tournois sportifs. Pour d'autres encore, le temps offert dans des associations de la ville a augmenté ou alors ils et elles ont investi du temps dans la protection du patrimoine de leur ville. Ces résultats montrent que les personnes âgées de notre étude expérimentent leur municipalité par de nouvelles manières, se consacrent à de nouvelles activités ou les adaptent afin qu'elles répondent davantage à leurs valeurs personnelles. Ainsi, les répondant·e·s ne cherchent pas à se détacher de cet environnement, mais plutôt à y vivre de nouvelles expériences. Nos résultats confirment donc l'image de la banlieue d'Oliver (2001) comme un lieu de repos résidentiel, de paix domestique et de trajets quotidiens. Toutefois, la banlieue n'est

pas qu'un environnement passif où les aîné·e·s attendent que le temps s'écoule. Au contraire, la municipalité de banlieue devient un lieu où il est possible de défendre ses principes et de soutenir et sauvegarder l'histoire de son territoire. C'est un milieu de vie où les personnes âgées tendent à améliorer les services tout en étant satisfaites de ce qu'il leur offre. Alors, si la banlieue est considérée comme un idéal pour les familles, elle le devient également pour les personnes âgées.

De plus, Lord (2010, 263-265) recense, entre autres, cinq significations qui rendent compte des préférences de vivre en banlieue plutôt qu'ailleurs :

- 1- La banlieue signifie un milieu de vie sécuritaire;
- 2- La banlieue est un espace familial;
- 3- La banlieue signifie un lieu d'attachement et de mémoire;
- 4- La banlieue signifie un espace intense d'activités quotidiennes où la grande partie du quotidien s'y déroule;
- 5- La banlieue signifie un territoire de mobilité où les personnes âgées se déplacent par plaisir.

Ces cinq significations reflètent les préférences et les aspirations que les individus portent à leur milieu de vie. D'après Lord (2010), ces significations renforcent les dimensions affectives, les pratiques sociales et spatiales de l'environnement résidentiel. La vie quotidienne en banlieue est donc perçue comme un milieu idéal pour les personnes âgées. Toutes ces significations de la vie en banlieue sont énoncées dans le discours de nos participant·e·s et rejoignent bien l'idée que la banlieue est un milieu idéal pour les personnes âgées. De plus, elles s'appliquent bien à notre idée de l'évolution de l'image de la banlieue, présentée par Oliver (2001). Les banlieues ne sont plus seulement un milieu de vie où il est possible de travailler à l'extérieur de la ville centre tout en occupant un milieu sécuritaire pour élever sa famille (Ghorra-Gobin 1997; Fortin 2002; Fortin, Cournoyer Boutin et Gilbert-Ouimet 2011), la banlieue devient, au fil du vieillissement des individus, un milieu de vie important dans lequel les personnes âgées peuvent faire de nouvelles expériences dans un environnement déjà connu. Ainsi, la représentation que se font les aîné·e·s de leur municipalité de banlieue est rattachée à un sentiment d'appartenance, mais elle est surtout, comme le présente la prochaine section, un lieu de résidence assumé pour y vivre leur vieillissement.

7.3.2. Le « milieu de vie » aussi important que le vieillissement « chez-soi »

À l'encontre de plusieurs études affirmant que les villes situées en périphérie – comme les banlieues – n'offrent pas un environnement approprié au vieillissement, les entretiens réalisés proposent une perspective différente, celle de vouloir continuer à vieillir dans un « milieu de vie » connu.

D'ailleurs, le sentiment d'appartenance que ressentent les membres de notre échantillon est fort. La majorité des répondant·e·s disent aimer, être fier·ère·s et ne pas vouloir quitter leur municipalité. Ces propos rappellent ceux employés dans les études portant sur l'importance du « chez soi » ou du « vieillir sur place ». Les résultats des entretiens réalisés permettent un rapprochement entre la notion du « chez-soi » et celle de l'importance du « milieu de vie » – la municipalité – pour les personnes âgées. En effet, les recherches sur le vieillissement en banlieue sont principalement étudiées sous la lentille du « vieillissement réussi » ou sous celle du vieillissement « chez soi » pour aborder l'accessibilité et l'importance du logement des personnes âgées. À notre connaissance, peu d'études ont seulement porté sur la perception que les personnes âgées ont de leur milieu de vie¹⁸ (sans référence au logement). En effet, tant les études récentes, telles que celle de Simard (2019), que les plus citées comme celles d'Oswald (Oswald et al. 2011; Oswald et Wahl 2005) qualifient l'attachement au « milieu de vie », chez les personnes vieillissantes, grâce à la notion du « chez-soi », mais toujours sous l'angle du logement.

De ce fait, pour les psychologues et gérontologues environnementalistes, étudiants la notion du « chez soi » chez les personnes âgées (Oswald et al. 2011), l'attachement au logement survient après y avoir vécu un certain nombre d'années. Nous arrivons au même constat en ce qui a trait au milieu de vie. Les répondants vivant dans leur municipalité depuis moins de cinq ans disent ressentir un peu d'appartenance à leur municipalité, alors que ceux et celles qui y vivent depuis plus de 30 ans expriment fortement leur attachement. Les répondant·e·s qui ont un fort attachement à leur municipalité y ont des souvenirs liés à leur vie familiale et à leur vie active, alors que ceux qui viennent d'emménager commencent à se créer des souvenirs. Toujours d'après Oswald et al. (2011), l'environnement, la perception d'être attaché·e à cet environnement, l'évolution du quartier

¹⁸ Nous qualifions ici la notion de « milieu de vie » comme la municipalité habitée par les personnes âgées de notre recherche. Nous considérons que le milieu de vie ne réfère pas seulement au logement, mais aussi à l'environnement dans lequel une personne vit.

et du voisinage, la qualité sociale ainsi que la routine quotidienne créent un sentiment de confort et de familiarité, reflétant ainsi la satisfaction à l'égard de la vie chez les personnes âgées. Si l'environnement et ses perspectives expliquent l'importance de la stabilité dans un logement pour les personnes vieillissantes, ces éléments peuvent également s'appliquer à l'importance du milieu de vie pour ces mêmes personnes. Avant tout, c'est dans ce milieu que se situe leur logement, mais en quittant son logement – tout en restant dans la même municipalité – la personne âgée se retrouve dans un environnement qu'elle connaît, dans lequel elle a ses marques, ses habitudes et où elle vit ses occupations quotidiennes. Ce milieu de vie est également décrit comme sécuritaire – aucune peur d'un cambriolage ou de marcher le soir seule – par quelques participantes. Cependant, contrairement à certaines études, les participant·e·s ne développent pas un attachement à leur mode de vie de banlieue en opposition avec celui de la ville-centre (Feldman 1990; Sénécal et Vachon 2014). Puis, les expériences physiques, sociales et personnelles, énoncées par Oswald et Wahl (2005), pour bien vivre son quotidien dans son « chez-soi », s'intègrent également à notre idée du bien vieillir dans son « milieu de vie ». En effet, l'expérience physique, qualifiée par l'utilisation des commodités de la vie quotidienne, peut s'exprimer par la visite à la bibliothèque ou par l'utilisation d'un véhicule de transport pour se déplacer librement dans la ville. L'expérience sociale – le partage de son espace avec d'autres – se fait par la fréquentation des parcs ou encore des activités sportives en groupe. L'expérience personnelle – le prolongement de soi par une personnalisation de son milieu – est plus difficile à percevoir à l'échelle du « milieu de vie », mais pourrait correspondre à l'implication personnelle d'une personne envers sa communauté – comme l'une de nos participantes qui s'est impliquée dans l'établissement de la bibliothèque municipale de son secteur ou encore comme les nombreux·ses participant·e·s qui s'expriment contre le passage d'un oléoduc afin de préserver leur environnement.

Enfin, les aspects biographiques, soit les souvenirs, provoquant des réactions cognitives et émotionnelles, sont reconnus dans l'attachement des personnes âgées à leur logement et peuvent l'être pour leur milieu de vie. Vieillir dans un milieu de vie connu, où les personnes âgées conservent leurs habitudes et leurs repères, facilite le vieillissement dans cet environnement. Ainsi, les arguments en faveur d'un vieillissement « chez-soi » peuvent être appliqués à une autre échelle, celle du « milieu de vie » et dans notre cas, la municipalité de banlieue. Et si ce milieu de vie est apprécié des répondant·e·s âgé·e·s, c'est entre autres, parce qu'il leur permet de vivre leur vieillissement en toute autonomie et indépendance, malgré certains désavantages d'aménagement.

Il faut prendre en considération que cette autonomie et cette indépendance ne seraient pas les mêmes si les répondant·e·s ne pouvaient plus conduire ou s'ils et si elles n'avaient plus accès à leur voiture personnelle.

7.3.3. L'utilisation des services municipaux et la projection du vieillissement

L'expérience de la vie dans une ville située en périphérie de Montréal se qualifie également par la manière d'habiter et d'utiliser cette ville chez les personnes âgées de notre recherche. Cette utilisation des services urbains permet aux aîné·e·s de projeter leur vieillissement. Ces constats sont visibles au sein de nos trois cas d'études.

D'abord, la manière de se déplacer ou plus précisément le type de mobilité choisie est en lien avec la façon dont les répondant·e·s se voient vieillir, et ce, dans une moindre mesure, en fonction de la nature des services offerts dans leurs municipalités. Les résultats de notre recherche montrent que l'utilisation du transport collectif est relativement faible chez les personnes âgées. Nos participant·e·s utilisent plutôt leur voiture pour effectuer leurs déplacements. Ceci confirme l'étude de Lord, Joerin et Thériault (2009), énonçant que l'utilisation de la voiture est de mise pour la quasi-totalité des déplacements en banlieue. Les auteur·ef·s décrivent l'usage généralisé de l'automobile comme l'« auto-mobilité » (Lord, Joerin et Thériault 2009, 358) et qualifient l'offre en transport en commun de « globalement déficiente » (Lord, Joerin et Thériault 2009, 358). Nos participant·e·s confirment d'ailleurs que le service d'autobus n'est pas adéquat – les autobus ne passent qu'aux heures seulement – et que le trajet n'est pas efficient – il faut faire le tour de la ville avant d'arriver à la destination souhaitée. Néanmoins, le service de transport en commun est largement utilisé lorsqu'il est question de déplacement interurbain, principalement vers la ville de Montréal. Ces propos confirment les résultats de Lord (2010). L'auteur souligne que l'usage des transports en commun en banlieue est possible, quoique difficile. Les transports collectifs sont principalement utilisés pour un déplacement vers le travail ou pour se rendre vers la ville-centre, mais lorsque vient l'envie d'aller visiter la famille, les amis ou se rendre vers des commerces ou vers des lieux de loisirs, il est plus facile et plus rapide d'utiliser sa voiture. Cet exemple montre que le système de transport collectif, tel que le réseau d'autobus, tend à être pensé en fonction de la population dite « active » et ne répond que partiellement aux besoins d'autres groupes de la population.

En effet, si les modes de transport collectif sont nombreux dans les trois municipalités de notre recherche – autobus, métro, taxi-bus – les participant·e·s considèrent qu'ils ne répondent pas à leurs besoins ou encore qu'ils sont inadéquats. Les propos de nos participant·e·s confirment les études de Alsnih et Hensher (2003) et de Rosenbloom (2003) ayant analysé que la qualité du transport en commun – l'horaire de passage et le service – ne répond pas adéquatement aux besoins de mobilité des personnes âgées. D'ailleurs, les raisons énoncées par nos participant·e·s, pour expliquer leur non-utilisation du transport en commun, sont les mêmes que celles analysées par DeGood (2011) dans diverses villes aux États-Unis. Pour l'auteur, les raisons du manque de qualité du transport en commun s'expliquent par une faible fréquence de passage des autobus en dehors des heures de pointe et des jours ouvrables, des horaires qui ne répondent pas à la demande des utilisateur·rice·s, des véhicules bondés (pendant les périodes de pointe), l'accès difficile (l'arrêt peut se trouver à plusieurs minutes de marche) ou encore un itinéraire inadéquat. Plus spécifiquement, les participant·e·s de Saint-Eustache confirment l'étude de Negron-Poblete et Séguin (2018). Les auteures constatent que le transport collectif est un mode de transport marginal chez les personnes âgées à Saint-Eustache, puisque 5 % ou moins de leurs déplacements se font en autobus et que 0 % des 75 ans et plus ne l'utilise pas. Tout comme les résultats de DeGood (2011) et ceux de notre recherche, Negron-Poblete et Séguin (2018) comprennent que l'offre de transport en commun favorise les déplacements vers le travail, mais ne fournit pas un accès aux destinations susceptibles d'intéresser les personnes âgées. Ce sont donc les individus dits « actifs » qui sont priorisés.

Puis, notre recherche montre que la mobilité active est peu pratiquée par les personnes âgées pour se déplacer dans leur municipalité. Lorsqu'il y a de courtes distances à effectuer, les participant·e·s arrivent à se déplacer par la marche : « Quand j'ai de la chance, je pars à pied, je vais au coin de la rue, chercher mon courrier » (Participant12_St-JR_ei), mais pour la majorité, c'est principalement un loisir : « C'est plus une activité. Je [ne] me déplace pas à vélo, on fait une activité. C'est plus [pour] dire "On va s'entraîner" ou pour aller faire une balade » (Participant36_Re_Ei). C'est ce que confirme une étude de Negron-Poblete (2011) portant sur les villes situées sur l'île de Montréal. L'auteure remarque que les caractéristiques des banlieues ont fait de l'automobile le seul moyen de déplacement des personnes âgées expliquant que le transport collectif ou la marche sont utilisés pour des déplacements de moins de 500 mètres. Elle a également remarqué que « la présence d'environnements urbains marchables occupe une place importante dans le vieillissement actif, mais que les territoires de banlieues favorisent peu la mobilité quotidienne à pied pour les personnes

âgées. » (Negron-Poblete et Séguin 2018, 89). Notre recherche confirme encore une fois ces résultats, puisque certains participant·e·s nous ont mentionné, par exemple, que les trottoirs n'étaient pas toujours présents dans leur ville, limitant la sécurité de leurs déplacements.

Également, les travaux de Kaufmann (2002; 2008) et de Kaufmann, Bergman et Joye (2004), sur le concept de mobilité, offrent une perspective de compréhension à propos de la faible utilisation des transports en commun chez les aîné·e·s vivant en banlieue. D'après les études de Kaufmann, la mobilité peut être définie comme un potentiel de mobilité, donc comme un déplacement, et non uniquement comme un mouvement et possède trois dimensions : l'accessibilité, la compétence et l'appropriation. La première dimension renvoie à l'équipement en matière de transport et à l'accessibilité offerte par l'environnement physique et fonctionnel dans lequel il évolue. La deuxième dimension, la compétence, est liée aux aptitudes et aux capacités des individus à gérer les ressources qui leur sont disponibles et la dernière dimension, désigne le fait de faire usage de ces ressources. Ainsi, les participant·e·s répondent à une des dimensions énoncées, celle de la compétence. Ils et elles ont les aptitudes et les capacités pour connaître les ressources de transport en commun, d'ailleurs, la majorité d'entre eux et elles connaissent celles à leur disposition. Cependant, l'accessibilité et l'appropriation sont deux dimensions qui semblent limitées dans les propos des participant·e·s rendant la mobilité par le transport en commun déficiente pour les personnes âgées vivant en banlieue. Nos répondant·e·s expliquent qu'il est plus efficace d'utiliser leur voiture que le transport en commun, parce que la distance vers le point d'accès à l'autobus et leur résidence est trop grande. D'après Negron-Poblete et Séguin (2018), il faut rendre le parcours, entre le lieu de résidence et le point d'accès aux transports en commun, attrayant et sécuritaire afin que la marche devienne un « lien clé » et un moyen de déplacement. Or, cela ne semble pas être le cas dans les villes de notre étude. Ainsi, d'après notre recherche, la mobilité active n'est pas encore un mode de déplacement pour se rendre d'un point A à un point B pour les personnes âgées, mais est plutôt utilisée pour le plaisir ou de manière sportive, même si une minorité de participant·e·s mentionnent pouvoir tout faire à pied.

Pourtant, l'utilisation de la voiture n'est pas un problème pour les personnes âgées vivant en banlieue, c'est même plutôt une habitude, liée à leur environnement : « C'est une ville de banlieue. Les gens sont habitués à prendre leur voiture. » (Participant38_Re_ei) C'est d'ailleurs ce que rappelle Lord (2010); la banlieue a été construite par et pour l'automobile. La totalité de nos

participant·e·s vivant à Saint-Eustache utilise leur voiture pour se déplacer. Negron-Poblete et Séguin (2018) arrivent au même constat, elles remarquent que 93 % des personnes âgées de 65 à 74 ans et que 95 % des personnes âgées de 75 ans vivant à Saint-Eustache se déplacent avec leur voiture (p.89). Nos résultats mettent en évidence que l'utilisation de la voiture par les personnes âgées de Saint-Eustache, Repentigny et Saint-Jean-sur-Richelieu est en fait un signe d'autonomie et d'affrontement à leur vieillissement. En effet, nombreux·ses sont les participant·e·s qui considèrent être autonomes pour continuer à utiliser leur voiture et qui ne se perçoivent pas assez vieux/vieilles pour utiliser le transport en commun. C'est la perte de leur autonomie qui les inciterait à utiliser le service d'autobus de leur ville : « Si je n'étais pas capable de conduire l'auto » (Participant18_St- Eu_ei). Ces propos illustrent que les participant·e·s considèrent d'autres moyens de transport dans l'éventualité où ils et elles perdraient leur permis de conduire dans un futur proche. Pourtant, notre recherche met en évidence une différence avec le comportement des personnes âgées vivant en périphérie de Montréal et de Québec. Lord, Joerin et Thériault (2009) montrent que les banlieusard·e·s âgé·e·s dans région de la ville de Québec utilisent leur voiture jusqu'à la perte d'autonomie, et ce, sans considérer d'alternative. Par contre, tout comme ces auteurs, notre recherche confirme que « la voiture individuelle ne complique pas le vieillissement en banlieue, elle le facilite » (Lord, Joerin et Thériault 2009, 364). Elle est un support à la mobilité, elle réduit ainsi les risques de solitude et aide à la participation à des activités diverses. La voiture offre aussi une indépendance aux personnes âgées en leur laissant le choix de se déplacer au moment et à l'endroit où ils et elles le veulent. Par exemple, plusieurs participant·e·s expliquent qu'ils et elles n'ont pas besoin de dépendre des membres de leur famille ou de leurs ami·e·s pour se déplacer. Cette « mobilité indépendante » (Schwanen, Banister et Bowling 2012) est toutefois limitée par l'accès aux stationnements et particulièrement par l'absence d'attribution d'une vignette de stationnement aux personnes âgées. Ces propos montrent que les personnes âgées de notre échantillon perçoivent leur vieillissement et les obstacles qui y sont liés, mais que leur autonomie et leur indépendance de déplacement sont parfois limitées par l'aménagement de la ville.

L'utilisation du transport en commun est donc faible chez les personnes âgées ayant participé à notre recherche. La moindre qualité et la difficulté d'accès tendent à rendre l'usage de la voiture plus simple et plus efficace. En plus de confirmer la littérature sur l'utilisation du transport en commun en banlieue chez les personnes âgées, notre recherche offre une nouvelle vision de l'utilisation de la voiture chez certain·e·s aîné·e·s vivant dans des villes en périphérie de Montréal.

La voiture est plus qu'un moyen de transport, c'est une méthode pour affronter leur vieillissement en gardant leur autonomie et leur indépendance. Ils et elles savent qu'ils et elles utiliseront l'autobus un jour ou l'autre, mais tant qu'ils et elles peuvent se débrouiller seul·e·s, ils et elles continueront d'utiliser leur voiture. De plus, la considération pour l'obtention d'une vignette de stationnement pour personne âgée montre que les participants de la recherche perçoivent les limites de leur vieillissement, mais souhaitent pour autant obtenir des améliorations dans l'aménagement de leur municipalité.

La projection du vieillissement chez les participant·e·s de notre étude s'illustre également dans le choix des activités des personnes âgées. Pour certain·e·s participant·e·s de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, les activités présentes dans les parcs ne répondent pas aux besoins des aîné·e·s. De plus, même si l'aménagement correspond aux attentes d'une Ville amie des aînés, le mobilier ne correspond pas aux attentes des personnes âgées de notre échantillon : « Ils ont installé un lampadaire près d'un banc au cas où un vieux déciderait d'aller lire à 3h00 du matin » (Participant4_St-Jr_gr1). Dans les deux autres municipalités, la fréquentation des parcs par les personnes âgées de notre échantillon confirme les travaux de Cloutier (2018). Ils et elles apprécient les parcs pour leurs environnements « naturels ». Les parcs sont à la fois utilisés pour des raisons sociales, culturelles et sportives, répondant ainsi aux caractéristiques d'une Ville amie des aînés. La plupart des participant·e·s de notre recherche fréquentaient plus qu'un seul parc, mais le point commun de l'usage d'un parc plus que d'un autre est la proximité de ce dernier avec le lieu de résidence. Dans une revue systématique sur les personnes âgées, les espaces ouverts et l'activité physique, Levy-Storms, Chen et Loukaitou-Sideris (2018) ont observé que la distance entre la résidence et le parc influençait le taux d'utilisation par les personnes âgées. Les parcs sont d'ailleurs les lieux qui favorisent l'activité physique et la pratique de loisirs – vélo, ski de fond, marche, observation de la nature – chez les participant·e·s de notre recherche. Par contre, lorsque les activités sont proposées par la ville, l'aménagement ne permet pas aux personnes âgées d'en profiter pleinement. C'est lorsque les répondant·e·s peuvent profiter de la nature et de la proximité d'un parc qu'ils et elles apprécient le plus ceux de leur municipalité.

Nous avons également observé une différence marquée dans la fréquentation des bibliothèques municipales entre les hommes et les femmes. Même si l'utilisation semble plus genrée à Saint-Jean-sur-Richelieu que dans les deux autres municipalités de notre étude, les femmes sont tout de

même plus nombreuses à visiter les bibliothèques que les hommes. La littérature ne semble pas faire état de la fréquentation spécifique de la bibliothèque en banlieue, par contre les écrits s'intéressent à l'utilisation genrée des bibliothèques. Elle est même qualifiée comme « un monde de femmes » par Roselli (2011). Les femmes surreprésentent les usagers des bibliothèques, et ce, tant aux États-Unis – où les femmes, tous âges confondus, sont deux fois plus nombreuses que les hommes à visiter les bibliothèques (McCarthy 2019) – qu'en France où 57 % des usagers de bibliothèques municipales sont des femmes (Duton et al. 2004). Avec ces résultats, nous observons la présence d'un enjeu associé au genre et particulièrement à l'inclusion des hommes âgés au sein des bibliothèques. En effet, la majorité des activités pratiquées dans les bibliothèques, autres que la location de livres, le sont principalement par les femmes – conférences, heures du conte. Les répondants masculins n'ont pas d'intérêt pour ces activités, tout comme l'apprentissage tout au long de la vie (*lifelong learning*) par des cours universitaires, alors que les répondantes féminines oui. Certains auteurs y verraient une critique et un manque d'inclusivité pour les personnes âgées masculines (Marhánková 2014 dans Poirier et al. 2019; Thibault-Denis 2015). D'après Marhánková (2014 dans Poirier et al. 2019), les femmes vieillissantes seraient plus actives que les hommes vieillissants pour se créer un « temps pour soi » dans les espaces socioculturels où les hommes se voient parfois comme des exclus. Pourtant, d'après nos résultats, nous percevons plutôt une occasion pour les personnes âgées, tant hommes que femmes, de choisir les activités qui les représentent et qui leur permettent de vivre leur vieillissement comme ils et elles le veulent et donc, d'avoir un « temps pour soi » qui leur corresponde.

L'expérience que se font les aîné·e·s de leur municipalité se traduit d'abord par le fait de vivre en banlieue, un milieu de vie connu, sécurisant, apprécié et devenu un idéal pour la retraite. Les aîné·e·s que nous avons rencontré·e·s témoignent d'une appréciation et d'une volonté de résider dans leur municipalité de banlieue pour vivre leur vieillissement. Pour les personnes vieillissantes, leur milieu de vie semble donc tout aussi important que leur logement. En effet, vieillir dans un milieu de vie connu permet aux personnes âgées de conserver leurs habitudes et leurs repères. L'appartenance à la municipalité s'explique aussi par l'évolution de l'image de la banlieue. Elle n'est plus seulement un idéal pour les familles, elle le devient aussi pour le vieillissement là où les personnes âgées peuvent y faire de nouvelles expériences en toute sécurité.

Puis, l'expérience de la ville se traduit par la projection que se font les aîné·e·s de leur vieillissement. Même si certains services municipaux ne semblent pas adéquatement adaptés au vieillissement, particulièrement en ce qui concerne le transport en commun, les personnes âgées ne voient pas d'inconvénient à leurs déplacements. Ce sont leur autonomie et leur indépendance de déplacement qui leur permettent de contrer les limites de l'aménagement de la ville. Toutefois, même si les répondant·e·s de notre enquête ne développent pas un attachement à leur ville de banlieue en opposition avec la ville-centre, ils et elles perçoivent tout de même un avantage à la proximité de leur municipalité avec celle de la ville de Montréal, entre autres, pour les activités socioculturelles qu'elle offre. Cela rappelle les propos de Hamel et Keil (2015) qui stipulent que si la banlieue ne se définit plus uniquement à travers sa relation avec une ville-centre, le développement urbain polycentrique est important et représente une nouvelle relation entre la banlieue et la ville-centre. Les personnes âgées de notre recherche semblent donc considérer les activités de la ville de Montréal comme un atout aux activités et services offerts dans leur propre municipalité.

La ville est un espace de vieillissement, comme nous venons de le présenter, mais elle est également un espace de participation politique, comme nous le montrerons dans la prochaine section.

7.4. Participation politique des aîné·e·s

L'environnement immédiat d'une personne est ce qu'il y a de plus susceptible d'influencer les rencontres et les expériences quotidiennes (Hopkins et Williamson 2012). Rappelons que les villes étudiées se situent en banlieue de la ville de Montréal. Plusieurs recherches ont déjà porté sur le comportement politique des banlieusard·e·s, mais certaines, plus critiques, dénoncent une conception étroite et paroissiale de l'intérêt personnel ainsi qu'un désengagement politique des communautés suburbaines (Duany, Plater-Zyberk et Speck 2000; Davis 1990). Au Québec, les études s'intéressant aux comportements politiques des résident·e·s de banlieue n'ont porté que sur les villes limitrophes à la ville de Québec. Or, ces municipalités de banlieue se retrouvent dans la catégorie des petites municipalités (5 000 habitants et moins), alors que les villes en banlieue de Montréal se situent majoritairement dans la catégorie des villes moyennes du Québec. Nos résultats portent ainsi sur la manière dont la participation politique, électorale ou non, permet aux personnes

âgées de vivre leur retraite, de revendiquer leur pouvoir gris et d'obtenir des informations politiques sur leur municipalité.

7.4.1. L'engagement bénévole : faire face à sa retraite

La société est considérée comme jeune, active et industrielle (Thomas 2007), renvoyant ainsi une image d'inutilité aux personnes âgées à la retraite. Pourtant, nos résultats montrent que l'engagement bénévole dans sa communauté tend à contrer cette idée d'inutilité et à faire face à cette image de la retraite.

D'abord, la quasi-totalité des répondant·e·s était à la retraite au moment de nos entretiens. Ils et elles mentionnent avoir le temps de s'engager et de s'impliquer dans leur communauté alors qu'avant, avec leur vie de famille et la vie active, ils et elles en avaient moins ou n'en avaient pas. Nos résultats confirment l'étude d'Hopkins et Williamson (2012) portant sur les facteurs de participation politique en banlieue. Si les participant·e·s mentionnent le temps comme un facteur propice à leur participation communautaire et politique, ils et elles disent aussi que leur implication les valorise et leur donne le sentiment d'être utiles dans la société. Nos résultats s'accordent avec ceux de Charpentier et al. (2010), illustrant que les aîné·e·s font du bénévolat pour mettre leurs compétences et leurs connaissances à profit, tout en étant motivé·e·s par le fait de pouvoir élargir leur réseau social et de se sentir utiles. Dans la même étude portant sur les femmes âgées et engagées dans la société, Charpentier et al. (2010) exposent que les femmes âgées sont souvent bénévoles dans de nombreuses associations en même temps. Les résultats de notre recherche illustrent que ce phénomène n'est pas seulement propre aux femmes, puisque plusieurs hommes de notre échantillon sont également membres de plusieurs associations, et ce, pour les mêmes raisons que les femmes de notre recherche. La participation communautaire et politique procure une valorisation personnelle et permet aux personnes âgées, de notre échantillon, de se sentir utiles dans leur communauté.

Ensuite, les participant·e·s se perçoivent comme jeunes et capables de contribuer à la société d'une autre façon que par leur emploi. En fait, seulement deux participants masculins occupaient toujours leur emploi. D'après l'étude de Calasanti (1996), deux théories expliqueraient la façon d'appréhender la retraite, celle de la crise et celle de la continuité. Pour la première, la vie active –

et l'emploi particulièrement – représente un accomplissement et apporte de la satisfaction. La fin de la vie active – la perte d'emploi consécutive à la retraite – engendrerait une perte identitaire. Dans cette théorie, l'essor de la retraite reposerait sur la capacité à trouver une satisfaction dans des activités significatives. L'implication bénévole des deux participants toujours à l'emploi pourrait donc être liée à une nouvelle recherche identitaire en prévision de leur retraite et du vide créé par l'arrêt de leur emploi. Les autres répondant·e·s de l'étude semblent correspondre davantage à la deuxième théorie de Calasanti (1996). La théorie de la continuité expose que l'identité renvoie aux rôles adoptés par l'individu. Le nouveau rôle de retraité·e s'accomplit donc en continuité des rôles existants chez l'individu et lui apporte la même satisfaction et la même estime qu'avant la prise de la retraite. Pour les gérontologues critiques, ce nouveau rôle pourrait être perçu comme une manière de vouloir répondre aux idéaux normatifs du vieillissement productif, servant à faire la différence entre les personnes âgées en bonne santé, performantes et productives pour la société et celles qui ne le sont pas (Martinson et Halpern 2011). Cet idéal normatif du bénévole âgé·e productif·ve soulève d'ailleurs des questions éthiques. Martinson et Halpern (2011) expliquent que cet idéal favorise une stigmatisation de la vieillesse laissant les personnes âgées percevoir un sentiment d'obligation à faire du bénévolat ou à celui de ne pas répondre aux exigences de la société pour vivre une bonne vieillesse.

Ainsi, notre étude montre que les participant·e·s s'adaptent et font face à la période de la retraite – tant pour se trouver un rôle, qu'une identité dans la société. La participation est également un moyen d'obtenir de l'information politique et d'être en contact direct avec ses élu·e·s, pourtant il ne semble pas que ce se soit de cette manière que les personnes âgées s'informent.

7.4.2. Le rapport avec les élu·e·s et l'information pour l'implication politique

Si l'engagement bénévole est important pour les participant·e·s de notre étude, il semble qu'ils et elles n'aient pas d'intérêt pour l'implication au sein des processus de démocratie participative et délibérative à l'échelle municipale.

En effet, très peu de répondant·e·s ont mentionné avoir participé aux consultations publiques organisées par leur municipalité, et ce n'est pas parce qu'il n'y en a pas eu. Ceux et celles s'étant rendu·e·s à des consultations publiques – le cas de certain·e·s participant·e·s de Repentigny – l'ont

fait comme membre d'une association et de manière sporadique; parfois pour des revendications, parfois à titre informatif seulement. Plusieurs études (Nez 2011; Bherer 2011; Bherer 2006; Gariépy et Gauthier 2009; Blondiaux 2001; Healey 1992) ont exposé que la participation à des consultations publiques peut être un exercice intimidant pour les « citoyens ordinaires » (Bherer 2006). Selon Bherer (2011), il est difficile pour les citoyen·ne·s individuel·le·s « d'obtenir la reconnaissance requise pour intégrer les espaces de formulation des politiques publiques » (p.106). L'article de Bherer s'intéresse au processus délibératif d'une consultation publique à l'échelle provinciale, mais le phénomène s'applique à toutes les échelles de gouvernement, dont le municipal. L'auteure explique que les citoyen·ne·s « ordinaires » peuvent être habité·e·s par un sentiment d'incompétence, suite aux propositions formulées par des experts, augmentant leur hésitation à se prononcer et diminuant leur confiance à exprimer leur propre opinion. Cela pourrait expliquer pourquoi peu de participant·e·s ont assisté à des consultations publiques, même s'ils et si elles connaissent les problèmes de la municipalité et les besoins de la population. Comme le mentionnent l'étude de cas de Land et Rothenberg (2017), les experts font valoir leurs intérêts sans écouter les résident·e·s. Le défi est donc de réussir à valoriser le savoir des résident·e·s dans un dispositif de participation où des groupes d'expert·e·s, d'élue·s et de citoyen·ne·s se partagent le micro. Cette explication propose un élément de réponse pour comprendre le manque d'intérêt des participant·e·s de notre étude.

Ensuite, la participation – par la présence ou encore la prise de parole – dans les assemblées du conseil municipal est aussi faible. La majorité des participant·e·s de notre étude disent ne pas se présenter aux séances du conseil de leur municipalité. Ils/elles disent; être satisfait·e·s de l'organisation, pouvoir rencontrer et discuter facilement avec leur conseiller·ère municipal·e et rester informé sur ce qui se déroule dans la municipalité en lisant le bulletin municipal ou le journal local. Ces propos nous mènent à deux constats. Premièrement, il semble que la diffusion de l'information politique soit suffisamment bonne pour permettre aux répondant·e·s de se sentir informé·e·s. Pourtant, comme l'énoncent Breux et Couture (2022) – dans une étude s'étant déroulée en banlieue québécoise – « l'information semble – en partie du moins – réservée aux citoyen·ne·s les plus intéressé·es » (p.39). Ainsi, si les participant·e·s n'étaient pas intéressé·e·s par la politique municipale, ils/elles n'auraient pas choisi de prendre part à notre étude. Deuxièmement, le rapport citoyen·ne·s-élue·s – bien qu'important – limite la démocratie participative. En effet, les participant·e·s disent communiquer directement avec les élu·e·s pour

s'informer au lieu de se rendre au conseil municipal. Cette communication entre les élu·e·s et les électeur·rice·s renforce l'idée de la personnalisation de la démocratie municipale au Québec (Breux s.d.), souvent considérée comme négative, car exclusive. De plus, la personnalisation de la démocratie municipale peut aussi conduire à un manque de transparence de l'information politique, puisque les décisions peuvent être prises à huis clos (Mévellec et Tremblay 2013). Pourtant, pour les personnes âgées que nous avons rencontrées, cette personnalisation est recherchée et est même un signe de qualité de la démocratie municipale, puisqu'elle leur permet d'obtenir des informations sur les enjeux municipaux. D'ailleurs, dans leur étude, portant sur le rapport à la démocratie municipale par les élu·e·s, Breux et Couture (2022), ont montré que les élu·e·s pensent que si les citoyen·ne·s sont bien informé·e·s, c'est parce que les élu·e·s s'affichent comme des « courroies de transmission de l'information » et qu'ils et elles sont grandement disponibles. Les répondant·e·s nous confirment ces propos en mentionnant que le numéro de téléphone personnel de leurs élu·e·s est disponible dans leur bulletin municipal. Néanmoins, le bulletin municipal est davantage un outil de communication qu'un outil permettant le réel transfert d'informations politique. Ainsi, en analysant les sources d'informations mentionnées par les répondant·e·s, nous remarquons qu'elles sont peu nombreuses – les médias locaux, le bulletin municipal local et les élu·e·s – et que les élu·e·s sont leur principale ressource. Également, d'après les élu·e·s de l'étude, la démocratie participative est une forme de participation qui attire peu la population et qui n'intéresse que les mêmes personnes (Breux et Couture 2022). Toutefois, si une vaste majorité des participant·e·s de notre étude n'expérimentent pas la démocratie participative, une minorité dit se rendre aux séances du conseil municipal – sans faire d'intervention – afin de se sentir impliquée dans le processus démocratique de leur municipalité.

Enfin, notre étude offre un premier regard sur la démocratie participative et délibérative à l'échelle municipale, alors que la littérature manque d'informations concernant l'envie et les motivations de participation des aîné·e·s – et de la population en général – aux consultations publiques et aux assemblées de leur conseil municipal. Si le rapport entre les citoyen·ne·s et les élu·e·s limite la démocratie participative, il permet surtout aux personnes âgées de s'informer et de se sentir informées de la situation politique de leur municipalité.

7.4.3. La participation électorale : la signification du vote

Premièrement, pour les participant·e·s, le vote à l'échelle municipale est considéré comme un devoir et un droit important, confirmant l'étude de Charpentier et al. (2004) portant sur le vote, des personnes âgées de 65 ans et plus, à d'autres échelles de gouvernement. Tout comme Blais (2000) le mentionne, tous et toutes les participant·e·s ayant dit que le vote était un devoir, ont toujours voté, et ce, à toutes les élections – qu'elles soient municipales, provinciales ou fédérales. Cette stabilité peut être expliquée de deux manières (Blais et Daoust 2020) ; l'habitude et les aptitudes politiques. D'abord, l'habitude de voter est un comportement répété dans le temps et dans un contexte stable. Cependant, les auteurs mettent en évidence que les élections ne peuvent être considérées comme un contexte stable permettant le développement d'une habitude au vote, puisque bien qu'à date fixe, elles ne sont pas suffisamment récurrentes et leurs enjeux changent. Ainsi, l'idée que les personnes âgées – ou toute personne en âge de voter – développent une habitude à voter ne semble pas tenir. Aussi, lorsque nous avons demandé aux participant·e·s depuis quand ils et elles votaient à l'échelle municipale, la majorité nous a mentionné avoir « toujours voté », mais leur explication reflétait plutôt une fierté et non une habitude.

C'est là que la deuxième explication entre en jeu, celle des aptitudes politiques. Blais et Daoust (2020) établissent que l'intérêt politique et le sens du devoir civique sont des aptitudes stables tout au long de la vie, mais que l'une reflète une motivation au vote (intérêt politique) et que l'autre une conviction morale (sens du devoir civique). L'aptitude de la motivation fondée sur l'intérêt politique suggère qu'un individu vote parce qu'il en a envie, aime la politique et veut participer au processus démocratique. Si cette aptitude explique la participation électorale à toutes les échelles de gouvernement, elle explique très bien le vote de plusieurs des participant·e·s de notre étude. Nombreux·euses ont été les répondant·e·s nous mentionnant que l'acte de voter à l'échelle municipale était une manière de participer au processus politique, particulièrement au choix de leurs élu·e·s. Dans le cas de l'aptitude liée au sens du devoir civique, l'individu vote parce qu'il en a le droit (Blais 2000; Blais et Daoust 2020). La motivation de ce vote n'est pas attribuée au fait d'aimer ou non la politique, mais plutôt à une conviction au fait que voter est bon et que s'abstenir est mauvais. L'individu juge ainsi qu'il doit faire ce qui est juste pour être considéré comme « un bon citoyen » pour la société. Le sens du devoir devient donc un jugement normé. Cette aptitude

semble avoir été intériorisée chez la majorité des participant·e·s – puisqu’une seule participante est abstentionniste – et le devoir de voter est une manière d’exercer leur citoyenneté.

La notion d’utilité du vote pourrait être une manière de différencier les participant·e·s qui votent par conviction de ceux et celles qui votent par intérêt. L’utilité du vote renvoie à l’idée que le vote n’est pas seulement l’acte « d’un·e bon·ne citoyen·ne », c’est également une envie – un intérêt politique – d’effectuer quelque chose avec son vote. Par contre, nous supposons que le vote peut être un devoir civique, une conviction, pour ceux et celles qui ne conçoivent pas d’utilité à leur vote – parce qu’il ne s’agit simplement que d’un vote pour et elles.

Deuxièmement, nos résultats montrent que la proximité est la principale motivation des participant·e·s, qui attribuent une utilité à leur vote et qui le considèrent comme plus important que celui des autres paliers gouvernementaux. D’après les membres de notre échantillon, l’élection à l’échelle municipale est celle qui est la plus près du/de la citoyen·ne, puisque les enjeux traitent des services municipaux – directement utilisés par les électeur·rice·s de la ville. Ces résultats rappellent les propos de Divay (2019) sur la notion de proximité municipale. Pour cet auteur, la proximité à l’échelle municipale se traduit de trois manières ; la proximité institutionnelle, la proximité organisationnelle et la proximité territoriale. La proximité territoriale se mesure par la distance géographique et l’accessibilité des lieux et des personnes – comme les élu·e·s. La proximité organisationnelle se conçoit par « la relation étroite et multiforme » (Divay 2019, 37) entre les résident·e·s et les acteur·rice·s municipaux·ales, alors que la proximité institutionnelle s’envisage comme une décentralisation de l’instance démocratique, qu’est la municipalité, afin que cette dernière soit vécue par ses résident·e·s. Les participant·e·s de notre recherche expriment, à leur manière, chacun des trois types de proximités ; pour la proximité territoriale et organisationnelle, c’est la facilité à rencontrer et discuter avec les conseiller·ère·s municipaux·les, alors que la proximité institutionnelle se retrouve dans les propos des participant·e·s exprimant la possibilité d’influencer les élu·e·s ou encore de voter aux élections municipales. Ces trois définitions de la proximité sont d’ailleurs ce qui rend l’échelle municipale plus importante que les autres paliers de gouvernement. En effet, chez les aîné·e·s de notre recherche, le vote à l’échelle municipale s’exprime par une personnalisation de la relation avec les élu·e·s. Le vote permet aussi d’élire un·e conseiller·ère qui sera d’une plus grande proximité que les élu·e·s des autres échelles de gouvernement. Le municipal est le seul palier qui permet aux électeur·rice·s de voter

directement pour leur maire·sse – le vote direct pour le/la premier·ère ministre n'existe pas pour les élections provinciales et fédérales. Le Digol (2006) fait le même constat avec les élections municipales françaises : « C'est l'élection qui leur [les électeur·rice·s] semble la plus proche d'eux et parfois même la plus importante [qui] est dotée d'une valeur explicative quand les représentants sont connus presque directement (c'est-à-dire physiquement) et sans intermédiaire » (Le Digol 2006, 30).

Les recherches portant sur la démocratie municipale rapportent rarement – comme le permet notre recherche – les propos de citoyen·ne·s âgé·e·s sur leur représentation de la nature de la démocratie à l'échelle municipale. Ces propos montrent l'importance de la démocratie municipale pour les participant·e·s. Elle est plus que le simple palier de « gouvernement de proximité » au sens juridique du terme. C'est l'échelle permettant d'exercer une influence sur les décisions, sur les élu·e·s. Les répondant·e·s ont l'impression de pouvoir « contrôler » la situation politique de leur municipalité et qu'ils et elles ont un plus grand pouvoir qu'aux autres échelles de gouvernement.

Enfin, les personnes âgées ont mentionné qu'aujourd'hui leur vote a une portée différente que lorsqu'elles étaient plus jeunes. Quelques participant·e·s expliquent qu'ils et elles ont une meilleure connaissance du monde municipal et savent mieux s'outiller – où chercher la bonne information – pour effectuer leur vote. Ceci n'est pas sans lien avec les résultats de l'étude de Breux et Vallette (2020), démontrant que les jeunes électeur·rice·s montréalais·e·s, âgé·e·s entre 18 et 35 ans, se réfèrent à leurs parents pour en connaître davantage sur les élections municipales. Les auteures expliquent que les jeunes électeur·rice·s n'ont pas encore fait l'apprentissage du système politique municipal, ne leur permettant pas d'acquérir les informations par eux-mêmes. Nos résultats montrent que les aîné·e·s savent où chercher les informations nécessaires pour faire leur choix. Si le contexte informationnel à l'échelle municipale est parfois considéré comme déficient (Cutler et Matthews 2005; Bherer et Breux 2011; Breux et Couture 2022), les participant·e·s ne disent pas que l'accès à ces dernières est difficile. Au contraire, s'ils et si elles ont des questions et ne trouvent pas l'information dans le bulletin municipal ou les médias locaux, ils et elles vont communiquer avec leur conseiller·ère municipal·e pour l'obtenir. L'élu·e devient donc un pilier, tant dans la transmission d'informations que dans son rapport avec les citoyen·ne·s. Pourtant, les répondant·e·s ont une grande part à jouer dans l'acquisition de leurs connaissances. D'abord, s'ils et si elles vont à la recherche des informations – ce que ne font pas les électeur·rice·s plus jeunes – c'est parce

qu'ils et elles ont fait l'acquisition d'un capital de connaissances. Ils et elles ont expérimenté le système politique municipal et ont développé une confiance envers les élu·e·s du moment. Les répondant·e·s de notre étude n'ont donc plus besoin de leur entourage pour obtenir l'information qu'ils et elles ont besoin pour effectuer leur vote ; ils et elles vont chercher l'information par eux et elles-mêmes. Ensuite, ce même capital de connaissances permet de mieux distinguer les compétences et les responsabilités de l'échelle municipale. Le fait d'être propriétaire – le cas de la grande majorité de nos répondant·e·s (79 % des participant·e·s des groupes de discussion et 90 % de ceux et celles des entretiens individuels) – et d'avoir des contacts rapprochés et privilégiés avec leurs élu·e·s, favorisent la distinction de ces compétences municipales. Par ailleurs, en comparaison avec les électeur·rice·s plus jeunes, les personnes âgées de notre échantillon sont à la retraite – sauf pour deux participants – et bien qu'occupées par leurs divers engagements, elles ont du temps. Du temps pour s'informer sur les élections, les enjeux et les candidat·e·s ainsi que pour s'informer auprès de ces-dits candidat·e·s.

7.4.4. La participation politique non conventionnelle : un début de pouvoir gris

En termes de participation politique non conventionnelle, seulement quelques répondant·e·s disent avoir signé des pétitions, pris part à des marches ou à des manifestations. De ceux et celles-là, la grande majorité y participe de manière sporadique – comme pour la marche pour le climat (2019) ou les manifestations pour la grève étudiante (2012) – alors qu'une faible minorité d'entre eux et elles se sont organisé·e·s afin de démontrer leur désaccord concernant un enjeu lié à leur municipalité. Le fait de participer politiquement à des actions non conventionnelles donne – à ceux et celles qui prennent part à ces activités – la possibilité de faire partie de la prise de décision. D'un côté, ces résultats montrent que les membres de notre échantillon participent à des actions de revendication afin de participer à la prise de décision et à l'amélioration de la société pour les prochaines générations, et d'un autre côté, ces actions pourraient être une manière de revendiquer leur pouvoir gris.

Tout d'abord, comme le mentionnent Chong et Rogers (2005), nous pourrions penser que la participation à des actions politiques non conventionnelles augmenterait avec les années, comme c'est le cas avec la participation électorale. Pourtant, l'étude de Raymond et al. (2015) – se basant une recherche portugaise – illustre que la participation politique non conventionnelle tend à

diminuer en fonction de l'âge. Du côté des résultats de notre recherche, les répondant·e·s expriment ne pas avoir augmenté ou diminué leur participation à ce genre d'activités; elles semblent être restées similaires pour ceux et celles qui y prennent part. Cependant, comme l'exprime Simard (2019), « il est faux de conclure que [les personnes âgées n'utilisent pas leur répertoire d'action politique] ou qu'elles sont allergiques aux organisations politiques n'étant pas traditionnelles ou partisanes. » (p.87) Les résultats vont dans le même sens que ceux de Raymond, Sévigny et Tourigny (2012) en ce qui concerne les finalités de la participation sociale chez les aîné·e·s. Rappelons que la participation politique est une forme de participation sociale. Les auteur·e·s présentent donc six finalités :

- 1- De voir du monde et de développer des relations significatives;
- 2- De vivre des activités plaisantes en groupe;
- 3- De s'impliquer dans un projet collectif;
- 4- D'aider et de s'entraider;
- 5- De partager des savoirs;
- 6- D'augmenter leur pouvoir dans les décisions qui les concernent.

La sixième finalité reflète bien ce que les répondant·e·s de notre recherche ont mentionné sur l'utilité de leur participation à des activités de revendication. D'ailleurs, Postle, Wright et Beresford (2005) disent que de plus en plus de personnes âgées souhaitent s'exprimer en leur propre nom sur les enjeux qui les touchent. En Europe, les travaux de Goerres, datant de 2007 et 2008, indiquent tout de même que la participation politique non conventionnelle des personnes âgées est en hausse, et ce, en raison du renouvellement générationnel. C'est d'ailleurs l'argumentaire utilisé par Simard et Olazabal (2018) pour expliquer que les personnes âgées participent également pour prendre soin des générations suivantes, comme c'est le cas avec le mouvement des Mémés déchaînées. Les participant·e·s de notre échantillon mentionnent également que s'ils et si elles manifestent, marchent ou signent des pétitions, c'est pour laisser un monde meilleur aux plus jeunes. C'est donc autant pour participer à des décisions que pour aider la société qu'ils et elles peuvent faire des revendications.

Ensuite, si la participation électorale est principalement énoncée comme la forme de représentation du « pouvoir gris », la participation politique non conventionnelle offre des significations différentes pouvant également correspondre aux revendications associées à ce concept. Luck

(2008) explique que la signification et l'intensité entre la participation électorale et la participation à des actions politiques non conventionnelle ne sont pas les mêmes. La manifestation publique aurait plus de sens que les élections, et ce, parce qu'elle offre un espace d'expression plus libre. Si nos répondant·e·s n'ont pas mentionné que le sens de leurs actions était différent de celui accordé à leur participation électorale, ils et elles ont dit que ces actions étaient importantes, autant pour eux et elles que pour la société.

Puis, ces actions de revendication peuvent être vues comme une possible prise de conscience des personnes âgées de leur pouvoir politique, dit le « pouvoir gris ». Si le concept du pouvoir gris est principalement évoqué à partir de la participation électorale, Nygard et Jakobson (2013) considèrent que le vote à ses limites dans l'étude du pouvoir gris. Les auteurs concluent que le répertoire d'actions politiques – des personnes âgées de leur échantillon de recherche – ne se limite pas seulement au vote. En réalité, elles cherchent de plus en plus à influencer les décisions politiques de diverses manières, entre autres, par leur présence dans l'espace public et la signature de pétitions.

En effet, pour rappeler les propos d'Ulysse et Lesemann (1997), le pouvoir gris est plus qu'une simple revendication politique, c'est une perception que la vieillesse offre des capacités aux personnes âgées de s'organiser et de se mobiliser pour défendre leurs droits et leurs intérêts. De ce point de vue, le pouvoir gris peut se manifester à travers toutes sortes de participation, dont les actions non conventionnelles que sont les manifestations, les marches et la signature de pétitions. Aussi, comme l'énoncent Carette et Lamont (1988), le pouvoir gris est également « un transfert d'influence, un rééquilibrage compensateur des pressions sociales, restituant aux intéressés une capacité active et un statut affirmé d'agents décisionnels [sic] reconnus. » (p.138) Par leur participation à de telles actions, les membres de notre échantillon souhaitent avoir une influence sur la prise de décision. Toujours d'après Carette et Lamont (1988), les personnes âgées ambitionnent d'être des actrices majeures dans la définition de leurs besoins et dans l'élaboration des politiques – sociales, culturelles, éducatives ou sanitaires – qui les concernent. Ainsi, la participation à des actions politiques non conventionnelles permettrait aux aîné·e·s d'établir une capacité collective pour proposer, et potentiellement mobiliser d'autres groupes d'acteur·rice·s sociaux·ales, des solutions à des enjeux sociaux les concernant eux et elles et les autres générations.

Alors, la participation politique des membres de notre échantillon leur permet d’appréhender leur retraite afin de se trouver une identité sociale et de continuer à contribuer à la société. D’abord, il y a l’implication bénévole, qui offre une valorisation et un sentiment d’utilité communautaire. Ensuite, la minorité des répondant·e·s qui participent aux consultations publiques de la municipalité et aux séances du conseil municipal ne le font pas à titre de citoyen·ne « ordinaire », mais plutôt comme membre d’association. Or, ces types de participation permettent aux citoyen·ne·s de s’informer sur leur municipalité. Ceux et celles qui ne participent pas disent obtenir leurs informations politiques auprès de leurs élu·e·s ou des médias locaux – comme le bulletin municipal. Les élu·e·s deviennent donc les transmetteur·rice·s de l’informations, nécessaire aux membres de notre échantillon pour effectuer un choix éclairé lors des élections municipales. C’est d’ailleurs l’acquisition d’un capital de connaissances qui explique la capacité des aîné·e·s à mieux comprendre le fonctionnement du système politique municipal que les plus jeunes de la société. Puis, d’après la majorité des participant·e·s, le vote à l’échelle municipale est plus utile que le vote aux autres paliers de gouvernement, et ce, grâce à la proximité qu’offre cette échelle de gouvernement. De plus, la nature de la démocratie à l’échelle municipale se conçoit – pour les participant·e·s – comme une possibilité de contrôler la situation politique de la municipalité. Enfin, les activités politiques non conventionnelles sont l’un des répertoires d’action politique permettant aux aîné·e·s de notre échantillon de revendiquer leur pouvoir gris, du moins, pour la minorité qui a participé à de telles activités. Le fait que la majorité ne participent pas à des activités politiques non conventionnelles révèle peut-être aussi l’intériorisation des représentations sociales du vieillissement. En choisissant de ne pas participer à ces activités de revendication, les participant·e·s répondent à l’idée du/de la bon·ne citoyen·ne âgé·e qui ne perturbent pas l’ordre social, mais qui contribue tout de même à la démocratie par sa participation électorale.

7.5. Expérience de la ville et participation politique des aîné·e·s : quels liens ?

Les derniers éléments présentés montrent que l’expérience de la ville n’affecte pas – du moins pas directement – la participation politique des aîné·e·s, qu’elle soit électorale ou non. En effet, les résultats de notre enquête montrent que le programme MADA, établi dans les municipalités de notre recherche, n’influence pas directement la participation politique à l’échelle municipale des

personnes âgées de l'enquête. Sans le programme, les personnes âgées participeraient tout de même à la vie politique municipale, et ce, pour deux raisons; le capital social et l'expérience du système politique municipal. Néanmoins, les aîné·e·s de notre échantillon sont privilégié·e·s dans la mesure où ils et elles n'ont pas de problème de santé ou d'ordre financier, leur permettant ainsi de choisir les activités auxquelles ils et elles veulent participer. Ils et elles ont également un haut niveau de scolarité leur assurant une capacité à chercher de l'information (notamment politique) dont ils et elles ont besoin.

7.5.1. Le capital social des aîné·e·s : une ressource pour la participation politique

D'abord, pour participer politiquement dans sa communauté et avoir l'impression d'effectuer un changement, un individu doit concevoir qu'il a un rôle au sein de cette dernière. Anderson (2009) illustre également que la perception qu'ont les individus de leur importance dans leur communauté engendre des effets significatifs sur leur influence politique. C'est bien ce que nos résultats montrent, puisque lorsque nous avons posé la question *Considérant tout ce que vous m'avez dit, en tant qu'aîné·e, croyez-vous avoir un rôle dans votre communauté ou dans la société en général ?* aux participant·e·s, quelques-un·e·s ont affirmé avoir un rôle dans leur ville, bien que ce n'était pas le cas de tous et toutes les participant·e·s. Ceux et celles disant avoir un rôle dans leur communauté ou dans la société sont les répondant·e·s qui participent le plus aux activités politiques telles que les séances du conseil municipal ou qui cherchent à discuter et influencer leurs élu·e·s. Cela renvoie à l'étude d'Anzia (2016), formulant qu'il y a de nombreuses façons – autres que le vote – pour les personnes âgées d'influencer la politique de la ville. Ainsi, le pouvoir gris, se voulant une influence des aîné·e·s sur leur société, peut s'effectuer d'une autre manière que par le vote. De nombreux·ses participant·e·s utilisent leur propre répertoire d'actions politiques pour revendiquer leurs droits et leurs besoins. Au vu de l'âge de nos répondant·e·s, le pouvoir gris peut être considéré comme une réponse à la participation politique de ces individus. Rappelons les deux visions du pouvoir gris. D'un côté Vincent (1999), Goerres (2008) ainsi que Viriot Durandal, Pihet et Chapon (2012) présumant que les personnes âgées ont conscience de leur poids démographique et font valoir leurs intérêts en exerçant massivement leur droit de vote. Certain·e·s participant·e·s de la recherche expriment que leur vote à l'échelle municipale leur permet d'avoir un rôle d'influence auprès des élu·e·s. Seulement les participant·e·s du groupe de discussion de L'Acadie

ont mentionné que ce rôle doit être joué à plusieurs afin d'augmenter leur capacité d'action. De l'autre côté, Ulysse et Lesemann (1997) conçoivent le pouvoir gris comme une perception de la vieillesse s'enracinant dans la capacité des aîné·e·s à s'organiser et à se mobiliser pour défendre leurs intérêts. À ce niveau, les personnes âgées de notre étude cherchent à obtenir ce qu'elles veulent en essayant d'influencer leurs élu·e·s. Nos résultats corroborent aussi les propos de Carette et Lamont (1988) énonçant que le pouvoir gris offre aux aîné·e·s la gestion de leur vie quotidienne, entre autres en dénonçant et en réclamant des services mieux adaptés à leurs besoins. De ce fait, c'est l'individu âgé lui-même et ses envies de mobilisation pour répondre à ses besoins qui le porte à participer politiquement dans sa communauté. Les politiques municipales, comme le programme MADA, ne semblent donc pas avoir d'influence à ce niveau.

Ensuite, Anzia (2016) a étudié la participation politique à l'échelle municipale des aîné·e·s californien·ne·s, en fonction de leur satisfaction quant à la politique de transport de leur municipalité. L'auteur démontre que les personnes âgées cherchent à influencer les décisions politiques de leur ville, mais sans passer par le vote. Il établit que les personnes âgées préfèrent influencer les élu·e·s en assistant aux réunions du conseil municipal ou en les contactant directement (Anzia 2016). Si la participation des aînés a été étudiée, plusieurs auteurs (Augsberger, Collins et Gecker 2018; Richards-Schuster et Checkoway 2009; Checkoway, Allison et Montoya 2005) soulignent que la participation politique des plus jeunes n'est pas un sujet d'étude, bien qu'elle puisse être prometteuse. Les études en politique s'intéressent plutôt aux désengagements des jeunes à la politique. Ainsi, les résultats de notre recherche montrent que si les aîné·e·s ne sont pas satisfait·e·s de quelque chose dans leur municipalité, ils et elles vont en discuter avec leurs élu·e·s et même, pour certain·e·s, chercher à les influencer. Cela démontre une volonté individuelle de participation pour les personnes âgées. Les participant·e·s n'ont pas mentionné que la politique MADA de leur municipalité les avait incité·e·s d'une quelconque manière à s'engager ou à s'impliquer dans leur communauté. Pourtant, il est possible de supposer que si le programme MADA crée de façon implicite des activités de participation dans une municipalité – par l'instauration du programme par la ville – alors il favorise la participation politique des personnes âgées. Alors, peut-être que cela dépend de l'intégration du programme MADA dans chaque municipalité.

Puis, si nos résultats tendent à montrer que le programme MADA n'affecte pas directement la participation politique des aîné·e·s, c'est parce que le capital social – acquis par l'utilisation de certains services municipaux et par la pratique d'activités socioculturelles – joue ce rôle d'influence. Le capital social permet une acquisition ou une accumulation d'informations politiques se concluant par une participation politique. Cette théorie se définit comme une construction multidimensionnelle faisant référence aux réseaux sociaux des individus et à la confiance mutuelle sur laquelle ces individus peuvent s'appuyer pour résoudre des problèmes communs (Putnam, Leonardi et Nonetti 1993). La théorie du capital social de Putnam postule qu'en participant activement dans sa communauté – aux organisations communautaires, aux associations bénévoles et à des groupes de résident·e·s locaux·ales – les individus créent des objectifs collectifs qui contribuent à créer des normes de réciprocité. Cette participation communautaire se transpose également à toutes les activités collectives. Ainsi, les individus avec un capital social élevé sont prêts à agir collectivement pour atteindre des objectifs qui répondent au bien commun (Putnam, Leonardi et Nonetti 1993).

Les témoignages des participant·e·s de notre recherche montrent que les parcs et les bibliothèques sont, entre autres, fréquentés pour les activités qui y sont proposées – les formations, les conférences et les spectacles. Ces lieux sont des endroits de rassemblement pour retrouver des ami·e·s ou de la famille. Les activités qui y sont pratiquées – socioculturelles, sportives ou festives – permettent de créer un réseau social, offrant à son tour une interaction sociale fournissant une transmission d'informations politiques. Lowndes, Pratchett et Stoker (2006) reconnaissent que les ressources disponibles et la présence de capital social au sein des communautés sont des déterminants clés à une participation locale, quel que soit le niveau de cette participation. Cramer-Walsh (2004) démontre que les expériences sociales influencent les comportements et les attitudes politiques. Les observations effectuées au Michigan (États-Unis) auprès de personnes âgées ont permis à l'auteur de comprendre que les discussions politiques ne se produisent pas entre des individus qui veulent spécifiquement parler de politique, mais émergent plutôt lors de processus sociaux – telles que les activités ou les implications bénévoles – entre des individus qui discutent banalement entre elles. C'est donc en communiquant avec des individus qui pratiquent une même activité, en même temps et au même lieu, que des discussions politiques peuvent se créer et engendrer une participation politique. Quelques participant·e·s ont mentionné que c'était en discutant avec un·e membre de leur famille ou avec des ami·e·s qu'ils et elles avaient choisi de

s'impliquer dans un organisme communautaire et, pour deux participantes, de commencer à voter aux élections municipales. Ces propos rappellent la théorie de la conviction par la conversation (Cox 1969) suggérant que « la communication interindividuelle au sein des réseaux sociaux locaux homogénéise les attitudes politiques parmi des personnes pouvant avoir des traits sociodémographiques différents » (Villeneuve, Jodoin et Thériault 2007, 377). Pourtant d'après Agrikoliansky et al. (2019), les conversations où les individus parlent de politique n'ont pas pour objectif de convaincre les autres. D'après leurs résultats, elles permettent plutôt un renforcement de l'opinion majoritaire du groupe et du rapport à la norme civique, comme le fait d'aller ou non voter. Les participant·e·s qui commenceraient à voter sur le tard ou à s'impliquer politiquement ne seraient pas convaincu·e·s par leurs ami·e·s et les membres de leur famille, mais renforceraient plutôt une idée préconçue.

Bien que le programme MADA et les politiques aînées des municipalités choisies permettent la création de ce capital social, les participant·e·s n'ont pas mentionné que les activités auxquelles ils et elles participent avaient été mises en place spécifiquement pour les aîné·e·s. En examinant en profondeur les projets établis dans le plan d'action des municipalités à l'étude (voir chapitre 3), seule la politique aînée de la Ville de Saint-Eustache propose des projets augmentant les possibilités de participation sociale des résident·e·s. À titre d'exemple, le plan d'action de la ville proposait de « transformer le Vieux-Saint-Eustache en un espace dynamique favorisant la création de rencontres et d'échanges » ou encore d'« exploiter le site en arrière de l'église de Saint-Eustache par la création de petits événements ou d'activités culturelles durant la période estivale ». Les endroits mentionnés dans ces énoncés ont souvent été nommés par les participant·e·s vivant à Saint-Eustache comme étant des lieux qu'ils et elles appréciaient et où ils et elles participaient à des activités. Cependant, ces deux énoncés ne sont pas spécifiquement dédiés à la participation sociale, et implicitement politique, des aîné·e·s.

Parallèlement, les aîné·e·s de notre échantillon sont privilégié dans la mesure où ils et elles peuvent choisir de pratiquer la ville comme ils et elles l'entendent, sans se faire imposer des activités en fonction de leur âge. Les aîné·e·s utilisent donc leur capital social pour accumuler des informations, qui leur permettent ensuite de s'engager et de s'impliquer politiquement dans leur municipalité.

7.5.2. La participation électorale municipale, une participation qui s'acquiert

Le premier élément qui porte à conclure que l'expérience de la ville n'affecte pas la participation électorale est le fait que l'insatisfaction des services municipaux ne mène pas les membres de notre échantillon à se rendre aux urnes. En effet, l'aménagement du territoire ne répond pas totalement aux besoins des aîné·e·s, même si certaines stratégies MADA ont été mises en place par les municipalités étudiées. Par exemple, l'aménagement des parcs semble correspondre davantage aux enfants et aux jeunes familles qu'aux personnes âgées. Le service de transport en commun ne permet pas aux personnes âgées de se rendre à leurs activités ou aux services de proximité aussi rapidement que leur voiture. Les rares études, portant sur l'expérience des services municipaux, suggèrent que cette dernière est un facteur de participation électorale à l'échelle municipale (Dostie-Goulet et al. 2013). Pourtant, le fait d'éprouver les services municipaux n'est pas le seul facteur de la participation électorale. D'après nos résultats, c'est surtout le fait de savoir quel·le élu·e s'occupe de quel service qui permet de voter. Encore une fois, le capital de connaissances des répondant·e·s montre qu'ils et elles savent qui est responsable des dossiers qui les préoccupent. S'ils et si elles sont satisfait·e·s du travail effectué par leurs élu·e·s municipaux·ales, alors ils et elles vont se rendre aux urnes. D'autres études encore se sont intéressées à l'effet provoqué de l'insatisfaction des services municipaux sur la participation électorale. D'après celle de Holian (2011), portant sur des municipalités californiennes, l'insatisfaction envers les services municipaux encouragerait la participation politique. Holian pose deux hypothèses; premièrement celle que les électeur·rice·s insatisfait·e·s sont motivé·e·s par le vote stratégique, ou alors deuxièmement qu'ils et elles deviennent aliéné·e·s politiquement¹⁹ et refusent de voter. Ses résultats soutiennent sa première hypothèse. L'auteur démontre que le fait d'être propriétaire et d'être insatisfait·e des services municipaux augmente significativement et statistiquement le fait d'aller voter et d'influencer les politiques internes de la municipalité, à travers les discussions avec les élu·e·s municipaux·ales. Nos résultats répondent en partie aux raisonnements de Holian, mais ne

¹⁹ L'aliénation politique est un sentiment de négativité, vécu par un·e citoyen·ne, envers le système politique en vigueur. Finifter (1970, 390-391) présente quatre dimensions de l'aliénation politique : 1) L'impuissance politique (*political powerlessness*), soit l'idée qu'un individu ne puisse pas influencer les actions du gouvernement; 2) l'absence de sens politique (*political meaninglessness*), c'est-à-dire la perception que les décisions politiques ne sont pas claires et prévisibles; 3) l'anomie politique (*anomie*) représente la perception que les normes ou les règles sociales qui guident les conduites ont perdu leur pouvoir; et 4) l'isolement politique (*political isolation*) désigne le rejet des normes et des objectifs politiques répandus et partagés par les membres de la société.

permettent pas de confirmer l'une ou l'autre de ses hypothèses. Comme le constate l'auteur, les personnes âgées de notre recherche discutent avec leurs élu·e·s – principalement leur conseiller·ère – des adaptations à effectuer pour que les services répondent mieux à leurs besoins. Il faut, par contre, préciser l'importance du district électoral. Les participant·e·s se réfèrent et conversent avec leur conseiller·ère municipal·e et, au Québec, dans la majorité des municipalités – c'est le cas dans les trois terrains de notre recherche – les conseiller·ère·s ne représentent pas l'ensemble de leur municipalité, mais seulement leur district électoral. Les réflexions qui peuvent émerger de ces discussions entre les répondant·e·s et leurs élu·e·s sont donc toujours situées à l'échelle du district électoral et non à celle de la municipalité. Enfin, bien que plusieurs participant·e·s évoquent l'inefficacité du service de transport en commun ou encore le manque de prise en compte des besoins des aîné·e·s dans l'aménagement des parcs municipaux, les répondant·e·s n'ont pas mentionné que cette insatisfaction était leur motivation à voter. Conséquemment, l'utilisation des services municipaux n'influence pas la participation électorale à l'échelle municipale.

Le deuxième élément qui soutient notre argument – que l'expérience de la ville n'affecte pas leur participation à la vie politique municipale – est que la majorité des membres de notre échantillon exprime avoir toujours voté à l'échelle municipale. Si le capital social permet une participation politique non électorale pour les personnes âgées de notre échantillon, il n'est pas suffisant pour expliquer la participation électorale. De nombreux sociologues politiques soutiennent également que le comportement électoral ne dépend pas uniquement des caractéristiques individuelles, mais aussi de l'environnement dans lequel les individus évoluent (Huckfeldt 1986; Lappie et Marschall 2018). La taille démographique d'une municipalité est une caractéristique significative concernant la participation politique locale (van Houwelingen 2017). Cela est d'autant plus vrai si l'on considère la tendance de nombreux pays à vouloir fusionner des municipalités au début des années 2000 (Sancton 2000; Belley 2012). Les études québécoises portant sur la participation politique à l'échelle municipale dans les villes de banlieues et de taille moyenne sont lacunaires (Mévellec 2011). Même si notre étude ne propose pas une comparaison entre la participation politique et les résident·e·s de municipalités de différentes tailles, elle offre tout de même des pistes de réponses à cette littérature. Tout comme le mentionnent Xu, Perkins et Chow (2010), nos résultats montrent que la participation électorale municipale – des aîné·e·s vivant dans une municipalité de taille

moyenne en banlieue métropolitaine – exige un attachement à la communauté et à la démocratie locale et, dans une autre mesure, une compréhension du système politique local.

D’abord, Anderson (2009) démontre une relation positive et statistiquement significative entre le sentiment d’appartenance à une communauté, les discussions avec les élu·e·s et le vote à l’échelle municipale. Plus le sentiment d’appartenance est important, plus les chances qu’un individu discute avec les élu·e·s et aille voter aux élections municipales sont élevées. Ceci rappelle les propos de Hoffman-Martineau (1992) et Champagne (2007) expliquant que le sentiment d’appartenance à la municipalité et l’enracinement dans celle-ci incitent à la participation aux élections municipales. Pourtant, le sentiment d’appartenance à la municipalité est parfois assujéti à un secteur de la municipalité, comme plusieurs participant·e·s de L’Acadie – secteur municipal de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu – nous l’ont témoigné. Ils et elles ne ressentent pas d’appartenance à la ville fusionnée de Saint-Jean-sur-Richelieu, mais seulement à leur ancienne municipalité, celle de L’Acadie. Il est vrai que peu de participant·e·s nous ont parlé de l’impact de la fusion municipale de 2001, mais ceux et celles qui l’ont fait en ont discuté comme de quelque chose qui leur a été imposé. La fusion entre les cinq municipalités, formant l’actuelle ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, a provoqué un changement important dans la démographie municipale. Les participant·e·s qui résidaient à L’Acadie, une municipalité de 5 526 habitants en 2001 avant la fusion, ont été intégré·e·s à une municipalité regroupant 79 600 habitants après la fusion de 2001. Comme le constate Hansen (2013) en Allemagne, les résident·e·s d’une petite municipalité doivent s’adapter à devenir des résident·e·s d’une municipalité d’une plus grande taille. Cet ajustement peut affecter leur capacité politique. Hansen (2013) remarque également que les résident·e·s des petites municipalités impliquées dans une fusion subissent une plus forte baisse de leur efficacité politique²⁰ locale, tandis que ceux et celles qui résident dans la plus grande partie de la fusion ne connaissent qu’un changement négligeable. Nos résultats suggèrent que l’importance et la signification accordées au vote à l’échelle municipale étaient effectivement plus grandes avant la fusion. Les personnes âgées choisissent maintenant un·e candidat·e en fonction de l’identité municipale « sectorielle » proposée – soit l’importance donnée à leur secteur municipal – et

²⁰ Campbell, Gurine et Miller (1954) définissent l’efficacité politique comme un sentiment où le changement politique et social est possible et où chaque citoyen·ne peut jouer un rôle pour provoquer ce changement. Wright (1976) ajoute qu’un individu avec une grande efficacité politique aura un comportement et des opinions politiques ainsi qu’une volonté à participer aux systèmes politiques. D’après Wright (1976), il serait souhaitable, pour un système démocratique, que le niveau d’efficacité des citoyen·ne·s soit élevé, car cela assure un équilibre à la participation.

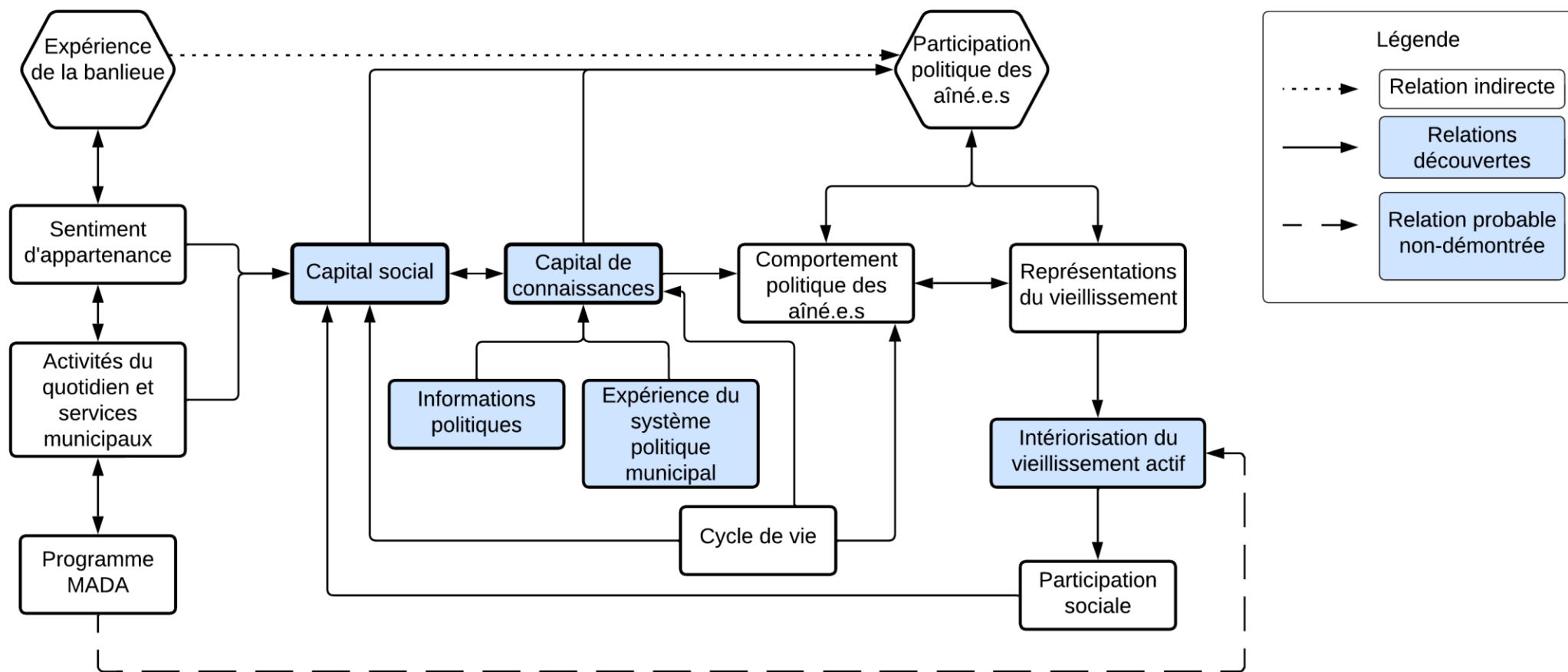
considèrent que la signification de leur vote est plus faible depuis qu'ils et elles votent pour la mairie de la grande ville de Saint-Jean-sur-Richelieu que pour la mairie de leur ancienne ville d'appartenance, L'Acadie. Nos résultats tendent donc à montrer que la capacité politique est toujours présente, mais qu'elle se concentre principalement dans un secteur municipal, celui où les participant·e·s ont un sentiment d'appartenance.

Ensuite, cette capacité politique s'explique par le capital de connaissances que les personnes âgées ont acquis tout au long de leur expérience du vote. Ce capital de connaissances s'inspire du modèle de participation fondé sur les ressources, affirmant que ceux et celles qui disposent de plus de temps, d'argent et de compétences civiques participent plus que les autres (Brady, Verba et Schlozman 1995; Lowndes, Pratchett et Stoker 2006). De nombreux·ses participant·e·s ont exprimé le fait d'avoir plus de temps pour participer et s'informer politiquement maintenant qu'ils et elles sont à la retraite. Ce concept se traduit, entre autres, par le fait que les participant·e·s connaissent et payent pour les services municipaux – par leur compte de taxes. Il s'agit souvent de services que les plus jeunes électeur·rice·s n'ont pas encore eu l'opportunité d'utiliser, puisque ces dernier·ère·s ne sont pas propriétaires. D'après certain·e·s participant·e·s, l'accès à la propriété a augmenté leur intérêt à voter à l'échelle municipale. Ces résultats confirment les propos de Couture, Breux et Bherer (2014) sur le fait que les propriétaires votent plus que les locataires à l'échelle municipale parce qu'ils et elles ont un meilleur accès à l'information politique et utilisent davantage les services municipaux. Comme l'énoncent de nombreuses recherches, l'insatisfaction à l'égard de la performance du gouvernement municipal est souvent un facteur important qui incite les résident·e·s à la participation électorale municipale (Oliver 2001; Marschall 2004; Oliver, Ha et Callen 2012; Lappie et Marschall 2018). D'ailleurs, ces mêmes auteurs expriment que pour que les résident·e·s soient intéressé·e·s ou mécontent·e·s du fonctionnement de leur municipalité, ils et elles doivent avoir une certaine connaissance de base du gouvernement de la ville. Les participant·e·s ont appris le fonctionnement du système politique municipal au fil des années où ils et elles ont utilisé les services à leur portée et ont acquis les informations politiques nécessaires.

Pourtant, cela ne relève pas de l'expérience d'une ville en particulier, puisque le capital de connaissances peut s'acquérir dans n'importe quelle municipalité, pour autant que les individus y aient développé un sentiment d'appartenance – un sentiment qui a été montré dans nos résultats. C'est donc le temps, voire l'âge et l'expérience du vote, qui affecte la participation électorale à

l'échelle municipale. Ainsi, nos résultats tendent à confirmer la théorie du cycle de vie, soit que plus un individu vieillit, plus il votera. De plus, si l'expérience de la ville semble agir indirectement sur la participation politique des personnes âgées, c'est parce que notre échantillon reflète une catégorie de personnes âgées privilégiées. En effet, elles utilisent les services municipaux qui correspondent à leurs besoins, savent communiquer leurs attentes directement à leurs élu·e·s ainsi que leur demander les informations politiques nécessaires à leur choix électoral. Elles n'ont donc pas besoin d'aide – comme celle offerte grâce au programme MADA – pour participer politiquement dans leur municipalité.

Figure 7.1 : Lien entre l'expérience de la banlieue, la participation politique et le vieillissement



7.5.3. Quelques pistes de réflexion

Au regard des résultats de notre recherche, l'expérience que se font les aîné·e·s de leur ville n'affecte pas directement leur participation à la vie politique municipale. Premièrement, le programme MADA ne semble pas influencer la participation politique des aîné·e·s dans leur municipalité. Les répondant·e·s étaient déjà membres d'associations avant de prendre leur retraite ou avant même que le programme MADA ait été intégré dans les politiques de leur municipalité. Aujourd'hui à la retraite, ils et elles accordent davantage de leur temps pour faire du bénévolat, mais aussi pour la pratique d'activités sociales ce qui leur permet d'acquérir un capital social. Ce capital leur est nécessaire pour obtenir de l'information politique liée à leur municipalité. Deuxièmement, le fait de vivre dans une ville de taille moyenne en banlieue métropolitaine et ayant vécu la fusion municipale de 2001 a modifié la valeur accordée à leur acte électoral. Les personnes âgées octroient toujours une importance à leur vote, mais elles considèrent que la signification n'est plus la même depuis qu'elles doivent élire un·e maire·sse d'une plus grande municipalité – pour laquelle elles n'ont pas un aussi grand sentiment d'appartenance qu'avec leur ancienne municipalité. Également, l'idée de proximité à l'échelle municipale est bien présente dans les villes de banlieue. Les personnes âgées apprécient la facilité de discuter avec leurs élu·e·s et d'ainsi pouvoir les influencer. La proximité municipale est un facteur favorisant la participation électorale. Cette dernière semble d'ailleurs plus importante que la participation à des pétitions, des manifestations, des consultations publiques ou encore à des assemblées du conseil municipal. Aussi, le sentiment d'appartenance est un fondement de la participation à la vie politique municipale des aîné·e·s. Ils et elles apprécient leur ville et souhaitent revendiquer l'appartenance à des lieux ou des organisations par leur participation. Enfin, il semble que la participation politique électorale à l'échelle municipale soit davantage influencée par le capital de connaissances des participant·e·s que par l'expérience qu'ils et elles se font de leur municipalité. En effet, les répondant·e·s ont acquis des connaissances face au système politique municipal, leur permettant de mieux comprendre le fonctionnement de ce système, de savoir où aller chercher l'information nécessaire et surtout auprès de qui.

Toutefois, nos résultats ne permettent pas d'analyser l'entièreté du contexte de l'expérience municipale et ouvrent la porte à certaines questions. D'abord, notre recherche ne s'est pas

intéressée à la notion de l'identité territoriale qui, d'après Bussi (2006), est une explication au comportement politique, dans la mesure où ce comportement ne contredit pas les principes universels de la démocratie. Pour l'auteur, les concepts d'identité territoriale et de démocratie sont liés. Il soutient que l'identité territoriale – le sentiment d'appartenance entre autres – peut être importante pour la démocratie, puisqu'elle offre un cadre commun de référence et permet ainsi aux citoyen·ne·s de se sentir impliqué·e·s dans la gouvernance de leur territoire. Cependant, Bussi (2006) souligne que l'identité territoriale peut être utilisée pour exclure certains groupes de la participation citoyenne démocratique et qu'elle peut donc conduire à des conflits. L'auteur ajoute que la démocratie doit se baser sur des principes universels plutôt que sur des identités territoriales spécifiques. Ainsi, Bussi (2006) conclut que l'identité territoriale peut renforcer la démocratie locale, puisqu'elle favorise la mobilisation des citoyen·ne·s et stimule leur participation citoyenne, mais seulement si elle est utilisée de manière inclusive. Pour l'auteur, il est donc nécessaire que la démocratie soit basée sur des principes universels et que l'identité territoriale ne soit pas utilisée pour justifier des revendications politiques qui contredisent ces principes. D'après nos entretiens, la participation électorale des répondant·e·s de notre enquête leur permet de respecter la démocratie en place et de faire valoir l'importance de ce système en exerçant leur droit de vote. Cette participation électorale, à l'échelle municipale, est peut-être une expérience émotionnelle liée à l'attachement – ou à l'identité territoriale – que les personnes âgées accordent à leur municipalité.

Ensuite, notre étude offre un premier regard sur la démocratie participative et délibérative à l'échelle municipale. Si la littérature manque encore d'information concernant l'envie et les motivations de participation des aîné·e·s aux consultations publiques et aux séances de leur conseil municipal, nos résultats montrent que les personnes âgées s'informent auprès de leurs élu·e·s et cherchent aussi à les influencer, mais rien ne permet de savoir si les élu·e·s les influencent à leur tour. Nous n'avons pas l'âge des élu·e·s au moment de notre recherche, mais les données du Ministère des Affaires municipales et de l'habitation du Québec indiquent que l'âge médian des maire·sse·s est de 60,3 ans et est de 54,9 ans pour les conseiller·ère·s, un âge relativement près de celui des participant·e·s. Ainsi, le fait d'avoir des caractéristiques sociodémographiques similaires pourrait mener les électeur·rices et les élu·e·s à partager les mêmes idées et ainsi discuter ensemble de politique. Une prochaine recherche pourrait s'intéresser au partage d'idées politiques similaires entre les élu·e·s et les électeur·rice·s pour comprendre si cette similitude engendre ou non la recherche et le partage d'informations politiques.

Aussi, nous ne sommes pas en mesure d'expliquer par quel processus le capital de connaissances se forme. Si l'expérience des étapes de la vie de l'individu, comme l'éducation, l'emploi, la parentalité et la retraite (Davidson 2014) sont des facteurs d'explication du cycle de vie, peut-être que les mêmes étapes clefs de la vie s'appliqueraient au capital de connaissances. Les études montrent que les propriétaires votent davantage que les locataires aux élections municipales parce qu'ils et elles utilisent davantage les services municipaux et ont un meilleur accès à l'information politique (Couture, Breux et Bherer 2014). Le fait d'être propriétaire pourrait être l'étape qui mettrait en marche le capital de connaissances. D'ailleurs, Breux, Couture et Koop (2022) ont examiné comment la variable « propriétaire » peut influencer le vote des électeur·rice·s lors des élections municipales. Les auteur·e·s expliquent que le fait d'être propriétaire peut influencer les préférences des électeur·rice·s en matière de politique municipale, entre autres, parce que les intérêts et les préoccupations des propriétaires sont différents de ceux des locataires. De plus, dans leur analyse quantitative, les auteur·e·s mettent en évidence que l'information est un facteur de participation électorale pour les propriétaires. En effet, les auteur·e·s soutiennent que les propriétaires sont souvent mieux informé·e·s des enjeux municipaux que les locataires, parce qu'ils et elles ont un intérêt direct dans les politiques fiscales, les règlements liés à la propriété, les services municipaux, etc. Puisqu'ils et elles ont accumulé des informations sur leur municipalité, les propriétaires sont donc plus susceptibles de prendre des décisions éclairées lorsqu'ils et elles votent, à l'échelle municipale.

Enfin, l'ensemble des répondant·e·s de notre recherche reflète un groupe particulièrement privilégié des personnes âgées de la société québécoise. Ils et elles n'ont pas de problème de santé majeur, ils et elles ont une excellente mobilité – sauf pour une participante – et peuvent se déplacer facilement, ils et elles disent être à l'aise financièrement, ce qui leur permet d'avoir toujours accès à une voiture individuelle et de profiter de leur retraite comme ils et elles le souhaitent sans à se soucier quotidiennement d'une dépense effectant leur budget. Le fait qu'ils et elles aient majoritairement un diplôme universitaire et qu'ils et elles soient majoritairement propriétaires explique aussi leur propension à participer et à s'impliquer dans leur municipalité.

7.6. Conclusion

Ainsi, ces éléments permettent de répondre à notre question de recherche : Au sein des municipalités situées en périphérie d'une grande ville, comment l'expérience qu'ont les aîné·e·s de leur ville affecte-t-elle leur participation à la vie politique municipale ? La réponse se précise en trois temps. Premièrement, les résultats montrent qu'en tant que bénévole, les personnes âgées ont intériorisé les modèles de représentation du vieillissement actif, les portant à participer dans leur municipalité. Deuxièmement, si la banlieue est considérée comme un milieu de vie idéal pour les personnes âgées, ces dernières sont portées à user de leur autonomie et de leur indépendance, notamment en matière de santé, de mobilité et d'aisance financière, pour compenser les limites de l'aménagement de leur municipalité et des services qui en découlent. Troisièmement, la participation politique se concrétise entre autres par le capital social et le capital de connaissances des personnes âgées. En effet, ces dernières savent où aller chercher l'information politique nécessaire pour faire des choix éclairés et ont fait l'expérience du système politique de leur municipalité, leur permettant de bien connaître son fonctionnement. Ces deux éléments stimulent la participation des répondant·e·s de notre échantillon à la vie politique municipale. En bref, la participation politique des personnes âgées, qu'elle soit électorale ou non, ne semble pas être affectée directement par l'expérience qu'elles ont de leur ville. Leur implication politique relève plutôt de leur capital social et de leur capital de connaissances politiques. Néanmoins, le fait qu'elles jouissent de plusieurs privilèges (santé, finance) leur permet indirectement d'avoir une expérience spécifique de leur ville, de se déplacer dans d'autres villes, si nécessaire, pour combler leurs besoins, si bien que l'on peut penser que, de manière indirecte, l'expérience qu'elles ont de leur ville, participe également à la définition de leur engagement politique.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objectif principal de notre thèse était d'approfondir les connaissances sur la participation politique des aîné·e·s à travers l'expérience qu'ils et elles ont de leur ville au quotidien. Plus précisément, nous avons trois objectifs spécifiques. Premièrement, nous voulions documenter les différentes formes de participation politique des aîné·e·s. Deuxièmement, nous souhaitons documenter la manière dont le/la citoyen·ne aîné·e fait l'expérience de sa ville au sein de la société contemporaine. Finalement, nous aspirions à comprendre le lien entre les représentations du vieillissement et l'expérience vécue de la ville. Le recrutement nous a porté à rencontrer des personnes âgées relativement privilégiées, et ce, dans nos trois terrains de recherche. Cet aspect a toutefois été pris en compte dans notre analyse.

Le dernier chapitre montre que chacun de ces objectifs a été atteint. D'abord, nous sommes en mesure de dire que les personnes âgées rencontrées participent à de nombreuses activités politiques dans leur communauté. La grande majorité de celles-ci s'inscrivent au sein d'actions politiques conventionnelles, comme la participation électorale et l'implication bénévole, alors que très peu d'entre elles appartiennent à la catégorie des actions non conventionnelles, comme la signature de pétitions. Cette participation politique se concrétise, entre autres, par le capital social et le capital de connaissances des personnes âgées. Ces dernières savent où aller chercher l'information politique nécessaire pour faire des choix éclairés et ont fait l'expérience du système politique de leur municipalité, leur permettant de bien connaître son fonctionnement. Ces deux éléments stimulent la participation des répondant·e·s de notre échantillon à la vie politique municipale. Pourtant, la participation politique, qu'elle soit électorale ou non, des personnes âgées ne semble pas être affectée par l'expérience qu'elles se font de leur ville, mais plutôt par leurs caractéristiques sociodémographiques qui font d'eux et elles des aîné·e·s particulièrement privilégiés de la société, ainsi que par leur capital social et par leur capital de connaissances.

Ensuite, nous pouvons maintenant expliquer que si les aîné·e·s utilisent peu le service de transport en commun de leur municipalité, c'est puisqu'ils et elles préfèrent faire l'usage de leur voiture qui représente, pour eux et elles, une forme d'autonomie. Cependant, la plupart des personnes âgées de notre recherche fréquentent la bibliothèque ainsi que les parcs de leur ville et participent à de nombreuses activités sociales, sportives et culturelles au sein de leur municipalité. Ces activités

créent leur capital social, qui favorise leur participation politique. Les témoignages reçus à l'égard des services et des activités permettent de comprendre que la banlieue est considérée comme un milieu de vie idéal pour les personnes âgées; elles font preuve d'autonomie et d'indépendance pour contrer les limites de l'aménagement de leur municipalité et des services qui en découlent. L'accès à ces services, grâce à leur voiture et leur mobilité, doit aussi être pris en compte dans la création de leur capital social. Un individu qui ne peut se déplacer aussi aisément ne pourra pas produire autant de lien social et établir ce capital permettant cette participation.

Enfin, les résultats de la thèse permettent de comprendre que les personnes âgées ont intériorisé les modèles de représentation du vieillissement actif, ce qui, d'après nous, les porte à s'investir et s'impliquer dans leur municipalité et principalement par le bénévolat.

Aux termes de ces résultats, cette thèse apporte plusieurs contributions à la gérontologie critique, à la sociologie politique et au champ des études urbaines. Du côté des études urbaines, la thèse montre, à travers le contexte du programme MADA, que les municipalités cherchent à s'adapter au vieillissement de la population, mais que les projets mis en œuvre ne répondent pas tous aux besoins et aux attentes des personnes âgées. Pourtant, cela n'empêche pas les aîné·e·s de notre étude d'être satisfait·e·s de leur municipalité et des services qu'elle leur propose. Les participant·e·s rencontré·e·s souhaiteraient seulement que leur municipalité s'intéresse davantage à la diversité des activités pratiquées par les personnes âgées. Par exemple, certain·e·s aiment les activités sportives en groupes avec des aîné·e·s du même âge qu'eux et elles, alors que d'autres aiment partager ces activités avec des personnes plus jeunes ou plus âgées encore. Puis, la recherche offre de nouvelles perspectives sur la vie en banlieue de Montréal. Comme l'énonçait Germain (2012), les banlieues sont peu étudiées par les politologues et les sociologues. D'ailleurs, la grande majorité des études, qui se sont intéressées aux banlieues, se sont penchées sur le comportement politique dans région de la ville de Québec. Or, en visant des municipalités de banlieue, notre recherche montre la relation entre la ville-centre et la ville en périphérie. Ainsi, l'importance de la proximité géographique de leur municipalité avec la ville de Montréal est soulignée par les participant·e·s de notre étude. Ils et elles apprécient que leur ville soit aussi proche de celle de Montréal pour ainsi y effectuer des activités qui ne seraient pas disponibles dans leur municipalité, comme le fait d'assister à un spectacle dont la représentation ne s'effectuerait pas chez eux et elles. Néanmoins, cette relation ne semble pas affecter le sentiment d'appartenance à leur municipalité

de banlieue. Ce sentiment ne se définit pas en fonction de la ville-centre comme le mentionnent Hamel et Keil (2015).

Du côté de la sociologie politique, la thèse contribue à documenter le profil de l'électeur·rice aîné·e et de son comportement politique à l'échelle municipale. Si cette échelle nécessite plusieurs études afin d'offrir le profil le plus complet possible de l'électeur·rice, notre recherche offre une signification sur l'importance des élections municipales, chez les électeur·rice·s âgé·e·s, en comparaison avec les élections des autres échelles de gouvernement. Les résultats de la thèse illustrent que les aîné·e·s votent parce qu'ils et elles ont fait l'acquisition d'un capital de connaissances du système électoral municipal, mais aussi parce qu'ils et elles savent où chercher l'information politique nécessaire à leur prise de décision. Ces éléments les différencient des plus jeunes électeur·rice·s qui n'ont pas encore acquis toutes ces expertises.

Puis, concernant la gérontologie critique, la thèse fait un apport sur la façon dont les aîné·e·s vivent dans leur municipalité au quotidien et surtout sur la manière dont ils et elles perçoivent leur vieillissement. Le programme MADA, bien qu'en place depuis plusieurs années dans les municipalités, n'est pas une garantie d'engagement ou d'implication politique au sein des municipalités choisies pour notre terrain de recherche. D'ailleurs, une faible minorité de participant·e·s ont parlé du programme MADA, ce qui laisse penser que le programme n'est soit pas connu par ces dernier·ère·s, soit qu'il n'affecte pas l'expérience de la ville chez les personnes âgées ou encore qu'il s'agit d'un programme avec une approche « descendante » (top down), plutôt qu'une approche enracinée (bottom up) dans les besoins et les expériences des aîné·e·s de leur municipalité. Aussi, si les participant·e·s mentionnent qu'il est facile de vieillir dans leur municipalité, c'est peut-être parce que la plupart d'entre eux et elles ne se considèrent pas comme vieux et vieilles et parce qu'ils et elles font partie d'un groupe de personne privilégié.

Également, la thèse peut aider les élu·e·s à mieux comprendre les attentes et les besoins des personnes âgées de leur municipalité et leur permet ainsi à adapter leurs projets politiques et l'aménagement de leur ville. Les résultats de la thèse offrent aussi une meilleure connaissance de la manière dont les aîné·e·s se représentent dans la société. À partir de ces informations, les élu·e·s municipaux·ales et les décideur·se·s pourront élaborer des projets répondant plus fidèlement aux besoins des personnes âgées de leur municipalité.

Bien que la thèse réponde à certaines lacunes contemporaines des écrits scientifiques, il convient cependant de mettre en évidence les limites de notre recherche. D'abord, le contexte municipal, notamment politique est spécifique à chaque municipalité, il n'est pas possible de généraliser nos résultats à l'ensemble des municipalités de taille moyenne et de banlieues. Également, la très grande majorité des participant·e·s ont été recruté·e·s par des associations ou des organisations communautaires. Les personnes qui ne sont pas engagées dans leur municipalité sont moins susceptibles de participer à une recherche ou de recevoir les appels à participation. Cela implique que les répondant·e·s étaient déjà engagé·e·s dans leur communauté. Ainsi, ils et elles ont des caractéristiques sociodémographiques très similaires. Nous aurions voulu retracer des expériences de participations politiques différentes en fonction de l'âge (65-74 ans et 75-84 ans par exemple) ou de la situation financière, mais les spécificités des participant·e·s n'étaient pas assez grandes pour observer des différences dans leurs propos. Même celle entre le fait d'être un homme ou une femme n'apporte pas de significations diverses majeures au sein de notre échantillon.

Une autre limite est que la majorité des participant·e·s des groupes de discussion nous ont offert un entretien individuel. Bien que nous souhaitions effectuer le recrutement de nos entretiens individuels avec les participant·e·s des groupes de discussion, nous aurions voulu obtenir davantage de répondant·e·s par la technique du bouche-à-oreille afin d'obtenir une plus grande diversité de personnes âgées. Cette limite est liée à la démarche méthodologique employée. Pourtant, certains thèmes ne pouvaient être discutés que dans le cadre d'un entretien individuel (comme les représentations du vieillissement) ou de groupe (l'histoire du vote). Aussi, même si les questions de nos guides (groupe de discussion et entretien individuel) étaient relativement similaires, les entretiens individuels ont permis d'obtenir des réponses personnelles, liées à des événements de la vie de chaque participant·e, ce que les groupes de discussion ne permettaient pas.

En plus de ces limites, qui constituent des pistes intéressantes pour des recherches futures, notre recherche ouvre la porte à d'autres réflexions, telles que les conditions gagnantes de discussion politique entre les citoyen·ne·s âgé·e·s et leurs élu·e·s ou encore l'impact du droit à la ville des aîné·e·s quant à l'aménagement du territoire municipal. Notre thèse montre également que c'est le fait de savoir où chercher l'information politique – grâce aux discussions avec les élu·e·s municipaux·les – qui affecte leur participation électorale à l'échelle municipale. Cette recherche d'information renseigne les aîné·e·s sur les enjeux de leur ville, leur permet d'effectuer des choix

et donc de voter aux élections. Alors que Breux et Vallette (2020) montrent que les jeunes électeur·rice·s de 18 à 35 ans se réfèrent à leurs parents pour constituer leurs connaissances politiques à l'échelle municipale, notre recherche confirme la personnalisation du système politique municipal et donc la nécessité d'améliorer l'accès à l'information politique pour ceux et celles qui n'ont pas fait l'apprentissage de ce système comme les électeur·rice·s plus âgé·e·s.

Aussi, l'analyse de nos résultats montre que l'usage de la voiture est un signe d'autonomie et d'indépendance pour les personnes âgées vivant en banlieue. Les participant·e·s disent que la disponibilité du transport collectif est limitée, surtout en dehors des heures de pointe, que la distance pour se rendre à l'arrêt d'autobus est longue ou encore que le trajet effectué par les autobus pour arriver aux services essentiels est souvent disproportionné. L'utilisation de la voiture devient le moyen le plus efficace. Ainsi, le fait de rendre le service d'autobus gratuit pour les personnes de 65 ans et plus ne règle pas la question des horaires, le circuit et les points d'accès des autobus : ce seraient des éléments à réfléchir. Une autre solution possible, qui encouragerait la mobilité active des aîné·e·s, serait de modifier les équipements urbains, comme ajouter des trottoirs des deux côtés d'une rue, d'en assurer la sécurité (dénéigement) et d'améliorer l'aménagement ainsi que l'accès aux pistes cyclables.

Enfin, notre thèse amène à se questionner sur la façon dont est vécu le vieillissement et ses représentations. Les répondant·e·s de la recherche ne se considèrent pas comme vieux ou vieilles, ils et elles se perçoivent comme vif·ve·s d'esprit et en bonne santé. Le constat invite donc à se demander si cette perception n'est pas liée au fait qu'ils et elles aient intériorisé l'image du vieillissement actif où, finalement, seules les personnes en bonne santé – contribuant encore à la société – seraient de bonnes citoyennes âgées. En refusant de se percevoir comme de vieilles personnes, les aîné·e·s contribuent au mythe, malgré eux et elles, qu'il faut être jeune et en bonne santé pour être actif. La déconstruction de cette réalité nécessite notamment une réflexion sociale plus large sur le vieillissement et son acceptation.

BIBLIOGRAPHIE

- Abu-Rayya, H. 2005. « Depression And Social Involvement Among Elders. » *The Internet Journal of Health* 5 (1): 1-6.
- Agrikoliansky, Éric, Lorenzo Barrault-Stella, Clémentine Berjaud, Diane Delacourt, Kevin Geay, Christèle Lagier, Patrick Lehingue et Emmanuel Monneau. 2019. « Les discussions font-elles les votes ? : Conditions, usages et effets des conversations lors des élections françaises de 2017. » *Politix* n° 127 (3): 3-29. doi:10.3917/pox.127.0003.
- Alaphilippe, Daniel et Nathalie Bailly. 2014. « Les représentations relatives au personnes âgées. » In *Psychologie de l'adulte âgé*, sous la dir. de Daniel Alaphilippe et Nathalie Bailly, 9-24. Bruxelles: De Boeck.
- Alsni, Rahaf et David A Hensher. 2003. « The Mobility and Accessibility Expectations of Seniors in an Aging Population. » *Transportation Research Part A: Policy and Practice* 37 (10): 903-916. doi:10.1016/S0965-8564(03)00073-9.
- Anadón, Marta. 2006. « La recherche dite « qualitative » : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents. » *Recherches Qualitatives* 26 (1): 5-31.
- Anderson, Mary R. 2009. « Beyond Membership: A Sense of Community and Political Behavior. » *Political Behavior* 31: 603-627.
- Anzia, Sarah F. 2016. « Testing the Turnout-Policy Connection: Senior Citizens, City Elections, and Local Transportation. » In *Midwest Political Science Association*, 1-45. University of California, Berkeley: Goldman School of Public Policy.
- Argoud, Dominique. 2012. « Le pouvoir gris à l'épreuve du territoire. » *Gérontologie et société* 35 / 143 (4): 63-76. doi:10.3917/g.s.143.0063.
- Augsberger, Astraea, Mary Elizabeth Collins et Whitney Gecker. 2018. « Engaging Youth in Municipal Government: Moving Toward a Youth-Centric Practice. » *Journal of Community Practice* 26 (1): 41-62.
- Avlund, Kirsten, Rikke Lund, Bjørn E. Holstein, Pernille Due, Ritva Sakari-Rantala et Riitta-Liisa Heikkinen. 2004. « The Impact of Structural and Functional Characteristics of Social Relations as Determinants of Functional Decline. » *The Journals of Gerontology: Series B* 59 (1): S44-S51. doi:10.1093/geronb/59.1.S44.
- Baars, Jan, Dale Dannefer, Chris Phillipson et Alan Walker. 2006. *Aging, Globalization and Inequality: The New Critical Gerontology*. Amityville, N.Y.: Baywood Publishing Company.
- Baines, Susan, Irene Hardill et Rob Wilson. 2011. « Introduction: Remixing the Economy of Welfare ? Changing roles and Relationships between the State and the Voluntary and Community Sector. » *Social Policy and Society* 10 (3): 337-339.
- Baker, Lindsey A., Lawrence P. Cahalin, Kerstin Gerst et Jeffrey A. Burr. 2005. « Productive Activities And Subjective Well-Being Among Older Adults: The Influence Of Number Of Activities And Time Commitment. » *Social Indicators Research* 73 (3): 431-458. doi:10.1007/s11205-005-0805-6.
- Baribeau, Colette. 2009. « Analyse des données des entretiens de groupe. » *Recherches qualitatives* 28 (1): 133. doi:10.7202/1085324ar.
- Barnes, Marian. 2005. « The same old process ? Older people, participation and deliberation. » *Ageing and Society* 25 (2): 245-259. Cambridge Core. doi:10.1017/S0144686X04002508.
- de Beauvoir, Simone. 1970. *La vieillesse*. Folio 654. Paris: Gallimard.

- Belley, Serge. 2003. « L'élection municipale de 2001 à Québec : l'«interventionnisme municipal» contre le «populisme fiscal» des banlieues » *Recherches sociographiques* 44 (2) : 217-238.
- . 2012. « Fusion. » In *Le dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*. Québec: École nationale d'administration publique. [En ligne] <http://www.dictionnaire.enap.ca/>.
- . s.d. « Communauté métropolitaine de Montréal/Communauté métropolitaine de Québec. » In *Dictionnaire politique de la scène municipale québécoises*, sous la dir. de Sandra Breux, 62-65. Québec, QC: Presses de l'Université Laval.
- Bennett, Kate Mary. 2002. « Low level social engagement as a precursor of mortality among people in later life. » *Age and Ageing* 31 (3): 165-168. doi:10.1093/ageing/31.3.165.
- Benoît, Maude et Léonie Perron. 2018. « Vieillir « chez soi » au temps de l'austérité : les services à domicile sous pression. » *Pluriages : revue du centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale* 8 (1): 22-25.
- . 2020. « Le nouvel interventionnisme de l'État : l'exemple du soutien à domicile aux personnes âgées. » *État 21*. [En ligne] <http://dx.doi.org/10.5281/zenodo.6554572>.
- Bergeron, René. 1991. « Révolution technologique et organisation spatiale à la veille du XXI^e siècle. Les centres-villes et leurs banlieues dans les régions métropolitaines du Québec. » Thèse de doctorat, Université Laval.
- Berry, Craig. 2014. « Young People and the Ageing Electorate: Breaking the Unwritten Rule of Representative Democracy. » *Parliamentary Affairs* 67 (3): 708-725. doi:10.1093/pa/gss056.
- Berthelot, J.-M. 2000. *Sociologie. Épistémologie d'une discipline. Textes fondamentaux*. Bruxelles: Éditions de Boeck Université.
- Bherer, Laurence. 2006. « La démocratie participative et la qualification citoyenne : À la frontière de la société civile et de l'État. » *Nouvelles pratiques sociales* 18 (2): 24-38.
- . 2011. « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques: » *Participations* N° 1 (1): 105-133. doi:10.3917/parti.001.0105.
- Bherer, Laurence et Sandra Breux. 2011. « Démocratie locale et élections: Prémices d'une comparaison. » In *Les élections municipales au Québec: Enjeux et perspectives*, sous la dir. de Sandra Breux et Laurence Bherer, 1-25. Québec: Presses de l'Université Laval.
- . 2012. « L'apolitisme municipal. » *Bulletin d'histoire politique* 21 (1): 170-184. doi:10.7202/1011705ar.
- Bibliothèque du parlement. 2016. « La participation électorale des jeunes au Canada. » s.l.: s.n. <https://lop.parl.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2016-104-f.pdf>.
- Bickel, Jean-François. 2014. « La participation sociale, une action située entre biographie, histoire et structures. » In *Vieillesse et vieillissement - Regards sociologiques*, sous la dir. de Cornella Hummel, Isabelle Mallon, et Vincent Caradec, 207-226. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Biggs, Simon et Ashley Carr. 2015. « Age- and Child-Friendly Cities and the Promise of Intergenerational Space. » *Journal of Social Work Practice* 29 (1): 99-112. doi:10.1080/02650533.2014.993942.
- Biggs, Simon, Jon Hendricks et Ariela Lowenstein. 2003. « The Need for Theory in Gerontology. » In *The Need for Theory: Critical Approaches to Social Gerontology*, sous la dir. de Simon Biggs, Ariela Lowenstein, et Jon Hendricks, p.1-12. Amityville, NY: Baywood Publishing Company, Inc.
- Biggs, Simon, Chris Phillipson, Anne-Marie Money et Rebecca Leach. 2006. « The Age-Shift: Observations on Social Policy, Ageism and the Dynamics of the Adult Lifecourse. » *Journal of Social Work Practice* 20 (3): 239-250. doi:10.1080/02650530600931708.

- Billette, Véronique et Jean-Pierre Lavoie. 2010. « Vieillissements, exclusions sociales et solidarités. » In *Vieillir au pluriel. Perspectives sociales*, sous la dir. de Michèle Charpentier, Nancy Guberman, Véronique Billette, Jean-Pierre Lavoie, Amanda Grenier, et Ignace Olazabal, 1-22. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Bilodeau, Benoit. 2017a. « Saint-Eustache: Julie Desmarais présente cinq premiers candidats. » *L'éveil*, 6 septembre. <https://leveil.com/actualites/julie-desmarais-presente-cinq-premiers-candidats>.
- . 2017b. « Option Saint-Eustache annonce ses mesures en matière de vie démocratique. » *L'éveil*, 24 septembre. <https://leveil.com/actualites/option-saint-eustache-annonce-ses-mesures-en-matiere-de-vie-democratique>.
- . 2017c. « Accès Saint-Eustache veut prioriser la transparence. » *L'éveil*, 26 octobre. <https://leveil.com/actualites/acces-saint-eustache-veut-prioriser-la-transparence>.
- Binstock, Robert H. et Catherine L. Day. 1996. « Aging and Politics. » In *Handbook of Aging and the Social Sciences*, sous la dir. de Robert H. Binstock et Linda K. George, 4^e éd., 362-387. San Diego, CA: Academic Press.
- Blais, André. 2000. *To Vote or Not to Vote: The Merits and Limits of Rational Choice Theory*. s.l.: University of Pittsburgh Press. <https://www.jstor.org/stable/10.2307/j.ctt5hjrrf>.
- . 2002. « Why was turnout so low ? » In *Anatomy of a liberal victory: Making sense of the vote in the 2000 Canadian election*, sous la dir. de André Blais, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau, et Neil Nevitte. Peterborough, ON: Broadview Press.
- Blais, André et Jean-François Daoust. 2020. *The motivation to vote: explaining electoral participation*. Vancouver ; Toronto: UBC Press.
- Blais, André, Eugénie Dostie-Goulet, Patrick Fournier et Elisabeth Gidengil. 2007. « Étude sur la participation électorale des jeunes Montréalais. » Montréal: Typescript.
- Blais, André, Elisabeth Gidengil et Neil Nevitte. 2004. « Where does turnout decline come from ? » *European Journal of Political Research* 43 (2): 221-236. doi:10.1111/j.1475-6765.2004.00152.x.
- Blein, Laure et Nancy Guberman. 2011. « Vieillir au centre de la ville plutôt que dans ses marges. » *Diversité urbaine* 11 (1): 103-121. doi:10.7202/1007746ar.
- Blondiaux, Loïc. 2001. « La délibération, norme de l'action publique contemporaine ? » *Revue Projet* 4 (268): 81-90.
- Bogart, William T. 2006. *Don't call it sprawl: metropolitan structure in the 21st century*. Cambridge [England] ; New York: Cambridge University Press.
- Bourne, L.S. 1996. « Reinventing the Suburbs: Old Myths and New Realities. » *Progress in Planning* 46 (3): 163-184. doi:10.1016/0305-9006(96)88868-4.
- Bowen, William M., Ronnie A. Dunn et David O. Kasdan. 2010. « What Is "Urban Studies" ? Context, Internal Structure, and Content. » *Journal of Urban Affairs* 32 (2): 199-227. doi:10.1111/j.1467-9906.2009.00474.x.
- Brady, Henry E., Sidney Verba et Kay Lehman Schlozman. 1995. « Beyond SES: A Resource Model of Political Participation. » *American Political Science Review* 89 (2): 271-294. doi:10.2307/2082425.
- Braud, Philippe. 2007. « Sociologie politique. » In *Politiquement sportif*, sous la dir. de Valérie Bonnet et Dominique Desmarchelier, 9^e édition, 104-109. Mots. Les langues du politique 84. Paris: Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- Breux, Sandra. 2006. « Les dimensions territoriales de la démocratie participative. » *Sciences de la Société* (69): 71-85.

- . 2007. « De l’imaginaire géographique à l’acte politique. L’influence des représentations territoriales sur la participation politique individuelle à l’échelle locale et urbaine. » Thèse de doctorat, Université Laval.
- . 2008. « Représentations territoriales et engagement public individuel. » *Politique et Société* 27 (3): p.187-210.
- . 2013. « À quoi servent les partis politiques municipaux ? » *Relations* (768): 16-16.
- . s.d. « Apolitisme. » In *Dictionnaire politique de la scène municipale québécoises*, sous la dir. de Sandra Breux, 31-34. Québec, QC: Presses de l’Université Laval.
- Breux, Sandra et Jérôme Couture, dir. 2018. *Accountability and Responsiveness at the Municipal Level. Views from Canada*. McGill-Queen’s studies in urban governance 9. Montreal: McGill-Queen’s University Press. <https://www.mqup.ca/accountability-and-responsiveness-at-the-municipal-level-products-9780773553293.php>.
- . 2020. « Apathy, cynicism or satisfaction ? Elections by Acclamation in Quebec. » In , Online. Urban Political Workshop. Western University: s.n.
- . 2022. « Circulation de l’information et définition de la démocratie dans certaines municipalités québécoises : points de vue des élus municipaux et de quelques acteurs clés. » *Politique et Sociétés* 41 (2): 19-42. doi:10.7202/1086923ar.
- Breux, Sandra, Jérôme Couture et Nicole Goodman. 2017. « Fewer voters, higher stakes ? The applicability of rational choice for voter turnout in Quebec municipalities. » *Environment and Planning C: Politics and Space* 35 (6): 990-1009. doi:10.1177/0263774x16676272.
- Breux, Sandra, Jérôme Couture et Royce Koop. 2017. « Turnout in Local Elections: Evidence from Canadian Cities, 2004–2014. » *Canadian Journal of Political Science* 50 (3): 699-722. Cambridge Core. doi:10.1017/S000842391700018X.
- . 2022. « Does political information influence voter turnout at the municipal level ? » *Canadian Journal of Urban Research/Revue canadienne de recherche urbaine* 31 (1): 83-96.
- Breux, Sandra et Rodolphe Parent. accepté. « Plus difficile d’être élu dans une petite municipalité ? Perceptions de la fonction électorale par certains élus municipaux québécois. » *Le Géographe Canadien/The Canadian Geographer*.
- Breux, Sandra et Salomé Vallette. 2020. « Voter à l’échelle municipale au Québec : significations et portée chez certains jeunes électeurs. » *Revue Jeunes et Société* 5 (1): 50-70. doi:10.7202/1070525ar.
- Bryman, Alan. 2008. « Social research strategies. » In *Social Research Methods*, sous la dir. de Alan Bryman, 3-28. Oxford: Oxford University Press.
- Buffel, Tine, Paul McGarry, Chris Phillipson, Liesbeth De Donder, Sarah Dury, Nico De Witte, An-Sofie Smetcoren et Dominique Verté. 2014. « Developing Age-Friendly Cities: Case Studies From Brussels and Manchester and Implications for Policy and Practice. » *Journal of Aging and Social Policy* 26 (1/2): 52-72. gnh.
- Buffel, Tine et Chris Phillipson. 2016. « Can global cities be ‘age-friendly cities’ ? Urban development and ageing populations. » *Cities* 55: 94-100. doi:10.1016/j.cities.2016.03.016.
- Buffel, Tine, Chris Phillipson et Thomas Scharf. 2012. « Ageing in Urban Environments: Developing Age-Friendly Cities. » *Critical Social Policy* 32 (4): 597-617. edshol.
- Burgess, Ernest Watson. 1925. « The Growth of the City. » In *The City*, sous la dir. de Robert Ezra Park, Ernest Watson Burgess, et Roderick D. McKenzie, Reprint., 47-62. The Heritage of Sociology. Chicago: Univ. of Chicago Press.
- Burrick, Delphine. 2010. « Une épistémologie du récit de vie. » *Recherches Qualitatives* (8): 7-36.

- Bussi, Michel. 2006. « L'identité territoriale est-elle indispensable à la démocratie ? » *Espace géographique* 35 (4): 334. doi:10.3917/eg.354.0334.
- Calasanti, T. M. 1996. « Gender and Life Satisfaction in Retirement: An Assessment of the Male Model. » *The Journals of Gerontology Series B: Psychological Sciences and Social Sciences* 51B (1): S18-S29. doi:10.1093/geronb/51B.1.S18.
- Campbell, Andrea Louise. 2002. « Self-Interest, Social Security, and the Distinctive Participation Patterns of Senior Citizens. » *The American Political Science Review* 96 (3): 565-574.
- Campbell, Angus, Gerald Gurin et Warren E. Miller. 1954. *The voter decides*. Evanston, IL: Row, Peterson, and Co.
- Cancela, Joao et Benny Geys. 2016. « Explaining voter turnout : A meta-analysis of national and subnational elections. » *Electoral studies* 42: 264-275. doi:10.1016/j.electstud.2016.03.005.
- Cardona, Beatriz. 2008. « 'Healthy Ageing' Policies and Anti-Ageing Ideologies and Practices: On the Exercise of Responsibility. » *Medicine, Health Care and Philosophy* 11 (4): 475-483. doi:10.1007/s11019-008-9129-z.
- Carette, Jean et Suzanne Lamont. 1988. « À propos des pouvoirs gris. » *Nouvelles pratiques sociales* 1 (1): 133-142.
- Castells, Manuel. 1972. *La question urbaine*. Paris: Maspéro.
- Castonguay, Julie, Marie Beaulieu et Andrée Sévigny. 2015. « Bébé-boumeurs bénévoles ? Les freins et les leviers de leur engagement. » *Retraite et société* 2 (71): 127-146.
- Castonguay, Julie, Julie Fortier, Andrée Sévigny, Hélène Carbonneau et Marie Beaulieu. 2018. « À la retraite, hors du bénévolat point de salut ! » In *Les vieillissements sous la loupe: Entre mythes et réalités*, sous la dir. de Véronique Billette, Patrik Marier, et Anne-Marie Séguin, p.195-202. Québec: Presses de l'Université Laval.
- CEIC et Québec (Province). 2015. « Rapport final de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. » 1175409. s.l.: CEIC - Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
- Champagne, Patrick. 2007. « Les élections municipales 2005: Au-delà des apparences. » Québec: Éditeur officiel du Québec. http://electionsmunicipales.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/elections/elections_municipale_2005.pdf.
- Charpentier, Michèle, Nancy Guberman, Véronique Billette, Jean-Pierre Lavoie, Amanda Grenier et Ignace Olazabal. 2010. *Vieillir au pluriel. Perspectives sociales*. Problèmes sociaux et interventions sociales. Québec: Presses de l'université du Québec.
- Charpentier, Michèle, Anne Quéniart, Nancy Guberman et Nathalie Blanchard. 2004. « Les femmes âgées et l'engagement social : une analyse exploratoire du cas des Mémés déchaînées. » *Lien social et Politiques* (51): 135-143.
- Chartier, Pierre. 2017a. « Une guerre de chiffres au conseil municipal de Repentigny. » *Hebdo Rive Nord*, 26 janvier, sect. Politique. <https://www.hebdorivenord.com/article/2017/01/26/une-guerre-de-chiffres-au-conseil-municipal-de-repentigny>.
- . 2017b. « Une hausse du compte de taxes de 1,9 %. » *Hebdo Rive Nord*, 15 décembre, sect. Politique. <https://www.hebdorivenord.com/article/2017/12/15/une-hausse-du-compte-de-taxes-de-1-9-->.
- Checkoway, Barry, Tanene Allison et Colleen Montoya. 2005. « Youth participation in public policy at the municipal level. » *Children and Youth Services Review* 27 (10): 1149-1162.

- Chong, Dennis et R. Rogers. 2005. « Racial Solidarity and Political Participation. » *Political Behavior* 27: 347-374.
- Cloutier, Geneviève, Jean-Pierre Collin et Claire Poitras. 2011. *Dix ans d'études urbaines au Québec. Bilans et perspectives d'avenir*. Études urbaines. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Cloutier, Marie-Soleil. 2018. « Vieillissement actif: des aménagements urbains à la mesure de nos aînés ? » <https://centdegres.ca/ressources/vieillissement-actif-des-amenagements-urbains-a-la-mesure-de-nos-aines>.
- CMB-BMC. 2023. « Canadian Municipal Barometer - Le Baromètre municipal du Canada. » <http://www.cmb-bmc.ca/>.
- Collin, Jean-Pierre et Laurence Bherer. 2009. « Le mode de scrutin proportionnel à l'échelle municipale: réflexions et leçons tirées de l'examen du cas montréalais. » Traduit par Groupe de recherche sur l'innovation municipale (GRIM). Montréal: Institution national de la recherche scientifique. Centre - Urbanisation Culture Société.
- Collin, Jean-Pierre et Pierre Hamel. 2011. « Gouverner les villes dans un contexte mondialisé. » In *Dix ans d'études urbaines au Québec. Bilan et perspectives d'avenir*, sous la dir. de Geneviève Cloutier, Jean-Pierre Collin, et Claire Poitras, 5-24. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Côté, K. 2012. « La nouvelles bibliothèque Guy-Bélisle enfin inaugurée ! » *L'Éveil*, 28 septembre. <https://leveil.com/actualites/la-nouvelle-bibliotheque-guy-belisle-enfin-inauguree>.
- Couture, Jérôme, Sandra Breux et Laurence Bherer. 2014. « Analyse écologique des déterminants de la participation électorale municipale au Québec. » *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 47 (4). Cambridge University Press: 787-812. doi:10.1017/S0008423914001152.
- Couture, Mélanie. 2020. « Les technologies visant le maintien à domicile des personnes âgées ayant des incapacités. » *Pluriages : revue du centre de recherche et d'expertise en gérontologie sociale* 9 (2) : 25-28.
- Cox, Kevin R. 1969. « The voting decision in a spatial context. » *Progress in Geography* 1 (1): 81-117.
- Cruice, M., L. Worrall et L. Hickson. 2005. « Personal factors, communication and vision predict social participation in older adults. » *Advances in Speech Language Pathology* 7 (4): 220-232. 106409221. Language: English. Entry Date: 20060317. Revision Date: 20150820. Publication Type: Journal Article. rzh.
- Cutler, Fred et J. Scott Matthews. 2005. « The Challenge of Municipal Voting: Vancouver 2002. » *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique* 38 (2): 359-382. doi:10.1017/S0008423905040151.
- Dalton, Russel. 2007. *The Good Citizen: How the Young are Transforming American Politics*. Washington DC: CQ Press.
- Dannefer, Dale. 2006. « Reciprocal Co-optation: The relationship of Critical Theory and Social Gerontology. » In *The New Critical Gerontology*, sous la dir. de Jan Baars, Dale Dannefer, Chris Phillipson, et Alan Walker, p.103-120. Amityville, NY: Baywood Publishing Compagny, Inc.
- Davidson, Scott. 2008. « Going grey : the mediation of politics in an ageing society. » Electronic Thesis or Dissertation, Thèse, Loughborough University.
- . 2012. *Going Grey: The Mediation of Politics in an Ageing Society*. London: Routledge.

- . 2014. « Older Voters: A Phantom Tyranny of Numbers ? A Response to Berry: Young People and the Ageing Electorate: Breaking the Unwritten Rule of Representative Democracy. » *Parliamentary Affairs* 67 (3): 726-738. doi:10.1093/pa/gss063.
- Davis, Mike. 1990. *City of quartz: excavating the future in Los Angeles*. The Haymarket series. London ; New York: Verso.
- DeGood, Kevin. 2011. « Aging in Place, Stuck without Options: Fixing the Mobility Crisis Threatening the Baby Boom Generation. » Washington, DC: Transportation for America. <https://t4america.org/docs/SeniorsMobilityCrisis.pdf>.
- Deslauriers, J.-P. et M. Kérisit. 1997. « Le devis de la recherche qualitative. » In *La recherche qualitative: Enjeux épistémologique et méthodologiques*, sous la dir. de J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, et A. P. Pires, 85-111. Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.
- Després, Carole et Andrée Fortin. 2002. « Introduction. » In *La banlieue revisitée*, sous la dir. de Andrée Fortin, Carole Després, et Geneviève Vachon, 7-10. Québec, QC: Editions Nota bene.
- Després, Carole et Sébastien Lord. 2002. « Vieillir en banlieue. » In *La banlieue revisitée*, sous la dir. de Andrée Fortin, Carole Després, et Geneviève Vachon, 233-298. Québec, QC: Editions Nota bene.
- Devisme, Laurent et Sandra Breux. 2018. « La présence - absence des études urbaines en France. » *Environnement urbain / Urban Environment* 13: 1-18.
- Dewey, John. 2005. *L'art comme expérience*. Pau: Farrago.
- Divay, Gérard. 2019. « Les proximités du milieu de vie. » In *Le management municipal, Tome 1. Un gouvernement de proximité ?*, sous la dir. de Gérard Divay, Serge Belley, Linda Caron, Étienne Charbonneau, et Marie-Claude Prémont, 11-42. Administration publique et gouvernance 6-7. Québec: Presses de l'Université du Québec. <https://www.puq.ca/catalogue/livres/management-municipal-tome-1-3586.html>.
- Dostie-Goulet, Eugénie. 2009. « Le développement de l'intérêt pour la politique chez les adolescents. » Thèse, [Montréal]: Université de Montréal.
- Dostie-Goulet, Eugénie, André Blais, Patrick Fournier et Elizabeth Gidengil. 2013. « L'abstention sélective, ou pourquoi certains jeunes qui votent au fédéral boude les élections municipales. » *Canadian Journal of Political Science* 45 (4): 909-927. 87449269. ahl. doi:10.1017/S0008423912001084.
- Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper Collins.
- Duany, Andrés, Elizabeth Plater-Zyberk et Jeff Speck. 2000. *Suburban Nation: The Rise of Sprawl and the Decline of the American Dream*, 1st pbk. ed. New York, NY: North Point Press.
- Duchesne, Sophie et Florence Haegel. 2008. *L'enquête et ses méthodes. L'entretien collectif*. S.l.: ARMAND COLIN.
- Dufour, Pascale. 2005. « Les nouvelles frontières de la citoyenneté. » *Éthique publique* 7 (1). doi:10.4000/ethiquepublique.1980. <https://journals.openedition.org/ethiquepublique/1980#quotation>.
- Duton, Frédéric, Lionel Michaux, Mathilde Panet-Tourne et Catherine Rollinat. 2004. « Les personnes âgées dans les bibliothèques publiques municipales. » Mémoire de recherche DCB13. s.l.: École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques. <https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/916-les-personnes-agees-dans-les-bibliotheques-publiques-municipales.pdf>.
- Eidelman, Gabriel et Zack Taylor. 2010. « Canadian urban politics: Another “black hole” ? » *Journal of Urban Affairs* 32 (3): 305-320. doi:10.1111/j.1467-9906.2010.00507.x.

- Elder, Glen H. 1998. « The life course and human development. » In *Handbook of child psychology*, sous la dir. de Richard M. Lerner. NY: Wiley and Sons.
- . 2009. « Perspectives on the life course. » In *The life course reader. Individuals and societies across time*, sous la dir. de Walter R. Heinz, Johannes Huinink, et Ansgar Weymann, 91-110. New York: Campus Reader.
- Elder, Glen H., M.K. Johnson et R. Crosnoe. 2003. « The emergence and development of life course theory. » In *Handbook of the Life Course. Handbooks of Sociology and Social Research*, sous la dir. de J.T. Mortimer et M.J. Shanahan, 3-19. Boston, MA: Springer.
- Élections Canada. 2018. « Estimation du taux de participation par groupe d'âge et par sexe à l'élection générale de 2015. » <http://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/part/estim/42ge&document=p11> <#e.
- Élections Québec. 2023. « Partis politiques - Municipal. » <https://www.electionsquebec.qc.ca/partis-et-autres-entites-politiques/partis-politiques/#municipal>.
- Ellaway, Anne et Sally Macintyre. 2007. « Is social participation associated with cardiovascular disease risk factors ? » *Social Science & Medicine* 64 (7): 1384-1391. doi:10.1016/j.socscimed.2006.11.022.
- Ennuyer, Bernard. 2012. « Gérontologie sociale et gérontologie: actualité et pertinence de ces concepts à partir de la réflexion du philosophe Michel Philibert dans les années 1970-1980. » In *La gérontologie sociale: Héritages et réflexions contemporaines*, sous la dir. de Catherine Gucher, 99-114. Paris: L'Harmattan.
- Équipe de recherche MADA Québec. 2023a. « Les dimensions. » <https://madaquebec.com/les-dimensions/>.
- . 2023b. « Accueil. » <https://madaquebec.com/>.
- Exo Québec. 2021. « À propos. » <https://exo.quebec/fr>.
- Feldman, Roberta M. 1990. « Settlement-Identity: Psychological Bonds with Home Places in a Mobile Society. » *Environment and Behavior* 22 (2): 183-229. doi:10.1177/0013916590222002.
- Finifter, Ada W. 1970. « Dimensions of Political Alienation. » *American Political Science Review* 64 (2): 389-410. doi:10.2307/1953840.
- Fortin, Andrée. 2002. « La banlieue en trois temps. » In *La banlieue revisitée*, sous la dir. de Andrée Fortin, Carole Després, et Geneviève Vachon, 49-72. Québec, QC: Editions Nota bene.
- Fortin, Andrée, Olivier Cournoyer Boutin et Mahée Gilbert-Ouimet. 2011. « L'étalement (péri)urbain et ses paradoxes ou la croissance et la décroissance de secteurs périurbains de Québec. » In *La banlieue s'étale*, sous la dir. de Andrée Fortin, Carole Després, et Geneviève Vachon. Québec, QC: Editions Nota bene.
- Fortin, Andrée et Carole Després. 2010. « Vieillir en milieu urbain au Québec : le choix résidentiel des aînés. » In *Élire domicile : La construction sociale des choix résidentiels*, sous la dir. de Jean-Pierre Lévy, Jean-Yves Authier, et Catherine Bonvalet, 271-292. s.l.: Presses universitaires de Lyon. doi:10.4000/books.pul.4977.
- Fox, Jackie et Sarah Quinn. 2012. « The Meaning of Social Activism to Older Adults in Ireland. » *Journal of Occupational Science* 19 (4): 358-370. 80140128. doi:10.1080/14427591.2012.701179.
- Gainsborough, Juliet F. 2001. *Fenced Off: the Suburbanization of American Politics*. Washington, DC: Georgetown Univ. Press.

- . 2005. « Voters in Context: Cities, Suburbs, and Presidential Vote. » *American Politics Research* 33 (3): 435-461. doi:10.1177/1532673X04266637.
- Gariépy, Michel et Mario Gauthier. 2009. « Le débat public en urbanisme à Montréal. » *Canadian Journal of Urban Research/Revue canadienne de recherche urbaine* 18 (1): 48-73.
- Garon, Suzanne. 2014. « Les municipalités amies des aînés: une intervention sociétale à visée intergénérationnelle. » s.l.: Mémoire déposé au Gouvernement du Québec dans le cadre du forum sur l'intimidation.
- Garon, Suzanne, Anne Veil, Mario Paris et Samuèle Rémillard-Boilard. 2016. « How can a research program enhance a policy? AFC-Quebec governance and evaluation opportunities. » In *Age-Friendly Cities and Communities in international comparison*, sous la dir. de Thibault Moulart et Suzanne Garon, p.99-120. New-York, NY: Springer.
- Geoffrion, Paul. 2009. « Le groupe de discussion. » In *Recherche sociale: De la problématique à la collecte des données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, 5e éd., 391-414. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Germain, Annick. 2012. « La sociologie urbaine francophone au Québec: discrète mais contagieuse ? » *SociologieS*. doi:10.4000/sociologies.4174. <http://journals.openedition.org/sociologies/4174>.
- Geys, Benny. 2006. « Explaining voter turnout: A review of aggregate-level research. » *Electoral Studies* 25 (4): 637-663. doi:10.1016/j.electstud.2005.09.002.
- Gherghel, Ana et Marie-Christine Saint-Jacques. 2013. *La théorie du parcours de vie (life course) : une approche interdisciplinaire dans l'étude des familles*. s.l.: [Québec]: Presses de l'Université Laval, [2013]. <http://ezproxy.usherbrooke.ca/login?url=https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=cat04883a&AN=sheer.i9782763718392> (=fr&site=eds-live.
- Ghorra-Gobin, Cynthia. 1997. « La ville américaine. De l'idéal pastoral à l'artificialisation de l'espace naturel. » *Les Annales de la recherche urbaine* 74 (1): 69-74. doi:10.3406/aru.1997.3121.
- Glaser, Barney G et Anselm L. Strauss. 1967. *The discovery of grounded theory*. Chicago: Adline.
- Goerres, Achim. 2007a. « Can We Reform the Welfare State in Times of "Grey" Majorities? The Myth of an Electoral Opposition between Younger and Older Voters in Germany., » Max Planck Institute for the Study of Societies. Cologne: MPIfG Working Paper 07/5.
- . 2007b. « Why are Older People More Likely to Vote? The Impact of Ageing on Electoral Turnout in Europe. » *British Journal of Politics & International Relations* 9 (1): 90-121. 23591863. sih. doi:10.1111/j.1467-856X.2006.00243.x.
- . 2008. « The grey vote: Determinants of older voters' party choice in Britain and West Germany. » *Electoral Studies* 27: 285-304. S0261379407001217. edselp. doi:10.1016/j.electstud.2007.12.007.
- . 2011. « Qu'est-ce qui pousse les personnes âgées à manifester ? » In *La politique au fil de l'âge*, sous la dir. de Anne Muxel, 197-212. Paris: Les Presses de Sciences Po.
- Golant, Stephen M. 1989. « The Residential Moves, Housing Locations, and Travel Behavior of Older People: Inquiries by Geographers. » *Urban Geography* 10 (1): 100-108. doi:10.2747/0272-3638.10.1.100.
- . 2014. « Age-Friendly Communities: Are we expecting too much ? » *IRPP Insight* (5).
- Gottdienier, Mark. 1994. « Urban Ecology, Economics, and Geography: Spatial Analysis in Transition. » In *The Social Profuction of Urban Space*, sous la dir. de Mark Gottdienier, 25-69. Austin: University of Texas Press.

- Gouard, David. 2019. « Le vote des banlieues. Réflexions sur soixante ans de recherche. » *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 3 (30): 81-100.
- Gucher, Catherine et Denis Laforgue. 2009. « L'accès aux sphères sociale et politique des retraités : quelles formes de participation et de représentation ? » *Retraite et société* 59 (3): 117-136. Cairn.info.
- Guérin-Pace, France. 2006. « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires. » *Espace géographique* 35 (4): 298. doi:10.3917/eg.354.0298.
- Guillemard, Anne-Marie. 1972. *La retraite, une mort sociale. Sociologie des conduites en situation de retraite*. Paris: Mouton.
- . 1984. « Jalons pour une sociologie des politiques sociales : Le cas de la politique française de la vieillesse. » *Sociologie et sociétés* 16 (2): 119-128.
- . 2002. « De la retraite mort sociale à la retraite solidaire: La retraite une mort sociale (1972) revisitée trente ans après. » *Gérontologie et société* 25 (102): 53-66. doi:10.3917/g.s.102.0053.
- . 2013. « Le vieillissement actif: enjeux, obstacles, limites. Une perspective internationale. » *Retraite et société* 65 (2): 17-38. Cairn.info.
- Hajnal, Zoltan L. et Paul G. Lewis. 2003. « Municipal Institutions and Voter Turnout in Local Elections. » *Urban Affairs Review* 38 (5): 645-668.
- Hamel, Pierre et Roger Keil, dir. 2015. *Suburban governance: a global view*. Global suburbanisms. Toronto: University of Toronto Press.
- Hansen, Sune Welling. 2013. « Polity Size and Local Political Trust: A Quasi-Experiment Using Municipal Mergers in Denmark: Polity Size and Local Political Trust: A Quasi-Experiment Using Municipal Mergers in Denmark. » *Scandinavian Political Studies* 36 (1): 43-66. doi:10.1111/j.1467-9477.2012.00296.x.
- Harris, Richard et Robert D. Lewis. 2001. « The Geography of North American Cities and Suburbs, 1900-1950: A New Synthesis. » *Journal of Urban History* 27 (3): 262-292. doi:10.1177/009614420102700302.
- Harvey, David. 2009. *Social Justice and the City*, revised edn. Athens (GA): University of Georgia Press.
- Harwood, R. H., P. Pound et S. Ebrahim. 2000. « Determinants of social engagement in older men. » *Psychology, Health & Medicine* 5 (1): 75. 2969088. a9h.
- Healey, Patsy. 1992. « Planning through Debate: The Communicative Turn in Planning Theory. » *Town Planning Review* 63 (2): 143. doi:10.3828/tp.63.2.422x602303814821.
- Hill + Knowlton Strategies. 2015. « Les chefs tentent de se détacher du peloton. » <http://hkstrategies.ca/canada/fr-ca/les-chefs-tentent-de-se-detacher-du-peloton/>.
- Hoffman-Martinot, Vincent. 1992. « La participation aux élections municipales dans les villes françaises. » *Revue française de Science politique* 42: 3-35.
- Holian, Matthew J. 2011. « Homeownership, Dissatisfaction and Voting. » *Journal of Housing Economics* 20 (4): 267-275. doi:10.1016/j.jhe.2011.08.001.
- Holstein, Martha B. et Meredith Minkler. 2007. « Two critical gerontology: reflections for the 21st century. » In *Critical perspectives on ageing societies*, sous la dir. de Miriam Bernard et Thomas Scharf, p.13-23. Bristol: Policy Press at the University of Bristol.
- Hopkins, Daniel J. et Thad Williamson. 2012. « Inactive by Design ? Neighborhood Design and Political Participation. » *Political Behavior* 34 (1): 79-101.
- van Houwelingen, Pepijn. 2017. « Political participation and municipal population size: A meta-study. » *Local Government Studies* 43 (3): 408-428. doi:10.1080/03003930.2017.1300147.

- Huckfeldt, R. Robert. 1986. *Politics in context: assimilation and conflict in urban neighborhoods*. New York: Agathon Press.
- Hudson, Robert B. et Judith G. Gonyea. 2012. « Baby Boomers and the Shifting Political Construction of Old Age. » *Gerontologist* 52 (2): 272-282.
- Hummel, Cornella. 1998. « Les représentations sociales de la vieillesse. » *Cahiers Psychiatriques* (25): 25-35.
- INSPQ - Institut national de santé publique du Québec. 2017. « La santé cognitive, une nouvelle cible pour vieillir en santé. » Québec: Publications officielles du Québec. https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/2323_sante_cognitive_vieillir_san te.pdf.
- International de montgolfières Saint-Jean-sur-Richelieu. 2020. « À propos. » <https://www.montgolfieres.com/>.
- Islam, Faisal. 2007. « The Great Generational Robbery. » *New Statesman*. <https://www.newstatesman.com/life-and-society/2007/03/generation-pensions-housing>.
- ISQ, Institut de la statistique du Québec. 2009. « Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056. » Québec: Éditeur officiel du Québec. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/perspectives/perspectives-2006-2056.pdf>.
- . 2015a. « Bilan démographique du Québec. » Québec: Éditeur officiel du Québec. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bilan2015.pdf>.
- . 2015b. « Données sociodémographiques en bref. » Québec: Editeur officiel du Québec. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/bulletins/sociodemo-vol19-no3.pdf>.
- Jennings, M. Kent. 1979. « Another Look at the Life Cycle and Political Participation. » *American Journal of Political Science* 23 (4): 755-771. doi:10.2307/2110805.
- Jodelet, Denise. 1989. *Folies et représentations sociales*, 1re éd. Sociologie d'aujourd'hui. Paris: Presses universitaires de France.
- Jodoin, Yvon, Paul Villeneuve et Marius Thériault. 2007. « Le vote à Québec a-t-il une dimension géographique ? Une analyse spatiale des comportements électoraux récents dans la Capitale. » Université Laval: Centre de recherche en aménagement de développement. <http://www.crad.ulaval.ca/annonces.asp#modElectoral>.
- Joy, Meghan. 2018. « Problematizing the Age Friendly Cities and Communities Program in Toronto. » *Journal of Aging Studies* 47: 49-56.
- . 2021. « Neoliberal rationality and the age friendly cities and communities program: Reflections on the Toronto case. » *Cities* 108 (102982). doi:10.1016/j.cities.2020.102982.
- Joy, Meghan, Patrik Marier et Anne-Marie Séguin. 2018. « La démarche villes amies des aînés: un remède universel pour vieillir chez soi ? » In *Les vieillissements sous la loupe: Entre nythes et réalités*, sous la dir. de Véronique Billette, Patrik Marier, et Anne-Marie Séguin, 75-84. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Katz, Stephen. 2008. « Thinking of age: Personal reflections on critical gerontology. » *Journal of Aging Studies* 22 (2): 140-146. doi:10.1016/j.jaging.2007.12.012.
- Kaufmann, Jean-Claude. 2004. *L'entretien compréhensif*, 4e édition. Sciences sociales. Paris: Armand Colin.
- Kaufmann, Vincent. 2002. *Re-thinking mobility: contemporary sociology*. Transport and society. Aldershot, Hampshire, England ; Burlington, VT: Ashgate.
- . 2008. *Les paradoxes de la mobilité: bouger, s'enraciner*. Le savoir suisse 46. Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.

- Kaufmann, Vincent, Manfred Max Bergman et Dominique Joye. 2004. « Motility: Mobility as Capital. » *International Journal of Urban and Regional Research* 28 (4): 745-756. doi:10.1111/j.0309-1317.2004.00549.x.
- Kimberlee, Richard H. 2002. « Why Don't British Young People Vote at General Elections ? » *Journal of Youth Studies* 5 (1): 85-98. 6185485. sih. doi:10.1080/13676260120111788.
- Klinenberg, E. 2002. *Heatwave: A social autopsy of disaster in Chicago*. Chicago: University of Chicago Press.
- Labbé, Jérôme. 2018. « Rien ne va plus au conseil municipal de Saint-Jean-sur-Richelieu. » *Radio-Canada*, 7 mai, sect. Politique municipale. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1099683/hotel-ville-sjsr-opposition-majorite-comite-executif-alain-laplante>.
- . 2019. « Le maire de Saint-Jean-sur-Richelieu blâmé pour des manquements éthiques. » *Radio-Canada*, 14 mai, sect. Politique municipale. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1169734/alain-laplante-cmq-enquete-deontologie>.
- Lang, Steven et Julia Rothenberg. 2017. « Neoliberal Urbanism, Public Space, and the Greening of the Growth Machine: New York City's High Line Park. » *Environment and Planning A: Economy and Space* 49 (8): 1743-1761. doi:10.1177/0308518X16677969.
- Lappie, John et Melissa J. Marschall. 2018. « Place and Participation in Local Elections. » *Political Geography* 64: 33-42. doi:10.1016/j.polgeo.2018.02.003.
- Larivière, Nadine. 2008. « Analyse Du Concept de La Participation Sociale : Définitions, Cas d'illustration, Dimensions de l'activité et Indicateurs. » *Canadian Journal of Occupational Therapy* 75 (2): 114-127. doi:10.1177/000841740807500207.
- Le Bossé, Yann, Francine Dufour et Line Vandette. 2004. « L'évaluation de l'empowerment des personnes: Développement d'une mesure d'indices psychologiques du pouvoir d'agir (MIPPA). » *Revue canadienne de santé mentale communautaire* 23 (1): 91-114.
- Le Digol, Christophe. 2006. « La "proximité" comme explication au vote. Les élections municipales de mars 2001 en France. » In *La proximité. Construction politique et expérience sociale*, sous la dir. de Alain Bourdin, Annick Germain, et Marie-Pierre Lefevre, 19-33. Paris: L'Harmattan.
- Lefebvre, Henri. 1968. *Le droit à la ville*. Paris: Éditions Anthropos.
- . 1970. *La révolution urbaine*. Paris: Gallimard.
- . 2000. *La production de l'espace*. Paris: Anthropos.
- Lévy, Jacques. 2003. « Vote et gradient d'urbanité. » *Revue interdisciplinaire de sciences sociales EspacesTemps.net* : 1-2.
- Levy-Storms, Lene, Lin Chen et Anastasia Loukaitou-Sideris. 2018. « Older Adults' Needs and Preferences for Open Space and Physical Activity in and Near Parks: A Systematic Review. » *Journal of Aging and Physical Activity* 26 (4): 682-696. doi:10.1123/japa.2016-0354.
- Lewis, Robert D. 1999. « Running Rings around the City: North American Industrial Suburbs, 1850-1950. » In *Changing Suburbs: Foundation, Form and Function*, sous la dir. de Richard Harris et Peter Larkham, 1st edition, 146-165. London: Routledge.
- . 2000. *Manufacturing Montreal: The Making of an Industrial Landscape, 1850 to 1930*. Creating the North American Landscape. Baltimore, Md.: Johns Hopkins Univ. Press.
- . 2001. « A City Transformed: Manufacturing Districts and Suburban Growth in Montreal, 1850-1929. » *Journal of Historical Geography* 27 (1): 20-35. doi:10.1006/jhge.2000.0267.
- Ley, David. 1996. *The new middle class and the remaking of the central city*. Oxford geographical and environmental studies. Oxford ; New York: Oxford University Press.

- Lord, Sébastien. 2010. « Vieillir en banlieue pavillonnaire au Québec : entre choix et contraintes. » In *Élire domicile : La construction sociale des choix résidentiels*, sous la dir. de Jean-Pierre Lévy, Jean-Yves Authier, et Catherine Bonvalet, 249-270. Lyon : Presses universitaires de Lyon. doi:10.4000/books.pul.4977.
- Lord, Sébastien, Florent Joerin et Marius Thériault. 2009. « La mobilité quotidienne de banlieusards vieillissants et âgés: Déplacements, aspirations et significations de la mobilité. » *Canadian Geographer* 53 (3): 357-375. 43903353. a9h. doi:10.1111/j.1541-0064.2009.00269.x.
- Lowndes, Vivien, Lawrence Pratchett et Gerry Stoker. 2006. « Local Political Participation : The Impact of Rules-in-Use. » *Public Administration* 84 (3): 539-561. doi:10.1111/j.1467-9299.2006.00601.x.
- Luck, Simon. 2008. « Entre contestation et participation : L'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire. » *Revue française de science politique* 58 (2): 231-256.
- Lum, Terry Y. et Elizabeth Lightfoot. 2005. « The Effects of Volunteering on the Physical and Mental Health of Older People. » *Research on Aging* 27 (1): 31-55. doi:10.1177/0164027504271349.
- Lupien, Sonia. 2020. « Pourquoi on ne trouve plus ses mots en vieillissant. » <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/penelope/segments/chronique/194529/manque-de-mot-vieillissement-alzheimer-sonia-lupien>.
- MAMH - Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. 2018. « L'organisation municipale au Québec en 2018. » s.l.: Éditeur officiel du Québec. https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/organisation_municipale/organisation_territoriale/organisation_municipale_2018.pdf.
- MAMH - Ministère des Affaires municipales et Habitation. 2005. « Élections municipales 2005 - Résultats des élections pour les postes de maire et de conseiller. » <https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/democratie-municipale/statistiques-et-archives-des-resultats-des-elections-municipales/elections-municipales-2005/resultats-des-elections-pour-les-postes-de-maire-et-de-conseiller/>.
- . 2009. « Élections municipales 2009 - Résultats des élections pour les postes de maire et de conseiller. » <https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/democratie-municipale/statistiques-et-archives-des-resultats-des-elections-municipales/elections-municipales-2009/resultats-des-elections-pour-les-postes-de-maire-et-de-conseiller/>.
- . 2013. « Élections municipales 2013 - Résultats des élections pour les postes de maire et de conseiller. » <https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/democratie-municipale/statistiques-et-archives-des-resultats-des-elections-municipales/elections-municipales-2013/resultats-des-elections-pour-les-postes-de-maire-et-de-conseiller/>.
- . 2017. « Élections municipales 2017 - Résultats des élections pour les postes de maire et de conseiller. » <https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/democratie-municipale/statistiques-et-archives-des-resultats-des-elections-municipales/elections-municipales-2017/resultats-des-elections-pour-les-postes-de-maire-et-de-conseiller/>.
- . 2019. « La municipalité régionale de comté: compétences et responsabilités. » Québec: Gouvernement du Québec. https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/documentation/competences_mrc.pdf.
- . 2022. « Données relatives à l'élection générale municipale 2021. Compilation et traitement statistique. » Québec: Gouvernement du Québec.

- https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/elections/POR_StatistiqueElectionsMun2021.pdf.
- MAMROT. 2013. « Portrait statistique préliminaire des élections municipales 2013: Candidats et élus. » Québec: Gouvernement du Québec. https://www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/elections/statistiques_elections_2013_candidat_elus.pdf.
- Marchand, Isabelle. 2016. « Récit du vieillir “actif” et de la citoyenneté au quotidien : l’expérience des femmes âgées au Québec. » *École de travail social*. Thèse, Montréal: Université de Montréal. <http://hdl.handle.net/1866/16013>.
- . 2018. « Stories of contemporary aging: An analysis of “lived” citizenship in later life. » *Journal of Gerontological Social Work* 61 (5): 472-491. doi:10.1080/01634372.2017.1420001.
- Marier, Patrik et Anne-Marie Séguin. 2017. « Vieillir et Vivre Ensemble. » Mémoire. Dans le cadre de la consultation sur les travaux d’élaboration du Plan d’action Vieillir et Vivre Ensemble 2018-2023. Montréal: CREGÉS, VIES.
- Marois, Guillaume et Alain Bélanger. 2013. « De la banlieue à la ville centre: déterminations de la mobilité résidentielle des banlieusards de Montréal. » *Canadian Journal of Urban Research/Revue canadienne de recherche urbaine* 22 (2): 45-68.
- . 2015. « Vieillissement de la population dans la région métropolitaine de Montréal : perspectives démographiques locales. » *Cahiers québécois de démographie* 44 (1): 129-149. doi:10.7202/1032151ar.
- Marschall, Melissa J. 2004. « Citizen Participation and the Neighborhood Context: A New Look at the Coproduction of Local Public Goods. » *Political Research Quarterly* 57 (2): 231. doi:10.2307/3219867.
- Martel, Laurent. 2002. « L’avènement du pouvoir gris. » In *Le passage de l’article scientifique au texte vulgarisé: Analyse de la structure, du contenu et de la rhétorique des textes*, sous la dir. de Isabelle Saint-Germain. Mémoire de maîtrise: Université de Sherbrooke. <https://savoirs.usherbrooke.ca/handle/11143/2361>.
- Martinson, Marty et Jodi Halpern. 2011. « Ethical implications of the promotion of elder volunteerism: A critical perspective. » *Journal of Aging Studies* 25 (4): 427-435. doi:10.1016/j.jaging.2011.04.003.
- Martinson, Marty et Meredith Minkler. 2006. « Civic Engagement and Older Adults: A Critical Perspective. » *The Gerontologist* 46 (3): 318-324. doi:10.1093/geront/46.3.318.
- Mayer, Nonna. 2007. « Qui vote pour qui et pourquoi ? Les modèles explicatifs du choix électoral. » *Pouvoirs* 120 (1): 17-27. Cairn.info. doi:10.3917/pouv.120.0017.
- McCarthy, Justin. 2019. « In U.S., Library Visits Outpaced Trips to Movies in 2019. » *Gallup*. <https://news.gallup.com/poll/284009/library-visits-outpaced-trips-movies-2019.aspx>.
- McGregor, Michael. 2018. « Canadian Municipal Election Study / Études sur les élections municipales canadiennes. » <https://www.cmes-eemc.ca/propos>.
- McGregor, Michael et Zachary Spicer. 2016. « The canadian homevoter: Property values and municipal politics in Canada. » *Journal of Urban Affairs* 38 (1): 1-17.
- Messier, François. 2013. « Une récompense de 25 000\$ en échange d’un coup de pouce. » *Radio-Canada*, 29 janvier, sect. Société. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/597846/lalonde-commission-mardi-mtq>.
- Mévellec, Anne. 2011. « Les élections municipales de 2009 dans les villes moyennes du Québec : entre changement et reconduction. » In *Les élections municipales au Québec: enjeux et*

- perspectives.*, sous la dir. de Sandra Breux et Laurence Bherer, 289-310. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- . 2018. « Accountability and Local Politics: Contextual Barriers and Cognitive Variety. » In *Accountability and Responsibeness at the municipal level: views from Canada*, sous la dir. de Sandra Breux et Jérôme Couture, 153-174. Montreal: McGill-Queen's University Press.
- Mévellec, Anne et Manon Tremblay. 2013. « Les partis politiques municipaux: La «Westminsterisation» des villes du Québec ? » *Recherches Sociographiques* 54 (2): 325-347.
- Mévellec, Anne, Veika Donatien et Guy Chiasson. 2020. « Municipal/Local Politics: The False Pretences of the Municipal Level in Canada. » In *The Palgrave Handbook of Gender, Sexuality, and Canadian Politics*, sous la dir. de Manon Tremblay et Joanna Everitt, 249-271. London ; New York: Palgrave Macmillan.
- Ministère de la Famille. 2015. « Municipalité amie des aînés. » Québec: Éditeur officiel du Québec. <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/aines/mada/pages/index.aspx>.
- Minkler, Meredith et Pamela Fadem. 2002. « “Successful Aging:” A Disability Perspective. » *Journal of Disability Policy Studies* 12 (4): 229. 6532200.
- de Montigny Gauthier, P. et F. de Montigny. 2014. « Théorie du parcours de vie. » Cahier de recherche n°6. Gatineau, QC: CERIF/UQO.
- Moody, Harry R. 2008. « The maturing of critical gerontology. » *Journal of Aging Studies* 22 (2): 205-209. doi:10.1016/j.jaging.2007.12.002.
- Moulaert, Thibault. 2012. « Pourquoi les francophones préfèrent-ils la sociologie du vieillissement à la gérontologie critique ? » *Gérontologie et société* 35 / 142 (3): 81-99. doi:10.3917/g.s.142.0081.
- Moulaert, Thibault et Simon Biggs. 2013. « International and European policy on work and retirement: Reinventing critical perspectives on active ageing and mature subjectivity. » *Human Relations* 66 (1): 23-43. doi:10.1177/0018726711435180.
- Moulaert, Thibault et Jean-Philippe Viriot Durandal. 2012. « Le “vieillessement actif” sur la science internationale: perspectives méthodologiques pour l'étude d'une référentiel polymorphe. » *Les politiques sociales* (1 & 2): 10-21.
- MRC de Deux-Montagnes. 2020. « Le territoire de Saint-Eustache. » <https://www.mrc2m.qc.ca/fr/mrc/saint-eustache/>.
- MSSS - Ministère de la Santé et des Services sociaux. 2021. « Reconnaître et soutenir dans le respect des volontés et des capacités d'engagement. Politique nationale pour les personnes proches aidantes. » Québec : Publication officielle du Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2021/21-835-01W.pdf>.
- MSSS, Ministère de la Santé et des Services sociaux. 2014. « Guide d'accompagnement pour la réalisation de la démarche Municipalité amie des aînés. » Québec: Gouvernement du Québec. <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2013/13-830-25F.pdf>.
- Muxel, Anne. 2011. *La politique au fil de l'âge*. Académique. Paris: Presses de Sciences Po.
- Nakhaie, M. Reza. 2006. « Electoral Participation in Municipal, Provincial and Federal Elections in Canada. » *Canadian Journal of Political Science* 39 (2): 363-390. 21617183.
- Nay, Olivier. 2014. *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, 3e édition. Paris: Dalloz.
- Negron-Poblete, Paula. 2011. « Mobilité quotidienne et accessibilité des personnes âgées en proche banlieu de Montréal. » *Urbanité*: 12-13.

- Negron-Poblete, Paula et Anne-Marie Séguin, dir. 2012. *Vieillesse et enjeux d'aménagement: regards à différentes échelles*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- . 2018. « L'usage généralisé de l'automobile chez les personnes âgées: choix ou contrainte. » In *Les vieillissements sous la loupe: entre mythes et réalités*, sous la dir. de Véronique Billette, Patrik Marier, et Anne-Marie Séguin, 85-93. Québec, Québec: Presses de l'Université Laval.
- Nez, Héloïse. 2011. « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris. » *Sociologie* 2 (4): 387. doi:10.3917/socio.024.0387.
- Nie, Norman H., Sidney Verba et Jae-on Kim. 1974. « Political Participation and the Life Cycle. » *Comparative Politics* 6 (3): 319-340. doi:10.2307/421518.
- Nygaard, Mikael et Gunborg Jakobsson. 2013. « Political participation of older adults in Scandinavia - the civic voluntarism model revisited ? A multi-level analysis of three types of political participation. » *International Journal of Ageing & Later Life* 8 (1): 65-96. 91596498.
- Oliver, J. Eric. 2001. *Democracy in suburbia*. Princeton, N.J: Princeton University Press.
- Oliver, J. Eric et Shang E. Ha. 2007. « Vote Choice in Suburban Elections. » *American Political Science Review* 101 (3): 393-408. doi:10.1017/S0003055407070323.
- Oliver, J. Eric, Shang E. Ha et Zachary Callen. 2012. *Local Elections and the Politics of Small-Scale Democracy*. Princeton, N.J: Princeton University Press.
- OMS. 2002. « Vieillir en restant actif: Cadre d'orientation. » Genève: OMS.
- . 2007. « Guide mondial des villes-amies des aînés. » Québec : Éditeur officiel de l'OMS.
- OpenStreetMap. 2022. « Résultats de la recherche. » <https://www.openstreetmap.org/search?query=Montr%C3%A9al#map=9/45.4466/-73.6551>.
- Orfield, Myron. 2002. *American Metropolitics*. Washington, DC : Brookings Institution Press.
- Ormrod, Robert P. 2011. « Limitations and implications of product-oriented, sales-oriented and market-oriented political parties: evidence for public affairs. » *Journal of Public Affairs* 11 (4): 395-405. doi:10.1002/pa.428.
- Oswald, Frank, Daniela Jopp, Christoph Rott et Hans-Werner Wahl. 2011. « Is Aging in Place a Resource for or Risk to Life Satisfaction ? » *The Gerontologist* 51 (2): 238-250. doi:10.1093/geront/gnq096.
- Oswald, Frank et Hans-Werner Wahl. 2005. « Dimensions of the Meaning of Home in Later Life. » In *Home and Identity in Late Life. International Perspectives*, sous la dir. de Graham D. Rowles et Habib Chaudhury, 21-45. New York, NY: Springer Publishing Company.
- Palen, J. John. 1995. *The Suburbs*. New York: McGraw-Hill.
- Parc de l'île-Lebel. 2022. « Historique. » <https://parcilelebel.qc.ca/historique>.
- Paris, Mario. 2015. « La reconnaissance sociale de la vieillesse et des aînés : la participation sociale au sein de villes-amies des aînés au Québec. » Thèse de doctorat, Université de Sherbrooke.
- Patton, Micheal Quinn. 2002. *Qualitative research & evaluation methods*, 3rd éd. Thousand Oaks: Sage Publications.
- Payet, Jean-Paul et Denis Laforgue. 2008. « Qu'est-ce qu'un acteur faible ? Contribution à une sociologie morale et pragmatique de la reconnaissance. » In *La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance*, sous la dir. de Jean-Paul Payet, Frédérique Giugliani, et Denis Laforgue, 9-25. Le sens social. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Pecqueux, Anthony. 2012. « Pour une approche écologique des expériences urbaines. » *Tracés: Revue de Sciences humaines* 22: 27-41.

- Phillipson, Chris et Alan Walker. 1987. « The case for a critical gerontology. » In *Social gerontology: New directions*, sous la dir. de Silvania Di Gregorio, 1-15. London: Croom Helm.
- Poirier, Christian, Amélie Cousineau, Caroline Granger et Marco Mendoza. 2019. « Bibliothèques et vieillissement de la population. Synthèse des connaissances. » Rapport de recherche réalisé à la demande de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Montréal: INRS Centre Urbanisation Culture Société.
- Postle, Karen, Peter Wright et Peter Beresford. 2005. « Older people's participation in political activity—making their voices heard: A potential support role for welfare professionals in countering ageism and social exclusion. » *Practice* 17 (3): 173-189. doi:10.1080/09503150500285123.
- Pratt, Henry J. 1993. *Gray Agendas: Interest Groups and Public Pensions in Canada, Britain and the United States*. Ageing and Society. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Purcell, M. 2003. « "Citizenship and the Right to the Global City: Reimagining the Capitalist World Order." » *International Journal of Urban and Regional Research* 27 (3): 564-590.
- Putnam, Robert D., Robert Leonardi et Raffaella Y. Nonetti. 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. s.l.: Princeton University Press.
- Quéniart, Anne et Michèle Charpentier. 2012. « Older women and their representations of old age: a qualitative analysis. » *Ageing and Society* 32 (6): 983-1007. Cambridge Core. doi:10.1017/S0144686X1100078X.
- Quintelier, Ellen. 2007. « Differences in political participation between young and old people. » *Contemporary Politics* 13 (2): 165-180. 26705576. a9h. doi:10.1080/13569770701562658.
- Raymond, Émilie, Julie Castaguay, Mireille Fortier et Andrée Sévigny. 2018. « La participation sociale des aînés: engagez-vous, qu'ils disaient. » In *Les vieillissements sous la loupe: Entre mythes et réalités*, sous la dir. de Véronique Billette, Patrik Marier, et Anne-Marie Séguin, p.203-210. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Raymond, Émilie, Denise Gagné, Andrée Sévigny et André Tourigny. 2008a. « La participation sociale des aînés: enjeux, débats et état des connaissances. » Québec : IVPSA - Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval.
- . 2008b. « La participation sociale des aînés dans une perspective de vieillissement en santé: Réflexion critique appuyée sur une analyse documentaire. » Québec : Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale, Institut national de la santé publique du Québec, Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec et Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval.
- Raymond, Émilie, Andrée Sévigny, Mélanie Levasseur, Mariana Coimbra Ferreira de Almeida et Manuel Villaverde Cabral. 2015. « Participation sociale des aînés. Entre définitions, actions et pouvoirs. » In *Droits de vieillir et citoyenneté des aînés: pour une perspective internationale*, sous la dir. de Jean-Philippe Viriot Durandal, Émilie Raymond, Thibault Moulart, et Michèle Charpentier, 207-221. Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- Raymond, Émilie, Andrée Sévigny et André Tourigny. 2012. « Participation sociale des aînés. La parole aux aînés et aux intervenants. » Québec: IVPSA - Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval.
- Richards-Schuster, Katie et Barry Checkoway. 2009. « Youth participation in public policy at the local level: New lessons from Michigan municipalities. » *National Civic Review* 98 (4): 26-30.

- Rochman, Juliette et Diane-Gabrielle Tremblay. 2010. « Services et séniors: l'impact du programme mada sur le développement des services municipaux communautaires et privés au Québec. » *Gérontologie et société* 4 (135): 285-339.
- Roselli, Mariangela. 2011. « La bibliothèque, un monde de femmes: Déterminations et conséquences sur la segmentation des publics jeunes dans les bibliothèques. » *Réseaux* n° 168-169 (4): 133-164. doi:10.3917/res.168.0133.
- Rosenbloom, Sandra. 2003. « The mobility needs of older Americans: Implications for Transportation Reauthorizations. » Washington, DC: The Brooking Institutions, Transportation Reform Series.
- Salles, Mylène. 2009. « Prise en charge de la dépendance en milieu rural: la dépendance des personnes âgées, du constat à l'administration, de l'administration au vécu. » In . Hammamet: AIRFRIS.
- Sances, Michael W. 2018. « Ideology and Vote Choice in U.S. Mayoral Elections: Evidence from Facebook Surveys. » *Political Behavior* 40 (3): 737-762. doi:10.1007/s11109-017-9420-x.
- Sancton, Andrew. 2000. *La frénésie des fusions. Une attaque à la démocratie locale*. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Savini, Federico. 2014. « What Happens to the Urban Periphery ? The Political Tensions of Postindustrial Redevelopment in Milan. » *Urban Affairs Review* 50 (2): 180-205. doi:10.1177/1078087413495809.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2003. « L'entrevue semi-dirigée. » In *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, 293-315. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Schwanen, Tim, David Banister et Ann Bowling. 2012. « Independence and Mobility in Later Life. » *Geoforum* 43 (6): 1313-1322. doi:10.1016/j.geoforum.2012.04.001.
- Séguin, Anne-Marie, Philippe Apparicio et Paula Negron-Poblete. 2008. « Évolution de la distribution spatiale de la population âgée dans huit métropoles : une ségrégation qui s'amenuise. » Working paper n°2008-10. Montréal: INRS Centre Urbanisation Culture Société.
- Séguin, Anne-Marie, Véronique Billette et Patrik Marier. 2018. « Introduction. Les vieillissements sous la loupe: regards sur des expériences diversifiées. » In *Les vieillissements sous la loupe: Entre mythes et réalités*, sous la dir. de Véronique Billette, Patrik Marier, et Anne-Marie Séguin, 7-14. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Sénécal, Gilles et Nathalie Vachon. 2014. « La forme polycentrique de la région métropolitaine de Montréal : une réalité assumée, un projet inachevé. » Montréal: INRS Centre Urbanisation Culture Société.
- Simard, Julien. 2019. « La précarité résidentielle chez les locataires vieillissantes. Vieillir et se loger en contexte de gentrification. » Thèse de doctorat en études urbaines, Montréal : INRS – Centre Urbanisation Culture et Société.
- Simard, Julien et Ignace Olazabal. 2018. « Les personnes âgées, allergiques au changement social ? » In *Les vieillissements sous la loupe: Entre mythes et réalités*, sous la dir. de Véronique Billette, Patrik Marier, et Anne-Marie Séguin, 35-42. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Sinn, Hans-Werner et Silke Uebelmesser. 2003. « Pensions and the path to gerontocracy in Germany. » *European Journal of Political Economy* 19 (1): 153-158. doi:10.1016/S0176-2680(02)00134-9.

- Statistique Canada. 2007. « Un portrait des aînés au Canada. » N°89-513-XIF. Ottawa: Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-519-x/89-519-x2006001-fra.pdf?st=Xk8pxn9f>.
- . 2015. « Le bénévolat et les dons de bienfaisance au Canada. » N°89-652-X2015001. Ottawa: Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-652-x/89-652-x2015001-fra.pdf?st=latu7zxn>.
- . 2017a. « Saint-Jean-sur-Richelieu, V [Subdivision de recensement], Québec et Québec [Province] (tableau). Profil du recensement, Recensement de 2016. » <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2456083&Geo2=PR&Code2=24&SearchText=Saint-Jean-sur-Richelieu&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=2456083&TABID=1&type=0>.
- . 2017b. « Repentigny, V [Subdivision de recensement], Québec et L'Assomption, MRC [Division de recensement], Québec (tableau). Profil du recensement, Recensement de 2016. » <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2460013&Geo2=CD&Code2=2460&SearchText=repentigny&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=Income&TABID=1&type=0>.
- . 2017c. « Saint-Eustache, V [Subdivision de recensement], Québec et Québec [Province] (tableau). Profil du recensement, Recensement de 2016. » <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2472005&Geo2=PR&Code2=24&SearchText=Saint-Eustache&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=2472005&TABID=1&type=0>.
- . 2022. « Taux de participation électorale selon le groupe d'âge, la province et le statut d'immigrant, élections fédérales de 2011, 2015, 2019 et 2021. » <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220216/t001d-fra.htm>.
- Stockemer, Daniel. 2017. « What Affects Voter Turnout? A Review Article/Meta-Analysis of Aggregate Research. » *Government and Opposition* 52 (4): 698-722. doi:10.1017/gov.2016.30.
- Swanstrom, Todd. 2002. « Reviewed Work(s): Fenced off: The Suburbanization of American Politics by Juliet F.Gainsborough; Democracy in Suburbia by J. Eric Oliver. » *The University of Chicago Press, Southern Political Science Association* 64 (3): 932-935.
- TCAIM. 2017. « Portrait des besoins des citoyens aînés de l'île de Montréal. » Montréal: Table de concertation des aînés de l'île de Montréal.
- Thibault, André. 2002. « Le bénévolat en loisir, un capital à cultiver. » Montréal: Centre canadien de philanthropie. <https://bel.uqtr.ca/id/eprint/1788>.
- Thibault-Denis, Simon. 2015. « Masculinité et vieillissement : Le point de vue des hommes de 75 ans et plus. » Mémoire de maîtrise, Université de Montréal.
- Thomas, Hélène. 1993. « Personnes âgées et vote. Les significations plurielles de la participation électorale dans la vieillesse. » *Politix* 6 (22): 104-118.
- . 2007. « La promotion de la citoyenneté sociale et politique dans le grand âge à l'ère de la protection rapprochée. » *Gérontologie et société* 30 / 120 (1): 99-114. Cairn.info. doi:10.3917/gs.120.0099.

- Tornstam, Lars. 1997. « Gerotranscendence: The Contemplative Dimension of Aging. » *Journal of Aging Studies* 11 (2): 143-154. doi:10.1016/S0890-4065(97)90018-9.
- . 1999. « Transcendence in Later Life. » *Journal of the American Society on Aging* 23 (4): 10-14.
- Trincaz, Jacqueline. 2015. « Personne âgée: quelles représentations sociales ? Hier et aujourd'hui. » In *Activité physique et prévention des chutes chez les personnes âgées*, sous la dir. de Inserm, Expertise collective, 467-477. Expertise collective. Paris: Les éditions Inserm.
- Troustine, Jessica. 2009. « All Politics Is Local: The Reemergence of the Study of City Politics. » *American Political Science Association* 7 (3): 611-618.
- Ulysse, Pierre-Joseph et Frédéric Lesemann. 1997. « On ne vieillit plus aujourd'hui de la même façon. » *Lien social et Politiques* (38): 31-49.
- Vallette, Salomé. 2016. « La mobilisation des acteurs au sein du programme Municipalités amies des aînés. » Travail dirigé de maîtrise, Université de Sherbrooke.
- Vallette, Salomé et Sandra Breux. s.d. « Maire·sse. » In *Dictionnaire politique de la scène municipale québécoises*, sous la dir. de Sandra Breux et Anne Mévellec, 189-192. Québec, QC: Presses de l'Université Laval.
- Van Groenou, Marjolein Broese et Dorly J. H. Deeg. 2010. « Formal and informal social participation of the 'young-old' in The Netherlands in 1992 and 2002. » *Ageing and Society* 30 (3): 445-465. Cambridge Core. doi:10.1017/S0144686X09990638.
- Ville de Repentigny. 2012. « Politique de la famille et des aînés. Plan d'action 2009-2012. »
- . 2015. « Participer au "vivre ensemble". Politique de la famille & des aînés. 2e génération. » https://repentigny.ca/sites/default/files/2021-04/ville_repentigny_politique-famille-aines_2015-11.pdf.
- . 2017. « Élections municipales 2017. Districts électoraux. » <https://repentigny.ca/la-ville/vie-democratique/elections-municipales/districts-electoraux>.
- . 2020. « Prix et distinctions. » <https://repentigny.ca/la-ville/a-propos/prix-distinctions>.
- . 2022b. « Un bilan positif des actions menées en faveur des Repentignaises et des Repentignois. » <https://repentigny.ca/actualites-publications/un-bilan-positif-des-actions-menees-en-faveur-des-repentignaises-et-des>.
- . 2022b. « Parcs et espaces verts. » <https://repentigny.ca/culture-loisirs/sports/parcs-espaces-verts>.
- Ville de Saint-Eustache. 2019a. « Politique de développement de la communauté estachoise. » https://www.saint-eustache.ca/sites/default/files/documents/politique_de_developpement_de_la_communaute_2019_pol_1014.pdf.
- . 2019b. « Plan d'action 2019-2023. Politique de développement de la communauté eustachoise. » https://www.saint-eustache.ca/sites/default/files/documents/politique_de_developpement_de_la_communaute_plan_action_20192023.pdf.
- . 2020a. « IDÉ Saint-Eustache. » <https://www.saint-eustache.ca/affaires/ide-saint-eustache>.
- . 2020b. « Attractions et patrimoine. » <https://www.saint-eustache.ca/touristes/attractions-et-patrimoine>.
- . 2020c. « Présentation du maire. » <https://www.saint-eustache.ca/mairie-cabinet-du-maire/presentation-du-maire>.
- . 2021. « Moulin Légéré. » <https://www.saint-eustache.ca/touristes-attractions-et-patrimoine/moulin-legere>.

- Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. 2017a. « Politique Municipalité amie des aînés (MADA). » <https://sjsr.ca/wp-content/uploads/2019/08/politique-mada.pdf>.
- . 2017b. « Politique Municipalité amie des aînés (MADA). Plan d'action 2017-2020. » <https://sjsr.ca/wp-content/uploads/2019/08/plan-d-action-mada.pdf>.
- . 2017c. « Résultats de l'élection. L'élection générale du 5 novembre 2017 a permis d'élire une mairesse et 12 conseillers municipaux. » <https://sjsr.ca/communiqués-2017/election-municipale-a-saint-jean-sur-richelieu-42-candidats-en-lice/>.
- . 2020a. « Secteurs. » <https://sjsr.ca/secteurs/>.
- . 2020b. « Accessibilité. » <https://sjsr.ca/accessibilite/>.
- . 2021a. « Politique Municipalité amie des aînés (MADA). Plan d'action 2021-2025. » s.l.: Publication officielle de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu.
- . 2021b. « Bibliothèques. » <https://sjsr.ca/bibliotheques/>.
- Ville, Isabelle et France Guérin-Pace. 2005. « Interroger les identités : l'élaboration d'une enquête en France. » *Population* 60 (3): 277-305. doi:10.3917/popu.503.0277.
- Villeneuve, Paul, Yvon Jodoin et Marius Thériault. 2007. « L'énigme de Québec... ou de ses banlieues: Une analyse de géographie électorale. » *Cahiers de géographie du Québec* 51 (144): 375-397. doi:10.7202/017625ar.
- Vincent, John A. 1999. *Politics, power, and old age*. Rethinking ageing series. Buckingham: Buckingham : Open University Press.
- Vincent, John A., Guy Patterson et Karen Wale. 2001. *Politics and Old Age: Older Citizens and Political Process in Britain*. London: Routledge.
- Viriot Durandal, Jean-Philippe. 2012. « Le “pouvoir gris” du lobbying au pouvoir sur soi. » *Gérontologie et société* 35 / n°143 (4): 23-38. doi:10.3917/g.s.143.0023.
- . 2013. *Le pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Viriot Durandal, Jean-Philippe et Thibault Moulaert. 2014. « Le “vieillessement actif” comme référentiel international d'action public: acteurs et contraintes. » *Socio-logos, Revue publiée par l'Association Française de Sociologie* (9): 1-25.
- Viriot Durandal, Jean-Philippe, Christian Pihet et Pierre-Marie Chapon. 2012. *Les défis territoriaux face au vieillissement*. Paris: La Documentation française.
- Viriot Durandal, Jean-Philippe, Émilie Raymond, Thibault Moulaert et Michèle Charpentier. 2015. *Droits de vieillir et citoyenneté des aînés : pour une perspective internationale*. Québec (Québec): Presses de l'Université du Québec.
- Walker, Alan. 2006. « Reexamining the Political Economy of Aging: Understanding the Structure/Agency Tension. » In *Aging, Globalization and Inequality*, sous la dir. de Jan Baars, Dale Dannefer, Chris Phillipson, et Alan Walker, p.59-80. Amityville, NY: Baywood Publishing Company, Inc.
- Walker, Jack L. 1983. « The Origins and Maintenance of Interest Groups in America. » *The American Political Science Review* 77 (2): 390-406. doi:10.2307/1958924.
- Walker, Richard et Robert D. Lewis. 2001. « Beyond the Crabgrass Frontier: Industry and the Spread of North American Cities, 1850–1950. » *Journal of Historical Geography* 27 (1): 3-19. doi:10.1006/jhge.2000.0266.
- Walks, R. Alan. 2004. « Place of Residence, Party Preferences, and Political Attitudes in Canadian Cities and Suburbs. » *Journal of Urban Affairs* 26 (3): 269-295. doi:10.1111/j.0735-2166.2004.00200.x.
- . 2005. « The City-Suburban Cleavage in Canadian Federal Politics. » *Canadian Political Science Association and The Société québécoise de science politique* 38 (2): 383-413.

- . 2006. « The Causes of City-Suburban Political Polarization ? A Canadian Case Study. » *Annals of the Association of American Geographers* 96 (2): 390-414. doi:10.1111/j.1467-8306.2006.00483.x.
- Winterton, Rachel. 2016. « Organizational Responsibility for Age-Friendly Social Participation: Views of Australian Rural Community Stakeholders. » *Journal of Aging & Social Policy* 28 (4): 261-276. doi:10.1080/08959420.2016.1145504.
- Wright, James D. 1976. *The dissent of the governed: alienation and democracy in America*. Quantitative studies in social relations. New York: Academic Press.
- Xu, Qingwen, Douglas D. Perkins et Julian Chun-Chung Chow. 2010. « Sense of Community, Neighboring, and Social Capital as Predictors of Local Political Participation in China. » *American Journal of Community Psychology* 45 (3-4): 259-271. doi:10.1007/s10464-010-9312-2.
- Zimmerman, Marc A. 1995. « Psychological empowerment: Issues and Illustrations. » *American Journal of Community Psychology* 23 (5): 581-599.

ANNEXE 1 – DIMENSIONS, DÉFINITIONS ET QUESTIONS DE NOS GUIDES D'ENTRETIEN

Groupe de discussion

L'expérience de la ville : dimensions

Dimensions	Définitions	Questions
Sentiment d'appartenance à la municipalité	Enracinement à la ville (nombre d'années passées dans la municipalité) Attachement au territoire (fierté/ aimer/ ne pas aimer la municipalité)	<ul style="list-style-type: none"> • Aimez-vous [Repentigny / Saint-Jean-sur-Richelieu / Saint-Eustache] ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Pourquoi ?
Activités du quotidien et utilisation des services de la ville	Nature et fréquence des activités réalisées (Dimensions MADA et autres) Utilité sociale perçue de ses activités Nature de l'implication (dimensions MADA) Nature de la motivation à l'origine des activités	<u>Transport / sécurité</u> <ul style="list-style-type: none"> • Que pensez-vous du transport collectif dans votre ville ? Est-ce que les trajets d'autobus vous permettent de vous rendre à vos activités ? Est-ce que votre quartier est bien desservi par les autobus ? Est-ce que le tarif du transport est accessible ? • Est-ce que vous utilisez d'autres moyens de transport que les autobus de la ville ? • Est-ce facile de vous déplacer dans la ville avec votre voiture ? Est-ce que les stationnements sont abordables ? Avez-vous des zones de stationnement réservées ? • Est-ce facile de vous déplacer à pied ? Voyez-vous des difficultés dans la marche à pied dans votre municipalité ? • Qu'en est-il du vélo ? Est-ce que vous avez accès à des pistes cyclables ? Sont-elles en bon état ?

		<p><u>Espaces extérieurs et bâtiments / sécurité / respect et inclusion sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Aimez-vous les parcs de la ville ? • Est-ce que vous les fréquentez ? • Pourquoi ? Qu'y faites-vous ? / Quelles activités y pratiquez-vous ? / Y allez-vous seul·e ? Est-ce que vous y allez souvent ? • Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ? / Qu'est-ce qui vous donnerait l'envie d'aller plus souvent dans un parc de la ville ? • Est-ce que vous vous rendez à l'une des bibliothèques de la ville ? • À quelle fréquence allez-vous à la bibliothèque ? Est-ce que vous allez à la bibliothèque pour autre chose que pour emprunter des livres ? • Est-ce qu'il y a des activités spécifiquement dédiées aux aîné·e·s ? Que pensez-vous des services offerts ? • Est-ce que vous participez à ces activités ? Pourquoi ? <p><u>Participation et engagement citoyen</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vous êtes membre de cette association, mais êtes-vous membre d'autres associations ? • Pourquoi est-ce important, pour vous, de vous impliquer dans des associations ? <p><u>Loisirs / Respect et inclusion sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs activités et festivités sont organisées dans votre municipalité. Participez-vous à ces activités ? • Trouvez-vous facile l'accès à ces festivités ? Est-ce que les activités offertes lors de ces festivités sont accessibles aux aîné·e·s ? • En dehors de ces festivités, est-ce que vous participez à des activités sociales offertes par votre municipalité ?
--	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> • Lesquelles ? Pour quelle raison ? • Est-ce que la municipalité vous consulte avant de mettre en place des activités concernant les aîné·e·s ? • Qu'en est-il des activités sociales à tendance politique (manifestation, pétition, etc.) y participez-vous ?
Représentations vieillesse	du L'âgisme reçu par la société	<ul style="list-style-type: none"> • Pour vous, c'est quoi vieillir ? Qu'est-ce que ça veut dire pour vous vieillir ? Qu'est-ce que ça implique dans votre quotidien ? • Selon vous, quelle image est véhiculée lorsque l'on parle de vieillissement ? Comment le vieillissement est-il perçu par la société ? • Et dans votre municipalité, comment c'est de vieillir à [Repentigny / Saint-Jean-sur-Richelieu / Saint-Eustache] ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Voyez-vous des difficultés à vieillir dans votre ville ? Y a-t-il des avantages à vieillir dans votre ville ?

La participation à la vie politique municipale : dimensions

Dimensions	Définitions	Questions
<p>Historique du vote à l'échelle municipale</p> <p>Historique de la participation politique non électorale</p>	<p>Depuis quand</p> <p>Fréquence</p> <p>Nature (pour la participation non électorale)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que vous votez à l'échelle municipale ? • Qu'en est-il des activités sociales à tendance politique (manifestation, pétition, etc.) y participez-vous ? <ul style="list-style-type: none"> ○ De quelle manière y participez-vous plus spécifiquement ?
<p>Sens de l'acte politique</p>	<p>Signification et valeurs du vote</p> <p>Significations et valeurs des autres types de participation politique exercées</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En tant qu'ainé·e, comment croyez-vous pouvoir changer les choses dans votre municipalité ? <ul style="list-style-type: none"> ○ De quelle manière ? ○ Quelles sont vos revendications en tant qu'ainé·e ? ○ Est-ce important pour vous de participer à la vie politique de votre municipalité ? ○ Pourquoi ? • Qu'est-ce qui vous motive à aller voter à l'échelle municipale ? Pourquoi allez-vous voter à l'échelle municipale ? Pour vous, est-ce que c'est important de voter à l'échelle municipale ? • Plus qu'aux autres échelles de gouvernement ? Pourquoi ? • Quelle valeur/signification accordez-vous au vote à l'échelle municipale ? • Est-ce que votre vote, à l'échelle municipale, est différent aujourd'hui, étant ainé·e, qu'il ne l'était avant ? Est-ce que ce vote a plus ou moins d'importance aujourd'hui ? • Est-ce que votre vote à l'échelle municipale peut faire une différence ?

		<ul style="list-style-type: none"> • Qu'en est-il des activités sociales à tendance politique (manifestation, pétition, etc.) y participez-vous ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Pourquoi participez-vous à ces activités politiques ? ○ Est-ce que vous attribuez un symbole particulier à cette participation ? / En quoi est-ce important, pour vous, en tant qu'aîné·e·s, de vous impliquer dans ces activités plus que dans d'autres activités ?
<p>Pouvoir gris</p>	<p>Conscience d'appartenir à un groupe qui constitue un tout Motivation à agir Perception de ses compétences à la participation Conscience critique Sentiment d'influence collective</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En tant qu'aîné·e, comment croyez-vous pouvoir changer les choses dans votre municipalité ? <ul style="list-style-type: none"> ○ De quelle manière ? ○ Quelles sont vos revendications en tant qu'aîné·e ? ○ Est-ce important pour vous de participer à la vie politique de votre municipalité ? ○ Pourquoi ? • Qu'est-ce qui vous motive à aller voter à l'échelle municipale ? Pourquoi allez-vous voter à l'échelle municipale ? Pour vous, est-ce que c'est important de voter à l'échelle municipale ? • Plus qu'aux autres échelles de gouvernement ? Pourquoi ? • De quelle manière, considérez-vous que votre vote à l'échelle municipale vous permet de contribuer à la société ? • En tant qu'aîné·e, est-ce que vous trouvez difficile ou facile de participer à toutes activités ?

Entretien individuel

L'expérience de la ville : dimensions

Dimensions	Définitions	Questions
Sentiment d'appartenance à la municipalité	Enracinement à la ville (nombre d'années passées dans la municipalité) Attachement au territoire (fierté/ aimer/ ne pas aimer la municipalité)	<ul style="list-style-type: none"> • Pourriez-vous me dire depuis combien de temps vous habitez la ville de [Repentigny / Saint-Jean-sur-Richelieu / Saint-Eustache] ? • Est-ce que vous êtes fier·ère de vivre à [Repentigny / Saint-Jean-sur-Richelieu / Saint-Eustache] ? Avez-vous un attachement à votre ville ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Comment expliquez-vous cet attachement ? • Qu'est-ce que vous appréciez le plus de votre ville ? • Et le moins de votre ville ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Comment est-ce que cela pourrait être amélioré ?
Activités du quotidien et utilisation des services de la ville	Nature et fréquence des activités réalisées (Dimensions MADA et autres) Utilité sociale perçue de ses activités Nature de l'implication (dimensions MADA) Nature de la motivation à l'origine des activités	<p><u>Loisirs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que vous participez à des activités sociale, culturelle, familiale, politique, de manière plus récurrente ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Pourriez-vous me les nommer ? ○ Pourquoi y participez-vous ? Qu'est-ce que cela vous apporte d'y participer ? ○ Est-ce qu'une raison en particulier vous a motivé à participer à cette activité ? ○ Comment de temps y consacrez-vous par semaine ? <p><u>Transport / sécurité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • J'aimerais savoir quel moyen de transport vous utilisez pour vous rendre à vos activités ? • Est-ce que l'utilisation de [ce moyen de transport] est efficace dans la ville ?

		<ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que vous trouvez la pratique de [ce moyen de transport] comme sécuritaire ? • Qu'est-ce qui ferait en sorte que vous utiliseriez plus le transport collectif de la ville ? • Qu'est-ce qui ferait en sorte que vous pratiqueriez plus le transport actif pour vous rendre à vos activités ? <p><u>Espaces extérieurs et bâtiments / sécurité / respect et inclusion sociale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce qu'il vous arrive d'aller dans les parcs de la ville dans la semaine ? • Combien de fois par semaine y allez-vous ? • Lequel/Lesquels fréquentez-vous ? • Pourquoi allez-vous spécifiquement à ce parc ? (proximité, sécuritaire) • Concernant les bibliothèques municipales, est-ce que vous utilisez les services qui sont mis à votre disposition ? <p><u>Participation et engagement citoyen</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • J'aimerais maintenant savoir depuis combien de temps vous êtes membre de l'association [nom de l'association] ? • Pourquoi êtes-vous membre de cette association ? Qu'est-ce que cela vous procure d'être membre de cette association ? Quelle importance accordez-vous à cette implication ? • Est-ce que vous êtes membre d'autres associations ? • Combien d'heures par semaine offrez-vous aux associations ? • Quel rôle croyez-vous pouvoir jouer dans votre communauté ou dans la société en général ?
--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Quel est votre rôle au sein de tout ça ? / Votre contribution ? • Qu'est-ce que vous apportez à votre ville, qui est spécifique, unique à vous ? • Qu'est-ce que cela vous apporte de faire (ceci ou cela en référence aux réponses antérieures) ?
Représentation du vieillissement	L'âgisme reçu par la société	<ul style="list-style-type: none"> • En tant qu'aîné·e, est-ce que vous trouvez difficile ou facile de participer à toutes les activités ? • Dans votre municipalité, qu'est-ce qui pourrait être amélioré pour mieux intégrer les aîné·e·s dans les diverses activités offertes ? • Croyez-vous que votre ville devrait changer quelque chose pour aider les aîné·e·s à mieux profiter de celle-ci ?

La participation à la vie politique municipale : dimensions

Dimensions	Définitions	Questions
Historique du vote à l'échelle municipale Historique de la participation politique non électorale	Depuis quand Fréquence Nature (pour la participation non électorale)	<ul style="list-style-type: none"> • Qu'en est-il des activités sociales à tendance politique (manifestation, pétition, etc.) y participez-vous ? <ul style="list-style-type: none"> ○ De quelles manières participez-vous plus spécifiquement ? ○ Est-ce que cela fait longtemps que vous vous impliquez dans ces activités politiques ?
Sens de l'acte politique	Signification et valeurs du vote Significations et valeurs des autres types de participation politique exercées	<ul style="list-style-type: none"> • Pourquoi participez-vous à ces activités politiques ? • Est-ce que vous attribuez un symbole particulier à cette participation ? / En quoi est-ce important, pour vous, en tant qu'aîné·e·s, de vous impliquer dans ces activités plus que dans d'autres activités ?
Pouvoir gris	Conscience d'appartenir à un groupe qui constitue un tout Motivation à agir Perception de ses compétences à la participation Conscience critique Sentiment d'influence collective	<ul style="list-style-type: none"> • Comme aîné·e·, quel rôle croyez-vous pouvoir jouer dans votre communauté ou dans la société en général ? • Quel est votre rôle au sein de tout ça ? / Votre contribution ? • Qu'est-ce que vous apportez à votre ville, qui est spécifique, unique à vous ? • Qu'est-ce que cela vous apporte de faire (ceci ou cela en référence aux réponses antérieures) ?

Question #15, récit de la participation électorale : J'aimerais que vous me racontiez votre expérience de vote à l'échelle municipale. Expliquez-moi depuis quand vous votez à l'échelle municipale, ce qui vous a motivé à voter ou à vous abstenir à un certain moment dans votre vie. Est-ce que des enjeux particuliers ou des situations particulières vont ont amené à vous questionner sur votre participation électorale ? Est-ce que votre motivation a changé avec le temps ? Vous voyez où je veux en venir ? Je voudrais connaître votre expérience relative à votre vote à l'échelle municipale depuis que vous pouvez voter.

Lien avec l'historique du vote et le sens de l'acte politique. Peut-être le pouvoir gris en fonction des réponses.

ANNEXE 2 – QUESTIONNAIRE SOCIODÉMOGRAPHIQUE

J'ai besoin de quelques renseignements à votre sujet pour décrire ce qui caractérise les participants de mon projet de recherche. Veuillez répondre aux questions suivantes en cochant la réponse qui vous décrit le mieux.

1. Âge : ____ ans.

2. Genre :

Homme Femme Autre, précisez _____

3. Les études pour lesquelles vous avez obtenu un diplôme :

École primaire Collège
 École secondaire Université

4. Quelle est votre occupation actuelle par rapport à l'emploi ?

Occupe un emploi Au foyer
 Retraité(e) Autre, précisez _____

5. Secteur d'emploi principal au courant de votre vie :

Municipal ou paramunicipal
 Communautaire ou associatif (p. ex. OSBL, COOP, etc.)
 Public ou parapublic (p. ex. école, CSSS, etc.)
 Privé (p. ex. entreprise, PME, etc.)

6. D'après vous, votre état de santé actuel est :

Excellent Bon Passable Mauvais

7. Quel est votre état matrimonial actuel ?

Marié.e ou conjoint.e de fait Célibataire
 Divorcé.e ou séparé.e Veuf.ve

8. Vous êtes propriétaire ou locataire ?

Locataire Propriétaire

9. Avec qui vivez-vous à la maison ? (Cochez toutes les bonnes réponses)

Je vis seul.e

Je vis avec mon conjoint/ma conjointe

Je vis avec mes enfants (nombre : ____)

Je vis avec d'autres membres de ma famille (nombre : ____).

Liens (p. ex. mère, sœur, etc.) : _____

Je vis avec d'autres personnes (nombre : ____).

Liens (p. ex. colocataire, ami.e, pensionnaire) _____

10. Comment percevez-vous votre situation financière par rapport aux gens de votre âge ?

Vous vous considérez à l'aise financièrement

Vous considérez vos revenus suffisants pour répondre à vos besoins

Vous vous considérez pauvre

Vous vous considérez très pauvre

11. Depuis combien de temps résidez-vous dans la ville ? ____ ans

Merci de votre participation.

ANNEXE 3 – LISTE DES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA VILLE DE SAINT-JEAN-SUR- RICHELIEU (NON-EXHAUSTIVE)

Par souci de confidentialité, nous présentons seulement le nom des associations et des organismes et nous avons enlevé les coordonnées des responsables.

Nom de l'association ou de l'organisme
Centre des aînés johannais inc.
Club de l'Âge d'Or de Saint-Luc
Club des 3 fois 20 ans de Saint-Jean
Club FADOQ Iberville
Club FADOQ Île Ste-Thérèse Talon
Club FADOQ L'Acadie
Club FADOQ Saint-Jean-sur-Richelieu
FADOQ - Région Rive-sud-Suroît

ANNEXE 4 – LISTE DES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA VILLE DE SAINT-EUSTACHE (NON-EXHAUSTIVE)

Par souci de confidentialité, nous présentons seulement le nom des associations et des organismes et nous avons enlevé les coordonnées des responsables.

Nom de l'association ou de l'organisme
Association des bénévoles du centre hospitalier Saint-Eustache
Association des citoyens du quartier Clair matin
Cap-emmaüs
Centre d'action bénévole Les Artisans de l'aide
Centre d'entraide Racine-Lavoie
Cercle de fermières de Saint-Eustache
Club cœurs joyeux Saint-Eustache
Club de bridge Saint-Eustache
Club de loisirs Entre-gens Saint-Eustache
Club de Scrabble le pot-à-mots Saint-Eustache
Club Kiwanis Saint-Eustache
Club informatique 64 nord de Deux-Montagnes
Comité de loisirs le bel âge
Comité de loisirs Le Châtelain de Saint-Eustache
Fondation du manoir Saint-Eustache

ANNEXE 5 – LISTE DES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA VILLE DE REPENTIGNY (NON- EXHAUSTIVE)

Par souci de confidentialité, nous présentons seulement le nom des associations et des organismes et nous avons enlevé les coordonnées des responsables.

Nom de l'association ou de l'organisme
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption
Centre à Nous – LE Centre de services communautaires et culturels de Repentigny
Centre d'action bénévole – Service bénévole compte L'Assomption
Chevaliers de Colomb de l'assemblée curé Armand Longpré (le conseil 2037)
Chevaliers de Colomb de Le Gardeur (le conseil 10171)
Chevaliers de Colomb de Repentigny (le conseil 7701)
Club de l'âge d'or de Repentigny
Club de l'âge d'or Les Bons vivants de Le Gardeur
Club Lions de Repentigny
Club Lions La Seigneurie
Club Lions Repentigny Le Gardeur II
Les potagers communautaires de Repentigny
Les répités de Gaby (donner du répit aux familles ayant des enfants atteints de TED ou d'autisme)
Marraines coup de pouce (soutien à domicile pour les nouvelles mamans)
Popote roulante Rive-Nord
Regroupement des aidants naturels du comté L'Assomption

ANNEXE 6 – CERTIFICAT D'ÉTHIQUE



CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains a examiné le projet de recherche identifié ci-dessous.

Titre du projet : La participation électorale des aînés : De l'échelle municipale aux représentations du vieillissement

Nom du chercheur principal (ou de l'étudiant) : Salomé Vallette

Centre : Sélectionner le centre UCS

Noms des étudiants inscrits à l'INRS dont les mémoires et/ou thèses découleront du projet, le cas échéant :


Nom du directeur de recherche, le cas échéant : Sandra Breux

Nom du co-directeur de recherche, le cas échéant : Meghan Joy, U. Concordia

Nom de l'organisme subventionnaire ou de commandite : FRQSC

Le Comité d'éthique en recherche avec des êtres humains atteste que la recherche proposée impliquant des êtres humains répond aux normes de l'INRS en matière d'éthique.

Le présent certificat d'éthique est valide jusqu'au 1^{er} août 2020

	2 août 2019
Signature du président	Date d'émission initiale du certificat

CER- 19-515